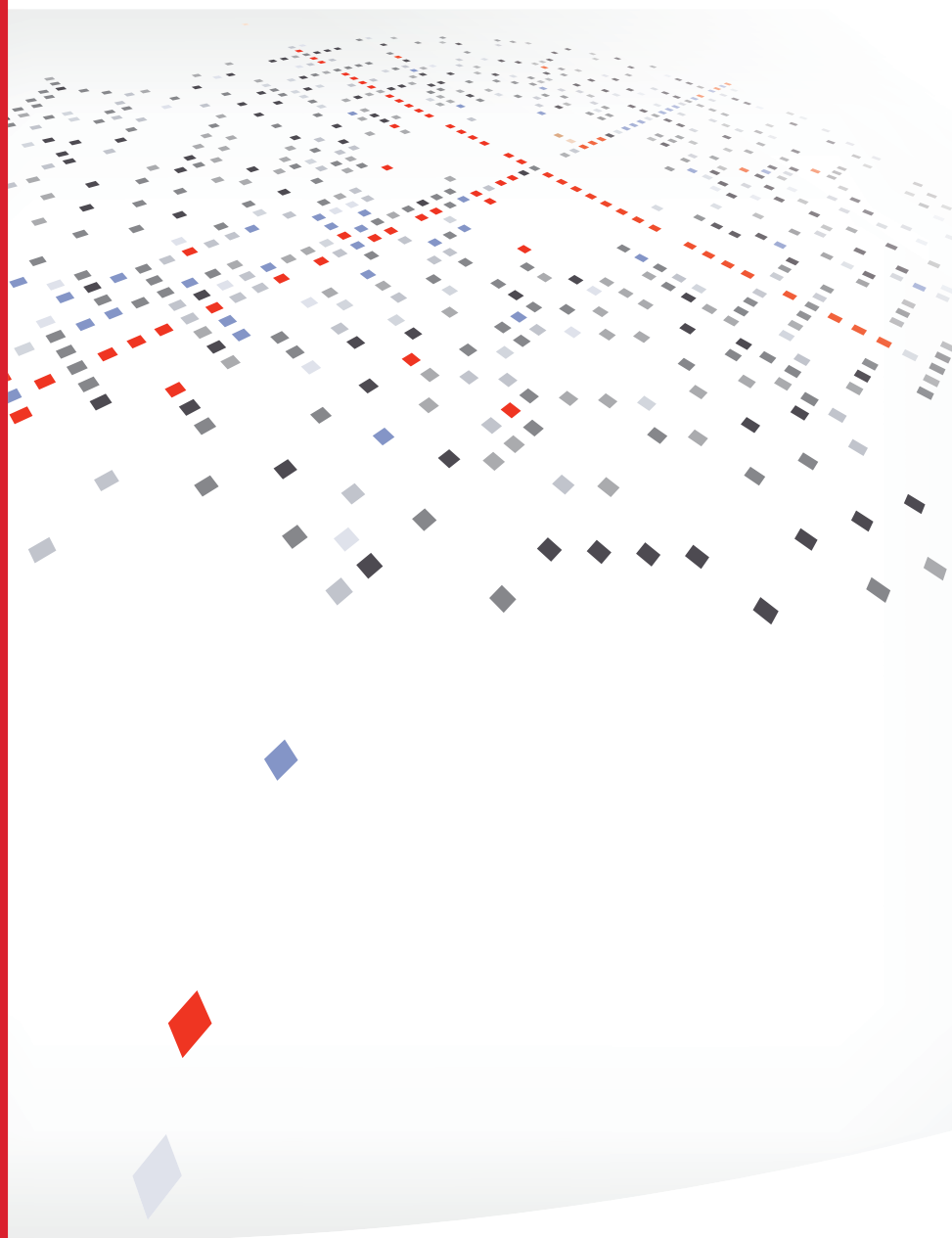


| 2015

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL



Réussir la transformation. Ensemble.

Delivering Transformation. Together.

sopra  steria

	Profil du Groupe Sopra Steria	2			
1	Présentation de Sopra Steria RFA	13	5	Comptes individuels 2015 RFA	187
	1. Chiffres clés	14		Bilan	188
	2. Histoire de Sopra Steria Group	15		Compte de résultat	189
	3. Activités de Sopra Steria Group	15		1. Faits majeurs	189
	4. Situation générale du secteur des ESN	22		2. Principes comptables et méthodes d'évaluation	190
	5. Organigramme juridique simplifié au 31 décembre 2015	23		3. Notes relatives au bilan	193
	6. Organisation du Groupe	24		4. Notes relatives au compte de résultat	203
	7. Examen de la situation du Groupe et des résultats	25		5. Autres informations	207
	8. Comptes individuels 2015 de la société Sopra Steria Group SA	30		Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	215
	9. Stratégie et objectifs : évolution récente et perspectives 2016	31		Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	216
	10. Facteurs de risques	33			
2	Gouvernement d'entreprise	39	6	Capital et action Sopra Steria Group RFA	219
	Rapport du Président du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques RFA	40		1. Informations générales	220
	1. Composition du Conseil d'administration	40		2. Répartition du capital	221
	2. Préparation et organisation des travaux du Conseil d'administration	49		3. Participation des salariés au capital	222
	3. Rôle des mandataires sociaux	54		4. Droits de vote	222
	4. Politique de rémunération des mandataires sociaux	54		5. Franchissements de seuils	222
	5. Écarts par rapport aux recommandations du Code Afep-Medef	55		6. Pactes d'actionnaires	223
	6. Procédures de contrôle interne et de gestion des risques	55		7. Contrôle	224
	Tableaux de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées (Position recommandation AMF n° 2009-16 révisée le 17 décembre 2013)	63		8. Programme de rachat d'actions	224
	Rapport des Commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le Rapport du Président du Conseil d'administration de la société Sopra Steria Group RFA	70		9. Évolution du capital	226
				10. Titres donnant accès au capital – dilution potentielle	226
				11. Informations relatives aux opérations sur titres des dirigeants et des personnes mentionnées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier	227
				12. Autorisations d'émissions données au Conseil d'administration par les Assemblées générales des 27 juin 2014 et 25 juin 2015	227
				13. Informations prescrites par la Loi n° 2006-387 du 31 mars 2006 relative aux offres publiques d'acquisition	229
				14. Cours et volumes mensuels de l'action sur Euronext Paris	229
				15. Évolution du cours de l'action	230
				16. Dividende par action	230
3	Responsabilité d'Entreprise RFA	71	7	Informations complémentaires	231
	1. Sopra Steria s'engage pour un monde plus durable	72		1. Carte d'identité de Sopra Steria Group	232
	2. Responsabilité Sociale	79		2. Conseil d'administration	233
	3. Responsabilité envers le Marché	93		3. Direction générale	236
	4. Engagement Solidaire	99		4. Assemblées générales	237
	5. Responsabilité Environnementale	103		5. Responsable du document de référence et informations sur le contrôle des comptes	239
	6. Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le Rapport de gestion	115		6. Calendrier indicatif de publication des résultats	240
				7. Liste des informations réglementées publiées en 2015	241
				8. Documents accessibles au public	242
4	Comptes consolidés 2015 RFA	117	8	Assemblée générale du 22 juin 2016	243
	État du résultat net consolidé	118		Ordre du jour	244
	État du résultat global consolidé	119		1. Présentation des résolutions	246
	État de la situation financière consolidée	120		2. Texte des projets de résolutions	254
	État des variations des capitaux propres consolidés	121		3. Rapports spéciaux du Conseil d'administration	268
	Tableau des flux de trésorerie consolidés	122			
	Notes aux états financiers consolidés	123			
	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	185			
				Attestation du responsable du document de référence RFA	270
				Table de concordance	271

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2015



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 22/04/2016, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du document de référence sont disponibles auprès de Sopra Steria Group, Direction de la Communication, 9 bis, rue de Presbourg, 75116 Paris, sur le site Internet : www.soprasteria.com et sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org.

Conformément à l'article 28 du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

1. Relatives à l'exercice 2013 :
 - le Rapport de gestion et les comptes consolidés ainsi que le Rapport des Commissaires aux comptes sur ces derniers, figurant dans le document de référence déposé le 29 avril 2014 sous le numéro D.14-0434 (respectivement pages 43 à 70 et 117 à 173) ;
 - les comptes individuels de Sopra ainsi que le Rapport des Commissaires aux comptes sur ces derniers figurant dans le document de référence déposé le 29 avril 2014 sous le numéro D.14-0434 (pages 175 à 194) ;
 - le Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés figurant dans le document de référence déposé le 29 avril 2014 sous le numéro D.14-0434 (pages 195 à 196).
2. Relatives à l'exercice 2014 :
 - le Rapport de gestion, figurant dans le document de référence déposé le 29 avril 2015 sous le numéro D.15-0427, est détaillé dans la table de concordance au chapitre 8 – Informations relatives au Rapport de gestion de la Société ;
 - les comptes consolidés ainsi que le Rapport des Commissaires aux comptes sur ces derniers, figurant dans le document de référence déposé le 29 avril 2015 sous le numéro D.15-0427 (respectivement en pages 115 à 188 et 189) ;
 - les comptes individuels de Sopra Steria ainsi que le Rapport des Commissaires aux comptes sur ces derniers figurant dans le document de référence déposé le 29 avril 2015 sous le numéro D.15-0427 (en pages 191 à 223 et 224) ;
 - le Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés figurant dans le document de référence déposé le 29 avril 2015 sous le numéro D.15-0427 (en pages 225 à 226).

Les informations incluses dans ces deux documents de référence autres que celles citées ci-dessus ont été, le cas échéant, remplacées et/ou mises à jour par des informations incluses dans le présent document de référence.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Pierre PASQUIER



Le 31 décembre 2014 naissait Sopra Steria, avec l'ambition de créer un leader européen de la transformation numérique. À cette date, les deux entités légales fusionnaient pour s'engager sur un chemin exigeant, celui de l'intégration entre deux sociétés dotées chacune d'une longue histoire et d'une forte culture.

Un peu plus d'un an après cette échéance fondatrice, je suis fier du chemin parcouru : l'intégration entre Sopra et Steria est un succès et le bien-fondé de notre rapprochement est unanimement reconnu.

Les résultats de l'exercice 2015 du Groupe Sopra Steria témoignent de ce succès, alors même que les équipes ont été l'an passé largement mobilisées par la fusion opérationnelle de nos activités. J'en veux pour preuve la bonne dynamique commerciale du Groupe, qui affiche en 2015 une croissance organique de 2%. Sur le seul périmètre des activités de conseil et d'intégration en France, où était concentré l'essentiel des enjeux d'intégration, la croissance atteint même 3,5 %. La réaction très positive de nos grands clients au rapprochement entre Sopra et Steria illustre le changement de positionnement et d'image du Groupe. Sopra Steria est ainsi perçu comme un partenaire désormais à même de concevoir et de mener à bien les grands programmes de transformation numérique de ses clients européens.

Avec 3,6 Md€ de chiffre d'affaires et plus de 38 000 collaborateurs opérant dans plus de 20 pays, Sopra Steria propose aujourd'hui l'un des portefeuilles d'offres les plus complets du marché. Ses savoir-faire répondent à tous les besoins de la transformation numérique : conseil, intégration de systèmes, édition de solutions métiers et technologiques, gestion d'infrastructures, managed services, cyber sécurité et Business Process Services. Le Groupe est solidement ancré dans les secteurs verticaux qui constituent ses domaines d'excellence.

Dans un marché où les mutations s'accroissent, nous allons poursuivre et amplifier notre réflexion stratégique afin d'adapter le positionnement et les fondamentaux du Groupe. L'étape de l'intégration étant franchie, nous avons décidé de lancer un projet d'entreprise ambitieux : *Sopra Steria 2020*.

Sopra Steria 2020, c'est la marque d'un Groupe agile, performant et innovant. Un Groupe indépendant et différent, fédéré par une culture d'entrepreneurs, qui place le collectif au centre de son action. Un Groupe qui déploie une vision à long terme ainsi qu'un projet créateur de valeur, tant pour ses collaborateurs que pour ses clients et actionnaires.

Sopra Steria 2020, c'est une ambition forte : être l'acteur de référence des services IT en Europe. Cela implique une forte croissance organique, une politique active de croissance externe et une rentabilité au niveau des meilleurs.

Parce qu'ils sont les principaux acteurs de la réussite de Sopra Steria, j'ai souhaité associer à ce projet d'entreprise l'ensemble des collaborateurs du groupe au travers d'un programme d'actionnariat salarié lancé au premier trimestre de cette année 2016.

Nous sommes fiers des succès collectifs remportés jusqu'à présent. Nos succès futurs reposent sur notre capacité à nous rassembler autour de valeurs et d'objectifs partagés. L'avenir nous réserve de nombreux défis, mais aussi de formidables opportunités. À nous de les saisir !

Un peu plus d'un an après cette échéance fondatrice, je suis fier du chemin parcouru : l'intégration entre Sopra et Steria est un succès et le bien-fondé de notre rapprochement est unanimement reconnu.

L'ESSENTIEL

Chiffres clés 2015

Sopra Steria propose l'un des portefeuilles d'offres les plus complets du marché : conseil, intégration de systèmes, édition de solutions métiers et technologiques, gestion d'infrastructures, managed services, cyber sécurité et Business Process Services.

+ 38 000

COLLABORATEURS

3,6 Md€

CHIFFRE D'AFFAIRES

245,5 M€

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL
D'ACTIVITÉ

184

IMPLANTATIONS

1,2 Md€

FONDS PROPRES

84,4 M€

RÉSULTAT NET PART
DU GROUPE

+20

PAYS

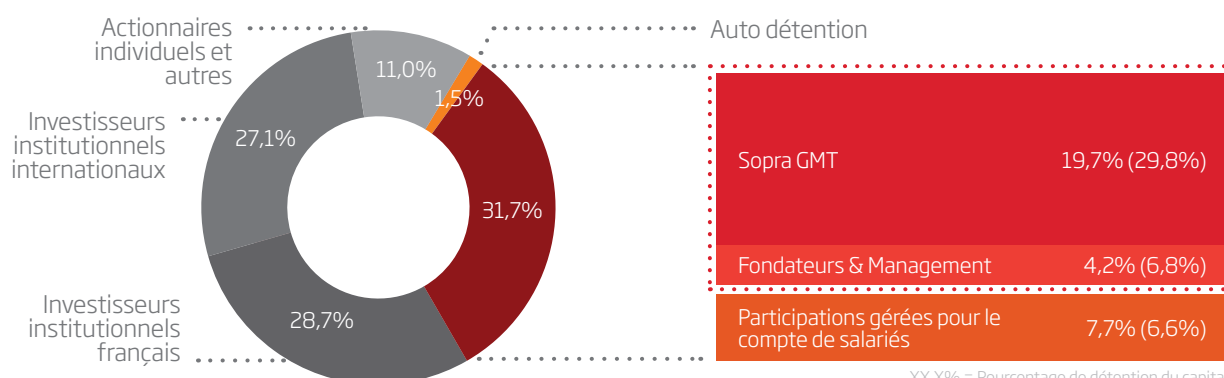
2,2 Md€

CAPITALISATION
AU 31/12/2015

105,4 M€

R&D DANS L'ÉDITION
DE SOLUTIONS

RÉPARTITION DU CAPITAL AU 31/12/2015



XX,X% = Pourcentage de détention du capital
(XX,X%) = Pourcentage des droits de vote exerçables

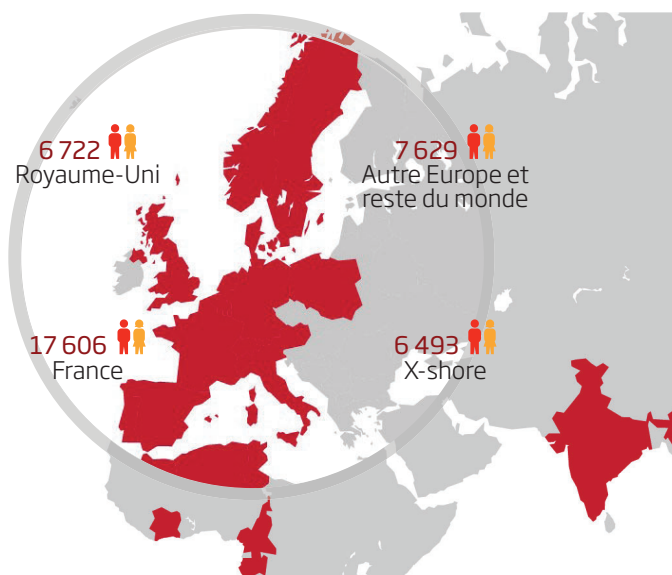
Base TPI au 31/12/2015 – seuil de détention supérieur à 1000 actions
Sopra Steria Group (SOP) est coté sur Euronext Paris (Compartiment A) – Indice SBF 120 - Code ISIN : FR0000050809
Reuters : SOPR.PA - Bloomberg : SOP:FP



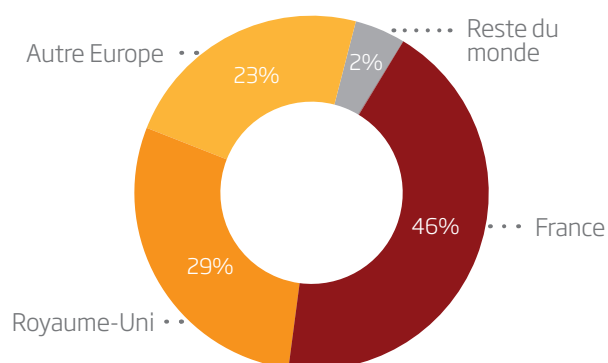
Sopra Steria Group – Date de création : 1968 - Société anonyme au capital de 20 446 723 € – 326 820 065 RCS Annecy
Siège social : PAE Les Glaisins – FR 74940 Annecy-le-Vieux
Direction générale : 9 bis, rue de Presbourg – FR 75116 Paris
Tél. : +33(0)1 40 67 29 29 - Fax : +33(0)1 40 67 29 30
accueil@soprasteria.com - www.soprasteria.com
Direction des relations investisseurs : investors@soprasteria.com

Une large présence européenne

Effectifs dans le groupe : 38 450 

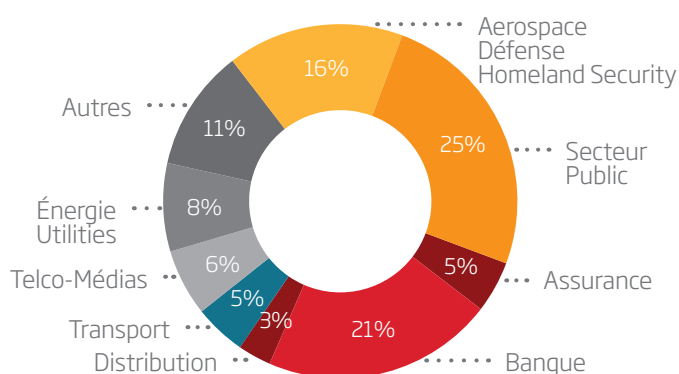


CHIFFRE D'AFFAIRES GROUPE PAR REGION



Une position de leader sur les verticaux stratégiques

CHIFFRE D'AFFAIRES GROUPE PAR VERTICAL

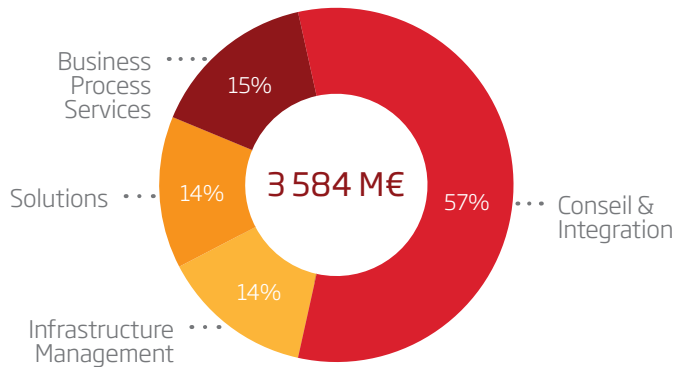


TOP 5 DES ACTEURS EUROPÉENS

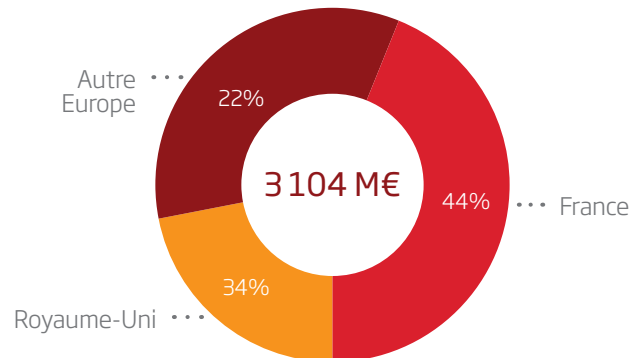
TOP 10 DES ACTEURS OPÉRANT EN EUROPE

Des produits et services pour la transformation numérique de nos clients

CHIFFRE D'AFFAIRES GROUPE PAR METIERS

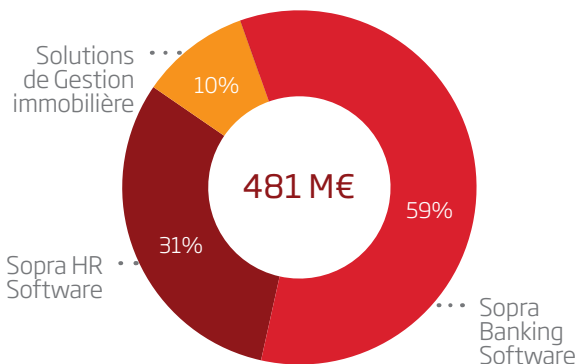


CHIFFRE D'AFFAIRES DES SERVICES (HORS SOLUTIONS) PAR REGION

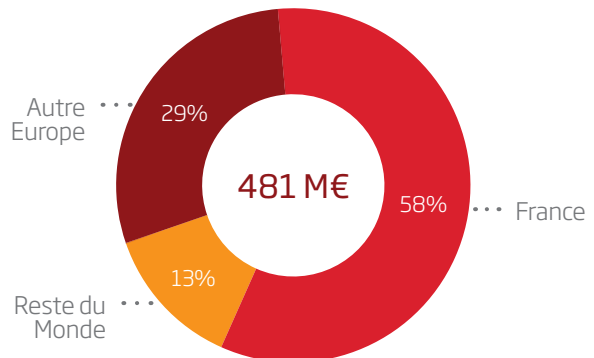


Une expertise de plus de 40 ans dans l'édition de solutions métiers et technologiques

CHIFFRE D'AFFAIRES DES SOLUTIONS PAR PRODUITS



CHIFFRE D'AFFAIRES DES SOLUTIONS PAR REGION



Social



Mobile



Big Data



Cloud



IoT

Cyber Security



HISTOIRE DU GROUPE

2015, un groupe agile qui se réinvente pour une performance durable

Sopra Steria Group est né de la fusion en 2014 de deux des plus anciennes Entreprises de Services du Numérique françaises, Sopra et Steria, fondées respectivement en 1968 et 1969 et marquées toutes deux par un fort esprit entrepreneurial ainsi qu'un grand sens de l'engagement collectif au service des ses clients.

Aujourd'hui, le Groupe s'affirme comme un des leaders européens de la transformation numérique. En 2015, coté au SBF 120, il réalise un chiffre d'affaires de 3,6 milliards d'euros et rassemble plus de 38 000 salariés dans plus de 20 pays.

Sopra Steria propose l'un des portefeuilles d'offres les plus complets du marché. Ses savoir-faire technologiques répondent à tous les besoins de la transformation numérique : conseil, intégration de systèmes, édition de solutions métiers et technologiques, gestion d'infrastructures, managed services, cyber sécurité et Business Process Services.

Le Groupe est solidement ancré dans les marchés verticaux qui constituent ses domaines d'excellence : la banque, le secteur public, l'aerospace-défense-sécurité, les transports, les télécoms et médias, l'énergie, la distribution et l'assurance.

1968
1985

Une réponse aux besoins d'informatisation de la société

L'industrie des services informatiques, tout juste naissante, accompagne la modernisation de la société. Sopra et Steria se fixent des objectifs de croissance ambitieux pour atteindre une taille critique au plus vite et répondre aux besoins des grands comptes par des produits et services innovants.

Sopra investit dans le développement de logiciels et multiplie les marchés verticaux. Parallèlement, Steria réalise de grandes signatures dans la sphère publique.

1985
2000

Le temps de la refondation

Après deux décennies de dynamisme exacerbé, le marché des services informatiques entame une phase de maturité et affronte ses premières épreuves. En 1985, Sopra repense ses fondamentaux. Le modèle combinant deux métiers complémentaires se dessine, la société se recentre sur l'intégration de systèmes et l'édition de logiciels. La performance économique est mise au cœur de la stratégie pour assurer l'indépendance du Groupe dans la durée et préparer l'introduction en Bourse, qui intervient en 1990.

Steria réorganise également sa structure fonctionnelle. La rationalisation et l'industrialisation des processus assurent à nouveau de beaux succès commerciaux. Les conditions sont réunies pour permettre à la société de planifier son introduction en Bourse en 1999.

2000
2014

La contribution à la transformation numérique des clients

L'éclatement de la bulle internet en 2001 accélère les mutations du marché. Les clients recherchent des acteurs globaux, capables de les accompagner dans la transformation de leurs métiers.

Steria répond à ces enjeux par des acquisitions majeures et structurantes. Le Groupe double de taille en intégrant les activités européennes de Bull en 2001 et se renforce dans le conseil avec l'acquisition de l'allemand Mummert Consulting en 2005. Xansa, Groupe Britannique, expert du BPO (Business Process Outsourcing), entre dans le giron de Steria en 2007. La signature de l'un des plus gros contrats de son histoire en 2013 avec le Gouvernement britannique renforce son ancrage dans le secteur public.

Sopra combine croissance interne et externe pour consolider son expansion européenne et ses pôles de compétences, le conseil, l'intégration de systèmes et l'édition de solutions. Axway, filiale née du regroupement des divisions d'infrastructure logicielle du Groupe, est introduite en Bourse en 2011 pour poursuivre sa croissance de manière autonome et partir à la conquête des États-Unis. Sopra est reconnu pour son expertise dans les services financiers, ce qui conduit à la création de Sopra Banking Software en 2012. Les solutions dédiées aux ressources humaines sont regroupées en 2014 au sein de la filiale Sopra HR Software.

 2014
2016

Une nouvelle dimension, un nouveau projet d'entreprise

La concentration du marché des services numériques s'intensifie. Dans ce contexte, le rapprochement amical de Sopra et Steria prend tout son sens et donne naissance le 31 décembre 2014 à un nouveau leader européen de la transformation numérique, Sopra Steria. La complémentarité des deux acteurs en matière de métiers et de géographies est idéale et les cultures d'entreprise sont proches.

Dès les premiers mois de 2015, le plan d'intégration construit conjointement par les équipes de Sopra et de Steria est décliné avec succès dans les directions opérationnelles et fonctionnelles du nouveau Groupe.

Parallèlement, les investissements stratégiques dans les services et l'édition de solutions métiers se poursuivent. L'acquisition de CIMPA en octobre 2015 permet au Groupe d'intensifier sa présence sur le marché du PLM (Product Lifecycle Management). Annoncé en février 2016, le projet de rapprochement avec l'éditeur Cassiopae permettrait à Sopra Banking Software de se renforcer dans les solutions de gestion des financements spécialisés et immobiliers.

En juin 2015, l'histoire du nouveau Groupe s'accompagne d'une évolution de la structure de contrôle. La holding animatrice, Sopra GMT, rachète à un actionnaire de référence, Geninfo (Société Générale), à l'occasion de sa sortie du capital, 3,43% des actions. Sopra Steria en acquiert également 1,47%, dans la perspective de la mise en place d'un plan d'actionnariat salarié. Celui-ci est formalisé en mars 2016. Il permet d'associer plus étroitement l'ensemble des collaborateurs au projet d'entreprise. Ce plan ouvre un nouveau chapitre et vient concrétiser l'unicité de l'entreprise en plaçant le collectif au centre de son action, dans une perspective de long terme.

Sopra Steria apporte une réponse globale aux enjeux de développement et de compétitivité des grandes entreprises et organisations. Combinant valeur ajoutée, innovation et performance des services délivrés, l'entreprise accompagne ses clients dans leur transformation et les aide à faire le meilleur usage du numérique.

VISION ET STRATÉGIE

Offreur global et acteur européen au service de la transformation numérique

L'approche verticale et l'accélération des initiatives dans le domaine du Digital sont stratégiques

Sopra Steria a pour ambition d'être le partenaire privilégié de la transformation numérique des grandes organisations publiques et des grandes entreprises européennes. Cette ambition repose sur un positionnement différenciant. Sopra Steria se veut un acteur européen, focalisé sur de grands clients appartenant à un nombre limité de secteurs économiques dans lesquels le Groupe détient une expertise particulière en termes de métiers, de capacité à innover et de transformation digitale.

Pour cultiver sa différence, Sopra Steria capitalise sur deux atouts spécifiques. En premier lieu, le Groupe présente la particularité d'être à la fois spécialiste des services numériques et éditeur de solutions, depuis plus de quarante ans (14% du chiffre d'affaires, soit environ 500 m€). Ses progiciels englobent des domaines métiers (banque, assurance, immobilier) ou transverses (ressources humaines). Cette singularité lui procure une large expertise métier et fonctionnelle, lui permettant d'accompagner efficacement ses clients dans leur transformation digitale. En deuxième lieu, le Groupe capitalise sur sa proximité avec les clients. Sa taille, son modèle d'organisation, sa culture met le client au centre du projet d'entreprise, de façon à toujours mieux comprendre ses enjeux et répondre à ses besoins.

L'approche verticale et l'accélération des initiatives dans le domaine du Digital sont stratégiques.

La politique de concentration sur certains verticaux et sur de grands comptes ciblés sera poursuivie et amplifiée.

Le développement reposera ainsi sur huit verticaux prioritaires, représentant près de 90% du chiffre d'affaires : banque, secteur public, aerospace-défense-sécurité, énergie, télécoms et médias, transport, assurance et distribution. Pour chacun de ces verticaux, le Groupe a sélectionné quelques domaines métier dans lesquels, grâce au déploiement d'offres à forte valeur ajoutée, il souhaite affirmer un positionnement de leader. Pour amplifier son ancrage auprès des directions métier de ses clients, le Groupe accélère également son développement dans le conseil, afin de déployer progressivement dans l'ensemble de ses zones d'implantation un modèle couplant métier et services applicatifs.

À terme, le Groupe souhaite que l'activité solutions représente 20% de son chiffre d'affaires. Combinant croissance organique et croissance externe, les efforts porteront sur l'enrichissement de l'offre, le renforcement des services opérés et l'expansion géographique. Le développement de Sopra Banking Software et de Sopra HR Software sont prioritaires.

Dans le domaine du Digital, l'équipe du *Digital Transformation Office* anime le foisonnement de créativité interne et facilite l'émergence d'initiatives digitales. Dans chacun des verticaux prioritaires, des experts identifient les opportunités digitales qui serviront au mieux les besoins métiers des clients, sur les technologies clés (réseaux sociaux, mobilité, analytics, cloud, sécurité, intelligence artificielle, objets connectés...). Par ailleurs, le réseau des DigiLab destiné à anticiper les nouveaux usages du numérique, se renforce dans le Groupe. Sopra Steria s'engage également pour nouer des partenariats ciblés avec les acteurs les plus en pointe de l'écosystème numérique (start-ups, établissements d'enseignement supérieur et laboratoires de recherches associés, grands éditeurs...). Dans ce cadre, Sopra Steria a établi un partenariat stratégique avec Axway, éditeur d'une plateforme de Digital Enablement.

L'équipe du Digital Transformation Office anime le foisonnement de créativité interne et facilite l'émergence d'initiatives digitales

GOVERNANCE

La gouvernance de Sopra Steria s'articule autour de la Présidence, du Conseil d'administration et de la Direction générale. Le Conseil d'administration compte 18 membres ayant voix délibérative, dont 2 représentants des salariés, et 1 censeur. La Direction générale est exercée par un Directeur général et deux Directeurs généraux adjoints. Le Comité Exécutif (le COMEX) est composé de la Direction générale et des Directeurs des grandes entités opérationnelles et fonctionnelles.

Conseil d'administration

Composition du Conseil d'administration	Comité d'Audit 4 membres	Comité de Rémunération 6 membres	Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance 6 membres
Pierre Pasquier Président du Conseil d'administration			M
François Odin Vice-Président du Conseil d'administration	M		
Eric Hayat Vice-Président du Conseil d'administration		M	M
Aurélié Abert Administrateur représentant les salariés			
Astrid Anciaux Administrateur			
Christian Bret Administrateur ●		M	M
Kathleen Clark Bracco Représentant permanent de Sopra GMT		M	P
Gérard Jean Administrateur ●		P	M
Jean Mounet Administrateur			
Eric Pasquier Administrateur			
Jean-Luc Placet Administrateur ●		M	M
Jean-Bernard Rampini Administrateur			
Sylvie Rémond Administrateur			
Marie-Hélène Rigal-Drogerys Administrateur ●	M		
Gustavo Roldan de Belmira Administrateur représentant les salariés		M	
Hervé Saint-Sauveur Administrateur ●	P		
Jean-François Sammarcelli Administrateur ●			
Solfrid Skilbrigt Administrateur			
Bernard Michel Censeur	M		

● : Administrateur indépendant

P : Président

M : Membre

Direction générale

Vincent Paris Directeur général	John Torrie Directeur général adjoint	Laurent Giovachini Directeur général adjoint
COMEX		

RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

Associer le plus grand nombre au projet engagé de Sopra Steria...

... en plaçant le développement individuel et collectif au cœur de notre action.

- L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- Le développement des talents à travers la formation continue
- Le renforcement du sentiment d'appartenance au Groupe

... en favorisant des initiatives innovantes et collaboratives au service de la performance collective.

- **Les Trophées de l'Innovation** : Près de 600 équipes ont participé à l'édition en 2015, contre 456 en 2013. Ouverts à tous les collaborateurs du Groupe, les « Trophées de l'Innovation » ont pour vocation de valoriser la créativité et la prospective dans les nouveaux usages du numérique. 15 prototypes ont été retenus.
- **Le DigiLab** : Ce dispositif est un laboratoire d'expérimentation technologique et de partage qui associe des experts, des clients et partenaires du Groupe afin d'anticiper les nouveaux usages liés au numérique. Les principales entités du Groupe en Europe et en Inde sont dotées d'un DigiLab.
- **Le Blog Sopra Steria** : Ce blog public, dédié à l'innovation et à la transformation digitales, permet à des experts du Groupe de publier leurs points de vue sur les sujets d'actualité en lien avec les nouvelles technologies. De plus, les réseaux sociaux favorisent la diffusion de ces contenus au plus grand nombre.

... en participant activement aux mutations sociétales et environnementales.

L'éthique des affaires constitue l'exigence première de notre action au quotidien

Cette exigence, qui s'appuie sur les engagements du Pacte Mondial des Nations Unies, est formalisée dans la Charte éthique Sopra Steria, applicable sur l'ensemble du périmètre du Groupe.

Le Groupe est engagé auprès des communautés dans les pays où il opère

Sopra Steria met en œuvre un programme d'actions privilégiant quatre domaines de solidarité : l'inclusion numérique, l'accès à l'éducation, l'insertion professionnelle et le droit à l'eau.

L'innovation digitale au service de la responsabilité environnementale

Sopra Steria propose des services pour accompagner les besoins de ses clients.

- Le digital au service d'une économie bas carbone :
 - **Smart Meter** : déploiement de compteurs communicants et intelligents en France,
 - **Smart Home et Smart Building** : dispositifs pour améliorer la performance énergétique,
 - **Smart Grid - Smart City** : dispositifs pour la gestion énergétique de la ville de demain.
- Le conseil en développement durable :
 - Accompagnement des entreprises et collectivités locales pour la réduction de l'**empreinte écologique des transports**,
 - Déploiement d'un service « **Sustainable Service Delivery** », auprès de grands clients du secteur public, notamment au Royaume Uni.

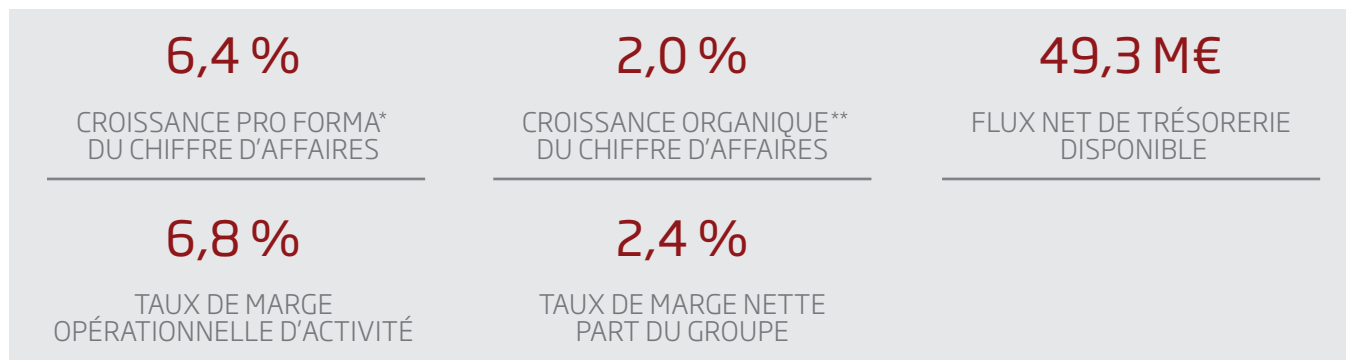
Émissions de CO₂

- 15% en 2020

Sopra Steria s'est engagé aux côtés de « We mean Business », mouvement initié dans le cadre de la conférence COP 21, par le CDP Climate change, pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 15% d'ici 2020 par rapport à 2014.

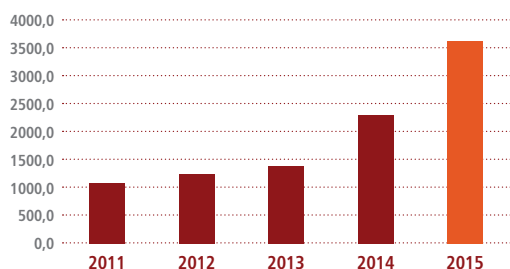


PERFORMANCE 2015

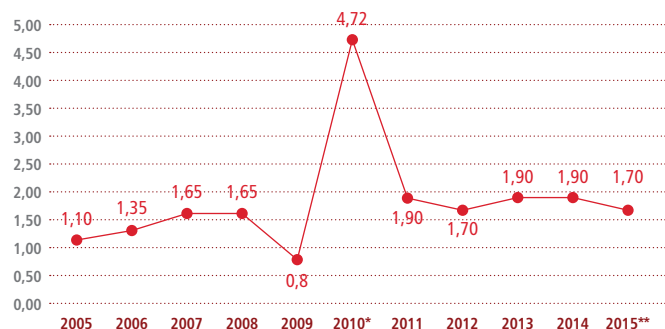


(*) Croissance par rapport à la base pro forma de l'opération de rapprochement Sopra Steria
(**) À taux de change et périmètre constants

CHIFFRE D'AFFAIRES EN M€

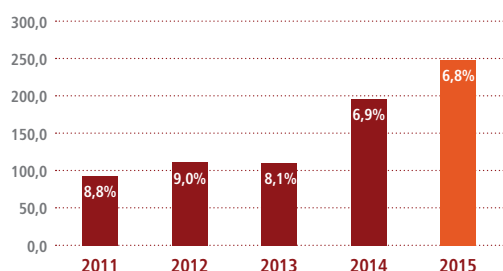


DIVIDENDE NET EN EUROS PAR ACTION



(*) L'Assemblée Générale de Sopra Group a approuvé le 8 juin 2011 la distribution exceptionnelle de primes et réserves sous forme de 3,92 € en numéraire et d'une action Axway Software par action Sopra Group détenue, réalisant ainsi le projet de séparation-cotation d'Axway Software.
(**) Montant proposé à l'assemblée générale 2016

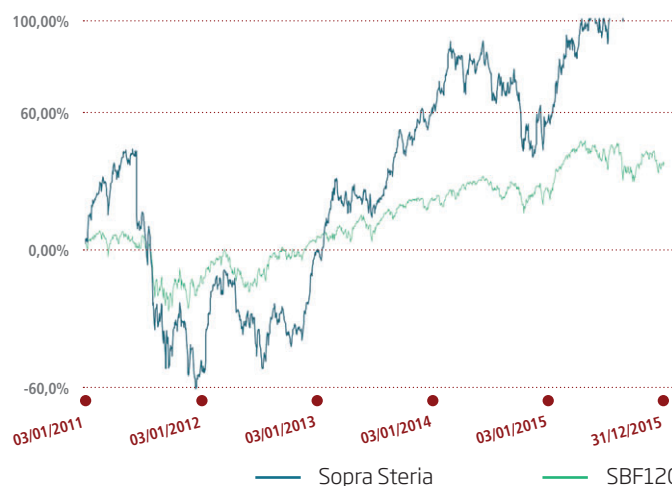
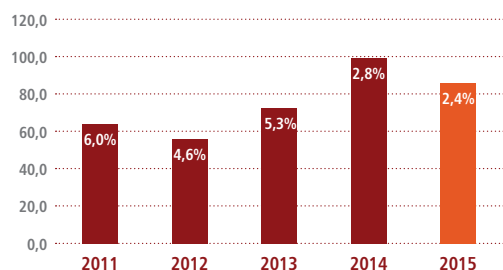
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL D'ACTIVITÉ EN M€



PERFORMANCE DE L'ACTION SOPRA STERIA SUR 5 ANS* COMPARÉE À LA PERFORMANCE DU SBF120

Performance sur 5 ans	
SOPRA STERIA	+ 88,12%
SBF 120	+36,85%

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE EN M€



(*) base 100 au 31/12/2011

1

Présentation de Sopra Steria

1.	Chiffres clés	14
2.	Histoire de Sopra Steria Group	15
3.	Activités de Sopra Steria Group	15
4.	Situation générale du secteur des ESN	22
5.	Organigramme juridique simplifié au 31 décembre 2015	23
6.	Organisation du Groupe	24
7.	Examen de la situation du Groupe et des résultats	25
8.	Comptes individuels 2015 de la société Sopra Steria Group SA	30
9.	Stratégie et objectifs : évolution récente et perspectives 2016	31
10.	Facteurs de risques	33

1. Chiffres clés

1.1. Principaux éléments du compte de résultats et du bilan

(en millions d'euros)	2015	2014 pro forma ⁽¹⁾ (12 + 12 mois)	2014 consolidé IFRS ⁽²⁾ (12 + 5 mois)
Chiffre d'affaires	3 584,4	3 370,0	2 280,3
Excédent brut d'exploitation	303,5	283,9	220,6
Résultat opérationnel d'activité	245,5	231,2	193,0
En % du CA	6,8 %	6,9 %	8,5 %
Résultat opérationnel courant	225,0	210,9	180,3
En % du CA	6,3 %	6,3 %	7,9 %
Résultat opérationnel	152,6	156,8	148,2
En % du CA	4,3 %	4,7 %	6,5 %
Résultat net – part du Groupe	84,4	92,8	98,2
En % du CA	2,4 %	2,8 %	4,3 %
Total actif	3 821,3		3 510,0
Total actif non courant	2 302,1		2 184,4
Capitaux propres – part du Groupe	1 194,4		1 057,1
Intérêts minoritaires	38,7		29,7
Nombre d'actions au 31 décembre	20 446 723		20 371 789
Résultat de base par action (en euros) ⁽³⁾	4,27		6,81
Résultat dilué par action (en euros) ⁽⁴⁾	4,26		6,77
Dividende net par action (en euros)	1,70 ⁽⁵⁾		1,90
Effectifs totaux au 31 décembre	38 450		37 358

(1) Chiffre d'affaires 2014 pro forma à méthodes comptables Sopra et après retraitement des éléments intra-groupe : 12 mois Sopra + 12 mois Steria.

(2) Comptes IFRS 2014 : 12 mois Sopra + 5 mois Steria après prise en compte des corrections sur le bilan d'ouverture publiées au 30 juin 2015.

(3) Résultat net part du Groupe divisé par le nombre moyen d'actions de l'année.

(4) Résultat net part du Groupe divisé par le nombre moyen d'actions de l'année après effet dilutif des instruments source d'actions ordinaires potentielles.

(5) Dividende proposé à l'Assemblée générale du 22 juin 2016.

1.2. Répartition du chiffre d'affaires par pôles

(en %)	2015	2014 pro forma (12 + 12 mois)
France	38 %	39 %
Royaume-Uni	29 %	28 %
Autre Europe	19 %	20 %
Sopra Banking Software	8 %	8 %
Autres Solutions	6 %	5 %
TOTAL	100 %	100 %

1.3. Activité par marché

(en %)	2015	2014 <i>pro forma</i> (12 + 12 mois)
Banque	21 %	21 %
Assurance	5 %	6 %
Secteur Public	25 %	23 %
Aerospace, Défense, Sécurité intérieure	16 %	15 %
Énergie, Utilities	8 %	8 %
Télécoms, Médias	6 %	8 %
Transport	5 %	6 %
Distribution	3 %	3 %
Autres	11 %	10 %
TOTAL	100 %	100 %

2. Histoire de Sopra Steria Group

Voir pages 6 et 7 de ce document.

3. Activités de Sopra Steria Group

3.1. Un leader européen de la transformation numérique

Sopra Steria, leader européen de la transformation numérique, propose l'un des portefeuilles d'offres les plus complets du marché : conseil et intégration de systèmes, édition de solutions métiers et technologiques, gestion d'infrastructures, cyber sécurité et exécution de processus métier (*Business Process Services*).

Le Groupe apporte une réponse globale aux enjeux de développement et de compétitivité des grandes entreprises et organisations en accompagnant celles-ci tout au long de leur transformation : compréhension stratégique, cadrage et mise en œuvre des programmes, transformation et exploitation des infrastructures informatiques, conception et mise en place des solutions, externalisation des processus métiers.

Combinant valeur ajoutée, innovation dans les solutions apportées et performance des services délivrés, le modèle hybride de Sopra Steria capitalise sur un puissant retour d'expérience. Grâce à une forte proximité avec ses clients, le Groupe est en mesure d'innover continuellement pour assurer la pertinence de ses offres face aux enjeux stratégiques de chacun de ses marchés verticaux.

Sopra Steria est un groupe indépendant, contrôlé à hauteur de 23,9 % par ses fondateurs et des managers. Il s'appuie sur

38 450 collaborateurs présents dans plus de 20 pays pour déployer une stratégie axée sur les grands comptes européens.

Le groupe Sopra Steria est également le partenaire privilégié d'Axway Software dont les plates-formes d'échange et de *Digital Enablement* occupent une place importante dans la rénovation des systèmes d'information et leur ouverture au Numérique.

3.1.1. LE CONSEIL ET L'INTÉGRATION DE SYSTÈMES

a. Le Conseil

Sopra Steria Consulting, marque conseil du Groupe, figure parmi les grands acteurs du marché du conseil. Avec plus de 40 ans d'expérience dans le conseil métier et technologique auprès des grandes entreprises et des organismes publics, Sopra Steria Consulting, fort de 2 000 consultants en France et en Europe, a pour vocation d'accélérer le développement et la compétitivité de ses clients en les accompagnant dans leur transformation numérique. Cet accompagnement consiste pour l'essentiel à appréhender les enjeux métiers des clients au travers d'une forte expertise sectorielle puis à concevoir des trajectoires de transformation (process métier, urbanisation SI, conduite du changement...) leur permettant de tirer le meilleur parti des nouvelles technologies numériques.

PRÉSENTATION DE SOPRA STERIA

Activités de Sopra Steria Group

b. L'Intégration de systèmes

Cœur de métier historique de Sopra Steria, l'intégration de systèmes touche l'ensemble du cycle de vie des systèmes d'information et des grands programmes de transformation. Sopra Steria intervient sur l'ensemble du patrimoine applicatif pour répondre aux enjeux de ses clients :

Conception et intégration

Les équipes de Sopra Steria accompagnent leurs clients dans la mise en œuvre de projets en mode agile et industrialisé. Le Groupe s'engage sur la conception et la livraison d'un système aligné sur les exigences métier, flexible et évolutif pour permettre de s'adapter aux nouvelles exigences de la transformation digitale tout en garantissant le respect des contraintes réglementaires sectorielles. Ceci est le fruit de la proximité avec les équipes de Sopra Steria Consulting.

Performance et transformation

Au-delà de la maintenance standard des systèmes d'information, Sopra Steria s'inscrit dans une démarche de transformation continue pour garantir à ses clients une efficacité opérationnelle optimisée et ajustée aux évolutions métier. La démarche de transformation intègre un mode opératoire outillé et documenté permettant ainsi d'associer les enjeux de réduction du *time-to market*, l'amélioration de la compétitivité et la continuité de service.

Urbanisation des données

Une fois intégrés, les systèmes et technologies implémentés donnent accès à des données fiables, pertinentes et critiques permettant une meilleure analyse de la satisfaction des clients finaux et l'optimisation de la performance des services.

Les données sont d'une grande richesse pour l'entreprise. Sopra Steria a développé un savoir-faire et une expertise spécifique permettant de prendre en compte l'explosion des volumes liés aux nouvelles technologies (IoT, Réseaux Sociaux), leur sécurisation quelles que soient leurs origines (Mobile, Objet connecté, Réseaux Sociaux, Cloud...) et l'exploitation au plus juste de cette masse d'information.

L'offre d'Intégration de systèmes du Groupe adresse à la fois les enjeux d'obsolescence et de modernisation du système d'information en garantissant flexibilité optimale et création de valeur.

3.1.2. LA GESTION DES INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES

Sopra Steria assure tout ou partie de l'exploitation des infrastructures informatiques en délivrant des prestations telles que :

- le service *desk* : assistance technique et métier auprès des utilisateurs ou des *help desks* client ;
- la supervision des infrastructures systèmes et réseaux ;
- l'administration et l'exploitation des infrastructures systèmes et réseaux ;
- l'hébergement des infrastructures au sein de *data centers*.

La transformation des infrastructures est un axe majeur dans cette activité.

Ainsi, en amont de la phase d'exploitation, le Groupe assure la responsabilité de l'évolution des pratiques et processus de ses clients vers des standards organisationnels et technologiques toujours plus optimisés en délivrant des prestations telles que :

L'infrastructure as a service

Sopra Steria accompagne ses clients dans leur transformation en agrégeant des services traditionnels d'infrastructure et des services Cloud dans une offre *as a service* complète et sécurisée.

L'offre de cloud service broker

Sopra Steria facilite l'intégration des services *Cloud* (IaaS, PaaS, SaaS) dans l'écosystème de l'entreprise, quel que soit le mode de *sourcing* (privé ou public) grâce à trois fonctions :

- l'agrégation des services dans un portail construit sur des catalogues de services ;
- la personnalisation des services en fonction du profil utilisateur ;
- l'intégration des services au Système d'Information et l'orchestration.

L'approche end user centric

Sopra Steria propose une approche *end user centric* permettant aux utilisateurs d'accéder à toute application, à tout moment, quels que soient le lieu et le dispositif utilisé.

3.1.3 LA CYBER SÉCURITÉ

Soutenue par des systèmes toujours plus ouverts et interconnectés, l'économie numérique est une source de menaces toujours plus importantes et sophistiquées.

Acteur majeur dans le domaine de la cyber sécurité, Sopra Steria propose une offre globale de services de conseil, d'intégration de solutions et de services managés en réponse aux enjeux de ses clients :

- **Prévention** : principalement des activités de conseil autour de l'analyse de risques, la mise en place et le pilotage d'une stratégie de sécurité, l'aide à la gouvernance, la conformité réglementaire ou technique, les audits de sécurité ;
- **Protection** : déploiement de solutions de protection des identités (*Identity and Access Management*), des données (chiffrement, authentification forte, *Data Leakage Protection*) et des transactions (*Public Key Infrastructure*) ;
- **Détection & Réaction** : mise en place d'une « tour de contrôle » pour la gestion en temps réel des incidents (*Security Incident Event Management & Security Operations Centre*), l'investigation en cas d'attaque avérée (*forensics*), la gestion de crise et la veille.

Nos activités de cyber sécurité reposent sur un réseau de 700 experts dans le monde – 300 en France – et des centres de cyber sécurité nouvelle génération en Europe et à Singapour. Opérateur de confiance innovant et flexible, Sopra Steria protège les administrations, les opérateurs d'importances vitales, les grandes entreprises sensibles et leurs écosystèmes et leur permet ainsi d'accélérer leur transformation numérique en toute confiance.

3.1.4. LES SOLUTIONS MÉTIER

Sopra Steria met son expertise métier au service de ses clients à travers des solutions packagées dans trois domaines : la Banque, les Ressources Humaines et l'Immobilier. Le Groupe adapte et déploie ses solutions applicatives pour proposer à ses clients des logiciels performants, en harmonie avec le développement de leur entreprise et à l'état de l'art en matière de technologies de l'information, de savoir-faire et d'expertise.

Banque

Sopra Banking Software (filiale à 100 % de Sopra Steria) est un éditeur de solutions logicielles dont les offres couvrent un large spectre d'opérations bancaires et permettent aux établissements financiers d'améliorer leur réactivité, leur agilité et plus globalement leur productivité. En complément de son offre logicielle, Sopra Banking Software propose des services de mise en œuvre, de support et de formation. En 2015, la filiale comptait plus de 600 clients dans 70 pays.

Solutions : les offres de Sopra Banking Software sont adaptées aux banques de détail, directes ou de réseaux, comme aux banques privées. Ces offres couvrent aussi des besoins liés à la banque islamique ou à la microfinance par exemple. « Sopra Banking Suite » répond à des besoins globaux en offrant des systèmes intégrés mais sert aussi des besoins verticaux plus spécifiques comme les services de prêt, les opérations de paiement, la gestion des cartes et comptes bancaires, la distribution bancaire, la gestion de la trésorerie ou encore le respect des régulations à travers une large gamme de composants métiers qui peuvent être assemblés entre eux. Il est à noter, en effet, que ces solutions peuvent aussi être implémentées composant par composant permettant par exemple une approche par étapes successives.

Services : Sopra Banking Software, offreur global, propose un ensemble de services associés à son offre de solutions. Du conseil à l'implémentation et à la maintenance, en passant par l'analyse, la planification ou encore la formation des équipes, Sopra Banking Software accompagne ses clients tout au long de leurs projets.

Sopra Banking Software opère ses propres solutions et propose également une solution pour les banques directes en mode SaaS.

Ressources Humaines

Le groupe Sopra Steria est également éditeur dans le domaine des solutions de gestion des Ressources Humaines à travers Sopra HR Software (filiale à 100 % de Sopra Steria). Sopra HR Software, présent dans 10 pays, offre des solutions RH complètes, parfaitement adaptées aux besoins des Directions de Ressources Humaines. Sopra HR Software compte aujourd'hui 1 300 collaborateurs et gère plus de 12 millions de salariés pour 850 clients.

Sopra HR Software s'inscrit comme un partenaire de la réussite de la transformation digitale des entreprises et anticipe les nouvelles générations de solutions RH.

Solutions : Les offres de Sopra HR Software sont basées sur les pratiques métiers les plus innovantes et permettent une couverture fonctionnelle étendue : Core HR, Paie, Gestion des temps et activités, Gestion des talents, Espace RH, Analytique. L'offre s'appuie sur deux lignes de produits (Pléiades et HR Access) et s'adresse aux moyennes et grandes organisations, publiques ou

privées, quels que soient leur secteur d'activité, leur complexité organisationnelle ou leurs localisations.

Services : Sopra HR Software propose un ensemble de services associés à son offre de solutions. Sopra HR Software accompagne ses clients tout au long de leurs projets : du conseil à l'implémentation, la formation des équipes, de la Tiers Maintenance Applicative (TMA) au Business Process Services (BPS).

Sopra HR Software opère ses propres solutions en mode « on premise » ou en mode « outsourcing » et propose également une large gamme de services managés.

Immobilier

Sopra Steria propose des solutions de gestion immobilière à destination de l'ensemble des segments des marchés de l'immobilier social et privé. Leurs couvertures métiers assurent aux acteurs de ces marchés une gestion optimisée en fonction du patrimoine géré : bureaux, logements, centres commerciaux, entrepôts...

Une gamme de solutions basée sur trois lignes de produits, Altaix, Ikos et Ulis, dote les clients de fonctionnalités métiers allant du *Project Management* au *Facility Management*, en s'appuyant sur un socle de *Property Management* à l'état de l'art. Dans une perspective digitale, les applications mobiles, les extranets et les plates-formes collaboratives sont intégrés à ses solutions. La donnée, au cœur de l'entreprise, est valorisée par son adossement au processus métier. La transversalité de ces processus induit une amélioration de la productivité par un lien constant entre les acteurs du Système d'Information. Des analyses intégrées et personnalisables sécurisent et argumentent les décisions.

Sopra Steria Solutions Immobilier propose des services d'accompagnement adaptés à chaque client. La personnalisation, passant par la formation, et la qualité des données sont des thèmes prioritaires de ces prestations. Ses consultants apportent leur savoir-faire ainsi que leurs connaissances tout au long de la vie du Système d'information.

Les Solutions Immobilier sont proposées au client en mode services opérés, afin qu'il puisse se consacrer pleinement au cœur de métier.

3.1.5. LES BUSINESS PROCESS SERVICES

À travers son offre de *Business Process Services*, Sopra Steria prend en charge pour ses clients la transformation et l'exploitation d'une partie ou de l'ensemble d'un processus ou d'une fonction ou de multiples fonctions au sein de l'entreprise.

Devenu acteur de référence dans l'optimisation de la performance des opérations, la rationalisation des coûts, le gain de flexibilité dans l'entreprise ainsi que l'amélioration des contrôles de gestion, le Groupe propose des solutions d'externalisation des processus dans différents domaines :

- fonctions Finance et Administration (F&A) ;
- fonctions Ressources Humaines (administration du personnel et de la paie) ;
- activité *middle office* (conformité réglementaire, facturation, etc.) ;
- services de *front office* (salle de contrôle ou de commande pour la police, centres de contact pour des prisons, etc.).

Du conseil à la conception de nouveaux modèles de fonctionnement, en passant par la transformation, l'exploitation et l'innovation, les équipes se composent d'experts spécialisés dans la prestation des services et l'amélioration continue à l'aide de la méthodologie Lean Six Sigma, l'organisation des effectifs, la réingénierie des processus et l'automatisation. Forte de nombreuses années d'expérience, elles créent des nouvelles chaînes de valeur en capitalisant sur des bonnes pratiques qui obtiennent des résultats plus efficaces et au meilleur coût pour nos clients.

Sopra Steria détient une position de référence en Europe sur le marché du *Business Process Services*. Le Groupe exploite notamment la plus grande plate-forme de *Business Process as a Service* (BPaaS) en Europe pour des services partagés traitant de processus financiers et comptables (NHS SBS). De plus, le Groupe a été le premier prestataire de services informatiques à prendre en charge l'exploitation d'une partie des processus métiers et de *back office* d'une force de Police en Europe (Police de Cleveland au Royaume-Uni). Le gain du contrat SSCL ⁽¹⁾ fin 2013, avec le potentiel de répondre à l'ensemble des enjeux du Gouvernement britannique avec des processus de *Front*, *Middle* et *Back Office*, a considérablement renforcé cette position. Elle a été renforcée davantage en 2015 avec la signature d'un accord avec la Metropolitan Police, le plus grand service de police au Royaume-Uni : Sopra Steria crée une plate-forme BPaaS dédiée à la police. Cette plate-forme est destinée à servir plusieurs forces de police d'une manière similaire à celle de sa plate-forme de santé pour de multiples clients (NHS SBS).

3.2. L'expertise métier au cœur de notre stratégie

Sopra Steria a retenu les grands marchés verticaux qui constituent ses domaines d'excellence. Dans chacun de ces domaines, le Groupe propose une offre globale, répondant aux enjeux propres à chacun de ses clients.

3.2.1. BANQUE

Le secteur bancaire est le premier marché de Sopra Steria. Ce secteur en pleine mutation est soumis à des évolutions importantes. En effet, dans un environnement où les exigences réglementaires évoluent constamment, la révolution numérique a donné naissance à la banque digitale et a renforcé les attentes d'une clientèle désormais multibancarisée, et dont les comportements ont considérablement changé avec les évolutions technologiques, notamment dans leur relation avec la banque.

Face à ces nouveaux enjeux, Sopra Steria se veut un partenaire des banques, facilitateur et accélérateur de la transformation.

Qu'il s'agisse de gestion du risque, de conformité réglementaire, de protection des données, d'amélioration de l'expérience client, d'optimisation de la performance, de différenciation ou de recherche de nouvelles sources de revenus, le groupe Sopra

Steria et sa filiale Sopra Banking Software apportent des solutions globales et transforment l'évolution du monde bancaire en opportunités pour leurs clients.

3.2.2. ASSURANCE ET PROTECTION SOCIALE

Sous une double pression concurrentielle et réglementaire, associée à une accélération des nouveaux usages et au changement de comportement des assurés, les compagnies d'assurance, mutuelles et acteurs de la protection sociale doivent mener à bien la révolution engagée dans ce secteur. Quatre défis majeurs doivent être relevés : maîtriser les coûts, améliorer la satisfaction des assurés, respecter les nouvelles réglementations et pérenniser les relais de croissance, le tout dans un *time to market* très court.

Sur ce marché Sopra Steria propose à ses clients une offre axée sur l'efficacité opérationnelle et l'avantage compétitif à travers des prestations telles que : l'industrialisation et l'alignement des processus métiers et des systèmes d'information, la montée en valeur de l'expérience client, l'accélération de la dématérialisation et de la transformation numérique, la valorisation des données et du patrimoine informationnel ou encore l'utilisation d'objets connectés dans la prévention, du *Big Data* dans la lutte contre la fraude, ou de l'intelligence artificielle pour un *smart care*.

Le secteur des assurances, comme d'autres domaines du secteur des services financiers, est placé sous la pression de la concurrence et soumis à une réglementation de plus en plus stricte. Comme ailleurs, les assurés s'attendent à interagir avec les opérateurs par divers canaux et les opérateurs cherchent à développer des processus centrés sur le client afin d'optimiser leur expérience. En cette ère caractérisée par de faibles taux d'intérêt, les défis auxquels les assureurs et des acteurs de la protection sociale doivent faire face sont donc : se conformer aux exigences réglementaires, réduire les coûts tout en optimisant l'efficacité, fournir une expérience client différenciée et harmonieuse, accroître sa part de marché en fournissant des produits qui correspondent aux besoins du client.

Sopra Steria propose des produits et des services qui assistent ses clients à relever ces défis. Nous offrons des logiciels qui aident les opérateurs à respecter ces exigences réglementaires et nous avons des expertises dans le *Big Data* et l'analyse des données afin de permettre à nos clients de mieux comprendre le comportement de leurs propres clients. Sopra Steria a aussi de l'expérience et des capacités dans l'optimisation et la transformation des anciennes applications qui se traduisent par la réduction des coûts et une efficacité optimisée pour ses clients. Notre expertise en matière de transformation numérique nous permet de travailler avec nos clients pour développer un engagement multicanal avec les assurés.

(1) Shared Services Connected Limited, coentreprise entre Sopra Steria et le Cabinet Office britannique.

3.2.3. SECTEUR PUBLIC

Confronté aux nouvelles attentes des citoyens et des entreprises, à la nécessité d'optimiser ses dépenses, et à l'obligation de suivre les évolutions réglementaires, le secteur public s'est engagé dans un vaste mouvement de transformation de ses métiers et de son organisation. Afin de répondre à ces nouvelles préoccupations, Sopra Steria a développé d'une part, des solutions de mutualisation des fonctions de support de l'État, des collectivités territoriales et des principaux acteurs de la sphère santé/sociale, d'autre part, des offres de modernisation : réingénierie des processus métier, application de la vague digitale aux services administratifs en ligne et plus généralement, modernisation des systèmes d'information métier. Les acteurs du secteur public s'assurent ainsi qu'ils servent leurs objectifs et leurs priorités au meilleur coût tout en donnant au système d'information l'agilité nécessaire pour répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés.

3.2.4. AÉROSPACE, DÉFENSE ET SÉCURITÉ

3.2.4.1. Défense

La sécurité est un sujet prioritaire pour bon nombre de gouvernements. Dans un contexte géopolitique tendu, marqué par la montée en puissance de nouvelles menaces pour les États (cyber criminalité, terrorisme...), les services de Défense doivent gagner en efficacité en tenant compte des contraintes budgétaires. Optimiser l'interopérabilité et la sécurité des systèmes opérationnels critiques pour échanger des informations en temps réel devient essentiel.

Fort de plus de 40 ans d'expérience aux côtés des ministères et administrations, Sopra Steria conjugue pragmatisme et innovation grâce à des solutions technologiques et métier puissantes :

- interopérabilité et sécurité des systèmes militaires ;
- performance administrative et efficacité globale des forces armées ;
- efficacité de la chaîne logistique des armées (*Supply Chain Management*) ;
- fiabilité des Systèmes d'information opérationnels et de communication (SIOC) ;
- contrôle d'accès aux sites sensibles, gestion des identités et biométrie ;
- maîtrise des coûts et de la complexité de mise en conformité des systèmes de commandements et de contrôles.

3.2.4.2 Sécurité intérieure

Sopra Steria accompagne les administrations pour les aider à relever les défis de la sécurité intérieure. Le Groupe opère dans 24 pays au service de clients aux spécialités diverses : police, gendarmerie, services d'urgence et de secours, services de contrôle aux frontières, services de recensement de la population, justice, douanes et sécurité intérieure.

Pour le compte de ces organisations, Sopra Steria prend en charge des projets de grande ampleur, complexes et critiques, portant sur :

- la gestion des enquêtes ;
- la sécurité routière ;

- l'automatisation des solutions de commandement et de contrôle ;
- la gestion des documents d'identité, de titres sécurisés et de biométrie civile et criminelle ;
- la modernisation des chaînes civiles et pénales et de gestion des détenus ;
- les systèmes informatiques intelligents et distribués ;
- la sécurisation des infrastructures ;
- les technologies mobiles au service de l'optimisation des interventions des agents.

Par ailleurs, le Groupe a développé des solutions innovantes spécifiques au domaine de la sécurité pour répondre aux enjeux et besoins des clients de ce secteur (biométrie, mobilité, moteurs de recherche d'empreintes digitales et génétiques...).

3.2.4.3. Aéronautique et spatial

Le marché aéronautique & spatial est un terrain particulièrement fertile en matière d'innovation. Le secteur est soumis à des contraintes de fiabilité, de disponibilité, de sécurité et de performance qui nécessitent de la part des fournisseurs une complète maîtrise des technologies et des processus mis en œuvre, mais également du cœur de métier de leurs différents clients.

Afin d'optimiser leurs services, les acteurs du secteur sont amenés à aligner leurs capacités et les cadences de leurs chaînes industrielles, à optimiser leurs processus et leurs systèmes d'information tout en améliorant leur rentabilité. La continuité numérique et la capacité à gérer le cycle de vie du produit, de sa conception à sa fabrication et à son après vente, est majeure. À ce titre, l'acquisition de la société CIMPA en 2015, spécialiste du *Product Lifecycle Management*, prend tout son sens.

Pour relever ces défis, l'expertise de Sopra Steria s'opère dans des domaines aussi critiques que la performance industrielle, la chaîne d'approvisionnement, les systèmes embarqués ou encore la gestion du trafic aérien en privilégiant toujours l'innovation technologique et le savoir-faire métier.

3.2.5. TÉLÉCOMS, MÉDIAS ET JEUX

Au cœur de la révolution digitale, le secteur des télécommunications, des médias et des jeux se renouvelle continuellement pour porter la montée en puissance des échanges numériques et l'émergence des nouvelles technologies et usages.

Sopra Steria accompagne ses clients pour les aider à relever ces principaux challenges :

- transformation de l'activité des télécommunications : numérisation complète de bout-en-bout du client à l'infrastructure, virtualisation de réseaux, convergence fixe-mobile, accélération du temps de mise en marché, optimisation et numérisation de la relation client ;
- gestion de réseaux : diminution des coûts de gestion des infrastructures, introduction et exploitation des nouvelles technologies, réduction du *time to delivery* des processus, mutualisation des dépenses d'exploitation et d'investissement entre opérateurs ;

- diversification : les *telcos* sont la passerelle de la vie connectée et les opérateurs développeront des services *over-the-top* (OTT) y compris, mais non intégralement, l'Internet des objets, la gestion de contenu et des services financiers ;
- cœur métier média : usage des nouvelles technologies, optimisation des revenus publicitaires, numérisation des contenus, amélioration de la construction et de la diffusion des programmes télévisuels ;
- cœur métier jeux : gestion de la fidélisation des clients et du *churn*, réduction de la fraude et maîtrise des flux financiers, respect du réglementaire spécifique aux différents jeux et canaux de distribution, différenciation par l'expérience client.

3.2.6. ÉNERGIE ET UTILITIES

Face à des contraintes budgétaires, réglementaires et fiscales de plus en plus fortes, les acteurs du secteur de l'énergie doivent redoubler de créativité pour gagner en productivité, développer de nouveaux produits et services, maîtriser les dépenses, réduire leurs impacts environnementaux et rationaliser les opérations. Les décisions prises à la COP21 en novembre 2015 ne font que renforcer ces challenges en poussant les grands donneurs d'ordre vers une diversification et encore plus d'innovation au service d'une meilleure maîtrise de l'énergie et d'un renouvellement dans leur gestion de la relation client (entreprises, collectivités et particuliers). À ces défis, s'ajoute la prise en compte d'enjeux majeurs :

- la maintenance d'infrastructures de production et de distribution en voie d'obsolescence ;
- l'évolution rapide des exigences clients ;
- la maîtrise des flux d'énergie de bout en bout (de la production jusqu'au consommateur final via les compteurs intelligents) ;
- le renouvellement générationnel, en particulier dans le domaine de la production.

Services technologiques et de transformation, *Infrastructure Management*, *Business Process Services*, Sopra Steria accompagne la transformation des opérateurs de l'énergie et des *utilities* sur tous leurs grands métiers : exploration, production et *trading*, transport et distribution, commercialisation et services.

3.2.7. TRANSPORT

Le secteur du transport est en profonde mutation : ouverture à la concurrence, augmentation du trafic européen et urbain, nouveaux modes de transport (covoiturage, *low cost*, bus longue distance...), révolution numérique (Uber, Blablacar...), rénovation des réseaux vétustes.

Face à ces grands enjeux, le monde du transport doit se transformer :

- proposer des offres multiples, ou intégrées (bus, taxi, vélo...) : une offre « de porte à porte » ;
- être centré sur le client et le fidéliser ;
- proposer de nouveaux services (bagage, garanties voyageurs, *mobile ticketing*).

Dans tous ces domaines Sopra Steria a développé des savoir-faire métiers autour de trois thèmes principaux :

- la gestion des infrastructures : *asset management*, développement d'outils mobiles pour la maintenance, dématérialisation de la documentation, etc. ;
- le *traffic management* : de la conception des horaires à la supervision du trafic ferroviaire, routier ou aérien, en passant par la conception des plans de transport et la gestion des flottes ;
- le parcours voyageurs : *mobile ticketing*, embarquement et contrôle d'accès, informations voyageurs.

Sopra Steria propose des démarches innovantes (*codesign*, *design-thinking*, agilité, fabrique digitale...) et possède de nombreuses expertises : internet des objets, fabrique d'applications mobile, *cloud*, *big data*... pour accompagner ses clients.

Ses centres de cyber sécurité offrent aux grands comptes du transport européen une garantie et une sécurité absolue de leur système d'information.

3.2.8. DISTRIBUTION, INDUSTRIE

Les distributeurs sont confrontés à un environnement conjoncturel défavorable et à une évolution profonde et continue des modes de consommation d'une clientèle toujours plus « digitalisée ». La transformation est incontournable. Elle implique la sécurisation et la maîtrise des pratiques métier ainsi qu'une réelle capacité d'innovation pour répondre aux exigences d'immédiateté et de souplesse des consommateurs.

Sopra Steria guide les distributeurs dans leur transformation digitale et fait du système d'information de l'entreprise un levier de performance :

- omnicanal : maîtrise des référentiels et des flux pour renforcer la proximité client ;
- évolutivité : agilité des architectures d'entreprise et flexibilité des moyens (*Cloud*) ;
- rapidité : gestion de cycles courts, renouvellement des gammes, gestion des nouveautés ;
- accompagnement : gestion/valorisation des données, mobilité, canaux internationaux ;
- maîtrise des coûts : efficacité opérationnelle de la logistique et des magasins, standardisation des systèmes d'information, optimisation des processus de pilotage.

3.3. Une politique industrielle solide et ambitieuse

Sopra Steria assure la maîtrise d'œuvre de programmes et de projets complexes et de grande envergure sur un marché où les engagements se renforcent et se globalisent. Le spectre de compétences du Groupe est de plus en plus large pour servir des projets multisites générant des forts gains de productivité dans des modèles de *delivery* garantissant au client une structure de coût optimum.

Sopra Steria s'appuie sur une démarche de production industrielle, soutenue par cinq leviers :

- la culture de production : transmission du savoir-faire et du savoir-être sur le terrain ;
- le choix des hommes : les Ressources Humaines sont au centre du dispositif, en assurant la formation, le soutien et la montée en compétence de chacun des collaborateurs ;
- l'organisation : la Direction industrielle et ses relais dans les *Business Units* contrôlent la qualité et la performance de la production, identifient et traitent les risques, appuient les responsables de projet et déploient les procédés de production industrialisés ;
- l'outillage : le Système Qualité, la méthode « eMedia », le *Continuous delivery kit* (CDK) et outils logiciels associés ;
- le *Global Delivery Model* : rationalisation de la production par la mutualisation des ressources et des savoir-faire au sein de centres de services, localisation des prestations en fonction des besoins

de chaque client (services de proximité en France, services *nearshore* en Espagne, en Afrique du Nord ou en Pologne ou services *offshore* en Inde).

3.4. Recherche et Développement dans l'édition de Solutions

Le Groupe a accéléré ses efforts de Recherche et Développement (R&D) et a consacré en 2015 la somme de 105,4 M€ à l'évolution et au développement de ses offres solutions spécifiques. Ces montants sont des montants bruts qui ne prennent pas en compte les financements liés au crédit d'impôt recherche.

Ces frais de R&D, qui sont essentiellement constitués des coûts directs des équipes dédiées à certains projets de développement d'offres ou de progiciels édités par Sopra Steria, ont été intégralement imputés en charges d'exploitation.

4. Situation générale du secteur des ESN

4.1. Les principaux marchés – L'environnement concurrentiel du secteur des ESN

En 2015, les services du numérique en Europe de l'Ouest ont représenté un marché estimé à 180,5 Md€ ⁽¹⁾ (hors matériel informatique/progiciels/services de maintenance).

I MARCHÉ DES SERVICES DU NUMÉRIQUE EN EUROPE DE L'OUEST (HORS MATÉRIELS ET LOGICIELS)

Pays (en milliards d'euros)	Estimations 2015
France	21,8
Royaume-Uni	63,0
Allemagne	28,5
Reste de l'Europe	67,1
TOTAL	180,5

Source : Gartner, mise à jour du premier trimestre 2015. Taux change utilisé pour la conversion en euros : USD/EUR 0,73 (taux moyen 2015).

I MARCHÉ DES SERVICES DU NUMÉRIQUE EN EUROPE DE L'OUEST (HORS MATÉRIELS ET LOGICIELS)

Métiers (en milliards d'euros)	Estimations 2015
Consulting	31,9
Développement et Intégration de systèmes	53,1
Services IT externalisés	68,2
Business Process Outsourcing	27,4
TOTAL	180,5

Source : Gartner, mise à jour du premier trimestre 2015. Taux change utilisé pour la conversion en euros : USD/EUR 0,73 (taux moyen 2015).

En 2015, selon Gartner, la croissance de la dépense informatique (hors matériels et logiciels) en Europe a été de 2,9 % ; ce chiffre peut se décliner de la façon suivante en fonction des zones géographiques :

- France : + 1,5 % ;
- Royaume-Uni : + 6,1 % ;
- Allemagne : + 2,7 % ;
- Norvège : (-) 4,6 % ;
- Italie : + 0,7 % ;
- Espagne : (-) 0,8 %.

Le marché européen présente trois caractéristiques principales :

- trois pays (le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France) concentrent à eux seuls 63 % des dépenses en services informatiques en Europe ⁽¹⁾ ;
- les activités d'externalisation des services technologiques (maintenance applicative et gestion d'infrastructures) et le Business Process Outsourcing représentent ensemble plus de 53 % des dépenses en services informatiques des entreprises européennes ⁽¹⁾ ;

- le secteur le plus consommateur de services informatiques en Europe de l'ouest est celui des Services Financiers, réunissant les banques et compagnies d'assurances, qui totalisent 25,3 % du marché global.

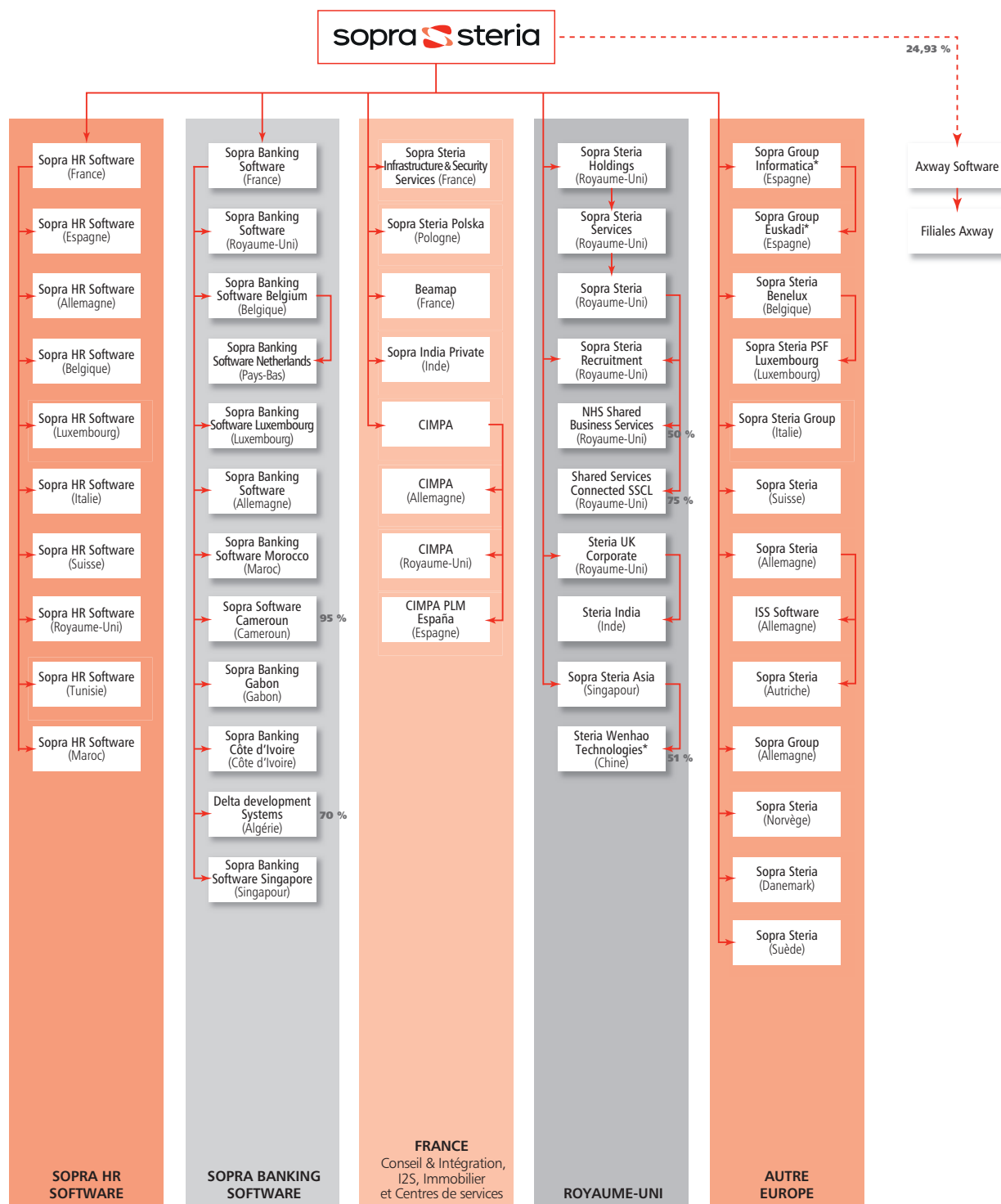
Malgré les consolidations récentes, le marché des services informatiques reste très fragmenté en Europe. Les principaux concurrents de Sopra Steria se répartissent en quatre catégories :

- acteurs nord-américains d'envergure, présents sur tous les continents : IBM, HP EDS, CSC, Accenture, CGI, etc. ;
- grands acteurs européens disposant d'une offre complète en termes de services (conseil, développement, exploitation, BPS) et d'un modèle de production globalisé : Capgemini, Atos, etc. ;
- acteurs d'origine indienne affichant de fortes ambitions en Europe continentale grâce à une structure de coût de production favorable : TCS, Cognizant, Wipro, Infosys, etc. ;
- acteurs locaux se positionnant sur des segments de niche à forte valeur ajoutée ou des prestations banalisées.

Avec 3,6 Md€ de chiffre d'affaires à fin 2015 et une part de marché de 2 %, Sopra Steria figure parmi les 10 plus importantes sociétés de services du numérique en Europe (hors captives et hors acteurs purement locaux).

(1) Source : Rapport Gartner, mise à jour du premier trimestre 2015.

5. Organigramme juridique simplifié au 31 décembre 2015



Nota : Les sociétés sont détenues à plus de 95% directement ou indirectement, sauf indication contraire.

(*) sociétés ayant changé de dénomination sociale depuis le 31/12/2015

"Sopra Group Informatica" est devenue "Sopra Steria España"

"Sopra Group Euskadi" est devenue "Sopra Steria Euskadi"

"Steria Wenhao Technologies" est devenue "Sopra Steria Wenhao Technologies"

6. Organisation du Groupe

La gouvernance de Sopra Steria Group s'articule autour du Conseil d'administration, du Président, du Directeur général et des Directeurs généraux adjoints.

L'organisation s'appuie sur une structure opérationnelle et fonctionnelle permanente et sur des structures non permanentes en charge des affaires et projets.

Sopra GMT participe activement à la conduite des opérations du Groupe à travers :

- sa présence au Conseil d'administration et à ses trois comités ;
- une convention d'assistance tripartite conclue avec Sopra Steria et Axway, portant sur des prestations ayant trait à la réflexion stratégique, à la coordination de la politique générale entre Sopra Steria et Axway, au développement des synergies entre ces deux sociétés ainsi que sur des prestations de conseil et d'assistance notamment en matière de finance et de contrôle.

6.1. Structure permanente

La structure permanente du Groupe est fondée sur une organisation à quatre niveaux opérationnels et sur des structures fonctionnelles.

6.1.1. NIVEAU 1 : LA DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction générale est représentée par le Directeur général et les Directeurs généraux adjoints.

Le Comité Exécutif (le COMEX) est composé de la Direction générale et des Directeurs des grandes entités opérationnelles et fonctionnelles.

Les membres du Comité Exécutif de Sopra Steria Group supervisent l'organisation, le système de pilotage, les grandes affaires et les fonctions et entités supports du Groupe et participent à la réflexion stratégique du Groupe et à sa mise en œuvre.

6.1.2. NIVEAU 2 : LES FILIALES OU PAYS

Ce sont les grandes entités opérationnelles. Leur périmètre correspond soit à un métier soit à une géographie :

- le métier (conseil et intégration de systèmes, édition de solutions métier, gestion d'infrastructures, cyber sécurité et exécution des processus métier (BPS)) ;
- la géographie (pays).

Ces entités sont dirigées par un Comité de direction propre qui regroupe notamment le Directeur et le management des entités de niveau 3.

6.1.3. NIVEAU 3 : LA DIVISION

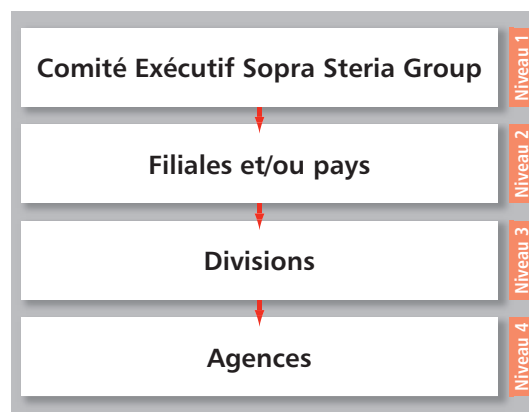
Chaque pays ou filiale est constitué de divisions suivant deux critères possibles :

- le secteur économique ;
- la géographie (régions).

6.1.4. NIVEAU 4 : LES AGENCES

Chaque division regroupe des agences qui constituent les unités économiques de base de l'organisation. Elles fonctionnent en centres de profit et disposent d'une réelle autonomie. Elles sont responsables de leurs Ressources Humaines, de leur budget, de leur compte de résultat. Le pilotage commercial et Ressources Humaines se fait de façon hebdomadaire et le pilotage économique (compte d'exploitation et budget) est suivi mensuellement.

Le schéma ci-après illustre les quatre principaux niveaux de la structure permanente :



6.1.5. SUPPORTS OPÉRATIONNELS

L'organisation opérationnelle est renforcée par les entités de supports opérationnels en charge de conduire les grandes transformations :

- la Direction des grands comptes et des partenariats chargée de promouvoir la politique « Grands comptes » et de développer les relations avec les partenaires. Cette Direction a pour mission de coordonner les démarches commerciales et de production auprès de nos grands clients lorsque différentes agences sont impliquées ;
- le Digital Transformation Office (DTO) chargé de définir et de conduire la transformation numérique du Groupe. Il anime également la démarche d'innovation du Groupe ;

- la Direction industrielle chargée de l'industrialisation des méthodes de travail et de l'organisation de la sous-traitance sur les plates-formes Offshore. Elle contrôle également la bonne exécution des projets.

6.1.6. STRUCTURES FONCTIONNELLES

Les directions fonctionnelles sont :

- la Direction des Ressources Humaines ; la Direction Juridique, la Direction de la Communication et du Marketing et la Direction Responsabilité d'Entreprise et Développement Durable ;
- la Direction Administrative et Financière, la Direction de l'Immobilier et des Achats et la Direction des Systèmes d'Information.

Ces fonctions centralisées assurent la cohérence de l'ensemble du Groupe. Elles sont garantes des valeurs du Groupe, au service des entités opérationnelles, et dépendent directement de la Direction générale.

Les structures fonctionnelles standardisent les règles de gestion (moyens informatiques, système d'information, reporting, etc.), et contrôlent l'application des politiques et des règles. Elles contribuent ainsi au contrôle global et permettent aux entités opérationnelles de se consacrer pleinement à leur métier.

6.2. Structures non permanentes : affaires et projets

L'organisation du Groupe doit rester souple et s'adapter à l'évolution des marchés pour la bonne réalisation des affaires.

Celles-ci sont traitées par des équipes non permanentes :

- à l'intérieur des agences ;
- sous la responsabilité d'une unité pilote, en synergie avec plusieurs agences.

Chaque affaire est organisée et fonctionne en vue d'un objectif fondamental : le service au client, la réussite économique et la contribution à la croissance générale du Groupe.

Les grands projets peuvent, en fonction de leurs spécificités (taille, domaine d'expertise, importance géographique), être logés soit au niveau de l'agence, soit au niveau de la division, soit au niveau de la filiale ou du pays, soit au niveau de la Direction générale. Certaines grandes affaires requérant la synergie de plusieurs agences peuvent occasionner la création d'une division.

6.3. Gouvernance d'intégration

Le plan de conduite du changement a été construit par des équipes provenant de Sopra et de Steria. Il a donné lieu à un vaste programme d'intégration décliné par population et par entité opérationnelle et fonctionnelle.

La gouvernance d'intégration, traite de l'ensemble des sujets relatifs à la finalisation de l'intégration Sopra Steria, et notamment :

- de la gestion des alertes et de la mise en œuvre des *quick wins* ;
- de l'amélioration continue des Systèmes d'Information ;
- des dossiers relatifs aux locaux ;
- des relations sociales ;
- de la communication interne.

7. Examen de la situation du Groupe et des résultats

7.1. Contexte général et faits marquants 2015

L'exercice 2015 a été marqué par l'intégration opérationnelle entre Sopra et Steria, la fusion entre les entités remontant au 31 décembre 2014.

Un an après la fusion, le bilan est très positif et l'intégration peut être considérée comme réussie en termes d'organisation et de gouvernance ainsi que du point de vue opérationnel.

La performance 2015 du nouveau Groupe, alors que les équipes étaient également mobilisées sur les sujets d'intégration, a été satisfaisante. La dynamique de croissance a été solide avec une progression du chiffre d'affaires de 2,0 % à taux de change

et périmètre constants. Par ailleurs, les objectifs fixés en début d'année 2015 ont finalement été dépassés :

- le Résultat opérationnel d'activité a atteint 245,5 M€, soit un taux de marge de 6,8 %, supérieur à l'objectif, déjà révisé à la hausse le 6 août 2015, « d'environ 6,5 % » ;
- le résultat net part du Groupe a été de 84,4 M€ représentant 2,4 % du chiffre d'affaires à comparer à un objectif fixé initialement à « environ 2 % » ;
- le flux de trésorerie disponible s'est établi à 49,3 M€, dépassant l'objectif d'un flux voisin de « zéro » sur l'exercice.

Enfin, l'exercice 2015 a été marqué par l'acquisition de la société CIMPA qui est entrée dans le périmètre de consolidation le 1^{er} octobre 2015.

7.2. Comptes consolidés de l'exercice 2015

7.2.1. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

	Année 2015		Année 2014 <i>Pro forma</i>		Année 2014 IFRS	
	Montant (en millions d'euros)	%	Montant (en millions d'euros)	%	Montant (en millions d'euros)	%
Chiffre d'affaires	3 584,4	100,0 %	3 370,0	100,0 %	2 280,3	100,0 %
Charges de personnel	- 2 185,6	- 61,0 %	- 2 076,0	- 61,6 %	- 1 437,6	- 63,0 %
Charges d'exploitation	- 1 094,9	- 30,5 %	- 1 009,9	- 30,0 %	- 622,7	- 27,3 %
Dotations aux amortissements et aux provisions	- 58,4	- 1,6 %	- 52,9	- 1,6 %	- 27,0	- 1,2 %
Résultat opérationnel d'activité	245,5	6,8 %	231,2	6,9 %	193,0	8,5 %
Charges liées aux stock-options et plan d'attribution gratuite d'actions	- 1,2	0,0 %	- 2,3	- 0,1 %	- 2,0	- 0,1 %
Dotations aux amortissements sur incorporels affectés	- 19,4	- 0,5 %	- 18,0	- 0,5 %	- 10,6	- 0,5 %
Résultat opérationnel courant	225,0	6,3 %	210,9	6,3 %	180,3	7,9 %
Autres produits et charges opérationnels	- 72,4	- 2,0 %	- 54,1	- 1,6 %	- 32,1	- 1,4 %
Résultat opérationnel	152,6	4,3 %	156,8	4,7 %	148,2	6,5 %
Coût de l'endettement financier net	- 8,1	- 0,2 %	- 9,8	- 0,3 %	- 7,4	- 0,3 %
Autres produits et charges financiers	- 14,9	- 0,4 %	- 20,1	- 0,6 %	- 10,7	- 0,5 %
Charge d'impôt	- 47,2	- 1,3 %	- 31,3	- 0,9 %	- 34,5	- 1,5 %
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	7,2	0,2 %	6,0	0,2 %	5,9	0,3 %
Résultat net avant résultat des activités abandonnées	89,6	2,5 %	101,6	3,0 %	101,5	4,5 %
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
Résultat net	89,6	2,5 %	101,6	3,0 %	101,5	4,5 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	84,4	2,4 %	92,8	2,8 %	98,2	4,3 %
Intérêts minoritaires	5,2	0,1 %	8,8	0,3 %	3,3	0,1 %

Sopra Steria a affiché en 2015 une dynamique de croissance solide. Cette performance a été réalisée alors que les équipes étaient également mobilisées sur les sujets d'intégration.

Le **chiffre d'affaires** 2015 du Groupe s'est élevé à 3 584,4 M€, en progression de 6,4 % par rapport à la base *pro forma* de l'exercice 2014. À taux de change et périmètre constants, la croissance a été de 2,0 %.

Les frais de personnel représentent 61,0 % du chiffre d'affaires de l'année 2015, contre 61,6 % pour l'année *pro forma* 2014.

Le taux d'intercontrats (nombre de jours entre deux contrats hors formation, maladie, congés, avant-vente sur le nombre de jours total productibles) est de 4,1 % sur les douze mois de l'année 2015. Ce taux d'intercontrats était de 4,4 % pour l'année *pro forma* 2014.

Sur l'année 2015, le Groupe a recruté 7 197 collaborateurs dont 2 560 en France. Au 31 décembre 2015, l'effectif total du Groupe était de 38 450 personnes (37 358 personnes au 31 décembre 2014) dont 16,9 % dans les zones X-shore (Inde, Pologne, Espagne, Afrique du Nord).

Les autres frais généraux représentent 30,5 % du chiffre d'affaires de l'année 2015, contre 30,0 % pour l'année *pro forma* 2014.

Les dotations aux amortissements et provisions représentent 1,6 % du chiffre d'affaires de l'année 2015, au même niveau que l'année précédente. Un comparatif ne peut être réalisé de manière plus détaillée par rapport aux réalisations 2014 compte tenu du rapprochement Sopra Steria qui est intervenu au deuxième semestre 2014.

Le **Résultat opérationnel d'activité** est de 6,8 % du chiffre d'affaires, soit 245,5 M€, à comparer à 6,9 % pour l'année 2014 *pro forma*.

I SOPRA STERIA : PERFORMANCE PAR PÔLE D'ACTIVITÉ – EXERCICE 2015

	2015		2014 Pro forma*	
	M€	%	M€	%
France				
Chiffre d'affaires	1 364,3		1 313,7	
Résultat opérationnel d'activité	102,0	7,5 %	79,5	6,1 %
Résultat opérationnel courant	100,8	7,4 %	77,6	5,9 %
Résultat opérationnel	52,3	3,8 %	40,9	3,1 %
dont C&IS (incluant CIMPA en 2015)				
Croissance organique	+ 3,5 %			
Chiffre d'affaires	1 161,1		1 093,3	
Résultat opérationnel d'activité	101,3	8,7 %	82,0	7,5 %
Résultat opérationnel courant	100,1	8,6 %	80,1	7,3 %
Résultat opérationnel	60,7	5,2 %	50,6	4,6 %
dont I2S				
Croissance organique	- 7,8 %			
Chiffre d'affaires	203,2		220,4	
Résultat opérationnel d'activité	0,7	0,3 %	- 2,5	- 1,1 %
Résultat opérationnel courant	0,7	0,3 %	- 2,5	- 1,1 %
Résultat opérationnel	- 8,4	- 4,1 %	- 9,7	- 4,4 %
Royaume-Uni				
Chiffre d'affaires	1 042,0		944,0	
Résultat opérationnel d'activité	76,2	7,3 %	89,3	9,5 %
Résultat opérationnel courant	63,3	6,1 %	77,8	8,2 %
Résultat opérationnel	57,1	5,5 %	76,3	8,1 %
Autre Europe				
Chiffre d'affaires	697,4		667,0	
Résultat opérationnel d'activité	18,5	2,7 %	6,8	1,0 %
Résultat opérationnel courant	17,4	2,5 %	5,2	0,8 %
Résultat opérationnel	5,3	0,8 %	- 7,1	- 1,1 %
Sopra Banking Software				
Chiffre d'affaires	282,4		270,7	
Résultat opérationnel d'activité	25,7	9,1 %	33,7	12,4 %
Résultat opérationnel courant	20,3	7,2 %	28,2	10,4 %
Résultat opérationnel	20,1	7,1 %	27,1	10,0 %
Autres Solutions				
Chiffre d'affaires	198,3		174,7	
Résultat opérationnel d'activité	23,1	11,6 %	22,0	12,6 %
Résultat opérationnel courant	23,1	11,6 %	22,0	12,6 %
Résultat opérationnel	17,7	8,9 %	19,4	11,1 %

* Base pro forma de l'opération Sopra Steria.

En France, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires de 1 364,3 M€.

- En 2015, l'activité **Conseil & Intégration de Systèmes** a réalisé un chiffre d'affaires de 1 161,1 M€, en croissance organique de 3,5 %. Cette bonne dynamique, comparée au marché français, a été soutenue notamment par la croissance enregistrée sur les

grands comptes stratégiques (environ + 7 %) et la progression de plus de 10 % des activités de Conseil, qui regroupent plus de 1 000 personnes en France. En termes sectoriels, la dynamique a été particulièrement bonne dans la Banque, le Secteur Public et l'Aéronautique-Défense. La croissance enregistrée sur l'année et la qualité de l'intégration ont permis une nette amélioration de

PRÉSENTATION DE SOPRA STERIA

Examen de la situation du Groupe et des résultats

la rentabilité : le taux de marge opérationnelle d'activité s'est élevé à 8,7 % (+ 120 points de base par rapport à la situation *pro forma* de l'exercice précédent).

- En ce qui concerne **I2S (Infrastructure & Security Services)**, l'exercice a été marqué par un début de redressement de l'activité de Gestion d'infrastructures informatiques. Ce redressement, qui sera progressif, repose sur une sélectivité accrue des contrats, une montée en valeur des offres ainsi que sur une plus grande proximité avec les activités de Conseil & d'Intégration de Systèmes. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires 2015 (183,3 M€) a affiché une décroissance de 10,3 %. Les actions engagées ont permis une légère amélioration du Résultat opérationnel d'activité qui est proche de l'équilibre sur l'exercice 2015. La branche Cyber Sécurité a, quant à elle, réalisé en 2015 un chiffre d'affaires de 17,2 M€ et enregistré une croissance de plus de 25 % bénéficiant de nombreux succès commerciaux structurants ainsi que d'une reconnaissance accrue de la qualité de son SOC (*Security Operations Center*) dont des déclinaisons ont eu lieu au Royaume-Uni et à Singapour.

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires 2015 a été globalement stable à taux de change et périmètre constants ((-) 0,7 %) pour s'établir à 1 042,0 M€. Dans le secteur public, où le Groupe bénéficie d'un solide positionnement, en particulier au travers de plates-formes de services partagées, la tendance est restée porteuse et les deux coentreprises avec le gouvernement britannique (NHS SBS et SSCL) ont vu leurs activités progresser. Les opportunités commerciales restent prometteuses pour les années à venir, tant en termes d'externalisation supplémentaire de *back offices* que de développements de services *Big Data* additionnels pour analyser les données transitant par ces plates-formes. Le secteur privé, en revanche, a connu une situation difficile, avec un recul du chiffre d'affaires en 2015. Des actions de réorganisation ont été lancées afin de poser les bases d'un redressement. En termes de rentabilité, la zone a dégagé en 2015 un taux de marge opérationnelle d'activité de 7,3 %. Pour mémoire, le taux de marge *pro forma* de 9,5 % affiché en 2014 comprenait des effets significatifs et non récurrents de renégociation de contrats.

Le chiffre d'affaires de la zone **Autre Europe** s'est élevé à 697,4 M€ sur l'exercice, en croissance organique de 6,3 %. En Allemagne, la situation s'est améliorée après un exercice 2014 très difficile. Le taux de *turnover* des équipes a été stabilisé, l'organisation remaniée, la dynamique commerciale relancée et des actions ont été engagées pour mieux sécuriser la production. Ainsi, le chiffre d'affaires de l'Allemagne en 2015 a été en croissance et le Résultat opérationnel d'activité s'est établi à un niveau proche de l'équilibre à comparer à une perte opérationnelle de 13,5 M€ en 2014. L'Espagne, l'Italie et la Scandinavie ont, quant à elles, enregistré en 2015 des niveaux de croissance organique soutenus. Enfin, la Belgique, qui a été impactée en 2015 par l'arrêt du programme Schengen, a affiché un rebond d'activité en fin d'année.

Sopra Banking Software a enregistré en 2015 une forte dynamique commerciale lui permettant d'afficher une progression de son chiffre d'affaires (282,4 M€ en croissance organique de + 2,5 %) malgré un quatrième trimestre 2014 qui constituait une base de comparaison particulièrement élevée. La ligne de produit « Platform » qui a franchi au cours de l'exercice des étapes importantes (une première livraison à La Banque Postale, un « go live » structurant à la BNPP, un choix de migration d'envergure

pour Crelan...) a bénéficié d'une demande soutenue en Europe et particulièrement en France. La ligne de produit « Amplitude » a, quant à elle, concrétisé de nombreux succès commerciaux sur l'exercice : 28 signatures avec de nouveaux noms et 26 « go live » sur la zone Afrique – Moyen Orient. Cette dynamique illustre le rôle important que devraient jouer à l'avenir les produits dans la refonte des systèmes d'information des banques. Dans cette perspective, le Groupe a renforcé en 2015 ses efforts en Recherche & Développement. Le taux de marge opérationnelle d'activité s'est établi à 9,1 % en 2015 (12,4 % en 2014).

Le chiffre d'affaires du pôle **Autres Solutions** qui regroupe Sopra HR Software et les solutions dédiées à la gestion immobilière, s'est élevé à 198,3 M€ en 2015, en croissance organique de 3,2 %. Le taux de marge opérationnelle d'activité de l'exercice s'est établi à 11,6 % contre 12,6 % sur l'exercice précédent qui comprenait un effet positif non récurrent lié à des ventes de licences à caractère exceptionnel.

Le **Résultat opérationnel** courant est de 225,0 M€ après prise en compte des charges liées aux stock-options et actions gratuites ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles affectées.

- Les charges liées aux plans d'actions gratuites et aux plans de stock-options existants sont non significatives, soit (-) 1,1 M€. Les coûts enregistrés en 2014 incluaient des charges liées aux plans d'actions gratuites de Sopra émis en juin 2012 pour 1,6 M€.
- Les amortissements des immobilisations incorporelles représentent (-) 19,4 M€ pour l'année 2015.

Le résultat opérationnel s'est établi à 152,6 M€ soit 4,3 % du chiffre d'affaires après prise en compte de (-) 72,4 M€ d'autres produits et charges opérationnels. Ces derniers comprennent notamment (-) 67,2 M€ de charges de réorganisation et d'optimisation, dont (-) 46,3 M€ liés à l'intégration de Sopra et de Steria.

Le coût de l'endettement financier net s'élève à (-) 8,1 M€ pour l'année 2015, contre (-) 7,4 M€ pour l'année 2014, et (-) 9,8 M€ en *pro forma* 2014. La baisse des charges d'intérêts de 2,0 M€, malgré l'augmentation de la dette financière nette résulte de la mise en place de billets de trésorerie.

Les autres produits et charges financiers enregistrent principalement trois catégories d'opérations :

- des charges et produits d'actualisation (indemnités de départ en retraite, participation des salariés, dettes sur compléments de prix) ;
- la variation de valeur d'instruments de couverture de taux ;
- des pertes de change.

Les autres produits et charges financières représentent (-) 14,9 M€ en 2015, contre (-) 20,1 M€ pour l'année 2014 *pro forma*.

Cette baisse des charges financières de 5,2 M€ s'explique principalement par :

- le coût de titrisation 2014, soit 1,3 M€ ;
- le remboursement du crédit syndiqué Steria, soit 2,4 M€ ; et
- une baisse des charges financières liées aux retraites de 1,0 M€.

La charge d'impôt représente (-) 47,2 M€ pour l'année 2015 (1,3 % du chiffre d'affaires), contre (-) 34,4 M€ pour l'année 2014 (1,5 % du chiffre d'affaires), et (-) 31,3 M€ en *pro forma* 2014.

Le résultat de l'année 2015 enregistre :

- la quote-part du résultat d'Axway pour la période (24,93 % de 27,9 M€), soit 6,9 M€ ;
- la quote-part du résultat de Diamis pour la période, soit 0,3 M€.

Le résultat net avant résultat des activités abandonnées s'élève 89,6 M€, soit 2,5 % du chiffre d'affaires contre 101,6 M€, soit 3,0 % du chiffre d'affaires pour l'année 2014 *pro forma*.

Le résultat net d'impôt des activités abandonnées n'enregistre aucun mouvement, tant en 2015 qu'en 2014.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 84,4 M€, soit 2,4 % du chiffre d'affaires, contre 92,8 M€, soit 2,8 % du chiffre d'affaires pour l'année 2014 *pro forma*.

Le bénéfice net par action de base a été de 4,27 €, intégrant un nombre moyen pondéré d'actions de 19,76 millions sur l'exercice. Le bénéfice par action de base 2014 (6,81 €) intégrait un nombre moyen pondéré d'actions de 14,42 millions. Le résultat dilué par action est de 4,26 €, contre 6,77 € en 2014.

7.2.2. BILAN ET STRUCTURE FINANCIÈRE

L'actif non courant passe de 2 184,4 M€ à 2 302,1 M€ au 31 décembre 2015. Les principaux éléments constitutifs de ce poste sont les suivants :

- des écarts d'acquisition pour 1 586,9 M€, contre 1 475,2 M€ en 2014 ;
- des immobilisations incorporelles pour 214,0 M€, contre 219,5 M€ en 2014 ;
- des immobilisations corporelles pour 118,5 M€, contre 109,9 M€ en 2014 ;
- des titres de participation (Axway Software) mis en équivalence pour 154,4 M€, contre 146,8 M€ en 2014 ;
- des impôts différés actifs pour 142,7 M€, contre 154,7 M€ en 2014.

Le poste Clients et comptes rattachés s'établit à 1 099,8 M€, contre 931,7 M€ en 2014.

La Trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 222,7 M€, contre 222,4 M€ en 2014.

Les Capitaux propres consolidés s'élèvent au 31 décembre 2015 à 1 233,1 M€ (dont 38,7 M€ en intérêts ne conférant pas le contrôle) contre 1 086,8 M€ (dont 29,7 M€ en intérêts ne conférant pas le contrôle) en 2014. L'analyse détaillée des mouvements intervenus figure dans l'état des variations des capitaux propres est présenté dans le chapitre 4 du présent document de référence.

Les Emprunts et dettes financières, d'un montant total de 753,7 M€, contre 664,8 M€ en 2014, incluent des emprunts bancaires à long terme pour 437,8 M€ (dont contrats de crédit bail pour 13,2 M€) et des crédits à court terme pour 315,7 M€ (essentiellement en billets de trésorerie).

L'endettement financier net à fin 2015 ressort à 530,8 M€ contre 442,4 M€ en 2014.

L'analyse détaillée de la variation de l'endettement net figure à la note 22 des comptes consolidés dans le chapitre 4 du présent document de référence.

Les autres dettes courantes d'un montant total de 1 030,9 M€, contre 901,5 M€, en 2014 comprennent principalement :

- des dettes sociales (personnel et organismes sociaux) pour 424,5 M€ ;
- des dettes fiscales pour 220,4 M€ correspondant pour l'essentiel à la taxe sur la valeur ajoutée comprise dans l'encours clients ;
- la dette d'impôt sur les sociétés pour 115,9 M€ ;
- des produits constatés d'avance (part de la facturation émise mais non encore enregistrée en chiffre d'affaires) pour 249,3 M€.

Au 31 décembre 2015, la situation financière est saine avec des fonds propres s'élevant à 1 233,1 M€ et un endettement net à 530,8 M€.

Intégrant 55,8 M€ de décaissements liés aux réorganisations et optimisations, le flux net de trésorerie disponible a été de 49,3 M€.

La dette financière nette du Groupe était de 530,8 M€ (442,4 M€ au 31/12/2014), soit 1,76 fois l'EBITDA (*covenant* financier fixé à trois fois maximum).

Sur la base des facilités financières renégociées au 31 juillet 2014, le Groupe dispose de 1,6 Md€ de financements dont 1,1 Md€ étaient disponibles au 31 décembre 2015.

7.3. Investissements de l'année

7.3.1. ACQUISITION DE CIMPA

Le 29 juillet 2015, Airbus et Sopra Steria Group ont annoncé avoir signé un accord pour la reprise par Sopra Steria de CIMPA, filiale d'Airbus spécialisée dans les activités de services PLM (*Product lifecycle management*).

En 2014, CIMPA réalisait un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 M€ et employait 950 personnes en Europe.

Cette acquisition permet à Sopra Steria de conforter ses positions auprès des grands acteurs de l'aéronautique, mais également de l'industrie, des transports et de l'énergie, en capitalisant sur les domaines d'expertises de CIMPA. Elle renforce ainsi la capacité du Groupe à intervenir au cœur du métier de ses clients et à les accompagner dans leur transformation numérique.

Les activités de CIMPA sont entrées dans le périmètre de consolidation du groupe Sopra Steria le 1^{er} octobre 2015.

7.3.2. ÉQUIPEMENTS

39,8 M€ ont été investis en 2015 en équipements d'infrastructure et en équipements techniques, contre 28,6 M€ en 2014.

Ces investissements se décomposent de la façon suivante :

- terrain et constructions : 4,1 M€ ;
- agencements et mobiliers : 16,7 M€ ;
- équipements informatiques : 19,1 M€.

8. Comptes individuels 2015 de la société Sopra Steria Group SA

Après fusion avec Steria SA et Groupe Steria SA, Sopra Steria Group SA héberge l'ensemble des activités françaises de conseil, d'intégration de systèmes et d'édition de solutions en immobilier, ainsi que tous les services centraux du Groupe (Direction générale, supports opérationnels, structures fonctionnelles). Elle dispose de filiales pour l'intégration de systèmes et de solutions en Europe, des filiales d'édition de progiciels bancaires Sopra Banking Software, de gestion des Ressources Humaines Sopra HR Software, la filiale d'infrastructure Sopra Steria Infrastructure & Security Services et détient une participation de 24,94 % dans Axway Software éditeur mondial de logiciels, leader du marché de la gouvernance des flux de données.

Les comptes sont détaillés dans le chapitre 5 de ce document de référence.

Le chiffre d'affaires s'élève à 1 289,1 M€ en 2015, contre 1 447,5 M€ en 2014.

Le résultat d'exploitation s'établit à 70,2 M€ en 2015, contre (-) 38,7 M€ en 2014.

Le résultat financier s'établit à (-) 6,3 M€ en 2015, contre (-) 36,4 M€ en 2014.

Le résultat courant avant impôt s'établit à 63,9 M€ en 2015, contre (-) 75,2 M€ en 2014.

Le résultat exceptionnel s'établit à (-) 33,3 M€ en 2015, contre (-) 60,3 M€ en 2014.

La participation et l'intéressement des salariés passent de (-) 1,9 M€ en 2014 à (-) 5,6 M€ en 2015 et l'impôt sur les résultats de 18,7 M€ en 2014 à 8,3 M€ en 2015.

Le résultat net passe de (-) 118,7 M€ en 2014 à 33,4 M€ en 2015.

La Recherche et Développement lié aux activités « Solutions » ont représenté un investissement de 14,1 M€ principalement sur les activités immobilier. Ces frais sont entièrement passés en charges sur les comptes.

Conformément aux dispositions de l'article 39-4 du Code général des impôts, les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 471 497 €, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

8.1. Compte de résultat

Il est à noter qu'au 1^{er} janvier 2015, les activités « Infrastructures et Sécurités » (220,4 M€ de chiffre d'affaires en 2014) sont hébergées dans la filiale Sopra Steria Infrastructure & Security Services, « Pleiades » (36 M€ de chiffre d'affaires en 2014) dans la filiale Sopra HR Software et « Advance Payment » (12,5 M€ de chiffre d'affaires en 2014) dans Sopra Banking Software. En 2014 ces activités étaient hébergées dans Sopra Steria Group SA.

8.2. Bilan

Les capitaux propres évoluent de 749,9 M€ à fin 2014 à 746,2 M€ à fin 2015.

Selon les dispositions des articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, le poste des dettes fournisseurs se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Montant encours total	Montant non échu	Montant échu de moins de 60 jours	Montant échu de plus de 60 jours
Au 31 décembre 2014	87 911	86 769	897	245
Au 31 décembre 2015	91 259	89 378	400	1 481

Sopra Steria applique le délai de règlement légal à l'égard des factures des fournisseurs : maximum soixante jours à partir de la date d'émission de la facture.

L'actif immobilisé s'élève à 1 902,5 M€ en 2015, contre 1 735,3 M€ en 2014. Il comprend des immobilisations financières

pour 1 278,2 M€ en 2015 contre 1 106,4 M€ en 2014, des immobilisations incorporelles pour 576,6 M€ en 2015 contre 582,7 M€ en 2014 et des immobilisations corporelles pour 47,7 M€ en 2015 contre 46,2 M€ en 2014.

8.3. Identité des détenteurs du capital

La répartition du capital de Sopra Steria Group est indiquée dans le chapitre 6 de ce document de référence section 2 « Répartition du capital ».

9. Stratégie et objectifs : évolution récente et perspectives 2016

9.1. Un positionnement fort et original en Europe

Sopra Steria a l'ambition d'être un leader des services numériques en Europe : offreur global, à forte valeur ajoutée, permettant à ses clients de faire le meilleur usage du numérique pour innover, transformer leurs opérations et optimiser leur performance. L'objectif du Groupe est d'être le partenaire privilégié des organisations publiques et des entreprises privées européennes faisant partie des secteurs économiques cibles.

Sopra Steria se démarquera plus nettement de ses concurrents en continuant de renforcer ses deux facteurs clés de différenciation :

- des Solutions pour les métiers qui, alliées à sa palette complète de services, lui confèrent une offre unique dans la profession ;
- une forte proximité avec ses clients, fondée sur son ancrage dans les territoires où il est présent et sur sa capacité à intervenir au plus près des besoins du cœur de métier de ses clients, sans être normatif comme certains grands acteurs mondiaux.

9.2. Priorités d'actions

9.2.1. L'ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT DES SOLUTIONS

Sopra Steria se donne l'objectif à moyen terme de porter la part de ses activités d'édition et d'intégration de solutions à 20 % de son chiffre d'affaires. Combinant croissance organique et croissance externe, les efforts porteront sur l'enrichissement de l'offre, le renforcement des services opérés et l'expansion géographique de ces activités. La priorité est mise sur le développement de Sopra Banking Software et de Sopra HR Software. Cependant, le Groupe poursuivra aussi sa croissance dans le domaine de l'Immobilier et restera attentif à de nouvelles opportunités sectorielles, par exemple dans le domaine de l'Assurance où il dispose déjà de certains actifs.

9.2.2. LE RENFORCEMENT DE L'APPROCHE VERTICALE

Un développement très focalisé

Pour servir le positionnement qu'il a choisi, le Groupe poursuivra et généralisera sa politique de concentration sur certains verticaux et grands comptes ciblés. Le développement reposera ainsi sur huit verticaux prioritaires représentant près de 90 % du chiffre d'affaires : Banque, Secteur Public, *Aerospace* - Défense & Sécurité, Énergie & *Utilities*, Télécoms & Médias, Transport, Assurance et Distribution.

Pour chacun de ces verticaux, le Groupe a ciblé différents domaines-métier dans lesquels, grâce au déploiement d'offres à forte valeur ajoutée, il souhaite avoir un positionnement de leader.

Un renforcement de l'activité de conseil

Cherchant à s'implanter de plus en plus fortement dans les directions-métier de ses clients, le Groupe s'organise pour accélérer son développement dans le métier du conseil pour déployer progressivement dans l'ensemble de ses zones d'implantation un modèle couplant conseil et services applicatifs.

9.2.3. UNE ACCÉLÉRATION DES INITIATIVES DANS LE DOMAINE DU DIGITAL

Sopra Steria peut mettre à son actif de nombreux projets réalisés dans le domaine du Digital. L'ambition est d'accélérer les initiatives dans ce domaine et d'accompagner sa propre mutation.

Le Groupe a notamment décidé de mettre en place un *Digital Transformation Office*, une équipe chargée d'animer le foisonnement interne et de faciliter l'émergence d'initiatives digitales. Dans chacun des 8 verticaux prioritaires, des responsables ont été nommés afin de connecter les initiatives digitales aux besoins métiers des clients sur les technologies clés (Réseaux sociaux, Mobilité, Analytics, Cloud, Sécurité, Intelligence Artificielle, objets connectés...).

Un effort particulier est engagé pour nouer des partenariats ciblés avec les acteurs les plus en pointe de l'écosystème numérique (start-up, établissements d'enseignement supérieur et laboratoires de recherches associés, grands éditeurs...). C'est dans ce cadre qu'un partenariat stratégique est également établi entre Sopra Steria et Axway, éditeur d'une plate-forme de *Digital Enablement*.

Pour favoriser et amplifier l'innovation, de nombreuses initiatives sont encouragées : mission d'innovation donnée aux équipes de projet, concours d'innovation interne, hackathons ouverts aux clients et aux partenaires, espaces de démonstration, de co-innovation et de veille numérique (DigiLabs, DigiFabs) ouverts aux clients et aux partenaires dans chacune des grandes implantations...

9.2.4. LA CONSOLIDATION DES POSITIONS AU ROYAUME-UNI

L'activité au Royaume-Uni représente près de 30 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Elle est réalisée majoritairement dans le Secteur Public, au travers de contrats *Business Process Outsourcing* et de services d'IT. C'est une position solide et reconnue que le Groupe continuera de développer, notamment en accompagnant la transformation numérique des administrations.

Le Groupe a également l'ambition de relancer son développement dans le secteur privé britannique. La priorité est mise sur le secteur

PRÉSENTATION DE SOPRA STERIA

Stratégie et objectifs : évolution récente et perspectives 2016

bancaire, pour y déployer des offres globales combinant les solutions de Sopra Banking Software et les capacités de services applicatifs, d'infrastructure et de BPO développées localement. Le Groupe restera également actif dans les autres verticaux, en synergie avec les autres pays.

9.2.5 UNE POLITIQUE ACTIVE DE CROISSANCE EXTERNE

Le Groupe va continuer de participer activement à la consolidation du marché. L'approche dans ce domaine sera centrée en particulier sur le domaine des solutions et sur le vertical bancaire.

9.3. Évolutions récentes

9.3.1. PROJET DE RAPPROCHEMENT AVEC CASSIOPAE

Sopra Steria a le projet d'acquérir, *via* sa filiale Sopra Banking Software, environ 75 % du capital de KSEOP, société *holding* du groupe Cassiopae. Le fondateur et sa famille, ainsi que certains managers dont l'actuel Président, Emmanuel Gillet, conserveront environ 25 % du capital. Une acquisition différée de ces 25 % est envisagée au plus tard en 2020.

Créé en 1987 par Guy Gillet autour d'une solution de gestion pour le crédit-bail immobilier, Cassiopae est le 16^e éditeur de logiciels français indépendant (classement 2015 « Truffle 100 ») et commercialise une des solutions les plus complètes et innovantes du marché pour la gestion des financements spécialisés et de l'immobilier. Présent dans 40 pays, Cassiopae a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 50,2 M€ et compte plus de 300 clients.

Le secteur bancaire est l'un des plus importants marchés de Sopra Steria et constitue un axe de développement prioritaire. Sa filiale, Sopra Banking Software, dont le chiffre d'affaires 2014 était de 271 M€, y ambitionne de doubler de taille à un horizon de cinq ans.

Dans cette perspective, ce projet d'acquisition serait une étape importante et renforcerait la position d'acteur de référence du Groupe dans les domaines bancaire et financier. Sopra Banking Software disposerait d'une gamme complète de solutions métier adressant les grands enjeux de transformation du secteur financier (distribution, tenue de comptes, crédits, paiements, compliance) intégrant également les financements spécialisés (crédit-bail immobilier et mobilier, crédit à la consommation, crédit automobile, affacturage, garanties...). Il permettrait également d'ouvrir de nouveaux marchés et de dégager des synergies commerciales et de coûts.

9.3.2. MISE EN PLACE D'UN PLAN D'ACTIONNARIAT SALARIÉ

Dans un communiqué du 22 mars 2016, Sopra Steria Group a annoncé, la mise en place d'une offre de cession d'actions réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne salariale (l'« Offre »).

L'Offre est proposée aux salariés du Groupe en Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Singapour, Suède et Suisse éligibles et adhérents aux plans

d'épargne du Groupe et dans le cadre d'un dispositif de *Share incentive plan* (SIP) au Royaume-Uni et en Inde.

Sopra Steria souhaite avec cette opération associer plus étroitement ses salariés au développement et à la performance du Groupe.

L'Offre d'actions Sopra Steria aux salariés du Groupe est réalisée par une cession d'actions existantes auto détenues et préalablement rachetées par Sopra Steria dans le cadre d'un programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires le 25 juin 2015 en application de l'article L. 225-209 du Code de commerce. Elle sera réalisée dans le cadre des dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Le Conseil d'administration a décidé le 21 janvier 2016 la mise en œuvre de cette Offre et a délégué au Directeur général les pouvoirs nécessaires à sa mise en œuvre. Conformément à la décision du Conseil d'administration, l'Offre portera sur un nombre maximum de 200 000 actions de la Société, correspondant à 100 000 actions acquises par les salariés et 100 000 actions gratuites attribuées au titre de l'abondement. Un nombre maximum de 8 500 actions gratuites pourrait également être attribué au titre du SIP.

Le Directeur général, sur délégation du Conseil d'administration a arrêté les dates de la période d'Offre et le prix d'acquisition le 6 avril 2016.

Le prix d'acquisition, égal à 100 % du Cours de Référence, correspondant à la moyenne des cours d'ouverture de l'action Sopra Steria sur le marché Euronext Paris durant les vingt (20) séances de Bourse, précédant la date de la décision du Directeur général a été fixé à 101,62 €.

La Période d'Offre a été ouverte du 7 avril 2016 (inclus) au 19 avril 2016 (inclus).

Le Règlement-livraison de l'Offre interviendra le 18 mai 2016.

Cette opération a été agréée par l'Autorité des marchés financiers le 4 mars 2016 (Agréement n° FCE20160027).

9.3.3. ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Depuis la fin du dernier exercice, aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe pour lequel des états financiers vérifiés ou des états financiers intermédiaires ont été publiés n'a été constaté.

9.4. Perspectives 2016 et ambitions 2017

Pour l'ensemble de l'exercice 2016, le Groupe se fixe pour objectifs :

- une croissance organique du chiffre d'affaires supérieure à 2 % en dépit d'un premier trimestre en faible croissance ;
- un taux de marge opérationnelle d'activité supérieur à 7,5 % ;
- une nette augmentation du flux net de trésorerie disponible.

Les objectifs 2017 sont inchangés :

- chiffre d'affaires compris entre 3,8 et 4 Md€ ;
- taux de marge opérationnelle d'activité compris entre 8 et 9 %.

10. Facteurs de risques

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que la liste des risques présentés ci-dessous n'est pas exhaustive et que d'autres risques, inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée, à la date d'établissement du présent document de référence, susceptible d'avoir un effet défavorable sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats ou le cours de l'action du Groupe, peuvent exister.

Le présent document contient des estimations auxquelles sont associés des risques et des incertitudes concernant la croissance et la rentabilité du Groupe dans le futur. Le Groupe rappelle que, de manière générale, les signatures des contrats de licence, qui représentent souvent des investissements pour les clients, sont plus importantes au deuxième semestre et, de ce fait, peuvent provoquer des effets plus ou moins favorables sur la performance de fin d'année.

Indépendamment du risque stratégique de positionnement concurrentiel et de perte de pertinence du *business model*, la Direction générale a considéré que sur le plan opérationnel, les risques relatifs aux Ressources Humaines, à la réalisation des projets et à la production constituent les principaux risques auxquels s'ajoutent les relations commerciales avec les grands clients. À ce titre, ils font l'objet de plans d'actions continus. Par ailleurs, de par la fusion de Sopra et de Steria, les risques relatifs à l'intégration sont particulièrement suivis.

10.1. Principaux facteurs de risques liés à l'activité

10.1.1. RISQUES RELATIFS AUX RESSOURCES HUMAINES

Dans une activité de services, confrontée à la rareté de certaines compétences et aux nouveaux besoins des clients, les risques liés aux Ressources Humaines occupent naturellement une place importante. La performance du processus de recrutement, de la gestion des carrières et des compétences, la permanence des rôles clés, le partage de la culture et des valeurs du Groupe constituent de façon constante des enjeux essentiels.

Parmi les principaux aspects de la gestion des Ressources Humaines, l'utilisation optimale, la connaissance fine des ressources déjà présentes dans le Groupe (leurs compétences, leurs aptitudes, leur potentiel) apparaît comme un point particulièrement important et ce d'autant plus que la taille des différentes entités opérationnelles est en augmentation.

Les principaux risques en matière de Ressources Humaines sont également liés au recrutement, à l'implication des salariés, à la compétence des collaborateurs et à leur adéquation avec les besoins des clients, à la gestion prévisionnelle des ressources, à la rétention des personnes clefs et à leur remplacement, à l'attrition, au respect des contraintes en matière de droit social et de la législation du travail mais aussi à la maîtrise des relations sociales dans un environnement complexe.

Le management, les managers de proximité, la Direction des Ressources Humaines avec les Responsables RH de division jouent un rôle essentiel dans la maîtrise de ces risques.

La section 2 « Responsabilité sociale » de la partie 3 « Rapport responsabilité d'entreprise » présente de façon globale la politique en matière de Ressources Humaines.

10.1.2. RISQUES RELATIFS À L'EXÉCUTION DES PROJETS ET À LA PRODUCTION

Le principal risque réside dans la capacité à exécuter les engagements souscrits auprès de la clientèle en termes de qualité, de délai et de coût : livrer des produits et services conformes aux spécifications, dans les délais prévus et à l'intérieur du budget attribué en particulier dans le cadre des grands programmes clients. La maîtrise des exigences clients et la qualité de la production sont au cœur des enjeux du Groupe.

La maîtrise de ces risques nécessite une parfaite connaissance d'environnements techniques et fonctionnels nombreux et en perpétuelle évolution, la mise en œuvre d'un dispositif de validation préalable sur les plans technique, juridique et financier, une méthodologie éprouvée de conduite des projets permettant l'intervention de plates-formes de production *Xshore*, et enfin un système de surveillance et de contrôle sur les plans technique et comptable.

Selon les engagements contractuels pris, le défaut ou la mauvaise qualité de l'exécution des services définis dans ces contrats peut engendrer un risque pour le Groupe (risque de pénalités, risque de réclamations client, risque de dommages et intérêts, risque de non-paiement, risque de surcoût, risque de résiliation anticipée des contrats, risque d'image). Il est à noter que dans l'environnement actuel, les engagements contractuels et garanties demandés par les clients ont tendance à se renforcer.

Les contrats au forfait, à la différence des prestations en délégation de compétence, se caractérisent par un engagement en termes de prix, de conformité et de délai : il peut s'agir de « projets au forfait » tels que l'intégration de système et ou développement de logiciel mais également de « services au forfait » tels que des contrats de maintenance, de tierce maintenance applicative, de gestion d'infrastructures, de BPS. Les contrats de services au forfait sont souvent des contrats pluriannuels gérés et suivis de manière récurrente.

Dans le cadre des « projets au forfait » et « services au forfait », une mauvaise appréciation de l'ampleur des travaux à effectuer, une sous-estimation du coût de réalisation, une mauvaise estimation des solutions techniques à mettre en œuvre peuvent entraîner un dépassement des coûts prévus ou un dépassement des délais contractuellement prévus. Ce retard peut lui-même entraîner des pénalités de retard et/ou un dépassement du budget.

PRÉSENTATION DE SOPRA STERIA

Facteurs de risques

La répartition du chiffre d'affaires selon la nature des contrats est résumée dans le tableau suivant :

(% de l'activité)	2015	2014
Licences	1,9 %	2,2 %
Projets au forfait	17,5 %	17,3 %
Services au forfait	51,2 %	50,5 %
Délégation de compétence	29,4 %	30,0 %
TOTAL	100 %	100 %

Risques liés à la sécurité de l'information et à l'infrastructure informatique et de communication

Par ailleurs, concernant la production, il est noté l'importance croissante de l'enjeu lié à la fiabilité des infrastructures informatiques et de communication

Compte tenu de son modèle industriel intégrant des activités de production distantes du lieu de commercialisation (centres de services partagés nationaux ou globaux dans des pays *nearshore* et *Offshore*), le Groupe est potentiellement dépendant du bon fonctionnement de ses centres de production distants ainsi que des réseaux de télécommunications.

À ce titre, le rôle du responsable de la sécurité des systèmes d'information au sein de la Direction industrielle a été renforcé. Cette initiative répond à la nécessité d'associer plus largement l'ensemble des parties prenantes au sein de l'entreprise à l'analyse des risques liés aux Systèmes d'Information et à la définition des plans d'actions dans un contexte d'interdépendance croissante entre entités et sites de production *on* et *Offshore*.

Il convient de préciser qu'une part importante des activités de production du Groupe est effectuée en Inde. L'Inde reste un pays présentant différentes caractéristiques pouvant constituer des facteurs d'instabilité, des facteurs de risques (perturbations politiques, économiques, sociales, inflation salariale, catastrophes naturelles, pandémies). Le Groupe dispose en Inde de quatre centres de production fortement éloignés les uns des autres et répartis dans trois régions distinctes, caractéristique permettant de sensiblement réduire les conséquences liées à la survenance de certains incidents ou risques existants dans une région spécifique.

Par ailleurs, le fait d'utiliser un plus grand nombre de centres de production et d'avoir une mixité des services entre *on*, *near* et *Offshore* permet de disposer de solutions de secours.

D'une façon plus générale, le développement de la cyber-criminalité fait peser sur l'ensemble des sociétés, et notamment sur les entreprises de services numériques des risques croissants. Conscient des enjeux liés à la sécurité de l'information, le Groupe utilise notamment les compétences développées dans son propre centre d'expertise afin de mettre en œuvre, dans une approche évolutive, les solutions les mieux adaptées à ses besoins.

Risque de dépendance vis-à-vis des fournisseurs

Tant les projets d'intégration que les contrats d'Infogérance et de *Business Process Services* (BPS) intègrent un niveau de

complexité de plus en plus important et nécessitent de travailler avec de nombreux partenaires (éditeurs, constructeurs, sociétés de conseil, sociétés de services informatiques...), créant une certaine dépendance de Sopra Steria Group vis-à-vis de quelques fournisseurs. Le monde de l'informatique se caractérise néanmoins par la multiplicité de ses acteurs, réduisant fortement le risque de dépendance. Bien qu'il existe des solutions alternatives pour la plupart des logiciels, matériels et réseaux et bien que le Groupe entretienne des relations commerciales avec la plupart des grands fournisseurs, certains projets pourraient être affectés par un risque résiduel de défaillance éventuelle de ses fournisseurs.

10.1.3. RISQUES LIÉS AUX RELATIONS COMMERCIALES AVEC LES GRANDS CLIENTS

L'efficacité commerciale dépend de la capacité à mobiliser l'ensemble de la connaissance client alors que la relation avec les grands donneurs d'ordres s'est étendue sur de nombreuses années, a impliqué de nombreux acteurs, appartenant souvent à des unités différentes. Il y a un véritable enjeu dans la maîtrise de cette connaissance qui permet de comprendre et de répondre au mieux aux besoins du client mais aussi de gérer les risques de perte d'un client ou d'un marché majeur.

L'approche commerciale des grands comptes est coordonnée par un dispositif impliquant les membres du Comité Exécutif dans le cadre de grands programmes commerciaux.

En 2015, le premier client représentait 7 % du chiffre d'affaires du Groupe, les cinq premiers clients 18,4 % et les 10 premiers 28,05 %.

En 2014, le premier client représentait 4,5 % du chiffre d'affaires du Groupe, les cinq premiers clients 17,9 % et les 10 premiers 28,5 % ⁽¹⁾.

Parmi les principaux clients figurent :

- pour la France : Airbus Group, EDF, Société Générale, Orange, Crédit Agricole, SNCF et BNP Paribas ;
- pour le Royaume-Uni : Ministry of Justice, Home Office, Ministry of Defence, National Offender Management Service (NOMS), HM Prison Service et National Health Service.

(1) Données consolidées pour le nouvel ensemble Sopra Steria Group.

10.2. Risques relatifs aux opérations d'intégration

Si le rapprochement entre Sopra et Steria est aujourd'hui considéré comme réussi, un Comité continue de se réunir chaque semaine autour de la Direction générale pour suivre la finalisation des opérations d'intégration.

10.3. Risques financiers

Les facteurs de risques financiers sont détaillés dans les notes 30.1 et suivantes aux comptes consolidés dans le chapitre 4 du présent document, et notamment le risque de liquidité en 30.2.

La négociation de lignes de crédits bancaires contribue à la gestion du risque de liquidité. En effet, dans ce domaine, la politique du Groupe est de disposer de lignes de crédit largement supérieures aux besoins.

Le 15 septembre 2014, le Groupe a mis en place un contrat de crédit syndiqué pour un montant de 1 200 M€ à échéance de 5 ans avec deux options de prorogation d'un an composé d'une tranche amortissable de 200 M€, d'une tranche amortissable de 80 M€ et d'une facilité de crédit renouvelable multidevises de 900 M€. La tranche amortissable s'est amortie de 20 M€ et de 8 M€. Ces crédits ont été prolongés d'un an soit jusqu'à septembre 2020. Le détail des emprunts est décrit dans la note 22.1 aux comptes consolidés.

Le Groupe dispose d'un emprunt obligataire émis par le groupe Steria en 2013 auprès d'investisseurs institutionnels pour un montant de 180 M€ à échéance juillet 2019.

Au 31 décembre 2015, le Groupe dispose de lignes de financement de 1 522 M€ hors crédit bail. Dans ce contexte, le Groupe s'est engagé à des covenants décrits dans la note 30.2 aux comptes consolidés dans le chapitre 4 du présent document.

En ce qui concerne le risque de liquidité, la Société a procédé à une revue spécifique de ce risque et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir. Il n'y a pas à ce jour d'éléments susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats de Sopra Steria Group.

Concernant le risque de trésorerie, il est à noter qu'une grande partie du chiffre d'affaires du Groupe est réalisé avec des administrations et des entités gouvernementales européennes. Une part très marginale du chiffre d'affaires est faite avec des clients résidant hors de l'OCDE et une part prépondérante du chiffre d'affaires est réalisée, conformément à la stratégie commerciale du Groupe, avec des grands comptes. Ces différents facteurs contribuent à réduire le profil de risque crédit du Groupe.

Afin d'encadrer et d'atténuer les risques potentiels d'insolvabilité ou de non-paiement, la Direction Financière établit les règles d'ouverture d'un nouveau compte, la définition de limites de crédit, la mise en place de sûretés quand nécessaire, les procédures de relance ou le traitement des litiges.

10.4. Risques liés aux engagements relatifs aux régimes de retraite au Royaume-Uni (« fonds de pension »)

Ce point est détaillé dans la note 23 des annexes aux comptes consolidés.

Sopra Steria Group offre à ses collaborateurs le bénéfice de régimes de retraite dans plusieurs pays. Ces régimes de retraite sont généralement gérés par des fonds de pension associés ou directement par le Groupe. Il s'agit de régimes de retraite soit à prestations définies (le salarié se voit garantir un pourcentage de son salaire à titre de retraite), soit à contribution définie (la prestation de retraite est calculée en fonction du rendement du fonds au cours de la période de contribution). Les régimes de retraite à prestations définies sont enregistrés dans les comptes de Sopra Steria Group conformément à la norme IAS 19R.

Au Royaume-Uni, les actifs des régimes de retraite à prestations définies sont gérés dans des fonds administrés par des *trustees* indépendants, et les droits à retraite des salariés sont calculés selon leur rémunération et leur ancienneté.

Pour les régimes de retraite à prestations définies, l'employeur est dans l'obligation de supporter l'éventuel déficit entre la valorisation des actifs du fonds et les engagements de retraites à servir.

Depuis 2010, les régimes à prestations définies ont été remplacés au sein du Groupe par des régimes à contributions définies tout en continuant à produire des effets au titre des droits acquis avant cette décision. Les plans à prestations définies sont maintenus par exception dans le cadre de quelques projets d'externalisation concernant le Secteur Public pour respecter la législation et les engagements pris avec les clients.

En 2014, dans le cadre des négociations triennales, Sopra Steria Group a conclu un accord avec les *trustees* concernant les contributions futures additionnelles aux fonds de pensions avec l'objectif de combler les déficits sur une période de 4 à 13 ans suivant les plans. Ces contributions additionnelles sur lesquelles les parties se sont entendues sont en ligne avec les montants versés depuis 3 ans. Ces contributions se sont poursuivies en 2015, augmentées du taux d'inflation.

La Société se tient informée de la stratégie d'investissement des fonds et de la politique de gestion des actifs et passifs arrêtées par les *trustees*, au sein desquels siègent ses représentants, et partage l'objectif de réduire la volatilité et l'exposition au risque de taux et d'inflation notamment par l'utilisation de swaps.

Les prochaines négociations triennales sur les contributions futures aux fonds de pension doivent aboutir entre mars et juin 2017.

PRÉSENTATION DE SOPRA STERIA

Facteurs de risques

Au 31 décembre 2015, la ventilation du portefeuille des actifs des régimes de retraites britanniques était la suivante (sur la base des valeurs moyennes de marché) :

	2015	2014
Actions	34 %	34 %
Obligations	53 %	54 %
Immobilier/Infrastructure	15 %	13 %
Autres actifs	-2 % *	-1 %
TOTAL	100 %	100 %

* Y compris les produits dérivés utilisés dans la gestion de risque de taux et d'inflation.

La note 23 aux comptes consolidés, chapitre 4 du présent document, précise le détail des actifs et des engagements des régimes de retraite à prestations définies.

La valeur actuelle des engagements de retraite au titre des régimes à prestations définies est calculée sur la base d'hypothèses actuarielles, et est donc sujette à l'évolution des paramètres macroéconomiques. Les principaux paramètres concernés sont les hypothèses de taux d'intérêt à long terme, le taux d'inflation et l'espérance de vie. À titre indicatif, et toute chose égale par ailleurs, une diminution de 0,25 point du taux d'actualisation aurait pour conséquence une augmentation des engagements de 80 M€ au taux de clôture 2015.

Les actifs investis sur différentes classes d'actifs (y compris en actions) sont soumis aux risques de fluctuation des marchés financiers. À titre indicatif, et toute chose égale par ailleurs, une réduction de 10 % de la valeur des actifs entraînerait une diminution de ceux-ci de 145 M€.

Il convient de rappeler que l'impact économique éventuel de ces variations doit être apprécié sur un horizon moyen et long terme en ligne avec la durée de ces engagements. Les déficits résultant de ces variations d'actifs et/ou de passifs ne varient pas nécessairement dans le même sens. D'éventuels changements de réglementation ou de normes comptables pourraient éventuellement conduire à un accroissement des engagements et impacter défavorablement les états financiers du Groupe.

10.5. Autres risques

10.5.1. RISQUES JURIDIQUES

a. Conformité aux lois et réglementations

L'activité du Groupe n'est pas une activité réglementée en tant que telle et, à ce titre, ne requiert pas pour son exercice d'autorisation légale, administrative ou réglementaire particulière. Certaines prestations, telles que des prestations d'infogérance ou d'intégration de systèmes, rendues à des clients dont l'activité est soumise à une réglementation particulière, peuvent conduire le Groupe à devoir respecter des obligations contractuelles liées à cette réglementation. Par ailleurs, le Groupe est une multinationale qui opère dans de nombreux pays, soumis à diverses lois et réglementations en constante évolution, et recrute chaque année de façon importante. À ce titre, les formations, le contrôle hiérarchique, les dispositifs de revue juridique ou financière ont tous leur importance.

b. Propriété intellectuelle

Afin de protéger sa propriété intellectuelle, le Groupe s'appuie sur la combinaison des contrats, du droit d'auteur, des marques, des brevets, de la confidentialité et du secret des affaires. Par ailleurs, de par leur complexité, les domaines technologiques couverts par le Groupe font l'objet d'un nombre croissant de sujets liés à la propriété intellectuelle qui nécessite une attention particulière, et des clauses contractuelles spécifiques, notamment lors d'intégration de logiciels tiers, lors de l'utilisation de licences d'éditeurs dans le cadre de projets d'intégration ou dans le cadre de services de gestion d'infrastructures et/ou pour tout sujet de réutilisation de modules logiciels dans le cadre de projets d'intégration. Des formations dédiées au sujet de la protection de la propriété intellectuelle sont régulièrement dispensées aux opérationnels.

Le Groupe et ses filiales bénéficient d'une protection des principales marques utilisées dans chacun des pays concernés.

Le portefeuille de marques est géré par la Direction Juridique en collaboration avec un Conseil en propriété industrielle.

Le Groupe et ses filiales n'ont pas déposé et ne sont pas titulaires d'autres brevets visant à protéger les logiciels.

Le Groupe et ses filiales détiennent l'exclusivité des droits de propriété intellectuelle sur leurs progiciels pour les avoir développés ou acquis auprès de tiers. Les progiciels édités par le Groupe, notamment par Sopra Banking Software ou par Sopra HR Software, sont le plus souvent commercialisés en direct. Il existe cependant quelques contrats de distribution avec des partenaires.

Sopra Banking Software est titulaire de brevets concernant des algorithmes techniques utilisés par différents composants (technologiques et fonctionnels) de la suite progicielle Sopra Banking Platform, destinée aux banques et institutions financières.

c. Risques fiscaux

Comme tout groupe international opérant dans de multiples juridictions, le Groupe a structuré ses activités au regard d'obligations réglementaires diverses. Dans la mesure où les règles fiscales dans les différents pays où le Groupe est présent sont en constante évolution et peuvent être soumises à interprétation, le Groupe ne peut garantir de manière absolue que ces interprétations ne seront pas remises en cause, avec des éventuelles conséquences négatives sur sa situation financière ou ses résultats. Par ailleurs, le Groupe est soumis à des contrôles habituels en matière fiscale. Il fait notamment l'objet en France et en Inde de redressements ou de demandes de l'administration fiscale, lesquels ont été formellement contestés. Au 31 décembre 2015, ces litiges sont toujours en cours d'instruction par l'administration fiscale ou les tribunaux.

En France, une demande d'agrément avait été déposée auprès de l'administration fiscale pour le transfert à Sopra Steria d'une partie des reports fiscaux déficitaires provenant de Steria antérieurs au 1^{er} janvier 2014. Au cours de l'exercice 2015, cette demande a fait l'objet d'une acceptation partielle de la part de l'administration fiscale. Le montant du transfert de déficits accordé est conforme à ce qui avait été estimé dans les comptes clos au 31 décembre 2014. Voir sur ce point la note 17.4 des comptes consolidés chapitre 4 du présent document.

d. Litiges

Les litiges en cours ont fait l'objet de provisions détaillées aux notes 24 et 33 aux comptes consolidés dans le chapitre 4 du présent document.

Le Groupe n'a pas connaissance de procédures judiciaires et d'arbitrages qui pourraient avoir des effets significatifs autres que ceux reflétés dans la situation financière. À ce jour, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et du Groupe.

Il est à noter qu'une enquête administrative par l'Autorité de la concurrence en France a été diligentée fin 2014 auprès des principales sociétés de services en informatiques exerçant en France dont Sopra et Steria. Par courrier en date du 6 janvier 2016, l'Autorité de la concurrence a informé la société Sopra Steria Group du classement de l'enquête réalisée dans le secteur des services en ingénierie informatique. En outre, la société Steria a été informée d'un procès-verbal dressé par l'inspection du travail sur son site de Meudon relatif à l'enregistrement et au suivi du temps de travail en 2014. Au jour de la publication du présent document de référence, aucune suite n'a été donnée à ce procès-verbal dont le contenu est contesté par le Groupe.

10.5.2. RISQUES DE RÉPUTATION ET D'IMAGE

Privilégiant une stratégie de très grands comptes et reconnu pour sa capacité à gérer des problématiques complexes de développement, de transformation et d'exécution sur des sujets visibles et sensibles le Groupe est amené à devoir délivrer des projets significatifs ou sensibles, pour lesquels d'éventuelles difficultés pourraient affecter la crédibilité et l'image du Groupe auprès de ses clients.

10.5.3. RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX

Compte tenu de son activité exclusive dans le domaine des services informatiques, activités essentiellement immatérielle, l'impact sur l'environnement est modeste. Toutefois, bien que jugés peu significatifs de par son activité, le Groupe s'efforce néanmoins d'en limiter les effets. (voir chapitre 3 section 3 du présent document).

10.6. Assurances et couvertures des risques

Afin d'optimiser sa politique de couverture des risques, le groupe Sopra Steria a étendu, au 1^{er} janvier 2015, la couverture de ses programmes d'assurances souscrits auprès d'assureurs de premier plan.

Les limites de garanties sont réexaminées annuellement au regard de l'évolution de la taille du groupe Sopra Steria et des risques encourus. Les principaux programmes d'assurances mis en place par le Groupe au 1^{er} janvier 2016 sont :

- Responsabilité Civile Exploitation et Professionnelle

Le programme d'assurance responsabilité civile couvre l'ensemble des sociétés du Groupe pour les conséquences pécuniaires résultant de la mise en œuvre de leur responsabilité civile et professionnelle dans le cadre de leurs activités, du fait de dommages ou préjudices corporels, matériels ou immatériels, causés aux tiers. La limite contractuelle d'indemnité globale est de 150 M€ par sinistre et par année d'assurance ;

- Dommages Directs et Pertes d'Exploitation

Ce programme couvre, depuis le 1^{er} janvier 2016, l'ensemble des sites du Groupe pour les dommages matériels directs qu'ils pourraient subir et les pertes d'exploitation qui pourraient en résulter. La limite globale contractuelle d'indemnité (tous dommages et pertes d'exploitation confondus) est de 100 M€ par sinistre et par année d'assurance.

Par ailleurs des programmes Groupe ont été mis en place couvrant notamment :

- la responsabilité civile des dirigeants et mandataires sociaux ;
- l'assistance des collaborateurs en mission ainsi que des collaborateurs expatriés et détachés.

10.7. Procédures de contrôle interne et de gestion des risques

Les procédures de contrôle interne et de gestion des risques sont présentées dans le Rapport du Président du Conseil d'administration figurant dans le deuxième chapitre du présent document.

2

Gouvernement d'entreprise

Rapport du Président du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques	40
1. Composition du Conseil d'administration	40
2. Préparation et organisation des travaux du Conseil d'administration	49
3. Rôle des mandataires sociaux	54
4. Politique de rémunération des mandataires sociaux	54
5. Écarts par rapport aux recommandations du Code Afep-Medef	55
6. Procédures de contrôle interne et de gestion des risques	55
Tableaux de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées (Position recommandation AMF n° 2009-16 révisée le 17 décembre 2013)	63
Rapport des Commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le Rapport du Président du Conseil d'administration de la société Sopra Steria Group	70

Rapport du Président du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques

L'objet du présent rapport, établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, est de rendre compte aux actionnaires :

- de la composition du Conseil d'administration et de l'application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes en son sein ;
- des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration ;
- du rôle des mandataires sociaux ;
- des recommandations du Code Afep-Medef écartées ou partiellement mises en œuvre ;
- ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entreprise.

Au titre des modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée générale, les principales dispositions statutaires relatives aux Assemblées générales ainsi qu'aux droits et obligations des actionnaires sont reprises dans le chapitre 8 du présent document de référence.

Les informations prescrites par la Loi n°2006-387 du 31 mars 2006 relatives aux offres publiques d'acquisition sont présentées pour leur part au chapitre 6 à la section 13.

Ce rapport a été approuvé par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 20 avril 2016.

1. Composition du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration compte à la date du présent rapport 18 membres ayant voix délibérative, dont 12 ont été nommés pour la première fois en 2012, et 1 censeur.

Le Conseil d'administration compte 6 administrateurs considérés comme indépendants, suivant la définition donnée par le Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef, sur les 16 membres ayant voix délibérative hors les administrateurs représentant les salariés. En outre, le censeur répond aussi à la définition de l'indépendance donnée par le Code-Afep-Medef.

Le Conseil d'administration compte 5 Administratrices sur les 16 membres ayant voix délibérative hors les Administrateurs représentant les salariés, en conformité avec l'article L. 225-17 du Code de commerce.

Présentation synthétique de la composition du Conseil d'administration

Nom	Age	Adminis- trateur Indépen- dant	Nombre de mandats dans des sociétés cotées (hors Sopra Steria Group)	Comité d'audit	Comité des Rémunérations	Comité de sélection, d'éthique et de gou- vernance	Date de nomination	Date d'échéance du mandat en cours
Pierre Pasquier Président du Conseil d'administration	80		1			x	19/06/2012	AG 2018
François Odin Vice-Président du Conseil d'administration	82		0	x			19/06/2012	AG 2018
Éric Hayat Vice-Président du Conseil d'administration	75		0		x	x	27/06/2014	AG 2018
Aurélie Abert Administrateur représentant les salariés	34		0				27/08/2015	AG 2018
Astrid Anciaux Administrateur	51		0				27/06/2014	AG 2018
Christian Bret Administrateur	75	oui	2		x	x	19/06/2012	AG 2018
Kathleen Clark-Bracco* Représentant permanent de Sopra GMT Présidente du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance	48		1		x	Pdt	27/06/2014	AG 2018
Gérard Jean Président du Comité des rémunérations	68	oui	0		Pdt	x	19/06/2012	AG 2018
Jean Mounet Administrateur	71		1				19/06/2012	AG 2018
Éric Pasquier Administrateur	45		0				27/06/2014	AG 2018
Jean-Luc Placet Administrateur	64	oui	0		x	x	19/06/2012	AG 2018
Jean-Bernard Rampini Administrateur	59		0				27/06/2014	AG 2018
Sylvie Rémond Administrateur	52		0				25/06/2015	AG 2018
Marie-Hélène Rigal-Drogerys Administrateur	46	oui	0	x			27/06/2014	AG 2018
Gustavo Roldan de Belmira Administrateur représentant les salariés	58		0		x		27/08/2015	AG 2018
Hervé Saint-Sauveur Président du Comité d'audit	71	oui	1	Pdt			19/06/2012	AG 2018
Jean-François Sammarcelli Administrateur	65	oui	1				19/06/2012	AG 2018
Solfrid Skillbrigt Administrateur	57		0				25/06/2015	AG 2018
Bernard Michel Censeur	68		1	x			22/06/2010	AG 2016

* Madame Kathleen Clark-Bracco a été Administrateur de la société Sopra Group du 19 juin 2012 jusqu'à sa nomination en qualité de représentant permanent de la société Sopra GMT le 27 juin 2014.

Évolutions intervenues depuis le début de l'exercice 2015 dans la composition du Conseil d'administration

Nominations	Madame Sylvie REMOND, en date du 25 juin 2015 (ratification d'une cooptation)
	Madame Solfrid SKILBRIGT, en date du 25 juin 2015 (ratification d'une cooptation)
	Madame Aurélie ABERT, en date du 28 août 2015 (Administrateur représentant les salariés)
Démissions	Monsieur Gustavo ROLDAN DE BELMIRA, en date du 28 août 2015 (Administrateur représentant les salariés)
	Madame Françoise MERCADAL-DELASALLES, en date du 1 ^{er} janvier 2015
	Monsieur François ENAUD, en date du 17 mars 2015
Cooptation	Madame Sylvie REMOND, en date du 17 mars 2015, en remplacement de Madame MERCADAL-DELASALLES
	Madame Solfrid SKILBRIGT, en date du 21 avril 2015, en remplacement de Monsieur François ENAUD

Présentation des membres du Conseil d'administration

Présentation des membres du Conseil d'administration

Pierre Pasquier Président du Conseil d'administration ■ Membre du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance <i>Nationalité</i> <i>Âge</i> Française 80 ans <i>Adresse professionnelle</i> Sopra Steria Group - 9 bis, rue de Presbourg 75116 Paris – France	Nombre d'actions personnellement détenues dans la société : 108 113 Date de nomination : 19/06/2012 Date d'échéance du mandat : Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017
--	---

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Président de Sopra Steria Group Δ ⁽¹⁾
- Pré sident d'Axway Software Δ
- Président-Directeur général de Sopra GMT
- Administrateur ou mandataire social de filiales ou sous-filiales de Sopra Steria Group et d'Axway

François Odin Vice-Président du Conseil d'administration ■ Membre du Comité d'Audit <i>Nationalité</i> <i>Âge</i> Française 82 ans <i>Adresse professionnelle</i> Régence SAS - Les Avenières 74350 Cruseilles – France	Nombre d'actions personnellement détenues dans la société : 52 742 Date de nomination : 19/06/2012 Date d'échéance du mandat : Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017
---	--

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Président de Régence SAS
- Directeur général délégué de Sopra GMT

1 Δ Mandat d'administrateur en cours dans une société cotée

Eric Hayat

Vice-Président du Conseil d'administration

- Membre du Comité des rémunérations
- Membre du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance

Nationalité Âge

Française 75 ans

Adresse professionnelle

Sopra Steria Group - 9 bis, rue de Presbourg
75116 Paris – France

Nombre d'actions personnellement détenues dans la société :

40 000

Date de nomination :

27/06/2014

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Président de Éric Hayat Conseil
- Président du Groupement d'Intérêt Public (GIP) « Modernisation des déclarations sociales »
- Président de la Commission statutaire de Syntec Numérique

Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :

- Administrateur de Rexecode
- Membre du Conseil de surveillance puis Président du Conseil d'administration de Groupe Steria SA Δ

Aurélié Abert

Administrateur représentant les salariés

Nationalité Âge

Française 34 ans

Adresse professionnelle

Sopra Steria Group – ZAC – Les Ailes de l'Europe
37 chemin des Ramassiers
31770 Colomiers Cedex – France

Nombre d'actions personnellement détenues dans la société :

néant

Date de nomination :

27/08/2015

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Ingénieur Études et Projets, Assistance à maîtrise d'ouvrage, Sopra Steria Group

Astrid Anciaux

Administrateur

Nationalité Âge

Belge 51 ans

Adresse professionnelle

Sopra Steria Benelux SA/NV

36, boulevard du Souverain
B-1170 Bruxelles

Nombre d'actions personnellement détenues dans la société :

715

Date de nomination :

27/06/2014

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Directeur financier de Sopra Steria Benelux
- Présidente du Conseil de surveillance du fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) Steriactions
- Administrateur de Soderi
- Administrateur ou mandataire social de filiales ou sous-filiales de Sopra Steria Group

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Composition du Conseil d'administration

Christian Bret

Administrateur, Indépendant

- Membre du Comité des rémunérations
- Membre du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance

Nationalité Âge

Française 75 ans

Adresse professionnelle

Sopra Steria Group - 9 bis, rue de Presbourg
75116 Paris – France

Nombre d'actions personnellement détenues dans la société :

10

Date de nomination :

19/06/2012

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Administrateur d'Econocom Group Δ
- Administrateur d'Altran Technologies Δ
- Administrateur de Digital Dimension

Kathleen Clark-Bracco

Représentant permanent de Sopra GMT

- Présidente du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance
- Membre du Comité des rémunérations

Nationalité Âge

Américaine 48 ans

Sopra GMT

Holding animatrice de Sopra Steria Group

Adresse professionnelle

Sopra Steria Group - 9 bis, rue de Presbourg
75116 Paris – FranceNombre d'actions personnellement détenues dans la société
par Madame Kathleen Clark-Bracco :

5 575

Nombre d'actions détenues dans la société par Sopra GMT :

4 034 409

Date de nomination de la Société Sopra GMT:

27/06/2014

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017

Principales fonctions exercées et mandats en cours de Madame Kathleen Clark-Bracco

- Directeur du développement corporate, Sopra Steria Group
- Vice-Président d'Axway Software Δ

Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :

- Administrateur de Sopra Group – (19/06/2012 – 27/06/2014)

Gérard Jean

Administrateur, Indépendant

- Président du Comité des rémunérations
- Membre du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance

Nationalité Âge

Française 68 ans

Adresse professionnelle

Altime Associates - 192, av. Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine France

Nombre d'actions personnellement détenues dans la société :

1

Date de nomination :

19/06/2012

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Président du Directoire d'Altime Associates SA
- Membre du Conseil de surveillance de Kowee SA

Δ Mandat d'administrateur en cours dans une société cotée

Jean Mounet

Administrateur

Nationalité Âge

Française 71 ans

*Adresse professionnelle***Sopra Steria Group** - 9 bis, rue de Presbourg
75116 Paris – France**Nombre d'actions personnellement détenues dans la société :**

7 350

Date de nomination :

19/06/2012

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Président de Trigone SAS
- Administrateur d'Econocom Group Δ
- Administrateur d'AS2M (Malakoff Médéric)
- Président de l'Observatoire du Numérique
- Administrateur de la Fondation Télécom
- Administrateur ou mandataire social de filiales ou sous-filiales de Sopra Steria Group
- Président de la Fondation CPE Lyon – Nouveau Monde
- Membre du Conseil de surveillance de CXP Groupe
- Administrateur de l'ESCPE

Eric Pasquier

Administrateur

Nationalité Âge

Française 45 ans

*Adresse professionnelle***Sopra Banking Software** - 9 bis, rue de Presbourg
75116 Paris – France**Nombre d'actions personnellement détenues dans la société :**

503

Date de nomination :

27/06/2014

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Directeur général de Sopra Banking Software
- Mandataire social de filiale ou sous-filiales de Sopra Steria Group
- Membre du Conseil d'administration de Sopra GMT

Jean-Luc Placet

Administrateur, Indépendant

- Membre du Comité des rémunérations
- Membre du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance

Nationalité Âge

Française 64 ans

*Adresse professionnelle***IDRH Consultants** - 124-126, rue de Provence
75008 Paris – France**Nombre d'actions personnellement détenues dans la société :**

100

Date de nomination :

19/06/2012

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Président d'IDRH Consultant
- Président de l'EPIDE
- Membre du Comité statutaire du MEDEF

Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :

- Membre du Conseil Économique Social et Environnemental
- Président de la Fédération Syntec

Δ Mandat d'administrateur en cours dans une société cotée

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Composition du Conseil d'administration

Jean-Bernard Rampini

Administrateur

Nationalité Âge

Française 59 ans

*Adresse professionnelle***Sopra Steria Group** - 9 bis, rue de Presbourg
75116 Paris – France**Nombre d'actions personnellement détenues dans la société :**

7 336

Date de nomination :

27/06/2014

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Innovation et Exécutive sponsor Transports et Smart cities, Sopra Steria Group
- Président du Conseil d'administration de Soderi
- Fondateur et administrateur de la Fondation Sopra Steria - Institut de France

Sylvie Rémond

Administrateur

Nationalité Âge

Française 52 ans

*Adresse professionnelle***Société Générale** - 75886 Paris Cedex 18 –
France**Nombre d'actions personnellement détenues dans la société :**

2

Date de nomination :

25/06/2015

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Co-Directrice, Relations clients et Banque d'Investissement Société Générale
- Administratrice de SGBT, Luxembourg (Groupe Société Générale)
- Administratrice de KB Financial Group, République Tchèque, (Groupe Société Générale)

Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :

- Administratrice d'Oseo Banque
- Administratrice de SG Ré

Marie-Hélène Rigal-Drogerys

Administrateur, Indépendant

- Membre du Comité d'Audit

Nationalité Âge

Française 46 ans

*Adresse professionnelle***ASK** - 11, rue du Tanay
74960 Cran Gevrier - France**Nombre d'actions personnellement détenues dans la société :**

100

Date de nomination :

27/06/2014

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Consultante associée chez ASK Partners

Gustavo Roldan de Belmira Administrateur représentant les salariés ■ Membre du Comité des rémunérations <i>Nationalité</i> <i>Âge</i> Française et Colombienne 58 ans <i>Adresse professionnelle</i> Sopra Steria Group - 9 bis, rue de Presbourg 75116 Paris – France	Nombre d'actions personnellement détenues dans la société : néant Date de nomination : 27/08/2015 Date d'échéance du mandat : Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017
--	---

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Directeur technique d'agence, Sopra Steria Group

Hervé Saint-Sauveur Administrateur, Indépendant ■ Président du Comité d'audit <i>Nationalité</i> <i>Âge</i> Française 71 ans <i>Adresse professionnelle</i> Sopra Steria Group - 9 bis, rue de Presbourg 75116 Paris – France	Nombre d'actions personnellement détenues dans la société : 100 Date de nomination : 19/06/2012 Date d'échéance du mandat : Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017
---	---

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Administrateur d'Axway Software Δ
- Administrateur de Viparis Holding
- Membre élu de la CCI Paris

Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :

- Administrateur de LCH Clearent SA
- Administrateur de Comexposium

Jean-François Sammarcelli Administrateur, Indépendant <i>Nationalité</i> <i>Âge</i> Française 65 ans <i>Adresse professionnelle</i> Sopra Steria Group - 9 bis, rue de Presbourg 75116 Paris – France	Nombre d'actions personnellement détenues dans la société : 100 Date de nomination : 19/06/2012 Date d'échéance du mandat : Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017
--	---

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Président du Conseil de Surveillance de NextStage
- Administrateur du Crédit du Nord
- Administrateur de Boursorama Δ
- Administrateur de Sogeprom
- Membre du Conseil de surveillance de Société générale marocaine de banques
- Administrateur de la Société générale Monaco
- Censeur société Ortec Expansion

Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :

- Conseiller du Président, Groupe Société Générale
- Président du Conseil d'administration du Crédit du Nord
- Administrateur de la Banque Paribas
- Administrateur d'Amundi Group
- Représentant permanent de SG FSH au Conseil d'administration de Franfinance

Δ Mandat d'administrateur en cours dans une société cotée

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Composition du Conseil d'administration

Solfrid Skilbrigt

Administrateur

Nationalité Âge

Norvégienne 57 ans

Adresse professionnelle

Sopra Steria GroupBiskop Gunnerus' gate 14A -
0185 Oslo - Norvège

Nombre d'actions personnellement détenues dans la société :

748

Date de nomination :

25/06/2015

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Directeur RH & Stratégie de Sopra Steria Scandinavie
- Administrateur de Soderi
- Administrateur de la Chambre de Commerce Franco Norvégienne

Bernard Michel

Censeur

Nationalité Âge

Française 68 ans

Adresse professionnelle

Gecina - 14-16, rue des Capucines
75002 Paris – France

Nombre d'actions personnellement détenues dans la société :

101

Date de nomination :

22/06/2010

Date d'échéance du mandat :

Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2015

Principales fonctions exercées et mandats en cours

- Président de Gecina SA ^Δ
- Président de la Fondation d'entreprise Gecina
- Membre du Conseil de surveillance de la société Unofi SAS
- Président de BM conseil SASU
- Administrateur de l'EPRA
- Président du Conseil d'administration de la société Unofi Gestion d'Actifs SA
- Administrateur du Medef Paris
- Membre du Comité exécutif de la Fondation Palladio

Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années :

- Directeur général de Gecina SA
- Directeur général de Predica
- Président du Conseil d'administration de Dolce Vie
- Président de CA Grands Crus SAS
- Vice-Président de Pacifica
- Administrateur de Attica GIE
- Administrateur de : Predica, Pacifica, CAAGIS SAS
- Représentant permanent de Crédit Agricole Assurances, administrateur de Crédit Agricole Creditor Insurance
- Représentant permanent de Predica au Conseil de surveillance de CAPE SA, administrateur de La Médicale de France SA
- Censeur de Siparex
- Membre du bureau de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA)
- Président de la commission de Gestion provisoire de la Caisse régionale de la Corse
- Administrateur de la société holding La Sécurité nouvelle SA
- Mandataire social de la plupart des filiales de Gecina SA
- Président du Conseil de surveillance de Finogest SA

^Δ Mandat d'administrateur en cours dans une société cotée

Par leur expérience professionnelle et les activités exercées en dehors de la Société, les membres du Conseil d'administration ont tous développé une expertise en matière de gestion et, pour certains d'entre eux, du secteur d'activité de la Société.

Par ailleurs, à la connaissance de la Société, aucun d'entre eux n'a :

- de conflit d'intérêts dans l'exercice de sa fonction ;
- de lien familial avec un autre membre du Conseil d'administration à l'exception de Monsieur Éric Pasquier, apparenté à Monsieur Pierre Pasquier ;
- été condamné au cours des cinq dernières années pour fraude ;
- été incriminé et/ou fait l'objet d'une sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires, ni

empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur, ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années ;

- été impliqué dans une faillite, une mise sous séquestre ou une liquidation, au cours des cinq dernières années en tant que membre d'un Conseil d'administration, d'un organe de direction ou d'un Conseil de surveillance ;
- par ailleurs, il n'y a pas de contrats de service liant les membres des organes d'administration ou de direction, ou à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat.

2. Préparation et organisation des travaux du Conseil d'administration

Le Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées publié en décembre 2008 par l'Afep et le Medef et révisé en novembre 2015 constitue le code de référence de la société en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce. Le Code Afep-Medef est disponible sur le site Internet du Medef.

du mandat des Administrateurs mais permettant leur désignation pour une durée inférieure, ont été approuvées à 85,8 % par l'Assemblée générale mixte des actionnaires en date du 27 juin 2014. Conformément aux possibilités ouvertes par ces dispositions, plus de la moitié des Administrateurs actuellement en exercice a été désignée pour une durée inférieure ou égale à quatre ans.

2.1. Dispositions régissant l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'administration

L'organisation et le fonctionnement du Conseil d'administration sont régis par la loi, les statuts, un règlement intérieur et une charte.

2.1.1. DISPOSITIONS LÉGALES

Le fonctionnement du Conseil d'administration est régi par les articles L. 225-17 et suivants du Code de commerce. Le Conseil d'administration a pour mission essentielle de déterminer les orientations de la Société et de veiller à leur mise en œuvre.

2.1.2. DISPOSITIONS STATUTAIRES

Les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil d'administration font l'objet des articles 14 à 18 des statuts – se reporter au chapitre 7 du document de référence : « Informations complémentaires ».

Par exception aux recommandations du Code Afep-Medef, la durée du mandat des Administrateurs reste statutairement fixée à six ans. Les dispositions statutaires fixant à six ans maximum la durée

2.1.3. RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le règlement intérieur du Conseil d'administration a été révisé le 17 mars 2015. Il définit le rôle du Conseil d'administration, de son Président et du Directeur général, et précise les conditions d'exercice de leurs prérogatives - se reporter au chapitre 7 du document de référence : « Informations complémentaires ».

Il définit aussi le nombre, l'objet, la composition et le rôle des comités chargés de préparer certaines délibérations du Conseil d'administration, et précise en particulier les dispositions relatives aux trois comités permanents que sont :

- le Comité d'audit ;
- le Comité des rémunérations ;
- le Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance.

Le règlement intérieur prévoit que le Conseil d'administration peut créer un ou plusieurs Comités *ad hoc* et que les Comités peuvent, dans l'exercice de leurs attributions respectives et après en avoir informé le Président, entendre les cadres de direction du Groupe et demander la réalisation d'études techniques externes, aux frais de la Société.

Le règlement intérieur traite également des sujets suivants : rappel des compétences légales et statutaires, réunions, information du Conseil d'administration, formation des membres, conflits d'intérêts, frais de voyages et déplacements, jetons de présence, secret des délibérations, représentants du Comité d'entreprise.

2.1.4. CHARTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La charte, adoptée le 3 septembre 2014, traite de la représentation, des missions et conditions d'exercice du mandat, des droits et obligations, des actions possédées à titre personnel, de la déontologie des opérations de Bourse, de la transparence, des conflits d'intérêts, de l'assiduité, du secret des délibérations.

Les statuts, le règlement intérieur et la charte du Conseil d'administration sont disponibles sur simple demande à la Direction de la Communication Corporate.

2.2. Séances du Conseil d'administration

2.2.1. NOMBRE DE RÉUNIONS TENUES AU COURS DE L'EXERCICE ET PARTICIPATION DES ADMINISTRATEURS

Le règlement intérieur prévoit que le Conseil d'administration doit se réunir au moins cinq fois par an.

Un calendrier des travaux du Conseil est établi, mais peut être modifié en cas d'événement particulier ou d'opérations le justifiant.

Le Conseil d'administration s'est réuni sept fois en 2015 avec un taux de participation des Administrateurs sur l'exercice de 94 %.

Le Conseil d'administration a régulièrement été informé des travaux du Comité d'audit, du Comité des rémunérations et du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance.

2.2.2. SUJETS DE DÉLIBÉRATION

Les principaux sujets de délibération en 2015 ont porté sur :

- l'arrêté des comptes au 31 décembre 2014 ;
- le budget 2015 et les orientations majeures ;
- les réalisations trimestrielles ;
- l'arrêté des documents de gestion prévisionnelle et des rapports correspondants ;
- l'arrêté des comptes du premier semestre 2015 ;
- l'autorisation de nouvelles conventions réglementées ou la poursuite de conventions précédemment autorisées ;
- la préparation de l'Assemblée générale mixte du 25 juin 2015 ;
- l'approbation du Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques ;
- la nomination et la révocation de mandataires sociaux ;
- le fonctionnement de la gouvernance ;
- l'approbation des recommandations du Comité des rémunérations et notamment celles concernant la rémunération des mandataires sociaux ;
- la stratégie du Groupe ;
- les opérations de croissance externe ;
- l'acquisition par la Société de ses propres actions ;

- le fonctionnement du Conseil d'administration, son règlement intérieur et la charte des membres du Conseil d'administration ;
- la politique de la Société en matière d'égalité professionnelle et salariale.

2.3. Comités du Conseil d'administration

2.3.1. LE COMITÉ D'AUDIT

Le Comité d'audit est régi par le règlement intérieur du Conseil d'administration ainsi que par une charte revue au moins une fois tous les deux ans par le Comité et approuvée par le Conseil d'administration. Il est actuellement composé de :

- M. Hervé SAINT-SAUVEUR, Président (Administrateur indépendant) ;
- M. Bernard MICHEL (censeur) ;
- M. François ODIN ;
- Mme Marie-Hélène RIGAL-DROGERYS (Administrateur indépendant).

Sont ainsi réunies les compétences financières, comptables mais aussi la connaissance de l'entreprise indispensables aux travaux du Comité. Le Comité se réunit au minimum quatre fois par an et consacre au minimum deux réunions respectivement aux comptes semestriels et annuels.

Le Comité ne dispose pas de pouvoirs de décision propres. Il éclaire par ses travaux et recommandations les décisions du Conseil d'administration dans les domaines de la gestion des risques et du contrôle interne, du reporting financier, de la politique financière, de l'audit interne et enfin de l'audit externe.

Dans le cadre de ses missions, le comité peut :

- avoir communication de tous les documents internes nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;
- entendre toute personne interne ou externe à la société ;
- le cas échéant, mandater des experts indépendants pour l'assister ;
- diligenter un audit interne avec l'accord du Président du Conseil d'administration.

La Charte du Comité d'audit définit précisément ses missions et de façon explicite, le cas échéant, les principales exclusions de son domaine de compétence. Le Comité compte ainsi parmi ses principales missions :

- l'examen des comptes, en vue notamment :
 - de statuer sur l'exposition aux risques,
 - de vérifier que les procédures de collecte et de contrôle garantissent la fiabilité des informations,
 - de s'assurer de la permanence et de la pertinence des méthodes comptables ;
- l'examen de la politique financière ;
- la surveillance de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques et notamment le suivi de l'audit interne et de ses travaux ;

- le suivi du contrôle légal des comptes par les Commissaires aux comptes ;
- la vérification du respect du principe d'indépendance des Commissaires aux comptes.

Il s'est réuni physiquement sept fois en 2015 en présence des Commissaires aux comptes, du Directeur Financier et du Directeur de l'Audit interne, avec un taux de participation de ses membres de 96 %. Afin de permettre au Comité d'audit d'obtenir toute l'information souhaitée, la réunion d'examen des comptes annuels précède d'au moins vingt-quatre heures celle du Conseil d'administration. Elle est elle-même préparée par deux réunions portant sur des aspects méthodologiques ou spécifiques concernant l'élaboration et la présentation des comptes. Les principaux sujets traités en 2015 ont été les suivants :

- *Au titre de l'examen des comptes et du suivi de la politique financière :*
 - les différents aspects du rapprochement avec Steria du ressort du Comité (aspects comptables et fiscaux et notamment situation nette d'ouverture et affectation du prix d'acquisition, déploiement du système d'information économique et comptable, restructurations juridiques...),
 - la validation des unités génératrices de trésorerie et de la présentation de l'information sectorielle,
 - les tests de dépréciation 2014,
 - l'arrêté des comptes au 31 décembre 2014,
 - la présentation par les Commissaires aux comptes des points essentiels concernant les résultats de l'audit légal et les options comptables retenues,
 - l'examen des comptes du 1^{er} semestre 2015,
 - les engagements hors bilan : les garanties données dans le cadre de la délégation accordée par le Conseil d'administration,
 - la gestion du risque de change,
 - la gestion des fonds de pension au Royaume-Uni ;
- *Au titre de la surveillance de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques :*
 - l'actualisation de la charte d'audit interne,
 - l'organisation et le programme de travail 2015 de l'audit interne,
 - la cartographie des risques et « l'univers d'audit » (matrice des processus clés du Groupe),
 - le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions d'audit,
 - la démarche d'amélioration du contrôle interne,
 - les évolutions significatives dans l'environnement juridique de la Société,
 - l'analyse de l'exposition aux risques en matière de cyber sécurité et des mesures prises pour les maîtriser (deux réunions),
 - la mise en œuvre de l'autoévaluation des filiales,
 - l'analyse d'un procès-verbal d'infraction adressé à Steria par l'Inspection du travail des Hauts de Seine ;

- *Au titre du suivi du contrôle légal des comptes :*

- le commissariat aux comptes (missions, programme d'intervention, budget),
- la procédure de sélection des Commissaires aux comptes,
- la recommandation au Conseil d'administration de renouveler le mandat du cabinet ACA ;

- *Au titre de son organisation et de son propre fonctionnement :*

- l'actualisation de la charte du Comité,
- La conformité du Comité aux bonnes pratiques de place (guide IFA-KPMG révisé),
- l'autoévaluation du Comité.

Les Commissaires aux comptes ont été auditionnés par le Comité hors la présence des dirigeants. Il en a été de même du Directeur de l'audit interne.

2.3.2. LE COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Le Comité des rémunérations est régi par le règlement intérieur du Conseil et une charte approuvée par le Conseil d'administration. Il est actuellement composé de :

- Monsieur Gérard JEAN, Président (Administrateur indépendant) ;
- Monsieur Christian BRET (Administrateur indépendant) ;
- Madame Kathleen CLARK-BRACCO, représentant permanent de Sopra GMT ;
- Monsieur Éric HAYAT ;
- Monsieur Jean-Luc PLACET (Administrateur indépendant) ;
- Monsieur Gustavo ROLDAN DE BELMIRA (Administrateur représentant les salariés).

Ses principales missions sont :

- proposer les rémunérations fixes et variables, et les avantages consentis aux mandataires sociaux et, le cas échéant, de faire des recommandations relatives à celles des principaux dirigeants de l'entreprise ;
- vérifier l'application des règles définies pour le calcul de leur rémunération variable ;
- préparer les décisions du Conseil d'administration relatives aux jetons de présence et à leur répartition ;
- vérifier la qualité des informations transmises aux actionnaires concernant les rémunérations, avantages, options et jetons de présence consentis aux mandataires sociaux et aux principaux dirigeants ;
- prendre connaissance de la politique salariale et de s'assurer qu'elle permet la bonne marche de la Société et l'atteinte de ses objectifs ;
- préparer la politique d'attribution des options de souscription ou d'achat d'actions et des actions gratuites ;
- préparer les décisions en matière d'épargne salariale.

Le Comité entend les dirigeants mandataires sociaux en introduction à chacune de ses réunions et sur chacun des sujets qui le nécessitent.

Le Comité s'est réuni dix fois en 2015, avec un taux de participation de ses membres de 98 %, et a notamment travaillé sur :

- la politique salariale du Groupe ;

- les rémunérations fixes, les avantages consentis aux mandataires sociaux et leur rémunération variable : conditions d'accès et recommandations en fonction des réalisations ;
- la transaction conclue avec Monsieur François Enaud, soumise à l'approbation de l'Assemblée générale 2015 ;
- les rémunérations fixes, variables et les dispositifs d'incitation concernant les principaux dirigeants de l'entreprise ;
- un projet de développement de l'actionnariat salarié ;
- la répartition des jetons de présence ;
- le fonctionnement du Comité.

2.3.3. LE COMITÉ DE SÉLECTION, D'ÉTHIQUE ET DE GOUVERNANCE

Le Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance est régi par le règlement intérieur du Conseil et une charte approuvée par le Conseil d'administration. Il est actuellement composé de :

- Madame Kathleen CLARK-BRACCO, représentant permanent de Sopra GMT, Présidente ;
- Monsieur Christian BRET (Administrateur indépendant) ;
- Monsieur Éric HAYAT ;
- Monsieur Gérard JEAN (Administrateur indépendant) ;
- Monsieur Pierre PASQUIER ;
- Monsieur Jean-Luc PLACET (Administrateur indépendant).

Le Président du Conseil d'administration est membre du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance. Le Comité entend le Directeur général sur chacun des sujets qui le nécessitent.

Ses missions principales sont les suivantes :

- faire des propositions pour la nomination des membres du Conseil d'administration et des mandataires sociaux, notamment en cas de vacance imprévisible ;
- conduire l'évaluation du Conseil d'administration et du fonctionnement du gouvernement d'entreprise ;
- vérifier l'application des règles de bonne gouvernance dans la Société et dans ses filiales ;
- apprécier la qualité d'Administrateur indépendant des membres du Conseil en vue des délibérations du Conseil d'administration sur ce sujet ;
- instruire et proposer les modifications qu'il lui paraît utile ou nécessaire d'apporter au fonctionnement ou à la composition du Conseil d'administration ;
- vérifier que les valeurs du Groupe sont respectées, défendues et promues par ses mandataires sociaux, ses dirigeants et ses salariés ;
- vérifier l'existence de règles de bonne conduite en matière de concurrence et d'éthique ;
- évaluer la politique de la société en matière de Développement durable et de responsabilité sociétale.

Le Comité s'est réuni sept fois en 2015, avec un taux de participation de ses membres de 98 %, et a travaillé sur :

- le fonctionnement de la gouvernance ;

- la nomination et la révocation de mandataires sociaux ;
- la sélection de membres du Conseil d'administration ;
- l'évaluation du Conseil d'administration et de son fonctionnement ;
- la vérification de la conformité de la Société au Code Afep-Medef ;
- la qualification des Administrateurs indépendants ;
- l'examen du Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le fonctionnement du Conseil d'administration ;
- la politique de la Société en matière d'égalité professionnelle et salariale.

2.4. Fonctionnement et évaluation du Conseil d'administration

2.4.1. ACCÈS À L'INFORMATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

a. Diffusion de l'information – dossiers préparatoires

L'article 4 du règlement intérieur prévoit que :

- « chaque membre du Conseil reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles ;
- les réunions du Conseil sont précédées de l'envoi en temps utile d'un dossier sur les points de l'ordre du jour qui nécessitent une analyse particulière et une réflexion préalable, chaque fois que le respect de la confidentialité l'autorise ;
- les membres du Conseil reçoivent en outre, entre les réunions, toutes informations utiles, y compris critiques, sur les événements ou opérations significatifs pour la Société. Ils reçoivent notamment les communiqués de presse diffusés par la Société ».

Les membres du Conseil d'administration sont destinataires d'un compte rendu mensuel présentant de façon synthétique l'évolution du titre Sopra Steria. Ce rapport décrit et analyse l'évolution du cours et des volumes d'échange et met ces informations en perspective avec les principales données boursières et macroéconomiques.

Formation

L'article 5 du règlement intérieur prévoit que « chaque membre du Conseil peut bénéficier, à sa nomination ou tout au long de son mandat, des formations qui lui paraissent nécessaires à l'exercice de son mandat ».

À la suite de la désignation des Administrateurs représentant les salariés, un programme de formation spécifique a été mis en place afin d'assurer la formation initiale des nouveaux Administrateurs. Le contenu de cette formation initiale ainsi que ses modalités ont été arrêtés par le Conseil d'administration, après avis des intéressés et du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance.

2.4.2. ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

Après examen des critères mentionnés à l'article 9.4 du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef par le Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance ainsi que par le Conseil d'administration, à savoir :

- ne pas être salarié ou dirigeant mandataire social de la société, ni salarié, ou Administrateur de sa société mère ou d'une société que celle-ci consolide et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes ;
- ne pas être dirigeant mandataire social d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'Administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire social de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'Administrateur ;
- ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement significatif de la société ou de son groupe ;
- ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité ;
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- ne pas avoir été Commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des cinq années précédentes ;
- ne pas être Administrateur de l'entreprise depuis plus de douze ans (effet sur la qualité d'Administrateur indépendant à l'expiration du mandat au cours duquel l'Administrateur concerné a dépassé la durée de douze ans).

Les membres du Conseil d'administration considérés comme indépendants sont :

- Monsieur Christian BRET ;
- Monsieur Gérard JEAN ;
- Monsieur Jean-Luc PLACET ;
- Madame Marie-Hélène RIGAL-DROGERYS ;
- Monsieur Jean-François SAMMARCELLI ;
- Monsieur Hervé SAINT-SAUVEUR ;
- Monsieur Bernard MICHEL (censeur).

En ce qui concerne M. Hervé Saint-Sauveur, le Conseil d'administration a estimé, après consultation du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance, que l'appartenance de M. Hervé Saint-Sauveur au Conseil d'administration de la société Axway Software société consolidée, comme Sopra Steria, dans les comptes de Sopra GMT n'était pas de nature à remettre en cause sa qualité d'Administrateur indépendant. En effet, ce sont précisément ses qualités d'indépendance et sa compétence en tant que Président du Comité d'audit qui ont conduit le Conseil d'administration de Sopra Steria à proposer à l'Assemblée générale d'Axway Software la nomination de M. Hervé Saint-Sauveur au Conseil d'administration dans la perspective de la séparation-cotation de cette société en juin 2011.

En ce qui concerne M. Jean-Luc Placet, Président non exécutif du cabinet IDRH, le Comité de sélection d'éthique et de gouvernance a pris en compte les prestations de conseil effectuées par le cabinet à la suite du rapprochement entre Sopra et Steria. Outre le fait que M. Placet n'y exerce pas de responsabilités opérationnelles, le mode de sélection du prestataire, le caractère courant de ces prestations et les conditions normales dans lesquelles elles sont effectuées, leur aspect récent et temporaire ainsi que l'absence de dépendance réciproque, ont conduit le Comité à considérer que ces prestations ne sont pas constitutives d'une relation d'affaires significative susceptible de remettre en cause la qualification d'administrateur indépendant de M. Jean-Luc Placet, ce que le Conseil d'administration a approuvé.

Aucune autre relation d'affaires n'a été identifiée par la société avec les administrateurs indépendants.

2.4.3. PRÉVENTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Les membres du Conseil d'administration doivent informer ce dernier de tout conflit d'intérêts, y compris potentiel, dans lequel ils pourraient directement ou indirectement être impliqués.

Tout membre du Conseil d'administration en situation de conflit d'intérêts, même potentiel ne peut pas participer au vote de la délibération correspondante.

Le Président peut l'inviter à ne pas assister à la délibération.

Au cours de l'exercice 2015, plusieurs délibérations du Conseil ont conduit différents membres du Conseil d'administration à s'abstenir de prendre part aux débats et/ou au vote voire à s'absenter temporairement de la réunion.

2.4.4. ÉVALUATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

a. Objectifs de diversité

Si le Conseil d'administration n'a pas retenu d'objectifs de diversité spécifiques, il compte, parmi ses 16 membres ayant voix délibérative (hors les Administrateurs représentant les salariés) :

- 5 Administratrices, conformément au principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes posé par l'article L. 225-17 du Code de commerce ;
- 4 membres de nationalité étrangère.

b. Évaluation du Conseil

Conformément aux recommandations du Code Afep-Medef en la matière :

- chaque année, au moins une délibération du Conseil d'administration est consacrée à son fonctionnement et à la recherche de voies d'amélioration ;
- de plus, le Conseil d'administration a procédé en 2013 à une évaluation formalisée de son fonctionnement conduite par le Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance. Le Conseil d'administration a décidé de procéder à une nouvelle évaluation au cours de l'exercice 2016.

3. Rôle des mandataires sociaux

Le 19 juin 2012, le Conseil d'administration de Sopra a décidé de dissocier les fonctions de Président et de Directeur général.

En effet, compte tenu des enjeux liés à la croissance et à la transformation permanente du Groupe, la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général est apparue comme le choix d'organisation le mieux adapté. La gouvernance confie au Président le pilotage de la stratégie et au Directeur général celui des opérations tout en organisant une étroite coopération et un dialogue permanent entre les organes de direction.

Monsieur Vincent Paris a été nommé Directeur général le 17 mars 2015.

Messieurs John Torrie et Laurent Giovachini ont été nommés Directeurs généraux adjoints respectivement le 17 mars et le 25 juin 2015.

Le Président :

- pilote la stratégie, y compris les opérations de fusions-acquisitions ;
- conduit les opérations de communication corporate et financière ;
- conduit avec le Directeur général les réunions du Comité d'intégration créé à la suite du succès de l'Offre publique d'échange sur Steria ;
- assiste la Direction générale en contribuant à certaines missions opérationnelles.

La Direction générale :

- participe à la conception de la stratégie en collaboration avec le Président ;
- supervise la mise en œuvre des décisions adoptées ;
- assure le pilotage opérationnel de l'ensemble des entités du Groupe ;
- conduit le processus de transformation et d'industrialisation.

4. Politique de rémunération des mandataires sociaux

Le rôle exercé par le Président justifie qu'une partie de sa rémunération reste conditionnée par l'atteinte d'objectifs arrêtés en début d'exercice. Compte tenu de l'investissement personnel et capitalistique de Monsieur Pierre Pasquier, à la tête du Groupe depuis sa fondation, cette rémunération variable n'est pas susceptible d'orienter ses analyses ou décisions dans une perspective court-termiste.

Traditionnellement, le Président et le Directeur général, ainsi que les Directeurs généraux adjoints et les principaux dirigeants opérationnels du Groupe réunis dans le Comex, partagent le même système de rémunération.

Ce système repose sur une rémunération fixe et une rémunération variable pouvant représenter :

- 40 % de la rémunération fixe annuelle lorsque l'objectif de rentabilité du Groupe et les objectifs personnels sont atteints ;
- 60 % de la rémunération fixe annuelle en cas de très bonne performance.

La valeur de l'objectif de rentabilité du Groupe, généralement fixé par référence au Résultat opérationnel d'activité est la même pour les mandataires sociaux, les membres du Comex et les cadres dont la rémunération variable repose en partie sur cet objectif. Définies de manière précise, les valeurs de l'indicateur au seuil, à l'objectif et au plafond ne sont jamais rendues publiques pour des raisons de confidentialité.

Les objectifs personnels qualitatifs arrêtés pour les mandataires sociaux ne donnent pas accès à une partie de la rémunération variable mais leur niveau d'atteinte peut moduler à la hausse ou à la baisse le montant versé par rapport au calcul réalisé sur l'objectif principal de rentabilité.

L'absence de part qualitative a pour effet de faire déroger la Société à la recommandation du Code Afep-Medef qui indique que « lorsque des critères qualitatifs sont utilisés, une limite doit être fixée à la part qualitative ». Les objectifs personnels ne sont pas rendus publics pour des raisons de confidentialité.

Les tableaux de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées aux mandataires sociaux sont présentés en page 63 du présent document de référence.

5. Écarts par rapport aux recommandations du Code Afep-Medef

Lors de sa réunion du 19 avril 2016, le Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance a relevé les écarts suivants par rapport aux recommandations du Code Afep-Medef :

- la durée du mandat des Administrateurs reste statutairement fixée à six ans. Les dispositions statutaires fixant à six ans maximum la durée du mandat des Administrateurs, mais permettant leur désignation pour une durée inférieure, ont été approuvées à 85,8 % par l'Assemblée générale mixte des actionnaires en date du 27 juin 2014. Conformément aux possibilités ouvertes par ces dispositions, plus de la moitié des Administrateurs actuellement en exercice a été désignée pour une durée inférieure ou égale à quatre ans ;
- le règlement intérieur du Conseil d'administration ne prévoit pas de réunion annuelle des Administrateurs non exécutifs hors la présence des Administrateurs exécutifs ou internes au cours de laquelle serait réalisée l'évaluation des performances du Président ainsi que du Directeur général et qui serait l'occasion périodique de réfléchir à l'avenir du management. Ces réflexions sont d'ores et déjà conduites au sein du Comité des rémunérations où siègent trois des six Administrateurs indépendants ;
- eu égard à son ancienneté dans le Groupe, il n'a pas été mis fin au contrat de travail de M. Vincent Paris lorsqu'il a été nommé

Directeur général. Ce contrat de travail demeure suspendu depuis sa nomination en tant que Directeur général délégué le 16 janvier 2014. Dans l'hypothèse où le mandat social de M. Vincent Paris prendrait fin, ce contrat de travail poursuivrait ses effets jusqu'à son propre terme.

Recommandations ayant trait au statut et à la rémunération des mandataires sociaux :

- L'absence de part qualitative a pour effet de faire déroger la Société à la recommandation du Code Afep-Medef qui indique que : « lorsque des critères qualitatifs sont utilisés, une limite doit être fixée à la part qualitative ».
- Le Conseil d'administration n'a pas, à ce jour, fixé le nombre d'actions devant être détenues au nominatif par le Président du Conseil d'administration et le Directeur général. Les titres détenus directement et indirectement, par l'intermédiaire de Sopra GMT, par le Président lui-même et son Groupe familial représentent plus de 10 % du capital de la société. En ce qui concerne le Directeur général, le nombre d'actions à détenir au nominatif sera fixé, le cas échéant, par référence aux éventuelles attributions d'options de souscription d'actions ou d'actions de performance qui viendraient à lui être consenties.

6. Procédures de contrôle interne et de gestion des risques

Le Groupe exerce un ensemble d'activités de service reposant essentiellement sur des prestations intellectuelles (cf. section 10 du chapitre 1). Son marché se caractérise par une très forte concurrence, avec comme principaux facteurs de différenciation, la confiance du client dans la capacité du fournisseur à réaliser les prestations avec le niveau de qualité requis et les prix.

La concurrence à laquelle est confronté le Groupe est multiforme : elle est parfois constituée par les services internes du client, parfois par de grands groupes multinationaux et parfois encore par de petites entreprises exploitant une expertise technique particulière ou un fort enracinement local. En dépit des mouvements de concentration observés ces dernières années, le marché des services et logiciels informatiques reste dispersé et marqué par l'évolution permanente des prestations, suscitée par l'apparition de besoins d'ordre économique ou organisationnel chez les clients ou encore par des ruptures technologiques.

Dans cet environnement en reconfiguration permanente, les facteurs clés de succès sont la réactivité, la proximité avec les clients, l'expertise sur les enjeux des clients, la capacité à prendre des risques et à maîtriser des projets à fort enjeu chez les grands donneurs d'ordre.

Il en découle pour le Groupe une organisation opérationnelle très décentralisée privilégiant l'autonomie et la capacité de décision au plus près du terrain. En contrepartie, un système de pilotage robuste favorise un dialogue permanent le long d'une chaîne hiérarchique courte permettant au Comité Exécutif de demeurer en prise directe avec l'activité.

Les véritables enjeux résident d'une part dans la capacité à étendre la présence du Groupe chez les grands clients, à organiser la production pour améliorer la qualité et diminuer les coûts et d'autre part dans une gestion des Ressources Humaines permettant de disposer, à chaque poste, du profil le mieux adapté. La production de l'information comptable et financière, quant à elle, ne présente pas de difficulté particulière en dehors de l'évaluation des travaux en cours. Les actifs matériels sont peu importants.

Il est attendu de chaque collaborateur du Groupe, quelle que soit sa fonction dans l'entreprise, qu'il fasse preuve de jugement en toutes circonstances et prenne, dans un contexte toujours particulier, la décision qui sert au mieux les intérêts du Groupe et de ses clients. Les règles et procédures doivent être appliquées avec pertinence.

Ce rapport présente le dispositif de contrôle interne de Sopra Steria fondé sur le cadre de référence de l'AMF. Un point spécifique est consacré à la production de l'information comptable et financière. Les principaux risques auxquels le Groupe est confronté sont présentés, en application de l'article L. 225-100 du Code de commerce, dans la section 10 « Facteurs de risques » du chapitre 1.

Les dispositifs de contrôle interne, présentés dans les paragraphes qui suivent, s'appliquent dans la société mère et ses filiales, en dehors des périmètres où sont principalement exercées des activités différentes des métiers d'origine du Groupe (Royaume-Uni - Asie, Scandinavie, Infrastructure and Security Services et CIMPA). Pour ces périmètres, les dispositifs préexistants à leur entrée dans le Groupe ont été maintenus et la remontée d'information vers la Direction générale est assurée par la mise en œuvre de composantes du système de pilotage qui permettent d'atteindre les objectifs de maîtrise des risques et de produire les informations économiques, comptables et financières nécessaires au niveau du Groupe. Ainsi, l'ensemble des filiales est intégré dans le pilotage opérationnel et financier Groupe.

Comme précisé dans les paragraphes qui suivent, le système de pilotage constitue une caractéristique fondamentale du dispositif de contrôle interne. Il utilise et gère une base d'informations dont le support est composé de documents standardisés et d'un système informatique interne. Il sert à la fois à la diffusion interne de l'information ainsi qu'au recensement et à la gestion des risques. Les différentes séquences qu'il prévoit ont en effet pour vocation de permettre le partage d'une information cohérente et synchronisée entre l'ensemble des acteurs concernés mais aussi la prise de décisions et le suivi des plans d'actions.

Comme indiqué dans le paragraphe consacré aux activités de contrôle, la Direction industrielle et le Contrôle de gestion jouent dans ce domaine un rôle important. La Direction industrielle contrôle l'adéquation et l'application du Système Qualité et des méthodes de production qui permettent d'assurer l'efficacité des activités de production. Le Contrôle de gestion vérifie le fonctionnement du système de gestion interne, dispositif essentiel dans le processus de production de l'information comptable et financière.

Enfin, l'audit interne a pour mission de participer à la surveillance et à l'évaluation du dispositif de contrôle interne. Lors des missions portant sur des entités du Groupe, les conditions de fonctionnement du système de pilotage et des activités de contrôle sont les premières vérifications effectuées.

6.1. Présentation du dispositif de contrôle interne de Sopra Steria

6.1.1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET COMPOSANTES DU CONTRÔLE INTERNE SELON L'AMF

Suivant la définition du cadre de référence AMF, le contrôle interne est un dispositif de la Société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité, qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la Direction générale ;

- le bon fonctionnement des processus internes de la Société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;

- la fiabilité des informations financières ;

et d'une façon générale, contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources sans pouvoir toutefois fournir une garantie absolue que les objectifs de la Société seront atteints.

Selon l'AMF, le dispositif de contrôle interne repose sur :

- une organisation ;
- la diffusion en interne de l'information ;
- un dispositif de recensement et de gestion des risques ;
- des activités de contrôle ;
- une surveillance permanente du dispositif.

6.1.2. ORGANISATION

Ce paragraphe traite de l'organisation juridique et interne, de la définition des pouvoirs et responsabilités, des Ressources Humaines, du système d'information, des procédures et bonnes pratiques et enfin des outils qui constituent les composantes de l'organisation selon le cadre de référence de l'AMF.

a. Organigramme juridique

Le nombre de structures juridiques est volontairement limité. En principe, sauf situations particulières, le Groupe ne compte qu'une seule société par pays et par métier.

Un organigramme juridique est présenté dans la section 5 « Organigramme juridique simplifié au 31 décembre 2015 » du chapitre 1.

En outre, le Groupe détient une participation d'environ 25 % au capital de la société Axway Software, anciennement filiale à 100 %, cotée depuis le 14 juin 2011 sur NYSE Euronext. Cette participation est consolidée par mise en équivalence.

b. Organisation interne du Groupe

L'organisation interne du Groupe est détaillée dans la section 6 « Organisation du Groupe » du chapitre 1. Elle se caractérise par une organisation opérationnelle à quatre niveaux et par une organisation fonctionnelle centralisée.

c. Définition des pouvoirs et responsabilités

Des règles écrites délimitent les pouvoirs des responsables opérationnels dans les domaines de l'activité commerciale, de la gestion des Ressources Humaines et des engagements de dépense, et organisent la maîtrise de certaines décisions par les fonctions centrales du Groupe, en particulier les Directions Juridique, Administrative et Financière, Ressources Humaines, Logistique.

d. Politique de gestion des Ressources Humaines

Des responsables Ressources Humaines rattachés aux entités opérationnelles assurent le relais entre la Direction des Ressources Humaines et les opérations, et suivent l'application des règles et procédures.

La gestion des carrières s'appuie sur un « référentiel métiers » qui définit les différentes filières et les niveaux professionnels associés. Il est utilisé dans les sociétés françaises du Groupe et son déploiement est en cours dans l'ensemble des autres pays.

Des évaluations sont réalisées par les responsables de mission et sont prises en compte dans le cadre de l'entretien de carrière annuel du collaborateur. Des cycles d'évaluation et de révision de situation des collaborateurs, qui réunissent le Directeur et le management de l'unité, sont programmés une à deux fois par an suivant les filiales et les filières métiers. Ils ont notamment pour but de partager la connaissance des collaborateurs, d'évaluer de façon transverse leurs compétences, performances et capacités d'évolution, et d'établir les plans de développement associés. Ces réunions organisées à chaque niveau de décision (agence, division, filiale et groupe) permettent d'assurer la cohérence, l'équité et l'adéquation aux objectifs visés par la stratégie RH. Les plans d'actions sont ensuite déployés et pilotés au fil de l'année au sein de chaque entité.

L'adhésion aux valeurs du Groupe, qui constitue un critère essentiel dans le choix des managers, est un vecteur fort de cohésion et d'application des principes fondamentaux de management. Les managers jouent un rôle important dans l'appropriation par les collaborateurs de la culture du Groupe. Cette appropriation est également soutenue par Sopra Steria Academy qui mène des actions de formation telles que les séminaires d'intégration, les parcours de formation par métier ou la convention annuelle réunissant les managers du Groupe.

La Direction générale a décidé de mettre en œuvre en 2015 un important programme fédérateur de transformation interne, permettant le partage des valeurs et fondamentaux communs, à la suite de la fusion entre Sopra et Steria.

Le Rapport Responsabilité d'Entreprise inclus dans le document de référence, présente la politique du Groupe en matière de Ressources Humaines et les principaux indicateurs qui s'y rapportent.

e. Système d'information

Un système d'information, développé par le Groupe, couvre l'ensemble de ses besoins de gestion, notamment le suivi de l'activité, du chiffre d'affaires, de la facturation et du recouvrement, le suivi des affaires commerciales, le budget et les prévisions économiques, la production de l'information comptable et financière, la gestion des Ressources Humaines. Les réunions de pilotage s'appuient sur les tableaux de bord produits par ce système d'information. Comme indiqué en introduction, des systèmes d'information spécifiques, préexistants à leur entrée dans le Groupe, adaptés à leur contexte et éprouvés, sont encore utilisés par une partie des filiales. Ils sont gérés et maintenus par la Direction des systèmes d'information Groupe. Un reporting Groupe homogène destiné au management a donc été mis en place avec le concours de la Direction des systèmes d'information.

La Direction des systèmes d'information est responsable des systèmes informatiques (infrastructures, sécurité, achats informatiques, applications utilisées pour les besoins internes du Groupe). Les objectifs de cette Direction sont d'adapter au mieux le système d'information aux besoins opérationnels du Groupe, d'assurer la sécurité physique et logique des données auxquelles un accès permanent doit être garanti et, enfin, d'optimiser le rapport entre le coût du système d'information et le service rendu.

La fonction de Responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI), extérieure à la Direction des systèmes d'information, assure la formalisation, l'évolution et l'application de la Politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI) en liaison avec l'ensemble des Directions opérationnelles et fonctionnelles concernées. Le

Comité sécurité de l'information (CSI) réunit trois fois par an les responsables Groupe des Directions Industrielles, Systèmes d'Information, Juridique, Ressources Humaines, Immobilier et Achats, ainsi que l'officier central de sécurité et des représentants de la Direction générale (Comité Exécutif).

f. Procédures

Le Groupe a formalisé une charte éthique fondée sur ses valeurs, sur le respect des lois et règlements en vigueur dans les pays où il exerce ses activités et sur ses engagements de bonne conduite des affaires.

Les règles et procédures couvrent les domaines de l'organisation et du pilotage, de la gestion interne et comptable, du système d'information, des Ressources Humaines, de la production et de la qualité, de l'activité commerciale, des achats et frais de déplacement.

Un travail en cours vise à refondre et compléter les directives Groupe à la suite de la fusion entre Sopra et Steria.

L'établissement des règles et procédures, leur maintenance, leur diffusion dans le cadre d'un plan de formation et le contrôle de leur application relèvent de la responsabilité des Directions fonctionnelles concernées.

Ces règles et procédures sont accessibles sur les portails Intranet des sociétés du Groupe. Elles sont complétées par des bonnes pratiques diffusées par le management et rappelées dans les différents supports de formation et de communication du Groupe.

Le Groupe estime que les principaux risques opérationnels portent sur les Ressources Humaines, la production et les relations commerciales avec les grands clients.

En matière de Ressources Humaines, des règles et procédures, déclinées par société, couvrent les principes fondamentaux, l'administration du personnel, le recrutement, l'évaluation et la gestion des carrières, la rémunération, la formation et la capitalisation.

En matière de production, la méthode d'ingénierie de Sopra Steria définit l'ensemble des processus de production, de management et d'assurance qualité nécessaires à la conduite des projets avec comme objectif principal de contribuer efficacement à la réalisation de systèmes informatiques de qualité professionnelle, répondant aux besoins du client, dans le respect des impératifs de coûts et de délais.

La méthode définit des pratiques et processus de management de projet adaptés aux différents contextes et aux différents niveaux de pilotage et de surveillance ainsi que des pratiques et processus d'ingénierie logicielle.

Les fondamentaux du Système Qualité sont décrits dans un manuel Qualité complété par des guides de procédures et des manuels opératoires.

Le Royaume-Uni - Asie, la Scandinavie et CIMPA appliquent des dispositions similaires mais reposant sur des méthodes spécifiques, adaptées aux activités qui y sont majoritairement exercées.

Les risques liés à la sécurité de l'information et à l'infrastructure informatique et de communication sont sous la surveillance de la fonction Responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI).

La maîtrise juridique des engagements pris auprès des clients repose sur la révision obligatoire par la Direction Juridique des contrats avant leur signature (hors application des contrats au standard Groupe). Une procédure organise le circuit de validation de ces contrats.

g. Outils

Les applications de gestion et les outils bureautiques du Groupe sont conçus pour normaliser les documents produits par le Groupe.

Les outils de production, retenus ou développés par le Groupe, permettent d'industrialiser la production des projets en améliorant la qualité des livrables. Ils intègrent bien entendu les processus de la méthode de production du Groupe. Une veille active permet d'identifier les nouveautés sur le marché ainsi que des alternatives aux outils utilisés. Une capitalisation permanente des bonnes pratiques sur les outils de production permet de les diffuser dans le cadre du support apporté aux projets ou par des formations.

6.1.3. DISPOSITIF DE DIFFUSION INTERNE DE L'INFORMATION

a. Description générale du système de pilotage

Le système de pilotage a pour objectif d'organiser la diffusion de l'information de façon ascendante vers la Direction générale et de façon descendante vers les unités opérationnelles mais aussi de diriger, de contrôler, d'assister et de former. Il repose sur des réunions de pilotage tenues à chacun des différents niveaux de l'organisation y compris le Comité Exécutif Groupe.

Ces réunions font l'objet de normes précises (calendrier, participants, ordre du jour, documents en entrée et en sortie de réunion) et s'appuient sur le système informatique de gestion.

Elles sont tenues à des rythmes réguliers correspondant aux différents horizons envisagés :

- rythme hebdomadaire pour l'horizon mensuel : la priorité est accordée au suivi des affaires commerciales, de la production et des Ressources Humaines ;
- rythme mensuel pour l'horizon annuel : en plus des sujets évoqués chaque semaine, un éclairage particulier est apporté aux données économiques : réalisations du mois précédent, révision des prévisions annuelles, suivi budgétaire, etc. ;
- rythme annuel pour l'horizon pluriannuel : la démarche budgétaire s'inscrit dans le cadre du plan stratégique.

b. Application du système de pilotage à l'ensemble des entités du Groupe

Le déploiement de ce système, généralement implanté dans les plus brefs délais dans les sociétés rejoignant le Groupe, sur l'ensemble des entités opérationnelles et fonctionnelles est un profond vecteur de cohésion, d'appropriation des valeurs et pratiques communes du Groupe, et de contrôle. Si une partie des filiales, présentées en introduction, continuent à fonctionner avec les systèmes utilisés avant leur entrée dans le Groupe, adaptés à leur contexte et éprouvés, elles assurent la remontée d'information vers la Direction générale par la mise en œuvre de composantes du système de pilotage Groupe.

6.1.4. DISPOSITIF DE RECENSEMENT ET DE GESTION DES RISQUES

Pour rappel, les objectifs de la gestion des risques tels que formalisés dans le Cadre de référence de l'AMF sont les suivants :

- créer et préserver la valeur, les actifs et la réputation du Groupe ;
- sécuriser la prise de décision et les processus du Groupe pour favoriser l'atteinte des objectifs ;
- favoriser la cohérence des actions avec les valeurs du Groupe ;
- mobiliser les collaborateurs du Groupe autour d'une vision commune des principaux risques et les sensibiliser aux risques inhérents à leur activité.

Le fonctionnement du dispositif de recensement et de gestion des risques est placé sous la surveillance de la Direction générale vers laquelle convergent les informations issues des dispositifs opérationnels, fonctionnels et de contrôle. Il vise à anticiper ou à traiter au plus vite les risques afin de favoriser l'atteinte de ses objectifs.

L'ensemble des collaborateurs et du management est associé à la gestion des risques. Les enjeux de cette gestion sont d'autant plus facilement intégrés que la population concernée est essentiellement constituée d'ingénieurs, imprégnés de la culture de la gestion de projet qui fait une part importante à la gestion des risques.

a. Démarche de cartographie des risques

La cartographie des risques a été partagée et discutée au sein du Comité Exécutif du Groupe afin d'en vérifier l'exhaustivité, d'apprécier la qualification des principaux risques, d'évaluer les mesures correctives et d'arrêter le niveau de risque résiduel acceptable par la Société.

b. Identification et gestion des risques dans le cadre du système de pilotage

Le management de chaque entité s'assure de l'application de la politique de l'entreprise en matière de maîtrise des risques liés à l'activité dont il a la charge et veille à ce que l'exposition à ces risques soit conforme à la politique du Groupe.

Au titre de la fonction globale qu'ils exercent, les Directeurs d'agence et de divisions/filiales sont en charge de gérer directement à leur niveau les opérations, les Ressources Humaines, le commerce et la gestion.

La remontée des risques opérationnels et fonctionnels identifiés est organisée par les règles du système de pilotage afin qu'ils soient traités au niveau le plus approprié de l'organisation.

Les risques opérationnels rencontrés dans l'activité, qualifiés « d'alerte » dans le vocabulaire du Groupe lorsqu'ils sont significatifs pour l'entité qui les identifie, font l'objet d'un traitement immédiat ou sont inclus dans la revue hebdomadaire jusqu'à l'achèvement d'un plan d'action approprié. L'organisation décentralisée du Groupe permet le plus souvent une prise de décision rapide, au plus proche du terrain, accompagnée, si nécessaire, d'une information du niveau hiérarchique supérieur. Lorsqu'ils impliquent une décision relevant du Groupe, les modalités de traitement des risques (responsable, délai accordé pour la mise en œuvre des plans d'action) sont généralement arrêtées par le Comité Exécutif au cours de ses réunions.

Les fonctions, responsables de la définition et de la bonne application des politiques liées notamment aux Ressources Humaines, à la finance, à la production, aux contrats clients et fournisseurs, aux systèmes d'information, à la logistique et à la communication rendent régulièrement compte à la Direction générale des filiales ou du Groupe des nouveaux risques identifiés, de l'évaluation de leurs conséquences possibles et des dispositifs de prévention ou de correction mis en place ou envisagés.

Les revues organisées par le Contrôle de gestion, la Direction industrielle mais aussi par l'Audit interne complètent le dispositif.

c. Dispositif de gestion de crise

De façon à pouvoir réagir au mieux dans l'éventualité d'une crise majeure, le Groupe a modélisé des dispositifs de gestion de crise dans le cadre de sa stratégie de continuité d'activité.

Pour parer à des incidents majeurs pouvant entraver la bonne marche du Groupe, la Direction générale a décidé la mise en place d'une cellule de crise Groupe pour gérer les situations qui en découleraient.

Cette cellule de crise, composée de la Direction générale, des principales Directions fonctionnelles et Support et du RSSI Groupe, peut être activée par la Direction générale à tout moment.

L'activation de cette cellule de crise repose sur un processus d'escalade communiqué à tout le management du Groupe et précisant notamment :

- la composition de la cellule de crise Groupe ;
- le processus d'escalade (local ou agence, entité ou site, groupe) et le rôle de chacun ;
- la manière d'évaluer l'impact des incidents.

Le plan de gestion de crise qui découle de telles situations, est géré directement par la cellule de crise qui coordonne les actions de toutes les directions du Groupe concernées, jusqu'à la résolution de la crise et au retour à une situation normale.

6.1.5. ACTIVITÉS DE CONTRÔLE

Au-delà de l'autocontrôle et du contrôle hiérarchique exercé par les responsables opérationnels de tout niveau, en application des règles de délégation en vigueur dans le Groupe, les Directions fonctionnelles jouent un rôle particulier en matière de maîtrise des risques en exerçant une activité de support auprès des opérationnels, en intervenant préventivement dans le cadre de consultations obligatoires prévues le cas échéant par les procédures ou en effectuant des contrôles *a posteriori* sur l'application des procédures et les résultats obtenus, notamment des contrôles portant sur la qualité des données saisies dans le système d'information.

Un rôle particulier est dévolu à la Direction Administrative et Financière au titre du Contrôle de gestion et à la Direction industrielle dans le cadre du management du Système Qualité.

a. Direction Administrative et Financière (Contrôle de gestion)

Le Contrôle de gestion relève de la Direction Administrative et Financière. Il compte quatre-vingt-cinq personnes à ce jour et a pour principales missions de consolider et d'analyser les résultats mensuels issus du système de gestion interne, d'exercer un contrôle

de cohérence sur les prévisions mensuelles, de vérifier l'application des règles et procédures du Groupe, d'assister les responsables opérationnels, de former les participants au système de gestion, de réaliser le rapprochement entre le système de gestion interne et la comptabilité générale.

Dans son activité de contrôle, le Contrôle de gestion identifie et mesure les risques propres à l'agence. Il s'assure en particulier de la couverture contractuelle des projets sur lesquels est reconnu du chiffre d'affaires. Il a un rôle d'alerte sur les projets qui présentent des difficultés techniques, commerciales ou juridiques. Il vérifie que la reconnaissance du chiffre d'affaires est conforme aux règles du Groupe, analyse les concessions commerciales accordées et en vérifie le traitement dans les comptes de l'agence. Il s'assure de la comptabilisation adéquate des charges de l'agence.

Le Contrôle de gestion porte une attention particulière au chiffre d'affaires non facturé, au respect des jalons contractuels de facturation et au recouvrement des factures émises. Il déclenche, en liaison avec le Directeur d'agence, les actions de recouvrement émanant directement de la Direction Administrative et Financière. Enfin, il vérifie les avoirs émis.

Le Contrôle de gestion évalue l'organisation et le fonctionnement administratif des agences. Il contrôle le respect des règles et procédures, des délais de clôture.

b. Direction industrielle (Management du Système Qualité)

Le management de la qualité met en jeu au quotidien la structure opérationnelle et la structure qualité et couvre les méthodes de production et l'application des normes professionnelles.

La structure qualité de Sopra Steria est indépendante du dispositif de management des projets. À ce titre, elle met en œuvre une assurance qualité « externe » aux projets dont les objectifs sont d'assurer la sécurisation de la production, sa maîtrise économique ainsi que la supervision de la gestion des Ressources Humaines associées, et de vérifier la conformité, le respect et l'efficacité du dispositif d'assurance qualité décrit dans le Plan Qualité Projet.

Des Directeurs industriels, rattachés hiérarchiquement aux Directeurs de divisions/filiales et fonctionnellement à la Direction industrielle Groupe, assurent la surveillance du Système Qualité et des projets. Sur les périmètres Royaume-Uni - Asie et Scandinavie cette surveillance est assurée par des équipes rattachées à la Direction industrielle de la filiale.

Des « audits de structure » visent à vérifier l'application et l'efficacité du Système Qualité auprès des acteurs concernés de la structure du Groupe (management, commerce, relais qualité en opérations).

Des revues systématiques sont menées sur les projets, lors des phases clés de leur cycle de vie. Organisées par la Direction industrielle, ou bien par les relais locaux de la structure qualité, ces revues permettent un regard externe sur la situation et l'organisation des projets. Plus de 2 600 missions de revue d'avant-vente ou de projets ont ainsi été conduites en 2015. Elles ont été confiées à plus de 500 opérationnels choisis par la structure qualité pour leur compétence.

Des séquences mensuelles de pilotage permettent de faire une synthèse de la qualité à tous les niveaux, de suivre les objectifs qualité annuels définis lors des revues de direction et de décider des plans d'action pertinents pour améliorer en permanence

la performance de la production et la qualité des produits et prestations de Sopra Steria.

L'efficacité des actions entreprises à la suite des séquences de pilotage, audits et revues est contrôlée par la Direction industrielle.

Une revue annuelle de direction permet de s'assurer que le Système Qualité demeure pertinent, adéquat et efficace. Cette revue s'appuie notamment sur une synthèse des revues de projet et des audits de structure effectués à tous les niveaux de l'organisation. Lors de cette revue, la pertinence de la politique Qualité est appréciée, les objectifs qualité annuels sont définis et les opportunités d'évolution et d'amélioration du Système Qualité sont évaluées. Cette revue est faite au niveau de la Direction générale et à celui des Directions de division ou de filiale.

Le Groupe a mis en place une politique de certification, sur tout ou partie du périmètre, en fonction des attentes du marché. Elle concerne notamment les normes ISO 9001, TickIT Plus, ISO 27001, ISO 22301, ISO 14001, ISO 20000, CMMi.

6.1.6. SURVEILLANCE DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

a. Dispositif interne de surveillance

Si l'amélioration du dispositif de contrôle interne est une responsabilité partagée par l'ensemble des collaborateurs du Groupe, les organes de direction jouent un rôle clé en matière de surveillance.

Direction générale

La Direction générale, au sommet du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques, veille également au maintien de son efficacité. Elle initie toute action qui s'avère nécessaire pour corriger les dysfonctionnements identifiés et rester dans la limite de risques acceptés. La Direction générale s'assure que les informations appropriées sont communiquées en temps voulu au Conseil d'administration et au Comité d'audit.

Elle s'appuie notamment sur la Direction de l'Audit interne.

Direction de l'Audit interne

Dans le cadre de la charte de l'audit interne adoptée par le Groupe, la Direction de l'Audit interne dont l'effectif s'élève à sept personnes a pour mission :

- l'évaluation indépendante et objective du fonctionnement du dispositif de contrôle interne à travers l'audit périodique des entités ;
- l'élaboration de toutes préconisations permettant d'améliorer le fonctionnement du Groupe ;
- le suivi de la mise en œuvre des préconisations ;
- l'actualisation de la cartographie des risques.

Les travaux de l'audit interne sont organisés en vue de la couverture de « l'univers d'audit », matrice des processus clés du Groupe, revu annuellement par le Comité d'audit.

La Direction de l'Audit interne, rattachée au Président du Conseil d'administration et placée sous l'autorité de la Direction générale, participe ainsi à la surveillance du dispositif de contrôle interne et

rend compte de ses travaux à la Direction générale d'une part et au Comité d'audit d'autre part.

Le Président du Conseil d'administration arrête le plan d'audit, partagé avec la Direction générale, notamment sur la base de la cartographie des risques, des priorités retenues pour l'année et de la couverture de « l'univers d'audit ».

Ce plan est présenté au Comité d'audit pour avis.

Le suivi des recommandations fait l'objet d'un reporting à la Direction générale et au Comité d'audit.

L'Audit interne a réalisé 19 missions au cours de l'exercice 2015.

Conseil d'administration (Comité d'audit)

Le Comité d'audit prend connaissance des caractéristiques essentielles des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques retenus et mis en œuvre par la Direction générale pour maîtriser les risques : l'organisation, les rôles et les fonctions des principaux acteurs, la démarche, la structure de reporting des risques et de suivi du fonctionnement des dispositifs de contrôle.

Il dispose d'une compréhension globale des procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Le Comité d'audit examine annuellement la cartographie des risques et suit l'activité de la Direction de l'Audit interne en procédant à :

- l'approbation du plan annuel d'audit interne ;
- l'audition une fois par an de son Directeur en présence des Commissaires aux comptes et hors la présence du management ;
- l'examen deux fois par an des résultats des missions d'audit interne et du suivi des recommandations.

b. Dispositif externe de surveillance

Par ailleurs, le dispositif de contrôle interne fait également l'objet d'une surveillance de la part des Commissaires aux comptes et des auditeurs certification qualité pour le Système Qualité.

Commissaires aux comptes

Dans le cadre de leur mission, les Commissaires aux comptes prennent connaissance du dispositif de contrôle interne et des procédures en place.

Les Commissaires aux comptes sont amenés à intervenir tout au long de l'année au sein de l'entreprise. Leurs interventions ne se limitent pas à des interactions avec le service comptable. Pour mieux appréhender la traduction des opérations et des transactions dans les comptes, les Commissaires aux comptes s'entretiennent régulièrement avec des responsables opérationnels qui sont le mieux à même d'expliquer l'activité de la Société. Ces entretiens avec les opérationnels ont pour cadre des revues d'agence ou de filiale au cours desquelles les Commissaires aux comptes procèdent à une revue des principaux projets en cours, des progrès et des difficultés rencontrées par l'agence ou la filiale.

Auditeurs certification qualité

La démarche d'audit vise à s'assurer, d'une part, que le Système Qualité est bien conforme aux standards internationaux et, d'autre part, que le Système Qualité est bien appliqué sur l'ensemble du périmètre certifié.

Chaque année, les auditeurs certification qualité choisissent les sites visités en fonction de leur ancienneté de visite et de la représentativité de leur activité.

L'esprit de cette démarche d'audit est d'identifier les pistes d'amélioration du système de management de la qualité pour en augmenter continuellement la performance.

6.1.7. ÉVALUATION ET DÉMARCHE DE PROGRÈS

Chaque mission d'audit interne donne lieu à une évaluation du dispositif de contrôle interne des entités du Groupe ou des domaines d'activité audités.

Les évaluations tant externes qu'internes du dispositif de contrôle interne et de son fonctionnement permettent d'identifier des axes d'amélioration et conduisent à la mise en place de plans d'action visant au renforcement du contrôle interne, parfois sous le contrôle direct du Comité d'audit.

À titre d'exemple, en 2015, le Comité d'audit a suivi la poursuite des travaux sur l'évaluation globale du dispositif de contrôle permanent à l'échelle du Groupe (existence, pertinence et application des procédures), sur la démarche d'autoévaluation du contrôle interne et a demandé une étude spécifique sur les risques de fraude.

6.2. Production de l'information comptable et financière

6.2.1. PILOTAGE DE L'ORGANISATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

a. Organisation de la fonction comptable et financière

Nombre d'entités comptables limité

La volonté de limiter le nombre de structures juridiques, et par conséquent les entités comptables, est gage d'économies de fonctionnement et de nature à limiter les risques.

Pilotage centralisé de la fonction comptable et financière

Le pilotage de la fonction comptable et financière de Sopra Steria est assuré par la Direction Administrative et Financière du Groupe, qui rend compte directement à la Direction générale.

Les attributions de la Direction Administrative et Financière Groupe recouvrent principalement la production des comptes, le contrôle de gestion, la fiscalité, les financements et la trésorerie, la participation à la communication financière et au secrétariat juridique.

Chaque filiale dispose d'une équipe comptable rattachée fonctionnellement à la Direction Administrative et Financière du Groupe.

Supervision de la fonction comptable et financière par la Direction générale et le Conseil d'administration

La Direction Administrative et Financière est rattachée à la Direction générale du Groupe. Comme l'ensemble des entités du Groupe, elle participe au système de pilotage décrit dans les paragraphes précédents : réunions hebdomadaires centrées sur le fonctionnement courant, réunions mensuelles consacrées

à un examen détaillé des chiffres (réalisations et prévisions), à l'organisation de la fonction et au suivi des grands projets.

La Direction générale est impliquée dans les processus de pilotage et de contrôle ainsi que dans la préparation de l'arrêté des comptes.

Le Conseil d'administration exerce un contrôle sur l'information comptable et financière. Il arrête les comptes annuels et examine les comptes semestriels. Il s'appuie sur le Comité d'audit décrit à la section 2.3.1. du présent chapitre.

b. Organisation du système d'information comptable

Comptabilité

Le paramétrage et la maintenance du système d'information comptable et financière sont centralisés au niveau Groupe. Les équipes centrales gèrent les droits d'accès actualisés au moins annuellement. Leur attribution est validée par les Directions Financières en filiales.

Toutes les sociétés du Groupe font des arrêtés de comptes complets au moins trimestriellement en vue de la publication du chiffre d'affaires trimestriel et des résultats semestriels du Groupe.

Chaque mois, des prévisions de trésorerie mensualisées sur l'ensemble de l'année sont établies pour toutes les sociétés et consolidées au niveau du Groupe.

Règles et méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables en vigueur au sein du Groupe sont présentées dans les notes aux comptes consolidés. Le Comité d'audit s'assure à chaque arrêté comptable de leur permanence auprès de la Direction Administrative et Financière et des Commissaires aux comptes.

L'application des règles de valorisation des projets à l'avancement fait l'objet d'un contrôle permanent assuré conjointement par la Direction industrielle et par la Direction Administrative et Financière (Contrôle de gestion).

6.2.2. ÉLABORATION DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE PUBLIÉE

a. Rapprochement des données comptables du système de gestion interne

Toutes les entités du Groupe produisent un budget mensualisé, un compte d'exploitation mensuel et des prévisions révisées mensuellement.

Le processus budgétaire se déroule sur une période concentrée sur le quatrième trimestre. Il s'agit d'un moment clé. Il permet de décliner la stratégie arrêtée par le Comité Exécutif, d'adapter l'organisation à l'évolution des métiers et du marché, d'assigner des objectifs quantitatifs et qualitatifs à l'ensemble des entités du Groupe. Un dossier budgétaire comprenant une prévision d'exploitation mensualisée détaillée est produit par chaque unité à cette occasion.

Le compte d'exploitation mensuel clôturé le troisième jour ouvré du mois suivant est établi par chacune des entités du Groupe.

Enfin, le compte d'exploitation prévisionnel révisé chaque mois intègre les réalisations du mois précédent et une nouvelle prévision des mois restants de l'année en cours.

Tous les documents produits sont assortis de nombreux indicateurs de gestion : indicateurs portant sur les paramètres économiques (taux d'activité, prix de vente, salaire moyen), les Ressources Humaines, la facturation et l'encaissement...

L'activité commerciale (prospects, affaires en cours, signatures...), la facturation clients et les encaissements font l'objet d'un suivi dans le cadre des réunions de pilotage organisées par le système de pilotage décrit plus haut.

Les résultats issus du reporting mensuel de gestion font l'objet, par les équipes du Contrôle de gestion rattachées à la Direction Administrative et Financière, d'une vérification et d'un rapprochement avec les résultats comptables trimestriels.

b. Procédures d'élaboration des comptes consolidés

Chaque société arrête ses comptes trimestriellement et établit une liasse de consolidation.

Les Commissaires aux comptes de chacune des sociétés du Groupe apposent leur visa sur les liasses de consolidation semestrielles et annuelles. Elles sont ensuite exploitées par la Direction Administrative et Financière Groupe et les comptes consolidés sont audités par les Commissaires aux comptes du Groupe.

c. Processus de validation des comptes

Les comptes consolidés semestriels et annuels sont présentés par la Direction Administrative et Financière à la Direction générale.

Dans le cadre de leur clôture annuelle au 31 décembre, les comptes de Sopra Steria Group et de ses filiales font l'objet d'un audit légal par les Commissaires aux comptes en vue de leur certification.

Dans sa mission de suivi du contrôle légal des comptes, le Comité d'audit prend connaissance des travaux et conclusions

des Commissaires aux comptes lors de l'examen des comptes semestriels et annuels.

Le Comité d'audit procède à l'examen des comptes, en vue notamment de statuer sur l'exposition aux risques, de vérifier que les procédures de collecte et de contrôle garantissent la fiabilité des informations et de s'assurer de la permanence et de la pertinence des méthodes comptables. Il recueille les remarques des Commissaires aux comptes.

Les comptes du Groupe sont ensuite présentés au Conseil d'administration qui les arrête.

d. Communication financière

La communication financière est placée sous la supervision du Président du Conseil d'administration.

Le Groupe diffuse l'information financière par différents moyens et notamment :

- les communiqués de presse ;
- le document de référence et les différents rapports et informations qu'il contient ;
- la présentation des résultats semestriels et annuels.

L'ensemble de ces informations est mis en ligne sur le site Internet du Groupe.

Le document de référence est déposé auprès de l'AMF après contrôle par les Commissaires aux comptes.

Tableaux de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées (Position recommandation AMF n° 2009-16 révisée le 17 décembre 2013)

I TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES À M. PIERRE PASQUIER
(TABLEAU 1 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

	2015	2014
Rémunérations dues au titre de l'exercice	548 212 €	563 187 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-
TOTAL	548 212 €	563 187 €

I TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE M. PIERRE PASQUIER
(TABLEAU 2 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

	2015		2014	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	350 000 €	350 000 €	350 000 €	350 000 €
Rémunération variable annuelle	170 100 €	192 500 €	192 500 €	105 000 €
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	23 779 €	16 354 €	16 354 €	20 622 €
Avantages en nature	4 333 €	4 333 €	4 333 €	4 333 €
TOTAL	548 212 €	563 187 €	563 187 €	479 955 €

M. Pierre Pasquier, Président-Directeur général de Sopra GMT, holding animatrice de Sopra Steria a perçu, de la part de cette société, une rémunération fixe de 60 000 € au titre de ces fonctions au cours de l'exercice 2015. Comme indiqué dans le document de référence d'Axway Software, il a également perçu une rémunération fixe de 120 000 € en tant que Président du Conseil d'administration de cette société.

La rémunération fixe de M. Pierre Pasquier a été révisée pour la dernière fois lors de la réunion du Conseil d'administration en date du 21 janvier 2011.

Le montant de la rémunération variable arrêtée pour 2015 découle du dépassement des objectifs quantitatifs et de l'atteinte des objectifs qualitatifs fixés pour l'exercice. Ces objectifs ne sont pas rendus publics pour des raisons de confidentialité (cf. le paragraphe « Politique de rémunération des mandataires sociaux » dans le Rapport du Président du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques).

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Tableaux de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées

I TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES À M. VINCENT PARIS
(TABLEAU 1 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

	2015	2014
Rémunérations dues au titre de l'exercice	537 022 €	475 852 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-
TOTAL	537 022 €	475 852 €

I TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE M. VINCENT PARIS
(TABLEAU 2 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

	2015		2014	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	353 852 €	353 852 €	300 000 €	300 000 €
Rémunération variable annuelle	171 871 €	165 000 €	165 000 €	62 400 €
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	11 299 €	11 299 €	10 852 €	10 852 €
TOTAL	537 022 €	530 151 €	475 852 €	373 252 €

Lors de sa réunion du 21 avril 2015, le Conseil d'administration a décidé, sur recommandation du Comité des rémunérations, de porter la rémunération fixe annuelle de M. Vincent Paris à 400 000 € à compter du 1^{er} juillet 2015.

Le montant de la rémunération variable arrêtée pour 2015 découle du dépassement des objectifs quantitatifs et de l'atteinte des

objectifs qualitatifs fixés pour l'exercice. Ces objectifs ne sont pas rendus publics pour des raisons de confidentialité (cf. le paragraphe « Politique de rémunération des mandataires sociaux » dans le Rapport du Président du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques).

I TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES À M. FRANÇOIS ENAUD
(TABLEAU 1 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

	2015	2014
Rémunérations dues au titre de l'exercice	139 208 €	205 267 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	70 125 €
TOTAL	139 208 €	275 392 €

I TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE M. FRANÇOIS ENAUD
 (TABLEAU 2 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

	2015		2014	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	86 970 €	86 970 €	136 667 €	136 667 €
Rémunération variable annuelle	39 728 €	103 328 €	63 600 €	-
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	5 000 €	5 000 €	-
Avantages en nature	12 510 €	12 510 €	-	-
TOTAL	139 208 €	207 808 €	205 267 €	136 667 €

M. François Enaud a exercé le mandat de Directeur général de Sopra Steria Group à compter du 3 septembre 2014. Les rémunérations présentées dans le tableau ci-dessus au titre de 2014 couvrent donc la période du 3 septembre au 31 décembre 2014. Une transaction a été conclue le 17 mars 2015, à l'occasion de la cessation des fonctions de M. François Enaud dans Sopra Steria Group, puis approuvée par l'Assemblée générale des actionnaires du 25 juin 2015. Cette transaction comprenait le versement d'une indemnité transactionnelle à hauteur de 1 444 272 € et d'une indemnité de non-concurrence de 700 000 €.

La rémunération variable arrêtée pour 2015 a été calculée sur la base de la rémunération variable due au titre de 2014, *pro rata temporis* conformément à la transaction conclue. Le montant total de rémunération variable annuelle versé en 2015 s'élève à 230 528 € après réintégration de la rémunération variable dû au titre de l'activité de Gérant de Groupe Steria SCA exercée par M. François Enaud avant sa nomination en tant que Directeur général de Sopra Steria Group le 3 septembre 2014.

Rémunération des membres du Conseil d'administration (tableau 3 – position recommandation AMF n° 2009-16 révisée le 17 décembre 2013)

I TABLEAU SUR LES JETONS DE PRÉSENCE ET LES AUTRES RÉMUNÉRATIONS PERÇUES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX NON DIRIGEANTS

Montants arrondis à l'euro le plus proche

	2015	2014
Aurélié Abert (désignation en date du 28 août 2015)		
Jetons de présence	5 752 €	-
Autres rémunérations	-	-
Astrid Anciaux (mandat effectif à compter du 3 septembre 2014)		
Jetons de présence	20 133 €	5 000 €
Autres rémunérations	-	-
Christian Bret		
Jetons de présence	32 112 €	20 833 €
Autres rémunérations	-	-
Kathleen Clark-Bracco		
Jetons de présence	-	10 163 €
Autres rémunérations	-	-
Éric Hayat (mandat effectif à compter du 3 septembre 2014)		
Jetons de présence	32 112 €	9 420 €
Autres rémunérations	-	-
Gérard Jean		
Jetons de présence	40 445 €	20 476 €
Autres rémunérations	-	-
Françoise Mercadal-Delasalles (démission en date du 1 ^{er} janvier 2015)		
Jetons de présence	-	8 750 €
Autres rémunérations	-	-
Bernard Michel (censeur)		
Jetons de présence	34 969 €	17 143 €
Autres rémunérations	-	-
Jean Mounet		
Jetons de présence	20 133 €	12 500 €
Autres rémunérations	-	-
François Odin		
Jetons de présence	32 028 €	26 786 €
Autres rémunérations	-	-
Éric Pasquier (nomination en date du 27 juin 2014)		
Jetons de présence	20 133 €	6 250 €
Autres rémunérations	-	-
Jean-Luc Placet		
Jetons de présence	30 758 €	20 833 €
Autres rémunérations	-	-
Jean-Bernard Rampini (mandat effectif à compter du 3 septembre 2014)		
Jetons de présence	20 133 €	5 000 €
Autres rémunérations	-	-
Sylvie Rémond (cooptation en date du 17 mars 2015)		
Jetons de présence	14 381 €	-
Autres rémunérations	-	-
Marie-Hélène Rigal (nomination en date du 27 juin 2014)		
Jetons de présence	40 721 €	11 012 €
Autres rémunérations	-	-

Montants arrondis à l'euro le plus proche

	2015	2014
Gustavo Roldan de Belmira (désignation en date du 28 août 2015)		
Jetons de présence – Versement au syndicat TRAUD UNION	6 586 €	-
Autres rémunérations	-	-
Hervé Saint-Sauveur		
Jetons de présence	58 433 €	33 810 €
Autres rémunérations	-	-
Jean-François Sammarcelli		
Jetons de présence	17 257 €	10 000 €
Autres rémunérations	-	-
Solfrid Skilbrigt (cooptation en date du 21 avril 2015)		
Jetons de présence	14 381 €	-
Autres rémunérations	-	-
Sopra GMT (représentée par Madame Kathleen Clark-Bracco depuis le 27 juin 2014)		
Jetons de présence	35 758 €	10 670 €
Autres rémunérations	-	-
TOTAL	476 221 €	228 646 €

Le total des jetons de présence à répartir pour l'exercice 2015 s'élevait à 500 000 € (quinzième résolution approuvée par l'Assemblée générale du 25 juin 2015). Les jetons de présence attribués à M. Pierre Pasquier au titre de 2015, soit 23 779 €, sont présentés dans le tableau 2 – position recommandation AMF n° 2009-16 révisée le 17 décembre 2013.

Le règlement intérieur du Conseil d'administration prévoit que « Les jetons de présence seront répartis entre les participants aux réunions du conseil et de ses comités (membres du conseil et censeurs) uniquement en fonction de leur participation, physique ou par téléphone, aux réunions... » :

- un montant égal à 65 % du total des jetons de présence sera alloué aux participants aux réunions du conseil ;
- un montant égal à 20 % du total des jetons de présence sera réparti entre les participants aux réunions du comité d'audit, chaque participation de son Président comptant double ;
- un montant égal à 10 % du total des jetons de présence sera réparti entre les participants aux réunions du Comité des rémunérations, chaque participation de son Président comptant double ;

- un montant égal à 5 % du total des jetons de présence sera réparti entre les participants aux réunions du Comité de sélection, chaque participation de son Président comptant double. »

Autres rémunérations perçues en 2015

Il est précisé que :

- la société Trigone, contrôlée par M. Jean Mounet, a facturé des prestations de conseil dans le domaine commercial à hauteur de 298 750 € H.T. en 2015 dans le cadre d'un contrat conclu en 2009 ;
- la société Éric Hayat Conseil, contrôlée par M. Éric Hayat, a réalisé des prestations de conseil dans le développement commercial d'opérations stratégiques pour un montant de 225 000 € H.T. dans le cadre d'une convention ayant pris effet le 18 mars 2015.

I OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL (TABLEAU 4 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
-	-	-	-	-	-	-

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Tableaux de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées

I OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE PAR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL (TABLEAU 5 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
-	-	-	-

I ACTIONS ATTRIBUÉES GRATUITEMENT À CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL (TABLEAU 6 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

Autorisation	N° et date du plan	Nombre d'actions Sopra Steria attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
-	-	-	-	-	-	-

I ACTIONS ATTRIBUÉES GRATUITEMENT DEVENUES DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE POUR CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL (TABLEAU 7 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Prix d'exercice	Conditions d'acquisition
-	-	-	-	-

M. François Enaud a reçu le 1^{er} août 2015, postérieurement à la fin de ses fonctions de Directeur général, 1 750 actions gratuites qui lui avaient été attribuées le 1^{er} août 2012, antérieurement à sa nomination en tant que mandataire social de Sopra Steria Group.

I HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHATS D'ACTIONS (TABLEAU 8 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

Voir chapitre 4, note 21.2.

I OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHATS D'ACTIONS CONSENTIES AUX DIX PREMIERS SALARIÉS NON MANDATAIRES SOCIAUX ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVÉES PAR CES DERNIERS (TABLEAU 9 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

Voir chapitre 5, section 3.3.3.

I HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS (TABLEAU 10 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

Voir chapitre 4, note 21.3.

I CONTRAT DE TRAVAIL, RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE, ENGAGEMENTS À RAISON DE LA CESSATION OU DU CHANGEMENT DE FONCTIONS, CLAUSES DE NON-CONCURRENCE
(TABLEAU 11 – POSITION RECOMMANDATION AMF N° 2009-16 RÉVISÉE LE 17 DÉCEMBRE 2013)

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Pierre Pasquier Président Début de mandat : 2012 Fin de mandat : 2018		X		X		X		X
Vincent Paris Directeur général Début de mandat : 2015 Fin de mandat : indéterminée	X*			X		X		X

* Par exception aux recommandations Afep-Medef, eu égard à son ancienneté dans le Groupe, il n'a pas été mis fin au contrat de travail de M. Vincent Paris lorsqu'il a été nommé Directeur général. Ce contrat demeure suspendu depuis sa nomination en tant que Directeur général délégué le 16 janvier 2014.

Rapport des Commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le Rapport du Président du Conseil d'administration de la société Sopra Steria Group

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Sopra Steria Group et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil d'administration de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la Société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le Rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ; et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le Rapport du Président.

Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le Rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le Rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le Rapport du Président du Conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

AUTRES INFORMATIONS

Nous attestons que le Rapport du Président du Conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 21 avril 2016

Les Commissaires aux comptes

**Auditeurs & Conseils
Associés**

François Mahé

Mazars

Bruno Pouget

3

Responsabilité d'Entreprise

1.	Sopra Steria s'engage pour un monde plus durable	72
2.	Responsabilité Sociale	79
3.	Responsabilité envers le Marché	93
4.	Engagement Solidaire	99
5.	Responsabilité Environnementale	103
6.	Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le Rapport de gestion	115

1. Sopra Steria s'engage pour un monde plus durable

La Responsabilité de l'Entreprise, c'est regarder l'entreprise autrement : à travers sa responsabilité Sociale, Environnementale, son engagement solidaire, son interaction avec le Marché, et en intégrant l'ensemble des parties prenantes.

La première de nos responsabilités, c'est d'assurer notre développement économique et notre pérennité tout en considérant notre impact au niveau local mais aussi global sur l'économie.

En tant que groupe international opérant dans de nombreux pays, nous jouons un rôle majeur pour contribuer à un monde plus durable.

Ainsi, dans l'exercice de nos activités, l'éthique des affaires constitue l'exigence première de notre action au quotidien. Une exigence que nous appliquons à nos clients, à nos fournisseurs et à nos partenaires. Car c'est ensemble que nous créons un cercle économique vertueux et durable.

Le Groupe est engagé dans une démarche de progrès continu basée sur le principe d'égalité des chances. Cette démarche est tournée vers le développement des compétences, le bien-être des salariés, mais également vers l'insertion professionnelle des jeunes.

En tant qu'acteur international, il est essentiel de réduire l'impact environnemental lié à nos consommations énergétiques et à nos déplacements professionnels. Mais nous allons plus loin, avec des programmes innovants, comme la compensation carbone, l'investissement pour des projets d'énergies renouvelables ou d'accès à l'eau. Et dans notre quotidien, consommer mieux et préserver les ressources s'inscrivent naturellement dans la culture du Groupe.

Être responsable implique aussi un devoir de solidarité. Celui d'être engagé auprès des communautés dans les pays où nous sommes présents. Nous conduisons ainsi des actions auprès de publics fragilisés pour leur donner accès à l'éducation, de la scolarisation à l'insertion professionnelle, en favorisant l'ouverture aux technologies du numérique dès que cela est possible.

Chaque jour, le management et les collaborateurs portent avec pragmatisme et dans un objectif d'excellence les engagements de Responsabilité d'Entreprise du Groupe.

Nous interagissons avec l'ensemble de notre écosystème afin que ces engagements soient porteurs de valeur pour chacun avec un objectif commun : contribuer à la performance et à la pérennité du Groupe et de nos clients.

1.1. Activités et métiers

Sopra Steria, leader européen de la transformation numérique, propose l'un des portefeuilles d'offres les plus complets du marché : conseil et intégration de systèmes, solutions métier, gestion d'infrastructures et cyber sécurité et exécution des processus métier (BPS).

Le Groupe apporte une réponse globale aux enjeux de développement et de compétitivité des grandes entreprises et organisations en accompagnant celles-ci tout au long de leur transformation : compréhension stratégique, cadrage et mise en œuvre des programmes, transformation et exploitation des infrastructures informatiques, conception et mise en place des solutions, externalisation des processus métiers.

Combinant valeur ajoutée, innovation dans les solutions apportées et performance des services délivrés, le modèle hybride de Sopra Steria capitalise sur un puissant retour d'expérience. Grâce à une forte proximité avec ses clients, le Groupe est en mesure d'innover continuellement pour assurer la pertinence de ses offres face aux enjeux stratégiques de chacun de ses marchés verticaux.

Sopra Steria est un groupe indépendant, contrôlé à 23,9 % par ses fondateurs et des managers. Implanté dans 20 pays, il s'appuie sur 38 450 collaborateurs pour déployer une stratégie axée sur les grands comptes européens.

Le groupe Sopra Steria est également le partenaire privilégié d'Axway Software dont les plates-formes d'échange et de *Digital Enablement* occupent une place importante dans la rénovation des systèmes d'information et leur ouverture au numérique.

La stratégie du Groupe repose sur un Projet d'Entreprise ambitieux.

Ce projet repose, à moyen terme, d'une part sur un positionnement différenciant et, d'autre part, sur deux atouts spécifiques : l'édition de solutions et la proximité clients.

Ce point est développé dans la section 3 du chapitre 1 du document de référence 2015.

1.2. Gouvernance

Sopra Steria Group est une société anonyme à Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration compte actuellement 18 Administrateurs, dont 2 représentants des salariés, et un censeur.

Ses travaux sont préparés, le cas échéant, par un Comité d'audit, un Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance, et un Comité des rémunérations.

La présidence du Conseil d'administration et la Direction générale sont dissociées. La Direction générale est exercée par un Directeur général et deux Directeurs généraux adjoints.

La structure permanente du Groupe est fondée sur une organisation à quatre niveaux opérationnels et sur les structures fonctionnelles.

Ce point est développé dans le chapitre 2 et la section 6 du chapitre 1 du document de référence 2015.

1.3. Engagements

Sopra Steria est engagé dans une politique de responsabilité d'entreprise volontariste en cohérence avec les exigences économiques de ses activités. Cette politique s'inscrit dans une démarche de progrès continu pour laquelle Sopra Steria s'engage à communiquer chaque année sur les efforts entrepris et les résultats obtenus.

Depuis plus de quarante-cinq ans, le Groupe s'est construit autour de fondamentaux solides et pérennes, sur des principes d'éthique et des valeurs qui le caractérisent.



En accord avec ces valeurs, Sopra Steria est signataire du Pacte Mondial des Nations Unies, acte fondateur de sa démarche de responsabilité d'entreprise. Par cet engagement, Sopra Steria soutient les dix principes concernant les droits de l'homme, les droits du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption, qui sont en adéquation avec les fondamentaux du Groupe depuis sa création. Sopra Steria s'engage à promouvoir

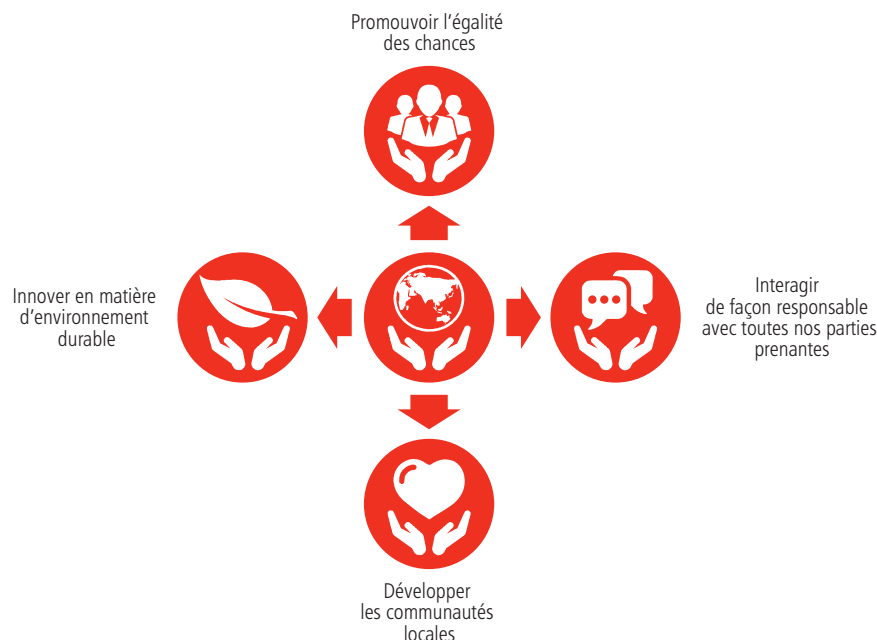
ces principes dans son écosystème d'influence et à poursuivre les efforts entrepris dans ces domaines.

Son engagement auprès du Pacte Mondial, son action au quotidien d'entreprise responsable et la publication de ce présent rapport de Responsabilité d'Entreprise s'inscrivent dans une démarche de transparence, d'équité et de loyauté avec l'ensemble de ses parties prenantes : clients, collaborateurs, actionnaires et investisseurs, fournisseurs, et société civile.

Les engagements de responsabilité d'entreprise qui guident l'action de Sopra Steria sont fondés sur le respect des lois et des réglementations en vigueur dans les pays où le Groupe est implanté et sur la manière d'exercer au mieux ses métiers.

Portée par le management de Sopra Steria et par l'ensemble des collaborateurs qui y sont associés, la politique de responsabilité d'entreprise s'appuie sur une démarche de progrès continu communiquée chaque année aux parties prenantes à travers le Rapport annuel de Responsabilité d'Entreprise. Cette démarche vise à concilier équité sociale, efficacité économique, démarche solidaire et respect de l'environnement et concerne 4 domaines :

- Social : promouvoir l'égalité des chances ;
- Marché : interagir de façon responsable avec toutes nos parties prenantes ;
- Solidarité : développer les communautés locales ;
- Environnement : innover en matière d'environnement durable.



Le tableau récapitulatif ci-après présente, pour 2015 et par domaine de la Responsabilité d'Entreprise, les principaux objectifs et résultats obtenus et l'ambition 2016.

Le détail des programmes de chaque domaine est présenté dans les chapitres 2, 3, 4 et 5 de ce rapport.

Objectifs 2015	Résultats 2015	Ambitions 2016
SOCIAL : Promouvoir l'égalité des chances		
Harmoniser les pratiques RH suite au rapprochement de Sopra et de Steria	Intégration réussie des équipes. Mise en place d'une gouvernance RH internationale de partage des bonnes pratiques. Intégration de l'ensemble des processus RH au sein des entités en France par un important programme de formation et d'accompagnement.	Poursuivre l'harmonisation des pratiques et déployer le référentiel des métiers du Groupe dans l'ensemble des pays.
Renforcer l'insertion professionnelle des jeunes	7 197 collaborateurs recrutés en 2015. En France, le Groupe est le 1 ^{er} recruteur de jeunes diplômés dans le secteur du numérique.	Déployer un programme de mobilité internationale pour offrir des parcours et trajectoires en particulier aux jeunes diplômés. Soutenir les efforts nationaux d'insertion professionnelle des jeunes.
Sensibiliser aux bonnes pratiques sur l'égalité femmes-hommes à l'international	Création d'un réseau interne d'ambassadrices pour promouvoir les métiers du numérique.	Développer les initiatives d'égalité professionnelle femmes-hommes, dans tous les pays du Groupe et mettre progressivement en place des dispositifs de suivi des indicateurs clés.
Mobiliser les collaborateurs sur les enjeux de la responsabilité sociale	Sensibilisation <i>via</i> le dispositif d'information Groupe.	Renforcer l'information dans les séminaires d'accueil et parcours de management.
MARCHÉ : Interagir de façon responsable avec toutes nos parties prenantes		
Aligner la politique de Responsabilité d'entreprise sur les nouveaux enjeux du Groupe	Gaïa Index : notation de 92 sur 100	Poursuivre le déploiement du programme d'actions sur l'ensemble des pays et nouvelles entités acquises.
Définir un cadre éthique sur le nouveau périmètre	Déploiement de la Charte éthique sur l'ensemble des entités du Groupe.	Renforcer le dispositif de contrôle en intégrant les nouvelles acquisitions.
Appliquer le Développement durable à notre chaîne de valeur	Mise en œuvre d'un nouveau système d'évaluation des fournisseurs avec Ecovadis au niveau du Groupe (HQ), en France et au Royaume-Uni.	Déployer la charte des achats responsables Groupe sur l'ensemble des entités. Étendre le nouveau système d'évaluation des fournisseurs à la Belgique, le Luxembourg, la Pologne et l'Espagne.
Proposer des services pour aider nos clients à être plus durables	<i>Smart City</i> <i>Energy Management</i> : <i>Smart Metering, Smart Grid, Smart Building, Grid Balancing</i> <i>Smart usages</i> : <i>Smart Home</i> Transport Conseil en Développement durable	Continuer à innover et développer de nouveaux services pour accompagner nos clients dans leurs objectifs de Développement durable.
Dialoguer de façon responsable avec toutes nos parties prenantes	Un <i>Corporate Responsibility Advisory Board</i> avec des experts externes pour challenger la démarche du Groupe. Un espace de démonstration responsabilité d'entreprise intégrant l'ensemble des thématiques au séminaire annuel de lancement d'année en janvier 2016 qui réunissait 3000 managers.	Poursuivre un dialogue soutenu.
S'engager pour le Développement durable	Intégration des coalitions « <i>We Mean Business</i> » et « <i>Business Proposals for COP 21</i> » pour promouvoir de nouveaux cadres réglementaires.	Participer aux actions au sein de notre écosystème pour promouvoir le Développement durable.

Objectifs 2015	Résultats 2015	Ambitions 2016
SOLIDARITÉ : Soutenir les communautés locales		
Donner accès à l'éducation	Mise œuvre d'un programme éducatif dans 49 écoles en Inde à destination de plus de 70 000 enfants issus de milieux ruraux pauvres. Programme de bourses d'études supérieures en Inde : 76 nouveaux étudiants bénéficiaires (sur un total de 361). Des initiatives en France, en Espagne, au Maroc...	Élargir l'implication des pays dans l'engagement du Groupe sur ses 4 thématiques majeures (éducation, inclusion numérique, employabilité et accès à l'eau).
Favoriser l'inclusion numérique	12 projets soutenus par la Fondation en France. 6 nouveaux laboratoires informatiques convertis à l'énergie solaire en Inde. Des initiatives au Royaume-Uni, en Italie, en Pologne...	Soutenir les initiatives nouvelles répondant à des enjeux locaux.
Contribuer à l'employabilité	Centre de développement professionnel en Inde : 1 493 étudiants inscrits ; 301 ont trouvé un emploi. Des initiatives en France, au Royaume-Uni, en Norvège, en Espagne...	Soutenir les actions de bénévolat et de levées de fonds.
S'engager pour le droit à l'eau	Mécénats avec Green Cross, 1001fontaines, TCHAPE, Planet Water Foundation et Gold Standard Water Health. Sensibilisation clients lors d'une conférence animée par des personnalités et experts à Paris.	Favoriser les synergies avec notre écosystème (société civile, fondations, clients, partenaires...).
ENVIRONNEMENT : Innover en matière d'environnement durable		
Définir des objectifs de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre	Publication d'un objectif de réduction de 15 % des émissions de Gaz à Effet de Serre d'ici 2020 par rapport à 2014. Réduction de 4 % des émissions GES en 2015 par rapport à 2014. Certification <i>CarbonNeutral</i> ® de l'ensemble des voyages d'affaires et des <i>Data Centers</i> du Groupe.	Modéliser de manière scientifique l'empreinte carbone du Groupe avant 2017 (<i>Science Based target</i>). Renouveler la neutralité carbone de l'ensemble des voyages d'affaires et des <i>Data Centers</i> du Groupe.
Reporter auprès des clients et investisseurs en intégrant le CDP	CDP Climate Change : 100B - intégration du « <i>Carbon Disclosure Leadership Index</i> » et score de 100 % pour la transparence.	Maintenir un haut niveau de reconnaissance.
Mettre en place un Système de management environnemental (SME) sur le nouveau périmètre	Un système de Management Environnemental harmonisé et certifié ISO 14001 sur certains sites du Groupe.	Déployer la certification ISO 14001 sur de nouveaux sites.
Réduire la consommation d'énergie et l'utilisation de ressources non renouvelables	Mise en place d'un pilotage énergétique (bureaux, <i>Data Centers</i> , déplacements professionnels). Politique DEEE harmonisée sur majorité de pays. Politique zéro déchet en centre d'enfouissement en UK. Recours à l'énergie verte pour l'électricité au Royaume Uni, en Allemagne, en Suisse, en Scandinavie et au Luxembourg.	Étendre le cycle de vie des produits. Augmenter la part des énergies renouvelables pour l'électricité, notamment en France.
Mobiliser l'ensemble des collaborateurs	Sopra Steria récompensé par « <i>2 degrees Champions' Award</i> » pour son engagement en interne.	Informier régulièrement et mobiliser lors des réunions entités. Lancer un module de sensibilisation en <i>e-learning</i> .

1.4. Contexte et faits marquants

Dans un contexte concurrentiel fort et une révolution numérique qui bouleverse notre secteur et ceux de nos clients, l'année 2015 marque une étape importante dans le développement du nouveau groupe Sopra Steria. Cette étape a été franchie avec succès avec une intégration réussie des équipes issues de Sopra et de Steria et une performance économique au rendez-vous.

La démarche de responsabilité d'entreprise de Sopra Steria a été adaptée à son contexte et à ses nouveaux enjeux. Dès le début de l'année 2015, l'analyse précise des programmes d'actions des entités d'origine a été effectuée permettant d'identifier les points forts et les axes de progrès pour soutenir le projet de développement du nouveau Groupe.

Les équipes ont rapidement travaillé sur les actions de progrès majeures de la démarche de responsabilité d'entreprise, ce qui a permis au Groupe de renforcer son positionnement dans ce domaine et d'obtenir la reconnaissance du marché.

- Sopra Steria est classé parmi le top 5 des entreprises de services par le Gaïa Index, avec une note générale de 92 sur 100. L'indice Gaïa est spécialisé dans l'analyse extra-financière quantitative des ETI cotées et non cotées. Il regroupe 70 sociétés disposant des meilleures notations de Responsabilité d'Entreprise sur un panel de 230 entreprises.



- Avec un score de 100B, Sopra Steria intègre le « CDP Carbon Disclosure Leadership Index ». Le CDP récompense chaque année les entreprises leaders mondiales dans le domaine du changement climatique.



- Sopra Steria obtient la Certification CarbonNeutral® grâce à la compensation des émissions de Gaz à Effet de Serre liées à ses déplacements professionnels et à ses Data Centers.



- Sopra Steria est pionnier sur la certification PowerPlus, en adhérant au programme de soutien à la production d'énergies renouvelables en Inde.
- Sopra Steria renforce son engagement pour la préservation et l'accès à l'eau en acquérant 1 000 certificats « Water Benefit Certificates » soit l'équivalent d'un million de litres d'eau potable au travers du projet Water Health India. Sopra Steria fait partie des pionniers de ce programme.

- Sopra Steria devient l'un des principaux recruteurs en Europe. 7 197 nouveaux collaborateurs ont rejoint le Groupe en 2015. En France, le Groupe est le 1^{er} recruteur de jeunes diplômés dans le domaine du numérique.
- Le Groupe lance un réseau de femmes ambassadrices, avec un 1^{er} projet pilote en France, pour attirer les femmes vers les cursus scientifiques et le secteur du numérique.
- Sopra Steria s'engage dans la lutte contre le réchauffement climatique à l'occasion de la Conférence de Paris COP 21 en rejoignant la coalition internationale *Business Proposals for COP 21* pour l'élaboration d'un prix interne carbone.
- S'impliquant aux côtés de *We Mean Business*, initiative internationale lancée par le CDP, Sopra Steria s'engage à réduire de 15 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport à 2014.

1.5. Organisation

La démarche et le programme de responsabilité d'entreprise du groupe Sopra Steria sont placés sous la responsabilité de la Direction générale qui supervise la stratégie du Groupe dans ce domaine.

Sopra Steria a structuré son programme de responsabilité d'entreprise autour de plusieurs instances :

1.5.1. UNE DIRECTION RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE GROUPE

La Direction Responsabilité d'Entreprise et Développement Durable (Direction RE-DD) pilote le déploiement de la politique de responsabilité d'entreprise du Groupe, assure la coordination de la démarche de progrès avec les directions concernées et leur apporte un support dans la mise en place de leurs programmes d'actions.

Le rôle de cette direction est de piloter et coordonner l'ensemble des actions du Groupe dans les quatre domaines concernés : social, marché, solidarité et environnemental. Pour plus de clarté, le volet Sociétal, issu du cadrage de la Loi Grenelle 2 et présenté dans le rapport 2014, a été réparti dans ce rapport en deux domaines spécifiques : le Marché et la Solidarité.

La direction RE-DD pilote les programmes transverses et plus particulièrement le reporting réglementaire, dont le rapport Responsabilité d'Entreprise, l'évaluation du Groupe par des organismes externes, les principaux partenariats *corporate* de mécénat et de solidarité, les actions de sensibilisation auprès des collaborateurs.

La responsabilité d'entreprise du groupe Sopra Steria, coordonnée par la Direction RE-DD Groupe, est gérée au travers de quatre pôles interdépendants en matière de responsabilité sociale, d'interaction avec le marché, de solidarité et de responsabilité environnementale.

1.5.2. UN PÔLE RESPONSABILITÉ SOCIALE

Le volet social de la responsabilité d'entreprise est un sujet majeur pour un groupe comme Sopra Steria. Il est géré au sein de la Direction des Ressources Humaines Groupe. Pour traiter les dossiers handicap, égalité femme-homme, seniors, diversité, et alternance

du domaine social et coordonner le programme d'actions, un manager en charge de la responsabilité sociale travaille avec les différentes entités pour que l'ensemble des actions s'inscrivent dans la démarche Groupe.

1.5.3. UN PÔLE INTERACTION MARCHÉ

Ce pôle est rattaché à la Direction Responsabilité d'Entreprise et Développement Durable du Groupe. Il travaille en étroite collaboration avec les directions du Groupe concernées (Juridique, Achats, Ressources Humaines, Communication, divisions opérationnelles, Industrialisation, Audit et contrôle interne, Moyens et Sécurité Informatiques) pour répondre aux demandes externes dans les domaines suivants : référencement et appels d'offres clients, éthique des affaires, achats responsables, évaluations externes et actions de communication.

1.5.4. UN PÔLE ENGAGEMENT SOLIDAIRE

Le pôle solidarité est rattaché à la Direction Responsabilité d'Entreprise et Développement Durable du Groupe. Il s'appuie sur un réseau international regroupant les personnes animant les programmes solidaires locaux. Le programme d'actions Groupe est géré soit à la Direction RE-DD dans le cadre des mécénats Groupe, soit par les fondations en France et en Inde, soit directement à l'initiative des entités qui associent leurs collaborateurs mais aussi certains clients.

1.5.5. UN PÔLE RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Le programme environnemental du Groupe est géré par le pôle responsabilité environnementale sous le pilotage de la Direction DD-RE Groupe. Ce pôle animé par un responsable Groupe, s'appuie sur un réseau de référents et sur les directions supports concernées (Immobilier, Achats, Moyens et Sécurité Informatiques, Communication, Industrialisation). Le pôle responsabilité environnementale prend notamment en charge avec la Direction industrielle le déploiement du système de management environnemental (SME), et la certification ISO 14001 et ISO 14064-3 de certains sites. Il pilote également le bilan des Gaz à Effet de Serre (GES) et le reporting annuel auprès du CDP.

1.5.6. UN COMITÉ RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Comité Responsabilité d'Entreprise et Développement Durable (Comité RE-DD), piloté par le Directeur général adjoint, définit la feuille de route avec les responsables concernés et suit l'évolution des plans d'actions associés. Ce Comité regroupe les responsables des grandes directions centrales impliquées dans la démarche du Groupe (Responsabilité d'Entreprise et Développement Durable, Ressources Humaines, Immobilier, Achats, Moyens et Sécurité Informatiques, Juridique, Sous-traitance, Communication corporate, Communication financière, etc.) qui travaillent ainsi en coordination pour mettre en œuvre leurs programmes respectifs. Le Comité se réunit tous les trois mois.

1.5.7. UN CORPORATE RESPONSIBILITY ADVISORY BOARD

Ce Comité est un organe consultatif dont l'objectif est d'apporter un éclairage externe sur la démarche de responsabilité d'entreprise du Groupe dans ses différentes composantes.

Ce Comité consultatif est composé de trois experts indépendants issus de la haute Administration et de la société civile, du Directeur général adjoint, du Directeur Responsabilité d'Entreprise et Développement Durable, de son adjoint et des responsables de pôle Groupe de la Responsabilité d'Entreprise. Ce Comité s'est réuni deux fois en 2015.

Les principales missions de ce Comité consistent à :

- soumettre des recommandations sur la stratégie et les priorités du Groupe en matière de responsabilité d'entreprise ;
- fournir à la Direction générale des données comparatives utiles dans ce domaine ;
- informer sur les évolutions législatives et réglementaires et sur les normes de reporting en matière de responsabilité d'entreprise.

En 2015, le Comité consultatif comptait les trois experts indépendants suivants :

- Frédéric Tiberghien, membre du Conseil d'État français et président d'honneur de l'Orse ;
- Mark Maslin, Professeur en climatologie à l'University College London (UCL) ;
- Marie-Ange Verdickt, ancienne Directrice de la recherche et de l'investissement socialement responsable chez Financière de l'Échiquier.

1.5.8. ORGANIGRAMME DES SOCIÉTÉS ACTIVES DU GROUPE

Ce point est traité dans la section 5 du chapitre 1 du document de référence.

1.5.9. DÉMARCHE ET NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Le groupe Sopra Steria a fait le choix pour le reporting 2014 d'intégrer dans un rapport unique les reporting des sociétés Sopra et Steria en cours de fusion et de consolider les indicateurs à chaque fois que possible pour une meilleure lisibilité. Ce reporting 2014 permet de donner une 1^{re} base de comparaison pour les données 2015.

Le rapport Responsabilité d'Entreprise constitue le chapitre 3 du document de référence 2015.

La collecte des informations requises à la rédaction de ce rapport s'appuie sur le protocole de reporting. Ce protocole est revu chaque année pour intégrer les changements de périmètre du Groupe et les évolutions de la démarche de reporting. Les exigences réglementaires du Grenelle 2 fixent un cadre avec des thématiques précises qui permettent une meilleure lisibilité du reporting.

Le rapport 2015 s'attache à produire pour le nouveau groupe les informations les plus pertinentes. En 2015, une nouvelle feuille de route a été établie pour prendre en compte le nouveau contexte Groupe et harmoniser les programmes issus des entités d'origine dans une démarche de progrès cohérente avec les enjeux du nouveau groupe Sopra Steria.

En 2016, l'élargissement du périmètre des actions du Groupe et l'harmonisation des initiatives seront poursuivis. Le reporting s'attachera à développer progressivement par pays les indicateurs pertinents.

Sur la base de la réglementation en vigueur et en tenant compte de la spécificité de ses activités, Sopra Steria a identifié 44 thèmes du Grenelle applicables pour organiser son reporting. Le suivi de ces thèmes permet une mesure pertinente de la progression du Groupe sur les quatre volets de la responsabilité d'entreprise : social, marché, solidarité et environnement.

Ce rapport comprend un nombre significatif d'informations en rapport avec l'article 225 de la Loi Grenelle 2, en cohérence avec les principes généraux des lignes directrices du GRI (*Global reporting initiative*) et respectant autant que possible les volets de la norme ISO 26000.

À ce sujet, une table de correspondance est introduite en annexe du rapport. Le rapport 2015 comprend 53 indicateurs pour le groupe Sopra Steria dont 7 indicateurs clés de performance (KPI – *Key performance indicator*), 27 indicateurs quantitatifs et 19 indicateurs qualitatifs.

Par ailleurs, Sopra Steria, en application de l'article L. 225-102.1 alinéa 7 du Code de commerce a nommé Mazars Organisme Tiers Indépendant pour vérifier la présence et la sincérité des informations publiées prévues par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

Périmètre de reporting

Afin de garantir le respect de la réglementation, le Groupe a élaboré un processus de reporting permettant la collecte des informations requises et la valorisation des résultats de cette collecte dans le présent document.

Le volet social du Groupe comporte 38 indicateurs dont 3 indicateurs clés de performance (KPI – *Key performance indicator*), 23 indicateurs quantitatifs et 12 indicateurs qualitatifs.

Le volet Marché comporte 5 indicateurs dont 1 indicateur quantitatif et 4 indicateurs qualitatifs.

Le volet Solidarité compte 6 indicateurs dont 2 indicateurs quantitatifs et 4 indicateurs qualitatifs.

Pour le volet environnement, 7 indicateurs ont été définis dont 3 indicateurs clés de performance (KPI – *Key Performance Indicator*), 3 indicateurs quantitatifs et 1 indicateur qualitatif.

L'indicateur « nombre de nouvelles salles de visioconférence » a été supprimé en 2015 afin de mettre l'accent sur l'optimisation de l'utilisation des salles de visioconférence.

La politique de responsabilité d'entreprise de Sopra Steria s'applique à l'ensemble des entités du Groupe. Les effectifs publiés dans le chapitre social du présent rapport prennent en compte les salariés de Delta Development Systems (Algérie), Sopra Banking Côte d'Ivoire, Sopra Banking Gabon, représentant 10 personnes, filiales dont les comptes ne sont pas consolidés par le groupe. Sopra Banking Software Pte Ltd (Singapour) a été exclu du périmètre cette année (effectif non significatif).

Pour 2015, le focus a été fait à chaque fois que possible sur la France, l'Inde, le Royaume-Uni et l'Espagne.

En fonction des indicateurs, le périmètre géographique recouvre :

- l'ensemble des activités du groupe Sopra Steria au niveau mondial (= Sopra Steria Group) ;

- les activités du groupe Sopra Steria par pays. Pour chaque pays, sont incluses toutes les filiales du groupe Sopra Steria (Sopra Banking Software et Sopra HR Software notamment). Pour les indicateurs Marché, Solidarité et Environnement, les joint-ventures de Steria (SSCL et NHS SBS) ne sont pas incluses dans le reporting. Les données relatives à la société CIMPA acquise courant 2015 par Sopra Steria ne sont pas incluses dans les indicateurs Marché, Solidarité et Environnement.

Le reporting de Responsabilité d'Entreprise porte sur l'année calendaire du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015. Les exceptions au reporting calendaire sont précisées pour les données concernées.

Afin de vérifier la cohérence entre les reportings financier et extra-financier, certains indicateurs structurels communs aux deux domaines sont comparés et les différents niveaux de détail vérifiés.

Processus et outils de reporting

Les trois étapes successives dans le processus de reporting sont les suivantes :

- l'identification des données et la préparation de la collecte ;
- la collecte, la consolidation des données et le contrôle de cohérence pour produire les indicateurs ;
- l'utilisation des indicateurs pour publication dans le rapport Responsabilité d'Entreprise.

Les outils du reporting sont les suivants :

- le protocole de reporting contient les informations nécessaires aux contributeurs pour la collecte des indicateurs. Il est avant tout destiné à une communication interne à Sopra Steria ;
- les fiches de définition des indicateurs décrivent précisément les caractéristiques des indicateurs communiqués dans le cadre du rapport Responsabilité d'Entreprise ;
- les fiches de collecte des indicateurs permettent aux contributeurs de fournir les informations qualitatives et les données quantitatives ;
- les espaces partagés *SharePoint* et *MyGroups*, gérés par la Direction RE-DD, permettent d'archiver l'ensemble des informations collectées ;
- le Groupe s'appuie sur différents outils pour assurer le reporting réglementaire de ce rapport : le logiciel *Greenstone*, les ERM et les BEE *files* pour l'environnement, le logiciel *Indicia* pour le social.

L'ensemble composé du protocole de reporting, des fiches indicateurs, des fiches de collecte, géré au sein d'une plate-forme collaborative, fournissent les informations nécessaires à la bonne compréhension des tâches et constituent le guide du contributeur.

D'autres éléments d'information sur le protocole de reporting sont disponibles sur demande auprès de la Direction RE-DD de Sopra Steria.

Collecte des données

La coordination du processus de reporting de responsabilité d'entreprise est sous la responsabilité de la Direction RE-DD. Des référents par volet (environnement, social, marché et solidarité) sont responsables de la collecte des données. Ils adressent au réseau de contributeurs les fiches de définition et de collecte par indicateur. Ces fiches de définition et de collecte, disponibles en français et en anglais, précisent les définitions, le périmètre concerné, l'unité, les modes de calcul, les sources d'information utilisées, les contacts référents et les contrôles réalisés.

Une plate-forme collaborative dédiée au reporting a été mise en place via l'intranet du Groupe, pour la diffusion, l'échange et la prise en compte d'éventuelles modifications des données. Les documents relatifs au reporting et à sa vérification sont disponibles sur cette plate-forme.

Le reporting du volet social est géré via l'outil *Indicia* pour collecter et consolider les données sociales qui sont ensuite consolidées après vérification externe dans le rapport.

Calculs spécifiques de certains indicateurs

Afin d'assurer une bonne compréhension des informations communiquées, Sopra Steria s'est attaché à préciser dans le rapport, lorsque nécessaire, les définitions, modes de calcul ou méthodes d'estimation de certains indicateurs reportés. Si des indicateurs déjà publiés dans un précédent rapport font l'objet d'un nouveau calcul, suite à des éléments complémentaires de précision et notamment dans le cadre d'estimations améliorées, les modifications sont alors précisées dans le cadre d'une nouvelle publication afin d'améliorer la base de comparaison pour l'année suivante.

Exclusions

Sopra Steria publie dans son rapport des données qualitatives et quantitatives sur l'ensemble des thématiques requises par le

décret d'application de l'article 225 de la Loi Grenelle. Cependant, quelques indicateurs ne sont pas abordés dans ce rapport, et ce, quand ils sont jugés non significatifs au regard de l'activité tertiaire du Groupe. Ces informations non significatives concernent les thèmes relatifs à la sécurité des consommateurs, ceux liés à l'utilisation des sols ou à la préservation de la biodiversité, aux nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique et au montant de provisions et garanties pour risques en matière d'environnement. Ces exclusions sont précisées dans la table de concordance en annexe du rapport. Sopra Steria n'est pas directement concerné par la lutte contre le gaspillage alimentaire et n'a donc pas pris d'engagement spécifique en la matière.

Précisions méthodologiques et limites

Le reporting établi pour 2014 constitue la base de comparaison pour évaluer les progrès. Les précisions et limites méthodologiques par indicateur sont détaillées au sein du rapport.

Contrôles et vérification

Une fois les données collectées et contrôlées, au moyen de tests de cohérence dont la traçabilité est assurée à des fins d'audit, ces données sont consolidées par la Direction RE-DD qui en assure le contrôle final et la bonne cohérence avant de transmettre le rapport final pour vérification auprès de l'Organisme Tiers Indépendant.

2. Responsabilité Sociale

Dans un environnement en forte transformation, les Ressources Humaines, actif majeur du Groupe, sont au cœur du Projet d'Entreprise Sopra Steria.

L'ambition de Sopra Steria est de développer d'une part la fierté de travailler ensemble dans un esprit de partage, et d'autre part le développement professionnel de ses 38 450 collaborateurs au sein d'un environnement dynamique qui offre des perspectives stimulantes.

Celles-ci sont rendues possibles dans un groupe dont les activités reposent sur une grande diversité des métiers, sur des implantations internationales et régionales, et une culture d'entreprise forte.

Au-delà de son action majeure en matière de recrutement, le Groupe privilégie l'évolution professionnelle de ses collaborateurs portée par un plan d'actions de formation ambitieux.

Sopra Steria s'est engagé sur les sujets sociaux d'actualité pour favoriser l'égalité des chances. L'enjeu est de dépasser la vision purement légale et d'intégrer naturellement ces sujets dans la vie de l'entreprise (jeunes, seniors, égalité femmes-hommes, handicap et diversité).

Sopra Steria s'appuie, pour se développer de façon durable, sur la dynamique de son Projet d'Entreprise, décliné à tous les niveaux de l'organisation.

Ce Projet d'Entreprise porte une ambition stratégique et repose sur un système de valeurs partagées, qui animent la dynamique managériale et contribuent à la performance opérationnelle du Groupe.

2.1. Culture du Groupe

Lancement du programme fédérateur de transformation interne

En 2015, suite à la fusion de Sopra et Steria et dans un contexte de transformation accélérée de notre marché liée à l'impact du Digital, le Groupe a lancé une réflexion pour définir les bases d'un Projet d'Entreprise différenciant basé sur la Valeur et les Hommes. L'enjeu est de créer un nouveau groupe européen unique, répondant aux attentes fortes de création de valeur de nos clients et durablement performant dans toutes nos géographies et métiers.

Cette réflexion a conduit au lancement d'un programme de transformation pour le Groupe, baptisé « Programme fédérateur de transformation interne » dont l'objectif est de mettre en œuvre les transformations nécessaires.

Ces transformations adressent trois grands thèmes : les comportements, les modes de management et l'ensemble des systèmes qui portent le fonctionnement du Groupe.

2.2. Politique de l'emploi

L'excellence professionnelle au service de nos clients

Depuis plusieurs années, la croissance du Groupe s'appuie sur une politique volontariste de recrutement de talents et de développement des compétences de ses collaborateurs.

Des opérations de croissance externe constituent également un levier fort de développement du Groupe et d'accroissement de son volume d'activité. Le rapprochement de Sopra et Steria, et l'acquisition en 2015 de la société CIMPA, permettent au Groupe de proposer une réponse globale aux besoins de transformation et de compétitivité de ses clients.

Les données des années antérieures à 2014 portent sur le périmètre Sopra Group uniquement. La comparaison avec les

années antérieures n'est donc pas pertinente. Les chiffres 2014 servent de base de comparaison pour 2015 et les futurs exercices.

2.2.1. EFFECTIFS

Au 31 décembre 2015, le groupe Sopra Steria comptait 38 450 collaborateurs, principalement basés en France, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Espagne, en Inde et en Scandinavie.

I ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SOPRA STERIA ET PART DES CADRES

Périmètre	2015***	2014	2013*	2012*
France	17 606	17 048	10 219	9 386
International (hors France)	20 844	20 310	6 065	4 917
dont Espagne	2 763	2 425	2 042	1 689
dont Inde	4 743	5 103	1 181	999
TOTAL	38 450	37 358	16 284	14 303
dont Cadres**	35 570	34 058	15 474	13 572

* Périmètre Sopra Group.

** La notion de cadre est spécifique à la France. Le nombre de cadres à l'international est une extrapolation à partir du taux de cadre de la France.

*** L'effectif 2015 inclut l'effectif CIMPA, les contrats permanents, les contrats temporaires, les contrats d'alternance et les stagiaires.

Sopra Steria comptait plus de 96,8 % de contrats permanents au 31 décembre 2015. Cette large proportion de contrats permanents, constante depuis plusieurs années, démontre l'engagement du Groupe à proposer des emplois stables. Les contrats temporaires sont majoritairement des contrats d'alternants en France (au 31 décembre 2015, les contrats d'alternants représentaient 89 % des CDD). Ces derniers sont proposés à de futurs jeunes diplômés

qui bénéficient ainsi d'un dispositif de tutorat en entreprise, de financement des études, ainsi que d'opportunités de recrutement. Ce type de contrat a particulièrement progressé en France en 2015. La représentativité des femmes (26 %) fin 2015 est en légère hausse en France ainsi qu'au niveau du Groupe (31 %).

I RÉPARTITION DE L'EFFECTIF GLOBAL PAR TYPE DE CONTRAT

Périmètre	2015*			2014		
	Contrats permanents ⁽¹⁾	Contrats temporaires ⁽²⁾	Stagiaires	Contrats permanents ⁽¹⁾	Contrats temporaires ⁽²⁾	Stagiaires
France	97,4 %	2,3 %	0,3 %	97,7 %	2,1 %	0,2 %
International (Hors France)	96,4 %	3,0 %	0,6 %	96,8 %	2,5 %	0,7 %
dont Espagne	96,1 %	3,5 %	0,4 %	96,0 %	3,8 %	0,2 %
dont Inde	97,7 %	2,3 %	0 %	97,9 %	2,0 %	0,1 %
TOTAL	96,8 %	2,7 %	0,5 %	97,2 %	2,3 %	0,5 %

* Hors CIMPA.

(1) Contrat permanent (ou Contrat à Durée Indéterminée) : contrat de travail à temps plein ou à temps partiel signé avec le salarié pour une durée non déterminée.

(2) Contrat temporaire (ou Contrat à Durée Déterminée) : contrat de travail à temps plein ou à temps partiel signé avec le salarié qui s'achève au terme d'une période définie ou sitôt terminée une tâche spécifique dont le délai de réalisation avait été estimé.

I EFFECTIF ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

Périmètre	2015*	2014
ETP moyen (France)	16 638	16 511
ETP moyen (International hors France)	20 036	
dont Espagne	2 707	
dont Inde	4 741	
TOTAL	36 674	

* L'effectif 2015 n'inclut pas l'effectif CIMPA ni les stagiaires.

I ANCIENNETÉ, ÂGE ET SEXE

Périmètre	2015*		2014	
	Ancienneté moyenne des contrats permanents	Age moyen des contrats permanents ⁽²⁾	Ancienneté moyenne des contrats permanents ⁽¹⁾	Age moyen des contrats permanents ⁽²⁾
France	8	37,5	7,6	37,5
International (hors France)	7,3	38,4	7,3	38,1
dont Espagne	5,4	37,4	5,6	37,2
dont Inde	4,1	30,7	4,0	30,7
TOTAL	7,6	38,0	7,4	37,8

* Hors CIMPA.

(1) Contrat permanent (ou Contrat à Durée Indéterminée) : contrat de travail à temps plein ou à temps partiel signé avec le salarié pour une durée non déterminée.

(2) Contrat temporaire (ou Contrat à Durée Déterminée) : contrat de travail à temps plein ou à temps partiel signé avec le salarié qui s'achève au terme d'une période définie ou sitôt terminée une tâche spécifique dont le délai de réalisation avait été estimé.

I ÉVOLUTION DU TURNOVER DES CONTRATS PERMANENTS

Périmètre	2015*	2014
France	12,5 %	10,0 %
International (hors France)	18,8 %	19,9 %
dont Espagne	11,8 %	7,8 %
dont Inde	30,5 %	36,9 %
TOTAL	15,9 %	15,3 %

* L'effectif 2015 n'inclut pas l'effectif CIMPA.

En France, la grande majorité des départs sont volontaires et les licenciements ont concerné 201 collaborateurs en 2015.

2.2.2. RECRUTEMENTS

Les fondamentaux de la politique recrutement

Le recrutement est l'un des piliers de la stratégie de développement du Groupe. La politique de recrutement porte en priorité et de manière volontariste sur l'embauche de jeunes diplômés issus d'écoles d'ingénieurs, d'écoles de commerce ou d'universités. S'agissant des recrutements de candidats expérimentés, le Groupe favorise la mobilité de ses salariés par des mises en situation, avant tout recrutement externe.

En 2015, afin de servir l'ambition de croissance et de montée en valeur de ses activités, Sopra Steria a renforcé son programme de recrutement selon trois axes :

- promouvoir les métiers du numérique en renforçant l'attractivité de la marque employeur ;
- favoriser l'insertion professionnelle avec un éventail élargi de partenariats d'écoles et d'universités ;
- contribuer au développement de proximité par un recrutement volontariste sur les bassins d'emplois où le Groupe opère.

Sopra Steria s'appuie sur le maillage des réseaux sociaux pour promouvoir les métiers et les opportunités d'emploi dans le secteur du numérique.

Le Groupe s'attache notamment à mieux faire connaître ses métiers et sa culture au travers de médias interactifs (vidéos, chat, miniséries...). La progression de Sopra Steria dans les classements de référence (7^e du classement PotentialPark, compte Twitter RH le plus suivi des ESN) traduit le renforcement de cette présence.

L'insertion professionnelle des jeunes est un engagement fort pour le Groupe. L'âge moyen des personnes recrutées est de 29,3 ans en 2015 (29,6 ans en 2014).

En France, les jeunes de moins de 26 ans représentent 60 % des recrutements.

De plus, afin de développer l'employabilité des jeunes, le Groupe a poursuivi sa politique dynamique de recours à l'alternance et aux stages (+ 23 % d'alternants en 2015 par rapport à 2014).

Exemples d'initiatives mises en œuvre dans le cadre de la politique recrutement

Insertion professionnelle des jeunes

Espagne

Le Groupe a initié une politique de recrutement de personnes en situation de handicap et participe aux événements nationaux en coopération avec « *Agencia para el Empleo* ». Le Groupe s'est également engagé dans les « *Jornadas de Inserción Socio-Laboral* » de Madrid organisé par IMASTE, salon virtuel de recrutement, afin de préparer les étudiants à la recherche d'emploi (CV, simulation d'entretien...).

France

Le Groupe a déployé un plan de recrutement de stagiaires et d'alternants ambitieux, révisé à la hausse chaque année, pour augmenter le contingent de jeunes issus de cursus de formations supérieures.

Inde

Le Groupe fait face à une guerre des talents forte. Le programme « *Pre-Engagement Connect* » a été déployé pour engager une démarche de recrutement proactive et sur mesure, et attirer les talents. Ce programme prévoit des rencontres avec des étudiants et leurs professeurs dès le début du cycle supérieur, afin de promouvoir le Groupe et les métiers du numérique. Pour plus de convivialité et de proximité, ces rencontres sont organisées dans les locaux de l'entreprise. Les familles sont également invitées et informées des modalités d'accueil dans l'entreprise. Au-delà du recrutement de jeunes diplômés, le Groupe s'engage auprès des personnes plus défavorisées ou en situation de handicap, en proposant des opportunités de carrière dans l'entreprise.

Scandinavie

Sopra Steria participe depuis deux ans au premier salon du recrutement virtuel, le « *Global Talent Week* ». Ce salon rassemble plus de 6 000 candidats partout en Scandinavie. Au programme : conférences *online*, Chat, *virtual assessment*. De plus, pour encourager les jeunes femmes à rejoindre les carrières du numérique, le Groupe participe à deux événements majeurs : le sponsoring de projets initiés par des étudiantes en sciences et la participation aux « *Annual inspirational days* » pour les étudiantes des grandes écoles.

Égalité femmes-hommes

Pour favoriser la mixité des parcours scientifiques et attirer plus de femmes issues des écoles d'ingénieurs, le Groupe est à l'origine d'initiatives concrètes dans différents pays. En France, Sopra Steria

patroine et finance des cursus d'étudiantes d'écoles d'ingénieurs, et a lancé le programme Passer'Elles autour de la création d'un réseau de femmes et de témoignages auprès des étudiantes. Des actions concrètes ont également été déployées en Inde (programme WOW) et en Scandinavie (Women) (cf. paragraphe 2.9.2.).

Projets étudiants

En France, après une année de transition liée à la fusion, le Groupe relancera en 2016 le « Prix Étudiant », challenge visant à accompagner une équipe d'étudiants dans un projet entrepreneurial.

Cet accompagnement se décomposera autour de trois axes :

- un prix financier pour lancer leur projet et monter leur entreprise ;
- l'accompagnement des consultants du Groupe pour le lancement d'un tel projet ;
- la mise en relation de l'équipe lauréate avec les clients Sopra Steria intéressés par leur projet.

Embauches

Le rythme des embauches reste dynamique avec un volume similaire à 2014.

Périmètre	2015*	2014
France	2 560	2 493
International (Hors France)	4 637	4 397
dont Espagne	807	663
dont Inde	1 572	1 618
Total	7 197	6 890

* L'effectif 2015 n'inclut pas l'effectif CIMPA.

Pour la 3^e année consécutive, Sopra Steria s'est vu décerner le label HappyTrainees, qui récompense l'excellence dans l'accueil et l'accompagnement des étudiants en entreprise.

En 2016, Sopra Steria poursuivra son programme d'actions en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes, notamment auprès des écoles et universités.

L'accent sera mis sur l'élargissement des perspectives de carrières faites aux candidats avec notamment le développement de parcours internationaux et l'anticipation de trajectoire à la carte. À travers une plus grande proximité avec les écoles et les universités, le Groupe développera les moyens mis en œuvre pour répondre aux nouvelles attentes des jeunes.

2.2.3. POLITIQUE RELATIONS ÉCOLES

Pour servir ses objectifs de recrutement de jeunes diplômés, Sopra Steria inscrit sa politique de relations écoles et d'intégration de stagiaires au cœur de sa stratégie de recrutement.

La politique des relations écoles se décline selon trois objectifs :

- mieux faire connaître Sopra Steria, ses métiers et ses valeurs ;
- augmenter le *sourcing* de stagiaires, d'alternants et de candidats ;
- faciliter le recrutement des jeunes diplômés.

La politique relations écoles, déployée en proximité des écoles, permet au Groupe de contribuer à la préparation de la vie professionnelle des étudiants et de participer activement aux

grands événements de la vie des établissements d'enseignement à tous les niveaux :

- les directions des écoles (Conseils d'administration, participation à des fondations, jury, parrainages de promotions, etc.) ;
- les enseignants (chaires d'entreprise, cours, projets industriels, etc.) ;
- les étudiants (témoignages, retours d'expérience, tables rondes, conférences, simulations d'entretien, cérémonies de remise de diplôme, forums, visites d'entreprises, sponsoring d'association, etc.).

Dans ce contexte, Sopra Steria s'appuie sur une organisation structurée entre la direction des Ressources Humaines et les unités opérationnelles afin d'améliorer la proximité et d'impliquer toutes les parties prenantes.

En 2015, plus de 500 actions ont été menées par le Groupe auprès de 150 écoles et universités partenaires, dont 70 % en province. Cette forte présence a permis l'accueil de plus de 530 stagiaires de fin d'études et de 487 nouveaux alternants dans le Groupe. Un chiffre en croissance par rapport à 2014.

Sopra Steria, partenaire de la 47^e Course Croisière EDHEC

Pour la neuvième année consécutive, Sopra Steria a sponsorisé le premier événement sportif étudiant européen : la « Course Croisière EDHEC », qui s'est tenue à La Rochelle en mai 2015. 18 équipages ont été sponsorisés dont sept mixtes accompagnés par la Mission Handicap. Une journée 100 % handicap a été proposée aux étudiants avec des animations spécifiques de sensibilisation.

Exemples de nouvelles actions menées en 2015 auprès des écoles :

- Challenge OmniSport Polytech : 650 étudiants de 13 écoles Polytech s'affrontent autour d'une dizaine de sports. Sopra Steria est le partenaire principal de ce challenge écoresponsable qui se déroule chaque année dans une ville différente ;
- Parrainage de la promotion 2018 INSA Lyon, département informatique.

Afin de servir les ambitions de croissance et de montée en valeur de Sopra Steria, la Direction du recrutement poursuivra en 2016 en France la dynamique mise en place auprès des écoles en privilégiant les actions permettant de présenter les métiers du numérique aux étudiants.

De plus, Sopra Steria augmentera encore le recrutement de jeunes alternants pour accompagner la mutation engagée dans les écoles et les universités.

Ces objectifs de progrès sont intégrés au plan d'actions qui accompagne chaque année la politique de Sopra Steria dans le cadre des relations avec les écoles.

Cette politique relation écoles continuera d'être partagée avec les entités à l'international pour une démarche Groupe.

2.3. Politique d'intégration et de formation

2.3.1. SOPRA STERIA ACADEMY

Sopra Steria Academy, le dispositif interne de formation du Groupe, a pour vocation de soutenir l'intégration, le partage de la culture et le développement des compétences.

Sopra Steria Academy contribue à garantir le niveau d'excellence et d'adaptabilité des collaborateurs pour être en adéquation avec les innovations digitales et l'évolution des attentes des clients. En effet, la formation et le partage des connaissances représentent des leviers majeurs de réussite du Projet d'Entreprise de Sopra Steria.

Pour favoriser une culture commune et la cohésion du Groupe, les valeurs et les fondamentaux sont partagés de façon à être connus de l'ensemble des collaborateurs.

Pour répondre à ces enjeux, les objectifs majeurs de Sopra Steria Academy sont de :

- favoriser l'intégration des nouveaux collaborateurs ;
- soutenir la stratégie du Groupe par le développement des compétences métiers ;
- diffuser les fondamentaux, encourager la capitalisation des pratiques grâce au *Knowledge Management*, valoriser la création de communautés métiers internationales ;
- répondre aux attentes des collaborateurs en termes de développement professionnel ;
- valoriser les talents des collaborateurs ;
- mettre en œuvre les dispositions réglementaires pour la formation professionnelle ;
- faciliter l'internationalisation du Groupe.

2.3.2. POLITIQUE D'INTÉGRATION

Sopra Steria a fondé une politique d'accueil et d'intégration solide, tant des collaborateurs recrutés que des collaborateurs accueillis dans le cadre de fusions-acquisitions. Chacun se voit proposer un parcours adapté pour lui permettre de faire ses premiers pas dans l'entreprise, d'en comprendre la culture, les valeurs et les fondamentaux.

Cette politique s'articule, d'une part, sur un parcours d'accueil et d'intégration des nouveaux recrutés, et d'autre part, sur des parcours d'intégration dédiés, sur-mesure, définis dans le cadre des opérations de fusions-acquisitions. La fusion de Sopra Steria en 2015 a été accompagnée par un dispositif d'intégration complet, présenté dans les paragraphes ci-dessous.

L'intégration des jeunes collaborateurs recrutés

Sopra Steria offre à chaque nouveau salarié, dès son arrivée dans l'entreprise, un parcours d'intégration structuré autour d'une journée d'accueil en entité, d'un séminaire d'intégration de trois jours, de formations métiers, de méthodologies et technologies selon le profil, d'entretiens avec le management et d'échanges entre pairs.

Le séminaire d'intégration « Esprit de Groupe » réunit les nouveaux collaborateurs débutants ou issus de premières expériences

professionnelles pour une formation de trois jours. Son objectif est de partager l'histoire, le projet, les valeurs et l'offre du Groupe, ainsi que ses fondamentaux, notamment en matière d'esprit de service et de qualité des projets. Très interactif et innovant, il permet de créer un réseau et représente un levier de fidélisation majeur.

Chaque pays et filiale décline son propre séminaire d'intégration ou « induction programme », avec des finalités, contenus et approches communes, sur un ou plusieurs jours selon les pays.

En 2015, l'ensemble des programmes d'Intégration à travers le Groupe a été revisité pour porter le nouveau groupe Sopra Steria.

L'ambition en 2016 est que chaque pays et filiale offre un programme d'induction, avec des modules communs revisités notamment sur les valeurs et fondamentaux du Groupe, à partir des apports du programme fédérateur de transformation interne.

L'intégration des managers embauchés

Dans l'ensemble des pays du Groupe, des sessions dédiées aux nouveaux Managers sont organisées pour accompagner l'intégration, la prise de repères et le développement d'un réseau relationnel au sein du Groupe ; à titre d'exemples citons le « *Core Management Training* » au Royaume-Uni ou le « *Leadership program* » en Scandinavie.

L'intégration des collaborateurs accueillis dans le cadre de fusions-acquisitions

En 2015, la fusion Sopra Steria a reposé sur un plan de formation complet, ainsi que sur un accompagnement des collaborateurs.

Des parcours de formation ont été conçus pour chacun des métiers. Ils ont ainsi notamment concerné le management opérationnel et fonctionnel, les fonctions supports, les commerciaux, les chefs de projet, les managers de proximité, ainsi que les équipes projet en fonction de leur métier.

Ces parcours ont eu pour objectif de transmettre la connaissance de l'entreprise, ses modes de fonctionnement, ses règles et outils communs indispensables à l'exercice de ses activités dans le nouvel environnement.

Quatorze parcours ont été ainsi déployés dès la fin 2014 avec une montée en charge en 2015.

Au-delà des formations, ces parcours ont inclus des présentations en proximité, dans les *Business Units*, des rencontres avec les collaborateurs et des mises en situation.

Le tutorat a également été largement mis en œuvre afin de favoriser le développement des compétences en situation opérationnelle, notamment dans l'usage des nouveaux outils, à travers des binômes Sopra Steria au sein des différents métiers.

2.3.3. OFFRE DE FORMATION AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION

Par ses savoir-faire en matière de pédagogie, sa connaissance des enjeux métiers et stratégiques, sa capacité à organiser des séminaires et des formations, l'Academy représente un levier majeur pour accompagner les changements de l'entreprise et la transformation du Groupe.

En France, Sopra Steria Academy propose une offre de formation autour de dix domaines : Fondamentaux Groupe, Management, Stratégie et Offres, Commerce, Comportement, Qualité et

Méthodes, Métiers et Secteurs, Technologies, Solutions, Langues et Bureautique.

L'offre de formation est organisée en parcours de formation par filière métier et par niveau, actualisés et enrichis chaque année de nouveaux modules.

Ces parcours sont animés par un réseau de plus de 600 formateurs internes et consultants externes.

Le *Knowledge Management* appuie et complète ce dispositif de formation. Accessible depuis le portail de Sopra Steria, il facilite le partage des fondamentaux du Groupe et la capitalisation sur les pratiques à travers des communautés organisées par filière métier, offre et savoir-faire.

Le développement des compétences managériales est un élément majeur du dispositif de formation. La capacité des managers à gérer globalement les affaires, à motiver et développer les équipes, ainsi qu'un fort esprit entrepreneurial à tout niveau, sont indispensables à la réussite du projet Sopra Steria.

Quelle que soit leur filière métier, la formation des managers vise à développer l'ensemble des compétences managériales nécessaires en termes de commerce, production, développement des Ressources Humaines et finance.

2.3.4. ÉVOLUTION DE L'OFFRE DE FORMATION

Le secteur du numérique est en constante et rapide évolution. Pour soutenir le développement de compétences nécessaires aux projets de nos clients, Sopra Steria Academy renouvelle chaque année son offre de formation.

Bien que 2015 ait été marquée par une attention forte sur l'intégration des collaborateurs dans le cadre de la fusion Sopra Steria, le renouvellement de l'offre a notamment concerné :

- un parcours pour les architectes issus des programmes de Steria ;
- le renforcement des programmes de management de projet et des programmes de commerce ;
- des séminaires dédiés aux verticaux, à l'innovation et aux communautés de pratiques ;
- le renouvellement de l'Université du Conseil ;
- des parcours de formation dédiés à l'infrastructure management ;
- des programmes consacrés à la sécurité, incluant un nouveau module *e-learning* de sensibilisation ;
- l'enrichissement des parcours technologiques intégrant des innovations digitales (*Big Data*, *Cloud*, *Mobilité*, etc.) ;
- des parcours de *reskilling* sur des technologies (BI, SAP, Java, etc.).

L'offre s'est également complétée d'initiatives spécifiques au sein des pays, notamment :

- « *Emerging Leadership Program* », au Royaume-Uni, accompagnant les jeunes managers sur des fondamentaux de management ;
- un nouveau programme de *Bid Management*, en Scandinavie, dédié aux méthodes et management d'avant-ventes ;
- un module déployé sur chaque plateau projet, en Inde, axé sur la responsabilité et l'engagement.

En 2016, le plan de formation servira la dynamique stratégique, commerciale et opérationnelle du Groupe dans sa nouvelle

configuration, ainsi que le partage de ses fondamentaux. La poursuite et le déploiement de parcours de formation intégrés sur des thématiques telles que *Big Data*, Mobilité, Social, *Cloud*, cyber sécurité, et Architecture, soutiendront le développement des compétences digitales.

L'offre de formation sera ajustée dans le cadre du programme de transformation interne, notamment les séminaires d'Intégration et les formations managériales qui seront fortement renforcées dans le cadre de ce programme.

2.3.5. PROGRAMME FÉDÉRATEUR DE TRANSFORMATION INTERNE

Partager une même culture d'entreprise est essentiel pour assurer l'unité, la cohérence et la cohésion du Groupe, afin de servir avec succès le projet stratégique du Groupe.

Dans ce cadre, le programme de transformation interne accompagnera sur les deux prochaines années la diffusion d'un

même socle de valeurs et de fondamentaux communs, ainsi que la diffusion du Projet d'Entreprise. Il adressera également le partage d'une même culture managériale auprès de l'ensemble des managers. Ce programme soutiendra également la prise en compte des transformations numériques impactant nos métiers.

Un programme exceptionnel de formation est prévu dès 2016 à travers le Groupe incluant plusieurs modules à destination des managers, ainsi qu'une formation pour l'ensemble des collaborateurs.

Les managers seront formés en amont sur les aspects stratégie et fondamentaux du Groupe, ainsi qu'aux postures managériales liées au management par la responsabilisation et la motivation. Ils auront en charge la déclinaison de cette connaissance Groupe auprès de leurs équipes au sein des unités.

Les parcours et formations véhiculant les fondamentaux du Groupe seront actualisés en conséquence au sein de l'offre de formation Sopra Steria Academy.

I NOMBRE D'HEURES ET DE JOURS DE FORMATION

Périmètre	2015**	2014
Nombre d'heures de formation dispensées au cours de l'exercice*		
France	470 212	369 854
Espagne	74 759	60 018
Inde	166 563	150 735
Nombre de jours de formation dispensés au cours de l'exercice*		
France	67 173	52 836
Espagne	9 345	7 502
Inde	20 820	18 842
Nombre moyen de jours de formation par personne*		
France	4,0	3,2
Espagne	3,5	3,5
Inde	4,4	3,3

Périmètre couvert par pays : France (Sopra, Sopra HR Software, Sopra Banking Software et I2S), Espagne (Sopra, Sopra HR Software et Sopra Banking Software), Inde (Sopra et Steria).

* En France, une journée de formation = 7 heures. En Espagne et en Inde, une journée de formation = 8 heures.

** L'effectif 2015 n'inclut pas l'effectif CIMPA ni les alternants diplômants, ni les stagiaires.

2.4. Politique de développement des talents

L'anticipation de l'évolution des compétences est indispensable pour mieux accompagner les grandes transformations des clients et réaliser avec succès le Projet de Sopra Steria, tout en maintenant un haut niveau de motivation des collaborateurs.

Sopra Steria offre un cadre motivant et propice au développement de parcours professionnels valorisants, par la diversité des métiers du Groupe et des projets menés chez nos clients.

Cette dynamique d'évolution professionnelle s'appuie sur un référentiel des métiers et un dispositif d'évaluation continue permettant la connaissance de chaque collaborateur.

Le Référentiel Métiers Sopra Steria

Le Référentiel des Métiers Sopra Steria est un outil de management au service du développement des carrières, notamment dans un contexte de forte croissance et d'internationalisation du Groupe.

Il décrit l'ensemble des métiers du Groupe (Conseil, Intégration, Édition, Infrastructure Management, Sécurité, Commerce, Management d'entité, Fonctions supports). Chaque collaborateur peut appréhender les exigences de son métier, se positionner et se projeter sur les parcours de carrières accessibles au sein du Groupe en fonction de ses compétences.

Le manager peut éclairer les trajectoires possibles de chaque collaborateur, sur la base du Référentiel Métiers, en fonction de ses aptitudes, de ses motivations et des priorités du Groupe.

Le Référentiel Métiers est aussi un outil de management clé pour attirer de nouveaux talents et pour faciliter l'intégration dans le cadre des fusions acquisitions.

Le dispositif d'évaluation continue et de développement des carrières

Sopra Steria dispose d'un dispositif d'évaluation et de développement des carrières lui permettant de suivre régulièrement l'évolution de chaque collaborateur.

Ce dispositif contribue à préserver l'employabilité des collaborateurs et à assurer un développement continu de leurs compétences. Il s'appuie notamment sur les entretiens individuels de fixation d'objectifs, les bilans de missions, les entretiens annuels d'évaluation et d'évolution, dont les restitutions sont partagées avec le management lors de comités Ressources Humaines.

Ces comités Ressources Humaines assurent d'une part, le partage de la connaissance des collaborateurs en termes de compétences, aspirations, performances et capacités d'évolution, et d'autre part, les décisions collégiales de promotion rémunération, mise en situation et formation notamment, en intégrant l'objectif d'égalité femmes-hommes.

En 2015, le Groupe a engagé, suite à la fusion, deux programmes majeurs d'harmonisation : l'actualisation du Référentiel Métiers, les pratiques d'évaluation des collaborateurs et d'animation des comités Ressources Humaines. Pour accompagner ces évolutions, l'effort de formation des managers a été intensifié.

Le Référentiel Métiers a intégré de nouveaux métiers, comme l'Infrastructure Management et la Cyber Sécurité.

Les pratiques en matière d'évaluation ont été harmonisées en France. Les calendriers des comités Ressources Humaines ont été déployés à travers tous les pays, en tenant compte des contraintes locales.

En 2016, le déploiement du nouveau Référentiel Métiers se poursuivra en France et dans les filiales I2S, Sopra Banking Software et Sopra HR Software. Une deuxième phase sera lancée à l'échelle du Groupe avec pour ambition de disposer d'un Référentiel Métiers commun, en prévision des comités Ressources Humaines de fin d'année.

2.5. Politique de rémunération

Pour accompagner sa croissance, le Groupe souhaite attirer, motiver et fidéliser ses collaborateurs en leur assurant une rémunération cohérente et un traitement équitable.

Adossée au dispositif d'évaluation des salariés, la politique de rémunération est individualisée et s'appuie sur des éléments objectifs. Elle vise à reconnaître les talents en récompensant à la fois la performance individuelle et la performance collective.

Le processus d'évolution des rémunérations s'appuie d'une part sur le système d'évaluation décrit ci-dessus et d'autre part sur les cycles RH qui sont organisés chaque année.

La politique de rémunération est adaptée aux spécificités locales du marché du travail et de la législation en vigueur.

I RÉMUNÉRATIONS FRANCE

Le rapport entre le salaire le plus bas et le plus élevé reste stable par rapport à 2014.

	2015**	2014
Rapport entre salaires de base annuels bruts le plus bas et le plus élevé	15	15
Nombre de collaborateurs dont le salaire annuel brut est inférieur ou égal à 20 000 €* [*]	3	3
Nombre de collaborateurs dont le salaire annuel brut est inférieur ou égal à 26 000 €, soit 2 000 € x 13 mois	403	491
Salaire de base moyen annuel brut (en euros)	44 045 €	43 451 €

* Le salaire annuel brut le plus bas s'élève à 19 825 € en 2015 et ne concerne qu'une personne.

** L'effectif 2015 n'inclut pas l'effectif CIMPA, ni les alternants, ni les stagiaires, ni les mandataires sociaux. Il inclut l'effectif en contrat permanent en équivalent temps plein présent du 1^{er} janvier au 31 décembre.

2.6. Organisation du travail

L'organisation du temps de travail doit permettre un équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Les demandes de temps partiels ne sont pas imposées, elles répondent à un choix du salarié.

Sopra Steria répond favorablement aux demandes de travail à temps partiel émises par les salariés lorsqu'elles sont compatibles avec la vie du service ou des projets.

I PART DES COLLABORATEURS À TEMPS PARTIEL

Périmètre	2015**	2014*
France	6,1 %	6 %
International (hors France)	7,2 %	
TOTAL	6,7 %	

* Périmètre Sopra Group.

** L'effectif 2015 n'inclut pas l'effectif CIMPA. Il inclut l'effectif en contrat permanent présent du 1^{er} janvier au 31 décembre.

ABSENTÉISME EN FRANCE (HORS CIMPA)

Le taux d'absentéisme a été de 3,3 % en 2015 (3 % en 2014). Ce taux est calculé sur la base des effectifs équivalent temps plein moyen, en contrat permanent ou en contrat temporaire. Ne sont pas prises en compte les absences des stagiaires, des VIE, intérim, effectifs reçus d'une autre filiale, et les absences dues aux contrats suspendus.

Il prend en compte les absences liées aux maladies, aux accidents du travail et aux accidents de trajet. Il s'agit du ratio entre le nombre de jours d'absence réelle calendaire et le nombre de jours théoriques de travail.

2.7. Dialogue Social

Le dialogue social s'appuie sur des processus de concertation avec les représentants des salariés, sur des questions relatives à la politique économique et sociale de l'entreprise présentant un intérêt commun.

Ce dialogue se concrétise à travers des rencontres régulières et rythmées, en fonction des législations locales, qu'il s'agisse des réunions du Comité d'Entreprise Européen, du Comité central d'entreprise, des Comités d'établissement. Il permet notamment d'anticiper et d'accompagner les évolutions marquantes du Groupe.

En 2015, la dimension internationale du dialogue social a été renforcée avec les travaux du Comité d'Entreprise Européen qui se sont poursuivis suite à la fusion.

Le Groupe a connu en 2015 un dialogue social particulièrement complexe (multiplicité des sujets) et soutenu dans un nouvel environnement marqué par une « judiciarisation » accrue due à la poursuite du processus d'intégration des équipes Sopra et Steria. Au-delà des réunions ordinaires et des instances de chacune des entités, un nombre important de réunions ont été dédiées à l'harmonisation et la construction d'un nouveau groupe sur le plan social.

Le Groupe veille à ce que, dans chacune des filiales, le dialogue social soit instauré.

2.7.1. ORGANISATION

Un Comité d'Entreprise Européen (CEE), créé par Steria en 2007, a été maintenu après la fusion Sopra Steria en application des dispositions du Code du travail et de la volonté du groupe Sopra Steria de conserver une instance de dialogue social européen.

Ce CEE est amené à évoluer afin de représenter l'ensemble des pays du Groupe. En accord avec les membres composant le CEE, le groupe Spécial de Négociation, un nouveau CEE sera constitué à l'issue des élections professionnelles en France.

Le CEE s'est réuni à trois reprises en 2015. Au cours de ces réunions, ont été présentés les résultats financiers du Groupe mais également un point d'avancement sur l'intégration et la réflexion stratégique. Les membres du CEE restituent également à la Direction le baromètre de l'activité économique de leur filiale et du moral des collaborateurs. Enfin, des sujets spécifiques ont été travaillés avec cette instance comme l'évolution du référentiel des métiers.

a. Sopra Steria

L'organisation des instances représentatives du personnel repose sur un Comité central d'entreprise (CCE) dans le cadre de l'UES

existante avec son ancienne filiale Axway Software (participation de Sopra à hauteur de 25,47 %) et ses filiales à 100 % Sopra Banking Software, Sopra HR Software, I2S et BEAMAP. Sopra Steria dispose également d'un Comité d'Établissement (CE), de plusieurs Délégués du personnel et de CHSCT (Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) réparties sur les différents sites Sopra Steria.

En 2015, le CCE a été réuni à six reprises, le CE a été convoqué pour 12 réunions ordinaires et 11 réunions extraordinaires. Les CHSCT se sont réunis au moins quatre fois à titre ordinaire et les délégués du personnel au moins une fois par mois.

b. I2S

I2S n'est pas encore constituée d'instances représentatives du personnel, étant une société nouvellement créée dans le cadre de la fusion. Elle a conservé néanmoins deux instances déléguées du personnel sur les sites de Roanne et de Sophia Antipolis qui se sont réunies à 12 reprises.

I2S par accord collectif du 6 mars 2015 a été intégrée à l'UES Sopra Steria et sera ainsi dotée d'instances représentatives à l'issue du processus électoral.

Le dialogue social a néanmoins été maintenu au niveau national par le biais de réunions mensuelles d'informations économiques et sociales. Y sont conviés les anciens titulaires d'un mandat Comité d'Entreprise (et le cas échéant leur suppléant). Cette instance s'est réunie à neuf reprises en 2015. Lors de ces réunions, sont présentés les résultats mensuels financiers de l'entité et un bilan est fait de l'activité commerciale. Un point d'actualité RH et sociale est systématiquement abordé, avec notamment une présentation trimestrielle de l'évolution des effectifs et des négociations avec les organisations syndicales en cours.

Au niveau local, ont été créés des « bureaux ouverts » sur les trois sites les plus importants, Toulouse, Meudon et Lille afin d'aborder les questions locales. Sont conviés les anciens titulaires d'un mandat CHSCT et/ou Délégué du Personnel. Ces réunions se sont tenues à neuf reprises.

Enfin, les anciens membres des CHSCT et Délégués du Personnel bénéficient d'heures consacrées à la défense des salariés, à concurrence du montant de leurs anciennes heures de délégation.

c. Sopra Banking Software

France

Les instances représentatives du personnel sont constituées d'un Comité d'établissement (CE), de 6 Délégations du personnel présentes sur 6 sites et de 6 CHSCT (Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) couvrant 6 sites. Le CE a été réuni à 12 reprises dans le cadre de réunions ordinaires.

Belgique

Les instances représentatives du personnel sont constituées d'un Conseil d'Entreprise avec une délégation du personnel affiliée au syndicat libéral. Le Conseil d'Entreprise se réunit sur une base mensuelle. S'ajoute un Conseil pour la protection et prévention au Travail (l'équivalent du CHSCT en France) qui se réunit une fois tous les deux mois.

Luxembourg

Une seule instance représentative du personnel non affiliée à un syndicat : La Délégation du Personnel. Elle se réunit ponctuellement (en moyenne une fois par trimestre).

Allemagne

La représentation du personnel est assurée par le « Works Council » composé de sept membres qui est l'interlocuteur privilégié de l'employeur en matière de dialogue social.

Le « Works Council » se réunit sur une base mensuelle. Une réunion complémentaire avec les commissions Finance et Ressources Humaines peut être organisée si le Works Council en fait la demande.

Plusieurs accords collectifs ont été signés avec le Works Council en 2015, notamment concernant la révision des salaires, la structure des rémunérations, le process de mutation des employés.

d. Sopra HR Software**France**

Sopra HR Software est dotée des instances représentatives suivantes : un Comité d'entreprise, 3 Délégations du personnel et un CHSCT. La société Sopra HR Software a intégré l'UES Sopra Steria Group en mars 2015.

En 2015, le Comité d'entreprise a été réuni pour 11 réunions ordinaires et 4 réunions extraordinaires.

Tunisie

La représentation du personnel est assurée par la Commission Consultative d'Entreprise (CCE) et composée de 8 membres : 4 représentants la Direction et 4 représentants des salariés. Cette Commission se réunit sur une base mensuelle.

Allemagne

La représentation du personnel est assurée par le « Works Council » composé de trois membres.

2.7.2. BILAN DES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES PAR ENTITÉ

Les négociations collectives ont permis en 2015 la conclusion d'accords au niveau de l'UES et de certaines entités.

a. Accords de niveau UES

- Accord extension UES.
- Accord sur la durée des mandats des RP.
- Accord d'intéressement.

b. Accords au niveau des entités

Les Négociations annuelles obligatoires (NAO) ont été tenues avec les instances représentatives du personnel. Au cours de l'année 2015, les négociations collectives ayant abouti à une signature, concernent l'Accord 2015-2017 en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés du périmètre Sopra Banking Software en France.

Les organisations syndicales représentatives disposent, dans le cadre d'un accord d'entreprise, de la possibilité d'effectuer une communication mensuelle et/ou trimestrielle à l'ensemble des collaborateurs (intranet, panneaux, courrier, réunions).

De la même manière, dans le cadre d'une disposition du règlement intérieur du Comité d'établissement de Sopra Steria, les listes ayant des élus dans ce Comité peuvent effectuer une information mensuelle.

I BILAN DES ACCORDS COLLECTIFS FRANCE

	3 (UES)
	0 (Sopra Steria)
Nombre d'accords signés dans l'année avec les organisations syndicales et/ou le CE	1 (Sopra Banking Software)
	0 (I2S)
	5 (Sopra HR Software)
	19 (Sopra Steria)
	16 (Sopra Banking Software)
	24 (Steria)
Nombre d'accords collectifs actifs	1 (Sopra HR Software)

En France, le renouvellement des instances représentatives devrait constituer le point majeur de l'année 2016. L'enjeu est notamment d'assurer la représentation de l'ensemble des salariés après le processus de rapprochement.

2.8. Santé et sécurité

La santé et la sécurité au travail sont des composantes importantes de la gestion des Ressources Humaines, considérées par le Groupe comme une condition indispensable à son efficacité et sa pérennité.

Les entreprises du Groupe ne comportent pas d'activités à risque. Le Groupe a mis en place des processus et des mesures spécifiques, déclinés au niveau local, chaque entité étant soumise à la législation propre de son pays d'implantation : procédures en cas d'incendie, formation des collaborateurs à ces procédures, etc.

En France, en 2015, Sopra Steria a poursuivi son effort de formation de Sauveteurs Secouristes du Travail. Des formations initiales ou de recyclage ont été organisées. D'autre part, la plupart des sites sont équipés de défibrillateurs.

En collaboration avec la médecine du travail en France et pour veiller au bien-être des collaborateurs, des sessions de sensibilisation « gestes et postures » ont été déployées sur plusieurs sites. De plus, une cellule d'écoute, de soutien et d'accompagnement psychologique est à disposition des collaborateurs. Cette cellule constituée de psychologues est totalement indépendante de l'entreprise. Ce service proposé aux salariés est accessible en permanence par un numéro vert, de manière totalement anonyme, confidentielle et gratuite.

En 2015, aucun accord en matière de santé et de sécurité au travail n'a été signé.

En 2016, le Groupe s'attachera à poursuivre et à renforcer les actions mises en place en matière de santé et de sécurité.

2.8.1. TAUX DE FRÉQUENCE ET DE GRAVITÉ DES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN FRANCE

Les activités de Sopra Steria relèvent du secteur tertiaire et ne présentent pas de risques significatifs en matière d'accidents du travail. Les taux de gravité et de fréquence restent donc particulièrement faibles et liés aux aléas du quotidien.

I ACCIDENTS DU TRAVAIL

	2015*	2014
Taux de fréquence des accidents du travail**	1,46 %	2,07 %
Taux de gravité des accidents du travail***	0,035 %	0,039 %

* L'effectif 2015 n'inclut pas l'effectif CIMPA. Les salariés pris en compte pour ce calcul sont l'ensemble des salariés liés à l'employeur par un contrat de travail et ce quelle que soit la nature du contrat (contrat permanent, contrat temporaire et stagiaires).

** Mode de calcul du taux de fréquence : (Nombre d'accidents de travail avec arrêt*1 000 000)/Total du nombre d'heures travaillées des effectifs en cumul sur l'année.

Mode de calcul du taux de gravité : (Nombre de jours d'arrêt de travail calendaire suite accident de travail)*1 000/Total du nombre d'heures travaillées des effectifs en cumul sur l'année.

*** Les prolongations des arrêts de travail pour des accidents de travail survenus l'année N-1 ne sont pas comptabilisées.

2.8.2. BILAN DES MALADIES PROFESSIONNELLES EN FRANCE

Depuis 2011, il n'y a pas eu de maladie professionnelle reconnue.

2.9. Principes de non-discrimination

Les négociations collectives en 2015 ont permis la conclusion d'accords au niveau de l'UES et de certaines entités.

La politique du groupe Sopra Steria en matière de lutte contre les discriminations s'inscrit dans une démarche basée sur le principe de promotion de l'égalité des chances. Cette démarche est à la fois tournée vers l'employabilité de ses salariés mais également vers les enjeux de la société civile.

Pour porter ces engagements, des orientations ou des politiques ont été définies et déclinées en accords ou plans d'actions.

2.9.1. INSERTION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Le principal objectif de la politique handicap du Groupe est de favoriser l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs en situation de handicap, dans le respect des réglementations locales.

La définition du handicap et les réglementations locales variant d'un pays à l'autre, il est à ce jour difficile de collecter une information cohérente dans ce domaine au niveau de chaque pays.

France

Un réseau national de référents handicap volontaires a été déployé pour développer plus de proximité auprès des salariés en situation de handicap et mieux répondre à leurs attentes.

Des journées de sensibilisation ont été organisées parmi les sites du Groupe. En complément de ces actions sur le terrain, une web-série a été conçue spécifiquement et diffusée sur le portail de l'entreprise.

La représentation des étudiants en situation de handicap est faible dans l'enseignement scientifique supérieur. Dans ce contexte, le Groupe déploie un programme en interne et en externe (à destination des entreprises et des écoles).

Le parcours « Sopra Steria Handitutorat » a été poursuivi en 2015. Il s'agit d'un programme original de soutien scolaire de jeunes lycéens en situation de handicap par des étudiants ingénieurs formés au handicap et encadrés par des managers de l'entreprise.

Dans le domaine de l'« éducation pour tous », le MOOC (Massive Open Online Course) sur la technologie JAVA EE, a été lancé par le Groupe fin 2014. En 2015, plus de 15 000 étudiants ont suivi ce premier cours en ligne handi-accessible, pensé et réalisé en particulier pour les étudiants en situation de handicap et pour leur insertion professionnelle.

Le programme « Handivoile » organisé dans le cadre de la Course Croisière EDHEC, rassemblement de 3 000 étudiants, a été renforcé dans le cadre d'une démarche d'inclusion sociale d'étudiants valides et handicapés. Le challenge, créé en 2014, a permis en 2015 d'accompagner sept équipages handi-valides. De plus, près de 300 étudiants ont été sensibilisés au travers d'expériences marquantes sur une journée « 100 % handicap ».

Dans le cadre de partenariats avec le secteur protégé 23 postes de travailleurs en situation de handicap ont pu être créés. Le Groupe propose également à ses clients une offre de services avec des entreprises adaptées du secteur du numérique, afin d'intégrer des travailleurs handicapés dans le cadre de l'exécution de projets.

Enfin, le Groupe a poursuivi le soutien au développement de solutions techniques, concrètes et innovantes, pour faciliter la vie des personnes en situation de handicap, notamment au travers du projet Aurevi de conception de lunettes de vision enrichie.

En 2016, l'objectif est de partager les bonnes pratiques de sensibilisation au niveau du Groupe et de poursuivre les actions menées pour favoriser l'accès à l'enseignement supérieur des jeunes en situation de handicap.

I TAUX D'EMPLOI DES SALARIÉS EN SITUATION DE HANDICAP EN FRANCE

Les résultats obtenus sont supérieurs au pourcentage moyen de travailleurs handicapés du secteur du numérique en France, lequel se situe aux alentours de 1,2 % (chiffre 2014, Syntec Numérique).

	2015*	2014
Taux d'emploi par l'entreprise de travailleurs en situation de handicap	2,05 %	2,08 %

Mode de calcul : Nombre de salariés en situation de handicap déclarés dans l'entreprise (Unité Travailleur Handicapé) majoré de 50 % en fonction des règles définies par l'AGEFIPH + nombre d'unité bénéficiaire issu de la sous-traitance vers le secteur adapté ou protégé divisé par l'effectif d'assujettissement. L'effectif assujetti est calculé selon les règles définies par l'AGEFIPH.

* Hors CIMPA.

2.9.2. ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Le Groupe poursuit son engagement en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Cet engagement

s'articule autour de trois axes : favoriser la mixité des parcours scientifiques, attirer plus de femmes issues des écoles d'ingénieurs, être attentif à la non-discrimination des parcours.

Bien que le contingent de femmes dans les cursus scientifiques soit faible, la représentativité des femmes dans le Groupe augmente progressivement passant de 30 % en 2014 à plus de 31 % en 2015.

La communauté Ressources Humaines internationale a été formée suite à la fusion Sopra Steria afin de partager les principes d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans chaque pays, notamment lors des cycles RH organisés chaque année. Les Comités Ressources Humaines veillent au respect des principes d'équité dans les décisions prises en matière de promotion, de rémunération, de mise en situation et de formation.

En 2015, en matière de formation, la proportion de femmes et d'hommes formés est cohérente avec la répartition des effectifs (France, Espagne et Inde réunis).

En France, les salaires d'embauche proposés sont identiques pour les candidates et les candidats, à qualification, compétences et expériences équivalentes. Les proportions de femmes et d'hommes promues sont équivalentes.

En outre, pour répondre à l'engagement du Groupe, des initiatives concrètes ont été déployées dans différents pays.

En France, le programme « Passer'Elles », lancé en 2014 et poursuivi en 2015, a pour objectif de promouvoir la mixité des parcours scientifiques et les métiers du numérique auprès des étudiantes. Le programme mobilise sur l'ensemble des régions des écoles partenaires et un réseau de collaboratrices ambassadrices des métiers du numérique. Les témoignages dans les écoles et des journées « portes ouvertes » ont permis de rencontrer un grand nombre d'étudiantes et de susciter des vocations.

Dans d'autres pays, des réseaux de femmes ont également été créés pour répondre aux enjeux de promotions des métiers du numérique auprès des femmes.

En Scandinavie, le réseau *Women* anime un programme spécifique de *mentoring* dédié aux collaboratrices femmes et accompagne des étudiantes pour les guider dans leur choix d'orientation vers des cursus scientifiques.

En Inde, le club WOW – *World of Women* rassemble des femmes de l'entreprise pour faciliter leurs évolutions de carrière. De plus, le programme de sensibilisation POSH – *Protection From Sexual Harassment* a été déployé pour lutter contre le harcèlement des femmes en milieu professionnel.

En 2016, l'ambition est de partager des indicateurs Groupe sur les femmes managers et d'engager une démarche de progrès. Les actions de promotion des métiers du numérique seront poursuivies, voire déployées sur de nouveaux pays, pour attirer plus de femmes dans le Groupe.

2.9.3. APPROCHE INTERGÉNÉRATIONNELLE

Les réformes des retraites et les évolutions sociétales, notamment, ont des répercussions fortes sur l'insertion professionnelle des jeunes et la durée de la vie professionnelle qui s'est allongée.

Dans ce contexte, le Groupe veille à respecter la représentativité des différentes générations, en prenant soin d'accompagner ses collaborateurs seniors mais aussi d'assurer le renouvellement des générations.

Les chiffres clés du Groupe

	2015*
Collaborateurs de moins de 25 ans	9 %
Collaborateurs de plus de 55 ans	8 %
Age moyen	38 ans

* L'effectif 2015 n'inclut pas l'effectif CIMPA. Les salariés pris en compte pour ce calcul sont l'ensemble des salariés liés à l'employeur par un contrat de travail et ce quelle que soit la nature du contrat (contrat permanent, contrat temporaire et stagiaires).

L'engagement pour les Seniors en France

Pour valoriser les compétences et expériences des seniors tout en aidant les jeunes diplômés à trouver leur place dans le monde du travail, le Groupe a pris en France des engagements dans le cadre du plan d'action « contrat génération » 2015-2017. Ces engagements pour les plus de 50 ans portent notamment sur le recrutement (0,5 % de plus de 50 ans), le maintien dans l'emploi (8 % de l'effectif de plus de 50 ans) et la formation professionnelle afin de développer les talents des seniors (5 % du total des formations doivent concerner les plus de 50 ans).

En 2015, les objectifs de recrutement et de représentativité des seniors ont été atteints (1,5 % d'embauches et 13,8 % de salariés de plus de 50 ans).

Les actions de développement des compétences et de qualification des seniors ont été poursuivies. 12 % des formations réalisées ont concerné des plus de 50 ans. Des mesures ont également été prises afin d'anticiper l'évolution des carrières lors d'entretiens approfondis. Des réunions d'information des collaborateurs concernés par des aménagements de fin de carrière et la transition entre l'activité et la retraite ont été organisées.

De plus, le Groupe a favorisé la transmission des savoirs et des compétences, composante majeure de sa politique en faveur des seniors pour la réussite du management intergénérationnel en nommant un tuteur pour chaque nouvel embauché de moins de 26 ans.

En 2016, le Groupe s'attachera à poursuivre les efforts engagés auprès des seniors, tout en conduisant une politique volontariste de recrutement de jeunes diplômés au niveau du Groupe. Des réunions d'information sur les retraites seront organisées sur les grands sites en France.

I TAUX D'EMPLOI DES SENIORS FRANCE

Périmètre	2015*	2014
Nombre de seniors (45 ans et plus)	3 960	3 809
Pourcentage d'emplois seniors (45 ans et plus) par rapport à l'effectif au 31/12	23,4 %	22,3 %
Nombre de seniors (dont 55 ans et plus)	1 031	955
Pourcentage d'emploi seniors (55 ans et plus) par rapport à l'effectif au 31/12	6,1 %	5,6 %

* L'effectif 2015 n'inclut pas l'effectif CIMPA. Les salariés pris en compte pour ce calcul sont l'ensemble des salariés liés à l'employeur par un contrat de travail et ce quelle que soit la nature du contrat (contrat permanent, contrat temporaire et stagiaires).
Périmètre couvert par pays : France (Sopra, Sopra HR Software, Sopra Banking Software et I2S), Espagne (Sopra, Sopra HR Software et Sopra Banking Software), Inde (Sopra et Steria). Hors CIMPA.

2.9.4. DIVERSITÉ ET INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

L'accès à l'éducation pour tous et l'insertion professionnelle des jeunes diplômés est au cœur de la politique sociale du Groupe, en accord avec le principe d'égalité des chances.

France

Depuis 2007, le Groupe déploie chaque année des sessions spécifiques de formation aux métiers du numérique avant l'embauche en contrat permanent. Grâce à ce dispositif, 210 jeunes ont intégré le Groupe en 2015 en contrat permanent (187 embauches en 2014).

Sopra Steria s'est associé avec Pôle Emploi pour favoriser l'insertion professionnelle de jeunes diplômés non informaticiens éloignés de l'emploi. Ce partenariat permet de proposer à ces jeunes des cursus de reconversion professionnalisant, et de les faire intervenir directement, sur des projets informatiques confiés au Groupe, dans le cadre notamment de l'exécution de clauses d'insertion.

Sopra Steria participe à un dispositif de parrainage animé par l'association « Nos Quartiers ont des Talents », pour accompagner les jeunes diplômés issus des quartiers prioritaires. Plus de 20 jeunes ont été parrainés en 2015 par des salariés volontaires du Groupe, afin de les accompagner dans leur recherche d'emploi. Des ateliers et tables rondes ont permis de former plus d'une cinquantaine d'étudiants aux techniques de recherche d'emploi et de recruter 3 jeunes des quartiers prioritaires.

En 2015, un séminaire de 2 jours sur le management de la diversité a été conçu avec le *Team Jolokia* ⁽¹⁾ et des étudiants d'HEC. Cette initiative a permis de sensibiliser des managers du Groupe.

Royaume-Uni

Le Groupe est engagé depuis plusieurs années au côté de l'association « Career Ready » afin d'accompagner des lycéens, en échec scolaire et issus de quartiers prioritaires, dans leurs parcours scolaires. Des collaborateurs volontaires parrainent ces jeunes pour leur redonner goût aux études et susciter des vocations. Le Groupe est également partenaire du programme *Prince's trust*. Cette initiative permet à des jeunes de milieux défavorisés de reprendre confiance.

2.10. Promotion et respect des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT)

Sopra Steria respecte les principes et droits fondamentaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies et de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Sopra Steria s'engage à :

- respecter les législations sociales communautaires ou nationales et les conventions collectives de chaque pays où le Groupe exerce ses activités ;
- respecter l'exercice du droit syndical dans chacun des pays concernés.

Sopra Steria met en œuvre une politique sociale visant à préserver la santé, la sécurité et la dignité au travail de chacun de ses salariés.

Sopra Steria veille tout particulièrement au respect des principes d'égalité, de diversité et de non-discrimination, tant au niveau de ses embauches que dans l'évolution professionnelle de ses salariés.

2.10.1. RESPECT DE LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

En adhérant au Pacte Mondial des Nations Unies, Sopra Steria s'engage à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit à la négociation collective. Sopra Steria a réaffirmé cet engagement dans sa Charte éthique publiée sur l'ensemble du nouveau groupe en 2015.

Sopra Steria met en place des politiques et des procédures non discriminatoires à l'égard des représentants des salariés.

Dans les pays non dotés d'un cadre institutionnel encadrant la reconnaissance de représentants des salariés, Sopra Steria veille à mettre en place des mesures destinées à améliorer les relations professionnelles.

2.10.2. REFUS DU TRAVAIL FORCÉ DES ENFANTS

Sopra Steria s'est formellement engagé, notamment par son adhésion au Pacte Mondial des Nations Unies, à lutter contre le travail et l'exploitation des enfants, le travail forcé ou toute autre forme de travail obligatoire. Cet engagement est repris dans la Charte éthique de Sopra Steria.

2.11. Impact territorial

2.11.1. EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL EN FRANCE

En 2015, avec 1 939 recrutements de CDI en France dont près de 60 % en province, Sopra Steria reste un acteur majeur du développement de l'emploi en région.

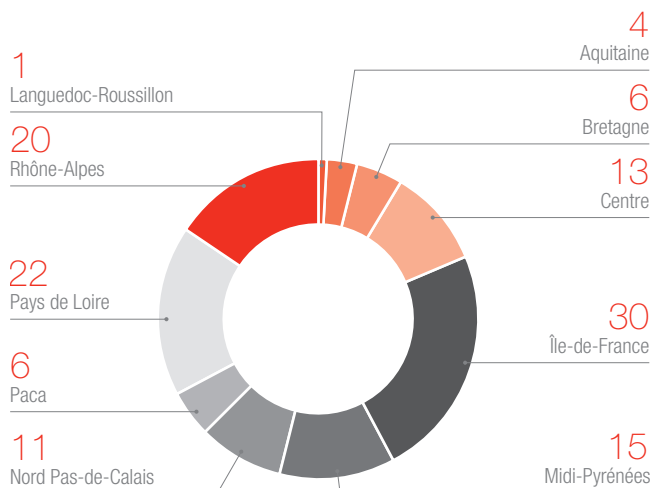
Le Groupe compte 17 606 collaborateurs en France dont près des deux tiers sont en province.

Pour servir ses clients et répondre au plus près de leurs attentes, Sopra Steria s'appuie sur ses centres de services en région et a renforcé ses équipes au sein de ses implantations régionales. Cette politique a permis la création de nombreux postes en régions.

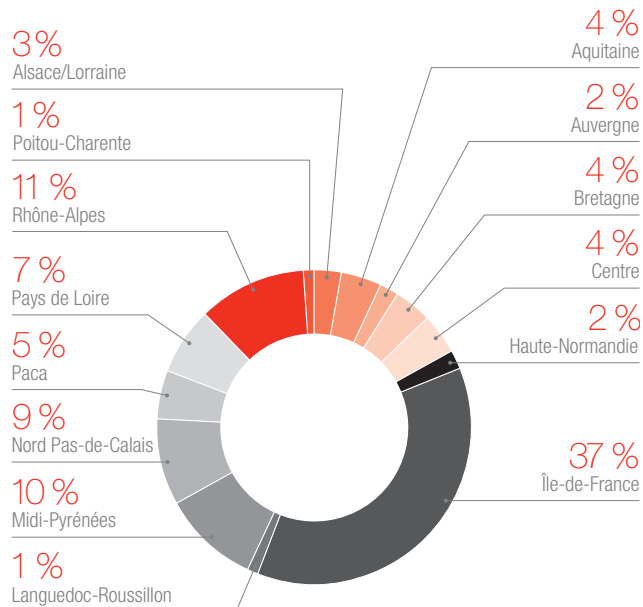
(1) Team Jolokia est le premier équipage de voile composé de sportifs valides et en situation de handicap.

I NOMBRE DE RECRUTEMENTS D'ALTERNANTS PAR RÉGION : APPRENTISSAGE

Les recrutements d'apprentis sont en forte progression par rapport à 2014 : +35 % de recrutements, (128 en 2015, 95 en 2014).

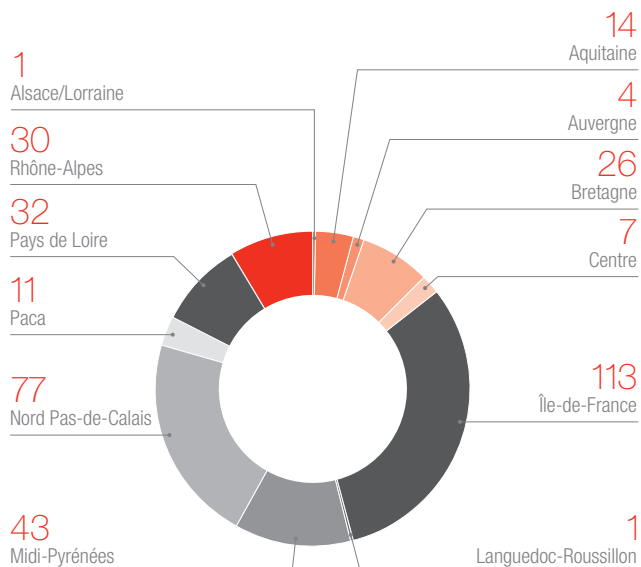


I POURCENTAGE DE RECRUTEMENTS PAR RÉGION : POST-STAGE

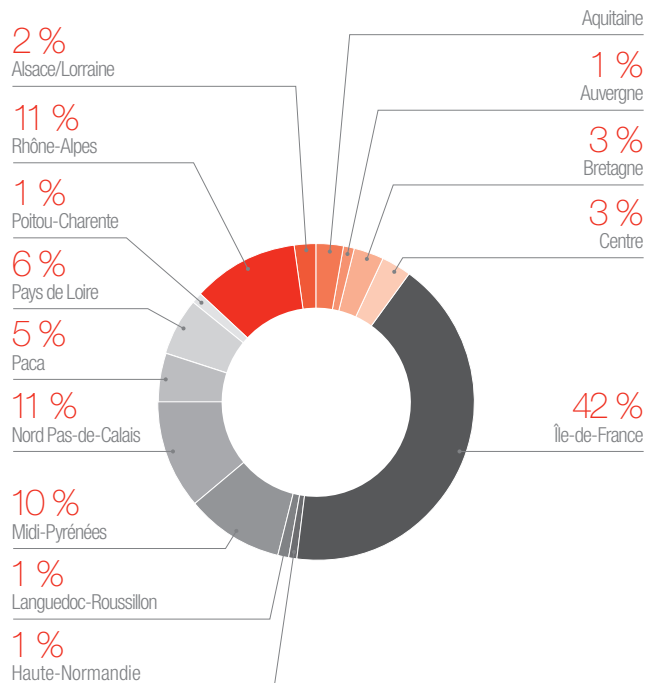


I NOMBRE DE RECRUTEMENTS D'ALTERNANTS PAR RÉGION : CONTRATS DE PROFESSIONNALISATION

Les recrutements des contrats de professionnalisation sont en forte progression par rapport à 2014 + 20 % de recrutements en 2015, forte progression par rapport à 2014 (359 en 2015, 300 en 2014).



I POURCENTAGE DE RECRUTEMENTS PAR RÉGION : EN CDI

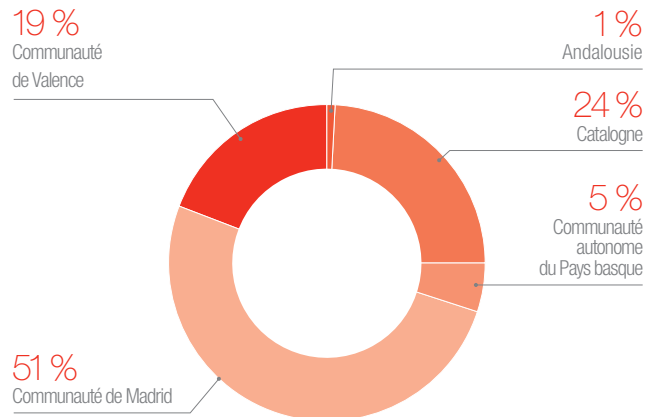


2.11.2. EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL EN ESPAGNE

Sopra Steria confirme sa position d'acteur majeur du développement de l'emploi régional en Espagne avec 701 recrutements en CDI. À l'échelle du pays, les embauches, déjà soutenues en 2014, sont encore en nette progression sur le dernier exercice (+ 29 % par rapport à 2014).

Le recrutement reste dynamique pour les moins de 25 ans, y compris dans des régions sinistrées où le chômage, notamment celui des jeunes de moins de 25 ans, atteint des niveaux record dans l'Union européenne (près de 50 % pour les moins de 25 ans).

POURCENTAGE DE RECRUTEMENTS PAR RÉGION EN CDI

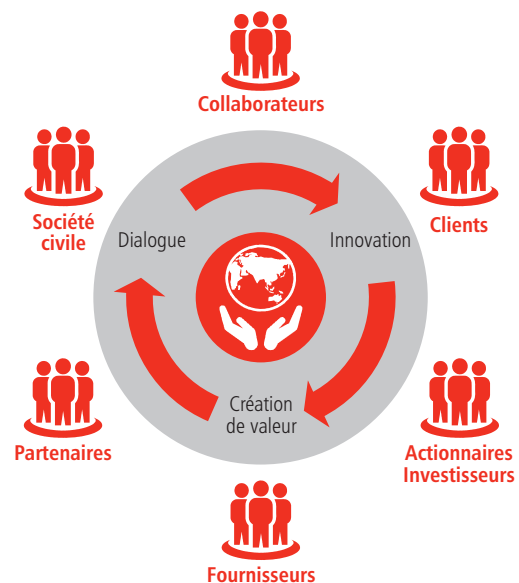


3. Responsabilité envers le Marché

3.1. Dialogue avec les parties prenantes

Une interaction responsable avec l'ensemble de nos parties prenantes s'appuyant sur trois éléments clés : le dialogue, l'innovation et la création de valeur.

La démarche de responsabilité d'entreprise de Sopra Steria s'appuie sur son engagement auprès du Pacte Mondial des Nations Unies. Cet engagement s'inscrit dans une démarche de transparence, d'équité et de loyauté avec l'ensemble des parties prenantes du Groupe : clients, collaborateurs, actionnaires et investisseurs, fournisseurs, partenaires et société civile. C'est dans cet esprit de dialogue et de transparence que Sopra Steria intègre la dimension responsabilité d'entreprise dans ses relations avec ses parties prenantes. Le présent rapport, qui s'appuie sur les actions de progrès de Sopra Steria, a ainsi été conçu pour répondre à ces exigences de transparence et d'information envers ses parties prenantes.



En 2015, Sopra Steria a entretenu un dialogue soutenu avec ses clients et partenaires au sein d'écosystèmes élargis.

Plus particulièrement en 2015, Sopra Steria a rejoint deux groupements et coalitions dans le cadre de la Conférence des Parties ou COP 21, *We Mean Business* et *Business Proposals for COP 21* pour promouvoir l'action face au changement climatique et développer de nouveaux cadres réglementaires environnementaux.

Le dialogue avec les parties prenantes s'appuie sur un dispositif Groupe d'information complet et plus particulièrement sur :

- les réseaux sociaux tant externes (Twitter, Facebook, LinkedIn et Youtube), qu'internes (SharePoint, Yammer) qui permettent de tisser un lien fort avec les différentes parties prenantes, favoriser l'attractivité, la cohésion, la collaboration et faire émerger des collectifs créateurs de valeur ;
- en 2015, la communication digitale s'est déployée au travers d'un blog externe au niveau du Groupe, dédié à l'innovation et à la transformation digitale. Mobilité, *Cloud*, *Big Data*, cyber sécurité, objets connectés, *smart cities*, innovation... autant de sujets sur lesquels les experts Sopra Steria offrent chaque semaine leurs points de vue. Les articles sont par ailleurs relayés sur les réseaux sociaux externes du Groupe ;
- les relations presse : l'information liée aux initiatives de Responsabilité d'Entreprise a eu une résonance particulière dans la presse tant nationale que régionale, généraliste, financière, économique, informatique, Ressources Humaines et environnementale.

3.1.1. CLIENTS

Pour répondre aux enjeux de la complexité croissante des projets et à l'explosion des nouveaux usages du numérique, la proximité clients associée à un dispositif industriel solide est le leitmotiv du Groupe.

Sopra Steria a su construire depuis de nombreuses années des relations durables avec ses clients pour les accompagner dans leurs grands programmes de transformation en s'appuyant sur un ensemble de valeurs et de fondamentaux associés à une démarche éthique forte. Cette approche permet de proposer des solutions innovantes, adaptées aux nouveaux usages du numérique, robustes, résilientes et sûres. Elle a permis à Sopra Steria d'être de façon durable un partenaire privilégié des grandes organisations qui continuent à faire confiance au Groupe pour les accompagner dans la durée.

Les revues et études de satisfaction clients conduites dans le cadre des projets permettent d'instaurer une relation de dialogue et de confiance durable. Enfin, Sopra Steria communique régulièrement auprès de ses clients sur son engagement responsable et ses actions de progrès.

Sécurité de l'information et protection des données

Afin d'assurer, dans le cadre de ses missions, la sécurité de ses systèmes d'information et la protection des données, Sopra Steria met en œuvre depuis plusieurs années sa Politique de Sécurité de l'Information (PSI).

3.1.2. COLLABORATEURS

Le Groupe s'est doté depuis plusieurs années d'un important dispositif de communication interne visant à informer les collaborateurs et à favoriser les échanges : portails collaboratifs d'entreprise, réseaux sociaux, communautés, newsletters. Le portail collaboratif d'entreprise partagé par les collaborateurs Sopra Steria répond ainsi à deux objectifs : d'une part, faciliter l'accessibilité à l'ensemble des informations du Groupe, qu'il s'agisse des fondamentaux, de l'information corporate ou métier ; et d'autre part, accélérer l'acquisition de savoir-faire et d'expertises. Pour cela, ce portail offre des outils performants de partage et de capitalisation et renforce la pertinence de la mise en relation entre collaborateurs, notamment grâce à des fonctionnalités de réseaux sociaux intégrés.

Ce dispositif est complété de points de rencontre réguliers à l'échelle des entités, ou ciblés en fonction du métier du collaborateur. Ils s'appuient notamment sur des systèmes d'échanges et de pilotage très structurés. L'ensemble de ces dispositifs a fait l'objet d'une harmonisation pour adresser dès 2015, de façon commune, tous les collaborateurs de Sopra Steria et pour accompagner le développement du Groupe porté par un ambitieux projet de transformation.

Les collaborateurs sont également ambassadeurs du Groupe et contribuent à la promotion de son expertise (avis d'experts, contribution aux blogs d'entreprise) comme de la marque employeur (contribution aux réseaux sociaux, aux actions de relation école). Tout au long de l'année, un calendrier soutenu d'initiatives (campagnes dédiées, événements...) adresse les candidats potentiels de Sopra Steria, employeur de référence, et permet d'accompagner ses objectifs de recrutement.

3.1.3. ACTIONNAIRES ET INVESTISSEURS

Sopra Steria Group est coté sur le compartiment A de NYSE Euronext Paris. Le Groupe se réfère au Code de gouvernance Afep-Medef et rend compte chaque année aux actionnaires, au chapitre 2 du document de référence, de la façon dont le Groupe en applique ses recommandations.

Conformément à la législation française, Sopra Steria Group s'engage à travers son rapport Responsabilité d'Entreprise publié dans le document de référence, à communiquer chaque année sur ses actions de progrès et sur les indicateurs pertinents de son activité dans quatre domaines : social, marché, solidarité et environnement.

Dans un souci permanent de maintenir une relation de confiance et de transparence avec la communauté financière, Sopra Steria Group communique régulièrement auprès de ses actionnaires, des investisseurs institutionnels et des analystes financiers. Cette communication permanente et périodique, notamment rythmée par des publications trimestrielles, semestrielles et annuelles couvre les informations financières et extra-financières du Groupe. Chaque année, l'Assemblée générale des actionnaires et les réunions d'annonce des résultats annuels et semestriels permettent au Groupe de partager la stratégie, la performance économique et les perspectives d'évolution avec la communauté financière.

L'ensemble des informations publiées sont mises à disposition du public, en français et en anglais, dans la section « investisseurs » du site Internet du Groupe (www.soprasteria.com). Une adresse e-mail dédiée « investors@soprasteria.com » est également disponible. De plus, Sopra Steria s'exprime régulièrement sur son engagement

responsable, grâce à des communications dédiées pour répondre aux nouvelles exigences réglementaires.

Sopra Steria a intégré en 2015 le CDP *Climate Change* (indice de référence international pour les investisseurs) et obtenu le score de 100B sur l'ensemble de son nouveau périmètre pour la transparence et la performance de ses initiatives environnementales.

3.1.4. FOURNISSEURS

Les directions en charge des achats pour le Groupe doivent s'assurer que leurs fournisseurs partagent les valeurs de Sopra Steria en matière de responsabilité d'entreprise. Plusieurs dispositifs ont été mis en place depuis plusieurs années par Sopra et Steria, comme par exemple l'adhésion à la charte des achats responsables et la prise en compte des règles d'éthique par les fournisseurs, la sensibilisation des membres de la direction des Achats ou l'évaluation des principaux fournisseurs. Depuis 2015, ces dispositifs, basés sur les mêmes principes directeurs, sont progressivement harmonisés au sein du Groupe.

Sopra Steria peut faire appel à de la sous-traitance dans le cas où ses engagements couvrent des activités ou services en dehors de son périmètre d'activité habituel, ou bien lorsqu'une expertise spécifique est nécessaire dans le cadre d'un projet.

Dans le cadre du recours à des compétences externes, les prestataires ou sous-traitants retenus, à qui une partie des prestations sont confiées, demeurent sous la responsabilité des entités du Groupe. Leurs prestations sont contrôlées dans les mêmes conditions que celles des autres membres des équipes de Sopra Steria.

3.1.5. PARTENAIRES

La stratégie partenaires de Sopra Steria est fondée sur les attentes de ses clients, pour leur apporter les meilleures solutions du marché, avec un excellent niveau de service dans les différents métiers du Groupe.

En construisant une relation proche et pérenne avec les plus grands éditeurs de logiciels mondiaux que sont Microsoft, IBM Software, SAP, Oracle, HP Software, Sopra Steria apporte à ses clients des solutions innovantes et éprouvées adaptées à leurs besoins.

Sopra Steria travaille au quotidien avec ses partenaires stratégiques pour que la conjugaison des expertises du Groupe et des solutions de ses partenaires permette d'accompagner les clients dans le cadre de la transformation de leur métier, de leur système d'information, et l'intégration des nouveaux usages.

Ainsi Sopra Steria apporte à ses clients la valeur ajoutée des solutions et technologies leaders du marché dans leur contexte spécifique.

Par ailleurs, la puissance des programmes de Recherche et Développement intégrant le meilleur des technologies des partenaires participe au développement des métiers du Groupe et renforce son programme d'innovation. Les consultants acquièrent dans ce contexte une expertise opérationnelle, et enrichissent leur capacité de conseil pour le bénéfice des clients.

Les solutions des partenaires stratégiques sont prises en compte dans les programmes de formation et de capitalisation, ainsi que dans la méthodologie et l'outillage des projets pour assurer un haut niveau de prestations. La relation avec les partenaires implique tous les niveaux de management du Groupe, les fonctions commerciales,

et irrigue les métiers du conseil, de l'intégration, de l'infrastructure management, et de l'édition de logiciels, dans tous les pays où le Groupe est implanté.

La gouvernance comporte un niveau de supervision assuré par un sponsor membre du Comité Exécutif, et un niveau de pilotage mis en œuvre par un Alliance Manager qui anime la collaboration dans ses différentes dimensions pour le Groupe, au sein de la Direction Grands Comptes et Partenariats.

Les cinq partenariats stratégiques sont complétés par des partenariats spécialisés, sectoriels et technologiques, mis en œuvre pour des offres et des marchés spécifiques.

3.1.6. SOCIÉTÉ CIVILE

Sopra Steria est engagé auprès d'organisations non gouvernementales (ONG) et caritatives. Le Groupe est également actif au sein d'organisations professionnelles liées à ses activités. Sopra Steria participe ainsi à l'élaboration de standards professionnels, développe l'utilisation des technologies du numérique et favorise les échanges entre les entreprises du secteur et auprès des collectivités locales.

a. Syndicats et organismes professionnels

En France, Sopra Steria est historiquement impliqué au sein du Syntec Numérique, premier syndicat professionnel de l'écosystème numérique français. En 2015, le Groupe a contribué activement au Syntec Numérique, à différents niveaux, notamment en tant que membre du Conseil d'administration, de la délégation à l'international ou en participant au groupe de travail sur la Ville Numérique.

En Inde, les entités du Groupe collaborent depuis plusieurs années avec le Nasscom (National Association of Software and Services Companies), un organisme représentant les professionnels de l'informatique.

En Espagne, le Groupe continue d'être actif auprès de l'Association de sociétés de conseil (AEC) qui regroupe les principales sociétés de Conseil et entreprises informatiques en Espagne.

Au Royaume Uni, Sopra Steria pilote le comité « Environnement, Innovation et Développement durable » de la Chambre de Commerce du Hertfordshire et contribue à la promotion locale de la Responsabilité d'Entreprise

b. *We Mean Business*

We Mean Business est un regroupement d'organismes collaborant avec des milliers d'entreprises qui reconnaissent que la transition vers une économie à faible intensité carbone est la seule façon d'assurer une croissance économique durable et prospère. Pour accélérer cette transition, *We Mean Business* a mis en place une plate-forme commune pour amplifier la voix des entreprises et catalyser les actions climatiques pour promouvoir de nouveaux cadres réglementaires.

Avec *We Mean Business*, Sopra Steria s'engage sur deux points :

- le reporting de ses actions face au changement climatique ;
- l'adoption d'objectifs de réduction de ses émissions de carbone qui s'appuient sur une méthodologie reconnue.

c. *Business Proposals for COP 21*

Business Proposals for COP 21 est une initiative internationale lancée, dans le cadre de la COP 21, par l'Afep (Association Française des Entreprises Privées), le Cercle de l'Industrie et le Medef. Son ambition est de rassembler des dirigeants d'entreprises françaises et internationales autour de principes tels que :

- l'élaboration d'un prix carbone ;
- un dialogue constructif au sein du réseau de signataires et avec les pouvoirs publics ;
- des choix de R&D et d'innovation bas carbone ;
- des choix d'investissements bas carbone.

d. *Le CR Advisory Board*

Le Comité consultatif de responsabilité d'entreprise de Sopra Steria est composé d'experts indépendants issus des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile. Il accompagne le nouveau groupe pour apporter un éclairage externe notamment sur les relations avec les parties prenantes et sur sa démarche de responsabilité d'entreprise. En 2016, ce Comité poursuivra sa mission auprès de Sopra Steria.

3.2. Éthique des affaires

Dans l'exercice de ses métiers, l'éthique des affaires constitue pour Sopra Steria l'exigence première de son action au quotidien.

Cette exigence, qui s'appuie sur les engagements du Pacte Mondial des Nations Unies, est formalisée dans la Charte éthique Sopra Steria, applicable sur l'ensemble du périmètre du Groupe. La Charte éthique Sopra Steria s'appuie sur des principes éthiques communs à l'ensemble des entités.

Localement, et en fonction des législations en vigueur dans les pays où le Groupe opère, des règles complémentaires en matière d'éthique des affaires sont mises en place et suivies régulièrement.

Les principes de la charte Groupe sont fondés sur le respect des lois et règlements en vigueur dans les pays où les entités du Groupe exercent leurs activités et sur leurs engagements dans la manière d'exercer au mieux leurs métiers.

Dans la conduite de ses affaires, le Groupe s'engage à respecter et à faire respecter par les collaborateurs :

- la prévention de toute forme, directe ou indirecte, de corruption active ou passive ;
- les règles relatives à la concurrence ;
- la confidentialité des informations auxquelles chaque collaborateur a accès dans le cadre de ses missions et de ses activités.

Sopra Steria s'engage également à éviter les situations de conflit d'intérêt personnel contraires à ses intérêts.

Portée par le management qui s'assure du respect de ces règles, la Charte éthique s'applique à l'ensemble des collaborateurs de Sopra Steria pour garantir le bon exercice de ses activités.

Elle est communiquée aux collaborateurs via le réseau interne d'entreprise et des actions de sensibilisation ont été déployées en 2015 pour assurer sa prise en compte au sein de la nouvelle organisation.

Sopra Steria a lancé en 2015 un groupe de travail pour renforcer le suivi d'application des principes de la Charte et accompagner les enjeux du nouveau groupe. Ce travail sera poursuivi pour déployer un nouveau dispositif de contrôle et de suivi en 2016.

3.3. Politique d'achats responsables

La politique des achats responsable définit un cadre global décliné localement.

Sopra Steria est particulièrement attentif à la problématique des achats responsables. Une politique de sélection des fournisseurs et prestataires, basée sur les principes du Pacte Mondial des Nations Unies, a été harmonisée en 2015.

3.3.1. CHARTE DES ACHATS RESPONSABLES

En 2015, la Charte des achats responsables Sopra Steria a été déployée dans les principaux pays d'implantation du Groupe.

Elle énonce les principes fondamentaux d'équité et de transparence de la fonction achats.

Elle est diffusée en annexe des contrats fournisseurs, dans le cadre des nouveaux contrats comme des renouvellements. Son déploiement sera progressivement étendu à l'ensemble des pays en 2016.

En 2016, ce dispositif sera complété d'une charte éthique dédiée aux acheteurs du Groupe.

3.3.2. ÉVALUATION DES FOURNISSEURS

Le Groupe a mis en place depuis plusieurs années en France, une démarche d'évaluation de ses fournisseurs en matière de responsabilité d'entreprise. Ce programme d'évaluation permet de suivre la conformité des fournisseurs aux meilleures pratiques environnementales, sociales et éthiques.

a. Ecovadis

En 2015, le dispositif Ecovadis d'évaluation de la responsabilité d'entreprise des fournisseurs a été mis en place au niveau des achats centralisés par le Groupe, en France et au Royaume-Uni. Ce programme vise l'harmonisation des pratiques d'achats responsables du nouveau groupe. L'évaluation a porté sur plus de 20 critères dans les domaines de l'éthique des affaires, du social, de l'environnemental et de la *supply chain*.

L'évaluation Ecovadis tient compte des exigences réglementaires locales (devoir de vigilance des sociétés mères en France, UK Bribery Act et UK Modern Slavery Act au Royaume-Uni).

En 2015, 43 des grands fournisseurs du Groupe ont été évalués via Ecovadis. Les résultats de cette campagne vont permettre d'ajuster les dispositifs d'achats.

En 2016 Sopra Steria va déployer Ecovadis à d'autres pays du Groupe tels que la Belgique, le Luxembourg, la Pologne et l'Espagne. L'évaluation Ecovadis sera également étendue à un ensemble plus large de fournisseurs identifiés comme stratégiques.

b. CDP Supply Chain

En 2015, 64 des grands fournisseurs de Sopra Steria ont répondu au questionnaire *CDP Supply Chain* au niveau des achats Groupe, de la France, du Royaume Uni, de l'Allemagne, de la Belgique et de la Pologne. 65 % d'entre eux ont engagé leurs propres fournisseurs dans les enjeux du changement climatique.

3.3.3. ACHATS DE PRODUITS ET SERVICES RESPONSABLES

Sopra Steria privilégie l'achat de produits et services à faible impact environnemental :

- matériels informatiques au catalogue (PC) labellisés Energy Star et EPEAT Gold ou Silver ;
- achat de papier labellisé FSC, PEFC ou Blue Angel issus de forêts gérées durablement ;
- produits de restauration issus du commerce équitable et durable ;
- lors de la renégociation de ses contrats, Sopra Steria s'attache à augmenter la part de produits « verts » (fournitures de bureau...). 25,5 % des fournitures achetées à Office Dépôt dans les pays ayant recours à ce fournisseur, étaient « vertes » en 2015, soit certifié FSC, Blue Angel, PEFC ou NF environnement, à base de produits recyclés ou recyclables, rechargeables, sans PVC ou contenant moins de produits chimiques. D'autre part, en 2015, 75 % des commandes effectuées auprès de ce fournisseur ont été dématérialisées ;
- en 2015, Sopra Steria a introduit de nouveaux services plus durables tels que des véhicules professionnels électriques en Allemagne et étudie leur mise en place pour la France et le Royaume-Uni ;
- Sopra Steria a généralisé l'utilisation de produits de nettoyage « biologiques et verts » par les entreprises de nettoyage auxquelles il a recours.

Achats solidaires

- Sopra Steria collabore avec de nombreuses entreprises du secteur adapté et protégé. Pour renforcer son engagement sur ce secteur, le Groupe a signé un partenariat avec Atimic, une entreprise adaptée du secteur du numérique. Cette collaboration a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle des salariés en situation de handicap sur des projets technologiques menés pour les clients de Sopra Steria. Elle permet également aux clients de Sopra Steria de bénéficier directement des unités bénéficiaires issues des prestations de service de l'entreprise adaptée Atimic.
- Sopra Steria fait également appel aux entreprises du secteur adapté et protégé pour des services tels que le recyclage de ses DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques), l'entretien des locaux, la gestion d'une partie des mailings des prestations de restauration et la création d'objets publicitaires.

En 2016, les bonnes pratiques d'achats responsables seront déployées sur l'ensemble du Groupe.

3.4. Satisfaction client

Les relations de longue durée avec nos grands clients sont un indicateur important du niveau de leur satisfaction.

Sopra Steria a mis en place depuis plusieurs années une approche client s'appuyant sur une politique grands comptes pour l'ensemble des secteurs adressés. Les clients stratégiques sont identifiés et choisis selon des critères de performance, de potentiel de développement et de compatibilité avec les métiers et les géographies du Groupe.

Sopra Steria a développé des approches spécifiques visant à construire des relations de long terme avec ses clients stratégiques.

Ainsi, la majorité de ses grands comptes sont des clients du Groupe depuis plus de 10 ans. Cette relation dans la durée reflète la qualité des services rendus et la satisfaction que les clients en retirent.

La satisfaction des clients de Sopra Steria est étroitement liée à la qualité des produits et services délivrés par le Groupe et à l'amélioration constante du Système Qualité mis en place.

Les revues ou études de satisfaction clients conduites par les entités Sopra Steria permettent d'améliorer la qualité des services délivrés, en prenant en compte les attentes des clients lors des revues client.

La politique Qualité est portée par un engagement fort du management Sopra Steria, avec comme axe principal la satisfaction des exigences des clients tout en maintenant une bonne performance, garante de l'indépendance dans les choix qui leur sont proposés.

Toutes les entités Sopra Steria (Europe et Inde) sont certifiées ISO 9001 par des organismes habilités.

Le Groupe a également pris en compte la préoccupation croissante de ses clients sur la sécurité des données en définissant des règles précises et les bonnes pratiques de confidentialité qui s'appliquent à la production.

3.5. Savoir-faire et services

La transformation numérique doit permettre aux entreprises et organisations d'accompagner leurs enjeux de Développement durable.

Sopra Steria, leader européen de la transformation numérique, apporte une réponse globale aux enjeux de développement et de compétitivité des grandes entreprises et organisations. La durabilité passe par la transformation numérique. Ainsi, Sopra Steria associe de fortes compétences métier et technologiques pour aider ses clients dans l'amélioration des SI au service de leur performance, en s'appuyant sur des services tels que : optimisation, dématérialisation, sécurisation, mobilité et accessibilité, pour accompagner et anticiper l'impact de la révolution digitale pour un monde plus durable.

3.5.1. LE DIGITAL AU SERVICE D'UNE ÉCONOMIE BAS CARBONE

Si le numérique a transformé la façon dont nous vivons, il nous pousse à aller plus loin, au service d'un monde plus durable. Sopra Steria accompagne ses clients dans leur démarche environnementale et propose ainsi des services pour une économie à faible impact carbone qui passe par la maîtrise de la consommation d'énergie et des ressources.

Smart City

Sopra Steria accompagne les métropoles européennes dans la construction de leurs stratégies numériques dans le cadre des démarches *Smart Cities*. Le numérique est ainsi mis au service de la qualité de vie des citoyens et d'un développement économique durable. La *Smart City* réinvente des services améliorés par une utilisation efficace des ressources, des pratiques économes et respectueuses de l'environnement. Le numérique contribue à la performance du fonctionnement du territoire, à l'optimisation de la mobilité urbaine, au développement de l'économie numérique, à la participation citoyenne et à la construction d'un territoire durable, agréable et respectueux des normes environnementales.

Sopra Steria développe des services innovants, du conseil à l'hébergement, en passant par l'intégration et l'édition de solutions. Le digital permet de diminuer l'impact carbone, au travers de la gestion de l'énergie ou du transport (*smart grid, smart building, smart harbor, smart rail*) et de concevoir les nouveaux services de la ville de façon innovante et participative grâce à une démarche de co-innovation, de codesign, d'open innovation favorisant le développement par l'intelligence collective.

Energy Management :**Smart Metering – Smart Grid – Smart Building – Grid Balancing**

Pour divers clients du secteur de l'Énergie, Sopra Steria contribue à la mise au point de dispositifs intelligents de maîtrise de la demande en énergie par les consommateurs. Ainsi, Sopra Steria accompagne le déploiement de compteurs communicants et intelligents en France pour des opérateurs d'électricité et de gaz sur le marché des particuliers. Ces compteurs permettent au consommateur de mieux maîtriser sa consommation d'énergies et donc de mieux réguler sa demande auprès des opérateurs.

Sopra Steria participe à un consortium ayant pour objectif de développer un réseau électrique de quartier permettant d'optimiser la consommation énergétique à l'échelle d'un quartier ou d'une ville. Il s'agit d'IssyGrid®, premier réseau de quartier intelligent en France, créé à Issy-les-Moulineaux. Il préfigure une nouvelle manière d'optimiser la gestion énergétique des quartiers et de la ville de demain.

Pour les bâtiments tertiaires, le Groupe a développé un dispositif d'amélioration de la performance énergétique associée au confort utilisateur (température, qualité de l'air).

Smart Usage :**Smart Home**

Dans le cadre de ses travaux autour de la maîtrise de l'énergie à l'échelle d'un logement, Sopra Steria propose à ses clients de l'Immobilier et de l'Énergie des services leur permettant d'adresser les nouveaux enjeux de l'efficacité énergétique.

Transport

Sopra Steria accompagne :

- les grands opérateurs dans la réduction de l'empreinte écologique des transports, leur sécurisation, l'attractivité et l'accessibilité de l'offre de transport urbain et le report vers des moyens de transports collectifs ;
- les écosystèmes locaux dans la définition de nouvelles politiques de transport respectueuses des contraintes environnementales en optimisant notamment la gestion des flux et l'optimisation du trajet intermodal.

3.5.2. LE CONSEIL EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sopra Steria a développé plusieurs services de conseil autour du pilotage de la Responsabilité d'Entreprise.

- Grâce à une méthodologie qui s'appuie sur ITIL, Sopra Steria accompagne ses clients dans l'intégration de la dimension Développement durable au management du système d'information, et l'alignement de la performance environnementale sur leur stratégie Développement durable. Cette approche globale permet également de promouvoir l'inclusion numérique en prenant en compte l'impact des activités sur les communautés locales. Sopra Steria a déployé ce service, *Sustainable Service Delivery*, auprès de grands clients du secteur public notamment au Royaume-Uni.
- Accompagnement aux reporting et benchmarks Responsabilité d'Entreprise. Le Groupe propose des services de conseil en reporting, benchmark et plans d'actions associés.

3.5.3. UNE DÉMARCHE D'INNOVATION PARTICIPATIVE POUR DE NOUVEAUX SERVICES

Sopra Steria développe depuis plusieurs années une démarche d'innovation très active.

DigiLab : en 2015, la co-innovation digitale, source de création de valeur dans un contexte de révolution du numérique, a associé Sopra Steria et ses clients autour de la mobilité, de l'Internet des objets et de la réalité augmentée. Impliquant les métiers, utilisateurs finaux des solutions mises en œuvre, cette démarche raccourcit les étapes de conception, optimise le processus et favorise l'accès du digital au plus grand nombre.

Cette démarche est notamment portée par les DigiLab, déployés à travers le Groupe, en France (Paris, Toulouse, Lille), au Royaume Uni (Londres), en Espagne (Madrid), en Allemagne (Berlin), et depuis février 2016 en Inde (Noida).

- Trophée de l'Innovation Sopra Steria : en 2015, cette initiative interne a mobilisé près de 600 équipes et donné lieu à 15 prototypes. Parmi les projets gagnants, trois d'entre eux ont associé innovation et Développement durable :
 - une plate-forme entre collectivités locales et citoyens pour le recyclage des déchets ;
 - un système de surveillance de la pollution des eaux en temps réel grâce au M2M (*Machine To Machine*) et à l'IoT (*Internet of Things*) ;
 - la biométrie au service de la prévention de la contamination du bétail.

- Innovation sociale collaborative avec nos clients en France et au Royaume-Uni : dans le cadre de ses contrats de prestation, Sopra Steria accompagne ses clients pour développer des actions innovantes dans le domaine social. Le Groupe soutient ainsi l'entrepreneuriat social local en mettant à disposition son expertise et en associant managers, équipes clientes et futurs entrepreneurs.
- En France, Sopra Steria s'investit en tant que partenaire privilégié d'initiatives d'innovation participative telle que le TUBà, tube à expérimentation urbain, point de rencontre entre les usagers et les nouveaux services numériques de la ville. Ce lieu, situé à la gare de Lyon-Part-Dieu, permet de démocratiser l'accès au numérique et de co-concevoir avec les usagers les services de demain.
- Au niveau européen et mondial, Sopra Steria participe pleinement au projet H2020 FESTIVAL financé par la Commission Européenne et jumelé avec un projet Japonais similaire basé à Osaka. Au travers de cette initiative, il s'agit de construire un outil de test des services numériques en impliquant collectivités, universités, fournisseurs de services informatiques, opérateurs de réseau et citoyens pour co-concevoir les nouveaux services numériques des territoires intelligents.
- Investissements responsables : en 2015, au sein de son écosystème et avec son partenaire *Natural Capital Partners*, Sopra Steria s'est engagé dans deux nouvelles initiatives innovantes :
 - *Water Certificates Gold Standard* : le groupe a fait l'acquisition de 1 000 certificats « *Water Benefit Certificates* » pour financer un million de litres d'eau potable pour la région de Bangalore en Inde. Cette initiative permet de financer le projet « *WaterHealth India* » qui propose des solutions évolutives et durables de traitement de l'eau dans des communautés mal desservies. Le standard *Water Benefit* s'appuie sur un mécanisme d'engagement de résultat pour favoriser des investissements responsables en faveur de projets répondant à un haut niveau d'exigence pour une qualité et des résultats durables.
 - *PowerPlus™* : en 2015, Sopra Steria a été la première entreprise à mettre en œuvre cette solution développée par *Natural Capital Partners*. Au travers de ce dispositif innovant, Sopra Steria investit dans des énergies renouvelables. *PowerPlus™* permet de produire l'équivalent de la consommation électrique des *Data Centers* de Sopra Steria en Inde, en investissant dans un projet d'énergie renouvelable, en l'occurrence un projet d'éoliennes dans le sud de l'Inde (Tamil Nadu).

4. Engagement Solidaire

Soutenir les communautés locales en favorisant l'accès à l'éducation, l'inclusion numérique, l'employabilité et l'accès à l'eau.

Sopra Steria reconnaît l'importance de la société civile et des communautés locales. En 2015, le Groupe a confirmé son engagement dans le domaine de la solidarité auprès de publics vulnérables en privilégiant quatre domaines : l'inclusion numérique, l'éducation, l'employabilité et l'accès à l'eau. Pour mettre en œuvre ces programmes, qui sont également complétés par des actions de solidarité répondant à des enjeux locaux, le Groupe s'appuie sur des mécénats avec des organisations d'intérêt général, des programmes locaux engageant les collaborateurs, ainsi que deux fondations et un trust en France et en Inde.

4.1. Actions en faveur de l'inclusion numérique

Dans un monde connecté, l'acquisition de compétences numériques et les multiples usages qui en découlent sont un facteur important d'intégration sociale, culturelle et professionnelle. Les technologies du numérique peuvent par ailleurs contribuer à créer des solutions où innovation digitale et innovation sociale interagissent de manière constructive.

FRANCE

La Fondation Sopra Steria-Institut de France, soutient des projets où les technologies du numérique contribuent à l'intégration sociale et professionnelle de publics vulnérables dans trois domaines : l'éducation et la formation, les solutions innovantes destinées à faciliter le quotidien de ces personnes et l'entrepreneuriat social. Les projets sont parrainés par des collaborateurs bénévoles qui accompagnent les associations et apportent leurs conseils et expertise. Chaque année la Fondation soutient quatre à cinq nouveaux projets. En 2015, celle-ci soutenait 12 projets associatifs parrainés par des collaborateurs Sopra Steria, dont une école en Inde.

En 2016, la Fondation, qui devient Fondation Sopra Steria - Institut de France, continuera à soutenir de nouveaux projets dans le domaine de l'inclusion numérique, dont le prix Étudiants.

Job IRL premier réseau social pour l'orientation professionnelle des 14-25 ans

Job IRL est le premier réseau social pour l'orientation professionnelle des 14-25 ans s'appuyant sur des professionnels de tous les métiers. Le nouveau portail collaboratif JobIRL <http://www.jobirl.com> a été lancé au printemps 2015, avec le soutien de la Fondation et de bénévoles pour le développement de l'application mobile. 13 000 jeunes et 2 000 professionnels sont déjà inscrits. En décembre, de jeunes lycéens motivés par les métiers de l'informatique ont été accueillis au siège Sopra Steria pour un entretien avec une consultante. L'interview a été retransmise au journal de TF1 en décembre.

La consigne numérique solidaire doc.dépôt est une solution logicielle permettant à des personnes sans abri de sauvegarder leurs documents et informations personnelles. La Fondation a poursuivi en 2015 son soutien à ce projet proposé par un collaborateur, qui a fondé l'association Adileos, pour aider les personnes en grande difficulté ainsi que leurs accompagnants sociaux. La solution a déjà été adoptée par plusieurs structures d'aide sociale des Hauts de Seine.

Ce soutien se poursuivra en 2016 avec le financement d'un module d'alerte météo à destination des sans-abri.

L'équipe de l'école d'ingénieurs ECE, lauréate du Prix Étudiants 2014 de la Fondation a imaginé une solution autour d'un verre connecté permettant une meilleure surveillance de l'hydratation des personnes âgées. Les étudiants ont soutenu leur projet en 2015 en présentant un prototype de bracelet connecté à un verre d'eau. Le lien a ensuite été établi avec un projet similaire développé par une équipe d'étudiants de l'ESCP accueillie dans l'incubateur de l'École Polytechnique. La Fondation apporte son soutien financier au projet Dry Care Auxivia, pour développer la partie logicielle du projet, avec le soutien de l'équipe ECE et du parrain Sopra Steria.

En 2015, la Fondation a poursuivi son soutien auprès d'Interface Handicap, portail novateur sur les solutions et services numériques accessibles à tous types de handicaps. L'association est fortement sollicitée sur des formations autour de l'accessibilité et a souhaité améliorer l'ergonomie et l'accessibilité de son site Internet. Grâce au mécénat financier de la Fondation et l'accompagnement d'un parrain Sopra Steria, l'équipe d'Interface Handicap a pu faire progresser son site.

ROYAUME-UNI

Les actions d'inclusion numérique se construisent de manière interactive avec les clients et des associations dans le cadre de l'événement annuel *Community Matters* et grâce au programme de bourses et d'abondements sur des projets proposés par les collaborateurs. Ces actions ont pour objectif de développer l'acquisition de compétences numériques favorisant l'employabilité et d'insérer les petites entreprises et les associations dans l'économie digitale. Elles contribuent également à l'inclusion sociale en donnant accès à des services et ressources, incluant l'entourage familial ou amical.

Lab IT pour une collectivité locale au Royaume-Uni

Pour une collectivité locale cliente, Sopra Steria équippa huit centres sociaux en ordinateurs à destination de personnes en situation de handicap, de personnes âgées et de chômeurs. Une centaine de personnes auront ainsi accès à Internet et à une formation permettant de développer leurs compétences sur plusieurs années. L'installation des équipements et la formation sont assurées par des bénévoles Sopra Steria.

Sopra Steria a remporté le Prix « Contribution Employeur remarquable de l'année » du collège d'Oldham pour avoir accompagné le collège dans la mise en œuvre de cours d'informatique préparant les élèves aux métiers d'aujourd'hui et de demain. Sopra Steria est signataire de la charte du gouvernement britannique sur l'inclusion numérique.

POLOGNE

Depuis 2012, Sopra Steria soutient des orphelinats dans la région de Katowice, en créant des salles informatiques et en organisant des cours d'anglais avec l'aide de bénévoles de l'entreprise. Trois salles informatiques ont ainsi été créées et une quinzaine d'enfants a déjà pu bénéficier des cours. En 2015, une nouvelle salle informatique a été installée et 12 bénévoles ont dispensé des cours à des groupes d'enfants. L'opération est financée par une collecte annuelle effectuée auprès des collaborateurs et par le soutien de sous-traitants locaux.

ITALIE

Sopra Steria a mis en place une salle informatique pour des jeunes de 14 à 19 ans en situation de handicap mental, en partenariat avec l'ANFFAS, une association regroupant les familles de ces enfants. Les 12 ordinateurs installés permettront aux jeunes de progresser dans leurs techniques d'apprentissage de l'informatique et du web.

4.2. Actions en faveur de l'éducation

L'éducation est un facteur majeur de création de richesse dans une société et un catalyseur d'intégration sociale.

FRANCE

La Fondation a soutenu l'École de la Deuxième Chance à Marseille, qui propose un outil de développement de micro-entrepreneuriat dans un cursus adapté aux jeunes sans diplômes ni qualifications. Cette initiative a pour objectif d'ajouter au socle de compétences fondamentales disponibles sur la plate-forme web de l'école, les bases de la création et de la gestion d'une micro-activité. Des sessions de sensibilisation ont été menées auprès des jeunes pour susciter des projets.

La Fondation a continué en 2015 à accompagner les Apprentis d'Auteuil dans l'implémentation d'un laboratoire d'EXAO (Expérimentation Assistée par Ordinateur) à destination des jeunes de l'établissement de Bagneux situé dans une zone d'éducation prioritaire. À terme, le laboratoire doit permettre à plus de 400 jeunes d'expérimenter les matières scientifiques grâce à l'outil informatique.

INDE

Le programme éducatif du Groupe s'adresse aux enfants pauvres des zones rurales. En 2015, plus de 63 000 enfants en ont bénéficié, dans une cinquantaine d'écoles, regroupant les activités de la fondation Steria India et du Yogdaan Trust de Sopra India.

Une attention particulière est accordée à l'utilisation des outils informatiques, à la connaissance de l'anglais, au sport et aux initiatives de sensibilisation à l'environnement ; l'accent est mis sur l'éducation des filles.

La fondation fournit notamment des enseignants, des équipements pour les cours de récréation, des cours d'informatique, des

suppléments alimentaires à base de lait, des uniformes scolaires et des chaussures.

Cet engagement se poursuit au collège et au lycée, au travers de laboratoires informatiques modernes, de logiciels d'apprentissage de l'anglais, de cours de préparation aux examens. Ce programme comprend également des activités non-scolaires telles que le sport, le théâtre...

Six nouveaux laboratoires informatiques ont été convertis à l'énergie solaire, le total s'élevant désormais à 15. Deux volontaires Sopra Steria ont effectué des congés solidaires en octobre 2015 organisés par la Fondation Steria – Institut de France, pour participer à l'installation de panneaux solaires dans l'école de Thiruporur à proximité de Chennai, où étudient 800 jeunes filles.

Enfin, le partenariat signé en 2014 entre la Fondation Steria India et un acteur majeur de l'économie indienne, pour accompagner cette entreprise dans le déploiement de son programme de solidarité, s'est concrétisé dans deux écoles à Hyderabad (Andhra Pradesh) et Jamshedpur (Jharkhand), destinées à des enfants défavorisés.

ESPAGNE

L'augmentation de la pauvreté des enfants, liée à la crise économique et sociale a incité Sopra Steria à soutenir la fondation Balia pour les enfants à travers deux actions : le don d'équipements informatiques pour le centre éducatif de Séville, et le lancement d'une campagne de bénévolat auprès des collaborateurs pour effectuer du soutien scolaire auprès des enfants.

MAROC

Le bureau des actions sociales de Sopra Banking Software a lancé un projet éducatif en zone rurale, dans le village de Zaouia, près de Casablanca. Une dizaine d'ingénieurs bénévoles ont aménagé et équipé une salle informatique en ordinateurs, connexion Internet et tables dans un foyer féminin de jeunes collégiennes et lycéennes, « Dar Taliba ». Les membres du bureau des actions sociales prévoient en 2016 de donner des cours de soutien aux jeunes filles dans différents domaines afin de lutter contre l'échec scolaire.

4.3. Actions en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle

Étudier, se former, acquérir de nouvelles compétences, connaître les codes et rouages de l'entreprise permettent de se préparer et de prendre confiance en ses capacités pour entrer sur le marché de l'emploi.

FRANCE

PLANÈTE URGENCE

Le mécénat initié depuis de nombreuses années par le Groupe avec l'ONG Planète Urgence permet à des collaborateurs du Groupe en France de participer à des missions de **congés solidaires** en apportant leurs compétences à des projets initiés par des acteurs

locaux dans les pays en voie de développement. Depuis 2011, ce programme a déjà permis à des collaborateurs du Groupe d'assurer une quarantaine de missions en Afrique, en Asie et en Haïti.

Dans le cadre d'un partenariat avec Passerelles Numériques, un collaborateur Sopra Steria est parti en congés solidaires au Cambodge pour aider le Centre de Formation de l'association (CIST – *Center for Information Systems Training*), qui forme de jeunes khmers défavorisés au métier d'administration de réseaux et développement web.

INDE

Un programme de bourses universitaires, financé par un événement annuel de collecte de fonds avec la contribution de collaborateurs, de clients et de sympathisants, permet aux étudiants à fort potentiel de poursuivre leurs études supérieures. Aujourd'hui, 361 élèves ont bénéficié de ce programme, dont 76 nouveaux en 2015. En 2015 deux boursiers ont intégré le cursus universitaire médical.

Un Centre de Développement de Carrières (*Career Development Centre* – CDC) a été créé à Chennai, en partenariat avec la fondation NIIT et parrainé par Sopra Steria Norvège. À fin 2015, 1 492 étudiants avaient pu suivre des cours et 301 étudiants avaient trouvé un emploi.

Sopra Steria soutient également un programme de formation professionnelle dans des centres de couture, à destination des femmes, pour leur permettre de créer leur entreprise.

ROYAUME-UNI

Sopra Steria offre, dans le cadre de ses engagements avec ses clients des collectivités locales, des opportunités d'emploi et de qualification pour des jeunes à travers son programme d'apprentissage. En 2015, 29 nouveaux apprentis ont été recrutés, pour un total de 51.

NORVÈGE

Sopra Steria organise depuis plusieurs années des cours d'informatique pour les femmes immigrées, en collaboration avec la Church City Mission d'Oslo.

ESPAGNE

Sopra Steria a participé fin 2015 aux journées d'insertion socioprofessionnelles du quartier Chamberi de Madrid, dont l'objectif était de faciliter l'accès à l'emploi de personnes en situation d'exclusion.

4.4. Droit et accès à l'eau

Sopra Steria est engagé dans une action majeure pour l'humanité, le droit à l'eau. Cet engagement s'appuie sur l'accompagnement, sous forme de mécénat financier, d'organisations internationales qui œuvrent pour une plus grande prise en compte des thématiques de l'eau : accès, assainissement, prévention et lutte contre les pollutions. Le Groupe est ainsi mécène de grands projets auprès de Green Cross, 1001fontaines, TCHAPÉ et Planet Water Foundation.

GREEN CROSS FRANCE & TERRITOIRES

Le Groupe a poursuivi en 2015 son engagement auprès de Green Cross France & Territoires (GCFT). Green Cross est une ONG internationale créée en 1993 par Mikhaïl Gorbatchev dont l'un des enjeux majeurs est le droit et l'accès à l'eau. Le mécénat financier de Sopra Steria permet notamment d'aider l'association dans le développement de ses activités de plaidoyer en France mais aussi dans le cadre d'événements internationaux. Pour 2016, une action élargie à l'organisation au niveau international est à l'étude.

1001 FONTAINES

Le Groupe a mis en place en 2014 un mécénat avec 1001fontaines pour une durée de 2 ans. Il s'agit d'une association de solidarité internationale visant à améliorer durablement la santé des populations rurales des pays en développement, en leur permettant de produire et de consommer une eau de boisson saine au quotidien.

L'objectif de ce mécénat, est de financer la mise en place d'une station de production d'eau saine dans une région de Madagascar dépourvue de réseau d'adduction d'eau. La station financée par Sopra Steria est opérationnelle depuis fin 2015 et devrait alimenter en eau potable environ 2 000 personnes.

Pour 2016, le mécénat a été reconduit pour la construction d'une nouvelle station dans un village de la région.

TCHAPE

Sopra Steria a décidé de soutenir financièrement en 2015 et 2016, l'ONG TCHAPE qui œuvre en Afrique pour la protection de l'environnement, l'accès à l'eau potable et la scolarisation des enfants soldats. Ce projet, qui a reçu le label COP 21, met l'accent sur la dimension environnementale de la survie de populations nomades autochtones ou réfugiées autour du lac Tchad, dont le niveau a diminué de 90 % depuis 1998. L'objectif est de mettre en place un projet d'agriculture et d'agroforesteries, grâce au forage de puits, dans les zones de Wadi-Djeddi et d'El-Khiezi où vivent ces populations.

PLANET WATER FOUNDATION

Le Groupe a lancé en 2015 le projet *Aqua Water Tower* au Ganage Junior College de Pune (Inde) en partenariat avec Planet Water Foundation (PWF). L'objectif de cette initiative est de fournir de l'eau potable à plus de 4 000 enfants de l'école soutenue par le Groupe. Le système *Aqua Tower* utilise la technologie de purification d'eau « ultrafiltration » qui nécessite très peu de maintenance. PWF a assuré une formation à l'utilisation et à l'entretien de ce système à certains membres du personnel de l'école ainsi qu'aux collaborateurs du groupe Sopra Steria en Inde impliqués dans ce projet. En 2015, cinq écoles ont été ainsi équipées de tours d'eau potable, en partenariat avec Planet Water Foundation, donnant accès à l'eau potable à plus de 17 000 enfants. Le mécénat sera étendu en 2016 à d'autres écoles.

4.5. Initiatives locales

En 2015, plusieurs pays ont mis en œuvre des programmes solidaires, soit par collecte de fonds auprès des collaborateurs soit par soutien financier direct du Groupe.

FRANCE

Depuis 2014, le Groupe a initié deux mécénats en faveur de la culture pour soutenir :

- la Fondation Royaumont pour la conservation de l'abbaye, le soutien de jeunes artistes en favorisant leur insertion professionnelle et la promotion d'œuvres artistiques anciennes et nouvelles ;
- le festival d'Auvers-sur-Oise pour faire découvrir de nouveaux talents musicaux et les aider à lancer leur carrière artistique.

ROYAUME-UNI

Dans le cadre de la campagne de collecte solidaire *Community Matters*, le Groupe offre des bourses et des abondements sur les projets proposés par les collaborateurs.

Ainsi, une bourse a été attribuée à un collaborateur membre de l'association *Child Education Nepal* UK suite au tremblement de terre au Népal, pour contribuer à la construction de logements temporaires.

En 2015, le programme de collecte porté par les collaborateurs a permis de soutenir plus de 90 associations et projets solidaires couvrant de nombreuses causes : éducation, écoles, santé, recherche médicale, sport, aide aux sans-abri, etc.

NORVÈGE

L'événement *The Challenge* a permis, grâce à des compétitions entre les équipes, de financer des programmes éducatifs en Inde dans l'école et le Centre de Développement Professionnel (CDC – *Career Center*) parrainés par la Scandinavie. Cette action a été complétée par un système de prélèvement volontaire sur salaire permettant aux collaborateurs qui le souhaitent de participer au programme de financement d'élèves boursiers en Inde.

INDE

Deux catastrophes naturelles ont touché l'Inde en 2015 : le tremblement de terre au Népal, à proximité de nos sites de New Delhi et les inondations à Chennai. Des actions d'urgence ont été mises en place pour venir en aide aux victimes du tremblement de terre. Dans le cas des inondations, plus de 100 familles ont bénéficié d'actions de secours à proximité de notre site de Chennai et des aides financières ont été accordées aux personnes les plus touchées parmi le personnel et les sous-traitants de Sopra Steria.

Parmi les actions d'aide aux populations locales, la santé revêt une importance particulière, notamment le suivi dentaire et oculaire. Ainsi, le Groupe a mis en place, avec le support de structures médicales, des centres ophtalmologiques mobiles et dentaires au sein de villages et d'écoles.

Dans le cadre de la campagne *Swatch Bharat'*, un programme « Inde propre » initié par le Gouvernement indien, Sopra Steria s'est engagé dans le domaine de l'assainissement et a contribué à la construction et à la maintenance de sanitaires dans neuf écoles et un village en 2015.

ALLEMAGNE

Les collaborateurs peuvent choisir de faire prélever automatiquement leur arrondi de salaire pour financer des projets associatifs proposés par l'entreprise. Sopra Steria Consulting abonde la somme collectée. En 2015, cette action a permis de parrainer une école en Inde et un projet local dans le centre de soins palliatifs pour enfants de Sternenbrücke à Hamburg.

ITALIE

Une collecte de jouets sur les sites de Milan et de Parme a été organisée par des collaborateurs pour des enfants en prison, en faveur de l'association Telefono Azzuro. Pour soutenir les actions de l'association Giocamico auprès des enfants de l'hôpital pédiatrique de Parme, Sopra Steria a également sponsorisé et organisé la vente d'un livre pour enfants écrit par un collaborateur.

ESPAGNE

Depuis plusieurs années, une collecte de produits alimentaires a été organisée sur le site Sopra Steria de Madrid, pour la Banque Alimentaire qui redistribue gratuitement les collectes aux différents organismes caritatifs de la ville.

5. Responsabilité Environnementale

Comparées à des industries lourdes, les activités de services informatiques et de prestations intellectuelles développées par Sopra Steria ont un impact limité sur l'environnement. Cependant en tant que leader européen de la transformation numérique, Sopra Steria a mis en place une politique environnementale visant à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et l'impact environnemental de ses activités.

Sopra Steria vise à devenir un fournisseur de services informatiques européen écoresponsable reconnu, capable de gérer la durabilité de ses opérations et de sa chaîne d'approvisionnement, et d'en faire bénéficier ses clients. Innover en matière de Développement Durable, réduire nos émissions de gaz à effet de serre, préserver les ressources et promouvoir le recours aux énergies renouvelables sont les axes majeurs de notre politique environnementale. La maîtrise de l'impact environnemental de Sopra Steria est ainsi devenue, dans nos modes de gestion et de production, un enjeu important et fait l'objet d'une démarche Groupe globale impliquant l'ensemble des directions et les collaborateurs.

La Conférence des Parties ou COP 21, qui s'est achevée à Paris en décembre 2015, a mis en avant l'importance d'engagements et d'actions concrètes de la part des acteurs économiques pour rendre le monde plus durable. Sopra Steria s'est ainsi engagé aux côtés de *We Mean Business*, mouvement initié par CDP dans le cadre de cette conférence, pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 15 % d'ici 2020 par rapport à 2014. Cet engagement porte sur les scopes 1, 2 et 3 (émissions de gaz à effet de serre générées par les déplacements professionnels, la consommation énergétique des bureaux et des *Data Centers on-site et off-site*).

Pour cela, le Groupe travaille à la réduction de ses déplacements professionnels, de la consommation énergétique de ses locaux et de ses infrastructures informatiques.

L'efficacité énergétique est poursuivie au travers de la réduction des consommations énergétiques et la préférence donnée à la fourniture en énergies renouvelables.

Le Groupe veut également favoriser les initiatives de certains pays afin de réduire l'envoi de déchets en centre d'enfouissement des déchets.

De nouvelles initiatives ont été lancées en 2015 et seront poursuivies en 2016 comme l'investissement dans les énergies renouvelables à Chennai et à Pune en Inde avec PowerPlus™ pour « décarboner » le réseau électrique local.

Enfin, pour renforcer son action, Sopra Steria a également fait le choix de compenser l'empreinte carbone issue de la consommation énergétique de ses *Data Centers* et de ses déplacements professionnels.

En 2015, cette démarche environnementale a été récompensée par le CDP qui a attribué à Sopra Steria la notation maximale au CDP Climate Change pour sa transparence, et placé Sopra Steria sur le *Carbon Disclosure Leadership Index*.

Au-delà de l'action pour réduire son impact environnemental, Sopra Steria a poursuivi son engagement pour une plus grande prise en compte des thématiques de l'eau et a renforcé ses actions dans ce domaine.

Une modélisation scientifique de l'empreinte carbone du Groupe sera lancée dès 2016 (*Science Based Target*).

L'ensemble de ces initiatives est développé en interne par le Groupe pour accompagner sa démarche environnementale, mais peut être proposé aux clients dans le cadre de missions nécessitant une approche environnementale.

L'ensemble des initiatives, mises en œuvre au cours de l'année 2015, a permis de réduire de 4 % les émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du Groupe par rapport à 2014.

De plus, l'effort engagé par le Groupe a permis de passer la part d'énergie renouvelable à 20,4 % sur l'ensemble de la consommation électrique, et à 50,3 % sur l'ensemble du parc *Data Centers on-site et off-site*.

5.1. Politique environnementale

Une politique environnementale élargie à l'ensemble du nouveau groupe.

Sopra Steria est engagé dans une politique de responsabilité environnementale volontariste en cohérence avec les exigences économiques de ses activités.

Depuis 2015, Sopra Steria a mis en place un programme de management environnemental signé par la Direction générale et déployé sur l'ensemble du Groupe.

Cette politique s'inscrit dans une démarche de progrès continu pour laquelle Sopra Steria s'engage à communiquer chaque année sur les efforts entrepris et les résultats obtenus.

Ce programme regroupe l'ensemble des engagements du Groupe et s'appuie sur un Système de Management Environnemental (SME). Les principaux engagements concernent la limitation des émissions de gaz à effet de serre avec l'objectif de réduire de 15 % ses émissions d'ici 2020 par rapport à la base 2014, et la compensation carbone des *Data Centers* et voyages d'affaires.

Pour mettre en œuvre son programme d'actions, Sopra Steria a développé des outils et acquis une forte expérience dans la maîtrise de l'impact environnemental de ses activités, ce qui lui permet de proposer à ses clients des services pour les accompagner dans leur propre démarche environnementale.

Ces services concernent la mise en place de dispositifs d'*Energy Management* et de *Smart Usage* pour une gestion intelligente de l'énergie. Ces dispositifs sont développés dans la partie 3.5 de ce présent rapport.

5.2. Compensation carbone

Les déplacements professionnels et les *Data Centers* certifiés carbone neutre grâce à la compensation carbone

Concernant les émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation énergétique de ses *Data Centers* et de ses déplacements professionnels en 2015, Sopra Steria a obtenu la certification CarbonNeutral®.

Cette politique s'inscrit dans le prolongement du programme de réduction de l'impact carbone des *Data Centers* : mutualisation et modernisation des *Data Centers*, virtualisation des serveurs, utilisation d'énergies renouvelables. Ce programme permet de proposer aux clients du groupe Sopra Steria des services qui s'appuient sur une infrastructure informatique neutre en carbone.

Le but de la compensation carbone est de corriger les émissions de gaz à effet de serre du Groupe en investissant dans des projets préservant les ressources naturelles ou développant l'utilisation d'énergies renouvelables.

Parmi les projets soutenus par le Groupe figurent la construction d'éoliennes dans le nord et le sud de l'Inde et la mise en place de turbines hydrauliques pour produire de l'électricité dans le nord-ouest de la Chine.

5.3. Système de Management Environnemental

Un Système de Management Environnemental garant de l'harmonisation des pratiques du Groupe

Sopra Steria a mis en place un Système de Management Environnemental (SME) garant de l'harmonisation des pratiques du Groupe et qui intègre la certification ISO 14001 de certains de ses sites.

Bien que les risques environnementaux soient jugés non significatifs au regard d'autres risques, le Groupe s'efforce d'en limiter les effets et s'attache à les cartographier afin de mettre en place des plans de levée de risques sur ses sites certifiés ISO 14001.

Le SME implique les directions fonctionnelles concernées, la Direction industrielle, le réseau des référents Environnement et l'ensemble des collaborateurs. Il vise à identifier progressivement l'empreinte environnementale des activités du Groupe, à en évaluer et réduire l'impact.

Les principaux objectifs du SME concernent les sujets suivants :

- Énergies et ressources (bureaux et *Data Centers*) : maîtriser la consommation des énergies et ressources (électricité, gaz, fioul, eau, papier, etc). Recourir aux énergies renouvelables. Compenser les gaz à effet de serre des *Data Centers*. Mener un programme d'amélioration continue des sites du Groupe, choisir les nouveaux locaux bénéficiant des dernières normes environnementales.
- Déplacements professionnels : donner la priorité aux moyens de transport bas carbone. Favoriser l'utilisation des systèmes de communication digitale (conférences *via* web/visio). Compenser les émissions de gaz à effet de serre des voyages d'affaires.
- Cycle de vie des produits et Déchets : promouvoir un cycle de vie des produits plus durable (produits verts et bios), développer le tri sélectif sur site. Recycler de manière responsable les déchets électriques et électroniques.
- Fournisseurs : évaluer les fournisseurs du Groupe sur leur démarche RSE en s'appuyant sur les partenaires les plus avancés dans ce domaine. Renforcer la politique d'achats responsables privilégiant produits et services à faible impact environnemental.
- Parties prenantes : communiquer les engagements du Groupe auprès de l'ensemble des parties prenantes, développer l'écoresponsabilité auprès de l'ensemble des collaborateurs du Groupe.

Dans la majorité des pays où le Groupe est implanté, le Système de Management Environnemental est établi selon la norme ISO 14001. Des vérifications indépendantes concernant les émissions ont également été menées par Sopra Steria en Inde et au Royaume-Uni conformément à la norme ISO 14064-3. Le tableau ci-dessous indique les certifications obtenues par pays du Groupe en 2015.

I CERTIFICATIONS ENVIRONNEMENTALES

Pays	ISO 14001	ISO 14064-3
Allemagne	X	-
Belgique	X	-
Danemark	X	-
Espagne	X	-
France	X	-
Inde	X	X
Maroc	-	-
Norvège	X	-
Pologne	X	-
Royaume-Uni	X	X
Singapour	-	-
Suède	X	-
Suisse	-	-

Le Groupe recherche la meilleure intégration entre les diverses certifications qualité (ISO 9001), sécurité des données (ISO 27001), Management IT (ISO 20000) et environnementale (ISO 14001) en fonction des périmètres des certifications, de la valeur ajoutée apportée aux clients du Groupe et de l'optimisation du fonctionnement de ses activités.

5.4. Organisation et sensibilisation

Au-delà de la gestion énergétique de ses bâtiments et de ses infrastructures informatiques, le Groupe a mis en place un réseau de référents et déployé une démarche d'écoresponsabilité auprès des collaborateurs. Cette démarche s'appuie sur des campagnes de sensibilisation et le guide des écogestes.

Les thématiques adressées concernent les déplacements, le papier, l'électricité, l'eau et le recyclage.

5.4.1. ORGANISATION POUR PRENDRE EN COMPTE LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

Le groupe Sopra Steria a mis en place une organisation issue de ses deux entités d'origine afin de prendre en compte les questions environnementales. Cette organisation se décline de la manière suivante :

Au sein des directions

Plusieurs directions fonctionnelles sont associées à la démarche environnementale. Elles définissent, avec la Direction Responsabilité d'Entreprise et Développement Durable et son pôle responsabilité environnementale, la politique environnementale du Groupe qui est placée sous la responsabilité de la Direction générale.

La Direction immobilier, la Direction Achats et la Direction des Systèmes d'Information sont plus particulièrement engagées dans la politique environnementale du Groupe.

Le réseau des référents environnement

Sopra Steria s'est doté d'un réseau de référents environnement qui coordonne les actions environnementales mises en place dans

chaque entité du Groupe. Les référents environnement rapportent auprès du pôle responsabilité environnementale Groupe de la mise en place de ces actions. Ils analysent les résultats obtenus, les difficultés rencontrées, proposent des plans d'amélioration lors d'un point bimestriel avec le pôle responsabilité environnementale.

5.4.2. SENSIBILISATION DES SALARIÉS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Le Groupe a mis en place depuis plusieurs années une démarche d'écoresponsabilité auprès de ses collaborateurs.

a. Les campagnes d'écoresponsabilité

La maîtrise des impacts environnementaux du Groupe a fait l'objet d'un nouveau programme de sensibilisation auprès des collaborateurs en 2015. Des campagnes ont été déployées par les gestionnaires de sites au sein des locaux par le biais du guide des écogestes et d'une campagne d'affiches rappelant les thèmes majeurs des gestes écoresponsables.

Ces campagnes de formation et d'information ont été reprises et relayées sur l'ensemble des outils de communication du Groupe.

b. Les supports d'information auprès des nouveaux collaborateurs

L'information sur la démarche environnementale du Groupe est diffusée auprès des nouveaux collaborateurs via les séminaires d'intégration.

c. Autres actions

Sopra Steria informe régulièrement les collaborateurs sur sa stratégie de Responsabilité d'Entreprise, ses programmes d'engagement et ses résultats. D'autre part, le Groupe implique les collaborateurs pour recueillir des suggestions d'amélioration. En France par exemple, une adresse mail dédiée permet aux collaborateurs d'adresser leurs remarques, questions ou suggestions à la Direction Développement Durable et Responsabilité d'Entreprise, qui relaie les informations aux directions concernées.

5.5. Déplacements professionnels

Des déplacements professionnels certifiés carbone neutre

5.5.1. POLITIQUE DÉPLACEMENTS

Sopra Steria est présent dans plus d'une vingtaine de pays et établi sur de nombreux sites répartis sur l'ensemble de ces pays, notamment en France, au Royaume-Uni et en Inde. Ceci génère de nombreux déplacements qui ont un impact sur l'environnement.

Dans ce contexte, Sopra Steria a fait le choix d'être carbone neutre pour ses déplacements professionnels mais aussi de réduire le nombre de déplacements en mettant en place un plan d'actions sur plusieurs axes :

- limitation des déplacements pour les réunions internes et externes grâce à l'équipement de matériels de visioconférence et au recours aux nouvelles technologies de l'information sur les sites du Groupe ;

- incitations pour privilégier dès que cela est possible les modes de transport les moins polluants, notamment pour les voyages de courte durée ou les trajets quotidiens chez les clients. L'utilisation des transports en communs, et les initiatives de covoiturage sont privilégiées.

L'optimisation des déplacements est un objectif majeur qui intègre les exigences de proximité client.

5.5.2. PRINCIPALES INITIATIVES

Train Green Energy en Allemagne

En Allemagne, Sopra Steria a totalement repensé sa politique de transport. La Direction privilégie les trajets en train et a mis en place un abonnement au programme *Green Energy* d'un opérateur ferroviaire. À travers ce programme, les trajets longue distance parcourus sur le territoire allemand dans le cadre d'un abonnement avec cet opérateur, ou au prix d'un supplément par trajet spécifique, s'effectuent exclusivement avec des énergies renouvelables. Ainsi, 92 % des déplacements effectués en train par les collaborateurs du Groupe en Allemagne sont considérés comme neutres en carbone.

Metro shuttle service et Noida Cab service en Inde

Un service de navettes entre la plus proche station de métro située à une vingtaine de kilomètres de Noida et le site de Sopra Steria SEZ a pu être mis en place afin de diminuer les trajets individuels domicile-travail pour se rendre sur le site. Cette initiative a permis de réaliser une baisse des émissions de gaz à effet de serre de 18 % des déplacements domicile-travail en Inde.

Voitures électriques intégrées aux flottes du Groupe

Une politique d'achat de voiture électrique est en cours d'étude pour la France. Certains pays du Groupe comme l'Allemagne ont pu déjà acquérir des voitures électriques.

5.5.3. BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Pour identifier les axes de progrès, le Groupe suit chaque année le bilan des émissions de gaz à effet de serre des déplacements professionnels de ses collaborateurs. Ce suivi permet d'identifier de nouvelles pistes de progrès pour limiter le recours aux transports les plus polluants sans compromettre la qualité du service délivrée aux clients du Groupe.

I ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DES DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS – ROUTE - AIR - RAIL

(en t. eq. CO ₂)	2015
France	16 512
Allemagne Autriche*	5 221
Royaume-Uni	3 364
Belgique	2 086
Inde	1 526
Espagne	1 057
Norvège	507
Luxembourg	422
Italie	279
Maroc	264
Suisse	261
Tunisie	125
Pologne	114
Danemark	92
Suède	54
Singapour	45
Cameroun	38
Pays-Bas	25
Algérie	5
Côte d'Ivoire	4
Gabon	4
TOTAL SOPRA STERIA 2015**	32 005
RAPPEL TOTAL SOPRA STERIA 2014	33 562
Réduction des émissions	-4,6 %

* Ont été soustraites les émissions dues aux déplacements en train considérés neutres en carbone effectués par le Groupe en Allemagne.

** Pour le périmètre, les données de voyages aériens, ferroviaires et routes sont réelles à 75,5 %.

Pour les pays dont les données sont estimées, celles-ci sont basées sur les informations provenant des pays dont les profils de déplacements des employés sont similaires aux leurs. Pour une meilleure lisibilité, les chiffres ont été arrondis à l'unité la plus proche.

En 2014, le total des émissions de gaz à effet de serre du Groupe dues aux déplacements professionnels atteignait 33 562 t. eq. CO₂. En 2015, les émissions ont été ramenées à 32 005 t. eq. CO₂ et représentent un total de 54 % des émissions totales du Groupe.

La part importante du total des émissions de gaz à effet de serre en France s'explique par l'importance des activités, le nombre d'implantations en régions et la gestion des activités en Inde.

Deux phénomènes expliquent les émissions importantes de déplacement en Allemagne. L'activité de Sopra Steria en Allemagne est majoritairement centrée sur des projets de consulting qui requièrent de fréquents déplacements auprès des clients. D'autre part, le système de maillage du transport ferré allemand est régional ce qui implique un recours plus important au transport aérien et routier pour les déplacements inter-régions.

Le volume total des émissions du Royaume-Uni est directement lié à la gestion des projets réalisés en Inde. Les activités du Royaume-Uni en BPO et BPS y représentent en effet un volume important.

Réduction de plus de 4 % des émissions de gaz à effet de serre du Groupe sur les trajets professionnels

Les nombreuses initiatives développées en 2015 (campagne de sensibilisation, services de navettes, pilotage des coûts) ont permis une réduction de plus de 4 % des émissions de gaz à effet de serre du Groupe sur ses trajets professionnels, sans compromettre la proximité entretenue avec les clients.

Les efforts entrepris depuis fin 2014, dès le rapprochement des entités du Groupe, pour collecter et renforcer la qualité des données, ont permis d'augmenter le pourcentage de données réelles fourni pour 2015. En 2016, Sopra Steria continuera ses efforts et initiatives afin de poursuivre la réduction de ses émissions dues aux déplacements professionnels.

5.6. Bureaux et consommations d'énergie

De nouveaux bureaux aux dernières normes environnementales et un pilotage des consommations d'énergie

Recherchant à limiter l'impact environnemental de ses activités, le Groupe travaille à la réduction de la consommation énergétique de ses locaux.

Pour ses nouveaux bureaux, la politique de Sopra Steria est de privilégier des bâtiments peu consommateurs en énergie. Plusieurs sites du Groupe bénéficient des nouvelles normes environnementales, d'autres innovent et anticipent les réglementations.

5.6.1. GESTION DES LOCAUX

Sopra Steria poursuit la mise en œuvre de mesures contribuant à la préservation de l'environnement :

- aménagement de postes de travail ergonomiques privilégiant la qualité des conditions de travail des collaborateurs ;
- maintenance préventive des installations pour économiser l'énergie ;
- utilisation de produits non toxiques et non dangereux par les prestataires de nettoyage ;
- sensibilisation des collaborateurs aux bonnes pratiques édictées dans le guide des écogestes ;
- mobilisation régulière des gestionnaires de sites au respect de l'environnement et au déploiement des bonnes pratiques.

Concernant la pollution des sols, l'impact de l'activité de Sopra Steria, dans les locaux que le Groupe occupe, n'est pas significatif sur l'environnement.

5.6.2. NOUVEAUX SITES AUX DERNIÈRES NORMES ENVIRONNEMENTALES

La politique de Sopra Steria est de privilégier des bâtiments éligibles aux nouvelles normes RT 2012, BBC (Bâtiment Basse Consommation), HQE® (Haute Qualité Environnementale) et BREEAM (*Building Research Establishment Environmental Assessment Methodology*). Ces choix sont faits en cohérence avec les critères du Groupe pour privilégier la qualité de l'environnement de travail.

En France, plusieurs sites du Groupe bénéficient de ces nouvelles normes environnementales :

- *Green Office*® Meudon, bâtiment à la pointe des dernières technologies en matière de normes environnementales, est ainsi doté d'un cogénérateur biomasse et de panneaux solaires. Il est certifié HQE-BBC® Bâtiment tertiaire et HQE® Exploitation, et également BREEAM – Excellent Europe 2008 ;
- le site de Limonest près de Lyon, d'une surface supérieure à 8 000 m² est également certifié Bâtiment Tertiaire HQE-BBC® ;
- le nouveau bâtiment construit à Colomiers près de Toulouse répond aux nouvelles normes RT 2012 et bénéficie d'une certification HQE® avec une consommation énergétique réglementaire inférieure de 30 % à la consommation réglementaire maximale ;
- les nouveaux bâtiments en construction :
 - l'extension (2 800 m²) prévue à Limonest comportera une certification BREEAM *Very good*,
 - le nouveau site de regroupement d'Aix en Provence (> 4 000 m²) sera certifié HQE®,
 - le projet prévu à Lille (5 000 m²) sera certifié BREEAM *Very good*.

5.6.3. PILOTAGE DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE DES BUREAUX ET DATA CENTERS ON-SITE

La consommation d'énergie dans les bureaux et *Data Centers on-site* (situés dans les locaux du Groupe) est responsable d'une partie importante des émissions du Groupe. Un travail est mené pour réduire la consommation et étendre le recours aux sources d'énergies renouvelables pour alimenter les bâtiments comme en Suède, en Allemagne, au Danemark, en Suisse et au Royaume-Uni où l'énergie utilisée est entièrement renouvelable sur les sites dédiés du Groupe.

Sopra Steria privilégie, tout en tenant compte de ses contraintes locales, les énergies ayant un faible impact environnemental.

I CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE DES BUREAUX
ET DATA CENTERS ON-SITE

(en kWh)	2015		
	Scope 1	Scope 2	% d'énergie renouvelable dans la consommation électrique
France	2 935 112	28 318 240	
Royaume-Uni	5 462 020	12 176 192	70 %
Inde	2 900 089	11 683 878	
Allemagne		2 336 655	93 %
Belgique	854 529	2 168 009	48 %
Norvège		1 826 841	
Espagne		1 673 062	
Pologne	24 384	779 636	
Italie	156 620	722 564	
Suisse	115 833	653 056	99 %
Danemark		333 333	100 %
Tunisie		243 495	
Suède		138 156	100 %
Maroc		168 947	
Luxembourg	174 543	165 457	100 %
Singapour		79 481	
Cameroun		24 474	
Algérie		3 158	
Côte d'Ivoire		2 368	
Gabon		2 368	
TOTAL 2015	12 623 129	63 562 544	20,4 %
RAPPEL TOTAL 2014	11 565 292	64 214 986	

I ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DES BUREAUX
ET DATA CENTERS ON-SITE

(en t. eq. CO ₂)	2015	
	Scope 1	Scope 2
Inde	653	9 687
Royaume-Uni	1 067	6 270
France	284	2 336
Allemagne	0	855
Pologne	5	533
Espagne	0	484
Belgique	158	411
Italie	29	288
Tunisie	0	142
Maroc	0	98
Danemark	0	69
Luxembourg	32	65
Singapour	0	40
Norvège	0	38
Suisse	9	25
Cameroun	0	14
Suède	0	10
Algérie	0	2
Côte d'Ivoire	0	1
Gabon	0	1
TOTAL 2015	2 237	21 381
RAPPEL TOTAL 2014	2 328	21 335

Scope 1 : Combustions des combustibles nécessaires aux opérations détenues ou contrôlées par le Groupe (pétrole, fioul, gaz).

Scope 2 : Énergie consommée par le Groupe (électricité, systèmes de chaleur, de vapeur ou refroidissements).

Les facteurs d'émissions utilisés pour le calcul de cet indicateur sont issus de la définition location-based et de la méthodologie DEFRA du Department for Environment, Food and Rural Affairs britannique.

Location-based : Méthode de calcul du Scope 2 des émissions de gaz à effet de serre, qui s'appuie sur un système de facteur d'émission issu de l'origine géographique.

Malgré une phase de transition entre anciens et nouveaux sites qui a pu générer temporairement une double consommation énergétique, la consommation globale des bureaux et *Data Centers on-site* du Groupe en 2015 est restée stable par rapport à celle de 2014.

Suite à la transposition de la Directive européenne sur la politique énergétique (Directive UE 2012/27), un audit énergétique des sites de certains pays du Groupe a été mené. Ces audits menés en France, au Royaume-Uni et en Allemagne ont permis de renforcer les plans d'améliorations déjà en place (*relamping* progressif, analyse des consommations et changement de fournisseurs dans le cadre de l'ouverture du marché de l'énergie...).

Les efforts entrepris par le Groupe en 2016 permettent une fourniture d'énergie renouvelable à hauteur de 20,4 % sur l'ensemble de la consommation électrique du Groupe. En France, le recours à une centrale d'achat autour de laquelle est regroupée une quinzaine d'entreprises, va permettre dès janvier 2016 la fourniture d'électricité partiellement renouvelable.

Des bureaux à énergie positive pilotés par le dispositif SI@GO®

Green Office® Meudon est un bâtiment Bepos à énergie positive. Il produit 100 % d'énergie renouvelable (cogénération biomasse et panneaux solaires). Sopra Steria, qui l'occupe depuis juillet 2011, est l'un des pionniers dans l'anticipation de la réglementation thermique RT 2020. L'ensemble des productions et consommations d'énergies du bâtiment est piloté par le dispositif d'*energy management* SI@GO®, développée par Sopra Steria. Ce bâtiment est certifié HQE® Exploitation.

5.6.4. FOURNITURE EN ÉNERGIE RENOUVELABLE

PowerPlus en Inde

En 2015, Sopra Steria s'est impliqué dans la production d'énergies renouvelables en étant la première entreprise à mettre en œuvre PowerPlus™, solution de référence du marché des énergies propres.

Au travers de ce dispositif innovant, Sopra Steria investit dans des énergies renouvelables. PowerPlus™ permet de produire l'équivalent de la consommation électrique des *Data Centers* de Sopra Steria en Inde, en investissant dans un projet d'éoliennes dans le sud de l'Inde (Tamil Nadu). Développée par Natural Capital Partners, la solution est conforme aux normes internationales en vigueur. Il s'agit d'un des rares produits éco énergétiques permettant des investissements supplémentaires dans des énergies renouvelables, reliées au réseau électrique. Toutes les transactions PowerPlus™ sont tracées et consignées dans le registre de la solution. Ainsi, l'ensemble des informations chiffrées (sur le réseau électrique, le mix énergétique résiduel et les facteurs d'émission) sont disponibles sur : <http://www.powerplus.energy/registry.html>

Ce dispositif permet aujourd'hui de compenser 628 MWh.

Utilisation de 100 % d'énergie renouvelable au Royaume-Uni, en Suède, en Suisse, en Allemagne et au Danemark

Dans ces pays, et lorsque les bâtiments sont gérés par Sopra Steria, l'énergie utilisée est entièrement renouvelable. Profitant de ressources naturelles importantes favorisant l'utilisation d'énergie renouvelable, la Scandinavie fait partie des pionniers dans ce secteur.

Récupération de l'excès de chaleur et refroidissement éco-intelligent

En Suède, Sopra Steria est installé à Stockholm dans un bâtiment écologique créé en 2010 et doté des dernières innovations technologiques en matière d'efficacité énergétique : le *Kungsbrohuset*. Ce bâtiment récupère l'excès de chaleur produit par les 250 000 passagers qui transitent quotidiennement par la gare centrale toute proche pour chauffer l'immeuble. Quant au refroidissement du bâtiment, un système éco-intelligent a été mis en place utilisant l'eau du canal Klara Sjö.

5.6.5. CONSOMMATION D'EAU

En ce qui concerne la consommation d'eau, Sopra Steria ne consomme que de l'eau du réseau de ville pour un usage principalement sanitaire. L'évaluation précise des consommations d'eau pour l'ensemble du Groupe reste complexe, car elle dépend des systèmes de gestion des charges communiqués par les différents bailleurs. Cependant, le Groupe s'attache à obtenir progressivement l'information.

5.7. Infrastructures informatiques et Data Centers

Une optimisation des infrastructures informatiques et des *Data Centers* certifiés carbone neutre

5.7.1. CHOIX DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

Energy Star

Les ordinateurs fixes ou portables et les serveurs Sopra Steria respectent les normes des constructeurs (Energy Star 5.0 et 5.2) et génèrent une faible consommation énergétique. Les ordinateurs portables sont également équipés de batteries de trois cellules qui permettent un temps de rechargement court ou sont équipés d'un système de recharge rapide (Expresscharge™).

EPEAT

Les nouveaux ordinateurs utilisés par le Groupe intègrent la norme EPEAT. *Electronic product environmental assessment tool* (EPEAT) est un écolabel permettant au consommateur d'évaluer l'effet d'un produit informatique sur l'environnement. Il distingue les produits certifiés en trois catégories répondant à différents critères de performance environnementale (*Gold, Silver et Bronze*).

Ces ordinateurs intégrés au parc informatique labellisés EPEAT sont Gold ou Silver.

5.7.2. VIRTUALISATION DES INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES

Le plan de virtualisation des infrastructures informatiques de Sopra Steria se poursuit. Cette technologie permet la mutualisation et l'optimisation des ressources matérielles des centres informatiques.

Les objectifs de cette démarche se traduisent par :

- une augmentation de la capacité de traitement en réduisant le nombre de machines physiques et, par conséquent, la consommation électrique ;
- l'acquisition de machines plus compactes et plus économes en énergie ;
- des gains de place significatifs dans les centres informatiques en limitant leurs extensions ;
- un allongement de la durée de vie des matériels informatiques.

5.7.3. OPTIMISATION DE LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE DES DATA CENTERS ON-SITE ET OFF-SITE

Les *Data Centers on-site* sont les *Data Centers* situés dans les locaux du Groupe. Les *Data Centers off-site* sont ceux hébergés chez des tiers.

I CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE DES DATA CENTERS (ON-SITE ET OFF-SITE)*

(en kWh)	2015	% d'énergie renouvelable
Royaume-Uni	14 594 689	86 %
France	10 973 842	
Norvège	3 161 922	
Inde	2 205 746	
Suisse	1 102 860	100 %
Allemagne	1 006 860	97 %
Belgique	950 880	100 %
Danemark	353 796	
Pologne	361 003	
Luxembourg	170 990	100 %
Suède	325 215	
TOTAL 2015	35 207 802	
RAPPEL TOTAL 2014	37 573 771	
Réduction des consommations	-6,3 %	50,3 %

* Un *Data Center* ou assimilé est un regroupement d'équipements informatiques, qui bénéficie, au sens de la définition IMSL, d'un espace avec contrôle d'accès, d'espaces sécurisés pour les projets, d'une climatisation, et d'un onduleur.

I ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DES DATA CENTERS (ON-SITE ET OFF-SITE)

(en t. eq. CO ₂)	2015	
	Scope 1	Scope 2
Royaume-Uni		7 421
Inde	115	1 714
France		644
Allemagne		480
Pologne	5	282
Danemark		104
Belgique	12	180
Luxembourg		67
Norvège		43
Suisse		33
Suède		5
TOTAL 2015	132	10 973
RAPPEL TOTAL 2014	109	11 256
Réduction des émissions (Scopes 1+2)		-1,5 %

Scope 1 : Combustions des combustibles nécessaires aux opérations détenues ou contrôlées par le Groupe (pétrole, fioul, gaz).

Scope 2 : Énergie consommée par le Groupe (électricité, systèmes de chaleur, de vapeur ou refroidissement).

Les facteurs d'émissions utilisés pour le calcul de cet indicateur sont issus de la définition location-based et de la méthodologie DEFRA du Department for Environment, Food and Rural Affairs britannique.

Location-based : Méthode de calcul du Scope 2 des émissions de Gaz à effet de Serre émises, qui s'appuie sur un système de facteur d'émission issu de l'origine géographique.

Baisse de la consommation énergétique et part d'énergie renouvelable dans les *Data Centers on-site* et *off-site* du Groupe.

La consommation énergétique ainsi que les émissions de gaz à effet de serre des *Data Centers* situés dans les locaux du Groupe ou chez des tiers ont diminué en 2015 par rapport à 2014 grâce à d'importantes mesures d'optimisation du parc.

De plus en 2015, l'énergie consommée par les *Data Centers* du Groupe (*on-site* et *off-site*) provient à 50,3 % de sources renouvelables.

En 2016, ces mesures d'optimisation sont poursuivies tant en matière d'utilisation d'énergies renouvelables que de l'optimisation des *Data Centers* du Groupe.

5.8. Gestion du cycle de vie des produits

Une gestion du cycle de vie des produits, du choix en catalogue au suivi des déchets



Sopra Steria est engagé dans une démarche d'achat responsable privilégiant produits et services à faible impact environnemental. Du choix des produits en catalogue à la gestion de la vie des produits, et des déchets, Sopra Steria suit chaque étape de la vie de son parc informatique et de ses consommables.

5.8.1. ACHATS DURABLES

a. Achat d'équipements informatiques Energy Star et EPEAT

Le catalogue des fournisseurs d'équipement informatique du Groupe a pour obligation de référencer les équipements bénéficiant des normes Energy Star et EPEAT.

b. Achat de consommables « verts »

Au sein du Groupe, les entreprises de nettoyage utilisent exclusivement des produits « Biologiques et verts ». De plus, les commandes effectuées chez un des fournisseurs de consommables bureautiques sont principalement effectuées sous forme de commandes électroniques et relatives à des produits verts.

En France et en Espagne, le Groupe développe l'utilisation du papier de reprographie labellisé. Le Groupe utilise depuis 2011 du papier de norme SFI sur l'ensemble de ses sites français. L'intégralité des papiers utilisés sont des papiers labellisés (FSC, PEFC, Blue Angel), issus de forêts gérées durablement. En Espagne, l'intégralité du papier acheté est labellisé FSC.

D'autre part, dans le cadre de la campagne de sensibilisation des collaborateurs aux écogestes, une communication spécifique a été lancée pour limiter les impressions, dans un double souci de réduire l'usage du papier et de rationaliser l'utilisation des outils d'impression.

5.8.2. MAÎTRISE DE LA DURÉE DE VIE DES PRODUITS

a. Maîtrise du parc informatique

Sopra Steria gère de manière très précise le parc des matériels informatiques utilisés dans un souci de maîtrise des coûts et de respect de l'environnement.

Ces matériels informatiques utilisés sont référencés dans une base de données gérée avec le logiciel HP – AssetCenter. Le parc Steria est en cours d'intégration progressive à cette base de données. Les informations techniques, financières et d'utilisation mises à jour tout au long de la vie du matériel permettent d'une part

d'optimiser la durée de vie du matériel et d'autre part de s'assurer, qu'en fin de vie, celui-ci soit correctement recyclé.

La qualité des informations collectées contribue à la maîtrise du parc informatique de Sopra Steria et permet d'identifier et de remplacer les matériels obsolètes ou ceux dont l'utilisation ne correspond plus aux standards des métiers du Groupe.

b. Maîtrise des consommations

Depuis plusieurs années, le Groupe a mis en place un modèle de gestion optimisée de l'énergie et harmonisé son parc informatique avec des matériels moins consommateurs d'énergie. Par ailleurs, diverses actions ont été mises en place, comme l'extinction de l'écran au bout de quinze minutes et la mise en veille prolongée. Ceci permet de limiter la consommation d'énergie lorsque les collaborateurs n'utilisent pas leur ordinateur pendant des durées prolongées. Une sensibilisation régulière est également faite via l'intranet, pour inciter les collaborateurs à éteindre ou à mettre en veille leur ordinateur lors des périodes longues de non-utilisation.

Concernant le parc des photocopieurs et imprimantes, le Groupe a développé une démarche de rationalisation du nombre de matériels informatiques et d'usage raisonné des consommables. La connexion au réseau permet également la réduction du nombre de machines avec des photocopieurs qui peuvent fonctionner comme imprimante et scanner (*scan to mail*) et bénéficier d'une impression Noir et Blanc et recto verso par défaut.

5.8.3. GESTION DE FIN DE VIE DES PRODUITS ET GESTION DES DÉCHETS

a. Gestion de fin de vie des équipements électriques et électroniques

Pour le recyclage de ses Déchets d'Équipements Électroniques et Électriques (DEEE), Sopra Steria a recours à des prestataires spécialisés, notamment du secteur adapté. Une fois vérifiés, les matériels non recommercialisables deviennent des DEEE et sont orientés vers des sites de démantèlement agréés pour traitement et dépollution. Plusieurs formes de recyclage sont possibles : recyclage complet du matériel, des pièces détachées ou des matériaux bruts.

Même après la sortie du parc et le recyclage, le Groupe conserve dans sa base de données les informations sur la destination finale de chaque matériel. Pour une gestion écologique de la fin de vie du matériel électrique et électronique, le Groupe cède la majeure partie de son matériel à des organismes certifiés. Enfin, une partie des PC en fin de vie est donnée à des établissements scolaires ou à des associations caritatives.

I QUANTITÉ DE DEEE

(en kg)	2015	% Revente	% Réutilisation	% Recyclage
Inde	107 181	75 %		25 %
Royaume-Uni**	25 674	11 %	89 %	
France	20 939		43 %	56 %
Allemagne**	2 605			98 %
Norvège	1 317		NC	
Suisse**	688			100 %
Italie*	627	30 %	50 %	
Suède	566		NC	
Espagne	454			
Danemark*	142		NC	
Pologne	53			100 %
TOTAL	160 246 ***			

* Données estimées basées sur les informations provenant des pays ayant le même profil de consommation.

** Données incluses estimées pour Sopra Banking Software et/ou Sopra HR Software.

*** Total Quantité de DEEE 2014 = 44 260 kg (données mises à jour grâce à de nouvelles informations disponibles).

Périmètre Sopra : France, Inde, Espagne.

Périmètre Steria : tous pays sauf France, Head Quarter, Singapour, Maroc.

Le volume des DEEE peut varier de manière importante d'une année sur l'autre en fonction du renouvellement d'une partie du matériel

Pour une meilleure lisibilité, les chiffres ont été arrondis à l'unité la plus proche.

Les données réelles en matière de DEEE ont été très largement améliorées en 2015 par rapport à 2014. Le Groupe a mené tout au long de 2015 une importante politique d'homogénéisation des processus de traitement des DEEE au sein des pays du Groupe. Lorsque la configuration géographique du pays le permet, un seul prestataire de traitement des DEEE a été choisi afin de couvrir l'intégralité du territoire de ce pays. Les fournisseurs sont incités à fournir des bordereaux de suivi des déchets mais également à produire des statistiques sur le type de traitement effectué (revente, réutilisation, recyclage intégral).

France

En 2015, afin d'assurer le traitement de ses déchets informatiques, le Groupe a travaillé avec deux sociétés spécialisées, *ATF Gaia*, pour les sites en région et *Tricycle Environnement* pour les sites d'Île-de-France et de Tours.

ATF Gaia organise la collecte d'une majeure partie des DEEE depuis Annecy qui est le site de stockage des matériels informatiques. Cette société emploie des personnes en situation de handicap.

Cette organisation de la gestion des déchets informatiques sur deux zones permet de limiter les transports de matériels en fin de vie.

Ces deux prestataires organisent la collecte des DEEE en offrant une traçabilité importante des déchets informatiques et en proposant plusieurs formes de recyclage :

- le recyclage complet du matériel ;
- le recyclage des pièces détachées ;
- le recyclage des matériaux ;
- la destruction sécurisée des disques et des cartouches magnétiques.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni privilégie la réutilisation par des organismes caritatifs des équipements informatiques dans sa politique de gestion des DEEE. Un schéma d'optimisation de collecte sera mis en place en 2016 afin d'améliorer le processus de gestion des déchets.

Inde

En 2015, un renouvellement du matériel informatique a généré une quantité importante de DEEE. Néanmoins, la grande majorité de ces déchets a été revendue à un fournisseur qui se charge du démantèlement et de la revente des matières premières.

b. Gestion des déchets papier

(en kg)	2015	% recyclé	% détruit
Royaume-Uni	146 900	100 %	
France*	96 269	89 %	13 %
Allemagne**	45 214	98 %	2 %
Inde	27 217	100 %	
Norvège	7 670	100 %	
Suisse**	3 549	99 %	
Danemark ***	827	100 %	
Suède	802	100 %	
TOTAL	328 448		

* Sites pour lesquelles un système de BSD a été mis en place.

** Données incluses estimées pour Sopra Banking Software et/ou Sopra HR Software.

*** Données estimées basées sur les informations provenant des pays ayant le même profil de consommation.

En 2015, le suivi de la consommation de papier dans le Groupe a fait l'objet d'une attention particulière.

Ainsi, certaines initiatives originales de tri et de recyclage ont été lancées par les pays tel que le *closed-loop paper recycling* au Royaume Uni, étape importante de l'économie circulaire, qui utilise un circuit fermé de recyclage du papier, permettant de recycler la quasi-totalité du papier utilisé sur les sites Sopra Steria au Royaume Uni. Cette initiative a ainsi permis le recyclage en 2015 de 146 tonnes de papier au Royaume-Uni.

Pour les bâtiments et les installations que Sopra Steria contrôle, le Groupe a mis en place des politiques locales visant à réduire les quantités de déchets ordinaires générés. Sopra Steria collabore également avec les propriétaires des bâtiments afin de développer le tri sélectif et sa valorisation optimale lors du recyclage.

France

Le tri sélectif mis en place sur de nombreux sites en France s'opère de deux manières :

- par des sociétés spécialisées gérées par le Groupe et fournissant un suivi précis des quantités évacuées et une meilleure traçabilité en fournissant des bordereaux de suivi des déchets ;
- par les municipalités ou par des prestataires non gérés par le Groupe (immeubles multilocataires).

De nouveaux sites ont été équipés en 2015 (Paris – Manhattan, Orléans, Rouen, Strasbourg, Annecy, Lille Urban, Toulouse). Les corbeilles à papier individuelles sont progressivement remplacées par des bacs à recyclage. En fonction du type de tri sélectif mis en place sur chaque site, le tri s'effectue également pour les bouteilles en plastique, les canettes, le verre et les piles usagées.

Inde

Le Groupe a mis en place une politique soutenue de valorisation des déchets papier qui a permis de recycler une grande partie des déchets papier produits.

Le traitement des déchets papier est effectué par les sociétés Green O Tech, basée à New Delhi, IPCA et Rohit Enterprises.

Espagne

Pour la gestion de ses déchets papier, le Groupe a travaillé avec un prestataire spécialisé DCD (*Destruction Confidencial de Documentacion*, SA). Des conteneurs pour le papier usagé sont installés près des imprimantes. Un recyclage des cartouches d'imprimantes ou toner vides est également mis en place avec un prestataire spécialisé, Grupo Columbia. Les déchets organiques ainsi que les plastiques et emballages sont également triés puis pris en charge par les municipalités.

Depuis 2014, une démarche de tri sélectif (déchets organiques, plastiques, emballages et verre) a été mise en place systématiquement pour l'ensemble des collaborateurs. Le recyclage des piles, la gestion des déchets papier et le recyclage des cartouches d'imprimantes sont également effectués.

Royaume-Uni

Depuis 2011, Sopra Steria a fait le choix d'un recyclage en circuit fermé du papier, aujourd'hui étendu à l'ensemble des sites.

De plus, un tri des cartouches d'imprimantes et toner, des bouteilles en plastique, des canettes, de verre et des piles usagées est mis en place sur tous les sites. Depuis 2014, la totalité des déchets gérés par les sites britanniques de Sopra Steria a été retraitée par le recyclage sans qu'aucun déchet n'ait été envoyé en centre d'enfouissement des déchets, la réutilisation et la production d'énergie des déchets non recyclable. Le succès de ce programme *Zero waste to landfill* est le résultat de quatre années d'engagement, de sensibilisation des collaborateurs, de mise en place de nouvelles méthodes de recyclage et d'amélioration de la réutilisation des équipements.

5.9. Réduction des gaz à effet de serre du Groupe

Une réduction des gaz à effet de serre en ligne avec l'objectif de réduction à l'horizon 2020

I ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE SCOPES 1, 2, 3

		2015		2014	
		Location-based	Market-based	Location-based	Market-based
<i>(en t. eq. CO₂)</i>					
Bureaux et <i>Data center on-site</i>	Scope 1	2 237	2 237	2 328	2 328
	Scope 2	21 379	15 723	21 335	14 098
Data center off-site	Scope 3	4 725	1 227	5 482	1 998
Déplacements professionnels		33 244	32 005	35 006	33 562
TOTAL		61 648	48 955	64 151	49 658
Réduction des émissions par rapport à 2014		- 4,0 %			

Location-based : Méthode de calcul du Scope 2 des émissions de gaz à effet de serre émises, qui s'appuie sur un système de facteur d'émission issu de la zone géographique couverte.

Market-based : Méthode de calcul du Scope 2 des émissions de gaz à effet de serre émises, qui s'appuie un système de facteur d'émission issu de la source d'énergie fournie.

Moins d'émissions de gaz à effet de serre produits, plus d'énergie renouvelable achetée par le Groupe

En 2015, l'utilisation de 20 % d'énergie renouvelable dans les consommations énergétiques du Groupe a permis d'éviter l'émission de plus de 12 500 t. eq. CO₂. Au total en 2015, le Groupe a réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 4 % sur le total des émissions, un très bon début au regard de l'objectif de réduction fixé à 15 % d'ici 2020 (sur une base 2014).

Les émissions sur lesquelles l'effort d'amélioration est concentré sont celles sur lesquelles le Groupe a un contrôle direct (énergie des bureaux, des *Data Centers on-site* et des voyages professionnels) ou une influence significative (*Data Centers* gérés pour le Groupe par des fournisseurs externes).

6. Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le Rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, membre du réseau Mazars, commissaire aux comptes de la société Sopra Steria, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1058 ⁽¹⁾, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2015, présentées dans le Rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

RESPONSABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce, préparées conformément aux référentiels utilisés par la société (ci-après les « Référentiels », dont un résumé figure dans le Rapport de gestion et disponibles sur demande au siège de la société.

INDÉPENDANCE ET CONTRÔLE QUALITÉ

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

RESPONSABILITÉ DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le Rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément aux Référentiels (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de cinq personnes entre novembre 2015 et mars 2016 pour une durée d'environ sept semaines.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000 ⁽²⁾.

I – Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de Développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le Rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R. 225-105 alinéa 3 du Code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée au paragraphe « Démarche et note méthodologique » du Rapport de gestion.

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le Rapport de gestion des Informations RSE requises.

II – Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons mené une dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié des Référentiels au regard de leur pertinence, leur exhaustivité, leur fiabilité, leur neutralité, leur caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;

(1) Dont la portée est disponible sur le site www.cofrac.fr

(2) ISAE 3000 - Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information.

RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le Rapport de gestion

- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de Développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les Informations RSE que nous avons considérées les plus importantes ⁽¹⁾ :

- au niveau de l'entité consolidante et de la Direction Développement Durable du Groupe, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le Rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités et de Directions que nous avons sélectionnées ⁽²⁾ en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives.

L'échantillon ainsi sélectionné représente en moyenne 56 % des effectifs et entre 9 % et 73 % des informations quantitatives environnementales.

Pour les autres Informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

CONCLUSION

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément aux Référentiels.

Fait à Paris La Défense, le 21/04/2016

L'organisme tiers indépendant

Mazars SAS

Bruno Pouget
Associé

Emmanuelle Rigaudias
Associée RSE
& Développement durable

(1) Informations sociales : Effectif global, répartition par âge et type de contrats ; Effectif ETP moyen ; Part des salariés cadres dans l'effectif ; Âge moyen des collaborateurs CDI ; Ancienneté moyenne des collaborateurs CDI ; Embauches ; Turnover CDI ; Nombre d'heures et de jours de formation ; Nombre moyen de jours de formation par collaborateur ; Taux d'emploi des personnes handicapées ; Taux d'absentéisme ; Taux de fréquence et taux de gravité des accidents du travail.

Informations environnementales : Consommations d'énergie (bureaux et On-site Data Centers ; Consommations d'énergie des Data Centers (On-site et Off-site) ; Émissions de Gaz à Effet de Serre liées aux consommations d'énergie des bureaux et On-site Data Centers ; Émissions de Gaz à Effet de Serre liées aux consommations d'énergie des Data Centers (On-site et Off-site) ; Émissions de gaz à effet de serre liées aux voyages d'affaires ; Quantité de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

(2) **Sopra Steria France** (Effectif global, répartition par âge et type de contrats ; Effectif ETP moyen ; Part des salariés cadres dans l'effectif ; Âge moyen des collaborateurs CDI ; Ancienneté moyenne des collaborateurs CDI ; Embauches ; Turnover CDI ; Taux d'emploi des personnes handicapées ; Taux d'absentéisme ; Taux de fréquence et taux de gravité des accidents du travail ; Nombre d'heures et de jours de formation ; Nombre moyen de jours de formation par collaborateur).

Sopra Steria France - sites de Vélizy et Annecy (Consommations d'énergie des bureaux et Data Centers On-site ; Consommations d'énergie des Data Centers Off-site ; Émissions de Gaz à Effet de Serre liées aux consommations d'énergie des bureaux et On-site Data Centers ; Émissions de Gaz à Effet de Serre liées aux consommations d'énergie des Data Centers On-site et Off-site).

Sopra HR Software Espagne (Nombre d'heures et de jours de formation ; Nombre moyen de jours de formation par collaborateur).

Sopra Steria Inde (Nombre d'heures et de jours de formation ; Nombre moyen de jours de formation par collaborateur).

Steria limited Royaume-Uni (Effectif global, répartition par âge et type de contrats ; Effectif ETP moyen ; Part des salariés cadres dans l'effectif ; Âge moyen des collaborateurs CDI ; Ancienneté moyenne des collaborateurs CDI ; Embauches ; Turnover CDI).

Sopra Steria Royaume-Uni – sites de Hemel Hempstead et Edinbourg (Consommations d'énergie des bureaux et Data Centers On-site ; Consommations d'énergie des Data Centers Off-site ; Émissions de Gaz à Effet de Serre liées aux consommations d'énergie des bureaux et On-site Data Centers ; Émissions de Gaz à Effet de Serre liées aux consommations d'énergie des Data Centers On-site et Off-site).

Sopra Steria Royaume-Uni (Émissions de gaz à effet de serre liés aux voyages d'affaires ; Quantité de déchets d'équipements électriques et électroniques – DEEE).

4

Comptes consolidés 2015

État du résultat net consolidé	118
État du résultat global consolidé	119
État de la situation financière consolidée	120
État des variations des capitaux propres consolidés	121
Tableau des flux de trésorerie consolidés	122
Notes aux états financiers consolidés	123
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	185

État du résultat net consolidé

(en millions d'euros)

	Notes	Exercice 2015	Exercice 2014
Chiffre d'affaires	3	3 584,4	2 280,4
Charges de personnel	4	- 2 185,6	- 1 437,6
Achats et charges externes	5	- 1 087,9	- 605,6
Impôts et taxes		- 32,4	- 23,4
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations		- 58,4	- 27,0
Autres produits et charges opérationnels courants	5	25,3	6,3
Résultat opérationnel d'activité		245,5	193,0
<i>en % du CA</i>		6,8 %	8,5 %
Charges liées aux stocks options et assimilés	6	- 1,2	- 2,0
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés		- 19,4	- 10,6
Résultat opérationnel courant		225,0	180,3
<i>en % du CA</i>		6,3 %	7,9 %
Autres produits et charges opérationnels	7	- 72,4	- 32,1
Résultat opérationnel		152,6	148,2
<i>en % du CA</i>		4,3 %	6,5 %
Coût de l'endettement financier net	8	- 8,1	- 7,4
Autres produits et charges financiers	8	- 14,9	- 10,7
Charge d'impôt	9	- 47,2	- 34,4
Résultat net des entreprises associées	10	7,2	5,9
Résultat net des activités poursuivies		89,6	101,5
Résultat net des activités cédées		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé		89,6	101,5
<i>en % du CA</i>		2,5 %	4,5 %
Intérêts ne conférant pas le contrôle		5,2	3,3
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		84,4	98,2
<i>en % du CA</i>		2,4 %	4,3 %
RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)			
Résultat de base par action	11	4,27	6,81
Résultat dilué par action	11	4,26	6,77

Remarque : les données présentées en comparaison de celles de 2015 correspondent à celles publiées au 31 décembre 2014 qui comprennent sept mois d'activités de Sopra Group et cinq mois d'activités de Sopra Steria Group.

État du résultat global consolidé

(en millions d'euros)

	Notes	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultat net de l'ensemble consolidé		89,6	101,5
Autres éléments du résultat global :			
Écarts actuariels liés aux engagements de retraite	23.2	125,7	- 53,6
Effets d'impôts		- 33,8	12,8
Éléments relatifs aux entreprises associées		0,3	- 0,1
Sous-total des éléments comptabilisés par capitaux propres et non recyclables en résultat		92,2	- 40,9
Écarts de conversion		45,6	16,7
Variation des couvertures d'investissement net		- 8,6	- 1,5
Effets d'impôts sur couvertures d'investissement net		3,3	- 0,9
Variation des couvertures de flux de trésorerie	30.4	- 0,4	4,3
Effets d'impôts sur couvertures de flux de trésorerie		- 0,2	- 1,5
Éléments relatifs aux entreprises associées		4,8	5,1
Sous-total des éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables en résultat		44,5	22,2
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts		136,7	- 18,7
RÉSULTAT GLOBAL		226,3	82,8
Intérêts ne conférant pas le contrôle		8,2	5,9
Part du Groupe		218,1	76,9

Remarque : les données présentées en comparaison de celles de 2015 correspondent à celles publiées au 31 décembre 2014 qui comprennent sept mois d'activités de Sopra Group et cinq mois d'activités de Sopra Steria Group.

État de la situation financière consolidée

ACTIF (en millions d'euros)	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Écarts d'acquisition	12	1 586,9	1 475,2
Immobilisations incorporelles	13	214,0	219,5
Immobilisations corporelles	14	118,5	109,9
Titres de participation mis en équivalence	15	154,4	146,8
Autres actifs financiers non courants	16	77,7	78,1
Engagements retraites et assimilés	23	7,9	-
Impôts différés actifs	17	142,7	154,7
Actif non courant		2 302,1	2 184,4
Clients et comptes rattachés	18	1 099,8	931,7
Autres actifs courants	19	191,6	166,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20	222,7	222,4
Actif courant		1 514,0	1 320,8
Actifs destinés à la vente	28	5,1	4,8
TOTAL DE L'ACTIF		3 821,3	3 510,0

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF (en millions d'euros)	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Capital		20,4	20,4
Primes		528,3	658,6
Réserves consolidées et autre réserves		561,3	280,0
Résultat de l'exercice		84,4	98,2
Capitaux propres - part du Groupe		1 194,4	1 057,1
Intérêts ne conférant pas le contrôle		38,7	29,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	21	1 233,1	1 086,8
Emprunts et dettes financières - part à long terme	22	437,8	594,9
Impôts différés passifs	17	15,8	8,1
Engagements retraites et assimilés	23	317,3	428,6
Provisions non courantes	24	38,6	30,1
Autres dettes non courantes	25	86,4	62,0
Passif non courant		895,9	1 123,8
Emprunts et dettes financières - part à court terme	22	315,7	69,9
Provisions courantes	24	88,2	69,2
Fournisseurs et comptes rattachés	26	257,5	258,7
Autres dettes courantes	27	1 030,9	901,5
Passif courant		1 692,2	1 299,4
Passifs destinés à la vente	28	0,1	-
TOTAL DU PASSIF		2 588,2	2 423,2
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		3 821,3	3 510,0

Remarque : l'état consolidé de la situation financière au 31/12/2014 est ajusté suite à l'allocation définitive du prix d'acquisition concernant le regroupement d'entreprises avec Steria décrit en note 2.1 Rapprochement Sopra-Steria.

État des variations des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Autres éléments du résultat global	Total part du Groupe	Minori- taires	Total
AU 31/12/2013	11,9	13,2	- 0,3	360,9	- 27,8	357,9	-	357,9
Opérations sur capital	-	0,9	-	0,5	-	1,4	-	1,4
Offre publique d'échange Steria	8,3	643,0	-	-	-	651,3	-	651,3
Palements fondés sur des actions	-	0,1	-	0,4	-	0,5	-	0,5
Opérations sur titres autodétenus	-	-	-	- 0,6	-	- 0,6	-	- 0,6
Dividendes ordinaires	-	-	-	- 22,7	-	- 22,6	-	- 22,6
Plan d'attribution d'actions gratuites	0,1	1,4	-	- 0,2	-	1,3	-	1,3
Variations de périmètre	-	-	- 33,3	23,4	-	- 9,9	24,4	14,5
Put sur intérêts minoritaires	-	-	-	0,6	-	0,6	- 0,6	-
Autres mouvements	-	-	-	0,3	-	0,4	-	0,4
Transactions avec les actionnaires	8,5	645,4	- 33,3	1,7	0,0	622,3	23,8	646,1
Résultat net de la période	-	-	-	98,2	-	98,2	3,3	101,5
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	- 21,3	- 21,3	2,6	- 18,7
Résultat global de la période	-	-	-	98,2	- 21,3	76,9	5,9	82,8
AU 31/12/2014	20,4	658,6	- 33,6	460,9	- 49,1	1 057,1	29,7	1 086,8
Opérations sur capital	0,1	1,0	-	-	-	1,0	1,4	2,4
Réduction de la prime d'émission	-	- 118,8	-	118,8	-	-	-	-
Palements fondés sur des actions	-	-	-	0,9	-	0,9	-	0,9
Opérations sur titres autodétenus	-	-	- 21,3	- 1,2	-	- 22,5	-	- 22,5
Dividendes ordinaires	-	-	-	- 37,5	-	- 37,5	-	- 37,5
Put sur intérêts minoritaires	-	-	-	- 23,0	-	- 23,0	- 0,7	- 23,7
Autres mouvements	-	- 12,4	-	12,7	-	0,4	-	0,4
Transactions avec les actionnaires	0,1	- 130,2	- 21,3	70,7	-	- 80,8	0,8	- 80,0
Résultat net de la période	-	-	-	84,4	-	84,4	5,2	89,6
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	133,7	133,7	3,0	136,7
Résultat global de la période	-	-	-	84,4	133,7	218,1	8,2	226,3
AU 31/12/2015	20,4	528,3	- 54,9	616,0	84,6	1 194,4	38,7	1 233,1

Remarque : les capitaux propres au 31/12/2014 sont ajustés suite à l'allocation définitive du prix d'acquisition du regroupement d'entreprises avec Steria décrit en note 2.1
Rapprochement Sopra-Steria.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultat net consolidé (y compris intérêts ne conférant pas le contrôle)	89,6	101,5
Dotations nettes aux amortissements et provisions	103,3	49,7
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	- 7,3	- 1,9
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	1,2	1,8
Autres produits et charges calculés	-	- 22,4
Plus et moins-values de cession	5,4	0,7
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	- 7,2	- 5,9
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	184,8	123,4
Coût de l'endettement financier net	8,1	7,4
Charge d'impôt	47,2	34,4
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	240,2	165,3
Impôt versé (B)	- 35,2	- 39,1
Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	- 81,9	14,8
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	123,2	140,9
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 42,5	- 26,3
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,2	0,1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	- 0,3	- 9,1
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	-	0,7
Incidence des variations de périmètre	- 92,3	134,2
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)	2,2	2,2
Encaissements / (Décaissements) liés aux emprunts	3,4	1,6
Intérêts financiers nets reçus	0,1	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	- 129,1	103,6
Rachats et reventes d'actions propres	- 22,5	- 0,5
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
■ Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 37,5	- 22,5
■ Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-
Variation des emprunts	94,2	- 61,1
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location-financement)	- 6,6	- 3,5
Contributions additionnelles liées aux engagements de retraite à prestations définies	- 23,3	- 8,3
Autres flux liés aux opérations de financement	5,1	- 1,4
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	9,3	- 95,9
Incidence des variations des cours des devises (G)	15,4	8,9
VARIATION DE TRÉSORERIE NETTE (D+E+F+G)	18,7	157,6
Trésorerie d'ouverture ⁽¹⁾	198,8	41,2
Trésorerie de clôture ⁽¹⁾	217,5	198,8

Remarque : les données présentées en comparaison de celles de 2015 correspondent à celles publiées au 31 décembre 2014 qui comprennent sept mois d'activités de Sopra Group et cinq mois d'activités de Sopra Steria Group.

(1) Cf. note 20

Notes aux états financiers consolidés

PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Note 1	Résumé des principales méthodes comptables	124
Note 2	Périmètre de consolidation.....	134

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Note 3	Chiffre d'affaires	139
Note 4	Charges de personnel	139
Note 5	Autres charges du Résultat opérationnel d'activité.....	140
Note 6	Charges liées aux stock-options et assimilés.....	140
Note 7	Autres produits et charges opérationnels	140
Note 8	Charges et produits financiers.....	141
Note 9	Charge d'impôt	142
Note 10	Résultat net des entreprises associées	143
Note 11	Résultats par action	143

NOTES SUR L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Note 12	Écarts d'acquisition	144
Note 13	Immobilisations incorporelles	146
Note 14	Immobilisations corporelles.....	147
Note 15	Titres de participation mis en équivalence.....	148

Note 16	Autres actifs financiers non courants	149
Note 17	Impôts différés actifs et passifs	150
Note 18	Clients et comptes rattachés.....	152
Note 19	Autres actifs courants.....	152
Note 20	Trésorerie et équivalents de trésorerie	153
Note 21	Capitaux propres.....	153
Note 22	Emprunts et dettes financières	158
Note 23	Engagements retraites et assimilés	160
Note 24	Provisions pour risques et charges	166
Note 25	Autres dettes non courantes	166
Note 26	Fournisseurs et comptes rattachés	167
Note 27	Autres dettes courantes.....	167
Note 28	Actifs non courants destinés à être cédés	167

AUTRES INFORMATIONS

Note 29	Information sectorielle	169
Note 30	Facteurs de risques financiers.....	171
Note 31	Transactions avec les parties liées.....	181
Note 32	Engagements hors bilan et passifs éventuels	183
Note 33	Faits exceptionnels et litiges	184
Note 34	Événements postérieurs à la clôture de la période	184

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2015 du Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 20 avril 2016.

PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Note 1

Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Elles ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

1.1. Base de préparation

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2015 ont été préparés conformément :

- aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ce référentiel est disponible sur le site Internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission ;
- aux normes IFRS telles que publiées par l'IASB.

1.2. Application de nouvelles normes et interprétations

a. Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes, à savoir :

- IFRIC 21 « Droits ou taxes » ;
- améliorations annuelles (2011-2013).

b. Normes et interprétations publiées par l'IASB, adoptées par l'Union européenne mais non appliquées par anticipation :

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations suivants :

- amendement IAS 1 « Disclosure initiative » ;
- amendement IAS 16 et IAS 38 « Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables » ;
- amendement IAS 19 « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel » ;
- amendement IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des coentreprises » ;
- améliorations des IFRS (cycle 2010-2012) dont notamment IFRS 2 « Conditions d'acquisition des droits, de marché, de performance, des services » et IFRS 3 « Comptabilisation d'un ajustement éventuel du prix » ;
- améliorations des IFRS (cycle 2012-2014) dont notamment IFRS 5 « Changement de modalités de cession d'un actif ou groupe d'actifs » et IAS 19 « Taux d'actualisation des hypothèses actuarielles ».

c. Normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 à savoir :

- amendements IFRS 10 et IAS 28 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entité associée ou une coentreprise » ;
- IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » : à ce stade, le Groupe travaille à l'identification des problématiques et en étudiera ensuite tous les impacts.

1.3. Format des états financiers

Concernant la présentation des états financiers consolidés, Sopra Steria Group s'appuie sur la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2013-03 en date du 7 novembre 2013 relative aux formats du compte de résultat, du tableau de flux de trésorerie et du tableau de variation des capitaux propres.

Ainsi, le format du compte de résultat a été aménagé pour améliorer la présentation de la performance de l'entreprise : un agrégat intitulé *Résultat opérationnel d'activité* a été introduit avant le *Résultat opérationnel courant*, il s'agit d'un indicateur utilisé en interne par la Direction pour évaluer la performance de l'entreprise. Cet indicateur correspond au *Résultat opérationnel courant* retraité :

- de la charge relative au coût des services rendus par les bénéficiaires de stock-options et d'actions gratuites ;
- des dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés.

Le résultat opérationnel est ensuite obtenu en additionnant au *Résultat opérationnel courant* les *Autres produits et charges opérationnels*. Ceux-ci correspondent à des produits et des charges opérationnels inhabituels, anormaux, peu fréquents, non prédictifs, et de montant particulièrement significatif, présentés de manière distincte afin de faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.

1.4. Méthodes de consolidation

La société Sopra Steria Group est l'entreprise consolidante.

Les comptes des entreprises placées sous le contrôle exclusif de Sopra Steria Group sont consolidés par intégration globale. Un investisseur contrôle une entité émettrice lorsqu'il est exposé ou qu'il a des droits à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci.

Par conséquent, l'investisseur contrôle une entité émettrice si et seulement si tous les éléments ci-dessous sont réunis :

- il détient le pouvoir sur l'entité émettrice ;
- il est exposé ou a des droits à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice ;
- il a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Les participations dans les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée exister, sauf à démontrer clairement que ce n'est pas le cas, lorsque la société-mère détient, directement ou indirectement, 20 % ou davantage des droits de vote dans l'entreprise détenue.

Les transactions intra-groupe, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés.

Les comptes des sociétés consolidées sont tous arrêtés au 31 décembre. Ils sont le cas échéant retraités afin d'assurer l'homogénéité des règles de comptabilisation et d'évaluation appliquées par le Groupe.

Le périmètre de consolidation est présenté en note 2.

1.5. Conversion des états financiers

a. Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« monnaie fonctionnelle »).

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et de présentation de la société mère Sopra Steria Group.

b. Conversion des comptes des filiales étrangères

Les comptes de toutes les entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis en euros selon les modalités suivantes :

- les éléments d'actifs et de passifs sont convertis au taux de change de clôture ;
- les produits, les charges et les flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de l'exercice ;
- toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres sous la rubrique *Autres éléments du résultat global*.

Les écarts de change découlant de la conversion d'investissements nets dans des activités à l'étranger sont enregistrés en tant que composante distincte des capitaux propres en application de la norme IAS 21. Les écarts de change relatifs aux prêts intra-groupe ont été considérés comme faisant partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans les filiales étrangères concernées.

Lorsqu'une activité étrangère est cédée, ces différences de conversion sont comptabilisées au compte de résultat dans les pertes et profits de cession.

L'écart d'acquisition et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

Le Groupe ne consolide aucune entité exerçant ses activités dans une économie hyper-inflationniste.

Les taux utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

1 € / Devise	Taux moyens de la période		Taux de fin de période	
	Exercice 2015	Exercice 2014	31/12/2015	31/12/2014
Couronne danoise	7,4587	7,4549	7,4626	7,4453
Couronne norvégienne	8,9496	8,3551	9,6030	9,0420
Couronne suédoise	9,3535	9,0969	9,1895	9,3930
Dollar américain	1,1095	1,3288	1,0887	1,2141
Dollar canadien	1,4186	1,4669	1,5116	1,4063
Dollar de Singapour	1,5255	1,6831	1,5417	1,6058
Dirham marocain	10,8204	11,1591	10,7719	10,9667
Dinar tunisien	2,1772	2,2517	2,2126	2,2586
Franc suisse	1,0679	1,2146	1,0835	1,2024
Livre sterling	0,7258	0,8064	0,7340	0,7789
Roupie (Inde)	71,1956	81,0689	72,0215	76,7190
Yuan chinois	6,9733	-	7,0608	-
Zloty polonais	4,1841	4,1845	4,2639	4,2732

c. Conversion des transactions en devises

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au taux de change du jour de l'opération. Les gains et les pertes de change résultant du règlement de ces transactions et ceux découlant de la conversion au taux de change de clôture des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés en résultat, en *Autres produits et charges d'exploitation* pour les transactions faisant l'objet d'une couverture de change et en *Autres produits et charges financiers* pour les autres.

1.6. Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers implique de procéder à des estimations et de retenir des hypothèses concernant l'évaluation de certains actifs et passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que certains éléments du compte de résultat. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe.

Ces estimations et jugements, continuellement mis à jour, sont fondés d'une part sur les informations historiques et d'autre part sur l'anticipation d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Compte tenu de la part d'incertitude relative à la réalisation des hypothèses concernant le futur, les estimations comptables qui en découlent peuvent différer des résultats effectifs se révélant ultérieurement.

Les hypothèses et estimations susceptibles d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles et notamment des écarts d'acquisition (cf. notes 1.7 et 12) ;
- l'évaluation des engagements de retraite (cf. notes 1.19 et 23) ;
- la reconnaissance du revenu (cf. note 1.22) ;
- la valorisation d'actifs d'impôts différés (cf. note 1.14) ;
- les dettes sur détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle (cf. note 1.25) ;
- les provisions pour risques (cf. notes 1.21 et 24).

1.7. Regroupements d'entreprises

Le Groupe applique la norme IFRS 3 révisée à l'achat d'actifs et la reprise de passifs constituant une entreprise. L'acquisition d'actifs ou de groupes d'actifs ne constituant pas une entreprise est comptabilisée selon les normes applicables à ces actifs (IAS 38, IAS 16, IAS 39).

Le Groupe comptabilise tout regroupement d'entreprise selon la méthode de l'acquisition qui consiste :

- à évaluer et à comptabiliser à la juste valeur à la date d'acquisition les actifs identifiables acquis, les passifs repris et

toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires). Le Groupe identifie et affecte ces éléments sur la base des dispositions contractuelles, des conditions économiques et de ses politiques comptables et de gestion ;

- à évaluer et à comptabiliser à la date d'acquisition la différence dénommée « écart d'acquisition » ou « *goodwill* » entre :
 - d'une part, le prix d'acquisition de l'entreprise acquise auquel est ajouté le montant des intérêts minoritaires dans l'acquise,
 - d'autre part, le solde net des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

La date de l'acquisition est la date à laquelle le Groupe obtient effectivement le contrôle de l'entreprise acquise.

Le prix d'acquisition de l'entreprise acquise correspond à la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments de rémunération remis au vendeur en échange du contrôle de l'acquise, en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle.

Dans le cas où la comptabilisation initiale ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, l'acquéreur comptabilise le regroupement en utilisant des valeurs provisoires. L'acquéreur doit ensuite comptabiliser les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale, dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

1.8. Écarts d'acquisition

Pour chaque regroupement d'entreprise, le Groupe a le choix de comptabiliser en tant qu'actif soit un écart d'acquisition partiel (correspondant à son seul pourcentage de détention), soit un écart d'acquisition complet (incluant également un *goodwill* pour les intérêts minoritaires).

Lorsque le calcul de l'écart d'acquisition aboutit à une différence négative (cas d'une acquisition réalisée à des conditions avantageuses), le Groupe comptabilise le profit intégralement en résultat.

Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie aux fins de réalisation des tests de dépréciation dans les conditions décrites sous la note 1.12. Ces tests sont mis en œuvre dès qu'un indice de perte de valeur est constaté et systématiquement au 31 décembre, date de clôture de l'exercice.

1.9. Immobilisations incorporelles

a. Immobilisations acquises séparément

Elles correspondent à des progiciels acquis enregistrés à leur coût d'acquisition. Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur un à dix ans suivant leur durée d'utilité estimée.

b. Immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Elles se composent de progiciels, de relations clients, de marques et de relations distributeurs évalués à leur juste valeur dans le cadre d'une démarche d'affectation du prix d'acquisition d'entités faisant l'objet d'un regroupement d'entreprises. Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur trois à quinze ans suivant leur durée d'utilité estimée. Les marques acquises dont la durée d'utilité ne peut être définie ne sont pas amorties.

c. Immobilisations générées en interne

En application de la norme IAS 38 « *Immobilisations incorporelles* » :

- les dépenses de recherche sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées ;
- les dépenses de développement des progiciels sont immobilisées si les six conditions suivantes sont réunies :
 - faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
 - intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
 - capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle,
 - génération d'avantages économiques futurs probables,
 - disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle,
 - capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Aucune dépense significative de développement des progiciels et solutions (Banque, Ressources Humaines et Immobilier) n'a été comptabilisée en immobilisations incorporelles, les conditions décrites ci-dessus n'étant pas toutes remplies.

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent pour l'essentiel des terrains et constructions, des agencements, mobiliers et matériels de bureau et des équipements informatiques.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors charges financières, diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. Elles n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en retenant les durées d'utilité attendues des différentes catégories d'immobilisations :

Constructions	20 à 50 ans
Agencements	4 à 10 ans
Matériel et équipement informatique	3 à 8 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Mobilier, matériel de bureau	4 à 10 ans

L'amortissement est calculé sur la base du prix d'acquisition, sous déduction d'une valeur résiduelle éventuelle. Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité attendues sont revues à chaque clôture.

1.11. Contrats de location

a. Contrats de location-financement

Les contrats de location d'immobilisations corporelles aux termes desquels le Groupe conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location-financement. Ces contrats sont inscrits à l'actif à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux dus au titre de la location.

Chaque paiement au titre des contrats de location est ventilé entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû. Les loyers contractuels correspondants, nets des charges financières, sont inclus dans le poste *Emprunts et dettes financières*. Les charges financières correspondantes sont comptabilisées au compte de résultat, dans la rubrique *Coût de l'endettement financier*, sur la durée du contrat de location.

Les immobilisations acquises dans le cadre de contrats de location-financement sont amorties sur la durée d'utilité de l'actif ou sur la durée du bail, si celle-ci est inférieure :

- crédit-bail immobilier : les constructions font l'objet d'un amortissement linéaire sur vingt-cinq ans ;
- crédit-bail mobilier relatif aux équipements informatiques : ceux-ci sont amortis linéairement sur quatre ans, durée correspondant très généralement à la durée des contrats.

b. Contrats de location simple

Les contrats de location aux termes desquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

1.12. Dépréciation des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels et des participations dans une entreprise associée

a. Dépréciation d'actifs incorporels

La norme IAS 36 « *Dépréciation d'actifs* » impose d'apprécier à chaque date de reporting s'il existe un quelconque indice de perte de valeur d'un actif. S'il existe un tel indice, l'entité doit estimer la valeur recouvrable de l'actif.

Une entité doit aussi, même en l'absence d'indice de perte de valeur :

- tester annuellement une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée ;
- effectuer un test de dépréciation du *goodwill* acquis lors d'un regroupement d'entreprises.

En pratique, la problématique des tests de dépréciation concerne essentiellement les écarts d'acquisition qui constituent l'essentiel de l'actif non courant du bilan consolidé de Sopra Steria Group.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles sont affectés les actifs. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Le Groupe retient une segmentation en unités génératrices de trésorerie homogène avec l'organisation opérationnelle des métiers, le système de pilotage et de reporting et l'information sectorielle (cf. note 1.23). Les tests de dépréciation consistent à comparer la valeur comptable et la valeur recouvrable des UGT. La valeur recouvrable d'une UGT représente la valeur la plus élevée entre sa juste valeur (généralement le prix du marché), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité d'une UGT est déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux futurs de trésorerie (méthode dite des DCF) :

- flux afférents à une période explicite de prévision de cinq ans, la première année de cette période s'appuyant sur le budget ;
- flux postérieurs à cette période de cinq ans calculés par application d'un taux de croissance à l'infini reflétant le taux de croissance réelle anticipé de l'économie à long terme auquel s'ajoute le taux d'inflation anticipé à long terme.

Le taux d'actualisation s'appuie sur le coût moyen pondéré du capital. Celui-ci est rapproché des estimations réalisées par les bureaux d'analyse financière. Au final, les taux d'actualisation utilisés par UGT résultent de ce travail de comparaison et sont compris entre les coûts moyens pondérés du capital et la moyenne des estimations des analystes.

Les taux de croissance à l'infini résultent d'une moyenne des estimations réalisées par les bureaux d'analyses financières.

Si la valeur comptable de l'UGT excède sa valeur recouvrable, les actifs de l'UGT sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable. La perte de valeur est imputée en priorité sur l'écart d'acquisition et enregistrée au compte de résultat dans la rubrique *Autres produits et charges opérationnels*.

La reprise des pertes de valeur de l'écart d'acquisition relatif à des participations consolidées par intégration globale est interdite.

La segmentation en UGT retenue par le Groupe, ainsi que les paramètres de calcul utilisés pour les tests de dépréciation, sont présentés aux notes 12.3 et 12.4.

b. Dépréciation des participations dans une entreprise associée

Les titres mis en équivalence constituent un actif unique et doivent être testés pour dépréciation conformément à la norme IAS 36 « *Dépréciation d'actifs* ».

L'écart d'acquisition relatif à une entreprise associée est inclus dans la valeur des titres mis en équivalence et ne doit pas faire l'objet d'un test de dépréciation distinct, la valeur des titres mis en équivalence étant appréciée *goodwill* compris.

À chaque date de clôture, en présence d'un indice de dépréciation de la participation dans l'entreprise associée, la société mère met en œuvre un test de dépréciation consistant à comparer la valeur comptable des titres mis en équivalence avec leur valeur recouvrable.

Selon la norme IAS 36, la valeur recouvrable d'une participation dans une entreprise associée est le montant le plus élevé entre

d'une part, la valeur d'utilité, calculée en fonction des flux de trésorerie futurs, et d'autre part, la juste valeur de la participation, nette des coûts de cession. Si les titres de l'entité associée sont des titres cotés, leur juste valeur diminuée des coûts de la vente correspond au cours de Bourse diminué des coûts de la vente puisqu'il s'agit du prix actuel d'échange de ces titres, en l'absence d'accord ferme de cession.

La perte de valeur éventuelle est enregistrée en compte de résultat en *Autres produits et charges opérationnels*.

En cas d'amélioration de la valeur recouvrable des titres mis en équivalence justifiant une reprise de perte de valeur, la totalité de la perte de valeur doit être reprise, y compris la partie relative à l'écart d'acquisition.

1.13. Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes :

- actifs évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- actifs détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances ; et
- actifs disponibles à la vente.

La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition des actifs financiers. La Direction détermine la classification de ses actifs financiers lors de la comptabilisation initiale et la reconsidère à chaque date de clôture annuelle ou intermédiaire.

Les actifs financiers reconnus par le Groupe sont constitués des éléments suivants.

a. Actifs évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Cette catégorie comprend, d'une part, les actifs financiers détenus à des fins de transaction (actifs acquis principalement dans le but d'être revendus à court terme) et, d'autre part, ceux désignés lors de leur comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les variations de juste valeur des actifs de cette catégorie sont comptabilisées au compte de résultat.

Ces actifs sont principalement constitués des valeurs mobilières de placement et autres équivalents de trésorerie.

b. Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils représentent les actifs financiers émis par le Groupe du fait de la remise directe à un débiteur d'argent ou de biens et services. Initialement comptabilisés à leur juste valeur, les prêts et créances font l'objet d'une évaluation ultérieure au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif.

Le Groupe distingue :

- les prêts et créances à long terme classés dans les actifs financiers non courants ;
- les créances commerciales à court terme et autres créances assimilées. Les créances clients à court terme restent évaluées pour le montant de la facture d'origine, la valeur nominale représentant habituellement la juste valeur de la contrepartie à recevoir.

c. Actifs disponibles à la vente

Il s'agit d'actifs financiers non dérivés n'entrant dans aucune autre catégorie, que l'entreprise ait ou non l'intention de les céder.

Les variations de juste valeur de ces actifs sont comptabilisées directement en capitaux propres, à l'exception des pertes de valeur enregistrées en résultat et considérées comme définitive. Les instruments de capitaux propres dont la juste valeur ne peut être déterminée de manière fiable (actifs non cotés sur un marché actif ou marché non actif) sont comptabilisés à leur coût.

Le Groupe a classé dans cette catégorie des titres de participation de sociétés non consolidées sur lesquelles il n'exerce ni influence notable ni contrôle et des obligations cotées dont le marché n'est pas considéré comme actif.

d. Dépréciation d'actifs financiers

À chaque date de clôture, le Groupe apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers.

Les prêts et créances font l'objet de dépréciations dès lors que leur valeur recouvrable estimée est inférieure à leur valeur nette comptable. Ainsi, s'agissant des créances commerciales, une dépréciation est constatée de manière individuelle pour prendre en compte d'éventuels problèmes de recouvrement. Elles sont comptabilisées par le compte de résultat et reprises en cas d'évolution favorable de la valeur recouvrable dans le *Résultat opérationnel d'activité*.

Les pertes de valeur des actifs disponibles à la vente enregistrées en résultat sont considérées comme définitives. La valeur recouvrable de ces actifs est appréciée en tenant compte de différents critères (part du Groupe dans la situation nette de ces sociétés, perspectives de développement et de rentabilité de l'entité dans laquelle le Groupe a investi...). Les pertes de valeur sont directement constatées au compte de résultat en *Autres produits et charges financiers* et ne peuvent pas être reprises.

1.14. Impôts courants et différés

Le Groupe détermine ses impôts courants en les calculant conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables. La charge d'impôt courante est calculée sur la base des législations fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture des comptes dans les pays où les filiales et les entreprises associées du Groupe exercent leurs activités et génèrent des revenus imposables.

Des impôts différés sont comptabilisés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours des exercices futurs dans un délai raisonnable.

Ils sont revus à chaque date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôts sont évalués en utilisant le taux d'impôt adopté ou quasi-adopté applicable à l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quelle que soit leur échéance, sont compensés lorsque :

- le Groupe a juridiquement le droit de compenser les actifs et passifs d'impôt courant ; et
- les actifs et passifs d'impôt différé concernent une même entité fiscale.

L'impôt différé est comptabilisé au compte de résultat, à moins qu'il ne se rapporte à des éléments inscrits directement en *Autres éléments du résultat global* ; dans ce cas, il est également enregistré en gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres.

1.15. Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme, des swaps et des options pour se couvrir contre les risques associés aux taux d'intérêts et à la fluctuation des cours des monnaies étrangères. Ces instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur.

Tous gains et pertes provenant des variations de juste valeur de dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont comptabilisés directement dans le compte de résultat en *Autres produits et charges financiers*.

La juste valeur des contrats de change à terme est calculée par référence aux cours actuels pour des contrats ayant des profils de maturité similaires. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est déterminée par référence aux valeurs de marché d'instruments similaires.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées :

- soit de couvertures de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, ou d'un engagement ferme (excepté pour le risque de change) ;
- soit de couvertures de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est attribuable soit à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé, soit à une transaction future hautement probable ou au risque de change sur un engagement ferme ;
- soit de couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

Les instruments de couverture qui satisfont aux critères de la comptabilité de couverture sont comptabilisés de la manière suivante :

a. Couvertures de juste valeur

Les variations de juste valeur d'un dérivé qualifié de couverture de juste valeur sont comptabilisées en résultat (*Autres produits ou charges d'exploitation* ou *Autres produits ou charges financiers* en fonction de la nature de l'élément couvert). La part d'inefficacité des couvertures est traduite immédiatement en compte de résultat en *Autres produits financiers* ou en *Autres charges financières*. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables au risque couvert ajustent la valeur comptable de l'élément couvert et sont aussi comptabilisées en résultat.

b. Couvertures de flux de trésorerie

Le profit ou la perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé directement en capitaux propres, alors que la partie inefficace est comptabilisée en résultat, en *Autres produits financiers* ou en *Autres charges financières*.

Les gains et les pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont inclus dans le résultat de la période au cours de laquelle la transaction couverte affecte le résultat.

Si le Groupe s'attend à ce que la transaction prévue ou l'engagement ne se réalise pas, les gains et les pertes préalablement comptabilisés directement en capitaux propres sont enregistrés en résultat. Si l'instrument de couverture arrive à maturité, est vendu, résilié ou exercé sans remplacement ou renouvellement, ou si sa désignation comme instrument de couverture est révoquée, les montants précédemment comptabilisés en capitaux propres y sont maintenus jusqu'à la réalisation de la transaction prévue ou de l'engagement ferme.

c. Couvertures d'un investissement net

Les couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger, y compris la couverture d'un élément monétaire comptabilisé comme faisant partie de l'investissement net, sont comptabilisées de la même manière que les couvertures de flux de trésorerie.

Le profit ou la perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé directement en capitaux propres, alors que la partie inefficace est comptabilisée en résultat.

Lors de la sortie de l'activité à l'étranger la valeur cumulée des profits ou des pertes qui a été comptabilisée directement en capitaux propres est comptabilisée en résultat.

1.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique *Trésorerie et équivalents de trésorerie* comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois, et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans le poste *Emprunts et dettes financières part à court terme*.

Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur hors variation de change.

Les OPCVM classés par l'AMF (Autorité des marchés financiers) dans les catégories « monétaire » et « monétaire court terme » sont présumés, à titre pratique, satisfaire d'emblée aux quatre critères d'éligibilité cités. L'éligibilité des autres OPCVM de trésorerie en qualité d'« équivalents de trésorerie » n'est pas présumée : une analyse du respect des quatre critères cités étant impérative.

Les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à leur juste valeur ; les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat dans le *Coût de l'endettement financier net*.

1.17. Paiements fondés sur des actions

a. Options de souscription d'actions

Des options de souscription d'actions Sopra Steria Group sont attribuées à certains membres du personnel, sous condition de présence dans le Groupe à la date d'exercice. L'avantage accordé au titre des plans de stock-options constitue un complément de rémunération évalué et comptabilisé dans les états financiers.

Les bénéficiaires des options peuvent exercer leurs droits cinq ans après la date d'attribution et ce, pendant un délai de trois ans, soit entre la sixième et la huitième année suivant l'attribution.

La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution, confiée à un établissement spécialisé, est effectuée en appliquant un modèle de type Black & Scholes prenant en compte les dividendes discrets, l'utilisation d'une courbe de taux, les exercices anticipés. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'un cinquième par an.

Cette comptabilisation est faite au compte de résultat à la rubrique *Charges liées aux stock-options et assimilés*, la contrepartie étant portée directement en capitaux propres au poste *Réserves consolidées et autres réserves*. L'impact net sur les capitaux propres consolidés est donc nul.

La totalité des options détenues par les bénéficiaires présents aux dates d'arrêté comptable concernées sont prises en compte dans le calcul compte tenu du taux très élevé d'exercice des options.

Conformément aux règlements des différents plans d'options, les actions résultant des levées d'options ne peuvent être converties au porteur ou cédées pendant le délai d'indisponibilité légal.

b. Actions gratuites avec et sans conditions de performance

À la fin de chaque exercice, le Groupe revoit, sur la base des conditions de performance non liées au marché, ses estimations du nombre d'actions qui seront finalement acquises. L'impact de cette réestimation est comptabilisé au compte de résultat en contrepartie des capitaux propres.

Les actions gratuites sont valorisées seulement au cours du jour de l'attribution de l'action. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont frappés de conditions d'incessibilité, leur juste valeur prend en compte le coût de l'incessibilité. Le cas échéant, l'impossibilité de percevoir des dividendes est également prise en compte dans le calcul de la juste valeur. Enfin, la charge cumulée reconnue tient compte également de l'estimation du nombre d'actions qui seront finalement acquises.

La charge correspondant à l'avantage accordé au personnel au titre des actions gratuites est comptabilisée en résultat linéairement sur la période d'acquisition des droits à la rubrique *Charges liées aux stock-options et assimilés*.

1.18. Titres d'autocontrôle

Toutes les actions Sopra Steria Group détenues par la société mère sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Les gains ou pertes résultant de la cession d'actions propres sont ajoutés ou déduits nets d'impôts des réserves consolidées.

1.19. Provision pour retraite et engagements assimilés

a. Avantages à court terme et régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Le Groupe comptabilise en *Charges de personnel* le montant des avantages à court terme, ainsi que les cotisations à payer au titre des régimes de retraite généraux et obligatoires. N'étant pas engagé au-delà de ces cotisations, aucune provision n'est comptabilisée au titre de ces régimes.

b. Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Les régimes à prestations définies sont supportés soit directement par le Groupe qui provisionne les coûts des prestations à servir, soit au travers de fonds de pension auxquels le Groupe contribue. Dans les deux cas, le Groupe comptabilise une dette de retraite correspondant à la valeur actuelle des paiements futurs estimés fonctions de paramètres internes et externes et de règles et législations propres à chaque entité du Groupe.

Des plans d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies peuvent comporter des actifs de couvertures destinés à éteindre les obligations. Ils sont financés par des fonds de pensions ayant une existence légale distincte des entités constituant le Groupe. Les actifs détenus par ces fonds sont principalement placés sous forme d'actions et d'obligations. Leur juste valeur est généralement déterminée par leur valeur de marché.

Les engagements des régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi sont déterminés annuellement selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetées (*projected unit credit method*) qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs.

La valeur actuelle des engagements de retraite est déterminée par l'actualisation des décaissements futurs de trésorerie au taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraites concernée.

La charge représentative du coût des services rendus au cours de la période est comptabilisée, en compte de résultat, dans la rubrique *Charges de personnel*.

Les effets des changements de régime, reconnus au travers des coûts des services passés (coûts liés aux services rendus au cours de périodes antérieures modifiés par l'introduction de changements ou de nouveaux régimes à prestations), sont immédiatement

constatés dans le compte de résultat lors de leur survenance, dans la rubrique *Charges de personnel*.

Les pertes ou profits reconnus en cas de réduction ou de liquidation de régimes de retraite à prestations définies sont comptabilisés, lors de la survenance de l'événement, au compte de résultat en *Autres charges opérationnelles* ou en *Autres produits opérationnels*.

Une charge d'intérêts est comptabilisée au compte de résultat en *Autres charges financières* et correspond au coût de la désactualisation des engagements de retraite net des actifs de couverture.

Les hypothèses de calcul actuariel des engagements de retraite à prestations définies comportent des incertitudes qui peuvent affecter la valeur des actifs financiers et des obligations vis-à-vis des employés. Les gains et pertes actuarielles résultant des effets des changements d'hypothèses démographiques, d'hypothèses financières et de la différence entre le taux d'actualisation et le taux de rendement effectif des actifs de couverture, net de leurs frais de gestion et d'administration, sont portés directement en capitaux propres dans la rubrique des *Autres éléments du résultat global* et ne sont pas recyclables par le compte de résultat.

c. Autres avantages à long terme

Le Groupe comptabilise également d'autres avantages à long terme qui sont, par exemple :

- les absences rémunérées de longue durée, telles que les congés liés à l'ancienneté ou les congés sabbatiques ;
- les jubilé ou autres avantages liés à l'ancienneté ;
- l'intéressement et les primes à payer douze mois ou plus après la fin de la période pendant laquelle les membres du personnel ont effectué les services correspondants ;
- la dette liée à la participation des salariés. Elle est comptabilisée à la valeur actuelle de l'obligation à la date de clôture. L'année de l'affectation de la participation, le différentiel entre la valeur actuelle de la participation et le montant nominal qui sera versé aux salariés à l'issue de la période de blocage est porté en dettes avec comme contrepartie l'enregistrement d'une charge supplémentaire en charges de personnel. Ce différentiel est repris en diminution des charges financières au titre des cinq années suivantes ;
- les rémunérations différées versées douze mois ou plus après la fin de la période au cours de laquelle elles ont été acquises.

L'ensemble des charges relatives aux autres avantages à long terme sont comptabilisés immédiatement au compte de résultat.

1.20. Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières comprennent essentiellement :

- les emprunts obligataires et bancaires : ceux-ci sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement comptabilisés à leur coût amorti ; toute différence entre les produits (nets des coûts de transaction) et la valeur de remboursement est comptabilisée au compte de résultat sur la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;

- les dettes liées aux contrats de location-financement : une dette est comptabilisée au commencement de chaque contrat pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers futurs au titre de la location (actualisation au taux d'intérêt implicite du contrat) ;
- les concours bancaires courants.

La part des emprunts et dettes financières devant être réglée dans les douze mois à compter de la date de clôture est classée en passifs courants.

1.21. Provisions et passifs éventuels

a. Provisions

Les obligations actuelles résultant d'événements passés à l'égard des tiers sont comptabilisées en provisions dès lors qu'il est probable qu'elles provoqueront une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci et si la sortie de ressources peut être évaluée de manière fiable.

Les provisions étant estimées sur la base de risques ou de charges futures, leurs montants comportent une part d'incertitude et sont susceptibles d'être ajustés au cours des périodes ultérieures. L'impact de l'actualisation des provisions est pris en compte si celui-ci est significatif.

Dans le cas spécifique des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de rupture de contrat, aux préretraites, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites. Notamment, une provision est constituée pour le montant des loyers et frais annexes à payer, net des recettes estimées de sous-locations, sur tout bien immobilier, si le bien est sous-loué ou vacant et n'est pas destiné à être utilisé dans le cadre des activités principales.

Les mises au rebut d'immobilisations, dépréciations de stock et autres actifs, liées directement à des mesures de restructuration, sont également comptabilisées dans les coûts de restructuration.

b. Passifs éventuels

Dans la mesure où le passif n'est pas probable ou ne peut être mesuré de manière fiable, un passif éventuel est mentionné dans les engagements du Groupe. Par exception, dans le cadre de regroupement d'entreprises, le Groupe peut reconnaître au bilan des passifs éventuels s'ils résultent d'une obligation actuelle découlant d'événements passés et si sa juste valeur peut être estimée de manière fiable, même s'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation.

1.22. Reconnaissance du revenu

a. Prestations de Conseil et d'Intégration de systèmes

Prestations d'assistance technique, de conseil, de formation, de réalisation en régie

Elles sont comptabilisées quand le service est rendu, c'est-à-dire en règle générale au moment de la facturation.

La production fait l'objet d'un examen à chaque arrêté de comptes :

- les services rendus non encore ou partiellement facturés sont évalués en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés ou des unités d'œuvre facturables. Ils sont enregistrés en chiffre d'affaires et figurent au bilan à la rubrique *Factures à établir* du poste *Clients et comptes rattachés* ;
- les prestations facturées mais non encore totalement exécutées sont déduites du chiffre d'affaires facturé et sont portées au passif du bilan à la rubrique *Produits constatés d'avance* du poste *Autres dettes courantes*.

Prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait

Ces contrats sont caractérisés par un engagement en termes de prix, de conformité et de délai. Les prestations correspondant à ce type de contrat sont enregistrées selon la méthode à l'avancement, suivant les modalités ci-après :

- le chiffre d'affaires et le résultat dégagés sur le contrat sont comptabilisés en fonction d'une estimation qualifiée de l'avancement du contrat déterminée suivant les procédures Qualité en vigueur dans le Groupe. En général, seuls 90 % du montant prévu au contrat sont retenus pour la valorisation pendant la phase de réalisation du projet, les 10 % restants n'étant disponibles qu'à partir de la livraison ;
- le montant comptabilisé à chaque arrêté de comptes est obtenu par différence entre le budget disponible (90 % du contrat) et le montant réservé à la couverture totale des jours restant à effectuer. Il est porté à la rubrique *Factures à établir* du poste *Clients et comptes rattachés*. Les acomptes perçus sont portés en déduction du poste *Clients*. Celui-ci figure donc au bilan pour son montant net.

Par ailleurs, des coûts engagés dans la phase de démarrage d'un contrat peuvent être reconnus au bilan comme travaux en cours quand ils sont liés à des activités futures du contrat et à condition qu'il soit probable qu'ils généreront des avantages économiques futurs. Ces coûts de transition capitalisés figurent au bilan sous la rubrique *Clients et comptes rattachés*.

Dans le cas où le contrat deviendrait déficitaire, la perte à terminaison est systématiquement provisionnée dans le poste *Provisions pour risques et charges*.

b. Prestations liées aux activités Progiciels et Solutions

Les prestations fournies dans le cadre des activités Progiciels et Solutions (Banque, Immobilier, Ressources Humaines) comprennent :

- le droit d'utilisation (licence) des progiciels et solutions ;
- la maintenance ;
- les services associés : installation, paramétrage, adaptation, formation, etc.

En règle générale, des contrats distincts de licence et maintenance d'une part, et de services associés d'autre part, sont conclus avec les clients

Dans ce cas, les différents éléments constitutifs de ces contrats sont comptabilisés de la manière suivante :

- la licence est comptabilisée lors de la livraison, celle-ci devant être considérée comme accomplie lorsque toutes les obligations contractuelles ont été remplies, c'est-à-dire lorsque les prestations restant éventuellement à exécuter ne sont pas significatives et ne sont pas susceptibles de remettre en cause l'acceptation par le client des produits livrés ou des services rendus ;
- la maintenance, généralement facturée d'avance, est comptabilisée *prorata temporis* ;
- les services sont le plus fréquemment effectués en mode régie et sont enregistrés à l'issue de leur réalisation, c'est-à-dire en général au moment de la facturation. Ils peuvent parfois faire l'objet d'un contrat au forfait alors comptabilisé suivant la méthode à l'avancement décrite au paragraphe 1.22.a.

Parfois, des contrats composés d'éléments multiples (licence, maintenance, prestations associées...) peuvent être négociés pour un prix global

Dans ce cas, le montant du chiffre d'affaires attribuable à la licence est obtenu par différence entre le montant total du contrat et la juste valeur des autres éléments qui le composent : maintenance, prestations associées. Cette valorisation des autres éléments est effectuée par référence aux prix facturés aux clients, lorsque l'élément est vendu séparément (grille tarifaire) ou sur la base d'un prix de vente déterminé par la Direction, sur la base de ses meilleures estimations. Le montant de la licence, montant résiduel, est comptabilisé à la livraison.

Dans certains cas, assez rares, les services associés peuvent être considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel

Cette situation peut survenir lorsque les projets présentent un degré de complexité significative et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Le projet est alors considéré dans son ensemble et fait l'objet d'un suivi particulier par la Direction industrielle. Il donne lieu à comptabilisation suivant la méthode à l'avancement décrite au paragraphe 1.22.a.

1.23. Information sectorielle

En application d'IFRS 8, l'information sectorielle est basée sur les données internes de gestion utilisées par le Directeur général, principal décideur opérationnel du Groupe.

Le Groupe est géré sur une base reflétant à la fois ses métiers et la répartition géographique de ses activités.

Les secteurs présentés correspondent :

- au Conseil, à l'Intégration de Systèmes et à l'Infrastructure Management exercés en **France** ;
- à l'Intégration de Systèmes exercée au **Royaume-Uni** par un ensemble de filiales ;
- à l'Intégration de Systèmes exercée en **Europe** par un ensemble de filiales ;
- à l'activité de **Sopra Banking Software** ;

- à l'activité des **Autres Solutions** qui regroupe l'activité des produits portant sur les Ressources Humaines et l'Immobilier.

1.24. Résultats par action

Les résultats par action présentés avec le compte de résultat sont calculés à partir du résultat net – part du Groupe suivant les modalités décrites ci-dessous :

- le résultat de base par action est déterminé à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, calculé en fonction des dates d'encaissement des fonds provenant d'augmentations de capital réalisées en numéraire, et de la date de première consolidation pour les augmentations de capital réalisées en rémunération d'apports externes de titres de nouvelles sociétés consolidées ;
- le résultat dilué par action est calculé en ajustant le résultat net – part du Groupe et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de l'effet dilutif des plans d'options de souscription d'actions ouverts à la clôture de l'exercice et des plans d'attribution gratuite d'actions. Il est fait application de la méthode du rachat d'actions au prix du marché sur la base du cours moyen annuel de l'action.

1.25. Options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle

Lorsque des détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle disposent d'une option de vente de leur participation au Groupe, une dette est constatée en autre passif non courant pour un montant correspondant à la valeur actuelle du prix d'exercice estimé de l'option. La contrepartie de la dette induite par ces engagements est comptabilisée :

- par imputation prioritairement sur le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle correspondant ;
- puis, pour le solde, par imputation sur les réserves consolidées en part du Groupe.

Les variations ultérieures de cette option de vente liées à d'éventuels changements d'estimations ou relatives à sa désactualisation sont comptabilisées en contrepartie des intérêts ne conférant pas le contrôle correspondant et pour le solde en diminution des réserves consolidées en part du Groupe.

1.26. Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Un actif non courant destiné à être cédé est :

- un actif dont la valeur comptable sera recouvrée principalement par une transaction de vente et non par son utilisation continue ;
- disponible pour une vente immédiate dans son état actuel (sous réserve des conditions habituelles et coutumières pour ce genre d'opération) ;

- dont la vente est hautement probable.

La cession est considérée comme hautement probable en cas de :

- plan de vente engagé et décidé par le niveau de direction approprié ;
- programme actif lancé pour trouver un acheteur et finaliser le plan ;
- délai de réalisation attendu de la cession d'au maximum un an (ce délai pouvant être prolongé en cas d'éléments prouvant que le plan de cession est toujours engagé) ;
- probabilité très faible que des changements notables du plan interviennent ou que le plan soit abandonné ;
- commercialisation active à un prix raisonnable eu égard à sa juste valeur.

Une activité abandonnée est une composante cédée ou classée comme détenue en vue de la vente, et :

- qui représente une activité ou une zone géographique principale et distincte ;

- ou qui fait partie d'un plan unique et coordonné de cession d'une zone géographique principale et distincte.

À partir du classement en actifs non courants destinés à être cédés ou en activités abandonnées, les actifs cessent d'être amortis.

Au bilan, ces catégories d'actifs sont valorisées au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de cession. Ils sont présentés séparément sur une ligne distincte de l'actif et du passif, sans compensation des actifs et passifs.

Dans le cas spécifique des activités abandonnées, le Groupe distingue leur résultat de celui des activités poursuivies et le présente sur une seule ligne du compte de résultat. Celle-ci comprend le profit ou la perte après impôt de ces activités et, le cas échéant, le résultat de leur évaluation à la juste valeur. Le Groupe fournit ces mêmes informations au titre des périodes antérieures qui sont présentées en comparatif de la période courante. Il en fait de même pour les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées.

Note 2

Périmètre de consolidation

2.1. Rapprochement Sopra - Steria

Sopra Group a acquis 100 % des titres Steria en 2014 (cf. chapitre 4 - note 2.1 du document de référence 2014).

La juste valeur des actifs acquis et des passifs repris a été mise à jour au 30 juin 2015 en fonction d'informations nouvelles sur des faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui n'étaient pas connus au 31 décembre 2014. Celles-ci concernent principalement des risques projets en France, au Royaume-Uni et en Allemagne et des risques fiscaux en France.

Ainsi, le prix d'acquisition est désormais alloué, de manière définitive, aux actifs et passifs identifiables sur la base des justes valeurs estimées de la manière suivante :

(en millions d'euros)

Juste valeur

Actifs incorporels affectés	127,3
Autres immobilisations incorporelles	43,0
Immobilisations corporelles	52,6
Impôts différés	104,3
Clients et comptes rattachés	412,6
Autres actifs	186,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	168,1
Total des actifs acquis	1 094,1
Emprunts et dettes financières	541,5
Provisions retraites et engagements assimilés	286,1
Provisions pour risques et charges	84,1
Fournisseurs et comptes rattachés	177,4
Autres passifs	467,9
Total des passifs repris	1 557,0
TOTAL ACTIFS NETS ACQUIS / (PASSIFS NETS REPRIS)	- 462,8
Intérêts minoritaires	- 24,4
ÉCART D'ACQUISITION	1 128,7
PRIX D'ACQUISITION	641,4

La juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés a été corrigée de manière rétrospective. L'information comparative au 31 décembre 2014 présentée dans les états financiers a été corrigée en conséquence de la façon suivante :

ACTIF (en millions d'euros)	31/12/2014 publié	Ajustements	31/12/2014
Écarts d'acquisition	1 449,3	25,9	1 475,2
Immobilisations incorporelles	219,5	-	219,5
Immobilisations corporelles	109,9	-	109,9
Titres de participation mis en équivalence	146,8	-	146,8
Autres actifs financiers non courants	78,1	-	78,1
Impôts différés actifs	156,3	- 1,6	154,7
Actif non courant	2 160,1	24,3	2 184,4
Clients et comptes rattachés	942,3	- 10,6	931,7
Autres actifs courants	167,1	- 0,3	166,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	222,4	-	222,4
Actif courant	1 331,7	- 10,9	1 320,8
Actifs destinés à la vente	5,0	- 0,3	4,8
TOTAL DE L'ACTIF	3 496,8	13,2	3 510,0

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF (en millions d'euros)	31/12/2014 publié	Ajustements	31/12/2014
Capital	20,4	-	20,4
Primes	658,6	-	658,6
Réserves consolidées et autres réserves	280,0	-	280,0
Résultat de l'exercice	98,2	-	98,2
Capitaux propres - part du Groupe	1 057,1	-	1 057,1
Intérêts ne conférant pas le contrôle	31,3	- 1,6	29,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	1 088,4	- 1,6	1 086,8
Emprunts et dettes financières - part à long terme	594,9	-	594,9
Impôts différés passifs	9,7	- 1,6	8,1
Engagements retraites et assimilés	428,6	-	428,6
Provisions non courantes	24,5	5,6	30,1
Autres dettes non courantes	62,0	-	62,0
Passif non courant	1 119,8	4,0	1 123,8
Emprunts et dettes financières - part à court terme	69,9	-	69,9
Provisions courantes	61,4	7,8	69,2
Fournisseurs et comptes rattachés	256,9	1,9	258,7
Autres dettes courantes	900,5	1,1	901,5
Passif courant	1 288,6	10,8	1 299,4
Passifs destinés à la vente	-	-	-
TOTAL DU PASSIF	2 408,4	14,8	2 423,2
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF	3 496,8	13,2	3 510,0

L'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs acquis a permis de réévaluer les actifs et les passifs et de reconnaître un nouvel actif incorporel relatif aux relations clients pour 127,3 M€. L'évaluation de cet incorporel a été réalisée par un expert indépendant. Cet actif est amorti linéairement sur une durée de 10 ans.

Les passifs éventuels recensés et reconnus parmi les passifs repris représentent une valeur de 18,3 M€, soit 17,1 M€ après impôt.

Ils représentent des risques fiscaux et sociaux, contractuels et des risques projets. Ils sont localisés principalement en Inde (6,8 M€ après impôt) mais aussi au Royaume-Uni et en France.

Les ajustements des actifs acquis et passifs assumés n'ont pas eu d'impact significatif sur le résultat du Groupe au 31/12/2014.

2.2. Entrées dans le périmètre

■ **CIMPA** – Airbus et Sopra Steria Group ont annoncé le 29 juillet 2015 la signature d'un accord pour la reprise par Sopra Steria Group de la totalité des titres de CIMPA, filiale d'Airbus spécialisée dans les activités de services PLM (*Product Lifecycle Management*). Contractuellement, l'acquisition de ces activités a eu lieu le 1^{er} octobre 2015, date à laquelle les entités du groupe CIMPA sont consolidées par intégration globale dans le périmètre de Sopra Steria Group.

L'identification de la juste valeur des actifs acquis et passifs repris a permis de valoriser la marque CIMPA pour 9 M€ et des relations clients pour 7,3 M€. L'évaluation de ces actifs incorporels a été réalisée par un expert indépendant.

L'allocation provisoire des actifs acquis et les passifs repris se répartit de la façon suivante :

(en millions d'euros)

	CIMPA
Actifs incorporels affectés	16,3
Autres immobilisations incorporelles	1,1
Immobilisations corporelles	1,8
Clients et comptes rattachés	27,7
Autres actifs	5,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7,7
Total des actifs acquis	60,1
Emprunts et dettes financières	-
Impôts différés	3,3
Provisions retraites et engagements assimilés	1,6
Provisions pour risques et charges	0,3
Fournisseurs et comptes rattachés	6,4
Autres passifs	20,9
Total des passifs repris	32,6
TOTAL ACTIFS NETS ACQUIS / (PASSIFS NETS REPRIS)	27,5
ÉCART D'ACQUISITION	72,5
PRIX D'ACQUISITION	100,0

Les activités de CIMPA ont contribué en 2015, depuis son acquisition, aux revenus du Groupe pour 29,8 M€, au résultat opérationnel d'activité pour 2,0 M€ et au résultat net pour 1,1 M€. Si l'acquisition avait eu lieu au 1^{er} janvier 2015, sur la base des informations fournies par CIMPA, elles auraient contribué aux revenus du Groupe pour 93,8 M€.

Les frais reconnus en compte de résultat au titre de cette acquisition s'élèvent à 0,5 M€ et sont reconnus en *Autres produits et charges opérationnels*.

Du fait des fortes synergies avec les clients français de Sopra Steria Group, CIMPA est intégré dans le secteur opérationnel et dans l'unité génératrice de trésorerie France.

■ **Autres** – À la fin de l'exercice 2015, le Groupe a créé en Chine une filiale, Sopra Steria Wenhao, dont il détient 51 % et un partenaire local les 49 % restants. Le Groupe en détient le contrôle.

2.3. Autres mouvements de périmètre

Il n'y a pas eu de sortie du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2015.

Le Groupe a procédé à des réorganisations juridiques de ses filiales en Suisse, en Belgique, au Luxembourg et au Maroc par des fusions et des cessions de fonds commerce sans effet sur les comptes.

2.4. Périmètre de consolidation

Les sociétés sont présentées en fonction de leur affectation aux secteurs du Groupe.

Société	Pays	% contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
FRANCE				
Sopra Steria Group	France	-	-	Société mère
Sopra Steria Infrastructure & Security Services	France	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria Services	France	100,00 %	100,00 %	IG
Diamis	France	40,00 %	40,00 %	ME
Beamap SAS	France	100,00%	100,00%	IG
CIMPA SAS	France	100,00 %	100,00 %	IG
CIMPA GmbH	Allemagne	100,00 %	100,00 %	IG
CIMPA Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
CIMPA PLM España SL	Espagne	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria Polska	Pologne	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra India Private Ltd	Inde	100,00 %	100,00 %	IG
ROYAUME-UNI				
Sopra Group Holding Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Group Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria Holdings Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria Limited	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria Services Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Druid Group Limited	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
NHS Shared Business Services Ltd	Royaume-Uni	50,00 %	50,00 %	IG
Steria recruitment Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Steria UK Corporate Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Shared Services Connected Ltd SSCL	Royaume-Uni	75,00 %	75,00 %	IG
Steria Employee trustee company Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Xansa 2004 Employé Benefit -Trust	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Zansa Limited	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Xansa Cyprus (nr 1) Ltd	Chypre	100,00 %	100,00 %	IG
Xansa Cyprus (nr 2) Ltd	Chypre	100,00 %	100,00 %	IG
Xansa India Sez DP Ltd	Inde	100,00 %	100,00 %	IG
Steria India Limited	Inde	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria Asia Pte Ltd	Singapour	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria Wenhao	Chine	51,00 %	51,00 %	IG
AUTRE EUROPE				
Sopra Steria GmbH	Allemagne	100,00 %	100,00 %	IG
ISS Software GmbH	Allemagne	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Group GmbH	Allemagne	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria GmbH	Autriche	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria Benelux	Belgique	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria PSF Luxembourg	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	IG
Xansa SA Luxembourg	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria AG	Suisse	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria Group SpA	Italie	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Group Informatica	Espagne	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Group Euskadi SL	Espagne	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Group Informatica Lda	Portugal	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria A/S	Danemark	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria AS	Norvège	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Steria AB	Suède	100,00 %	100,00 %	IG

Société	Pays	% contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
SOPRA BANKING SOFTWARE				
Sopra Banking Software	France	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Banking Software Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Banking Software Belgium	Belgique	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Banking Software Luxembourg	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Banking Netherlands BV	Pays-Bas	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Banking Software GmbH	Allemagne	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Banking Software Singapore Pte Ltd	Singapour	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Banking Software Morocco	Maroc	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Software Cameroun	Cameroun	95,00 %	95,00 %	IG
AUTRES SOLUTIONS				
Sopra HR Software	France	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra HR Software Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra HR Software SPRL	Belgique	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra HR Software Sarl	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra HR Software GmbH	Allemagne	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra HR Software Sarl	Suisse	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra HR Software Srl	Italie	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra HR Software SL	Espagne	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra HR Software Sarl	Tunisie	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra HR Software Sarl	Maroc	100,00 %	100,00 %	IG
AXWAY	France	24,93 %	24,93 %	ME

IG : intégration globale.

ME : mise en équivalence.

Aucune entité *ad hoc* n'est contrôlée directement ou indirectement par le Groupe.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Note 3

Chiffre d'affaires

I RÉPARTITION PAR PÔLE D'ACTIVITÉS

(en millions d'euros)	Exercice 2015		Exercice 2014	
France	1 364,3	38,1 %	1 009,8	44,3 %
Royaume-Uni	1 042,0	29,1 %	443,9	19,5 %
Autre Europe	697,4	19,5 %	388,7	17,0 %
Sopra Banking Software	282,4	7,9 %	263,3	11,5 %
Autres Solutions	198,3	5,5 %	174,7	7,7 %
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	3 584,4	100,0 %	2 280,4	100,0 %

Note 4

Charges de personnel

4.1. Tableau d'analyse

(en millions d'euros)	Exercice 2015	Exercice 2014
Salaires et traitements	- 1 640,4	- 1 076,3
Charges sociales	- 523,6	- 350,4
Charge nette liée aux avantages postérieurs à l'emploi et assimilés	- 21,5	- 10,8
TOTAL	- 2 185,6	- 1 437,6

4.2. Effectif

Effectif fin de période	Exercice 2015	Exercice 2014
France	17 606	17 048
International	20 844	20 310
TOTAL	38 450	37 358

Effectif moyen	Exercice 2015	Exercice 2014
France	17 589	17 451
International	20 534	19 235
TOTAL	38 123	36 686

Note 5

Autres charges du Résultat opérationnel d'activité

Outre les charges de personnel distinguées en note 4, le Résultat opérationnel d'activité comprend principalement des achats et charges externes dont le détail est le suivant :

(en millions d'euros)	Exercice 2015		Exercice 2014	
Achats de sous-traitance sur projets	- 509,1	46,8 %	- 265,8	43,9 %
Achats non stockés de matériel et fournitures	- 21,6	2,0 %	- 15,2	2,5 %
Achats de marchandises et variation de stock	- 57,0	5,2 %	- 34,8	5,7 %
Locations et charges locatives	- 116,6	10,7 %	- 80,2	13,2 %
Entretien et réparations	- 90,1	8,3 %	- 41,7	6,9 %
Sous-traitance générale	- 14,3	1,3 %	- 8,8	1,4 %
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	- 53,0	4,9 %	- 23,0	3,8 %
Publicité et relations publiques	- 12,9	1,2 %	- 8,2	1,3 %
Déplacements et missions	- 97,0	8,9 %	- 77,2	12,8 %
Télécommunications	- 46,1	4,2 %	- 22,6	3,7 %
Autres charges	- 70,2	6,5 %	- 28,2	4,7 %
TOTAL	- 1 087,9	100 %	- 605,6	100 %

Le Groupe distingue également des autres produits et charges opérationnels courants qui comprennent principalement du résultat de change pour 7,9 M€, des reprises de provisions consommées

pour 6,0 M€, l'indemnité reçue suite à l'arrêt du contrat Ecotaxe en France pour 4,1 M€ et des produits de loyers de sous-location des locaux pour 2,3 M€.

Note 6

Charges liées aux stock-options et assimilés

Le coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues a été comptabilisé pour un montant non significatif au titre de l'exercice 2015. Les informations relatives aux plans d'options de souscription d'actions encore actifs sont présentés à la note 21.2.

Les charges liées aux plans d'attribution gratuite d'actions s'élèvent à 1,2 M€ sur l'exercice 2015 et constituent la quasi-totalité des charges liées aux paiements fondés en actions.

Des informations concernant les dispositions des différents plans d'attribution gratuite d'actions sont données à la note 21.3.

Note 7

Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	Exercice 2015	Exercice 2014
Frais liés aux regroupement d'entreprises (honoraires, commissions...)	- 2,0	- 13,5
Coûts nets de restructuration et de réorganisation	- 67,2	- 30,7
■ dont intégration et réorganisation des activités	- 14,4	- 5,4
■ dont coût des départs	- 52,8	- 25,4
Autres charges opérationnelles	- 8,9	- 5,3
Total des autres charges opérationnelles	- 78,1	- 49,5
Reprise dépréciation des titres Axway	-	17,4
Autres produits opérationnels	5,7	-
Total des autres produits opérationnels	5,7	17,4
TOTAL	- 72,4	- 32,1

En 2015, une charge de 1,5 M€ relative au rapprochement de Sopra et Steria a été constatée, le solde étant relatif à l'acquisition de CIMPA. Les coûts nets de restructuration et de réorganisation comprennent 46,3 M€ liés à l'intégration de Sopra et de Steria. Le solde se compose de coûts ponctuels d'adaptation des ressources principalement sur les secteurs opérationnels Autre Europe (notamment Allemagne, Scandinavie et Espagne) et Royaume-Uni.

En 2014, les coûts liés au regroupement d'entreprises correspondaient principalement aux honoraires engagés dans le cadre de l'offre publique d'échange Sopra – Steria pour un montant de 10 M€. Le coût des départs correspondait à l'adaptation des effectifs rendue nécessaire par rapport aux conditions de marché. Le Groupe avait décidé de classer la reprise de dépréciation sur titres Axway en *Autres produits et charges opérationnels* compte tenu de son caractère inhabituel et significatif.

Note 8

Charges et produits financiers

8.1. Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)

	Exercice 2015	Exercice 2014
Produits d'intérêts	9,2	4,6
Résultat des couvertures sur trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9,2	4,5
Charges d'intérêts	- 15,2	- 10,3
Résultat des couvertures sur endettement financier brut	- 2,1	- 1,6
Coût de l'endettement financier brut	- 17,3	- 12,0
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 8,1	- 7,4

La hausse des produits financiers provient pour l'essentiel des placements en Inde, notamment de Steria India (douze mois d'intérêt en 2015 contre cinq en 2014). La hausse du coût de l'endettement brut résulte de l'intégration de l'endettement de Steria et de l'augmentation des encours moyens. L'encours moyen des emprunts bancaires, obligataires et des billets de trésorerie

s'établit à 898 M€ contre 534 M€ en 2014. Le coût moyen des emprunts après prise en compte des couvertures est de 2,01 % en 2015, contre 2,33 % en 2014. En tenant compte des découverts bancaires, le coût moyen de financement est de 1,94 % sur l'exercice 2015, contre 2,19 % sur 2014.

8.2. Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)

	Exercice 2015	Exercice 2014
Gains et pertes de changes	- 0,3	- 0,3
Autres produits financiers	0,6	0,5
Escomptes accordés	- 0,9	- 1,2
Charges d'intérêts nettes sur obligations de retraite	- 11,9	- 6,1
Intérêts sur dette de participation des salariés	- 1,0	- 1,0
Charges de désactualisation des passifs non courants	- 1,0	- 0,4
Variation de valeur des instruments financiers dérivés	0,9	- 0,3
Autres charges financières	- 1,2	- 1,9
Total des autres charges financières	- 15,1	- 11,0
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	- 14,9	- 10,7

Le détail des charges d'intérêt nettes sur obligations de retraite est fourni en note 23 - *Engagements retraites et assimilés*. Les *Gains et pertes de change* portent essentiellement sur les transactions commerciales libellées en devises étrangères et ne faisant pas l'objet d'une couverture de change.

Note 9

Charge d'impôt

9.1. Tableau d'analyse

(en millions d'euros)

	Exercice 2015	Exercice 2014
Impôts courants	- 62,1	- 41,6
Impôts différés	14,9	7,2
TOTAL	- 47,2	- 34,4

9.2. Rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectif

(en millions d'euros)

	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultat net	89,6	101,5
Neutralisation des éléments suivants :		
■ Résultat net des entreprises associées	7,2	5,9
■ Reprise dépréciation titres Axway	-	17,4
■ Charge d'impôt	- 47,2	- 34,4
Résultat avant impôt	129,6	112,7
Taux d'imposition théorique	38,00 %	38,00 %
Charge d'impôt théorique	- 49,2	- 42,8
Rapprochement		
Différences permanentes	- 0,7	- 2,1
Effet des pertes de l'exercice non activées	- 5,3	- 2,8
Utilisation / activation de reports déficitaires antérieurement non activés	1,5	0,9
Effet des crédits d'impôts	15,5	14,0
Différentiel de taux - France / Étranger	15,1	9,3
Ajustements d'impôts sur exercice antérieur	- 0,8	1,3
CVAE (nette d'impôt)	- 12,5	- 10,1
Contrôle fiscal	- 7,8	-
Autres impôts	- 3,0	- 2,2
Charge réelle d'impôt	- 47,2	- 34,4
Taux effectif d'impôt	36,44 %	30,57 %
<i>Taux effectif d'impôt hors CVAE</i>	<i>24,70 %</i>	<i>18,88 %</i>

Le Groupe est actif dans de nombreux pays dont les législations fiscales et les taux d'impositions diffèrent. La moyenne pondérée des taux d'imposition locaux des sociétés du Groupe peut donc varier d'une année à l'autre en fonction de l'importance relative des résultats imposables.

Les autres impôts comprennent principalement la contribution de 3 % sur les dividendes en France et les retenues à la source non récupérées.

Note 10

Résultat net des entreprises associées

Le résultat de l'année 2015 enregistre :

- la quote-part du résultat du groupe Axway pour l'exercice, soit 6,9 M€ (24,93 % de 27,9 M€) ;
- la quote-part du résultat de Diamis pour la période, soit 0,3 M€ (40 % de 0,7 M€).

En 2014, cette rubrique enregistrait :

- la quote-part du résultat du groupe Axway pour l'exercice (25,47 % de 26,5 M€), soit 6,7 M€ ;
- l'impact de la dilution dans le capital d'Axway Software, soit (-) 0,8 M€.

Note 11

Résultats par action

	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultat net - part du Groupe en millions d'euros (a)	84,4	98,2
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (b)	20 394 626	14 787 615
Nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle (c)	638 010	366 671
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation hors autocontrôle (d) = (b) - (c)	19 756 616	14 420 944
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION EN EUROS (a / d)	4,27	6,81

	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultat net - part du Groupe en millions d'euros (a)	84,4	98,2
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation hors autocontrôle (d)	19 756 616	14 420 944
Effet dilutif des instruments source d'actions ordinaires potentielles (e)	52 460	84 543
Nombre moyen pondéré de titres de capitaux propres théorique (f) = (d) + (e)	19 809 076	14 505 487
RÉSULTAT DILUE PAR ACTION EN EUROS (a / f)	4,26	6,77

Les modalités de calcul des résultats par action sont décrites à la note 1.24.

Les actions d'autocontrôle sont détaillées en note 21.4.

Les seuls instruments dilutifs sont les stock-options présentées à la note 21.2, les actions gratuites attribuées dans le cadre du Plan Sopra du 19 juin 2012 et les actions gratuites attribuées dans le cadre des plans d'actions gratuites de performance historiques du périmètre Steria (cf. note 21.3).

NOTES SUR L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Note 12

Écarts d'acquisition

12.1. Tableau de variation des écarts d'acquisition

Les mouvements intervenus au cours de l'exercice 2015 sont les suivants :

(en millions d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
31 décembre 2013	398,5	81,1	317,5
Acquisitions	-	-	-
COR&FJA	8,3	-	8,3
Activité HR Access Service d'IBM	12,5	-	12,5
STERIA	1 128,7	-	1 128,7
Ajustements sur regroupements d'entreprises	-	-	-
Dépréciations	-	-	-
Écarts de conversion	10,3	2,0	8,2
31 décembre 2014	1 558,3	83,1	1 475,2
Acquisitions	-	-	-
CIMPA ⁽¹⁾	72,5	-	72,5
Ajustements sur regroupements d'entreprises	-	-	-
Dépréciations	-	-	-
Écarts de conversion	41,1	1,9	39,2
31 DÉCEMBRE 2015	1 671,9	85,0	1 586,9

(1) Cf. note 2.2.

12.2. Répartition des écarts d'acquisition par UGT

Les valeurs nettes comptables des écarts d'acquisition se répartissent par UGT de la façon suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
France	451,2	377,5
Royaume-Uni	692,3	652,3
Autre Europe ⁽¹⁾	262,8	264,7
Sopra Banking Software	168,1	167,1
Autres Solutions	12,5	13,6
TOTAL	1 586,9	1 475,2

(1) Autre Europe est le regroupement des UGT suivantes testées séparément : Allemagne, Scandinavie, Espagne, Italie, Suisse, Belgique et Luxembourg.

12.3. Tests de dépréciation

Le Groupe a réalisé au 31 décembre 2015 des tests de valeur. Ils n'ont pas conduit à reconnaître de dépréciations.

Ils ont été réalisés dans les conditions décrites à la note 1.12 avec les paramètres suivants :

	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
France	8,2 %	9,1 %	2,0 %	2,0 %
Royaume-Uni	8,9 %	9,3 %	2,0 %	2,5 %
Autres Europe	7,70 % - 8,70 %	7,9 % - 9,4 %	2,0 %	2,0 %
Sopra Banking Software	8,2 %	9,1 %	2,0 %	2,0 %
Autres Solutions	8,2 %	9,1 %	2,0 %	2,0 %

Le Groupe a fait varier ces hypothèses de 0,5 point. Ainsi, une baisse du taux de croissance à l'infini de 0,5 point, ou une hausse de 0,5 point du taux d'actualisation, ou la combinaison des deux ne conduiraient pas à constater de dépréciation.

Par ailleurs, des tests supplémentaires de sensibilité aux hypothèses clés (taux d'actualisation, taux de croissance perpétuelle, taux de marge opérationnelle ou taux de croissance des revenus) ont été réalisés sur chacune des unités génératrices de trésorerie. Compte tenu de leur valeur d'utilité, la Direction estime qu'il n'existe aucun changement raisonnablement possible qui pourrait conduire à ce que la valeur comptable d'une l'UGT excède sa valeur recouvrable.

Ainsi, le Groupe a fait des tests sur les hypothèses suivantes :

- une augmentation du taux d'actualisation de 2 points ; ou
- une diminution du taux de croissance à l'infini de 2 points (soit aucune croissance perpétuelle) ; ou
- une combinaison d'une augmentation du taux d'actualisation de 2 points et une diminution du taux de croissance à l'infini de 2 points ; ou
- une diminution du taux de marge opérationnelle anticipé de 2 points ; ou
- une diminution du taux de croissance anticipée de 2 points.

Toutes choses étant égales par ailleurs, dans aucune de ces situations, le Groupe n'est amené à constater de dépréciations.

12.4. Écarts de conversion

L'augmentation de 39,2 M€ au titre des variations de change provient essentiellement de l'évolution de l'euro par rapport aux devises suivantes :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
GBP	41,0	14,9
NOK	- 5,6	- 6,3
Autres devises	3,8	- 0,3
TOTAL	39,2	8,3

Note 13

Immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)

	Valeur brute	Amortissement	31/12/2015	31/12/2014
Logiciels métiers / Technologies	123,5	77,2	46,3	58,6
Relations clients	157,4	24,9	132,4	129,7
Contrats favorables	0,9	0,4	0,5	0,6
Carnet de commandes	0,5	0,5	-	-
Marques	9,0	-	9,0	-
Logiciels acquis	116,6	90,9	25,7	30,6
TOTAL	407,9	194,0	214,0	219,5

Ce poste comprend essentiellement des actifs incorporels affectés (technologies, relations clients, contrats favorables, etc.) lors de l'allocation du prix d'acquisition dans le cadre d'un regroupement d'entreprise et des progiciels du marché utilisés dans le cadre de l'activité courante du Groupe.

Aucune dépense significative de développement des solutions et progiciels du Groupe n'a été immobilisée tant en 2015 qu'au titre des exercices antérieurs.

Les variations du poste *Immobilisations incorporelles* sont présentées dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)

	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette comptable
31 décembre 2013	95,1	41,1	54,0
Mouvements de périmètre	153,2	110,1	43,1
Actifs incorporels affectés	131,7	-	131,7
Acquisitions	5,3	-	5,3
Cessions	- 7,0	- 7,0	-
Autres mouvements	- 2,4	- 3,7	1,3
Écarts de conversion	2,9	1,8	1,2
Dotations aux amortissements	-	17,0	- 17,0
31 décembre 2014	378,8	159,3	219,5
Mouvements de périmètre	5,8	4,7	1,2
Actifs incorporels affectés	16,3	-	16,3
Acquisitions	3,7	-	3,7
Cessions	- 17,2	- 15,9	- 1,3
Autres mouvements	8,2	7,3	0,9
Écarts de conversion	12,3	3,9	8,4
Dotations aux amortissements	-	34,6	- 34,6
31 DÉCEMBRE 2015	407,9	194,0	214,0

En 2014, lors de l'acquisition du groupe Steria, les travaux d'identification des actifs acquis et des passifs repris ont entraîné la reconnaissance de relations clientèle valorisées à 127,3 M€ dont 113,0 M€ afférant aux activités de Steria au Royaume-Uni. Ces actifs sont amortis sur dix années.

Par ailleurs, l'acquisition de Steria a contribué à augmenter les actifs incorporels nets de 43,1 M€, dont 29,2 M€ de logiciels et 10,8 M€ d'immobilisations incorporelles en-cours.

En 2015, le Groupe a reconnu au titre de l'acquisition de CIMPA 16,3 M€ d'actifs incorporels affectés se répartissant en la marque CIMPA pour 9 M€ et une relation clientèle de 7,3 M€ amortie sur 10 ans.

Note 14

Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	Terrains, constructions	Agencements, mobiliers et matériels divers	Équipements informatiques	Total
VALEUR BRUTE				
31 décembre 2013	11,2	83,0	49,3	143,6
Variations de périmètre	19,0	85,0	112,1	216,1
Acquisitions	-	12,3	16,3	28,6
Cessions - mises au rebut	-	- 8,3	- 16,3	- 24,7
Autres mouvements	-	- 0,2	0,1	- 0,1
Écarts de conversion	0,6	1,4	1,9	4,0
31 décembre 2014	30,9	173,2	163,4	367,5
Variations de périmètre	0,7	2,2	5,4	8,3
Acquisitions	4,1	16,7	19,1	39,8
Cessions - mises au rebut	- 9,4	- 7,8	- 26,1	- 43,2
Autres mouvements	17,4	- 12,5	- 12,5	- 7,6
Écarts de conversion	2,0	2,2	4,7	8,9
31 DÉCEMBRE 2015	45,7	173,9	154,1	373,7
AMORTISSEMENTS				
31 décembre 2013	9,5	48,3	36,6	94,4
Variations de périmètre	13,2	54,4	95,9	163,5
Dotations	0,2	9,6	10,4	20,2
Cessions - mises au rebut	-	- 8,0	- 15,8	- 23,7
Autres mouvements	-	-	-	-
Écarts de conversion	0,3	1,1	1,7	3,1
31 décembre 2014	23,3	105,4	128,9	257,5
Variations de périmètre	0,3	1,7	4,5	6,5
Dotations	2,0	13,7	15,8	31,5
Cessions - mises au rebut	- 9,3	- 7,0	- 24,8	- 41,1
Autres mouvements	14,2	- 9,1	- 11,5	- 6,4
Écarts de conversion	1,5	1,6	4,2	7,3
31 DÉCEMBRE 2015	32,0	106,2	117,0	255,3
VALEUR NETTE				
31 décembre 2013	1,7	34,7	12,7	49,2
31 décembre 2014	7,6	67,8	34,6	109,9
31 DÉCEMBRE 2015	13,7	67,7	37,0	118,5

Les investissements réalisés par le Groupe en immobilisations corporelles (39,8 M€) correspondent principalement à des équipements de bureaux en France et à l'international pour un montant de 18,1 M€ et à des acquisitions d'équipements informatiques pour un montant de 19,1 M€ (dont 7,9 M€ par l'intermédiaire de contrats de crédit-bail).

Les montants portés en cessions de l'exercice, 43,2 M€ amortis à hauteur de 41,1 M€, soit un net de 2,1 M€ correspondent :

- à hauteur de 1,1 M€ à l'impact de la cession et de l'arrêt des activités d'infrastructure management en Suède et au Danemark ;
- aux sorties de locaux dont les baux n'ont pas été reconduits et à des mises au rebut diverses après inventaire.

Les contrats de crédit-bail relatifs aux investissements informatiques (cf. note 1.10) figurent au bilan pour les montants suivants :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Valeur brute	31,1	27,3
Amortissements	- 17,2	- 16,4
VALEUR NETTE	13,8	10,9

Note 15

Titres de participation mis en équivalence

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Axway	152,7	145,3
Diamis	1,7	1,6
TOTAL	154,4	146,8

Le tableau de variation des titres de participation Axway Software est le suivant :

(en millions d'euros)	Valeur brute titres Axway	Dépréciations titres Axway	Valeur nette comptable titres Axway
31 décembre 2013	136,7	17,9	118,8
Variations de périmètre	-	-	-
Reprise de dépréciation	-	- 17,4	17,4
Opérations sur capital	0,3	-	0,3
Dividendes versés	- 2,1	-	- 2,1
Résultat net	6,7	-	6,7
Écarts de conversion	5,2	-	5,2
Variation du pourcentage d'intérêts	- 1,7	- 0,5	- 1,2
Autres mouvements	0,1	-	0,1
31 décembre 2014	145,3	-	145,3
Variations de périmètre	-	-	-
Opérations sur capital	0,8	-	0,8
Dividendes versés	- 2,1	-	- 2,1
Résultat net	6,9	-	6,9
Écarts de conversion	4,9	-	4,9
Variation du pourcentage d'intérêts	- 3,0	-	- 3,0
31 DÉCEMBRE 2015	152,7	-	152,7

Au 31 décembre 2015, les titres Axway Software détenus par Sopra Steria Group représentent 24,93 % du capital contre 25,47 % en 2014. La valorisation boursière de ces titres sur la base du cours de clôture du 31 décembre 2015 (égal à 24,40 €) s'élève à 126,4 M€.

La valeur de mise en équivalence de cette participation (152,7 M€) est justifiée par sa valeur d'utilité pour Sopra Steria.

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Valeur de marché (catégorie 1)	126,4	86,4
Valeur de marché nette des coûts de cession	123,8	84,7
Valeur d'utilité	164,9	145,8
Paramètres de calcul des DCF :		
■ Taux d'actualisation	9,4 %	9,8 %
■ Taux de croissance à l'infini	2,2 %	2,3 %
Valeur recouvrable	164,9	145,8

I INFORMATION FINANCIÈRE RÉSUMÉE RELATIVE AU GROUPE AXWAY

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Actifs	488,6	478,7
Capitaux propres	340,6	298,5
Passifs	148,0	180,2
Chiffre d'affaires	284,6	261,6
Résultat net	27,9	26,5

Note 16

Autres actifs financiers non courants

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Actifs disponibles à la vente	9,9	9,7
Autres prêts et créances	66,5	65,7
Instruments dérivés	1,4	2,7
TOTAL	77,7	78,1

16.1. Actifs disponibles à la vente

(en millions d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
31 décembre 2013	0,1	0,1	0,1
Variations de périmètre	1,5	0,1	1,4
Augmentations	8,2	-	8,2
Diminutions	-	-	-
Écarts de conversion	-	-	-
31 décembre 2014	9,8	0,2	9,7
Variations de périmètre	-	-	-
Augmentations	0,3	-	0,3
Diminutions	- 0,1	0,1	- 0,1
Autres mouvements	- 0,2	-	- 0,2
Écarts de conversion	-	-	-
31 DÉCEMBRE 2015	9,9	0,2	9,7

L'évaluation de la juste valeur des actifs disponibles à la vente s'appuie sur les hypothèses suivantes :

- données cotées (niveau 1) : 85 % ;
- données observables (niveau 2) : 0 % ;
- modèles internes (niveau 3) : 15 %.

Les actifs disponibles à la vente sont composés principalement de 22 300 obligations convertibles de la société CS Communication & Systèmes, souscrites en juillet 2014 pour une durée de cinq ans représentant 66,9 % du montant de l'émission (8,4 M€).

16.2. Autres prêts et créances

(en millions d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014
Prêts	0,1	3,3
Créance crédit d'impôt recherche	58,3	55,3
Autres créances non courantes	2,9	2,1
Dépôts et autres immobilisations financières à long terme	5,5	5,5
Dépréciations sur prêts, dépôts et autres immobilisations financières	- 0,3	- 0,3
TOTAL	66,5	65,7

Les créances de crédit d'impôt recherche classées en *Autres prêts et créances* sont celles dont l'utilisation ou le remboursement interviendra au-delà d'un délai d'une année.

Les dépôts et autres immobilisations financières à long terme comprennent principalement des dépôts de garantie versés au titre des locaux loués (dont 2,2 M€ en France).

Les autres créances non courantes consistent principalement en des avances versées par l'entité NHS SBS aux structures nouvellement clientes de sa plate-forme pour réaliser leurs opérations de transition.

Ces dépôts et ces autres créances sont maintenus à leur valeur nominale, l'effet d'actualisation n'étant pas significatif.

Note 17

Impôts différés actifs et passifs

17.1. Variation des impôts différés nets

(en millions d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014
En début de période	146,6	23,5
Variations de périmètre	- 3,0	104,8
Impôts imputés au compte de résultat	14,9	7,2
Impôts imputés en capitaux propres	- 34,0	10,0
Écarts de conversion	2,4	1,2
EN FIN DE PÉRIODE	126,9	146,6

17.2. Décomposition par nature des impôts différés nets

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Immobilisations incorporelles	- 34,9	- 32,3
Immobilisations corporelles	1,6	2,1
Immobilisations corporelles en location-financement	1,2	1,0
Actifs financiers non courants	0,1	0,1
Autres actifs courants	1,9	7,7
Instruments dérivés	- 1,1	1,4
Instruments de capitaux propres	-	0,1
Emprunts et dettes financières	1,6	2,6
Engagements de retraite	64,5	92,2
Provisions	10,0	- 0,4
Autres passifs courants	8,8	6,0
Reports fiscaux déficitaires	73,5	66,3
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS NETS	127,1	146,6
Impôts différés actifs comptabilisés	142,7	154,7
Impôts différés passifs comptabilisés	15,8	8,1
Impôts différés actifs comptabilisés en actifs destinés à la vente	0,2	-

17.3. Impôts différés actifs non reconnus par le Groupe

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Déficits fiscaux reportables	42,0	54,5
Différences temporelles	-	-
TOTAL	42,0	54,5

17.4. Tableau de variation des déficits fiscaux reportables

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni	Allemagne	Scandinavie	Autres pays	Total
31 décembre 2014	295,3	10,3	21,9	29,5	24,6	381,6
Variations de périmètre	3,3	0,2	2,1	-	-	5,7
Création	33,2	0,4	3,9	4,5	1,5	43,5
Utilisation	- 21,9	- 4,5	- 1,5	-	- 0,6	- 28,4
Expiration	- 39,9	-	-	-	- 1,4	- 41,3
Écarts de conversion	-	0,7	-	0,4	0,9	2,1
Autres mouvements	5,2	- 3,2	2,7	-	1,1	5,7
31 DÉCEMBRE 2015	275,2	3,9	29,1	34,4	26,2	368,9
Base impôts différés activés	210,1	0,6	0,6	-	2,8	214,1
Base impôts différés non activés	65,1	3,4	28,5	34,4	23,3	154,7
Impôts différés activés	72,3	0,1	0,1	-	0,9	73,4
Impôts différés non activés	22,4	0,7	5,0	7,6	6,3	42,0

En France, une fraction des impôts différés actifs sur reports fiscaux déficitaires provenant de Steria a été reconnue au bilan. Les déficits fiscaux antérieurs au 1^{er} janvier 2014 de Steria ont fait l'objet d'une demande de transfert à Sopra Steria Group par voie d'agrément auprès de l'administration. Au cours de l'exercice 2015, cette demande a fait l'objet d'une acceptation partielle de la

part de l'administration fiscale. Le montant du transfert des déficits accordés est conforme à ce qui avait été estimé dans les comptes clos au 31 décembre 2014. Les pertes générées par les entités françaises de Steria postérieurement au 1^{er} janvier 2014 ont été activées du fait d'un horizon de recouvrabilité jugé suffisamment fiable.

Note 18

Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014
Créances clients - valeur brute	689,2	616,7
Factures à établir	419,7	324,4
Dépréciation des créances clients	- 9,2	- 9,5
TOTAL	1 099,8	931,7

Au cours du mois de décembre 2015, le Groupe a procédé à une cession de créances commerciales en France pour une valeur de 30,1 M€. Cette opération a été réalisée avec recours. Ces créances n'ont donc pas été décomptabilisées du bilan.

Le poste « *Clients nets* », exprimé en mois d'activité s'établit au 31 décembre 2015 à environ 2,1 mois d'activité, contre 2,0 au 31 décembre 2014 et 2,3 au 31 décembre 2013.

Ce ratio est calculé en rapportant le poste « *Clients nets* » au chiffre d'affaires réalisé au cours du trimestre précédant la clôture. Le poste « *Clients nets* » est obtenu en ramenant le poste *Clients* en

valeur hors taxes et en retranchant les produits constatés d'avance figurant au passif du bilan.

Les factures à établir correspondent pour l'essentiel à la production comptabilisée sur les projets au forfait suivant la méthode à l'avancement (cf. note 1.22.a). Elles comprennent également des coûts de transition. Ceux-ci sont constitués des coûts relatifs aux encours de services engagés lors de la phase de démarrage de certains contrats importants, et correspondent à des activités qui généreront des avantages économiques futurs.

Note 19

Autres actifs courants

(en millions d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014
Stocks et en-cours	0,4	0,3
Avances et acomptes versés	7,5	3,6
Personnel et organismes sociaux	6,3	2,7
Créances fiscales	52,2	40,6
Impôt sur les sociétés	61,6	55,3
Prêts cautions et autres créances financières à moins d'un an	3,6	3,4
Créances diverses	8,5	6,7
Dépréciation des créances diverses	- 1,0	- 0,5
Charges constatées d'avance	46,8	53,6
Instruments financiers dérivés	5,8	1,2
TOTAL	191,6	166,8

Le Royaume-Uni contribue aux charges constatées d'avance à hauteur de 34,2 M€, dont 14,0 M€ proviennent de redevances versées par SSCL au Cabinet Office.

En France, le Groupe a cédé sa créance de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi au titre de l'année 2015 pour un montant de 21,5 M€, cette cession est déconsolidante.

En 2014, le Groupe avait procédé à la cession de sa créance de CICE pour 29,3 M€ (21,2 M€ au titre du CICE 2014 et 8,1 M€ au titre du CICE 2013).

Note 20

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie figure à la page 122.

(en millions d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014
Valeurs mobilières de placement	132,7	100,9
Disponibilités	90,0	121,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	222,7	222,4
Concours bancaires courants	- 5,2	- 23,7
TOTAL	217,5	198,8

La trésorerie nette comprend les disponibilités (comptes bancaires débiteurs et caisses), les valeurs mobilières de placement répondant à la définition des équivalents de trésorerie telle qu'indiquée à la note 1.16, les effets remis à l'encaissement et dont la date d'échéance est antérieure à la date de clôture et les comptes bancaires momentanément créditeurs.

L'endettement net, présenté à la note 22.1, est plus représentatif de la situation financière du Groupe.

Les valeurs mobilières de placement et autres placements sont constitués de placements monétaires à court terme, de dépôts à court terme et d'avance de fonds dans le cadre du contrat de

liquidité. Ces placements sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les entités en Inde contribuent à la trésorerie nette à hauteur de 129,7 M€ au 31 décembre 2015. En cas de rapatriement sous forme de dividendes de cette trésorerie, une retenue à la source devra être appliquée (estimée à ce jour à 20 %) laquelle a été provisionnée à fin 2015.

Une partie des disponibilités de la société NHS SBS est dédiée à la réalisation d'avances à des structures clientes de sa plate-forme de production dans le cadre de leurs opérations de transition pour un montant de 24,0 M€ au 31 décembre 2015.

Note 21

Capitaux propres

L'état des variations des capitaux propres consolidés figure à la page 121.

21.1.Évolution du capital social

Le capital social de Sopra Steria Group s'élève au 31 décembre 2015 à 20 446 723 €, contre 20 371 789 € au 31 décembre 2014. Il est composé de 20 446 723 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 1 €.

Les mouvements intervenus au cours de l'exercice 2015 concernent :

- la livraison de 11 882 actions gratuites dans le cadre des plan d'attribution d'actions gratuites avec conditions de performance mis en place par Steria ;
- des levées d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice : 63 052 actions ont été créées correspondant à une augmentation de capital de 0,1 M€ et à une prime d'émission de 2,2 M€, soit un montant total souscrit de 2,3 M€.

21.2. Plan d'options de souscription d'actions

	Plan n° 5				Plan n° 6			Plan n° 7	Total
Date d'Assemblée générale	26/05/2005	26/05/2005	26/05/2005	26/05/2005	15/05/2008	15/05/2008	15/05/2008	10/05/2011	
Date d'attribution par le Conseil d'administration	25/07/2006	21/12/2006 ⁽¹⁾	08/01/2007	18/03/2008 ⁽¹⁾	17/03/2009 ⁽¹⁾	15/04/2010 ⁽¹⁾	29/03/2011 ⁽¹⁾	20/10/2011	
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	30 000	67 000	5 000	50 000	20 000	30 000	49 500	5 000	256 500
Nombre d'actions attribuées aux mandataires sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prix d'exercice	57,85	58,80	60,37	45,30	27,16	53,68	72,40	43,22	
Nombre d'actions attribuées initialement ou réajustées suite à la séparation avec Axway	30 000	70 423	5 000	52 642	21 302	31 953	52 720	5 000	269 040
Prix d'exercice initial ou réajusté suite à la séparation d'Axway		53,84		41,16	24,13	49,03	66,61		
dont nombre d'actions attribuées aux mandataires sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Point de départ d'exercice des options	26/07/2011	22/12/2011	09/01/2012	19/03/2013	18/03/2014	16/04/2015	30/03/2016	21/10/2016	
Date d'expiration	24/07/2014	20/12/2014	07/01/2015	17/03/2016	16/03/2017	14/04/2018	28/03/2019	19/10/2019	
Prix de souscription ou d'achat	57,85	53,84	60,37	41,16	24,13	49,03	66,61	43,22	
Modalité d'exercice	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2015	-	45 270	-	43 142	21 302	6 000	-	-	115 714
dont nombre d'actions attribuées aux mandataires sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre cumulé d'options de souscription ou d'achat d'actions annulées ou caduques	30 000	25 153	5 000	9 500	-	-	14 911	-	84 564
dont nombre d'actions annulées des mandataires sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes au 31/12/2015	-	-	-	-	-	25 953	37 809	5 000	68 762
dont nombre d'actions restantes des mandataires sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Attributions d'options ajustées en quantité et prix d'exercice suite à l'opération de séparation-cotation d'Axway.

35 750 options de souscription ont été exercées au cours de l'exercice 2015 au titre du plan n° 5 et 27 302 au titre du plan n° 6.

Plus aucune attribution ne peut être effectuée au titre des plans n° 5, 6, 7 et 8. L'Assemblée générale mixte du 19 juin 2012 a autorisé le Conseil d'administration à émettre des options au titre du plan n° 8, aucune attribution n'a eu lieu au titre de ce plan. L'Assemblée générale mixte du 27 juin 2014 a autorisé le Conseil d'administration à émettre des options au titre du plan n° 9, aucune attribution n'a eu lieu au titre de ce plan.

Des ajustements en prix d'exercice et en quantité ont été apportés aux options de souscription d'action non encore levées à la date du 14 juin 2011 pour tenir compte des opérations de séparation-cotation et d'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'Axway Software. Ces ajustements sont présentés dans le tableau ci-dessus.

Sur la base de ces ajustements, le nombre d'actions Sopra Steria Group pouvant être créées par exercice des options déjà attribuées s'élève à 68 762.

Par ailleurs, les détenteurs d'options Sopra au 14 juin 2011 bénéficient, lors de la levée de leurs options, de l'attribution d'une action gratuite Axway Software détenue par la Société pour chaque option consentie à l'origine. Le nombre total d'actions Axway Software pouvant ainsi être distribuées par levée d'options Sopra Steria Group s'élève à 59 067 actions au 31 décembre 2015. 59 067 actions Axway Software peuvent être attribuées lors de levée d'options sur le plan n° 6.

Le cours moyen de l'action Sopra Steria Group au cours de l'exercice 2015 a été de 86,82 €.

Le montant comptabilisé au cours de l'exercice 2015, au titre du coût des services rendus par les bénéficiaires de stock-options, conformément à la méthode indiquée à la note 1.17 *Paiements fondés sur des actions*, est de 39 k€.

21.3. Plan d'attribution gratuite d'actions

Les plans d'actions gratuites ayant un effet sur les comptes 2015 sont les suivants :

	Plans ex-Steria			Plan ex-Sopra	
	Plan n°13	Plan n°12	Plans n°10 et n°11	Plan n°9	Plan de juin 2012
Date d'attribution par la Gérance et/ou le Conseil d'administration	15 octobre 2014	17 septembre 2013	2 juillet 2012 et 1 ^{er} août 2012	29 juillet 2011	19 juin 2012
Nombre d'actions pouvant être attribuées en actions Steria (plans ex-Steria) ou Sopra Steria Group (plan ex-Sopra)	79500	151 900	166 600	157 600	166 875
<i>Rapport d'échange entre actions Sopra Steria et Steria : nbre d'actions Steria pour 1 action Sopra Steria</i>	4	4	4	4	Non applicable
Période d'évaluation de la performance	Du 1 ^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2016	Du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015	Du 1 ^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2014	Du 1 ^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013	Plan sans condition de performance
Durée d'acquisition des droits jusqu'à l'attribution définitive	3 ans (attributaires français) 4 ans (autres attributaires)	3 ans (attributaires français) 4 ans (autres attributaires)	3 ans (attributaires français) 4 ans (autres attributaires)	3 ans (attributaires français et espagnols) 4 ans (autres attributaires)	2 ans (France, Italie, Espagne) 4 ans (autres attributaires)
Durée de conservation obligatoire des actions à l'issue de leur attribution	2 ans (attributaires français) Aucune (autres attributaires)	2 ans (attributaires français) Aucune (autres attributaires)	2 ans (attributaires français) Aucune (autres attributaires)	2 ans (attributaires français et espagnols) Aucune (autres attributaires)	2 ans (France, Italie, Espagne) Aucune (autres attributaires)

	Plans ex-Steria			Plan ex-Sopra	
	Plan n°13	Plan n°12	Plans n°10 et n°11	Plan n°9	Plan de juin 2012
Conditions de performance prévues dans le plan	1) Évolution du chiffre d'affaires consolidé du Sopra Steria Group sur les exercices 2015 et 2016	1) Niveau moyen de croissance du chiffre d'affaires sur les exercices 2013, 2014 et 2015	1) Niveau moyen de croissance du chiffre d'affaires sur les exercices 2012, 2013 et 2014	1) Niveau moyen de marge opérationnelle au cours des exercices 2011, 2012 et 2013 (70 % des actions attribuées)	
	2) Évolution du Résultat opérationnel d'activité (ROA) du Groupe au cours des exercices 2015 et 2016	2) Niveau moyen de marge opérationnelle au cours des exercices clos aux 31 décembre 2013, 2014 et 2015	2) Niveau moyen de marge opérationnelle au cours des exercices clos aux 31 décembre 2012, 2013 et 2014	2) Évolution du cours de Bourse jusqu'au 31 décembre 2013 (30 % des actions attribuées)	
		Les critères s'appliquent de manière distincte en fonction de la catégorie du bénéficiaire		Les critères s'appliquent de manière distincte en fonction de la catégorie du bénéficiaire	
Nombre d'actions potentielles pouvant être attribuées au 1 ^{er} janvier 2015	79 500	151 900	166 600	68 250	5 205
Nombre d'actions attribuées en 2015	-	-	44 550	2 816	30
Nombre d'actions annulées en 2015	9 000	39 500	83 200	65 434	630
Nombre d'actions définitivement attribuées au 31 décembre 2015	-	-	44 550	10 736	129 045
Nombre d'actions potentielles pouvant être attribuées au 31 décembre 2015	70 500	112 400	38 850	-	4 545
<i>Soit en équivalent actions Sopra Steria Group</i>	<i>17 625</i>	<i>28 123</i>	<i>9 722</i>	<i>-</i>	<i>4 545</i>
Cours de l'action	15,30	12,69	12,24	17,67	43,84
Taux sans risque	0,32 % / 0,15 %	1,29 % / 0,97 %	0,95 % / 1,55 % / 1,17 %	2,05 % / 2,34 %	-
Dividendes	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	3,4 %
Volatilité	NA	NA	NA	39,1 %	NA
(Charges) / produits reconnus au compte de résultat au titre de l'exercice en millions d'euros	0,1	0,1	0,1	-	-

Les Assemblées générales du 27 juin 2014 et du 25 juin 2015 ont fixé un plafond commun de 5 % du capital (soit 1 022 336 actions sur la base du capital au 31 décembre 2015) à l'ensemble des dispositifs d'association des salariés et des mandataires sociaux au capital (options de souscription et d'achat d'actions, attribution de BSAAR, attribution d'actions gratuites, augmentations de capital réservées aux salariés adhérant au plan d'épargne d'entreprise).

Aucune des autorisations reçues des Assemblées générales du 27 juin 2014 et du 25 juin 2015 n'ont été utilisées à ce jour.

En conséquence, le nombre maximal d'actions Sopra Steria Group pouvant être créées au 31 décembre 2015 au titre des levées d'options, de BSAAR ou d'attribution gratuite de nouvelles actions est égal à 1 151 113.

21.4. Opération sur titres autodétenus

Au 31 décembre 2015, la valeur des actions propres portée en diminution des capitaux propres consolidés s'élève à 54,9 M€ et est constituée de 630 830 actions, dont 322 330 détenues par des trusts anglais inclus dans le périmètre de consolidation et 300 000 acquises dans le cadre du placement privé réalisé le 25 juin 2015 par GENINFO (Groupe Société Générale).

Toutes les opérations concernant les actions autodétenues sont imputées directement sur les capitaux propres.

21.5. Dividendes

L'Assemblée générale de Sopra Steria Group réunie le 25 juin 2015 a décidé de distribuer un dividende ordinaire de 38,7 M€ au titre de l'exercice 2014, soit 1,90 € par action. Ce dividende a été mis en paiement le 8 juillet 2015. Le dividende versé au titre de l'exercice précédent s'élevait à 22,6 M€, soit 1,90 € par action.

Il est proposé à l'Assemblée générale 2016 statuant sur les comptes de l'exercice 2015 de distribuer un dividende ordinaire de 1,70 € par action, soit un montant total de 34,8 M€.

21.6. Intérêts ne conférant pas le contrôle

Les contributions en compte de résultat et au bilan des entités ne conférant pas le contrôle sont essentiellement liées aux sociétés communes constituées dans la zone géographique Royaume-Uni avec l'administration britannique : NHS SBS détenues à hauteur de 50 % par le ministère de la Santé et SSCL détenues à hauteur de 25 % par le *Cabinet Office*. Le Groupe en contrôle respectivement 50 % et 75 %.

Le contrôle de NHS SBS résulte d'une action supplémentaire émise au profit du Groupe et du pacte d'actionnaire. Ce dernier permet à Sopra Steria de prendre l'essentiel des décisions de nature opérationnelle et financière. Par ailleurs, concernant SSCL, le Groupe a accordé au *Cabinet Office* un droit de vente des actions qu'il détient dans cette société. Le Groupe s'est aussi engagé à supporter le développement de sa filiale par l'octroi d'une enveloppe définie de financement.

Ainsi, du fait du traitement comptable du droit de vente accordé sur les titres SSCL (cf. note 1.25), le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle au bilan concerne pour l'essentiel la part du ministère de la Santé britannique dans l'actif net de NHS SBS, soit 37,4 M€. Au compte de résultat, la part des intérêts ne conférant pas le contrôle de SSCL et de NHS SBS représentent respectivement 1,6 M€ et 3,8 M. Ces sociétés n'ont pas versé de dividendes.

Les informations financières résumées de ces deux sociétés sont les suivantes :

	31/12/2015	
	SSCL	NHS SBS
(en millions d'euros)		
Actif non courant	21,2	50,1
Actif courant	162,2	77,5
Passif non courant	41,2	26,8
Passif courant	87,2	26,1
Chiffre d'affaires	245,1	118,0
Résultat net	6,3	7,5

À la fin de l'exercice 2015, le Groupe a créé en Chine une filiale dont il détient 51 % et un partenaire local 49 %. Le Groupe en détient le contrôle.

21.7. Objectifs, politique et procédure de gestion du capital

Le capital est composé exclusivement des éléments tels que présentés au bilan. Il n'existe pas de dettes financières considérées comme du capital, et, inversement, il n'y a pas de composants de capitaux propres considérés comme ne constituant pas du capital.

L'entreprise n'est pas soumise à des contraintes externes au titre de son capital.

Note 22

Emprunts et dettes financières

22.1. Endettement net

(en millions d'euros)	Courant	Non courant	31/12/2015	31/12/2014
Emprunts obligataires	5,9	186,4	192,3	194,5
Emprunts bancaires	30,7	243,4	274,1	429,5
Dettes liées aux contrats de location-financement	5,2	8,0	13,2	10,4
Autres dettes financières diverses	268,6	-	268,6	6,8
Concours bancaires courants	5,2	-	5,2	23,7
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	315,7	437,8	753,5	664,8
Valeurs mobilières de placement	- 132,7	-	- 132,7	- 100,9
Disponibilités	- 90,0	-	- 90,0	- 121,5
ENDETTEMENT NET	93,0	437,8	530,8	442,4

a. Emprunts obligataires

Le Groupe dispose d'un emprunt obligataire émis par groupe Steria en 2013 auprès d'investisseurs institutionnels pour un montant de 180 M€ à échéance juillet 2019 assorti d'un taux fixe annuel de 4,25 %. Dans le cadre de l'acquisition de Steria, ce passif a été réévalué à sa juste valeur à la date de prise de contrôle, soit une réévaluation de 13,0 M€. Ce montant sera amorti jusqu'en juillet 2019 et viendra réduire la charge financière. Au 31 décembre 2015, le montant restant à amortir est de 9,5 M€.

b. Emprunts bancaires

Le Groupe a mis en place en 2014 un contrat de crédit d'un montant de 1 200 M€ à échéance 5 ans avec deux options de prorogation d'un an, composé d'une tranche amortissable de 200 M€, d'une tranche amortissable de 80 M€ et d'une facilité de crédit renouvelable multidevises de 900 M€. En 2015, l'option de prorogation d'un an du crédit a été exercée et l'ensemble des banques ont donné leur accord. En conséquence, l'échéance du crédit est le 15 septembre 2020 avec une option de prorogation d'un an. Au 31 décembre 2015, l'encours tiré du crédit correspond aux tranches amortissables, soit 180 M€ et 72 M€, compte tenu des amortissements contractuels de la période. La facilité de crédit renouvelable multidevises de 900 M€ n'est pas utilisée.

c. Dettes liées aux contrats de location-financement

(en millions d'euros)	31/12/2015			31/12/2014
	Paievements minimaux au titre de la location	Charge financière future	Valeur actualisée des loyers futurs	Valeur actualisée des loyers futurs
À moins d'un an	5,3	0,1	5,2	4,2
Entre un et cinq ans	8,1	0,1	8,0	6,2
À plus de cinq ans	-	-	-	-
TOTAL	13,4	0,1	13,2	10,4

d. Autres dettes financières

En 2015, le Groupe a mis en place un programme de billets de trésorerie multidevises non noté d'un montant maximum de 500 M€. L'encours au 31 décembre 2015 est de 231,7 M€ et 5,0 M€. Ils sont présentés en *Autres dettes financières*.

Au 31 décembre 2015, l'effet de la cession de créances commerciales réalisée avec recours en France pour un montant de 30,0 M€ est classé en *Autres dettes financières* (cf. note 18).

22.2. Tableau de variation de l'endettement net

(en millions d'euros)	Exercice 2015	Exercice 2014
ENDETTEMENT NET EN DÉBUT D'EXERCICE (A)	- 442,4	- 124,8
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	184,8	123,4
Coût de l'endettement financier net	8,1	7,4
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	47,2	34,4
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	240,2	165,3
Impôt versé	- 35,2	- 39,1
Variation du besoin en fonds de roulement	- 81,9	14,8
Flux net de trésorerie généré par l'activité	123,2	140,9
Variation liée aux opérations d'investissement	- 42,3	- 33,7
Intérêts financiers nets versés	- 8,3	- 3,5
Contributions additionnelles liées aux engagements de retraite à prestations définies	- 23,3	- 8,3
Flux net de trésorerie disponible	49,2	95,4
Incidence des variations de périmètre	- 92,3	- 394,7
Investissements financiers	3,1	- 6,8
Dividendes	- 37,5	- 22,6
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	2,2	2,2
Augmentations de capital en numéraire	2,4	1,4
Rachats et reventes d'actions propres	- 22,5	-
Autres variations	0,7	0,2
VARIATION NETTE TOTALE DE L'EXERCICE (B)	- 94,5	- 325,0
Incidence des variations de taux de change (C)	6,2	7,4
ENDETTEMENT NET EN FIN D'EXERCICE (A+B+C)	- 530,8	- 442,4

I INCIDENCE DES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE :

(en millions d'euros)	Exercice 2015	Exercice 2014
Coût des acquisitions décaissé (hors compléments de prix)	- 100,0	- 23,0
Endettement net / Trésorerie nette des sociétés acquises	7,7	- 370,8
Compléments de prix	-	- 1,0
TOTAL	- 92,3	- 394,7

En 2015, ces éléments correspondent au rachat des activités de CIMPA (cf. note 2.2).

En 2014, le coût des acquisitions décaissé correspondait au rachat des activités de COR&FJA et de *HR Access Service*. L'endettement net des sociétés acquises correspondait principalement à celui du groupe Steria à hauteur de 373,5 M€.

Note 23

Engagements retraites et assimilés

Les engagements retraite et assimilés se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014
Avantages postérieurs à l'emploi	282,6	397,4
Autres avantages à long terme	26,8	31,2
TOTAL	309,4	428,6

23.1. Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme comprennent, en France, les dettes de participation envers les salariés affectées en compte courant bloqué pour cinq ans pour la part disponible à plus d'un an (16,2 M€ contre 22,6 M€ au 31/12/2014), les avantages liés à l'ancienneté en Allemagne et en Inde, des engagements de prépension en Allemagne et en Belgique et des indemnités de fin de contrat en Italie et en Inde.

23.2. Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi concernent principalement les engagements du Groupe vis-à-vis de ses employés au titre des indemnités de fin de carrière en France (31,0 % des obligations totales du Groupe), des régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni (53,7 % des obligations totales du Groupe), en Allemagne (14,2 %), et dans d'autres pays d'Europe (Belgique, Norvège : 1,0 %). Au 31 décembre 2015, ils représentent un montant de 282,6 M€.

Au Royaume-Uni, le Groupe dispose de cinq plans de régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies issus de Steria. Pour chacun d'entre eux, les obligations à financer sont couvertes par des actifs. Trois d'entre eux sont fermés à tout nouveau salarié et l'acquisition de droits est gelée pour ces mêmes plans. Dans chacun de ces plans, les prestations à verser sont basées en grande partie sur le salaire final du participant au plan mais aussi, dans d'autres cas, sur une moyenne des salaires du participant et d'éventuels avantages accessoires. Chaque plan est constitué sous la forme de trusts conformément à la loi anglaise et est encadré par le régulateur défini dans la législation britannique sur les retraites. Les Administrateurs des plans sont des « *corporate trustees* » dont les directeurs incluent des représentants des participants aux plans et des membres indépendants. Des conseils externes sont employés par les Administrateurs pour la gestion quotidienne des plans ainsi qu'en matière juridique et d'actuariat. La loi britannique requiert une évaluation triennale des plans qui sert de base à la détermination des contributions à verser par l'employeur aux fonds.

Les risques relatifs à ces plans sont :

- la gestion d'actifs, ce risque décroissant au fur et à mesure du rapprochement du départ en retraite ;
- l'inflation sur laquelle les droits à pension sont indexés, ce risque étant limité par l'utilisation d'instruments financiers indexés sur l'inflation ;
- les taux d'intérêts dans la mesure où les flux futurs de trésorerie à décaisser sont actualisés ;
- l'évolution des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité.

Ces plans distinguent des participants actifs qui acquièrent encore des droits, des participants encore en activité mais dont les droits sont gelés et des participants retraités. Ces trois catégories de participants représentent respectivement 3,1 %, 67,2 % et 29,7 % du total des bénéficiaires.

Les projections de versement des prestations par les fonds au titre des obligations à prestations définies dont le montant s'élève à 1 607,1 M€ au 31 décembre 2015, au cours des dix prochaines années seraient les suivantes en M€ :

- à moins de deux ans : 69,3 M€ ;
- de deux ans à cinq ans : 111,1 M€ ;
- de cinq ans à dix ans : 206,2 M€.

Ces plans comprennent le versement de contributions afin de combler les déficits des fonds (contributions minorées de frais et de prélèvements obligatoires) et de financer le coût des services rendus au cours de l'exercice. En 2015, sur 12 mois, cette contribution versée représente 29,0 M€, dont 21,8 M€ au titre du financement du déficit. En 2016, le Groupe la prévoit d'un montant de 21,1 M€ (soit un équivalent au taux moyen EUR / GBP de l'exercice 2015 de 29,1 M€).

En France, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Le Groupe provisionne ses engagements envers les salariés en application des dispositions de la convention collective Syntec relatives au départ et à la mise à la retraite, dispositions modifiées en 2004 à la suite de la Loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites. La provision d'indemnités de départ en retraite est évaluée de manière actuarielle suivant les modalités exposées à la note 1.19.

Ce passif évolue notamment en fonction d'hypothèses démographiques telles que les taux de mortalité (statistiques publiques), et du taux d'actualisation, taux publié par l'agence Bloomberg pour la zone euro.

Ce plan est soumis aux risques de taux d'intérêts, d'inflation et d'évolution des hypothèses démographiques.

En Allemagne, quatre plans existent, dont deux matériels (34,5 M€), et font l'objet d'une provision car ils ne sont pas financés. Le plan principal a pour objet le versement d'une pension minimale atteignant 14,08 % du salaire versé jusqu'au plafond de la Sécurité sociale et 35,2 % au-delà. Ce plan ne concerne que les salariés entrés en service avant le 1^{er} janvier 1986 et les droits

à pension sont gelés depuis le 30 septembre 1996. Ce plan est soumis aux risques de taux d'intérêts, d'inflation et d'évolution des hypothèses démographiques.

Des plans existent également en Pologne, en Norvège et en Belgique. Dans ces deux derniers pays, ils sont financés et ont pour objet le versement d'une rente au bénéficiaire au moment de la retraite. Le plan polonais consiste en des indemnités de départ de retraite à verser. Ces plans sont regroupés en « Autres ».

a. Évolution des engagements nets des principaux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au cours de l'exercice 2015

(en millions d'euros)	Fonds de pension à prestations définies Royaume- Uni	Indemnités de fin de carrière France	Fonds de pension à prestations définies Allemagne	Autres	Total
HYPOTHÈSES DE CALCUL DES DETTES ACTUARIELLES					
Taux d'actualisation	3,87 %	2,41 %	2,03 % à 2,15 %	1,30 % à 3 %	
Taux d'inflation	2,01 %	1,70 %	na	na	
Augmentation des salaires	3,01 %	2 %- 2,50 %	2 % à 2,50 %	2 % à 3,50 %	
Âge de départ à la retraite	variable	65 ans	60 à 65 ans	variable	
MONTANTS COMPTABILISÉS AU BILAN					
Valeur actualisée de l'obligation au 31/12/2015	1 607,1	89,8	40,1	19,2	1 756,2
Juste valeur des actifs du régime au 31/12/2015	1 455,2	2,1	-	16,3	1 473,6
Passif net au bilan au 31/12/2015	151,9	87,7	40,1	2,9	282,6
COMPOSANTES DU COÛT DU PASSIF NET					
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5,8	8,5	0,2	0,4	14,8
Coût des services passés	-	-	-	-	-
Pertes (profits) sur liquidations de régime	-	-	-	-	-
Intérêts sur l'obligation	63,2	1,6	0,7	0,4	65,9
Intérêts sur les actifs du régime	- 53,6	-	-	- 0,3	- 54,0
Total des charges comptabilisées dans le compte de résultat	15,4	10,1	0,9	0,4	26,7
Effet des réévaluations du passif net	- 101,2	- 20,7	- 3,3	- 0,5	- 125,7
■ dont rendement des actifs du régime (hors montants inclus dans le produit d'intérêts)	- 2,2	-	-	- 0,4	- 2,6
■ dont écarts d'expérience	- 0,6	- 6,0	- 0,2	- 0,1	- 6,9
■ dont effet des changements d'hypothèses démographiques	-	- 4,0	-	- 0,1	- 4,1
■ dont effet des changements dans les hypothèses financières	- 98,4	- 10,6	- 3,1	0,2	- 112,0
Total des charges comptabilisées directement en capitaux propres	- 101,2	- 20,7	- 3,3	- 0,5	- 125,7
VARIATIONS DU PASSIF NET					
Passif net au 31 décembre 2014	250,1	98,4	43,7	5,2	397,4
Variations de périmètre	-	1,6	-	-	1,6
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	15,4	10,1	0,9	0,4	26,7
Charge nette comptabilisée en capitaux propres	- 101,2	- 20,7	- 3,3	- 0,5	- 125,7
Cotisations	- 29,0	- 1,7	- 1,2	- 0,5	- 32,4
■ dont cotisations de l'employeur	- 29,0	- 1,7	- 1,2	- 0,5	- 32,4
■ dont cotisations du participant au régime	-	-	-	-	-
Différences de change	16,6	-	-	-	16,6
Autres mouvements	-	-	-	- 1,7	- 1,7
PASSIF NET AU 31 DÉCEMBRE 2015	151,9	87,7	40,1	2,9	282,6

Pour rappel, l'évolution des engagements nets des principaux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au cours de l'exercice 2014 est présentée ci-dessous :

(en millions d'euros)	Fonds de pension à prestations définies Royaume-Uni	Indemnités de fin de carrière France	Fonds de pension à prestations définies Allemagne	Autres	Total
HYPOTHÈSES DE CALCUL DES DETTES ACTUARIELLES					
Taux d'actualisation	3,65 %	1,59 %	1,49 % à 2 %	2,50 % à 3 %	
Taux d'inflation	2,97 %	2,00 %	2,00 %	2 % à 3,50 %	
Augmentation des salaires	2,97 %	2,50 %	0 % à 2,5 %	3,00 %	
Âge de départ à la retraite	variable	65 ans	60 à 65 ans	variable	
MONTANTS COMPTABILISÉS AU BILAN					
Valeur actualisée de l'obligation au 31/12/2014	1 595,5	100,5	43,7	26,8	1 766,5
Juste valeur des actifs du régime au 31/12/2014	1 345,4	2,1	-	21,6	1 369,0
Passif net au bilan au 31/12/2014	250,1	98,4	43,7	5,2	397,4
COMPOSANTES DU COÛT DU PASSIF NET					
Coût des services rendus au cours de l'exercice	2,1	5,0	0,2	1,4	8,7
Coût des services passés	-	-	-	-	-
Pertes (profits) sur liquidations de régime	-	-	-	-	-
Intérêts sur l'obligation	25,8	1,9	0,5	0,3	28,5
Intérêts sur les actifs du régime	- 22,1	-	-	- 0,2	- 22,4
Total des charges comptabilisées dans le compte de résultat	5,8	6,9	0,7	1,4	14,8
Effet des réévaluations du passif net	38,2	10,0	5,1	0,3	53,6
■ dont rendement des actifs du régime (hors montants inclus dans le produit d'intérêts)	- 73,1	-	-	-	- 73,1
■ dont effet des changements d'hypothèses démographiques	1,4	- 4,6	- 0,1	0,3	- 3,1
■ dont effet des changements dans les hypothèses financières	109,9	14,6	5,2	0,1	129,8
Total des charges comptabilisées directement en capitaux propres	38,2	10,0	5,1	0,3	53,6
VARIATIONS DU PASSIF NET					
Passif net au 31 décembre 2013	-	51,2	1,6	5,9	58,7
Variations de périmètre	211,5	31,6	36,8	2,9	282,8
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	5,8	6,9	0,7	1,4	14,8
Charge nette comptabilisée en capitaux propres	38,2	10,0	5,1	0,3	53,6
Cotisations	- 10,6	- 1,2	- 0,5	- 0,4	- 12,8
■ dont cotisations de l'employeur	- 10,6	- 1,2	- 0,5	- 0,1	- 12,4
■ dont cotisations du participant au régime	-	-	-	- 0,4	- 0,4
Différences de change	5,3	-	-	-	5,3
Autres mouvements	-	-	-	- 4,9	- 4,9
PASSIF NET AU 31 DÉCEMBRE 2014	250,1	98,4	43,7	5,2	397,4

b. Évolution des actifs et des passifs de retraite au Royaume-Uni

L'essentiel des engagements de retraite du Groupe se trouve au Royaume-Uni. Leur évolution est la suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Valeur actualisée de l'obligation en début de période	1 595,5	-
Variations de périmètre	-	1 444,5
Écarts de conversion	98,7	30,0
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5,8	2,1
Coût des services passés	-	-
Intérêts	63,2	25,8
Contributions des employés	-	-
Effet des réévaluations de l'obligation	- 106,1	111,3
■ dont écarts d'expérience	- 0,6	-
■ dont effet des changements d'hypothèses démographiques	-	1,4
■ dont effet des changements dans les hypothèses financières	- 105,5	109,9
Modifications de régime	-	-
Transferts	-	-
Prestations servies	- 50,0	- 18,2
VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION EN FIN DE PÉRIODE	1 607,1	1 595,5
Juste valeur des actifs du régime en début de période	1 345,4	-
Variations de périmètre	-	1 233,0
Écarts de conversion	82,1	24,7
Intérêts	53,6	22,1
Effets des réévaluations des actifs du régime	- 4,9	73,1
■ dont rendement des actifs du régime (hors montants inclus dans le produit d'intérêts)	2,2	73,1
■ dont effet des changements dans les hypothèses financières	- 7,1	-
Cotisations de l'employeur	29,0	10,6
Contributions des employés	-	-
Transferts	-	-
Prestations servies	- 50,0	- 18,2
JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME EN FIN DE PÉRIODE	1 455,2	1 345,4

Les actifs des régimes de fonds de pension au Royaume-Uni se répartissent en quatre catégories :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Actions	493,0	456,9
Obligations	771,4	723,4
Immobilisations	225,2	132,3
Autres actifs	- 34,4	32,8
TOTAL	1 455,2	1 345,4

Le taux d'actualisation utilisé à l'égard des engagements vis-à-vis du personnel est basé sur le rendement des obligations « AA » en cohérence avec la durée des passifs arrondi au point de décimale le plus proche. Ainsi, au Royaume-Uni, la référence utilisée est la courbe de rendement Mercer.

Une diminution de 0,25 point du taux d'actualisation aurait pour conséquence une augmentation des engagements de 80,1 M€.

Une réduction de 10 % du taux de rendement des actifs entraînerait une diminution de ceux-ci de 145,5 M€.

En outre, au 31 décembre 2015, deux plans sont en position d'actif net et représentent 7,6 M€. Cet actif est jugé récupérable par l'intermédiaire d'une réduction des cotisations futures.

c. Évolution des actifs et des passifs de retraite en France

(en millions d'euros)	Indemnités de fin de carrière France 31/12/2015	Indemnités de fin de carrière France 31/12/2014
Valeur actualisée de l'obligation en début de période	100,5	51,6
Variations de périmètre	1,6	33,3
Coût des services rendus au cours de l'exercice	8,5	5,0
Coût des services passés	-	-
Intérêts	1,6	1,9
Contributions des employés	-	-
Effet des réévaluations de l'obligation	- 20,7	10,0
■ dont écarts d'expérience	- 6,0	-
■ dont effet des changements d'hypothèses démographiques	- 4,0	- 4,6
■ dont effet des changements dans les hypothèses financières	- 10,6	14,6
Modifications de régime	-	-
Transferts	-	-
Prestations servies	- 1,7	- 1,2
VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION EN FIN DE PÉRIODE	89,8	100,5
Juste valeur des actifs du régime en début de période	2,1	0,3
Variations de périmètre	-	1,7
Écarts de conversion	-	-
Intérêts	-	-
Effets des réévaluations des actifs du régime	-	-
■ dont rendement des actifs du régime (hors montants inclus dans le produit d'intérêts)	-	-
■ dont effet des changements dans les hypothèses financières	-	-
Cotisations de l'employeur	-	-
Contributions des employés	-	-
Transferts	-	-
Prestations servies	-	-
JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME EN FIN DE PÉRIODE	2,1	2,1

Sur les passifs d'IFC de la France, une variation de +/- 0,50 point du taux d'actualisation aurait pour conséquence une variation des engagements de (-) 6,2 M€ / (+) 6,8 M€.

La ventilation par échéances de l'engagement au titre des IFC en France est la suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Prestations théoriques actualisées à verser par l'employeur :		
■ à moins d'1 an	1,5	1,4
■ de 1 à 5 ans	6,8	6,7
■ de 5 à 10 ans	20,1	18,9
■ de 10 à 20 ans	38,8	42,9
■ à plus de 20 ans	22,6	30,6
ENGAGEMENT TOTAL	89,8	100,5

Note 24

Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	Variation de	Reprises	Reprises non	Écart de						
	01/01/2015	périmètre	Dotations	utilisées	utilisées	Autres	conversion	31/12/2015	Part courante	Part non courante
Provisions pour litiges	8,3	0,1	13,7	- 1,6	- 0,9	- 1,1	- 0,1	18,4	17,8	0,7
Provisions pour garanties	0,5	-	0,4	-	-	- 0,1	-	0,8	0,2	0,6
Provisions pour pertes sur contrats	13,8	-	6,9	- 2,6	- 0,5	- 5,2	0,2	12,5	12,4	0,1
Provisions pour impôts	10,7	-	7,8	-	- 0,2	3,2	-	21,5	-	21,5
Provisions pour restructuration	9,7	-	23,0	- 8,1	- 0,2	0,3	-	24,6	23,1	1,5
Autres provisions pour risques	56,3	0,3	10,4	- 12,1	- 11,4	3,3	2,2	48,9	34,7	14,2
TOTAL	99,3	0,3	62,1	- 24,4	- 13,2	0,5	2,2	126,8	88,2	38,6

Les provisions pour litiges couvrent, des litiges prud'homaux et des indemnités de départ de collaborateurs (7,4 M€), des franchises d'assurance et des risques clients provisionnées sur des litiges commerciaux (10,2 M€).

Les provisions pour pertes à terminaison concernent le Royaume-Uni (9,5 M€) et l'Allemagne (2,8 M€).

Les provisions pour restructuration correspondent aux coûts résiduels du programme de transformation du périmètre d'origine Steria en France (3,8 M€), aux coûts de mesures ponctuelles de restructuration prises en Allemagne (3,6 M€) et au Danemark

(2,3 M€) et à des coûts d'intégration Sopra Steria notamment liés aux locaux (12,3 M€ essentiellement en France).

Les autres provisions pour risques couvrent essentiellement des coûts relatifs aux locaux (9,8 M€, dont 9,4 M€ liés à leur remise en état, essentiellement au Royaume-Uni), aux clients et projets (dont au Royaume-Uni 15,1 M€ et 5,0 M€ en France), des risques contractuels (5,1 M€) et des risques fiscaux et sociaux (9,5 M€).

Les provisions pour impôts concernent essentiellement les risques fiscaux relatifs à la France, et notamment le crédit impôt recherche et les retenues à la source pratiquées par des clients étrangers.

Note 25

Autres dettes non courantes

(en milliers d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
NHS SBS : redevances à reverser au Ministère de la Santé britannique	-	2,4
NHS-SBS : avances accordées par le Ministère de la Santé britannique	24,0	22,6
SSCL : option de vente accordée au Cabinet Office	58,1	32,7
Autres dettes - part à plus d'un an	1,6	0,7
Instruments financiers dérivés	2,7	3,5
TOTAL	86,4	62,0

Les autres dettes comprennent des avances reçues par la société NHS SBS du Ministère de la Santé britannique pour 24,0 M€. Ces avances sont ensuite mises à la disposition des structures nouvellement clientes de la plate-forme pour mettre en œuvre leurs opérations de transition dans le cadre des contrats opérationnels.

D'autre part, dans le cadre du contrat que le Groupe a signé au Royaume-Uni avec le gouvernement britannique pour transformer ses activités de support, Sopra Steria a accordé au *Cabinet Office*

un droit de vente des actions qu'il détient dans la *joint-venture* SSCL mise en place pour l'occasion. Ce droit est exerçable du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023. A ce titre, le Groupe a reconnu une dette non courante qu'il a valorisée 58,1 M€ au 31 décembre 2015.

Les instruments financiers dérivés au 31 décembre 2015 sont composés de contrats de couverture de taux d'intérêt et de change (cf. note 30.4).

Note 26

Fournisseurs et comptes rattachés

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Fournisseurs	257,5	259,1
Fournisseurs - avances et acomptes, avoirs à recevoir	-	- 0,3
TOTAL	257,5	258,7

Note 27

Autres dettes courantes

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Dettes sur immobilisations - part à moins d'un an	5,8	4,7
Avances et acomptes reçus sur commandes	1,9	1,6
Dettes sociales	424,5	388,5
Dettes fiscales	220,4	216,5
Impôt sur les sociétés	115,9	84,8
Produits constatés d'avance	249,3	191,4
Dettes diverses	12,8	10,9
Instruments financiers dérivés	0,3	3,1
TOTAL	1 030,9	901,5

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement aux prestations facturées non encore exécutées, selon leur avancement (cf. note 1.22).

Note 28

Actifs non courants destinés à être cédés

Les actifs non courants destinés à être cédés reconnus au bilan sont liés directement à la réorganisation des locaux de Sopra Steria en Inde. Le Groupe est toujours engagé dans des démarches de vente de ces actifs et considère que leur cession est toujours hautement probable. Le marché immobilier du district de Noida où sont situés ces biens a été rendu difficile en raison de la décision des autorités administratives locales d'augmenter très significativement les droits

de mutation. Les délais d'aboutissement des transactions de vente sont en conséquence beaucoup plus longs.

Leur valeur représente la valeur la plus faible de la valeur nette comptable ou de la juste valeur nette des coûts de cession. Au 31 décembre 2015, le Groupe a procédé à l'estimation de ces biens. En parallèle, il a fait réaliser des évaluations externes qui supportent ses estimations.

La valeur de ces actifs indiens se décompose de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2015	31/12/2014
Terrains	1,0	0,9
Constructions	4,0	3,7
Agencements des constructions	-	-
Impôts différés actifs	0,2	0,2
Total Actif	5,1	4,8
Impôts différés passifs	-	-
Autres passifs	- 0,1	- 0,1
Total Passif	- 0,1	- 0,1
VALEUR NETTE COMPTABLE DES ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS	5,1	4,8

AUTRES INFORMATIONS

Note 29

Information sectorielle

29.1. Résultats sectoriels

a. France

(en millions d'euros)	Exercice 2015		Exercice 2014	
Chiffre d'affaires	1 364,3		1 009,8	
Résultat opérationnel d'activité	102,0	7,5 %	83,0	8,2 %
Résultat opérationnel courant	100,8	7,4 %	81,4	8,1 %
Résultat opérationnel	52,4	3,8 %	53,9	5,3 %

b. Royaume-Uni

(en millions d'euros)	Exercice 2015		Exercice 2014	
Chiffre d'affaires	1 042,0		443,9	
Résultat opérationnel d'activité	76,2	7,3 %	46,5	12,0 %
Résultat opérationnel courant	63,3	6,1 %	41,8	10,8 %
Résultat opérationnel	57,1	5,5 %	39,8	10,2 %

c. Autre Europe

(en millions d'euros)	Exercice 2015		Exercice 2014	
Chiffre d'affaires	697,4		388,7	
Résultat opérationnel d'activité	18,5	2,7 %	8,9	2,3 %
Résultat opérationnel courant	17,4	2,5 %	8,0	2,1 %
Résultat opérationnel	5,3	0,8 %	1,8	0,5 %

d. Sopra Banking Software

(en millions d'euros)	Exercice 2015		Exercice 2014	
Chiffre d'affaires	282,4		263,3	
Résultat opérationnel d'activité	25,7	9,1 %	32,6	12,4 %
Résultat opérationnel courant	20,3	7,2 %	27,1	10,3 %
Résultat opérationnel	20,1	7,1 %	26,0	9,9 %

e. Autres Solutions

(en millions d'euros)	Exercice 2015		Exercice 2014	
Chiffre d'affaires	198,3		174,7	
Résultat opérationnel d'activité	23,1	11,6 %	22,0	12,6 %
Résultat opérationnel courant	23,1	11,6 %	22,0	12,6 %
Résultat opérationnel	17,7	8,9 %	19,4	11,1 %

f. Non affecté

(en millions d'euros)	Exercice 2015		Exercice 2014	
Chiffre d'affaires	-		-	
Résultat opérationnel d'activité	-		-	
Résultat opérationnel courant	-		-	
Résultat opérationnel	-		7,4	

g. Groupe

(en millions d'euros)	Exercice 2015		Exercice 2014	
Chiffre d'affaires	3 584,4		2 280,4	
Résultat opérationnel d'activité	245,5	6,8 %	193,0	8,5 %
Résultat opérationnel courant	225,0	6,3 %	180,3	7,9 %
Résultat opérationnel	152,6	4,3 %	148,3	6,5 %

29.2. Ventilation géographique du chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni	Autres pays d'Europe	Autres zones	Total
Exercice 2014	1 228,4	485,6	517,5	48,9	2 280,4
Exercice 2015	1 616,4	1 083,6	804,2	80,2	3 584,4

29.3. Ventilation géographique des actifs non courants

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni	Autres pays d'Europe	Autres zones	Total
Écarts d'acquisition	603,7	709,6	271,1	2,5	1 586,9
Immobilisations incorporelles	68,9	125,8	19,2	0,1	214,0
Immobilisations corporelles	70,9	18,4	18,1	11,0	118,5

Note 30

Facteurs de risques financiers

30.1. Risque de crédit

a. Balance âgée clients

(en millions d'euros)	Valeur comptable	Dont : non échues à la date de clôture	Dont : échues selon les périodes suivantes			
			moins de 30 jours	entre 30 et 90 jours	entre 90 et 120 jours	plus de 120 jours
Créances clients	689,2	458,9	156,1	40,1	12,0	22,1

b. État des variations des dépréciations pour créances clients

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Dépréciations sur créances clients en début de période	9,5	7,8
Mouvements de périmètre	0,1	2,9
Dotations nettes de reprises	1,4	- 1,4
Reclassement	- 1,8	0,1
Écarts de conversion	-	-
Activités cédées (Axway)	-	-
DÉPRÉCIATIONS SUR CRÉANCES CLIENTS EN FIN DE PÉRIODE	9,2	9,5

30.2. Risque de liquidité

Suivant la définition donnée par l'Autorité des marchés financiers, le risque de liquidité est caractérisé par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif, et se traduit par l'incapacité de rembourser ses dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et il considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

La politique globale de couverture du Groupe a pour objectif de sécuriser et d'optimiser la liquidité. Les décisions de financement externes sont centralisées au niveau du Groupe sous la responsabilité de la Direction financière. Une revue de la situation de trésorerie et des lignes de crédit disponibles est conduite mensuellement avec le Directeur financier du Groupe et régulièrement au Comité d'audit avec ses membres.

Au 31 décembre 2015, le Groupe dispose de lignes de financement de 1 812,6 M€ qui sont utilisées à hauteur de 42 %.

Elles se décomposent comme suit :

	Montant autorisé au 31/12/2015		Utilisation au 31/12/2015		Taux d'utilisation	Échéance	Taux au 31/12/2015
	en M€	en M€	en M€	en M€			
Emprunt obligataire	180,0	-	180,0	-	100 %	In Fine 2019	2,6 %
Crédit syndiqué							
Tranche A	180,0	-	180,0	-	100 %	Amortissable jusqu'en 2020	1,40 %
Tranche B	-	72,0	-	72,0	100 %	Amortissable jusqu'en 2020	1,98 %
Crédit renouvelable multidevises	900,0	-			0 %	In Fine 2020	
Contrats de location- financement	13,2	-	13,2	-	100 %	Amortissable 2019	0,93 %
Billets de trésorerie	231,8	5,0	231,8	5,0	100 %	2016	0,25 %
Autres*	38,7		38,7		100 %	In Fine 2016	0,00 %
Découvert	164,0	-	4,9	-	3 %	N/A	0,58 %
Total par devises	1 707,7	77,0	648,6	77,0			

(*) La rubrique Autres comprend les intérêts courus non échus sur les lignes de crédit présentées.

Les taux d'intérêt sur le crédit syndiqué égalent le taux interbancaire de la monnaie concernée au moment des tirages avec un minimum à 0 %, plus une marge définie pour une période de six mois en fonction du ratio de levier (*leverage*).

Le taux d'intérêt sur l'emprunt obligataire émis le 12 avril 2013 a un taux facial fixe de 4,25 %, comptabilisé à la juste valeur lors de l'entrée de périmètre. Son taux effectif s'élève à 2,60 %.

Parmi les conditions auxquelles sont assujettis le crédit syndiqué et l'emprunt obligataire, des *covenants* financiers doivent être respectés.

Deux ratios financiers sont calculés semestriellement sur la base des comptes consolidés, sur une base glissante de 12 mois (retraité de l'impact des acquisitions sur une base 12 mois) :

- le premier, dit ratio de levier (*leverage*) qui calcule le rapport dette financière nette/EBITDA ;

- le second, dit ratio de couverture des intérêts (*interest coverage*) qui calcule le rapport EBITDA/coût de l'endettement financier net.

Le premier ratio financier ne doit pas dépasser 3,0 à chaque date de calcul. Le deuxième ratio ne doit pas devenir inférieur à 5,0.

La dette nette désigne, sur une base consolidée, l'ensemble des emprunts et dettes financières assimilées (excluant les dettes intra-groupes) diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie disponibles.

L'EBITDA est le résultat opérationnel d'activité consolidé majoré des dotations aux amortissements et provisions courantes.

Au 31 décembre 2015, le ratio dette nette/EBITDA est respecté, à savoir 1,76 en regard du *covenant* de 3,0. Il se calcule de la façon suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Emprunts et dettes financières (< 1 an)	315,7	69,9
Emprunts et dettes financières (> 1 an)	437,8	594,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- 222,7	- 222,4
Autres garanties financières		7,5
Dette nette (y compris garanties financières)	530,8	450,0
EBITDA	301,9	286,8
RATIO DETTE NETTE / EBITDA	1,76	1,57

Concernant le deuxième ratio, l'EBITDA est tel que défini au-dessus et le coût de l'endettement financier net est également calculé sur une base de douze mois glissants (retraité de l'impact des acquisitions sur une base 12 mois).

Au 31 décembre 2015, le ratio Ebitda/coût de l'endettement financier net est respecté, à savoir 37,10 en regard du covenant de 5,0. Il se calcule de la façon suivante :

(en millions d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014
EBITDA	301,9	286,8
Coût de l'endettement net	8,1	9,8
RATIO EBITDA / COÛT DE L'ENDETTEMENT NET	37,10	29,25

En sus du respect des engagements financiers décrits ci-dessus, les deux principales lignes de financement du Groupe contiennent également un certain nombre :

- d'engagements de faire, classiques pour ce genre de financement ;
- de cas de défaut tels que défaut de paiement, inexactitude d'une déclaration, défaut croisé, faillite, survenance d'un événement ayant un effet significatif défavorable ;
- de clauses de remboursement anticipé en totalité en cas de changement de contrôle de la Société tel que défini.

Par ailleurs, la convention de crédit prévoit un certain nombre de cas de remboursement anticipé du prêt, en tout ou partie selon le cas, ou de renégociation avec les banques :

- remboursement anticipé en cas de cession de tous ou substantiellement tous les actifs de la Société ;

- remboursement à hauteur des produits des cessions d'actifs (au-delà d'un seuil) ;
- remboursement à hauteur de toute nouvelle dette souscrite par la Société (au-delà d'un seuil) ;
- renégociation des conditions de financement en cas de désorganisation des marchés financiers – i.e. Clause de *Market disruption*. Cette clause ne peut être mise en œuvre que si un nombre minimum de banques se trouve exceptionnellement dans l'impossibilité de se refinancer sur le marché des capitaux le jour où le tirage est demandé compte tenu de l'évolution des taux. Le but de cette clause est de trouver un taux de substitution.

Au 31 décembre 2015, l'échéancier des paiements au titre de la dette du Groupe se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Valeur comptable	Total des flux contractuels	Moins de 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Autres emprunts obligataires	192,3	205,4	4,7	7,2	7,3	186,2	-	-
Emprunts bancaires	274,1	310,2	38,5	38,0	37,5	21,9	174,4	-
Billets de trésorerie	238,6	238,6	238,6	-	-	-	-	-
Dettes de location-financement	13,2	13,4	5,3	4,3	2,6	1,2	-	-
Autres dettes financières diverses	30,1	34,6	34,6	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	5,2	5,2	5,2	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières	753,5	807,4	326,9	49,4	47,5	209,2	174,4	-
Valeurs mobilières de placement	- 132,7	- 132,7	- 132,7	-	-	-	-	-
Disponibilités	- 90,0	- 90,0	- 90,0	-	-	-	-	-
ENDETTEMENT NET CONSOLIDÉ	530,8	584,7	104,2	49,4	47,5	209,2	174,4	-

Au 31 décembre 2015, la répartition par nature et devise de l'endettement brut du Groupe se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Devises d'origine			Total
	Euro	Livre Sterling	Autres	
Emprunt obligataire	188,7	-	-	188,7
Emprunts auprès établissements de crédit	156,2	87,2	-	243,4
Emprunts auprès établissements de crédit - part < 1 an	18,9	10,9	-	29,8
Emprunts et intérêts liés au crédit-bail	13,2	-	-	13,2
Billets de trésorerie	231,8	6,8	-	238,6
Intérêts courus et autres	35,0	-	-	35,0
Concours bancaires (trésorerie passive)	4,9	-	-	4,9
ENDETTEMENT BRUT	648,6	104,9	-	753,5

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe se décompose de la façon suivante au 31 décembre 2015 :

(en millions d'euros)	Placements court terme	Autres	Total du portefeuille de valeurs mobilières
Position à l'actif	132,7	-	132,7
POSITION NETTE GLOBALE	132,7	-	132,7

Les placements court terme sont gérés par la Direction Financière du Groupe et respectent les principes de prudence définis en interne.

À change constant par rapport au 31 décembre 2015 et tenant compte des placements à court terme en portefeuille à cette date, une diminution de 50 points de base des taux variables diminuerait les produits financiers annuels de 0,66 M€.

supports de nature monétaire gérés par des établissements financiers de premier plan, eux-mêmes filiales des établissements bancaires faisant partie prioritairement du *pool*. Ces placements sont soumis à l'approbation du Groupe et respectent les principes de prudence définis en interne.

Le Groupe privilégie des placements ayant une durée courte et analyse systématiquement la composition des portefeuilles des fonds proposés par les banques.

Le Groupe évalue également le risque de solvabilité de ses clients. Cette solvabilité tient compte à la fois des éléments purement internes au Groupe, mais aussi d'éléments contextuels comme sa localisation géographique, la situation économique globale et les perspectives d'évolution sectorielle.

Grâce à ces différentes mesures, le Groupe considère avoir mis en place un cadre réduisant sensiblement son risque de contrepartie dans le contexte économique actuel. Le Groupe reste néanmoins soumis à un risque résiduel qui pourrait, sous certaines conditions, éventuellement altérer sa performance.

30.3. Risque de contrepartie

Toutes les couvertures de change et de taux sont effectuées auprès d'établissements bancaires de premier plan, faisant partie du *pool* bancaire et avec lesquels ont été signées des conventions d'opérations de marché.

Les placements financiers éventuels sont effectués, soit sur des dépôts bancaires court terme auprès d'établissements bancaires faisant partie prioritairement du *pool* bancaire, soit sur des

30.4. Instruments financiers et gestion des risques de taux et de change

a. Instruments financiers inscrits au bilan

(en millions d'euros)	31/12/2015		Ventilation par classe d'instruments financiers				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Actifs et passifs à la juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes financières au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	77,7	77,7	-	9,9	66,5	-	1,4
Clients et comptes rattachés	1 099,8	1 099,8	-	-	1 099,8	-	-
Autres actifs courants	191,6	191,6	-	-	185,8	-	5,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	222,7	222,7	222,7	-	-	-	-
ACTIFS FINANCIERS	1 591,8	1 591,8	222,7	9,9	1 352,1	-	7,1
Emprunts et dettes financières - part à long terme	437,8	437,8	-	-	-	437,8	-
Autres dettes non courantes	86,4	86,4	-	-	83,7	-	2,7
Emprunts et dettes financières - part à court terme	315,7	315,7	5,2	-	-	310,5	-
Fournisseurs et comptes rattachés	257,5	257,5	-	-	257,5	-	-
Autres dettes courantes	1 030,9	1 030,9	-	-	1 030,6	-	0,3
PASSIFS FINANCIERS	2 128,2	2 128,2	5,2	-	1 371,8	748,3	2,9

Les éléments comptabilisés à la juste valeur par résultat ainsi que les instruments dérivés de couverture sont évalués par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés sur le marché interbancaire (Euribor...) et à des cours de change fixés quotidiennement par la Banque Centrale Européenne. Tous les instruments financiers de cette catégorie sont des actifs et passifs financiers désignés comme tels dès l'origine.

Les actifs disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan.

Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif. Des instruments de couverture peuvent être mis en place afin de couvrir les risques sur les taux d'intérêts.

L'impact au compte de résultat de ces instruments financiers est le suivant :

	31/12/2015	Ventilation par catégorie d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
(en millions d'euros)						
Total des produits d'intérêts	9,3	-	-	9,3	-	-
Total des charges d'intérêts	- 15,3	-	-	-	- 15,3	-
Réévaluation	- 2,1	-	-	-	-	- 2,1
GAINS NETS OU PERTES NETTES	- 8,1	-	-	9,3	- 15,3	- 2,1

Dans le cadre de sa politique globale de gestion des risques et en raison de la taille significative des activités de production en Inde et en Pologne, le Groupe a conclu et continue à mettre en œuvre des opérations visant à couvrir son exposition aux risques de change par l'utilisation d'instruments dérivés, instruments fermes ou optionnels cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang.

Le Groupe se prémunit également contre les fluctuations de taux d'intérêts en swappant à taux fixe une partie de la dette financière variable.

Les instruments financiers dérivés sont enregistrés au bilan consolidé à leur juste valeur.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés qui ne remplissent pas les conditions d'application de la comptabilité de couverture sont enregistrées directement dans le compte de résultat de la période.

b. Gestion du risque de taux d'intérêt

L'objectif du Groupe est de se prémunir contre les fluctuations de taux d'intérêts en couvrant une partie de la dette financière variable et en plaçant ses liquidités pour une période inférieure à trois mois.

Les instruments financiers dérivés utilisés afin de couvrir la dette sont des contrats de swap de taux d'intérêts ou des options, éligibles ou non à la comptabilité de couverture.

Les contreparties éligibles, tant sur les couvertures de taux que sur les placements, sont des établissements financiers de premier plan, membres du *pool* bancaire de Sopra Steria. Ces instruments financiers sont gérés par la Direction Financière du Groupe.

Les couvertures de taux du Groupe ont été réalisées, soit par l'intermédiaire de la société mère Sopra Steria Group, soit résultent des engagements pris par groupe Steria.

Le total des dettes financières brutes soumises à un risque de taux d'intérêt s'élève à 325,3 M€. Les contrats de couverture de taux existant au 31 décembre 2015 permettent de réduire cette exposition à un montant de 68,3 M€.

Le Groupe a souscrit à plusieurs contrats d'échange de conditions d'intérêts, dont le détail est présenté ci-dessous :

	Justes valeurs					Échéances		
	31/12/2015							
(en millions d'euros)	Actif non courant	Actif courant	Passif non courant	Passif courant	Notionnel	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Swap de couverture de flux de trésorerie en euros	-	-	1 949,6	55,9	167,0	15,0	152,0	-
Swap de couverture de flux de trésorerie en devise	-	-	-	-	-	-	-	-
Options éligibles à la comptabilité de couverture en euros	103,8	-	402,9	-	90,0	30,0	60,0	-
Options éligibles à la comptabilité de couverture en devises	-	-	-	-	-	-	-	-
Swap non éligibles à la comptabilité de couverture en euros	-	-	-	-	-	-	-	-
Options non éligibles à la comptabilité de couverture en euros	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL COUVERTURE RISQUES DE TAUX	103,8	-	2 352,5	55,9	257,0	45,0	212,0	-

La revalorisation en capitaux propres de ces instruments financiers est comptabilisée en *Autres éléments du résultat global*.

La revalorisation en compte de résultat de ces instruments financiers est comptabilisée en *Autres produits et charges financiers*.

Les impacts en compte de résultat et en capitaux propres des instruments de couverture de taux se présentent de la façon suivante :

	Valeurs au bilan				Variations de juste valeur				
	31/12/2014	Variations de juste valeur	Variation périmètre	Autres variations	31/12/2015	Impact en capitaux propres	Impact sur le résultat		
							Part inefficace des couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de juste valeur	Trading
<i>(en millions d'euros)</i>									
Swap de couverture de flux de trésorerie en euros	- 3,0	1,0	-	-	- 2,0	1,1	- 0,1	-	-
Swap de couverture de flux de trésorerie en devise	- 0,1	0,1	-	-	-	0,1	-	-	-
Options éligibles à la comptabilité de couverture en euros	- 0,3	0,1	-	- 0,1	- 0,3	-	0,1	-	-
Options éligibles à la comptabilité de couverture en devise	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swap non éligibles à la comptabilité de couverture en euros	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options non éligibles à la comptabilité de couverture en devises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMPACT TOTAL AVANT IMPÔT	- 3,3	1,2	-	- 0,1	- 2,3	1,1	-	-	-

La sensibilité du portefeuille de dérivés de taux à une variation de plus ou moins 50 points de base sur les courbes de taux euro et sterling au 31 décembre 2015 est la suivante :

	- 50 bp		+ 50 bp	
	Impact capitaux propres	Impact résultat (inefficacité de la couverture)	Impact capitaux propres	Impact résultat (inefficacité de la couverture)
<i>(en millions d'euros)</i>				
Swaps de couverture de flux de trésorerie en euros	- 0,1	- 0,2	0,2	0,2
Swaps de couverture de flux de trésorerie en devise	-	-	-	-
Swaps non éligibles à la comptabilité de couverture	-	-	-	-
Options éligibles à la comptabilité de couverture en euros	- 1,4	-	1,4	-
Options éligibles à la comptabilité de couverture en devise	-	-	-	-
Options non éligibles à la comptabilité de couverture en devises	-	-	-	-
TOTAL	- 1,5	- 0,2	1,6	0,2
<i>Soit</i>	<i>- 1,7</i>		<i>1,8</i>	

L'exposition résiduelle du Groupe au risque de taux est la suivante :

(en millions d'euros)	Taux	31/12/2015	Moins d'1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Valeurs mobilières de placements	Taux fixe	-	-	-	-	-	-	-
	Taux variable	132,7	132,7	-	-	-	-	-
Disponibilités	Taux variable	90,0	90,0	-	-	-	-	-
	Taux fixe	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers	Taux variable	222,7	222,7	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	Taux fixe	- 192,3	- 5,9	- 2,4	- 2,5	- 181,4	-	-
Emprunts bancaires	Taux variable	- 274,1	- 30,7	- 29,8	- 29,8	- 14,4	- 169,3	-
Billets de trésorerie	Taux variable	- 238,6	- 238,6	-	-	-	-	-
Dettes de location-financement	Taux fixe	- 13,2	- 5,2	- 4,2	- 2,6	- 1,2	-	-
Autres dettes financières	Taux fixe	- 30,1	- 30,1	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	Taux variable	- 5,2	- 5,2	-	-	-	-	-
	Taux fixe	- 205,5	- 11,1	- 6,7	- 5,2	- 182,6	-	-
Passifs financiers	Taux variable	- 548,0	- 304,6	- 29,8	- 29,8	- 14,4	- 169,3	-
	TAUX FIXE	- 205,5	- 11,1	- 6,7	- 5,2	- 182,6	-	-
EXPOSITION NETTE AVANT COUVERTURE	TAUX VARIABLE	- 325,3	- 81,9	- 29,8	- 29,8	- 14,4	- 169,3	-
Instruments de couverture de taux	Swaps payeurs de taux fixe en euros	167,0	15,0	15,0	87,0	50,0	-	-
	Swaps payeurs de taux fixe en devises	-	-	-	-	-	-	-
	Options payeurs de taux fixe	90,0	30,0	-	10,0	50,0	-	-
	TAUX FIXE	- 462,5	- 56,1	- 21,7	- 102,2	- 282,6	-	-
EXPOSITION NETTE APRÈS COUVERTURE	TAUX VARIABLE	- 68,3	- 36,9	- 14,8	67,2	85,6	- 169,3	-

L'évaluation en juste valeur des dérivés de couverture de taux est effectuée sur la base des hypothèses suivantes :

- niveau 1 : données cotées : 0 % ;
- niveau 2 : données observables : 100 % ;
- niveau 3 : modèles internes : 0 %.

c. Gestion du risque de change

Le Groupe est soumis à deux grandes catégories de risques liés à l'évolution des cours de change. Premièrement, le risque de conversion dans les différents états financiers des comptes consolidés du groupe d'activités réalisés dans les pays ayant une monnaie fonctionnelle différente de l'euro. Deuxièmement, le risque transactionnel relatif à des flux opérationnels d'achat ou de ventes de prestations dans des devises différentes de celle du pays où la prestation est comptabilisée.

Dans le cadre de sa politique globale de gestion des risques, le Groupe a pour pratique de systématiquement couvrir les risques commerciaux présentant un caractère significatif à l'échelle du Groupe. Afin de gérer son exposition aux risques de change, le Groupe utilise des instruments dérivés.

Les couvertures sont effectuées sous contrôle de la Direction Financière du Groupe en utilisant les instruments fermes ou optionnels cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang, membres du *pool* bancaire.

La politique du Groupe est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives.

Enfin, la structure de l'endettement financier du Groupe, dont une partie est tirée en livre sterling, constitue une couverture naturelle, bien que partielle, contre le risque de conversion sur la situation nette, constatée directement au bilan.

La couverture du risque de change concerne essentiellement les couvertures GBP/INR et EUR/PLN des plate-formes de production du Groupe en Inde et en Pologne et certains contrats commerciaux libellés en dollar américains. Ces couvertures portant conjointement sur des éléments facturés et des flux de trésorerie futurs, la variation de juste valeur correspondante est enregistrée en compte de résultat pour la partie facturée et en capitaux propres pour les flux de trésorerie futurs.

La revalorisation en compte de résultat de ces instruments financiers couvrant des éléments bilanciaux trouve sa contrepartie dans la revalorisation des créances en devises sur la période.

La valeur des instruments de couverture de change se présente de la façon suivante au bilan, accompagnée de l'information sur les notionnels couverts :

(en millions d'euros)	Justes valeurs					Notionnel	Échéances		
	31/12/2015				< 1 an		de 1 à 5 ans	> 5 ans	
	Actif non courant	Actif courant	Passif non courant	Passif courant					
Couverture de juste valeur									
Contrats de change à terme	-	4,0	-	-	42,3	42,3	-	-	
Options de change	-	1,1	-	-	10,2	10,2	-	-	
Couverture de flux futurs									
Contrats de change à terme	0,7	0,5	-	-	37,5	17,4	20,2	-	
Options de change	0,3	0,1	-	0,1	18,3	7,6	10,7	-	
Instruments non qualifiés de couverture *	-	-	-	-	0,2	0,2	-	-	
TOTAL COUVERTURE RISQUES DE CHANGE	1,0	5,7	-	0,1	108,6	77,7	30,9	-	

* Le Groupe couvre le risque transactionnel de change mais choisit dans certains cas de ne pas appliquer le traitement comptable de couverture.

La revalorisation en compte de résultat de ces instruments financiers est comptabilisée en *Autres produits et charges d'exploitation*, à l'exception de la valeur temps et de l'impact des instruments financiers non éligibles à la comptabilité de couverture classés en *Autres produits et charges financiers*.

Les impacts en compte de résultat et en capitaux propres des instruments de couverture de change se présentent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Valeurs au bilan				Variations de justes valeurs			
	31/12/2014	Variation de juste valeur	Variation périmètre	Autres Variations	31/12/2015	Impact en capitaux propres	Impact sur le résultat	
							Part inefficace des couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de juste valeur Trading
Couverture de juste valeur								
Contrats de change à terme	- 0,9	4,9	-	- 0,1	4,0	-	-	4,9
Options de change	- 0,3	1,6	-	- 0,2	1,1	-	-	1,6
Couverture de flux futurs								
Contrats de change à terme	2,0	- 0,9	-	-	1,1	- 0,9	-	-
Options de change	0,5	- 0,2	-	-	0,3	- 0,3	0,1	-
Instruments non qualifiés de couverture	- 0,6	0,6	-	-	-	-	-	0,6
IMPACT TOTAL AVANT IMPÔT	0,6	6,2	-	- 0,3	6,5	- 1,1	0,1	6,6

COMPTES CONSOLIDÉS 2015

Notes aux états financiers consolidés

L'exposition au risque de change est la suivante :

I TRANSACTIONS COMMERCIALES INTRA-GROUPE

(en millions d'euros)	GBP	EURO	CHF	MAD	TND	Autres	Total
Actifs	49,0	20,4	0,2	1,7	-	7,9	79,1
Passifs	0,4	7,2	0,6	0,8	6,9	- 0,1	15,8
Engagements en devises	-	-	-	-	-	-	-
Position nette avant couverture	48,6	13,1	- 0,4	0,9	- 6,9	8,0	63,3
Instruments financiers de couverture - balance tiers	43,1	9,2	-	-	-	- 0,4	52,0
Instruments financiers de couverture - flux futurs	30,9	24,2	-	-	-	- 0,8	54,2
POSITION NETTE APRÈS COUVERTURE	- 25,4	- 20,3	- 0,4	0,9	- 6,9	9,2	- 42,8

I COMPTES COURANTS

(en millions d'euros)	GBP	EURO	CHF	MAD	TND	Autres	Total
Actifs	86,9	-	-	1,6	3,5	-	92,0
Passifs	-	-	-	-	-	-	-
Engagements en devises	-	-	-	-	-	-	-
Position nette avant couverture	86,9	-	-	1,6	3,5	-	92,0
Instruments financiers de couverture	-	-	-	-	-	-	-
POSITION NETTE APRÈS COUVERTURE	86,9	-	-	1,6	3,5	-	92,0

I FINANCEMENTS

(en millions d'euros)	GBP	EURO	CHF	MAD	TND	Autres	Total
Actifs	-	1,8	-	-	-	-	1,8
Passifs	92,9	-	-	-	-	-	92,9
Engagements en devises	-	-	-	-	-	-	-
Position nette avant couverture	- 92,9	1,8	-	-	-	-	- 91,1
Instruments financiers de couverture *	163,6	-	-	-	-	-	163,6
POSITION NETTE APRÈS COUVERTURE	- 256,6	1,8	-	-	-	-	- 254,7

* Couverture d'actif net en devise.

I TOTAL (POSITIONS COMMERCIALES + COMPTES COURANTS + FINANCEMENTS)

(en millions d'euros)	GBP	EURO	CHF	MAD	TND	Autres	Total
Actifs	135,8	22,2	0,2	3,3	3,5	7,9	172,9
Passifs	93,3	7,2	0,6	0,8	6,9	- 0,1	108,7
Engagements en devises	-	-	-	-	-	-	-
Position nette avant couverture	42,5	15,0	- 0,4	2,5	- 3,5	8,0	64,2
Instruments financiers de couverture	237,6	33,4	-	-	-	- 1,2	269,8
POSITION NETTE APRÈS COUVERTURE	- 195,1	- 18,4	- 0,4	2,5	- 3,5	9,2	- 205,6

I ANALYSE DE SENSIBILITÉ

(en millions d'euros)

	GBP	EURO	CHF	MAD	TND	Autres	Total
Hypothèse de variation de devise (appréciation)	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	
IMPACT NET RÉSULTAT	-	0,3	-	0,1	- 0,2	0,4	0,6
IMPACT CAPITAUX PROPRES	- 9,7	- 1,2	-	-	-	-	- 10,9

d. Risque sur actions

Le Groupe ne détient pas d'actions dans le cadre de ses placements et ne détient pas de participations en actions cotées en Bourse hormis les titres Axway Software mis en équivalence (cf. note 15).

Au 31 décembre 2015, la valeur des actions propres portée en déduction des capitaux propres consolidés de l'exercice s'élève à 54,9 M€.

Eu égard au nombre limité d'actions autodétenues (3,08 % du capital), le Groupe n'est pas exposé à un risque action significatif. Par ailleurs, la valeur des actions autodétenues étant déduite des capitaux propres, les variations du cours de l'action sont sans incidence sur le compte de résultat consolidé.

Note 31

Transactions avec les parties liées

31.1. Rémunération des principaux dirigeants

(en millions d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014
Avantages à court terme	1,5	1,7
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Autres avantages à long terme	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	2,1	0,9
Avantages sur capitaux propres	0,1	0,1
TOTAL	3,8	2,8

L'Assemblée générale mixte du 25 juin 2015 a fixé à 500 000 € le montant des jetons de présence à répartir entre les Administrateurs, contre 250 000 € au titre de l'exercice 2014.

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondent aux indemnités conventionnelles de départ en retraite (cf. notes 1.19 et 23). Il n'existe aucun engagement pris en faveur des dirigeants en matière d'avantages postérieurs à l'emploi ou autres avantages à long terme.

Au cours de sa réunion du 17 mars 2015, le Conseil d'administration de Sopra Steria Group, après prise en compte des recommandations du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance ainsi que

des recommandations du Comité des rémunérations, a autorisé la conclusion d'une transaction avec M. François Enaud faisant suite à la révocation de son mandat de Directeur général. La transaction a fait l'objet d'une résolution spécifique présentée à l'Assemblée générale des actionnaires. Les charges enregistrées au titre de cette transaction dans la rubrique *Autres produits et charges opérationnels* pour un montant de 2,9 M€ comprennent notamment l'indemnité transactionnelle, l'indemnité de non-concurrence, les charges afférentes et l'incidence de la levée de la condition de présence relative à l'exercice d'options de souscription d'actions.

31.2. Transactions avec les entreprises associées et sociétés non consolidées

(en millions d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014
Transactions de Sopra Steria Group avec le groupe Axway		
Ventes de biens et services	2,9	3,4
Achats de biens et services	- 1,9	- 0,5
Créances opérationnelles	0,2	0,1
Dettes opérationnelles	- 0,5	- 0,1
Produits financiers	-	-
Créances financières (compte courant)	-	-
Transactions des filiales de Sopra Steria Group avec le groupe Axway		
Ventes de biens et services	4,1	3,7
Achats de biens et services	- 0,8	- 3,1
Créances opérationnelles	0,4	0,3
Dettes opérationnelles	- 0,1	-
Produits financiers	-	-
Créances financières (compte courant)	-	-
Transactions de Sopra Steria Group avec la holding Sopra GMT		
Ventes de biens et services	0,7	-
Achats de biens et services	-	- 0,8
Créances opérationnelles	-	-
Dettes opérationnelles	-	-
Produits financiers	-	-
Créances financières (compte courant)	-	-

31.3. Filiales et participations

Les transactions et soldes entre Sopra Steria Group et ses filiales sont totalement éliminés en consolidation, toutes ces filiales étant consolidées par intégration globale.

Les participations non consolidées sont toutes regroupées dans le poste *Actifs financiers disponibles à la vente* (cf. note 16.1).

Note 32

Engagements hors bilan et passifs éventuels

32.1. Obligations contractuelles données

Les obligations contractuelles données consistent en des contrats de location simple dont les valeurs nominales et les échéances sont les suivantes :

Obligations contractuelles (en millions d'euros)	Paiements dus par période			31/12/2015	31/12/2014
	À moins d'un an	De un à cinq ans	À plus de cinq ans		
Contrats de location immobilières	56,3	170,6	73,8	300,7	273,1
Contrats de location mobilières	17,0	22,5	0,1	39,6	25,6
TOTAL	73,2	193,1	73,9	340,3	298,8

32.2. Engagements donnés liés à l'activité courante

(en millions d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014
Cautions bancaires pour garantie de bonne fin sur projets	60,0	65,8
Garantie de la société mère des engagements pris par les filiales	5,0	18,1
Autres garanties	3,5	-
Gage sur fonds de commerce	-	11,0
TOTAL	68,5	94,9

Dans le cadre des contrats de prestations informatiques qu'il conclut avec ses clients, le Groupe est amené, sur demande formelle des clients, à souscrire des engagements de garantie vis-à-vis de ses filiales en égard aux engagements pris par ces dernières dans les contrats qui les lient directement aux clients. Ces garanties représentent 59,9 M€ au 31 décembre 2015. À ce jour, aucune garantie de ce type n'a été appelée.

32.3. Engagements reçus

(en millions d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014
Lignes de crédit non utilisées	900,0	765,0
Coucoures bancaires courants non utilisés	159,0	95,0
TOTAL	1 059,0	860,0

Le Groupe a également reçu des engagements au titre des sous-locations immobilières. La valeur nominale des loyers futurs à recevoir s'élève à 1,8 M€.

Dans le cadre d'un *cash pooling* mis en place en 2012 entre les entités du Groupe et la banque BMG (Bank Mendes Gans), Sopra Steria Group s'est portée garant de ses filiales à hauteur des sommes empruntées.

32.4. Passifs éventuels

Hormis les passifs éventuels constatés lors du regroupement Sopra-Steria (cf. note 2.1), aucun passif éventuel n'est à prendre en compte.

Note 33

Faits exceptionnels et litiges

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas de litige ou de fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité, le patrimoine ou les résultats du Groupe.

Note 34

Événements postérieurs à la clôture de la période

34.1. Projet de rapprochement avec Cassiopae

Sopra Steria a annoncé le 24 février 2016 son projet d'acquisition de Cassiopae, société leader dans l'édition de solutions de gestion des financements spécialisés et de l'immobilier. Il se traduirait par l'acquisition, via sa filiale Sopra Banking Software, d'environ 75 % du capital de KSEOP, société holding du groupe Cassiopae. Le fondateur et sa famille, ainsi que certains managers conserveraient environ 25 % du capital. Une acquisition différée de ces 25 % serait envisagée au plus tard en 2020.

Ce projet étant soumis aux conditions préalables usuelles, s'il aboutit, les activités de Cassiopae pourraient être consolidées dans les comptes de Sopra Steria au cours du 2^e trimestre 2016.

34.2. Mise en place d'un plan d'actionnariat salarié

La Société a annoncé la mise en place d'une offre de cession d'actions réservée aux salariés de la Société et de ses filiales détenues à plus de 50 % en France, adhérentes au plan d'épargne de groupe (le « PEG »), ainsi que de ses filiales en Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Singapour, Suède et Suisse, adhérentes au plan d'épargne groupe international (le « PEGI »).

Au Royaume-Uni et en Inde, un *Share Incentive Plan* (le « SIP ») est mis en place selon les conditions juridiques spécifiques du SIP.

Les salariés pourront acquérir des actions Sopra Steria dans le cadre d'une formule d'acquisition dite classique et bénéficier d'un abondement correspondant à une action gratuite pour une action acquise, dans la limite de 3 000 euros brut.

L'Offre d'actions Sopra Steria aux salariés du Groupe sera réalisée par une cession d'actions existantes autodétenues et préalablement rachetées par Sopra Steria dans le cadre d'un programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale des actionnaires du 25 juin 2015. Elle portera sur un nombre maximum de 200 000 actions de la Société, correspondant à 100 000 actions acquises par les salariés et 100 000 actions gratuites attribuées au titre de l'abondement, auquel sera ajouté un nombre maximum de 8 500 actions gratuites à attribuer au titre du SIP.

Le prix d'acquisition a été fixé à 101,62 € et égal à 100 % du Cours de Référence, correspondant à la moyenne des cours d'ouverture de l'action Sopra Steria sur le marché Euronext Paris durant les vingt (20) séances de Bourse précédant la date de la décision du Directeur général.

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport, relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Sopra Steria Group, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- la Société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition, et évalue s'il existe un indice de perte de valeur des participations dans des sociétés mises en équivalence, selon les modalités décrites dans les paragraphes 1.12 et 12.3 des notes explicatives aux comptes consolidés. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons examiné le bien-fondé de l'approche retenue ainsi que les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation et la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et des évaluations qui en résultent ;

- la Société provisionne son obligation au titre des engagements de retraite et assimilés envers ses salariés sur la base de la méthode des unités de crédit projetées tel qu'indiqué dans les paragraphes 1.19 et 23.2 des notes explicatives aux comptes consolidés. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons examiné les données utilisées, apprécié les hypothèses actuarielles retenues, vérifié la cohérence d'ensemble de ces hypothèses et des évaluations qui en résultent ainsi que le caractère approprié de l'information fournit dans les notes ;
- la Société reconnaît les actifs d'impôts différés selon les modalités décrites dans les paragraphes 1.14 et 17 des notes explicatives aux comptes consolidés. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié la cohérence d'ensemble des données et des hypothèses à la base de l'évaluation des actifs d'impôts différés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 21 avril 2016

Les Commissaires aux comptes

**Auditeurs & Conseils
Associés**

François Mahé

Mazars

Bruno Pouget

5

Comptes individuels 2015

Bilan	188
Compte de résultat	189
1. Faits majeurs	189
2. Principes comptables et méthodes d'évaluation	190
3. Notes relatives au bilan	193
4. Notes relatives au compte de résultat	203
5. Autres informations	207
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	215
Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	216

Bilan

Actif (en milliers d'euros)	2015	2014
Immobilisations incorporelles	576 588	582 716
Immobilisations corporelles	47 708	46 187
Immobilisations financières	1 278 215	1 106 358
Actif immobilisé	1 902 511	1 735 261
Stocks et en-cours	8	21
Clients et comptes rattachés	399 183	438 848
Autres créances et comptes de régularisation	157 840	124 924
Disponibilités	36 061	40 158
Actif circulant	593 092	603 951
Frais d'émission d'emprunt	889	1 165
Écart de conversion actif	179	4 989
TOTAL DE L'ACTIF	2 496 671	2 345 366

Passif (en milliers d'euros)	2015	2014
Capital	20 447	20 372
Primes	528 315	646 099
Réserves	164 070	202 171
Résultat	33 358	- 118 714
Capitaux propres	746 190	749 928
Provisions	89 387	82 821
Emprunts et dettes financières	970 364	861 433
Fournisseurs et comptes rattachés	91 259	97 911
Dettes fiscales et sociales	329 348	325 723
Autres dettes et comptes de régularisation	259 000	224 328
Dettes	1 649 971	1 509 395
Écart de conversion passif	11 123	3 222
TOTAL DU PASSIF	2 496 671	2 345 366

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

	2015	2014
Chiffre d'affaires net	1 289 104	1 447 462
Autres produits d'exploitation	57 966	23 330
Produits d'exploitation	1 347 070	1 470 792
Achats consommés	376 122	6 985
Charges de personnel	839 901	1 008 949
Autres charges d'exploitation	750	411 122
Impôts et taxes	33 747	42 095
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	26 391	40 354
Charges d'exploitation	1 276 911	1 509 505
Résultat d'exploitation	70 159	- 38 713
Charges et produits financiers	- 6 270	- 36 442
Résultat courant avant impôts	63 889	- 75 155
Charges et produits exceptionnels	- 33 263	- 60 296
Participation et intéressement des salariés	- 5 554	- 1 941
Impôts sur les résultats	8 286	18 678
RÉSULTAT NET	33 358	- 118 714

ANNEXE AUX COMPTES INDIVIDUELS

1. Faits majeurs

1.1. Acquisition de CIMPA SAS

En date du 1^{er} octobre 2015, Sopra Steria Group a fait l'acquisition de la société CIMPA SAS, filiale d'Airbus Invest SAS spécialisée dans les activités « Product Lifecycle Management ».

Cette acquisition a pour objectif de conforter les positions du Groupe auprès des grands industriels de l'aéronautique, des transports et de l'énergie en capitalisant sur les compétences métiers liées à la conception et la fabrication d'un produit ou d'un équipement ainsi qu'à la gestion des données tout au long du cycle de vie.

1.2. Renégociation de la date d'échéance du crédit syndiqué et mise en place d'un programme de billet de trésorerie

En juillet 2015, la Société, conformément aux clauses de son contrat, a opté pour reporter l'échéance du crédit syndiqué d'un an, soit en septembre 2020.

Les coûts liés à cette option se sont élevés à 236 k€..

Par ailleurs, la Société a obtenu la possibilité de pouvoir émettre des billets de trésorerie.

Ces opérations sont détaillées au point 3.5.1 de l'annexe.

1.3. Impacts du rapprochement des entités Steria & Sopra sur le compte de résultat

Suite à l'opération importante de rapprochement entre les anciens groupes « Steria » et « Sopra » réalisée en 2014, le compte de résultat 2015 a été marqué par un ensemble d'éléments liés à la restructuration et la réorganisation de la nouvelle entité ainsi formée.

Ces éléments sont détaillés au point 4.5. de la présente annexe.

1.4. Cessation des mandats de M. François Enaud

Lors de sa réunion du 17 mars 2015, le Conseil d'administration a décidé de mettre fin au mandat de Directeur général de M. François Enaud. Il a été remplacé à la Direction générale par M. Vincent Paris.

Des informations complémentaires sont exposées au point 4.2. de la présente annexe.

2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que le règlement ANC 2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours des exercices présentés.

Sur la comparabilité des comptes 2015/2014, il faut noter que le compte de résultat 2014 prend en compte des activités ayant fait l'objet d'apports partiels réalisés au 31 décembre 2014 ; à savoir les activités :

- « Infrastructure Management » à la société Sopra Steria Infrastructure & Security Services ;
- « Pléiades » à la société Sopra HR Software ;
- « Advanced payment » à la société Sopra Banking Software.

2.1. Frais de développement des logiciels

Les dépenses de recherche sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Les dépenses de développement des progiciels et solutions peuvent être immobilisées si les six conditions suivantes sont réunies :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Aucune dépense de développement des progiciels et solutions n'est comptabilisée en immobilisations incorporelles, les conditions décrites ci-dessus n'étant pas toutes remplies.

Les seuls frais de Recherche et Développement comptabilisés sont issus de comptes des sociétés acquises, puis fusionnées.

L'actif incorporel comprend également des développements d'applications informatiques structurantes utilisés pour les besoins propres des sociétés de l'ancien périmètre Steria. Ces développements sont amortis sur leur durée prévisionnelle d'utilisation et au maximum sur 7 ans.

2.2. Logiciels acquis

Les logiciels sont enregistrés à leur coût d'acquisition. Ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée de un à dix ans.

2.3. Fonds de commerce

La Société effectue des tests de dépréciation de ses fonds de commerce à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur. Elle déprécie la valeur d'un actif lorsque sa valeur actuelle (montant le plus élevé entre la valeur vénale et la valeur d'usage) est devenue inférieure à sa valeur nette comptable.

2.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en retenant les durées d'utilité des différentes catégories d'immobilisations.

Constructions	25 ans
Agencements	10 ans
Matériel et outillage	3 à 5 ans
Matériel de transport	5 ans
Mobilier, matériel de bureau	5 à 10 ans

2.5. Titres de participation

Les titres de participation sont enregistrés à leur valeur d'acquisition.

À la clôture de chaque exercice, une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres de participation est estimée sur la base de plusieurs critères dont les principaux sont :

- les capitaux propres consolidés ;
- les flux de trésorerie futurs.

2.6. Chiffre d'affaires

2.6.1. ACTIVITÉS DE CONSEIL, D'INTÉGRATION DE SYSTÈMES

Prestations d'assistance technique, de Conseil, de formation, de réalisation en régie

Elles sont comptabilisées quand le service est rendu, c'est-à-dire en règle générale au moment de la facturation.

La production fait l'objet d'un examen à chaque arrêté de comptes :

- les services rendus non encore ou partiellement facturés sont évalués en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Ils sont enregistrés en chiffre d'affaires et figurent au bilan à la rubrique *Factures à établir* du poste *Clients et comptes rattachés* ;
- les prestations facturées mais non encore totalement exécutées sont déduites du chiffre d'affaires facturé et sont portées au passif du bilan à la rubrique *Produits constatés d'avance* du poste *Autres dettes et comptes de régularisation*.

Prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait

Ces contrats sont caractérisés par un engagement en termes de prix, de conformité et de délai. Généralement, les prestations correspondant à ce type de contrat sont enregistrées selon la méthode à l'avancement, suivant les modalités ci-après :

- le chiffre d'affaires et le résultat dégagés sur le contrat sont comptabilisés en fonction d'une estimation qualifiée de l'avancement du contrat déterminée suivant les procédures Qualité en vigueur dans le Groupe. En général, seuls 90 % du montant prévu au contrat sont retenus pour la valorisation pendant la phase de réalisation du projet, les 10 % restants n'étant généralement disponibles qu'à partir de la livraison ;
- le montant comptabilisé à chaque arrêté de comptes est obtenu par différence entre le budget disponible (90 % du contrat) et le montant réservé à la couverture totale des jours restant à effectuer. Il est porté à la rubrique *Factures à établir* du poste *Clients et comptes rattachés*. Les acomptes perçus figurent au poste *Autres dettes et comptes de régularisation du passif*.

Par ailleurs, des coûts engagés dans la phase de démarrage d'un contrat peuvent être reconnus au bilan comme travaux en cours quand ils sont liés à des activités futures du contrat et à condition qu'il soit probable qu'ils généreront des avantages économiques futurs. Ces coûts de transition capitalisés figurent au bilan sous la rubrique *Clients et comptes rattachés*.

Dans le cas où le contrat deviendrait déficitaire, la perte à terminaison est systématiquement provisionnée dans le poste *Provisions pour risques et charges*.

2.6.2. ACTIVITÉS PROGICIELS ET SOLUTIONS

Les prestations fournies dans le cadre des activités Progiciels et Solutions comprennent :

- le droit d'utilisation (licence) des progiciels et solutions ;
- la maintenance ;
- des services associés : installation, paramétrage, adaptation, formation, etc.

En règle générale, des contrats distincts de licence et maintenance d'une part, et de services associés d'autre part, sont conclus avec les clients

Dans ce cas, les différents éléments constitutifs de ces contrats sont comptabilisés de la manière suivante :

- la licence est comptabilisée lors de la livraison, celle-ci devant être considérée comme accomplie lorsque toutes les obligations contractuelles ont été remplies, c'est-à-dire lorsque les prestations restant éventuellement à exécuter ne sont pas significatives et ne sont pas susceptibles de remettre en cause l'acceptation par le client des produits livrés ou des services rendus ;
- la maintenance, généralement facturée d'avance, est comptabilisée *pro rata temporis* ;
- les services sont le plus fréquemment effectués en mode régie et sont enregistrés à l'issue de leur réalisation, c'est-à-dire en général au moment de la facturation. Ils peuvent parfois faire l'objet d'un contrat au forfait alors comptabilisé suivant la méthode à l'avancement décrite ci-dessus.

Parfois, des contrats composés d'éléments multiples (licence, maintenance, prestations associées, etc.) peuvent être négociés pour un prix global

Dans ce cas, le montant du chiffre d'affaires attribuable à la licence est obtenu par différence entre le montant total du contrat et la juste valeur des autres éléments qui le composent : maintenance, prestations associées. Cette valorisation des autres éléments est effectuée par référence aux prix facturés aux clients, lorsque l'élément est vendu séparément (grille tarifaire) ou sur la base d'un prix de vente déterminé par la Direction, sur la base de ses meilleures estimations. Le montant de la licence, montant résiduel, est comptabilisé à la livraison.

Dans certains cas, assez rares, les services associés peuvent être considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel

Cette situation peut survenir lorsque les projets présentent un degré de complexité significative et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Le projet est alors considéré dans son ensemble et fait l'objet d'un suivi spécifique par la Direction industrielle. Il donne lieu à comptabilisation suivant la méthode à l'avancement décrite ci-dessus.

2.7. Créances clients

Les créances clients sont comptabilisées suivant les modalités exposées ci-dessus.

Elles font l'objet d'une estimation individuelle à la clôture de chaque exercice, et une dépréciation est constituée dès lors qu'apparaît un risque de non-recouvrement notamment lorsqu'il est lié à une procédure collective. Les recouvrements incertains pour

lesquels aucune procédure judiciaire n'a été ouverte sont traités par des avoirs à établir.

2.8. Indemnités de départ à la retraite

Sopra Steria Group provisionne l'intégralité de ses engagements en matière d'indemnités de départ en retraite selon les dispositions de la convention collective Syntec relatives au départ et à la mise à la retraite.

L'obligation de Sopra Steria Group envers ses salariés est déterminée de manière actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées : l'obligation actualisée de l'employeur est comptabilisée au *pro rata* des années de service probables des salariés, en tenant compte d'hypothèses actuarielles telles que le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel. Les changements d'hypothèses qui affectent l'évaluation de l'obligation sont traités comme des gains et pertes actuariels. Les écarts actuariels représentant plus de 10 % du montant des engagements sont comptabilisés et amortis sur la durée de la vie active moyenne attendue des salariés bénéficiant de ce régime.

2.9. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours du jour de la clôture de l'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ».

Les écarts de conversion actifs donnent lieu à une provision pour risques et charges du même montant, à l'exception des opérations dont les termes sont suffisamment voisins. Dans ce cas, les pertes et les gains latents sont considérés comme concourant à une position globale de change, le montant de la dotation est alors limité à l'excédent des pertes sur les gains.

2.10. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour la Société. Elles peuvent comprendre notamment des provisions destinées à faire face à :

- des risques commerciaux (coûts estimés des dépenses de garantie, « pertes à terminaison » sur certains contrats à long terme) ;
- des coûts liés au personnel (coûts de restructuration, avantages postérieurs à l'emploi qui couvrent les engagements en matière de retraite, compléments de retraite et indemnités assimilés) ;
- des coûts liés aux locaux (locaux vacants, remises en état) ;
- des risques financiers tels que les pertes de change ;
- des risques de redressements liés à des contrôles de vérifications de comptabilité.

2.11. Comptes consolidés

La Société établit des états financiers consolidés. Le Groupe est composé de la société Sopra Steria Group, société mère, de ses filiales et de la quote-part du Groupe dans les entreprises associées.

3. Notes relatives au bilan

3.1. Actif immobilisé

3.1.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)	Frais de Recherche et Développement	Concessions, brevets, droits similaires	Fonds de commerce ⁽¹⁾	Total
VALEUR BRUTE				
Au 1^{er} janvier 2015	3 525	37 997	619 677	661 199
Acquisitions	-	338	-	338
Cessions ⁽²⁾	-	- 3 413	-	- 3 413
Au 31 décembre 2015	3 525	34 922	619 677	658 124
AMORTISSEMENTS				
Au 1^{er} janvier 2015	3 397	20 844	54 241	78 482
Dotations	85	5 060	-	5 145
Reprises	-	- 2 091	-	- 2 091
Au 31 décembre 2015	3 482	23 813	54 241	81 536
VALEUR NETTE				
Au 1^{er} janvier 2015	128	17 153	565 436	582 717
Au 31 décembre 2015	43	11 109	565 436	576 588

(1) Dont 484 347 k€ sont relatifs au mali technique lié à la fusion absorption de la société Steria SA.

(2) Dont 3 339 k€ sont relatifs à l'arrêt de l'application Project ONE. La valeur nette comptable de cet actif était de 1 323 k€ à la date de mise au rebut.

Les immobilisations incorporelles sont constituées :

- de frais de Recherche et Développement ;
- de logiciels acquis ou apportés ;
- de fonds de commerce acquis ou apportés lors de fusions.

Les dépenses de Recherche et de Développement des logiciels et solutions, évalués à 14 330 k€, au titre de l'exercice 2015 ont été intégralement comptabilisées en charges.

Les acquisitions de logiciels concernent principalement des logiciels pour l'équipement de postes de travail, ainsi que des outils de développement et d'industrialisation.

3.1.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)	Terrains	Construc- tions	Instal- lations tech- niques	Aména- gements divers	Matériel de transport	Mobilier et maté- riel de bureau	Autres immobi- lisations corporelles	Immobi- lisation en-cours	Total
VALEUR BRUTE									
Au 1^{er} janvier 2015	323	6 829	2 620	58 225	87	31 879	14	176	100 153
Acquisitions	-	-	342	7 067	-	3 751	-	-	11 160
Cessions	-	-	- 577	- 1 287	-	- 264	-	- 176	- 2 304
Au 31 décembre 2015	323	6 829	2 385	64 005	87	35 366	14	-	109 009
AMORTISSEMENTS									
Au 1^{er} janvier 2015	117	5 654	1 437	27 540	5	19 215	-	-	53 968
Dotations	10	134	534	5 660	17	2 619	-	-	8 974
Reprises	-	-	- 576	- 823	-	- 242	-	-	- 1 641
Au 31 décembre 2015	127	5 788	1 395	32 377	22	21 592	-	-	61 301
VALEUR NETTE									
Au 1^{er} janvier 2015	206	1 175	1 183	30 685	82	12 664	14	176	46 185
Au 31 décembre 2015	196	1 041	990	31 628	65	13 774	14	-	47 708

Les immobilisations corporelles sont composées de :

- *Terrains et constructions* : Sopra Steria Group est propriétaire de trois bâtiments sur le site d'Annecy-le-Vieux ;
- *Aménagement divers, mobilier et matériel de bureau* : ce poste correspond aux équipements des locaux loués par Sopra Steria Group dans les principales villes de France.

Une partie du parc d'équipements informatiques fait l'objet de contrats de crédit-bail sur une durée de quatre ans et ne sont pas compris dans les immobilisations inscrites dans les comptes individuels.

3.1.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

(en milliers d'euros)	Participations et titres immobilisés	Créances liées à des participations	Prêts et autres immobilisations financières	Total
VALEUR BRUTE				
Au 1^{er} janvier 2015	1 069 177	1 471	63 082	1 133 730
Mouvements de périmètre	1	-	-	1
Acquisitions / Augmentations	116 948	-	54 000	170 948
Cessions / Diminutions	- 2 899	- 1 471	- 3 898	- 8 268
Apports partiels d'actifs	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	1 183 227	-	113 184	1 296 411
DÉPRÉCIATIONS				
Au 1^{er} janvier 2015	25 708	1 471	194	27 373
Dotations	7 520	-	-	7 520
Reprises	- 15 032	- 1 471	- 194	- 16 697
Au 31 décembre 2015	18 196	-	-	18 196
VALEUR NETTE				
Au 1^{er} janvier 2015	1 043 469	-	62 888	1 106 357
Au 31 décembre 2015	1 165 031	-	113 184	1 278 215

Les titres de participation sont détaillés dans le tableau des filiales et participations (cf. note 5.12).

Sont compris également dans ce poste des obligations souscrites auprès de l'émetteur, la société CS Communication & Systèmes. Ces obligations ont les caractéristiques suivantes :

- obligations négociables sur le marché ;
- valeur nominale : 360 euros ;
- nombre d'obligations souscrites : 22 300 ;
- date de souscription : 25 juillet 2014 ;
- date d'amortissement : 25 juillet 2019 ;
- taux d'intérêt nominal : 4 % ; les intérêts sont capitalisés et remboursables à la date d'échéance.

Les augmentations :

a. Détail des variations des montants bruts des participations et autres titres immobilisés

Les mouvements de périmètre :

Ils sont relatifs aux apports de titres effectués à l'occasion des dissolutions sans liquidation des sociétés Stepar et U-Services réalisées à la date du 11 décembre 2015.

Titres concernés (en milliers d'euros)	Opérations	Montant
Sopra Steria AB (Suède)	Recapitalisation	1 616
Sopra Steria GmbH (Allemagne)	Recapitalisation	15 000
CIMPA SAS	Acquisition de titres	100 000
CS Communication & Systèmes	Intérêts capitalisés sur emprunt obligataire	321
Sopra Steria Services	Souscription au capital lors de la création	10
TOTAL		116 947

Les diminutions :

Titres concernés (en milliers d'euros)	Opérations	Montant
Stepar	Dissolution sans liquidation	1 141
U-Services	Dissolution sans liquidation	205
Valoris Luxembourg	Liquidation	1 154
Ecomouv D&B	Liquidation	21
Axways Software	Livraison d'actions suite à la levée d'option Sopra Steria Group	278
Sopra Luxembourg	Cession de titres intra groupe suite à une réorganisation interne	100
TOTAL		2 899

b. Dépréciation des titres de participation

Dans le cadre de l'application du règlement du Comité de la réglementation comptable (CRC) n° 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs immobilisés, les variations des dépréciations sur l'exercice 2015 ont été les suivantes :

(en milliers d'euros)	Au 1 ^{er} janvier 2015	Dotations	Reprises	Au 31 décembre 2015
Sopra Group Informatica ⁽¹⁾	13 487	-	13 487	-
Valoris Luxembourg	1 154	-	1 154	-
Sopra Group GmbH	5 485	-	-	5 485
Steria Medshore (Maroc)	697	238	-	935
U-Services ⁽²⁾	128	-	128	-
Stepar ⁽²⁾	264	-	264	-
Sopra Steria AB (Suède) ⁽³⁾	3 997	7 283	-	11 280
Sopra Steria A/S (Danemark) ⁽³⁾	495	-	-	495
TOTAL	25 707	7 521	15 033	18 195

(1) Reprise totale de la dépréciation des titres espagnols au vu de l'amélioration sensible de l'activité économique de la zone et des perspectives de résultats de l'entité.

(2) Variation liées aux opérations de dissolution de ces entités.

(3) Provision constituée ou conservée au titre du principe de prudence.

c. Les prêts et autres immobilisations financières

Ils sont composés principalement de :

- prêts aux filiales UK pour 63 771 k€ ;

- actions autodétenues pour 24 077 k€. Au cours de l'exercice, la Société a racheté auprès de la société GENINFO 300 000 titres pour une valeur de 23 175 k€.

3.2. Autres éléments d'actif**3.2.1. CRÉANCES CLIENTS**

(en milliers d'euros)

	2015	2014
Clients hors Groupe et comptes rattachés	264 224	299 163
Factures à établir	122 475	112 309
Clients Groupe	12 471	29 254
Clients douteux	535	218
Dépréciation des créances douteuses	- 522	- 2 096
TOTAL	399 183	438 848

Les clients et comptes rattachés sont présentés à l'actif du bilan pour leur valeur nette.

Les factures à établir correspondent pour l'essentiel à la production comptabilisée sur les projets au forfait suivant la méthode de l'avancement. Ces contrats donnent généralement lieu à l'émission d'une facture à la fin de l'exécution des prestations et sont couverts financièrement en cours de réalisation par des acomptes.

Le poste *Client* diminue globalement de 40 M€. Cette diminution est notamment liée à :

- l'amélioration du délai de recouvrement des créances clients (DSO) ;
- une cession de créances professionnelles d'un montant de 29 994 k€ réalisée au 31 décembre 2015 ;
- la modification du *process* de refacturation intra-groupe qui a conduit à une refacturation plus régulière.

3.2.2. AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION

(en milliers d'euros)

	2015	2014
Personnel et comptes rattachés	305	542
Organismes sociaux	338	126
État et autres collectivités publiques		
■ Impôts sur les bénéfices	316	7 352
■ Taxe sur la valeur ajoutée	14 458	18 342
■ Autres impôts, taxes et assimilés	72 284	57 058
Groupe et associés	54 357	24 127
Dépréciation des comptes courants	- 48	- 48
Débiteurs divers	10 736	7 574
Charges constatées d'avance	5 094	9 852
TOTAL	157 840	124 925

Le poste *Autres impôts, taxes et assimilés* comprend notamment les crédits d'impôts non imputés au 31 décembre 2015. Il est composé principalement par les créances de crédit impôt recherche pour un montant de 66 474 k€.

Le poste *Impôts sur les bénéfices* comprenait en 2014 :

- des acomptes d'IS d'un montant de 4 248 k€ remboursés en 2015 ;
- le crédit impôt recherche 2013 qui a été reclassé en 2015 dans le poste *Autres impôts, taxes et assimilés* avec les autres crédits d'impôt de même nature.

Le poste *Groupes & associés* augmente de près de 30 M€ et cette augmentation est principalement liée à la variation du compte courant avec la filiale Sopra Banking Software (+ 25 M€ en 2015).

Les charges constatées d'avance sont relatives à des prestations facturées en 2015 imputables sur les exercices suivants. Elles concernent principalement des charges sur contrats de maintenance de matériel et logiciel et sur contrats de location de biens meubles et immeubles.

3.2.3. FRAIS D'ÉMISSION D'EMPRUNT ET ÉCART DE CONVERSION

(en milliers d'euros)

	2015	2014
Frais d'émission d'emprunt	889	1 165
Écart de conversion actif	179	4 989
TOTAL	1 068	6 154

Le poste *Écart de conversion actif* s'établit à 179 k€ à fin décembre 2015 contre 4 989 k€ à fin 2014. Cette variation est notamment liée au taux de clôture de la livre sterling qui a eu un impact positif sur les dettes en £ (dépréciation de la livre sur la dernière période de renouvellement tacite) mais également sur les créances en £ (appréciation du taux entre le cours historique et le cours de clôture).

Les frais d'émission d'emprunt correspondent aux frais de négociation et de mise en place de l'emprunt obligataire souscrit le 12 avril 2013, pour un montant initial de 1 672 k€. Ces frais sont amortis sur la durée de l'emprunt au prorata des intérêts courus.

3.2.4. DÉPRÉCIATION DE L'ACTIF CIRCULANT

(en milliers d'euros)

	Au 1 ^{er} janvier 2015	Dotations	Reprises	Au 31 décembre 2015
Sur comptes clients	2 097	2	1 577	522
Sur comptes courants	48	-	-	48
Sur débiteurs divers	-	-	-	-
TOTAL	2 145	2	1 577	570

3.3. Capitaux propres

3.3.1. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

	Capital	Primes d'émission, de fusion, d'apport	Réserve légale	Réserves facultatives	Report à nouveau	Résultat	Total
Au 1^{er} janvier 2015	20 372	646 099	1 191	201 010	- 30	- 118 714	749 928
Affectation du résultat 2014 et dividendes		- 118 745	-	- 38 707	618	118 714	- 38 120
Levées d'options de souscription d'actions	63	2 217	-	-	-	-	2 280
Impact sortie titres Axway suite levées d'options	-	- 1 256	-	-	-	-	- 1 256
Attribution d'actions gratuites aux salariés	12	-	-	- 12	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	33 358	33 358
Au 31 décembre 2015	20 447	528 315	1 191	162 291	588	33 358	746 190

Le montant des dividendes versés en 2015, au titre du résultat 2014, est de 1,90 € par action, soit un montant global de 38 706 k€.

3.3.2. CAPITAL SOCIAL

Le capital social de Sopra Steria Group s'élève au 31 décembre 2015 à 20 446 723 €, contre 20 371 789 € au 31 décembre 2014. Il est composé de 20 446 723 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 1 €.

Les mouvements intervenus au cours de l'exercice 2015 concernent :

- la livraison de 11 882 actions gratuites dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites ;
- des levées d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice : 63 052 actions ont été créées correspondant à une augmentation de capital de 63 k€ et à une prime d'émission de 2 217 k€.

Conformément à la décision de l'Assemblée générale mixte du 27 juin 2014 prise en application de l'article L. 225-123 du Code de commerce résultant de la Loi du 29 mars 2014, un droit de vote double a été instauré, le 7 juillet 2014, pour toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire.

Le nombre total de droits de vote exerçables en Assemblée générale ordinaire et extraordinaire au 31 décembre 2015 s'élevait à 24 711 313 droits de vote, les droits de vote théoriques, à cette même date, étant de 25 019 813 droits de vote.

Au 31 décembre 2015, le nombre d'actions d'autocontrôle détenues par la Société s'élève à 308 500. Les réserves indisponibles à la clôture s'élèvent à 24 077 k€.

3.3.3. PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

	Plan n° 5				Plan n° 6			Plan n° 7	Total
Date d'Assemblée générale	26/05/2005	26/05/2005	26/05/2005	26/05/2005	15/05/2008	15/05/2008	15/05/2008	10/05/2011	
Date d'attribution par le Conseil d'administration	25/07/2006	21/12/2006 ⁽¹⁾	08/01/2007	18/03/2008 ⁽¹⁾	17/03/2009 ⁽¹⁾	15/04/2010 ⁽¹⁾	29/03/2011 ⁽¹⁾	20/10/2011	
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	30 000	67 000	5 000	50 000	20 000	30 000	49 500	5 000	256 500
Nombre d'actions attribuées aux mandataires sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prix d'exercice	57,85	58,80	60,37	45,30	27,16	53,68	72,40	43,22	
Nombre d'actions attribuées initialement ou réajustées suite à la séparation avec Axway	30 000	70 423	5 000	52 642	21 302	31 953	52 720	5 000	269 040
Prix d'exercice initial ou réajusté suite à la séparation d'Axway		53,84		41,16	24,13	49,03	66,61		
dont nombre d'actions attribuées aux mandataires sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Point de départ d'exercice des options	26/07/2011	22/12/2011	09/01/2012	19/03/2013	18/03/2014	16/04/2015	30/03/2016	21/10/2016	
Date d'expiration	24/07/2014	20/12/2014	07/01/2015	17/03/2016	16/03/2017	14/04/2018	28/03/2019	19/10/2019	
Prix de souscription ou d'achat	57,85	53,84	60,37	41,16	24,13	49,03	66,61	43,22	
Modalité d'exercice	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2015	-	45 270	-	43 142	21 302	6 000	-	-	115 714
dont nombre d'actions attribuées aux mandataires sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre cumulé d'options de souscription ou d'achat d'actions annulées ou caduques	30 000	25 153	5 000	9 500	-	-	14 911	-	84 564
dont nombre d'actions annulées des mandataires sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes au 31/12/2015	-	-	-	-	-	25 953	37 809	5 000	68 762
dont nombre d'actions restantes des mandataires sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Attributions d'options ajustées en quantité et prix d'exercice suite à l'opération de séparation-cotation d'Axway.

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non-mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers au cours de l'exercice

	Nombre d'options attribuées/d'actions souscrites ou achetées	Prix moyen pondéré	Plan n° 5	Plan n°6	Plan n° 7
Options consenties, durant l'exercice, par l'émetteur et toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans le périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé (information globale)	-	-	-	-	-
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice par les dix salariés de l'émetteur et ces sociétés comprises dans le périmètre, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé (information globale)	63 052	36,16 €	35 750	27 302	-

Aucune attribution d'options n'a été consentie durant l'exercice aux mandataires sociaux.

3.3.4. PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

	Plan Sopra (en actions Sopra)	Plans apportés lors de la fusion Steria (en actions Steria)			
	Plan ⁽¹⁾	Plan n° 9 ⁽²⁾	Plan n° 10 et 11 ⁽³⁾	Plan n° 12 ⁽³⁾	Plan n° 13 ⁽⁴⁾
Date d'Assemblée générale	19/06/2012	28/05/2010	15/05/2012 02/07/2012 et	15/05/2012	22/05/2014
Date d'attribution	19/06/2012	29/07/2011	01/08/2012	17/09/2013	15/10/2014
Nombre total d'actions attribuées sans condition	166 875	157 600	166 600	151 900	79 500
Nombre d'actions attribuées aux :					
■ anciens mandataires sociaux ⁽⁵⁾	-	12 000	14 000	14 000	5 500
■ 10 premiers attributaires salariés ⁽⁶⁾	-	42 500	53 000	50 500	21 800
Date d'attribution définitive					
■ Espagne / Italie	01/07/2014	29/07/2014			
■ France	01/07/2014	29/07/2014	02/07/2015 et		
■ Autres pays	01/07/2016	29/07/2015	01/08/2015	17/09/2016	15/10/2017
Expiration de la période de conservation			01/08/2016	17/09/2017	15/10/2018
■ France	30/06/2016	29/07/2016	01/07/2017	17/07/2018	15/10/2019
■ Espagne	30/06/2016	29/07/2016			
■ Autres pays	⁽⁷⁾	⁽⁷⁾	⁽⁷⁾	⁽⁷⁾	⁽⁷⁾
Nombre d'actions potentielles pouvant être attribuées au 1 ^{er} janvier 2015	5 205	68 250	166 600	151 900	79 500
Attributions réalisées en 2015	30	2 816	44 550		
Nombre de droits annulés en 2015	630	65 434	83 200	39 500	9 000
Attributions définitives au 31/12/2015	129 045	10 736	44 550	-	-
ACTIONS RESTANTES AU 31 DÉCEMBRE 2015	4 545	-	38 850	112 400	70 500
ÉQUIVALENT EN ACTIONS SOPRA STERIA RESTANTES AU 31/12/2015 SUITE À LA FUSION ⁽⁸⁾	4 545	-	9 722	28 123	17 625

(1) Plan avec attribution conditionnelle liée à la présence du bénéficiaire.

(2) Plan avec attribution conditionnelle liée à la présence du bénéficiaire ainsi qu'à des conditions de performance en fonction de l'évolution de la marge opérationnelle et du cours de Bourse appréciée sur une période de trois années.

(3) Plan avec attribution conditionnelle liée à la présence du bénéficiaire ainsi qu'à des conditions de performance en fonction des évolutions de la marge opérationnelle et du chiffre d'affaires consolidé appréciées sur une période de 3 années.

(4) Plan avec attribution conditionnelle liée à la présence du bénéficiaire ainsi qu'à des conditions de performance en fonction des évolutions du Résultat opérationnel d'activités (ROA) et du chiffre d'affaires consolidé sur une période de 2 années.

(5) Le mandataire social concerné est l'ancien gérant de la société Groupe Steria qui n'est pas soumis à la condition de présence.

(6) De l'ex-groupe Steria.

(7) Pas de période d'indisponibilité.

(8) L'ajustement du nombre d'actions Steria en actions Sopra Steria est calculé avec une parité de 1 action Sopra Steria pour 4 actions Steria arrondi à l'unité supérieure pour chaque attributaire.

3.4. Provisions

(en milliers d'euros)	Au 1 ^{er} janvier 2015	Virements poste à poste	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Au 31 décembre 2015
				Utilisée	Non utilisée	
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	45 986	- 278	8 146	1 254	-	52 600
Provision pour restructuration ⁽¹⁾	3 316	297	12 460	3 781	-	12 292
Provisions pour litiges commerciaux ⁽²⁾	15 379	- 2 597	650	2 595	8 613	2 224
Provisions pour litiges salariaux	3 426	-	2 169	427	377	4 791
Provisions pour pertes de change	4 988	-	179	4 988	-	179
Provisions pour impôt ⁽³⁾	8 511	-	6 854	-	219	15 146
Provision pour remise en état des locaux	821	- 297	-	-	524	-
Provisions pour risques sur filiales	62	-	-	62	-	-
Autres provisions pour risques ⁽⁴⁾	329	-	2 080	-	254	2 155
TOTAL	82 818	- 2 875	32 538	13 107	9 987	89 387

(1) Les provisions pour restructurations concernent principalement les coûts liés à la réorganisation des locaux.

(2) Les provisions pour litiges commerciaux correspondent principalement à des risques contractuels.

(3) Les dotations aux provisions pour impôt correspondent réajustements des estimations des risques liés aux contrôles fiscaux.

(4) Les dotations aux autres provisions pour risques concernent principalement un risque de redressement de cotisations sociales.

À noter que les provisions constatées, au titre du principe de prudence, ne préjugent en rien du résultat futur des procédures en cours.

3.4.1. PROVISIONS POUR INDEMNITÉS DE DÉPART À LA RETRAITE

Sopra Steria Group provisionne ses engagements envers les salariés en application des dispositions de la convention collective Syntec relatives au départ et à la mise à la retraite, dispositions modifiées en 2004 à la suite de la Loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites. La provision d'indemnités de départ en retraite est évaluée de manière actuarielle suivant les modalités exposées à la note 2.8.

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité reposent sur des données provenant de statistiques publiées.

Les tables de *turnover* sont établies par tranches d'âge de cinq ans et sont mises à jour à chaque clôture d'exercice en fonction de l'historique des départs des cinq dernières années.

Les engagements sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation correspondant au taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie (AA), libellées dans la monnaie de paiement et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Le Groupe utilise le taux Bloomberg d'une durée de 20 ans pour la zone euro comme indice de référence pour l'actualisation de ses engagements de retraite. Au 31 décembre, ce taux s'élevait à 2,41 %.

L'engagement total au titre de l'indemnité de départ en retraite s'élève à 52 600 k€.

3.5. Dettes

3.5.1. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

(en milliers d'euros)	Au 1 ^{er} janvier 2015	Augmentation	Diminution	Au 31 décembre 2015
Crédit syndiqué	434 805	67	156 773	278 099
Billets de trésorerie	-	238 563	-	238 563
Fonds de participation des salariés	23 076	-	3 518	19 558
Emprunt obligataire	180 000	-	-	180 000
Autres emprunts et dettes financières	218 812	30 331	-	249 143
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	4 738	263	-	5 001
TOTAL	861 431	269 224	160 291	970 364

Le Groupe a mis en place en 2014 un contrat de crédit d'un montant de 1 200 M€ à échéance 5 ans avec deux options de prorogation d'un an, composé d'une tranche amortissable de 200 M€, d'une tranche amortissable de 80 M€ et d'une facilité de crédit renouvelable multidevises de 900 M€. En 2015, l'option de prorogation d'un an du crédit a été exercée et l'ensemble des banques ont donné leur accord. En conséquence, l'échéance du crédit est le 15 septembre 2020 avec une option de prorogation d'un an. Au 31 décembre 2015, l'encours tiré du crédit correspond aux tranches amortissables, soit 180 M€ et 72 M€, compte tenu des amortissements contractuels de la période. La facilité de crédit renouvelable multidevises de 900 M€ n'est pas utilisée.

En 2015, le Groupe a mis en place un programme de billets de trésorerie multidevises non noté d'un montant maximum de 500 M€. L'encours au 31 décembre 2015 est de 231,7 M€ et 5,0 M€.

Le poste *Autres emprunts et dettes financières* est essentiellement composé de concours bancaires pour un montant de 248 898 k€. L'emprunt obligataire d'un montant initial de 180 000 k€ a les caractéristiques suivantes :

- date de souscription : 12 avril 2013 ;
- taux d'intérêt du coupon : 4,25 % ;
- date de remboursement : 12 juillet 2019.

Il se calcule de la façon suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Emprunts & dettes financières (< 1 an)	315,70	69,90
Emprunts & dettes financières (> 1 an)	437,80	594,90
Trésorerie & équivalents de trésorerie	- 222,70	- 222,40
Autres garanties financières	-	7,56
Dettes financières nettes (y compris garanties financières)	530,80	450,00
EBITDA	301,93	286,86
Ratio dette financière nette / EBITDA	1,76	1,57

Concernant le deuxième ratio, l'EBITDA est tel que défini au-dessus et le coût de l'endettement financier net est également calculé sur une base de douze mois glissants (retraité de l'impact des acquisitions sur une base 12 mois).

Parmi les conditions auxquelles sont assujettis le crédit syndiqué et l'emprunt obligataire, des covenants financiers doivent être respectés.

Deux ratios financiers sont calculés semestriellement sur la base des comptes consolidés publiés, sur une base glissante de 12 mois (retraité de l'impact des acquisitions sur une base 12 mois) :

- le premier, dit ratio de levier (*leverage*) qui calcule le rapport dette financière nette / EBITDA ;
- le second, dit ratio de couverture des intérêts (*interest coverage*) qui calcule le rapport EBITDA / coût de l'endettement financier net.

Le premier ratio financier, dit ratio de levier (*leverage*), ne doit pas dépasser, à chaque date de calcul, 3,0.

Le second ratio, dit ratio de couverture des intérêts (*interest coverage*) ne doit pas être inférieur à 5,0.

La dette financière nette désigne, sur une base consolidée, l'ensemble des emprunts et dettes financières assimilées (excluant les dettes intra-groupes) diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie disponibles.

L'EBITDA est le Résultat opérationnel d'activité consolidé majoré des dotations aux amortissements et provisions courantes.

Au 31 décembre 2015, le ratio dette financière nette / EBITDA est respecté, à savoir 1,76 en regard du covenant de 3,0.

Au 31 décembre 2015, le ratio EBITDA / coût de l'endettement financier net est respecté, à savoir 37,10 en regard du covenant de 5,0. Il se calcule de la façon suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
EBITDA	301,93	286,86
Coût de l'endettement financier net	8,14	9,80
Ratio EBITDA / Coût de l'endettement financier net	37,10	29,25

3.5.2. DETTES FOURNISSEURS

(en milliers d'euros)	2015	2014
Fournisseurs hors Groupe et comptes rattachés	34 810	45 703
Factures non parvenues	37 219	34 141
Fournisseurs Groupe (y compris factures non parvenues)	19 230	18 067
TOTAL	91 259	97 911

3.5.3. DETTES FISCALES ET SOCIALES

(en milliers d'euros)	2015	2014
Personnel et comptes rattachés	102 577	106 995
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	117 947	109 519
État et autres collectivités publiques		
■ Impôts sur les bénéfices	-	-
■ Taxe sur la valeur ajoutée	99 235	104 746
■ Autres impôts, taxes et assimilés	9 589	4 463
TOTAL	329 348	325 723

3.5.4. AUTRES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION

(en milliers d'euros)	2015	2014
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 023	5 104
Groupe et associés	133 198	124 883
Autres dettes	21 139	18 695
Produits constatés d'avance	99 640	75 646
TOTAL	259 000	224 328

Les produits constatés d'avance comprennent la part de facturation intermédiaire émise d'avance sur des contrats réalisés au forfait et sur des contrats de maintenance.

3.5.5. ÉCART DE CONVERSION PASSIF

(en milliers d'euros)	2015	2014
Écart de conversion passif	11 123	3 222
TOTAL	11 123	3 222

4. Notes relatives au compte de résultat

4.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par marché se ventile de la manière suivante :

	2015	2014
Services (dont Immobilier)	24,3 %	27,2 %
Secteur Public	19,3 %	19,4 %
Industrie	23,4 %	16,3 %
Finances	21,2 %	20,8 %
Télécoms & Média	9,4 %	13,0 %
Distribution	2,4 %	3,3 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %

Sur les 1 289 M€ de chiffre d'affaires 2015, 59 M€ sont réalisés à l'international.

4.2. Rémunérations allouées aux membres des organes de Direction

Les jetons de présence versés en 2015 au titre de l'exercice 2014 s'élèvent à 250 k€.

Les rémunérations versées en 2015 aux organes de Direction s'élèvent à 1 407 k€.

Au cours de sa réunion du 17 mars 2015, le Conseil d'administration de Sopra Steria Group, après prise en compte des recommandations du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance ainsi que des recommandations du Comité des rémunérations, a autorisé la conclusion d'une transaction avec M. François Enaud faisant suite à la révocation de son mandat de Directeur général.

Cette transaction prévoit notamment, le versement d'une indemnité transactionnelle forfaitaire définitive et globale, d'une indemnité de non-concurrence, et la levée de la condition de présence relative aux actions gratuites de performance.

Dans un souci de bonne gouvernance et de transparence, la signature de cette transaction a fait l'objet d'une autorisation globale du Conseil d'administration au titre de l'article L. 225-38 et, en tant que de besoin, de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce qui ne lui sont pas formellement applicables.

Le Conseil d'administration, après avoir vérifié la réalisation des conditions de performance qu'il a décidé d'appliquer en tant que de besoin, à savoir la réalisation des fusions entre Sopra Steria Group, Groupe Steria et Steria avant le 31 décembre 2014 et un taux d'atteinte supérieur à 50 % des objectifs fixés au titre de la rémunération variable des deux dernières années, a autorisé le versement des sommes susvisées.

N'étant pas constitutive d'une indemnité de départ prédéfinie, la transaction n'entre pas formellement dans le champ d'application de la recommandation du Code Afep-Medef plafonnant les indemnités de départ prédéfinies à deux années de rémunération fixe et variable. Il est néanmoins précisé que le montant des indemnités versées dans le cadre de la transaction est notamment justifié par la situation très spécifique de M. François Enaud qui a joué un rôle déterminant dans la construction du groupe Steria, au sein duquel il est entré il y a plus de 30 ans et dont il a occupé la Direction pendant 17 ans, et par son engagement dans l'organisation du nouveau groupe Sopra Steria.

Le coût de cette transaction s'est élevé à 2,8 M€.

4.3. Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Sur l'exercice 2015, Sopra Steria Group a enregistré un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi d'un montant de 17 701 k€, comptabilisé en déduction des charges de personnel.

Sopra Steria Group a procédé à la cession de ses créances 2015 de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) pour 22 306 k€ comprenant l'ensemble des CICE des entités intégrées fiscalement.

Sur ce montant 21 530 k€ ont été déjà été financés à la date de clôture des comptes. Le solde de 777 k€, comptabilisé dans le poste *Autres créances*, sera perçu au cours du premier trimestre 2016.

L'utilisation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi est conforme à la réglementation en vigueur (article 244 *quater* C du CGI).

4.4. Résultat financier

(en milliers d'euros)

	2015	2014
Dividendes reçus des participations	16 911	15 826
Intérêts sur emprunts bancaires et charges assimilées	- 17 692	- 18 692
Intérêts sur participation des salariés	- 1 315	- 1 530
Actualisation de la provision retraite	- 1 052	- 1 218
Intérêts reçus et versés sur comptes courants Groupe	443	3 298
Impacts positif et négatif de change (y/c provision)	- 14 247	- 11 118
Dépréciation des titres de participation	8 785	- 574
Autres dotations et reprises de provisions financières	-	- 33
Autres produits et charges financiers	3 052	- 1 126
Mali de fusion	- 1 155	- 21 275
RÉSULTAT FINANCIER	- 6 270	- 36 442

Le détail des dividendes reçus est listé dans le tableau des filiales et participations (cf. note 5.12).

Le résultat de change est principalement lié aux opérations réalisées en livre sterling au cours de l'exercice.

Le mali de liquidation a été constaté à l'occasion de la liquidation de la filiale Valoris Luxembourg réalisée le 28 décembre 2015.

4.5. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est principalement impacté par :

- des charges liées au rapprochement des ex groupes Sopra et Steria pour 33 652 k€ ;
- d'une dotation aux provisions pour impôt de 6 635 k€ ;
- d'une reprise de provision non utilisée sur un litige commercial d'un montant de 8 083 k€.

(en milliers d'euros)

	Charges	Produits
Cession / Mise au rebut immobilisations corporelles	493	12
Cession immobilisations financières	378	2 908
Mise au rebut d'immobilisations incorporelles	1 323	-
Provision pour impôt	6 854	220
Coûts de restructuration :		
■ Charges / Produits effectifs de l'exercice	24 678	-
■ Dotations / Reprises de provisions	-	3 105
Charges liées aux locaux vacants :		
■ Charges / Produits effectifs de l'exercice	2 175	-
■ Dotations / Reprises de provisions	12 460	675
Provision pour litiges commerciaux	-	8 083
Pertes sur contrat	-	530
Autres	737	306
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	49 098	15 839

4.6. Participation des salariés aux résultats

La participation des salariés, déterminée dans les conditions de droit commun, est nulle sur l'exercice 2015. En effet le bénéfice net fiscal est inférieur à 5 % des capitaux propres.

4.7. Intéressement

L'intéressement au titre de l'année 2015 est provisionné pour un montant de 5 519 k€.

4.8. Impôts sur les bénéfices

4.8.1. INTÉGRATION FISCALE

Sopra Steria Group et ses filiales Sopra Banking Software, Sopra HR Software, Sopra I2S et Beamap se sont placées à compter de l'exercice 2013 sous le régime de l'intégration fiscale. Chacune des sociétés calcule et comptabilise sa charge d'impôt sur les sociétés comme si elle était imposée séparément. L'éventuelle économie qui pourrait résulter de l'application de ce régime bénéficie temporairement à la société mère Sopra Steria Group.

Sopra Steria Group a enregistré une économie d'impôt d'un montant de + 298 k€ en 2015 du fait des retraitements de l'intégration fiscale.

4.8.2. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE

Sopra Steria Group a enregistré en 2015 un crédit d'impôt recherche d'un montant de 8 704 k€.

4.8.3. VENTILATION DE L'IMPÔT ENTRE RÉSULTAT COURANT ET RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

L'impôt sur les sociétés se ventile de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2015	2014
Impôts sur le résultat courant	912	800
Impôts sur le résultat exceptionnel	-	-
Impôts liés à l'intégration fiscale	- 298	- 671
Impôt suite à contrôle fiscal	-	100
Crédit d'impôt recherche	- 8 704	- 18 524
Autres crédits d'impôts	- 196	- 383
TOTAL	- 8 286	- 18 678

L'impôt indiqué sur le résultat courant prend en compte notamment la contribution de 3 % sur les revenus distribués (1 161 k€).

4.8.4. SITUATION FISCALE DIFFÉRÉE ET LATENTE

(en milliers d'euros)	Base							
	Au 1 ^{er} janvier 2015		Variation de périmètre		Variations		Au 31 décembre 2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
I. DÉCALAGES CERTAINS OU ÉVENTUELS								
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges non déductibles temporairement								
À déduire l'année suivante								
■ participation des salariés	-	-	-	-	-	-	-	-
■ Organic	2 396	-	-	-	- 395	-	2 001	-
À déduire ultérieurement								
■ provision pour retraite	45 988	-	- 278	-	6 890	-	52 600	-
■ provision pour perte de change	4 989	-	-	-	- 4 810	-	179	-
■ autres	1 587	-	-	-	11 018	-	12 605	-
Produits non taxables temporairement								
■ plus-values nettes à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-
■ plus-values de fusions	-	-	-	-	-	-	-	-
■ plus-values à long terme différées	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges déduites (ou produits imposés) fiscalement et non encore comptabilisés								
■ écart de conversion actif	-	4 988	-	-	-	- 4 809	-	179
■ écart de conversion passif	3 356	-	-	-	7 766	-	11 122	-
■ charges à répartir	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	150	-	-	-	- 150	-	-	-
TOTAL	58 466	4 988	- 278	-	20 319	- 4 809	78 507	179
II. ÉLÉMENTS À IMPUTER								
Déficits reportables fiscalement	185 534	-	-	-	- 15 023	-	170 511	-
Moins-values à long-terme	-	-	-	-	-	-	-	-
III. ÉLÉMENTS DE TAXATION ÉVENTUELLE								
Plus-values sur éléments d'actif non- amortissables apportés lors d'une fusion	-	148 729	-	-	-	-	-	148 729
Réserve spéciale des profits de construction	-	-	-	-	-	-	-	-

5. Autres informations

5.1. Échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

5.1.1. CRÉANCES

(en milliers d'euros)

	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Autres immobilisations financières	113 185	29 216	83 969
Actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	535	-	535
Autres créances clients	399 170	399 170	-
Personnel et comptes rattachés	305	305	-
Organismes sociaux	338	338	-
État et autres collectivités publiques			
■ Impôts sur les bénéfices	316	316	-
■ Taxe sur la valeur ajoutée	14 458	14 458	-
■ Autres impôts, taxes et assimilés	72 284	13 673	58 611
Groupe et associés	54 357	54 357	-
Débiteurs divers	10 736	10 736	-
Charges constatées d'avance	5 094	5 031	63
TOTAL	670 778	527 600	143 178

5.1.2. DETTES

(en milliers d'euros)

	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
■ À 2 ans maximum à l'origine	-	-	-	-
■ À plus de 2 ans maximum à l'origine	278 099	30 900	247 199	-
Emprunt obligataire	180 000	-	180 000	-
Emprunts et dettes financières divers	512 265	498 306	13 861	98
Fournisseurs et comptes rattachés	91 259	91 259	-	-
Personnel et comptes rattachés	102 577	102 577	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	117 947	117 947	-	-
État et autres collectivités publiques				
■ Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
■ Taxe sur la valeur ajoutée	99 235	99 235	-	-
■ Autres impôts, taxes et assimilés	9 589	9 589	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 023	5 023	-	-
Groupe et associés	133 198	133 198	-	-
Autres dettes	20 632	20 632	-	-
Produits constatés d'avance	99 640	99 640	-	-
TOTAL	1 649 464	1 208 306	441 060	98

5.2. Éléments concernant les entreprises liées

(en milliers d'euros)

Entreprises liées

ACTIF

Avances et acomptes sur immobilisations	-
Participations	1 155 573
Créances rattachées à des participations	-
Prêts	86 888
Créances clients et comptes rattachés	12 471
Autres créances	54 357
Écarts de conversion Actif	18

PASSIF

Emprunts obligataires convertibles	-
Autres emprunts obligataires	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-
Emprunts et dettes financières divers	-
Dettes sur immobilisations	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 230
Autres dettes	133 198
Écarts de conversion Passif	6 164

COMPTE DE RÉSULTAT

Produits de participation	18 429
Autres produits financiers	4 549
Charges financières	114

5.3. Transactions avec les entreprises associées et sociétés non consolidées

(en milliers d'euros)

31/12/2015

Transactions de Sopra Steria Group avec le groupe Axway

Ventes de biens et services	2 827
Achats de biens et services	- 1 136
Créances opérationnelles	167
Dettes opérationnelles	- 106
Produits financiers	2 087

Transactions de Sopra Steria Group avec la holding Sopra GMT

Ventes de biens et services	36
Achats de biens et services	- 836
Créances opérationnelles	1
Dettes opérationnelles	- 59
Produits financiers	-

5.4. Informations concernant le crédit-bail

5.4.1. IMMOBILISATIONS EN CRÉDIT-BAIL

(en milliers d'euros)	Valeur d'origine	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
Équipements informatiques	27 232	4 944	13 399	13 833

5.4.2. ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL

(en milliers d'euros)	Redevances payées		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	à moins d'un an	de 1 an à 5 ans	Total à payer	
Équipements informatiques	5 181	14 569	5 245	7 888	13 133	234

5.5. Engagements hors bilan

5.5.1. ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNÉS

(en milliers d'euros)	31/12/2015
Avals et cautions bancaires	36 774
Contre garantie de cautions non bancaires sur contrats *	534 477
Contre garantie bancaire	3 489
Valeur nominale des loyers futurs de location mobilière simple	7 742
Valeur nominale des loyers futurs de location immobilière simple	158 256
Valeur nominale des loyers futurs de crédit-bail	13 367
Couverture de change	198
Couverture de taux	257 000
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNÉS	1 011 303

* Dans le cadre des contrats de prestations informatiques qu'il conclut avec ses clients, le Groupe est amené, sur demande formelle des clients, à souscrire des engagements de garantie vis-à-vis de ses filiales en égard aux engagements pris par ces dernières dans les contrats qui les lient directement aux clients.
À ce jour, aucune garantie de ce type n'a été appelée.

5.5.2. ENGAGEMENTS HORS BILAN REÇUS

(en milliers d'euros)

	31/12/2015
Avals et autres garanties bancaires	-
Facilité de caisse (concours bancaires courants) :	
■ autorisé	164 000
■ utilisé (bilan)	20 540
■ non utilisé (hors bilan)	143 460
Crédit moyen terme :	
■ autorisé	1 178 099
■ utilisé (bilan)	278 099
■ non utilisé (hors bilan)	900 000
Valeur nominale des loyers futurs de sous-locations immobilières	53 393
Valeur nette comptable des biens pris en crédit-bail	13 833
Couverture de change	198
Couverture de taux	257 000
TOTAL DES ENGAGEMENTS REÇUS	1 300 658

Autres engagements hors bilan

Dans le cadre d'un *cash pooling* mis en place en 2012 entre certaines entités du Groupe et la banque BMG (Bank Mendes Gans), la Société s'est portée garant de ses filiales à hauteur des sommes empruntées.

Par ailleurs Sopra Steria Group garantit le niveau de contribution à verser par ses filiales britanniques au titre des plans de pension dans le cas où celles-ci seraient défaillantes. De la même façon, elle garantit l'option de vente accordée au cabinet office au Royaume-Uni pour l'acquisition de 25 % non encore détenus dans SSCL, dans le cas où sa filiale Sopra Steria Ltd serait défaillante.

5.6. Engagements de retraite

5.6.1. MONTANT COMPTABILISÉ AU BILAN

(en milliers d'euros)

	31/12/2015
Valeur actualisée de l'obligation financée avec corridor	45 987
Juste valeur des actifs du régime	-
Différentiel	-
Valeur actualisée de l'obligation financée	45 987
Pertes actuarielles non comptabilisées (différence)	6 477
Transfert intra-groupe et apports partiels d'actifs	- 84
Coût non comptabilisé des services passés	220
Passif net au bilan (provision après dotation de l'année)	52 600
Montants au bilan	
Passifs	52 600
Actifs	-
OBLIGATION NETTE AU BILAN	52 600

5.6.2. MONTANT COMPTABILISÉ AU COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

	31/12/2015
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5 785
Intérêts sur l'obligation	1 052
Pertes actuarielles nettes comptabilisées au titre de l'exercice	1 087
Coût des services passés	220
Pertes (profits) sur réductions et liquidations	-
Total porté dans le poste <i>Dotation d'exploitation</i>	8 144
Rendement réel sur actifs du régime	-
Passif net à l'ouverture (avec corridor)	45 987
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	6 697
Cotisations	-
Transfert intra-groupe et apports partiels d'actifs	- 84
PASSIF NET À LA CLÔTURE	52 600

Les hypothèses de calcul de cet engagement sont les suivants :

- chaque collaborateur a droit à une indemnité de départ à la retraite ;
- l'indemnité est calculée selon les modalités prévues par la convention collective à laquelle elle est rattachée ;

- âge de départ volontaire à la retraite : 65 ans ;
- taux d'évolution des salaires : 2,5 % ;
- taux d'actualisation : 2,41 %.

5.7. Produits à recevoir et charges à payer

(en milliers d'euros)

PRODUITS À RECEVOIR

Fournisseurs - Avoirs à recevoir	537
Clients et comptes rattachés	124 969
Créances fiscales et sociales	338
Autres créances	137
Disponibilités	261
TOTAL	126 242

CHARGES À PAYER

Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	5 001
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 082
Clients - Avoirs à établir	11 318
Dettes fiscales et sociales	146 116
Autres dettes	-
TOTAL	210 517

5.8. Effectifs

L'effectif moyen 2015 s'élève à 12 211 personnes dont 11 835 cadres et assimilés.

L'effectif au 31 décembre 2015 est de 12 793 personnes.

5.9. Faits exceptionnels et litiges

Des risques et litiges sociaux et contractuels existent à la date de clôture mais n'ont pas fait l'objet de provision au bilan car ils correspondent à des passifs éventuels. Il existe des incertitudes tant sur leur montant que sur leur échéance de toute sortie de ressources.

Par ailleurs, il n'existe pas d'autres litiges ou de faits exceptionnels susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité, le patrimoine ou les résultats de la Société.

5.10. Contrôles Urssaf

Au cours de l'exercice, les services des Urssaf ont procédé à la vérification des déclarations sociales effectuées par les sociétés ex-Steria SA et ex-Groupe Steria SCA (entités fusionnées en 2014 dans Sopra Steria Group) pour les périodes du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2014.

Ces deux procédures se sont terminées avant la fin de l'exercice et se sont soldées par un redressement total de 662 k€..

5.11. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

5.11.1. PROJET DE RAPPROCHEMENT AVEC CASSIOPAE

Sopra Steria a le projet d'acquérir, via sa filiale Sopra Banking Software, environ 75 % du capital de KSEOP, société Holding du groupe Cassiopae, leader dans l'édition de solutions de gestion des financements spécialisés et de l'immobilier.

5.11.2. MISE EN PLACE D'UN PLAN D'ACTIONNARIAT SALARIÉ

La Société a annoncé la mise en place d'une offre de cession d'actions réservée aux salariés de la Société et de ses filiales détenues à plus de 50 % en France, adhérentes au plan d'épargne de groupe (le « PEG »), ainsi que de ses filiales en Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Singapour, Suède et Suisse, adhérentes au plan d'épargne groupe international (le « PEGI »).

Au Royaume-Uni et en Inde, un Share Incentive Plan (le « SIP ») est mis en place selon les conditions juridiques spécifiques du SIP.

Les salariés pourront acquérir des actions Sopra Steria dans le cadre d'une formule d'acquisition dite classique et bénéficier d'un abondement correspondant à une action gratuite pour une action acquise, dans la limite de 3 000 € brut.

L'Offre d'actions Sopra Steria aux salariés du Groupe sera réalisée par une cession d'actions existantes auto détenues et préalablement rachetées par Sopra Steria dans le cadre d'un programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires du 25 juin 2015. Elle portera sur un nombre maximum de 200 000 actions de la Société, correspondant à 100 000 actions acquises par les salariés et 100 000 actions gratuites attribuées au titre de l'abondement, auquel sera ajouté un nombre maximum de 8 500 actions gratuites à attribuer au titre du SIP.

Le prix d'acquisition sera égal à 100 % du Cours de Référence, correspondant à la moyenne des cours d'ouverture de l'action Sopra Steria sur le marché Euronext Paris durant les vingt (20) séances de Bourse précédant la date de la décision du Directeur général.

5.12. Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2015

Les données en devises locales ont été converties au cours de clôture.

Sociétés <i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue (%)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires hors taxes	Résultats	Dividendes encaissés par la Société
				Brute	Nette					
Filiales										
Sopra Banking Software (France)	161 867	- 19 763	100	154 442	154 442	29 150	500	173 833	- 15 781	
Sopra HR Software (France)	13 110	9 808	100	3 171	3 171	-	-	156 490	4 311	2 622
Sopra Steria Holdings Ltd (Angleterre)	24 310	253 908	100	82 106	82 106	-	-	-	- 1	-
Sopra Group GmbH (Allemagne)	1 200	- 845	100	11 485	6 000	4 518	-	17 502	- 1 198	-
Sopra Steria Group (Italie)	3 660	- 1 501	100	12 503	12 503	8 965	-	44	- 1 165	-
Sopra Group Informatica SAU (Espagne)	24 000	40 596	100	116 747	116 747	-	-	139 437	3 072	3 000
Sopra India Private Ltd (Inde)	240	18 740	100	5 366	5 366	-	-	29 886	4 476	-
Beamap (France)	10	792	100	2 775	2 775	-	-	2 628	242	300
Diamis (France)	3 235	1 058	40	1 294	1 294	-	-	6 827	734	130
Sopra Steria AB (Suède)	762	- 588	100	11 280	-	-	-	9 927	- 2 645	-
Sopra Steria Schweiz A.G. (Suisse)	4 250	6 336	99	12 061	12 061	-	5 076	48 216	2 585	3 954
Sopra Steria A/S (Danemark)	2 412	- 1 463	100	9 531	9 036	-	536	22 926	- 1 898	-
Sopra Steria Benelux (Belgique)	9 138	2 028	99	20 556	20 556	-	120	54 055	- 1 641	-
Sopra Steria AS (Norvège)	2 083	17 313	100	4 303	4 303	-	9 893	157 828	6 752	2 852
Sopra Steria GmbH (Allemagne)	10 000	10 087	100	171 668	171 668	-	20 000	211 280	- 21 008	-
Sopra Steria Asia (Singapour)	1 297	4 437	100	1 190	1 190	-	8 388	11 226	1 491	620
Sopra Steria Infrastructure & Security Services (France)	15	- 13 893	100	14 617	14 617	10 411	-	219 175	- 13 859	-
Steria Medshore SAS (Maroc)	650	1 101	100	2 688	1 753	814	-	1 464	1 375	-
Sopra Steria Polska (Pologne)	4 324	2 655	100	10 800	10 800	-	118	21 330	2 255	1 318
Sopra Steria UK Corporate Ltd (Royaume-Uni)	24 298	189 714	100	389 600	389 600	5 139	-	-	1 653	-
CIMPA	152	13 048	100	100 000	100 000	-	-	77 205	671	-
Sopra Steria Services	10	- 1	100	10	10	-	-	-	- 1	-
Participations										
Intest SA (France)	nc	nc	19	58	58	-	-	nc	nc	27
Axway Software	41 548	177 153	25	35 577	35 577	-	-	172 148	8 510	2 087

5.13. Tableau des résultats des 5 derniers exercices

(en milliers euros)	2015	2014	2013	2012	2011
Situation financière en fin d'exercice					
■ Capital social	20 447	20 372	11 920	11 893	11 893
■ Nombre d'actions émises	20 447	20 372	11 920	11 893	11 893
■ Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
Résultat global des opérations effectives					
■ Chiffre d'affaires hors taxes	1 289 104	1 447 462	853 281	819 228	850 278
■ Bénéfices avant impôts, amortissements et provisions	39 930	- 108 916	56 399	32 010	236 532
■ Impôts sur les bénéfices	- 8 286	- 18 678	5 313	8 406	21 143
■ Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	33 358	- 118 714	40 947	34 841	173 288
■ Montant des bénéfices distribués	34 759	38 706	22 647	20 219	22 598
Résultat des opérations réduit à une seule action					
■ Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	2,36	- 4,43	4,29	1,98	18,11
■ Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	1,63	- 5,83	3,44	2,93	14,57
■ Dividende versé à chaque action	1,70	1,90	1,90	1,70	1,90
Personnel					
■ Nombre de salariés	12 793	15 213	8 901	8 395	8 654
■ Montant de la masse salariale	580 995	699 464	382 987	358 743	363 402
■ Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres, etc.)	258 907	309 484	170 862	167 008	169 288

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Sopra Steria Group, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

- la Société provisionne son obligation au titre des engagements de retraite envers ses salariés sur la base de la méthode des unités de crédit projetées tel qu'indiqué dans les notes 2.8, 3.4.1 et 5.6 de l'annexe aux comptes annuels. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons examiné les données utilisées, apprécié les hypothèses actuarielles retenues, vérifié la cohérence d'ensemble de ces hypothèses et des évaluations qui en résultent ainsi que le caractère approprié de l'information fournie dans la note.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- l'actif de la société Sopra Steria Group est notamment constitué de titres de participation, pour lesquels les règles et méthodes comptables sont décrites dans la note 2.5 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les éléments pris en considération pour estimer les valeurs d'inventaire de ces titres. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le bien-fondé de l'approche retenue ainsi que la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et des évaluations qui en résultent ;

III - VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le Rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le Rapport de gestion.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 21 avril 2016

Les Commissaires aux comptes

**Auditeurs & Conseils
Associés**

François Mahé

Mazars

Bruno Pouget

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisé au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Personnes concernées :

Nom

Fonctions

Pierre Pasquier

Président du Conseil d'administration de Sopra Steria
Président-Directeur général de Sopra GMT

François Odin

Vice-Président du Conseil d'administration de Sopra Steria Group
Directeur général délégué de Sopra GMT

Éric Pasquier

Administrateur de Sopra Steria Group
Administrateur de Sopra GMT

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention cadre d'assistance tripartite conclue entre votre société, la société Sopra GMT, actionnaire de votre société, et la société Axway Software, participation de votre société

Dans le cadre de cette convention, Sopra GMT a réalisé, auprès de votre société, des prestations ayant trait à la réflexion stratégique, à la coordination de la politique générale entre votre société et Axway Software, au développement des synergies entre ces deux sociétés et mène différentes prestations de stratégie, de conseil et d'assistance notamment en matière de finance et de contrôle.

Cette convention est à durée indéterminée, et prendra fin, en cas de résiliation, avec un préavis de 12 mois.

La refacturation des prestations à Sopra Steria Group est effectuée sur la base d'un « Cost plus » de 7 % (hors charges liées à l'activité associée à la gestion par Sopra GMT de ses participations, estimée à 5 % environ).

Sopra Steria Group facture à son tour à Sopra GMT des frais de mise à disposition de locaux, de moyens informatiques ainsi que l'assistance des directions fonctionnelles du Groupe.

L'application de cette convention a conduit à la facturation par Sopra GMT à votre société d'un montant net de 775 036 € au titre de l'exercice 2015.

Au cours de sa réunion du 25 février 2016, le Conseil d'administration de votre société a confirmé que cette convention répond toujours aux critères en fonction desquels il a donné son accord et indiqué qu'il maintenait l'autorisation donnée antérieurement.

Convention de mise à disposition de locaux conclue entre votre société et la société Axway Software, participation de votre société

Votre société facture à la société Axway Software des prestations au titre d'une convention de mise à disposition de locaux.

Le produit net enregistré par votre société au titre de cette convention, pour l'exercice 2015, s'est élevé à 2 156 132 €.

Au cours de sa réunion du 25 février 2016, le Conseil d'administration de votre société a confirmé que cette convention répond toujours aux critères en fonction desquels il a donné son accord et indiqué qu'il maintenait l'autorisation donnée antérieurement.

Personnes concernées :

Nom	Fonctions
Pierre Pasquier	Président du Conseil d'administration de Sopra Steria Group Président du Conseil d'administration d'Axway Software
Kathleen Clark-Bracco	Représentant permanent de Sopra GMT au Conseil d'administration de Sopra Steria Group Vice-Président de Conseil d'administration d'Axway Software
Hervé Saint Sauveur	Administrateur de Sopra Steria Group Administrateur d'Axway Software

Convention de mise à disposition de moyens informatiques conclue entre votre société et la société Axway Software, participation de votre société

Votre société facture à la société Axway Software des prestations au titre d'une convention de mise à disposition de moyens informatiques.

Le produit net enregistré par votre société au titre de cette convention, pour l'exercice 2015, s'est élevé à 6 568 €.

Au cours de sa réunion du 25 février 2016, le Conseil d'administration de votre société a approuvé le déclassement de cette convention après avoir pris en considération le fait que les prestations de mise à disposition de moyens informatiques sont facturées à des conditions de marché et qu'elles représentent un montant peu élevé.

Personnes concernées :

Nom	Fonctions
Pierre Pasquier	Président du Conseil d'administration de Sopra Steria Group Président du Conseil d'administration d'Axway Software
Kathleen Clark-Bracco	Représentant permanent de Sopra GMT au Conseil d'administration de Sopra Steria Group Vice-Président de Conseil d'administration d'Axway Software
Hervé Saint Sauveur	Administrateur de Sopra Steria Group Administrateur d'Axway Software

Conventions et engagements approuvés au cours de l'exercice écoulé

Nous avons par ailleurs été informés de l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée générale du 25 juin 2015, sur rapport spécial des Commissaires aux comptes du 27 avril 2015.

Convention conclue avec la société Éric Hayat Conseil

Cette convention porte sur des prestations de conseil et d'assistance à la Direction générale notamment dans le cadre d'opérations stratégiques en matière de développement commercial, moyennant une rémunération calculée sur la base de 2 500 € hors taxe par jour.

La charge enregistrée par votre société au titre de cette convention s'élève à 225 000 € pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Au cours de sa réunion du 25 février 2016, le Conseil d'administration de votre société a confirmé que cette convention répond toujours aux critères en fonction desquels il a donné son accord et indiqué qu'il maintenait l'autorisation donnée antérieurement.

Personne concernée : Monsieur Éric Hayat, Président de la société Éric Hayat Conseil et membre du Conseil d'administration de votre société.

Transaction conclue avec Monsieur François Enaud

Le Conseil d'administration de votre société a autorisé la conclusion d'une transaction avec Monsieur François Enaud faisant suite à la révocation de son mandat de Directeur général.

Cette transaction prévoyait notamment :

- le versement par votre société à Monsieur François Enaud d'une indemnité transactionnelle forfaitaire définitive et globale d'un montant de 1 444 272 € ;
- la démission de Monsieur François Enaud de ses fonctions d'Administrateur ;
- un engagement de non-concurrence d'une durée de dix-huit mois à la charge de Monsieur François Enaud en contrepartie duquel était prévue une indemnité de 700 000 € bruts ;
- la levée de la condition de présence relative aux 33 500 actions gratuites de performance qui lui avaient été attribuées par Groupe Steria SCA, soit un maximum de 8 375 actions Sopra Steria Group, dont la période d'acquisition était en cours, les autres conditions initialement fixées restant applicables.

Personne concernée : Monsieur François Enaud, Administrateur de Sopra Steria Group.

Courbevoie et Paris, le 21 avril 2016

Mazars
représenté par

Bruno Pouget

**Auditeurs & Conseils
Associés**
représenté par

François Mahé

6

Capital et action Sopra Steria Group

1.	Informations générales	220
2.	Répartition du capital	221
3.	Participation des salariés au capital	222
4.	Droits de vote	222
5.	Franchissements de seuils	222
6.	Pactes d'actionnaires	223
7.	Contrôle	224
8.	Programme de rachat d'actions	224
9.	Évolution du capital	226
10.	Titres donnant accès au capital – dilution potentielle	226
11.	Informations relatives aux opérations sur titres des dirigeants et des personnes mentionnées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier	227
12.	Autorisations d'émissions données au Conseil d'administration par les Assemblées générales des 27 juin 2014 et 25 juin 2015	227
13.	Informations prescrites par la Loi n° 2006-387 du 31 mars 2006 relative aux offres publiques d'acquisition	229
14.	Cours et volumes mensuels de l'action sur Euronext Paris	229
15.	Évolution du cours de l'action	230
16.	Dividende par action	230

1. Informations générales

Le Groupe a été introduit à la Bourse de Paris le 27 mars 1990. Son Code ISIN est FR0000050809.

L'action Sopra Steria Group est cotée sur le compartiment A de NYSE Euronext Paris et admise au Système de règlement différé (SRD).

Le capital de Sopra Steria Group est composé au 31 décembre 2015 de 20 446 723 actions d'une valeur nominale de 1 €, soit 20 446 723 €.

Conformément à la décision de l'Assemblée générale mixte du 27 juin 2014 prise en application de l'article L. 225-123 du Code de commerce résultant de la Loi du 29 mars 2014, un droit de vote double a été instauré à compter du 7 juillet 2014. Les actions détenues sous forme nominative depuis plus de deux ans ont un droit de vote double ; les autres ont un droit de vote simple.

Codes et classification du titre Sopra Steria Group

Code ISIN / Code Euronext : FR0000050809

Mnemo : SOP

Marché : Euronext Paris –

CFI : ESEUFB

(E = Equities, S = Shares, E = Enhanced voting, U = Free, F = Fully paid, B = Bearer)

Type d'instrument : Stock

Compartiment : A (Large Cap)

Caractéristiques du titre Sopra Steria Group

Industrie : 9000, Technology

Super Secteur : 9500, Technology

Secteur : 9530, Software & Computer Services

Sous-Secteur : 9533, Computer Services

Éligibilité au plan d'épargne en actions (PEA)

Éligibilité au service à règlement différé (SRD)

Principaux tickers du titre Sopra Steria Group

Euronext : SOP

Bloomberg : SOP : FP

Reuters : SOPR.PA

Principaux indices auxquels appartient le titre Sopra Steria Group

SBF 120

CAC ALL-TRADABLE

CAC ALL SHARES

CAC MID & SMALL

CAC MID 60

CAC SOFT & C. S.

CAC TECHNOLOGY

EURONEXT FAS IAS

NEXT 150

2. Répartition du capital

Actionnaires	Au 31/12/2015				Au 31/12/2014				Au 31/12/2013		
	Actions	% du capital	% droits de votes théoriques	% droits de votes exerçables	Actions	% du capital	% droits de votes théoriques	% droits de votes exerçables	Actions	% capital et droits de votes théoriques	% droits de votes exerçables
Sopra GMT ⁽¹⁾	4 034 409	19,7 %	29,5 %	29,8 %	3 334 409	16,4 %	25,4 %	25,5 %	3 334 409	28,0 %	28,0 %
Famille PASQUIER	119 538	0,6 %	1,0 %	1,0 %	131 038	0,6 %	1,0 %	1,0 %	131 038	1,1 %	1,1 %
Famille ODIN	241 800	1,2 %	1,9 %	2,0 %	242 595	1,2 %	1,9 %	1,9 %	242 595	2,0 %	2,0 %
Management	497 172	2,4 %	3,8 %	3,8 %	511 720	2,5 %	2,9 %	2,9 %	733 613	6,2 %	6,2 %
dont Sopra Développement ⁽²⁾	1	0,0 %	0,0 %	0,0 %	1	0,0 %	0,0 %	0,0 %	210 177	1,8 %	1,8 %
dont SEI ⁽³⁾	258 828	1,3 %	2,1 %	2,1 %	258 828	1,3 %	1,2 %	1,2 %	258 828	2,2 %	2,2 %
dont managers ⁽⁴⁾	238 343	1,2 %	1,7 %	1,7 %	252 891	1,2 %	1,7 %	1,7 %	264 608	2,2 %	2,2 %
<i>Pacte Sopra GMT, Familles Pasquier et Odin, Management</i>	<i>4 892 919</i>	<i>23,9 %</i>	<i>36,1 %</i>	<i>36,6 %</i>	<i>4 219 762</i>	<i>20,7 %</i>	<i>31,2 %</i>	<i>31,2 %</i>	<i>4 441 655</i>	<i>37,3 %</i>	<i>37,3 %</i>
Soderi	1	0,0 %	0,0 %	0,0 %	1	0,0 %	0,0 %	0,0 %			
<i>Pacte Sopra GMT et Soderi</i>	<i>4 034 410</i>	<i>19,7 %</i>	<i>29,5 %</i>	<i>29,8 %</i>	<i>3 334 410</i>	<i>16,4 %</i>	<i>25,4 %</i>	<i>25,5 %</i>	<i>so ⁽⁸⁾</i>	<i>so</i>	<i>so</i>
GENINFO (groupe SG) ⁽⁵⁾	0	0,0 %	0,0 %	0,0 %	1 434 700	7,0 %	10,9 %	11,0 %	1 434 700	12,0 %	12,0 %
<i>Pacte Sopra GMT, Familles Pasquier et Odin, GENINFO</i>	<i>so</i>	<i>so</i>	<i>so</i>	<i>so</i>	<i>5 142 742</i>	<i>25,2 %</i>	<i>39,2 %</i>	<i>39,3 %</i>	<i>5 142 742</i>	<i>43,1 %</i>	<i>43,2 %</i>
Cumul Pactes	4 892 920	23,9 %	36,1 %	36,6 %	5 654 463	27,8 %	42,1 %	42,1 %	5 876 355	49,3 %	49,3 %
Participations gérées pour le compte de salariés											
dont FCPE et SIP Trust ⁽⁶⁾	1 581 990	7,7 %	6,5 %	6,6 %	1 779 925	8,7 %	7,0 %	7,0 %			
dont autres trusts britanniques ⁽⁷⁾	1 264 412	6,2 %	5,2 %	5,3 %	1 441 904	7,1 %	5,7 %	5,7 %			
Public	13 663 313	66,8 %	56,2 %	56,9 %	12 920 253	63,4 %	50,8 %	50,9 %	6 039 028	50,7 %	50,7 %
Autodétention	308 500	1,5 %	1,2 %	0,0 %	17 148	0,1 %	0,1 %	0,0 %	4 200	0,0 %	
TOTAL	20 446 723	100,0 %	100,0 %	100,0 %	20 371 789	100,0 %	100,0 %	100,0 %	11 919 583	100,0 %	100,0 %

(1) Sopra GMT, société anonyme de droit français, est une « holding animatrice » de Sopra Steria Group et d'Axway. Elle détient des actions Sopra Steria Group et Axway.

(2) Sopra Développement est une société créée par des managers dont l'objet social est de détenir des actions Sopra Steria Group et Axway.

(3) SEI Sopra Executive Investments est une société créée par des managers dont l'objet social est de détenir des actions Sopra Steria Group.

(4) Ce sont des managers ou ex managers qui ont signé le pacte d'actionnaires avec Sopra GMT, les familles Pasquier et Odin, SEI et Sopra Développement.

(5) GENINFO est une société de portefeuille détenue à 100 % par le groupe Société Générale. Elle est entrée au capital en 1996 par échange de titres lors de l'acquisition de la branche Intégration de systèmes de SG2 par Sopra Steria Group.

(6) Le SIP Trust est un Trust britannique qui assure la gestion des actions acquises par les salariés dans le cadre d'un Share Incentive Plan.

(7) Les autres Trusts britanniques sont des trusts dont les actifs ont vocation à promouvoir l'actionariat salarié.

(8) so = Sans Objet.

Le 25 juin 2015, GENINFO a vendu la totalité de ses actions à Sopra GMT (700 000 actions), à Sopra Steria Group (300 000 actions) et à divers investisseurs (434 700 actions), mettant fin de fait au pacte qui l'a lié à Sopra GMT, Familles Pasquier et Odin.

Le capital de Sopra GMT est réparti de la façon suivante :

Actionnaires	31/12/2015		31/12/2014		31/12/2013	
	Actions	% du capital	Actions	% du capital	Actions	% du capital
Famille Pierre Pasquier	318 050	68,95 %	318 050	68,95 %	318 050	67,31 %
Famille François Odin	132 050	28,63 %	132 050	28,63 %	132 050	27,95 %
Management Sopra Steria Group	11 174	2,42 %	11 174	2,42 %	22 435	4,74 %
TOTAL	461 274	100,00 %	461 274	100,00 %	472 535	100,00 %

3. Participation des salariés au capital

Au 31 décembre 2015, les salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, détenaient au total 1 173 071 actions Sopra Steria Group dans le cadre des Plans d'Épargne Entreprise (Sopra et Steria), représentant 5,7 % du capital et 4,4 % des droits de vote.

Cette participation des salariés dans le capital social résulte, pour l'essentiel, du rapprochement effectué avec le groupe Steria en 2014 et de l'apport par le FCPE Groupe Steriactions de l'ensemble de ses titres groupe Steria à l'offre publique d'échange.

Le groupe Steria disposait d'un actionnariat salarié fort, regroupé au sein de la société Soderi. Madame Astrid Anciaux, Présidente du Conseil de surveillance du FCPE groupe Steriactions, est Administrateur de Sopra Steria Group.

En outre, les participations gérées pour le compte des salariés, incluant les FCPE, le SIP Trust qui assure la gestion des actions acquises par les salariés dans le cadre d'un *share incentive plan* au Royaume-Uni et en Inde, ainsi que les autres *Trusts* britanniques dont les actifs ont vocation à promouvoir l'actionnariat salarié, représentent, au 31 décembre 2015, 7,7 % du capital social.

4. Droits de vote

Conformément à la décision de l'Assemblée générale mixte du 27 juin 2014 prise en application de l'article L. 225-123 du Code de commerce résultant de la Loi du 29 mars 2014, un droit de vote double a été instauré, à compter du 7 juillet 2014 pour toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire.

Le nombre total de droits de vote au 31 décembre 2015 s'élevait à 24 711 313 droits de vote exerçables en Assemblée générale ordinaire et extraordinaire et celui des droits de vote théoriques à 25 019 813.

5. Franchissements de seuils

En 2015, les franchissements de seuil légaux suivants ont été déclarés et publiés auprès de l'Autorité des marchés financiers :

Franchissement de seuil(s) Date	N° de déclaration à l'AMF	Actionnaire(s) ayant franchi le/les seuils	Franchissement de seuil(s) en capital	Franchissement de seuil(s) en droits de vote	Sens	Nombre d'actions	% détenu capital	Nombre de droits de vote	% détenu droit de vote
25/06/2015	215C0951	Sous concert Sopra GMT – Odin – Pasquier _ Management	25 %		Baisse	4 916 059	24,11 %	9 035 984	36,20 %
25/06/2015	215C0951	GENINFO	5 %	10 % et 5 %	Baisse	0	0 %	0	0 %

6. Pactes d'actionnaires

6.1. Pacte Sopra GMT, MM. Pasquier et Odin et GENINFO

Le pacte d'actionnaires constitutif d'une action de concert signé le 4 juillet 2000 entre Sopra GMT, MM. Pasquier et Odin d'une part et GENINFO (groupe Société Générale) d'autre part a pris fin, sans remise en cause du concert existant sur Axway, du seul fait de la cession par GENINFO de l'intégralité de sa participation dans Sopra Steria Group, soit 1,4 million d'actions Sopra Steria Group représentant alors 7,04 % du capital, dans le cadre d'un placement privé réalisé le 25 juin 2015.

6.2. Pacte Sopra GMT, familles Pasquier et Odin, et le management

Un pacte d'actionnaires constitutif d'une action de concert a été conclu, pour deux ans, le 7 décembre 2009 entre les groupes familiaux Pasquier et Odin, Sopra GMT, Sopra Développement et un groupe de managers. Il est renouvelable par tacite reconduction, par période de deux ans.

Ce pacte prévoit les principales dispositions suivantes :

- un engagement de concertation des parties afin de mettre en œuvre une politique commune et, d'une façon générale, afin d'arrêter toute décision importante ;
- un engagement de concertation des parties dans le cadre de la désignation et du renouvellement des organes sociaux de Sopra Steria Group, les managers s'engageant à faciliter la désignation de toute personne proposée par les familles Odin et Pasquier et par Sopra GMT ;
- un engagement de se concerter de manière à ce que conjointement les parties détiennent toujours au minimum 30 % du capital et des droits de vote de Sopra Steria Group ;
- un engagement de concertation des parties dans le cadre de tout projet d'acquisition ou de cession de plus de 0,20 % du capital ou des droits de vote de Sopra Steria Group ;
- un engagement de concertation des parties afin d'adopter une stratégie commune en cas d'offre publique sur les titres Sopra Steria Group ;
- un droit de préemption au profit des familles Odin et Pasquier et de Sopra GMT en cas de cession par (i) un manager d'actions Sopra Steria Group (droit de premier rang pour Sopra GMT, second rang pour la famille Pasquier, troisième rang pour la famille Odin, quatrième rang pour Sopra Développement), (ii) la société Sopra Développement d'actions Sopra Steria Group (droit de premier rang pour Sopra GMT, second rang pour la famille Pasquier, troisième rang pour la famille Odin). Le prix d'exercice du droit de préemption sera égal (i) au prix convenu entre le cédant et le cessionnaire en cas de cession hors marché, (ii) à la moyenne des dix derniers jours de Bourse précédant la

notification de la cession en cas de cession sur le marché, (iii) dans les autres cas, à la valeur retenue pour les actions dans le cadre de l'opération.

Les managers s'interdisent de procéder à toute opération susceptible d'entraîner le dépôt d'un projet d'offre publique obligatoire.

Le 14 décembre 2012, un avenant a été signé afin d'élargir le pacte à Sopra Executive Investments (SEI), société créée par des managers du Groupe. Les principales dispositions restent les mêmes, SEI ayant un droit de préemption de même niveau que celui de Sopra Développement.

6.3. Pacte Sopra GMT, Soderi

Soderi est la société qui regroupe les actionnaires salariés du groupe Sopra Steria issus de Steria. Soderi fédère de fait, depuis de nombreuses années, les structures gérant les participations pour le compte de ces salariés. Le Président du Conseil de surveillance du FCPE Groupe Steriactions et le Président du Sopra Steria Employee Trust britannique sont ainsi membres du Conseil d'administration de Soderi.

Sopra GMT et Soderi ont conclu le 9 juin 2014 un pacte d'actionnaires au titre duquel ils déclarent agir de concert vis-à-vis de Sopra Steria Group.

Ce pacte d'actionnaires a été conclu pour une durée de cinq ans à compter de la date de règlement-livraison de l'Offre et pourra être renouvelé tacitement pour des périodes successives de trois ans, sauf dénonciation par l'une des parties.

Le pacte d'actionnaires prévoit principalement les engagements suivants :

- un engagement de Sopra GMT de ne pas exercer le droit de vote double qu'il détient en Assemblée générale des actionnaires pour approuver une résolution non présentée ou agréée par le Conseil d'administration ;
- un engagement des parties de ne pas proposer en Assemblée générale des actionnaires des projets de résolutions non agréées par le Conseil d'administration, sauf dépôt d'une offre publique sur Sopra Steria Group ;
- un engagement de Sopra GMT à se concerter avec le représentant de Soderi au Conseil d'administration avant toute délibération concernant certaines décisions structurantes (telles que des opérations importantes sur le capital, l'activité du Groupe ou la présentation annuelle du plan stratégique au Conseil d'administration).

Il comporte d'autres stipulations ayant trait notamment à l'actionnariat salarié avec les objectifs :

- d'associer les collaborateurs à la réussite du Groupe aux moyens des mécanismes les plus adaptés (participation et/ou actionnariat) à débattre en Conseil d'administration dès lors que les conditions de performance économique le permettront ; et
- de travailler à la définition d'un nouveau véhicule fédérateur de l'actionnariat salarié du nouveau Groupe.

7. Contrôle

7.1. Répartition des droits de vote

Au 31 décembre 2015 :

- le concert global constitué par les pactes mentionnés ci-dessus et au sein duquel Sopra GMT, holding animatrice du Groupe, est l'actionnaire prédominant, détient 36,1 % des droits de vote ;
- les participations gérées pour le compte des salariés représentent 6,5 % des droits de vote ;
- aucun actionnaire ne détient plus de 5 % des droits de vote en dehors de Sopra GMT.

Le pourcentage moyen de droits de vote attachés aux actions des actionnaires présents ou représentés aux Assemblées générales de Sopra Steria Group depuis 2010 s'élève à environ 83 %.

7.2. Composition du Conseil d'administration

Au Conseil d'administration, le concert global dispose, au 31 décembre 2015, de huit sièges sur dix-huit : quatre Administrateurs représentent Sopra GMT, dont le Président du Conseil d'administration, un Administrateur représente Soderi au titre du pacte Sopra GMT – Soderi et deux autres Administrateurs appartiennent également au Conseil d'administration de Soderi. Enfin, un Administrateur représente le management. Aucun autre actionnaire n'est spécifiquement représenté au Conseil d'administration.

7.3. Mesures contribuant à encadrer le contrôle exercé par Sopra GMT

Différentes mesures contribuent à encadrer le contrôle de fait exercé par Sopra GMT :

- l'engagement pris par Sopra GMT dans le cadre du pacte d'actionnaires avec Soderi de ne pas exercer le droit de vote double attaché aux actions Sopra Steria Group qu'elle détient pour l'approbation de résolutions non adoptées ou non agréées par le Conseil d'administration de Sopra Steria Group ;
- la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général ;
- l'adoption du Code Afep-Medef en tant que Code de gouvernement d'entreprise ;
- la présence au Conseil d'administration de six Administrateurs indépendants, d'un censeur réunissant tous les critères de l'indépendance retenus par le Code Afep-Medef, de deux Administrateurs extérieurs au concert et de deux administrateurs représentant les salariés ;
- la composition des comités spécialisés qui comprennent une majorité d'Administrateurs indépendants (Comité d'audit, Comité des rémunérations) ou à tout le moins extérieurs au concert (Comités de sélection, d'éthique et de gouvernance) ;
- l'évaluation périodique par le Conseil d'administration de sa capacité à répondre aux attentes des actionnaires.

8. Programme de rachat d'actions

8.1. Mise en œuvre du programme de rachat d'actions en 2015

Cette description de la mise en œuvre du programme de rachat d'actions est faite en application de l'article L. 225-211 du Code de commerce.

L'Assemblée générale mixte du 25 juin 2015, dans sa seizième résolution, a renouvelé l'autorisation donnée au Conseil d'administration de procéder au rachat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce et du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, pour une durée de 18 mois, soit jusqu'au 24 décembre 2016.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ce programme de rachat d'actions a été utilisé de la façon suivante :

Du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, Sopra Steria Group, a acheté dans le cadre du contrat de liquidité 463 469 actions au prix moyen de 83,02 € et vendu 472 117 actions au prix moyen de 82,90 €. Ces achats et ventes ont été réalisés exclusivement au titre du contrat de liquidité.

Le 25 juin 2015, 300 000 actions ont été rachetées par la Société au prix unitaire de 77,25 € à GENINFO (groupe Société Générale) ; ces 300 000 actions ont été affectées à l'objectif d'attribuer ou céder ces actions aux salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe, d'assurer la couverture des plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux

résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe.

Au 31 décembre 2015, Sopra Steria Group détenait 308 500 actions propres représentant 1,5 % du capital.

La valeur nominale de ces 308 500 actions est de 308 500 € (soit 1 € par action).

Leur valeur brute comptable (coût d'acquisition) au 31 décembre 2015 est de 24 076 848,30 € (soit 78,04 € par action).

8.2. Descriptif du programme de rachat d'actions 2016

8.2.1. CADRE JURIDIQUE

Ce descriptif est établi en application des dispositions des articles 241-2 et suivants du règlement général de l'Autorité des marchés financiers ainsi que du règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003.

Ce programme sera soumis à l'autorisation de l'Assemblée générale du 22 juin 2016.

a. Nombre de titres et parts du capital détenus par la Société

Au 31 mars 2016 le capital de la Société était composé de 20 446 723 actions.

À cette date, la Société détenait 315 500 actions propres, représentant 1,54 % du capital.

b. Répartition par objectif des titres détenus par la Société

Au 31 mars 2016, les 315 500 actions propres détenues par la Société étaient réparties comme suit, par objectif :

- mise en œuvre du contrat de liquidité : 15 500 actions ;
- attribution ou cession aux salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe, couverture des plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe : 300 000 actions.

c. Objectifs du nouveau programme de rachat d'actions

Les objectifs du nouveau programme de rachat d'actions qui seront soumis aux actionnaires lors de l'Assemblée générale du 22 juin 2016 sont :

- d'assurer l'animation du marché par un prestataire de services d'investissement, intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'AMF ;
- d'attribuer ou céder aux salariés et/ou aux mandataires sociaux du Groupe des actions de la Société, afin d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ainsi que toutes

allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ;

- de conserver les actions rachetées et de les remettre ultérieurement en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de fusion, de scission, d'apport et, plus généralement, dans le cadre d'opérations de croissance externe, et en tout état de cause, dans la limite de 5 % du nombre d'actions composant le capital social ;
- de remettre les actions rachetées, lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par remboursement, conversion, échange, présentation de bon ou de toute autre manière, ainsi que de réaliser toute opération de couverture à raison des obligations de la Société liées à ces valeurs mobilières ;
- d'annuler les actions rachetées par voie de réduction de capital ;
- de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF et, plus généralement, de réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur.

d. Part maximale du capital, nombre maximal et caractéristiques des titres de capital : part maximale du capital de la Société susceptible d'être rachetée – caractéristiques des titres du capital

La part maximale susceptible d'être rachetée est égale à 10 % du capital de la société Sopra Steria Group existant au moment de l'utilisation du programme de rachat.

Le capital social est de 20 446 723 € répartis en 20 446 723 actions de 1 € de valeur nominale. Sur cette base, la société Sopra Steria Group serait autorisée à acquérir au maximum 10 % de son capital, soit 2 044 672 actions, compte non tenu des actions déjà détenues.

Il est précisé que cette limite s'apprécie à la date des rachats afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme. Le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée du programme dans le cadre de l'objectif de liquidité.

e. Prix maximum d'achat

Le prix maximal d'achat par action serait de 200 € et le nombre d'action maximal que la société Sopra Steria Group serait susceptible de payer dans le cadre du programme de rachat ne pourra excéder 2 044 672 actions (sur la base du capital social au 31 décembre 2015).

f. Modalités des rachats

L'achat, la cession ou le transfert par la Société de ses propres actions pourra s'opérer à tous moments (y compris en périodes d'offres publiques) et par tous moyens, y compris de gré à gré, par blocs d'actions ou par l'utilisation d'instruments financiers dérivés en une ou plusieurs fois et dans les proportions et aux époques qu'il plaira au Conseil d'administration.

g. Durée du programme de rachat

Le programme aura une durée de 18 mois à compter de l'approbation de la résolution présentée à l'Assemblée générale du 22 juin 2016, soit jusqu'au 21 décembre 2017.

9. Évolution du capital

Au 31 décembre 2015, le capital social de Sopra Steria Group est composé de 20 446 723 actions de 1 €, soit 20 446 723 €. Il a évolué au cours des cinq dernières années de la façon suivante :

Année	Nature de l'opération	Montant du capital après opération	Nominal	Nombre d'actions		Apports	
				Créées	Total	Nominal	Primes ou réserves
2011	Augmentation de capital par levées d'options	47 415 780 €	4 €	9 300	11 863 245	37 200 €	265 050 €
2011	Réduction du capital social non motivé par des pertes	11 863 245 €	1 €	0	11 863 245	- 35 589 735 €	35 589 735 €
2011	Augmentation de capital par levées d'options	11 893 486 €	1 €	30 241	11 893 486	30 241 €	962 041 €
2012	Néant	11 893 486 €	1 €				
2013	Augmentation de capital par levées d'options	11 919 583 €	1 €	26 097	11 919 583	26 097 €	811 966 €
2014	Augmentation de capital lors de la première phase de l'OPE de Sopra sur Steria	18 531 485 €	1 €	6 611 902	18 531 485	6 611 902 €	517 976 403 €
2014	Augmentation de capital lors de la deuxième phase de l'OPE de Sopra sur Steria	19 429 720 €	1 €	898 235	19 429 720	898 235 €	66 128 061 €
2014	Augmentation de capital par levées d'options	19 456 285 €	1 €	26 565	19 456 285	26 565 €	1 450 489 €
2014	Augmentation de capital par émission d'actions gratuites pour les salariés	19 585 300 €	1 €	129 015	19 585 300	129 015 €	- 129 015 €
2014	Augmentation de capital lors de la fusion absorption de Steria par Sopra	20 371 789 €	1 €	786 489	20 371 789	786 489 €	58 941 611 €
2015	Augmentation de capital par levées d'options	20 434 841 €	1 €	63 052	20 434 841	63 052 €	2 216 615,26 €
2015	Augmentation de capital par émission d'actions gratuites pour les salariés	20 446 723 €	1 €	11 882	20 446 723	11 882 €	- 11 882 €

10. Titres donnant accès au capital – dilution potentielle

Il n'existe pas de titres donnant accès au capital autres que ceux mentionnés aux notes 21 des annexes aux comptes consolidés et 3.3 des annexes aux comptes sociaux.

Au 31 décembre 2015 si le nombre maximum d'actions résultant des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions et d'actions

gratuites de performance était émis soit 128 777 actions, la dilution en résultant serait de 0,63 %, dans l'hypothèse où tous les critères de performance seraient atteints à 100 %.

11. Informations relatives aux opérations sur titres des dirigeants et des personnes mentionnées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier

Conformément à l'article 223-26 du règlement général de l'AMF, les opérations mentionnées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier au cours de l'exercice 2015 et portant sur des actions Sopra Steria Group sont les suivantes :

Catégorie ⁽¹⁾	Nom	Fonction	Nature de l'opération ⁽²⁾	Date de l'opération	Nombre de titres	Prix unitaire	Montant de l'opération
a	Sopra GMT	Administrateur	A	25/06/2015	700 000	77,25 €	54 075 000 €

(1) Catégorie a : les membres du Conseil d'administration, le Directeur général.

(2) Nature de l'opération : A : Acquisition ; C : Cession ; S : Souscription ; E : Échange ; D : Donation ; SO : Exercice de stock-options.

12. Autorisations d'émissions données au Conseil d'administration par les Assemblées générales des 27 juin 2014 et 25 juin 2015

12.1. Émission avec droit préférentiel de souscription

Opération sur titres concernée	Date Assemblée et N° de résolution	Durée de la délégation (expiration)	Montant maximum d'émission	Montant maximum de l'augmentation de capital	Utilisation pendant l'exercice
Augmentation de capital (actions ordinaires et valeurs mobilières donnant accès au capital)	27 juin 2014 résolution 11	26 mois (août 2016)	300 M€ de nominal si valeurs mobilières donnant accès au capital	4 M€	aucune
Augmentation de capital (actions ordinaires et valeurs mobilières donnant accès au capital) en cas de demande excédentaire	27 juin 2014 résolution 12	26 mois (août 2016)	15 % du montant de l'augmentation issue de la résolution 11	15 % du montant de l'augmentation issue de la résolution 11	aucune
Augmentation de capital par incorporation de réserves ou par émission d'actions nouvelles	27 juin 2014 résolution 13	26 mois (août 2016)	La totalité des réserves	La totalité des réserves	aucune

12.2. Émission sans droit préférentiel de souscription

Opération sur titres concernée	N° de résolution	Durée de la délégation (expiration)	Montant maximum d'émission	Montant maximum de l'augmentation de capital	Utilisation pendant l'exercice
Augmentation de capital (actions ordinaires et valeurs mobilières donnant accès au capital)	27 juin 2014 résolution 14	26 mois (août 2016)	300 M€ de nominal si valeurs mobilières donnant accès au capital	4 M€	Aucune
Augmentation de capital (actions ordinaires et valeurs mobilières donnant accès au capital) en cas de demande excédentaire	27 juin 2014 résolution 15	26 mois (août 2016)	15 % du montant de l'augmentation issue de la résolution 14 dans la limite de 300 M€	15 % du montant de l'augmentation issue de la résolution 14	Aucune
Augmentation de capital par offre prévue à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier	27 juin 2014 résolution 16	26 mois (août 2016)	300 M€ de nominal si valeurs mobilières donnant accès au capital	15 % du capital social	Aucune
Augmentation de capital pour rémunérer des apports en titres en cas d'offres publiques d'échange ou d'apport en nature	27 juin 2014 résolution 17	26 mois (août 2016)	300 M€ de nominal si valeurs mobilières donnant accès au capital	10 % du capital social	Aucune
Augmentation de capital pour rémunérer les titres apportés à l'offre publique d'échange sur des titres d'une société dont les actions sont admises sur un marché réglementé	27 juin 2014 résolution 18	26 mois (août 2016)	2 489 833 actions possibles après l'émission de 7 510 137 actions en 2014 lors de l'OPE de Steria	10 M€	Aucune
Émettre des bons de souscription d'action à attribuer gratuitement en cas d'offre publique (bons Breton)	25 juin 2015 résolution 19	18 mois (décembre 2016)	20 371 789 € de nominal	20 371 789 €	Aucune

12.3. Autorisations d'émissions en faveur des salariés et des mandataires sociaux sans droit préférentiel de souscription

	Date Assemblée et N° de résolution	Date d'échéance de l'autorisation	Pourcentage autorisé	Nombre d'actions maximum	Utilisation pendant l'exercice
Augmentation de capital en faveur de salariés adhérant à un plan d'épargne entreprise	25 juin 2015 résolution 20	24/08/2017	5 % ⁽¹⁾	1 018 589 ⁽¹⁾	Aucune
Option de souscription d'actions	27 juin 2014 résolutions 20 et 21	26/08/2017	5 % ⁽¹⁾	595 979 ⁽¹⁾	Aucune
BSAAR	25 juin 2015 résolution 18	24/12/2016	5 % ⁽¹⁾	1 018 589 ⁽¹⁾	Aucune
Actions gratuites	27 juin 2014 résolution 22	26/08/2017	5 % ⁽¹⁾	595 979 ⁽¹⁾	Aucune

(1) Ce plafond, calculé sur la base du capital au jour de l'autorisation, est cumulatif pour l'ensemble des émissions en faveur des salariés et mandataires sociaux.

13. Informations prescrites par la Loi n° 2006-387 du 31 mars 2006 relative aux offres publiques d'acquisition

1° La structure du capital de la Société est présentée dans ce chapitre 6 section 2 du document de référence.

2° Il n'existe pas de restrictions statutaires :

- à l'exercice des droits de vote, étant précisé qu'un droit de vote double est accordé aux actions détenues en nominatif depuis deux ans au moins (article 29 des statuts) ;
- aux transferts d'actions ; celles-ci étant librement négociables, sauf dispositions législatives ou réglementaires en vigueur (article 11 des statuts).

Il n'a pas été porté à la connaissance de la Société de clauses des conventions en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce autres que celles exposées dans ce chapitre section 6.

3° Les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce sont présentées dans ce chapitre section 2 du présent document de référence.

4° Il n'existe pas de détenteurs de titres comportant des droits de contrôle spéciaux.

5° Il n'existe pas de mécanismes de contrôle prévus dans le cadre d'un système d'actionariat du personnel.

6° Les accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote sont présentés dans ce chapitre 6 section 2 et 6 du document de référence.

7° Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration sont fixées par l'article 14 des statuts. Celles relatives à la modification des statuts de la

Société sont contenues dans l'article 33 des statuts qui dispose que « l'Assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ».

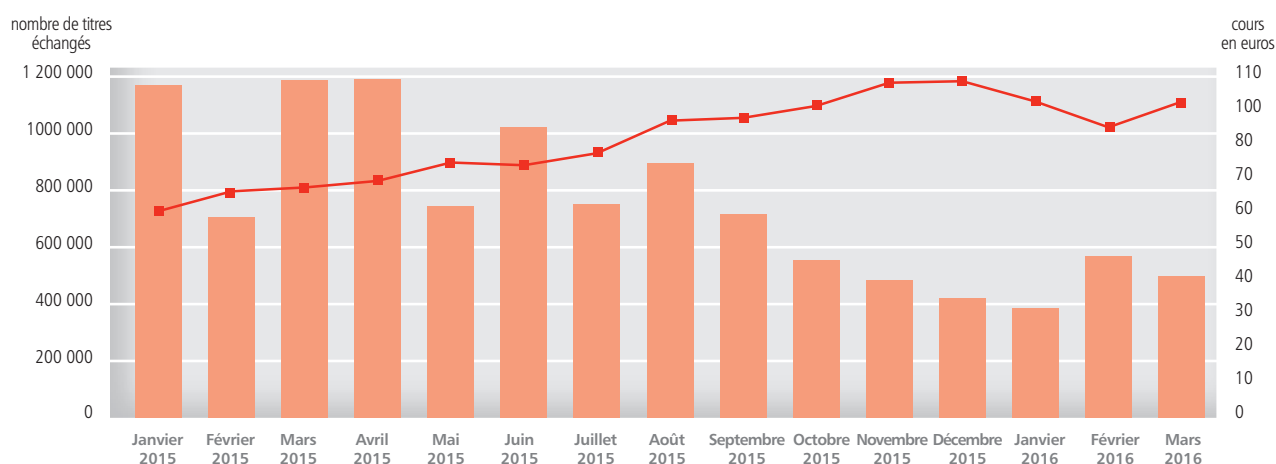
8° Les pouvoirs du Conseil d'administration sont ceux décrits à l'article 17 des statuts. « Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. »

En outre, le Conseil d'administration dispose de délégations données par l'Assemblée générale mixte du 27 juin 2014 en ses résolutions 10 à 24 et celle du 25 juin 2015 en ses résolutions 18 à 20.

9° Les accords conclus par la Société qui pourraient être modifiés ou prendre fin en cas de changement de contrôle de la Société concernent essentiellement le crédit syndiqué signé en juillet 2014 et l'emprunt obligataire Euro PP mis en place par groupe Steria en avril 2013.

10° Il n'existe pas d'accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse, ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique, sauf celles stipulées dans les conventions réglementées dans le Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur lesdites conventions à la fin du chapitre 5 du présent document de référence.

14. Cours et volumes mensuels de l'action sur Euronext Paris



15. Évolution du cours de l'action

Mois	Nombre de séances de cotation	Cours cotés en €		Moyenne clôture	Transactions	
		Plus haut	Plus bas		Nombre de titres échangés	Capitaux (en millions d'euros)
janvier 2015	21	70,00	63,06	65,84	1 169 673	76,54
février 2015	20	78,50	68,65	72,24	705 763	51,24
mars 2015	22	78,28	67,31	73,48	1 187 376	86,24
avril 2015	20	80,30	68,48	75,59	1 190 005	89,91
mai 2015	20	84,44	77,31	81,52	744 262	60,46
juin 2015	22	84,09	78,00	80,65	1 020 449	82,07
juillet 2015	23	88,95	78,27	84,51	752 480	63,49
août 2015	21	100,95	84,00	95,01	893 284	84,60
septembre 2015	22	99,88	88,65	95,92	716 396	69,08
octobre 2015	22	105,95	93,85	99,75	552 754	55,28
novembre 2015	21	112,40	102,25	107,24	483 386	52,07
décembre 2015	22	114,45	102,50	107,73	421 419	45,78
janvier 2016	20	108,00	95,77	101,19	385 044	39,08
février 2016	21	103,20	85,60	92,87	568 521	52,23
mars 2016	21	105,95	89,65	101,11	497 776	50,31

16. Dividende par action

Exercice	Nombre de titres rémunérés	Dividende par action
2011	11 893 486	1,90 €
2012	11 893 486	1,70 €
2013	11 919 583	1,90 €
2014	20 371 789	1,90 €
2015	20 446 723	1,70 € *

* Montant proposé à l'Assemblée générale du 22 juin 2016.

Les dividendes atteints par la prescription quinquennale font l'objet d'un reversement à l'État.

7

Informations complémentaires

1.	Carte d'identité de Sopra Steria Group	232
2.	Conseil d'administration	233
3.	Direction générale	236
4.	Assemblées générales	237
5.	Responsable du document de référence et informations sur le contrôle des comptes	239
6.	Calendrier indicatif de publication des résultats	240
7.	Liste des informations réglementées publiées en 2015	241
8.	Documents accessibles au public	242

1. Carte d'identité de Sopra Steria Group

Dénomination : Sopra Steria Group

Jusqu'au 2 septembre 2014, la Société avait pour dénomination sociale « Sopra Group ». En conséquence du succès de l'offre publique d'échange initiée par Sopra sur les actions de Groupe Steria SCA (cf. communiqué de presse du 6 août 2014), le Conseil d'administration du 3 septembre 2014, sous la Présidence de Pierre Pasquier, a constaté la prise d'effet de plusieurs résolutions approuvées sous condition suspensive par l'Assemblée générale des actionnaires du 27 juin 2014.

L'entrée en vigueur de ces résolutions a eu pour conséquence, notamment, la modification de la dénomination sociale de « Sopra Group » devenue « Sopra Steria Group ».

Siège social : PAE Les Glaisins, 74940 Annecy-le-Vieux

Direction générale : 9 bis, rue de Presbourg, 75116 Paris

Forme juridique : société anonyme.

Date de constitution : le 5 janvier 1968 pour une durée de cinquante ans à compter du 25 janvier 1968 et renouvelée par l'Assemblée générale du 19 juin 2012 pour une durée de 99 années.

Objet social : « La Société a pour objet :

En France et partout ailleurs, tous conseils, expertises, études, enseignements se rapportant à l'organisation des entreprises et au traitement de l'information, toutes analyses et programmations sur ordinateurs, l'exécution de tous travaux à façon.

La conception et la réalisation de tous systèmes s'appliquant à l'automatisme et la gestion, comprenant l'achat de composants et de matériels, leur montage et les logiciels adaptés.

La création ou l'acquisition et l'exploitation de tous autres fonds ou tous établissements de nature similaire.

Et généralement, toutes opérations commerciales ou financières, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement, soit seule, soit en participation ou en société avec toutes autres sociétés ou personnes. » (Article 2 des statuts).

Registre de commerce : 326 820 065 RCS Annecy

Lieu où peuvent être consultés les documents juridiques : siège social.

Exercice social : du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Répartition statutaire des bénéfices :

« Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par l'Assemblée entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'Assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. » (Extrait de l'article 37 des statuts).

2. Conseil d'administration

ARTICLE 14 (STATUTS) – CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

La durée des fonctions des administrateurs est de six ans ; elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Par exception, l'Assemblée générale peut décider que le premier mandat des administrateurs est d'une durée plus courte de 1 an, 2 ans, 3 ans, 4 ans ou 5 ans de sorte à aligner le terme de leur mandat sur celui des autres administrateurs en fonction au moment de leur nomination.

1. Administrateurs nommés par l'Assemblée générale

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée générale ordinaire.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de soixante-quinze ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Lorsque cette limite est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'administration peut, entre deux Assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire dans les conditions prévues par l'article L. 225-24 du Code de commerce. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif. Le nombre d'administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action.

2. Administrateur représentant les salariés

En application des dispositions législatives, lorsque le nombre de membres du Conseil d'administration nommés par l'Assemblée générale en application des articles L. 225-17 et L. 225-18 du Code de commerce et conformément aux présents statuts, est inférieur ou égal à douze, un administrateur représentant les salariés est désigné par le Comité d'établissement de la Société.

Lorsque ce nombre est supérieur à douze, un second administrateur représentant les salariés est désigné par le Comité d'établissement de la Société. Si ce nombre devient inférieur ou égal à douze, le mandat du second administrateur représentant les salariés se poursuit jusqu'à son terme.

Le ou les administrateur(s) représentant les salariés n'ont pas l'obligation de détenir des actions de la Société pendant la durée de leurs fonctions.

Par exception, le ou les premier(s) administrateur(s) représentant les salariés seront nommés pour une durée de quatre ans expirant à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Les dispositions du présent article 14-2 cesseront de s'appliquer lorsqu'à la clôture d'un exercice, la Société ne remplira plus les conditions préalables à la nomination d'administrateurs représentant les salariés, étant précisé que le mandat de tout administrateur représentant les salariés nommé en application du présent article expirera à son terme.

En complément des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 225-29 du Code de commerce, il est précisé, en tant que besoin, que l'absence de désignation d'un administrateur représentant les salariés par l'organe désigné aux présents statuts, en application de la loi et du présent article, ne porte pas atteinte à la validité des délibérations du Conseil d'administration.

ARTICLE 15 (STATUTS) – ORGANISATION DU CONSEIL

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique. Il détermine sa rémunération.

Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible. Le Conseil peut le révoquer à tout moment.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de quatre-vingt-cinq ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Conseil peut désigner un ou deux Vice-Présidents parmi les administrateurs.

Il peut également désigner un secrétaire qui peut être choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires.

En cas d'absence du Président, la séance du Conseil est présidée par toute personne mandatée à cet effet par ce dernier. À défaut, la séance du Conseil est présidée par l'un des Vice-Présidents.

ARTICLE 16 (STATUTS) – DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président. Le Directeur général, ou, lorsque le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, un tiers au moins des administrateurs, peuvent demander au Président, qui est lié par cette demande, de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président du Conseil d'administration est prépondérante. En cas d'absence du Président du Conseil d'administration, le Président de séance n'a pas de voix prépondérante en cas de partage.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Il sera établi un règlement intérieur.

Le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, conformes à la réglementation en vigueur.

Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions suivantes :

- arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et établissement du Rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du Président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du Président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'administration, le Directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

ARTICLE 17 (STATUTS) – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur peut se faire communiquer tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil peut conférer à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet, pour avis à leur examen.

ARTICLE 18 (STATUTS) – POUVOIRS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Président du Conseil d'administration organise et dirige les travaux du Conseil d'administration, dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

ARTICLE 2 (RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION) – RÔLE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Quant à l'organisation et la direction des travaux du Conseil

Le Président du Conseil d'administration organise et dirige les travaux du Conseil d'administration.

Il fixe le calendrier et l'ordre du jour des réunions du Conseil d'administration.

2. Quant au fonctionnement des organes de la Société, à la gouvernance de la Société et au contrôle de la Direction générale

Le Président du Conseil d'administration veille au bon fonctionnement des organes de la Société, à savoir le Conseil d'administration de la Société et ses comités et aux relations de ces organes avec la Direction générale, et à la mise en œuvre des meilleures pratiques de gouvernance les concernant.

Il s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission et veille à leur bonne information.

Le Président du Conseil d'administration assure une liaison permanente entre les membres du Conseil d'administration et la Direction générale et, dans ce cadre, se tient et doit être tenu informé de la situation du groupe et des décisions qu'il est envisagé de prendre dès lors qu'elles sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur le cours des affaires. Dans ce cadre, il est informé tout au long de leur préparation des projets d'opérations dont la réalisation est soumise à autorisation préalable du Conseil d'administration et peut faire part de ses observations sur ces projets.

Il peut s'appuyer sur les compétences des comités du Conseil ou de leur Président et a un accès permanent à la Direction générale.

3. Quant aux relations avec les actionnaires

Le Président rend compte à l'Assemblée générale des actionnaires des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par le groupe.

Il préside les Assemblées générales.

Il veille, en coordination avec le Directeur général, aux relations de la Société avec les actionnaires significatifs.

4. Quant à l'appui de la Direction générale

En accord avec le Directeur général, le Président du Conseil d'administration peut intervenir dans toute question d'intérêt pour la Société ou le groupe, notamment concernant l'activité, les décisions ou projets stratégiques, en particulier d'investissement ou de désinvestissement, les accords de partenariat et les relations

avec les instances représentatives du personnel, les risques et l'information financière.

En accord avec le Directeur général, il peut participer à toute réunion.

5. Quant à la représentation de la Société et de son groupe

Le Président du Conseil d'administration représente, dans les rapports avec les tiers, le Conseil d'administration, sauf circonstances exceptionnelles ou mandat particulier conféré à un administrateur. En coordination avec le Directeur général, le Président du Conseil d'administration consacre ses meilleurs efforts à promouvoir en toutes circonstances les valeurs et l'image du groupe. En accord avec le Directeur général, le Président du Conseil d'administration peut représenter le groupe dans ses relations de haut niveau, notamment avec les grands partenaires ou clients et les pouvoirs publics, tant aux plans national qu'international, et en matière de communication interne et externe.

En cas d'absence du Président du Conseil d'administration, la séance du Conseil d'administration sera présidée par la personne mandatée par le Président du Conseil d'administration, et à défaut par l'un des deux Vice-Présidents.

En cas d'absence du Président du Conseil d'administration, le Président de séance n'aura pas de voix prépondérante en cas de partage des voix.

Conditions d'exercice de ses prérogatives par le Président du Conseil d'administration

Ces missions mobilisent le temps du Président du Conseil d'administration au service de la Société. Les initiatives qu'il prend et les actions qu'il réalise pour les mener à bien sont prises en compte par le Conseil d'administration pour déterminer sa rémunération.

Les fonctions du Président du Conseil d'administration sont exercées dans le respect de celles du Directeur général et du Conseil d'administration.

ARTICLE 20 (STATUTS) – RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

1. L'Assemblée générale peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté en charges d'exploitation ; ce montant reste maintenu jusqu'à nouvelle décision. Sa répartition entre les administrateurs est déterminée par le Conseil d'administration.
2. Le Conseil d'administration détermine la rémunération du Président du Conseil d'administration, du Directeur général et des Directeurs généraux délégués. Ces rémunérations peuvent être fixes et/ou proportionnelles.

3. Le Conseil d'administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire.

Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues dans les paragraphes précédents, sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

ARTICLE 21 (STATUTS) – CUMUL DES MANDATS

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, ne sont pas pris en compte les mandats d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance exercés par cette personne dans les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce par la société dont elle est administrateur.

Pour l'application des dispositions ci-dessus, les mandats d'administrateurs des sociétés dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé et contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce par une même société ne comptent que pour un seul mandat, sous réserve que le nombre de mandats détenus à ce titre n'excède pas cinq.

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus d'un mandat de Directeur général ou de membre du Directoire ou de Directeur général unique de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français. À titre dérogatoire, un deuxième mandat de Directeur général ou un mandat de membre du Directoire ou de Directeur général unique peut être exercé dans une société contrôlée au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce par la société dont il est Directeur général. Un autre mandat de Directeur général, de membre du Directoire ou de Directeur général unique peut être exercé dans une société, dès lors que les titres de celle-ci ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé.

Toute personne physique qui se trouve en infraction avec les dispositions relatives au cumul doit se démettre de l'un de ses mandats dans les trois mois de sa nomination, ou du mandat en cause dans les trois mois de l'événement ayant entraîné la disparition de l'une des conditions fixées par la loi en cas de dérogation. À l'expiration de ce délai, la personne est démise d'office et doit restituer les rémunérations perçues, sans que soit remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part.

3. Direction générale

ARTICLE 19 (STATUTS) – DIRECTION GÉNÉRALE

1. Modalités d'exercice

La Direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur général.

Le Conseil d'administration choisit entre ces deux modalités d'exercice de la Direction générale.

La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la Direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'administration est prise pour une durée indéterminée.

2. Direction générale

Le Directeur général est une personne physique choisie parmi les administrateurs ou non.

La durée des fonctions du Directeur général est déterminée par le Conseil au moment de la nomination. Cependant, si le Directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé Directeur général s'il est âgé de plus de soixante-dix-sept ans. Lorsque le Directeur général atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Directeur général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur général assume les fonctions de Président du Conseil d'administration.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

3. Directeurs généraux délégués

Sur proposition du Directeur général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'administration ou par une autre personne, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur général, avec le titre de Directeur général délégué.

Le Conseil d'administration peut choisir les Directeurs généraux délégués parmi les administrateurs ou non et ne peut pas en nommer plus de cinq.

La limite d'âge est fixée à soixante-cinq ans. Lorsqu'un Directeur général délégué atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Les Directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le Directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur général.

En accord avec le Directeur général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs généraux délégués. Les Directeurs généraux délégués disposent à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

ARTICLE 3 (RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION) – RÔLE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Directeur général a autorité sur l'ensemble du groupe dont il dirige les activités. Il élabore conjointement avec le Président la stratégie du groupe arrêtée par le Conseil d'administration et la met en œuvre.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. Il préside le Comité Exécutif du groupe (Comex).

Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et des dispositions de la loi, des statuts et du présent règlement intérieur.

Le Directeur général est, par ailleurs, chargé de fournir au Conseil d'administration et à ses comités les informations dont ils ont besoin et de mettre en œuvre les décisions prises par le Conseil.

Conditions d'exercice de ses prérogatives par le Directeur général

Le Directeur général se coordonne avec le Président du Conseil d'administration pour assurer une liaison permanente entre les membres du Conseil d'administration et la Direction générale et le tient informé de la situation du groupe et des décisions qu'il est envisagé de prendre dès lors qu'elles sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur le cours des affaires.

Les décisions définies ci-après doivent recueillir l'autorisation préalable du Conseil d'administration, ou du Président du Conseil d'administration lorsque le Conseil d'administration lui en a donné délégation, dans les conditions qu'il définit, à charge pour le Président de rendre compte au Conseil d'administration des autorisations qu'il donne dans le cadre de ces délégations. Elles sont préalablement préparées et discutées entre le Directeur général et le Président du Conseil d'administration.

Les décisions requérant, dans les conditions susvisées, l'approbation préalable du Conseil d'administration sont celles qui ont un caractère stratégique majeur ou sont susceptibles d'avoir un effet

significatif sur la situation financière ou les engagements de la Société ou de ses filiales et qui ont trait :

■ en matière d'application de la stratégie :

- à l'adaptation du *business model*,
- à toute décision d'acquisition ou de cession de sociétés ou d'activités, pour les opérations supérieures à 10 M€,

- toute décision d'investissement ou de désinvestissement pour un montant supérieur à 10 M€,

- à la conclusion d'alliances stratégiques ;

■ en matière d'organisation :

- à la nomination ou révocation d'un membre de l'équipe de direction (membres du Comité Exécutif),
- à toute modification importante de l'organisation.

4. Assemblées générales

ARTICLE 25 (STATUTS) – ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les Assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en Assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les Assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des Assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 26 (STATUTS) – CONVOCATION ET LIEU DE RÉUNION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les Assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'administration, soit par les Commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation des Assemblées générales est faite par un avis inséré tant dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du lieu du siège social, qu'au Bulletin des annonces légales obligatoires, quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Toutefois, si toutes les actions sont nominatives, ces insertions pourront être remplacées par une convocation faite aux frais de la Société par lettre recommandée à chaque actionnaire.

La Société publie, avant la réunion de toute Assemblée d'actionnaires, au Bulletin des annonces légales obligatoires, trente-cinq jours au moins avant la date de l'Assemblée, l'avis prévu à l'article R. 225-73 du Code de commerce.

Les actionnaires titulaires de titres nominatifs depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation sont convoqués à toute Assemblée par lettre ordinaire.

Toutefois, ils peuvent donner à la Société un accord écrit pour recourir à la télécommunication électronique en lieu et place d'un envoi postal. À cet effet, ils communiquent à la Société leur adresse électronique. Ils peuvent aussi demander à tout moment par

lettre recommandée avec accusé de réception, que ce moyen de télécommunication soit substitué par un envoi postal.

Ils peuvent demander à être convoqués à toute Assemblée par lettre recommandée, s'ils ont fait parvenir à la Société le montant des frais de recommandation.

Lorsque l'Assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première Assemblée.

L'avis et les lettres de convocation de cette deuxième Assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'Assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi.

ARTICLE 27 (STATUTS) – ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital exigée par la loi et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de points ou de projets de résolutions.

Le Comité d'entreprise peut également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des Assemblées.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 28 (STATUTS) – ACCÈS AUX ASSEMBLÉES – POUVOIRS – COMPOSITION

L'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit leur nombre d'actions, qui y participent personnellement ou par mandataire.

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées générales s'il est justifié, dans les conditions légales, de l'enregistrement comptable de ses titres à son nom ou à celui de l'intermédiaire

inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce au troisième jour ouvré précédent l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Tout actionnaire peut se faire représenter par son conjoint, le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, par un autre actionnaire ou toute autre personne physique ou morale de son choix ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat. Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'administration, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux Assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

Tout actionnaire pourra également, si le Conseil d'administration le décide au moment de la convocation de l'Assemblée, participer à ladite Assemblée par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication et télétransmission y compris Internet, dans les conditions prévues par la réglementation applicable au moment de son utilisation.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification d'une nature et selon les modalités d'application conformes aux dispositions réglementaires.

Tout actionnaire peut voter à distance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société 3 jours au moins avant la date de l'Assemblée pour être pris en compte.

Deux membres du Comité d'entreprise, désignés par le Comité dans les conditions fixées par la loi, peuvent assister aux Assemblées générales. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des actionnaires.

ARTICLE 29 (STATUTS) – DROIT DE VOTE

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. À égalité de valeur nominale chaque action donne droit au même nombre de voix avec minimum d'une voix.

Toutefois, un droit de vote double est conféré à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire. En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

ARTICLE 30 (STATUTS) – DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES – OBLIGATION D'INFORMATION

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

Tout actionnaire dont la participation dans le capital franchit les seuils de trois ou quatre pour cent du capital est tenu d'en informer la Société, dans les mêmes formes et suivant les mêmes calculs que celles prévues par la loi pour la détention de participations supérieures du capital.

ARTICLE 31 (STATUTS) – FEUILLE DE PRÉSENCE – BUREAU – PROCÈS-VERBAUX

Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires, contenant le nom des actionnaires présents par télécommunication et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par un Vice-Président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. À défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 32 (STATUTS) – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'administration et qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 33 (STATUTS) – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ; elle ne peut toutefois

augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. À défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée ; pour cette Assemblée prorogée, le quorum du cinquième est à nouveau exigé.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance, sauf dérogation légale.

ARTICLE 34 (STATUTS) – ASSEMBLÉES SPÉCIALES

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote de la catégorie concernée.

Pour le reste, elles sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées générales extraordinaires.

5. Responsable du document de référence et informations sur le contrôle des comptes

5.1. Personne responsable du document de référence

Nom et fonction du responsable du document de référence

M. Vincent PARIS, Directeur général.

5.2. Informations relatives aux contrôleurs légaux des comptes

5.2.1. COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES ET SUPPLÉANTS

Commissaires aux comptes titulaires

- Auditeurs et Conseils Associés ⁽¹⁾ – 31, rue Henri-Rochefort, 75017 Paris.

Représenté par M. François Mahé.

Mandat expirant lors de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

Première nomination : juin 1986.

- Cabinet Mazars – 61, rue Henri-Regnault, Tour Exaltis, 92400 Courbevoie.

Représenté par M. Bruno Pouget.

Mandat expirant lors de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2017.

Première nomination : juin 2000.

Commissaires aux comptes suppléants

- AEG Finances ⁽¹⁾ – 4, rue de Châtillon, 75014 Paris.

Mandat expirant lors de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

- M. Jean-Louis Simon – 61, rue Henri-Regnault, Tour Exaltis, 92400 Courbevoie.

Mandat expirant lors de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2017.

(1) Il est prévu de soumettre à l'Assemblée générale du 22 juin 2016 le renouvellement du mandat de la société Auditeurs & Conseils Associés en qualité de Commissaire aux comptes titulaire et la nomination de la société Pimpaneau & Associés en qualité de Commissaire aux comptes suppléant pour une période de six exercices jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale qui se tiendra en 2022 (onzième résolution).

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Calendrier indicatif de publication des résultats

5.2.2. HONORAIRES DES CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RÉSEAUX

(en milliers d'euros)	Mazars						Auditeurs & Conseils Associés					
	Montant (HT)			%			Montant (HT)			%		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Audit												
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés												
■ Émetteur	508	1 009	218	24 %	48 %	21 %	293	479	166	34 %	48 %	34 %
■ Filiales intégrées globalement	1 351	811	307	63 %	39 %	30 %	439	458	249,4	50 %	46 %	52 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes												
■ Émetteur	215	219	457	10 %	11 %	45 %	92	36	6,5	10 %	4 %	1 %
■ Filiales intégrées globalement	8	6	-	0 %	0 %	-	49	-	-	6 %	-	-
Sous-total	2 081	2 045	982	97 %	98 %	97 %	872	973	422,7	100 %	98 %	87 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement												
Juridique, fiscal, social	53	44	33	3 %	2 %	3 %	2	18	61	0 %	2 %	13 %
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0 %
Sous-total	53	44	33	3 %	2 %	3 %	2	18	61	0 %	2 %	13 %
TOTAL	2 134	2 089	1 015	100 %	100 %	100 %	874	991	483,7	100 %	100 %	100 %

Des honoraires relatifs à la mission d'audit ont également été facturés en 2015 par le réseau EY pour un montant de 101 milliers d'euros et par d'autres cabinets de commissariat aux comptes locaux pour un montant de 85 milliers d'euros.

6. Calendrier indicatif de publication des résultats

Date de publication	Événement	Date de réunion
29 février 2016 avant Bourse	Chiffre d'affaires et Résultats annuels 2015	29 février 2016
3 mai 2016 avant Bourse	Chiffre d'affaires 1 ^{er} trimestre 2016	-
	Assemblée générale annuelle	22 juin 2016
	Chiffre d'affaires et Résultats semestriels 2016	
28 juillet 2016 avant Bourse		28 juillet 2016
3 novembre 2016 avant Bourse	Chiffre d'affaires 3 ^e trimestre 2016	-

Les comptes annuels et semestriels sont commentés lors de réunions retransmises par Internet.

7. Liste des informations réglementées publiées en 2015

7.1 Communiqués de presse publiés au titre de l'information permanente

- 06/08/2015 Premier semestre 2015 de Sopra Steria : Avance sur le plan de marche initial et résultats prometteurs
- 31/07/2015 SSCL, la joint-venture entre Sopra Steria et le « Cabinet Office » britannique, choisie pour gérer des services administratifs de la Metropolitan Police
- 29/07/2015 Airbus et Sopra Steria finalisent leur accord sur la reprise de CIMPA par Sopra Steria
- 02/07/2015 Sopra Steria Group annonce la nomination de Laurent Giovachini en qualité de Directeur général adjoint
- 30/06/2015 Approbation à une large majorité des 23 résolutions soumises à l'Assemblée générale mixte du jeudi 25 juin 2015
- 25/06/2015 Sopra Steria Group rachète 1,47 % de son capital
- 25/06/2015 Communiqué de presse sur la sortie de GENINFO (Groupe Société Générale) du capital de Sopra Steria
- 29/04/2015 Sopra Steria Group : publication du document de référence 2014
- 23/04/2015 Sopra réalisera le futur système de paie des Armées
- 17/04/2015 Sopra Steria Group : mise à jour du calendrier financier 2015
- 19/03/2015 Projet d'acquisition de CIMPA SAS
- 19/03/2015 Résultats annuels 2014
- 18/03/2015 Nominations de Vincent Paris en qualité de Directeur général et celle de John Torrie en qualité de Directeur général adjoint
- 27/02/2015 Chiffre d'affaires combiné Sopra Steria 2014 : 3,4 Mds€
- 16/01/2015 Sopra Steria Group : calendrier financier 2015
- 08/01/2015 Sopra Steria Group : Réorganisation juridique approuvée

7.2 Document de référence incluant le rapport financier annuel et ses actualisations

- 29/04/2015 Publication du document de référence 2014 incluant le rapport financier annuel

7.3 Rapport financier semestriel

- 25/09/2015 Publication du Rapport financier semestriel 2015

7.4 Information financière trimestrielle

- 04/11/2015 Chiffre d'affaires du 3^e trimestre 2015
- 28/04/2015 Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2015

7.5 Déclarations mensuelles du nombre total de droits de vote et d'actions

- 12 formulaires de déclaration mensuelle
- 20/05/2015 Déclaration à la date de publication au BALO de l'avis préalable à l'Assemblée générale du 25 juin 2015

7.6 Descriptifs des programmes de rachat d'actions et bilans du contrat de liquidité

- 02/07/2015 Bilan semestriel du contrat de liquidité contracté avec Oddo Corporate Finance Paris
- 29/04/2015 Descriptifs des programmes de rachat d'actions - Inclus dans le document de référence
- 27/02/2015 Avenant au contrat de liquidité contracté avec Oddo Corporate Finance
- 29/01/2015 Avenant au contrat de liquidité contracté avec Oddo Corporate Finance
- 06/01/2015 Bilan semestriel du contrat de liquidité contracté avec Oddo Corporate Finance

7.7 Rapports sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration et les procédures de contrôle interne

- 29/04/2015 Inclus dans le document de référence

7.8 Honoraires des contrôleurs légaux

- 29/04/2015 Inclus dans le document de référence

7.9 Communiqués de mise à disposition ou de consultation des informations relatives aux Assemblées d'actionnaires

- 29/05/2015 Communiqué de mise à disposition des documents et renseignements préparatoires de l'Assemblée générale mixte du 25 juin 2015

7.10 Communiqués relatifs aux modalités de mise à disposition de prospectus

- 29/04/2015 Communiqué de mise à disposition du document de référence 2014
- 25/09/2015 Communiqué de mise à disposition du rapport financier semestriel 2015

8. Documents accessibles au public

Les documents juridiques relatifs à la Société et en particulier ses statuts, ses comptes, les rapports présentés à ses Assemblées par le Conseil d'administration et les Commissaires aux comptes peuvent

être demandés à la direction de la Communication au 9 *bis*, rue de Presbourg, 75116 Paris. L'ensemble de l'information financière diffusée est disponible sur le site du groupe www.soprasteria.com.

8

Assemblée générale du 22 juin 2016

Ordre du jour	244
1. Présentation des résolutions	246
2. Texte des projets de résolutions	254
3. Rapports spéciaux du Conseil d'administration	268

Ordre du jour

Relevant de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ; approbation des charges non déductibles ;
- Quitus aux membres du Conseil d'administration ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- Affectation du résultat et fixation du dividende ;
- Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;
- Avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à Monsieur Pierre Pasquier ;
- Avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à Monsieur François Enaud ;
- Avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à Monsieur Vincent Paris ;
- Nomination de Madame Jessica Scale en qualité de nouvel Administrateur ;
- Fixation des jetons de présence, à hauteur de 500 000 € ;
- Renouvellement du mandat du co-Commissaire aux comptes titulaire et nomination de son suppléant ;
- Autorisation donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions en application de l'article L. 225-209 du Code de commerce.

Relevant de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

- Autorisation donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet d'annuler les actions que la Société aurait rachetées dans le cadre de programmes de rachat d'actions et réduction corrélative du capital ;
- Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet de décider d'augmenter le capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, pour un montant nominal maximum de 7 M€ ;
- Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet de décider d'augmenter le capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, dans le cadre d'offres au public, pour un montant nominal maximum de 4 M€ ;
- Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet de décider d'augmenter le capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, par voie de placement privé visé au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier dans la limite de 20 % du capital social ;
- Détermination du prix d'émission des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société dans la limite de 10 % du capital par an dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
- Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet de décider, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription, d'augmenter le nombre d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société à émettre dans la limite de 15 % de l'émission initiale ;
- Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, en vue d'émettre des actions ordinaires/et ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour rémunérer des apports en nature dans la limite de 10 % du capital social ;

- Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, en vue d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour rémunérer les titres apportés à une offre publique d'échange pour un montant nominal maximum de 4 M€ ;
- Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet de décider d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise ;
- Délégation à donner au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions à attribuer gratuitement aux actionnaires en cas d'offre publique, pour un montant nominal limité au montant du capital social ;
- Délégation de compétence au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet de décider d'augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en faveur des salariés de la Société ou des sociétés de son Groupe, adhérent à un plan d'épargne d'entreprise dans la limite de 3 % du capital social ;

- Autorisation donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 38 mois, pour procéder, au profit de salariés et/ou des mandataires sociaux de la Société ou des sociétés de son Groupe, à des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions, dans la limite de 3 % du capital social ;
- Autorisation donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 38 mois, de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés de son Groupe dans la limite de 3 % du capital social ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

Nous vous informons que les résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire nécessitent un Quorum d'un quart des actions ayant droit de vote et une majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. Celles relevant de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire requièrent un Quorum du cinquième des actions ayant droit de vote, et la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. Néanmoins, à titre dérogatoire, les vingt-et-unième et vingt-deuxième résolutions, bien que relevant de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire, requièrent un Quorum du cinquième des actions ayant droit de vote et la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

1. Présentation des résolutions

1.1. Approbation des comptes individuels et consolidés (première, deuxième et troisième résolutions)

Le Conseil d'administration soumet à votre approbation :

- les comptes individuels et consolidés de Sopra Steria Group au 31 décembre 2015 tels que présentés et commentés dans le document de référence 2015 ;
- et, accessoirement, les dépenses fiscalement non déductibles pour un montant de 471 497 € et l'impôt correspondant. Ces charges concernent les loyers et l'amortissement de véhicules de fonction attribués à 218 cadres de la Société.

Il vous est également demandé de donner Quitus entier et sans réserve aux membres du Conseil d'administration de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

1.2. Proposition d'affectation du résultat (quatrième résolution)

Le bénéfice au titre de l'exercice 2015 s'élève à 33 357 698,90 €. Prenant en compte l'évolution du capital social, s'élevant aujourd'hui à 20 446 723 €, le Conseil d'administration propose de doter la réserve légale à hauteur de 852 714 €. Elle serait ainsi portée à 2 044 672,30 €.

Par ailleurs, par prélèvement sur le solde du bénéfice net (soit 32 504 984,90 €), le report à nouveau et les « réserves facultatives » à hauteur de 1 667 011,70 €, le Conseil d'administration propose de fixer le dividende par action à 1,70 € pour l'exercice 2015, soit un dividende total de 34 759 429,10 €.

Pour les personnes physiques résidents fiscaux de France, ce dividende donnera obligatoirement lieu, de manière cumulative (hors actions détenues sur un PEA) :

- à un prélèvement, retenu à la source, de 21 % qui est non libératoire de l'impôt sur le revenu. Ledit prélèvement est opéré sur le dividende brut et a valeur d'acompte sur l'impôt sur les revenus perçus au titre de l'année 2015. Les actionnaires, sous réserve que leur foyer fiscal ait un revenu fiscal de référence (revenus 2014) inférieur à 50 000 € (personne seule) ou 75 000 € (couple) et qu'ils aient demandé à être dispensés de cette retenue en adressant une déclaration sur l'honneur sur papier libre (au plus tard le 30/11/2015 pour les dividendes payables en 2016 au titre de l'exercice 2015), pourront bénéficier d'une dispense ;
- aux prélèvements sociaux d'un montant total et global de 15,5 % (dont CSG déductible de 5,1 %), également retenus à la source.

Ce dividende serait versé le 7 juillet 2016. La date de détachement du coupon serait alors le 5 juillet 2016 avant Bourse.

Pour mémoire, les sommes distribuées à titre de dividendes ordinaires, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

(en euros)	2012	2013	2014
Dividende total *	20 218 926,20	22 647 207,70	38 706 399,10
Nombre d'actions rémunérées	11 893 486	11 919 583	20 371 789
Dividende unitaire	1,70	1,90	1,90

* Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 158-3-2° du Code général des impôts, ce dividende a ouvert droit à l'abattement de 40 % sur la totalité de son montant, au profit des actionnaires personnes physiques résidents fiscaux de France.

1.3. Conventions réglementées (cinquième résolution)

Les Commissaires aux comptes ont émis leur Rapport spécial, reproduit en pages 216 à 218 de ce document de référence. Il vous est proposé d'approuver les conclusions de ce rapport. Il convient de noter l'absence de nouvelle convention soumise à votre vote.

1.4. Avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée aux dirigeants mandataires sociaux au titre de 2015 (sixième, septième, huitième résolutions)

Le Code Afep-Medef, auquel la Société se réfère, invite les sociétés à soumettre à l'avis des actionnaires les éléments de la rémunération des dirigeants-mandataires sociaux de la Société, au titre de l'exercice clos.

1.4.1 AVIS SUR LES ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE À M. PIERRE PASQUIER (SIXIÈME RÉSOLUTION)

Il vous est demandé d'émettre un avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à M. Pierre Pasquier, Président du Conseil d'administration, présentés dans le tableau ci-dessous :

Éléments de la rémunération	Montant	Commentaires
Rémunération fixe annuelle	350 000 €	La rémunération fixe de M. Pierre Pasquier n'a pas été révisée depuis 2011. Le rôle exercé par le Président du Conseil d'administration justifie qu'une partie de sa rémunération reste conditionnée par l'atteinte d'objectifs arrêtés en début d'exercice. Le système de rémunération variable est aligné sur celui applicable aux membres du Comité Exécutif. La rémunération variable peut représenter : <ul style="list-style-type: none"> ■ 40 % de la rémunération fixe annuelle lorsque l'objectif de rentabilité du Groupe et les objectifs personnels sont atteints ; ■ 60 % de la rémunération fixe annuelle en cas de très bonne performance. Les critères qualitatifs ne donnent pas accès à une partie de la rémunération variable mais conduisent à moduler à la hausse ou à la baisse le montant calculé sur l'objectif principal de rentabilité.
Rémunération variable annuelle	170 100 €	
Rémunération variable différée	Sans objet	Le principe de l'attribution d'une rémunération variable différée n'est pas prévu.
Rémunération variable pluriannuelle	Sans objet	Il n'existe pas de mécanisme de rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	Sans objet	Le principe de l'attribution d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu.
Options d'action, actions de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme	Sans objet	M. Pierre Pasquier n'a jamais bénéficié d'aucune attribution d'option de souscription d'actions ni d'actions de performance ni de tout autre élément de rémunération de long terme. Les jetons de présence sont intégralement répartis entre les participants aux réunions du Conseil d'administration et de ses comités, membres du Conseil d'administration et censeur, au prorata de leur participation effective aux réunions, physique ou par téléphone, chaque participation des Présidents au comité qu'ils dirigent comptant double.
Jetons de présence	23 779 €	
Valorisation des avantages de toute nature	4 333 €	Voiture de fonction.
Indemnité de départ	Sans objet	Il n'existe pas d'engagement.
Indemnité de non-concurrence	Sans objet	Il n'existe pas d'engagement.
Régime de retraite supplémentaire	Sans objet	M. Pierre Pasquier n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire.

1.4.2 AVIS SUR LES ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE À M. FRANÇOIS ENAUD (SEPTIÈME RÉSOLUTION)

Il vous est demandé d'émettre un avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à M. François Enaud, Directeur général en 2015, sur la période du 1^{er} janvier 2015 au 17 mars 2015, date à laquelle son mandat de Directeur général a pris fin, présentés dans le tableau ci-dessous :

Éléments de la rémunération	Montant	Commentaires
Rémunération fixe annuelle	86 970 €	<i>Prorata temporis</i> , le mandat de M. François Enaud ayant pris fin le 17 mars 2015.
Rémunération variable annuelle	39 728 €	<i>Prorata temporis</i> , le mandat de M. François Enaud ayant pris fin le 17 mars 2015.
Rémunération variable différée	Sans objet	
Rémunération variable pluriannuelle	Sans objet	
Rémunération exceptionnelle	Sans objet	
Options d'action, actions de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme	Sans objet	
Jetons de présence	0 €	
Valorisation des avantages de toute nature	12 510 €	Voiture de fonction.
Indemnité de départ	1 444 272 €	Indemnité transactionnelle. Convention approuvée par l'Assemblée générale du 25 juin 2015 (résolution n° 7).
Indemnité de non-concurrence	700 000 €	Convention approuvée par l'Assemblée générale du 25 juin 2015 (résolution n° 7).
Régime de retraite supplémentaire	Sans objet	

1.4.3 AVIS SUR LES ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE À M. VINCENT PARIS (HUITIÈME RÉSOLUTION)

Il vous est demandé d'émettre un avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à M. Vincent Paris, Directeur général depuis le 17 mars 2015, présentés dans le tableau ci-dessous :

Éléments de la rémunération	Montant	Commentaires
Rémunération fixe annuelle	353 852 €	La rémunération fixe annuelle de M. Vincent Paris a été portée à 400 000 € avec date d'effet au 1 ^{er} juillet 2015.
Rémunération variable annuelle	171 871 €	Le système de rémunération variable du Directeur général est aligné sur celui applicable aux membres du Comité Exécutif. La rémunération variable peut représenter : ■ 40 % de la rémunération fixe annuelle lorsque l'objectif de rentabilité du Groupe et les objectifs personnels sont atteints ; ■ 60 % de la rémunération fixe annuelle en cas de très bonne performance les critères qualitatifs ne donnent pas accès à une partie de la rémunération variable mais conduisent à moduler à la hausse ou à la baisse le montant calculé sur l'objectif principal de rentabilité.
Rémunération variable différée	Sans objet	Le principe de l'attribution d'une rémunération variable différée n'est pas prévu.
Rémunération variable pluriannuelle	Sans objet	Il n'existe pas de mécanisme de rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	Sans objet	Le principe de l'attribution d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu.
Options d'action, actions de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme	Sans objet	M. Vincent Paris n'a bénéficié d'aucune attribution d'option de souscription d'actions ni d'actions de performance ni de tout autre élément de rémunération à long terme au cours de l'exercice.
Jetons de présence	Sans objet	
Valorisation des avantages de toute nature	11 299 €	Voiture de fonction ; GSC.
Indemnité de départ	Sans objet	Il n'existe pas d'engagement.
Indemnité de non-concurrence	Sans objet	Il n'existe pas d'engagement.
Régime de retraite supplémentaire	Sans objet	M. Vincent Paris n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire.

Voir également la section 4 « Politique de rémunération des mandataires sociaux » du chapitre 2 du présent document de référence.

1.5. Nomination d'un nouvel administrateur (neuvième résolution)

Par la neuvième résolution, il vous est proposé de procéder à la nomination de Madame Jessica Scale, en qualité de nouvel Administrateur.

La durée du mandat du nouvel Administrateur, de deux années à compter de la présente Assemblée générale expirerait à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Une brève biographie du candidat est présentée ci-dessous :

Jessica Scale – 53 ans, Nationalités française et britannique.

Actuellement Consultante indépendante, spécialiste des enjeux de la transformation numérique, Madame Jessica Scale est Major de Science Po Paris et titulaire d'un Doctorat de 3ème cycle en Sciences Politiques; elle enseigne à Sciences Po Paris depuis 1990. Après avoir entamé sa carrière dans le Conseil en stratégie (Bossard, PWC), elle a exercé différentes responsabilités opérationnelles dans des entreprises du secteur technologique (IBM Global Services, Unisys, Logica). Caractérisée par un profil très international et animée d'un fort esprit d'entreprise, Madame Jessica Scale est aussi l'auteur de différents ouvrages sur la stratégie, la communication et le marketing.

La proposition de nommer Madame Jessica Scale membre du Conseil d'administration, après examen de sa candidature par le Conseil d'administration sur recommandation du Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance, repose sur :

- la prise en compte de sa compétence et de son expérience ;
- le souhait d'équilibrer la représentation des femmes et des hommes au sein du Conseil d'administration ;
- la volonté d'augmenter le nombre d'Administrateurs indépendants.

Lors de l'examen de sa candidature par le Comité de sélection, d'éthique et de gouvernance puis par le Conseil d'administration, il a été noté que Madame Jessica Scale satisfait à l'ensemble des critères objectifs d'indépendance retenus dans le Code Afep-Medef.

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée générale de la neuvième résolution, le Conseil d'administration compterait une administratrice indépendante de plus.

1.6. Fixation des jetons de présence (dixième résolution)

Il vous est proposé de fixer le montant des jetons de présence à 500 000 € pour l'exercice 2016. Ce montant, qui reste inchangé par rapport au montant alloué au titre de l'exercice 2015, est réparti annuellement conformément aux dispositions du règlement intérieur du Conseil d'administration.

1.7. Nomination d'un Commissaire aux comptes (onzième résolution)

Conformément aux recommandations du Comité d'audit, en charge du pilotage de la procédure de sélection des Commissaires aux comptes, le Conseil d'administration propose, par la onzième résolution, le renouvellement du mandat de la société Auditeurs & Conseils Associés en qualité de co-Commissaire aux comptes titulaire et la nomination de la société Pimpaneau & Associés en qualité de co-Commissaire aux comptes suppléant pour une période de six exercices prenant fin à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera, en 2022, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

1.8. Rachat par Sopra Steria Group de ses propres actions (douzième résolution)

Par la douzième résolution, il vous est demandé de renouveler l'autorisation de procéder au rachat par la Société de ses propres actions, dans le cadre des dispositions légales et réglementaires (articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce), consentie au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 25 juin 2015.

Dans le cadre de cette autorisation, le nombre maximum d'actions pouvant être acquises est limité à 10 % du capital, soit, à titre indicatif, 2 044 672 actions sur la base du capital social actuel. Le prix maximum de rachat est fixé à 200 € par action, étant précisé que ce prix pourra être ajusté si le nombre d'actions composant le capital venait à évoluer à la hausse ou à la baisse, du fait notamment d'incorporations de réserves, d'attributions gratuites d'actions, de regroupements d'actions.

Ces rachats pourraient être effectués en vue :

- d'assurer l'animation du marché par un prestataire de services d'investissement, intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'AMF ;
- d'attribuer ou céder les actions rachetées aux salariés ou aux mandataires sociaux du Groupe selon toute forme d'allocation autorisée par la loi ;
- de conserver les actions rachetées et de les remettre ultérieurement en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de fusion, de scission, d'apport et, plus généralement, dans le cadre d'opérations de croissance externe et, en tout état de cause, dans la limite de 5 % du nombre d'actions composant le capital social ;
- de remettre les actions de la Société, lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par remboursement, conversion, échange, présentation de bon ou de toute autre manière ;
- d'annuler les actions rachetées par voie de réduction de capital, sous réserve de l'adoption de la treizième résolution ;
- de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF et, plus généralement, de réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur.

La présente autorisation priverait d'effet l'autorisation antérieure consentie par l'Assemblée générale du 25 juin 2015 dans sa neuvième résolution et serait consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée générale.

Pour information, il est rendu compte de l'utilisation faite de la précédente autorisation dans la section 8 du chapitre 6 du présent document de référence. En effet, au cours de l'exercice 2015, ce programme a été utilisé dans le cadre du contrat de liquidité et du placement privé réalisé le 25 juin 2015 par GENINFO.

1.9. Annulation éventuelle des actions autodétenues (treizième résolution)

Il est demandé à l'Assemblée générale de l'autoriser à annuler tout ou partie des actions acquises dans le cadre du programme de rachat par la Société de ses propres actions (douzième résolution), et ce, dans la limite de 10 % du capital, conformément à la loi.

Cette autorisation serait consentie pour une période de vingt-six (26) mois.

Cette autorisation priverait d'effet l'autorisation antérieure consentie par l'Assemblée générale du 25 juin 2015.

1.10. Délégations financières consenties au Conseil d'administration (quatorzième à vingt-cinquième résolutions)

Les délégations de compétence consenties par l'Assemblée générale du 27 juin 2014 et l'Assemblée générale du 25 juin 2015, ont autorisé le Conseil d'administration à procéder à des émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières ou de titres de créance donnant accès au capital, avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription.

Ces délégations, permettant au Conseil d'administration de disposer des autorisations pour procéder à diverses opérations sur le capital, nécessaires au développement du Groupe et à son financement, restent valables respectivement jusqu'au 26 août 2016 et 24 décembre 2016, et ne couvrent donc pas la période courant jusqu'à l'Assemblée générale qui se tiendra en 2017. Les délégations relatives à l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions et celle relative à l'attribution d'actions gratuites restent, quant à elles, valables jusqu'au 26 août 2017, mais il vous est proposé de les renouveler notamment afin de bénéficier du nouveau régime défini par la Loi Macron.

La section 12 du chapitre 6, du présent document de référence rappelle l'ensemble de ces délégations, et expose l'utilisation qui en a été faite par le Conseil d'administration au cours de l'exercice 2015.

Nous vous proposons de renouveler les délégations consenties en 2014 et 2015, afin que le Conseil d'administration soit en mesure de mettre en œuvre, le cas échéant et au moment le plus opportun, celles de ces opérations financières qui seront les mieux adaptées aux besoins de la Société.

1.10.1 AUGMENTATION DE CAPITAL PAR ÉMISSION D' ACTIONS ET DE VALEURS MOBILIÈRES, AVEC OU SANS DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION

	Nature de la délégation		Plafond au nominal	Résolution
Augmentation de capital AVEC DPS	Émission d'actions et valeurs mobilières donnant accès au capital et option de surallocation	Plafond Global 7 M€ (Plafond 1) dont 4 M€ (Plafond 3)	7 M€ (< 35 % du capital)	14
Augmentation de capital SANS DPS	Émission d'actions et valeurs mobilières donnant accès au capital par offre au Public, et possibilité d'un délai de priorité et option de surallocation		4 M€ (< 20 % du capital)	15
	Émission d'actions et valeurs mobilières donnant accès au capital par placement privé (Art. L.411-2 II CMF) et option de surallocation		20 % du capital (plafond annuel légal)	16
	Rémunération d'apports en nature		10 % du capital (plafond annuel légal)	19
	Rémunération d'apports de titres en cas d'OPE initiée par la Société		4 M€ (< 20 % du capital)	20

1.10.1.1 Augmentations de capital, hors rémunération d'apports (quatorzième à dix-huitième résolutions)

Par les quatorzième, quinzième, et seizième résolutions, il vous est demandé de donner délégation de compétence au Conseil d'administration afin de lui accorder la flexibilité suffisante si la nécessité s'en présentait pour augmenter le capital social par émission d'actions ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital social, selon les différentes modalités ci-après.

Ces augmentations de capital seraient soumises aux plafonds suivants :

- 7 M€ en nominal, lorsque l'opération consiste, immédiatement ou à terme, en une émission d'actions Sopra Steria Group [Plafond 1], assorti d'un sous-plafond de 4 M€ pour les augmentations de capital sans DPS [Plafond 3] ;
- 600 M€, si l'opération consiste en une émission de titres de créance donnant droit, à terme, à des actions Sopra Steria Group [Plafond 2].

La quatorzième résolution autoriserait une ou plusieurs augmentations de capital au profit des actionnaires existants (maintien du droit préférentiel de souscription (DPS)).

Les quinzième et seizième résolutions permettraient d'ouvrir le capital social de la Société à de nouveaux actionnaires (suppression du DPS), dans le cadre d'une offre réservée au public, ou au bénéfice d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs (placement privé visé à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier). Le Plafond 3, s'imputant sur le Plafond 1, limiterait le montant nominal de ces augmentations de capital social.

La faculté d'instituer un délai de priorité au profit des actionnaires pour souscrire lesdites actions et valeurs mobilières serait déléguée au Conseil d'administration (quinzième résolution).

Le prix de l'émission décidée en application des quinzième et seizième résolutions serait au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse avec une décote maximale de 5 %.

Par la dix-huitième résolution, il vous est demandé de consentir au Conseil d'administration une délégation de compétence pour assortir les opérations susvisées d'une clause de majoration (option de surallocation), utilisable si celui-ci constatait une demande excédentaire du nombre de titres à émettre, dans la limite des plafonds globaux susvisés et de 15 % de l'offre initiale, conformément à la loi.

En cas d'augmentation de capital résultant de l'application des quinzième et seizième résolutions, dans la limite de 10 % des actions composant le capital social, le Conseil d'administration pourrait fixer le prix d'émission (dix-septième résolution), ce prix ne pouvant être inférieur de plus de 5 % au plus bas des montants suivants :

- moyenne pondérée des cours de Bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris de l'action pour une période maximale de six mois précédant la date de fixation du prix d'émission ;
- cours moyen pondéré de l'action par les volumes sur le marché réglementé d'Euronext Paris du jour de Bourse précédant la fixation du prix d'émission ;

(iii) cours moyen de l'action sur le marché réglementé d'Euronext Paris, pondéré par les volumes arrêtés en cours de séance au jour où le prix d'émission est fixé ; ou

(iv) dernier cours de clôture de l'action connu avant la date de fixation du prix.

Ces délégations seraient consenties pour une durée de vingt-six (26) mois, et priveraient d'effet les délégations ayant le même objet, en date du 27 juin 2014.

1.10.1.2 Augmentations de capital rémunérant des apports (dix-neuvième et vingtième résolutions)

Les délégations de compétence prévues aux dix-neuvième et vingtième résolutions permettraient au Conseil d'administration de décider des augmentations de capital, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, rémunérant des apports en nature ou décidées dans le cadre d'une offre publique d'échange.

Les capacités financières dont le Conseil d'administration disposerait, seraient néanmoins limitées à :

- 10 % du capital social (limite légale), soit, à titre indicatif, 2 044 672 € sur la base du capital social actuel, plafonné, en tout état de cause, à 4 M€ en nominal [Plafond 3], afin de rémunérer des apports en nature (dix-neuvième résolution) ;
- un plafond de 4 M€ en nominal [Plafond 3], afin de rémunérer des apports de titres d'une société dont les actions sont admises sur un marché réglementé, dans le cadre d'une offre publique d'échange (vingtième résolution).

Ces délégations seraient consenties pour une durée de vingt-six (26) mois et priveraient d'effet les délégations ayant le même objet, en date du 27 juin 2014.

1.10.2 AUTRES AUGMENTATIONS DE CAPITAL (VINGT-ET-UNIÈME ET VINGT-DEUXIÈME RÉOLUTIONS)

Par la vingt-et-unième résolution, il vous est demandé de consentir au Conseil d'administration une délégation de compétence pour permettre une ou plusieurs augmentations de capital par incorporation de réserves, de primes d'émission ou d'autres sommes dont l'incorporation serait admise, limitées au montant desdites réserves, primes et autres sommes.

Cette augmentation de capital pourrait être réalisée soit par l'émission de nouvelles actions qui seraient attribuées aux actionnaires proportionnellement à leur participation au capital, soit par l'élévation de la valeur nominale des actions existantes.

Cette délégation serait consentie pour une durée de vingt-six (26) mois et priveraient d'effet la délégation ayant le même objet, en date du 27 juin 2014.

Par la vingt-deuxième résolution, il vous est demandé de consentir au Conseil d'administration, dans le cadre d'une offre publique, la possibilité d'émettre des bons de souscription d'actions à attribuer gratuitement aux actionnaires (« Bons Breton »).

Le montant de l'augmentation du capital social serait limité au capital social, soit, à titre indicatif, à 20 446 723 € sur la base du capital social actuel, et le nombre maximum de bons à émettre ne pourrait dépasser le nombre d'actions composant le capital social soit, à titre indicatif, 20 446 723 actions sur la base du nombre d'actions composant le capital social actuel.

Cette délégation serait consentie pour une durée de dix-huit (18) mois et priverait d'effet la délégation ayant le même objet, en date du 25 juin 2015.

1.10.3 AUTORISATIONS DEMANDÉES À L'EFFET D'ASSOCIER LES SALARIÉS ET/OU LES MANDATAIRES SOCIAUX DU GROUPE AU CAPITAL (VINGT-TROISIÈME À VINGT-CINQUIÈME RÉOLUTIONS)

	Nature de la délégation		Plafond	Résolution
Augmentation de capital au profit des salariés et mandataires sociaux	Émission d'actions et valeurs mobilières réservée aux salariés adhérant à un PEG	Plafond Global 3 % du capital	3 % du capital	23
	Attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés et mandataires sociaux		3 % du capital (0,60 % pour les dirigeants mandataires sociaux)	24
	Attribution gratuite d'actions aux salariés et mandataires sociaux		3 % du capital (0,15 % pour les dirigeants mandataires sociaux)	25

La proposition des vingt-troisième, vingt-quatrième et vingt-cinquième résolutions a pour finalité de permettre au Conseil d'administration, le cas échéant, d'associer les salariés de la Société et du Groupe au développement de Sopra Steria et d'aligner les intérêts des mandataires sociaux sur ceux des actionnaires par :

- une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe (conformément à l'article L. 225-129-6 du Code de commerce) (vingt-troisième résolution) ;
- l'attribution d'options de souscription d'actions ou d'achat d'actions, étant précisé que les options destinées aux dirigeants-mandataires sociaux de la société seraient limitées à 20 % de la totalité des options qui pourraient être émises, soit 0,60 % du capital social, et soumises à des conditions de performance (vingt-quatrième résolution) ;
- l'attribution d'actions gratuites, étant précisé que (vingt-cinquième résolution) :
 - les actions gratuites destinées aux dirigeants-mandataires sociaux de la société seraient limitées à 5 % de la totalité du nombre maximum d'actions gratuites qui pourraient être attribuées, soit 0,15 % du capital social, et soumises à des conditions de performance,
 - les actions attribuées aux salariées pourraient ne pas faire l'objet de conditions de performances dans la limite de 10% de la totalité du nombre maximum d'actions gratuites qui pourraient être attribuées.

Ces autorisations seraient soumises à un plafond global de 3 % du capital social, soit, à titre indicatif, 613 401 € sur la base du capital social actuel.

L'autorisation prévue par la vingt-troisième résolution serait consentie pour une durée de vingt-six (26) mois et priverait d'effet la délégation ayant le même objet, en date du 27 juin 2014.

Les autorisations prévues par les vingt-quatrième et vingt-cinquième résolutions seraient consenties pour une durée de trente-huit (38) mois et priveraient d'effet les délégations ayant le même objet, en date du 27 juin 2014.

Pour information, il est précisé :

- que les options de souscription d'actions déjà attribuées et non exercées représentent à ce jour une dilution maximale théorique de 0,34 % du capital social actuel ;
- que les actions gratuites attribuées en cours d'acquisition par les bénéficiaires représentent à ce jour une dilution maximale théorique de 0,29 % du capital social actuel ;
- qu'une réflexion est engagée sur un dispositif d'incitation à long terme reposant sur une attribution d'actions de performance et visant l'alignement des intérêts des premiers cercles de management sur celui des actionnaires. Au cas où un tel dispositif serait mis en oeuvre, l'acquisition des actions serait liée à des conditions de performances exigeantes à satisfaire sur une période de plusieurs années consécutives.

2. Texte des projets de résolutions

Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

Première résolution

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ; Approbation des charges non déductibles)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport de gestion du Conseil d'administration, du rapport prévu à l'article L. 225-37 du Code de commerce et des Rapports des Commissaires aux comptes, approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2015 tels qu'ils lui ont été présentés, lesquels font apparaître un bénéfice de 33 357 698,90 €.

L'Assemblée générale approuve les opérations traduites dans ces comptes et/ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée générale approuve également les dépenses exclues des charges déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts, qui s'élèvent à 471 497 €, ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 179 169 €.

Quatrième résolution

(Affectation du résultat et fixation du dividende)

L'Assemblée générale, rappel fait du bénéfice net consolidé – part du Groupe – de 84 428 575 €, constate que le bénéfice distribuable s'élève à 33 092 417,40 € et décide de verser aux actionnaires, à titre de dividendes, la somme de 34 759 429,10 €, déterminée comme suit :

(a) Résultat de l'exercice	33 357 698,90 €
(b) Dotation à la réserve légale	852 714,00 €
(c) Solde (a - b)	32 504 984,90 €
(d) Report à nouveau antérieur	587 432,50 €
(e) Bénéfice distribuable (c + d)	33 092 417,40 €
(f) Prélèvement sur le poste « réserve facultative »	1 667 011,70 €
(g) Sommes à distribuer (e + f)	34 759 429,10 €

La réserve légale s'élève ainsi à 2 044 672,30 €, soit 10 % du capital.

Le nombre d'actions composant le capital social au 31 décembre 2015 étant de 20 446 723, le dividende unitaire s'élèvera à 1,70 €. Il sera mis en paiement à compter du jeudi 7 juillet 2016.

Conformément aux dispositions fiscales en vigueur, ce dividende ouvre droit, au profit des actionnaires personnes physiques résidents fiscaux de France, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, à un abattement de 40 % sur la totalité de son montant (article 158-3-2° du Code général des impôts).

Par ailleurs, pour ces mêmes actionnaires personnes physiques résidents fiscaux de France, ce dividende donnera obligatoirement lieu, de manière cumulative (hors actions détenues sur un PEA) :

Deuxième résolution

(Quitus aux membres du Conseil d'administration)

L'Assemblée générale donne aux membres du Conseil d'administration Quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Troisième résolution

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport de gestion du Conseil d'administration, du rapport prévu à l'article L. 225-37 du Code de commerce et des Rapports des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 faisant apparaître un bénéfice net consolidé – part du Groupe – de 84 428 575 € ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et/ou résumées dans ces rapports, y compris dans le rapport sur la gestion du Groupe inclus dans le Rapport de gestion susvisé.

- à un prélèvement, retenu à la source, de 21 % qui est non libératoire de l'impôt sur le revenu. Ledit prélèvement est opéré sur le dividende brut et a valeur d'acompte sur l'impôt sur les revenus perçus au titre de l'année 2015. Les actionnaires, sous réserve que leur foyer fiscal ait un revenu fiscal de référence (revenus 2014) inférieur à 50 000 € (personne seule) ou 75 000 € (couple) et qu'ils aient demandé à être dispensés de cette retenue en adressant une déclaration sur l'honneur sur papier libre (au plus tard le 30/11/2015 pour les dividendes payables en 2016 au titre de l'exercice 2015), pourront bénéficier d'une dispense ;
- aux prélèvements sociaux d'un montant total et global de 15,5 % (dont CSG déductible de 5,1 %), également retenus à la source.

Les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

	2012 *	2013 *	2014 *
Dividende total	20 218 926,20	22 647 207,70	38 706 399,10
Nombre d'actions rémunérées	11 893 486	11 919 583	20 371 789
Dividende unitaire	1,70	1,90	1,90

* Dividende ouvrant droit, au profit des actionnaires personnes physiques résidents fiscaux de France, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, à un abattement de 40 % sur la totalité de son montant (article 158-3-2° du Code général des impôts).

Cinquième résolution

(Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, prend acte de l'absence de nouvelle convention de cette nature soumise à l'approbation de la présente Assemblée et approuve les conclusions dudit rapport.

Sixième résolution

(Avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à Monsieur Pierre Pasquier)

L'Assemblée générale, consultée en application du Code Afep-Medef de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées (§ 24.3), après avoir pris connaissance du Rapport de gestion, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à Monsieur Pierre Pasquier, tels qu'ils lui ont été présentés.

Septième résolution

(Avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à Monsieur François Enaud)

L'Assemblée générale, consultée en application du Code Afep-Medef de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées (§ 24.3), après avoir pris connaissance du Rapport de gestion, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à Monsieur François Enaud, tels qu'ils lui ont été présentés.

Huitième résolution

(Avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à Monsieur Vincent Paris)

L'Assemblée générale, consultée en application du Code Afep-Medef de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées (§ 24.3), après avoir pris connaissance du Rapport de gestion, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à Monsieur Vincent Paris, tels qu'ils lui ont été présentés.

Neuvième résolution

(Nomination de Madame Jessica Scale en qualité de nouvel Administrateur)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration, décide de nommer Madame Jessica Scale en qualité de nouvel Administrateur, pour une durée de deux années, conformément à l'article 14 des statuts de la Société, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Dixième résolution

(Fixation des jetons de présence à hauteur de 500 000 €)

L'Assemblée générale fixe à 500 000 € le montant des jetons de présence à répartir par le Conseil d'administration pour l'exercice en cours.

Onzième résolution

(Renouvellement du mandat d'un co-Commissaire aux comptes titulaire et nomination de son suppléant)

L'Assemblée générale, connaissance prise du Rapport du Conseil d'administration, décide de :

- renouveler le mandat de la société Auditeurs & Conseils Associés – 31 rue Henri Rochefort – 75017 Paris, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire ; et
- nommer la société Pimpaneau & Associés – 31 rue Henri Rochefort – 75017 Paris, en qualité de co-Commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de la société AEG Finances SAS dont le mandat vient à expiration ;

pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Douzième résolution

(Autorisation donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions en application de l'article L. 225-209 du Code de commerce)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration, en application des dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, de la réglementation européenne applicable aux abus de marché et conformément au titre IV du Livre II du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF) ainsi qu'à ses instructions d'application :

- autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, à procéder ou faire procéder, en une ou plusieurs fois et aux époques qu'il déterminera, au rachat d'actions de la Société, dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital de la Société à l'époque du rachat ;
- décide que ces rachats pourront être effectués en vue :
 - d'assurer l'animation du marché par un prestataire de services d'investissement, intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'AMF,
 - d'attribuer ou céder aux salariés et/ou aux mandataires sociaux du Groupe des actions de la Société, afin d'assurer

la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'attribution gratuite d'actions (ou plans assimilés) ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe (ou plan assimilé) au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe,

- de conserver les actions rachetées et de les remettre ultérieurement en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de fusion, de scission, d'apport et, plus généralement, dans le cadre d'opérations de croissance externe, et en tout état de cause, dans la limite de 5 % du nombre d'actions composant le capital social,
- de remettre les actions rachetées, lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par remboursement, conversion, échange, présentation de bon ou de toute autre manière, ainsi que de réaliser toute opération de couverture à raison des obligations de la Société liées à ces valeurs mobilières,
- d'annuler les actions rachetées par voie de réduction de capital, sous réserve de l'adoption par la présente Assemblée générale de la treizième résolution ci-dessous,
- de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF et, plus généralement, de réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur ;

- décide que le prix maximum de rachat est fixé à 200 € par action, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix sera ajusté *prorata* en conséquence ;
- décide que les rachats d'actions pourront être effectués par tous moyens, notamment sur le marché ou de gré à gré, y compris par achat de blocs ou par utilisation de produits dérivés, et à tout moment, y compris en période d'offre publique, dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, d'en arrêter les conditions et modalités, de procéder aux ajustements nécessaires, de passer tous ordres en Bourse, de conclure tous accords et d'effectuer toutes formalités et déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, de faire le nécessaire ;
- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- prend acte que la présente autorisation prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

Treizième résolution

(Autorisation donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet d'annuler les actions que la Société aurait rachetées dans le cadre de programmes de rachat d'actions et réduction corrélative du capital)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes :

- autorise le Conseil d'administration à annuler, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce, en une ou plusieurs fois, sur sa seule décision, tout ou partie des actions propres détenues par la Société qui auraient été rachetées en application de toute autorisation conférée au Conseil d'administration sur le fondement de ce même article, dans la limite de 10 % du capital apprécié à la date de l'annulation des actions, par période de 24 mois ;
- décide que le capital de la Société sera réduit en conséquence de l'annulation de ces actions, telle que décidée, le cas échéant, par le Conseil d'administration dans les conditions susvisées ;
- confère tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de réaliser la ou les opérations autorisées en vertu de la présente résolution, et notamment imputer sur les primes et réserves disponibles de son choix la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale, modifier corrélativement les statuts et accomplir les formalités requises ;
- décide que la présente autorisation est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- prend acte que la présente autorisation prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Quatorzième résolution

(Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet de décider d'augmenter le capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, pour un montant nominal maximum de 7 M€)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 228-91 et L. 228-92 :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, la compétence de décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en France ou à l'étranger, en euros, (i) d'actions ordinaires de la Société, (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société,

ou (iii) de valeurs mobilières qui sont des titres de créances susceptibles de donner accès ou donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital de la Société à émettre, à titre gratuit ou onéreux, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en devises étrangères ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies et pouvant être libérées lors de leur souscription en numéraire y compris par compensation de créances liquides et exigibles ;

- décide que le montant total des augmentations de capital social (portant tant sur des titres primaires que secondaires) susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à 7 M€ en nominal (ou la contrevaletur de ce montant en devise étrangère ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies), étant précisé (i) qu'il s'agit d'un plafond global sur lequel s'imputerait le montant des augmentations de capital qui seraient réalisées, le cas échéant, en application des délégations de compétence visées à la présente résolution ainsi qu'aux quinzième, seizième, dix-neuvième et vingtième résolutions ci-après, sous réserve de leur adoption par la présente Assemblée générale et (ii) que s'y ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société (ci-après, le « **Plafond 1** ») ;
- décide, en outre, que le montant des titres de créances (portant tant sur des titres primaires que secondaires) qui, le cas échéant, seraient émis au titre de la présente délégation ne pourra excéder 600 M€ (ou la contrevaletur de ce montant en devise étrangère ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies), étant précisé (i) qu'il s'agit d'un plafond global sur lequel s'imputerait le montant des émissions de titres de créances qui seraient réalisées, le cas échéant, en application des délégations de compétence visées à la présente résolution ainsi qu'aux quinzième, seizième, dix-neuvième et vingtième résolutions ci-après, sous réserve de leur adoption par la présente Assemblée générale, (ii) que s'y ajoutera, le cas échéant, le montant de toute prime de remboursement au-dessus du pair et (iii) que ce montant est autonome et distinct du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux dispositions des articles L. 228-36-A, L. 228-40 et L. 228-92 alinéa 3 du Code de commerce (ci-après, le « **Plafond 2** ») ;
- prend acte que les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux actions et/ou valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution ;
- prend acte qu'en cas de demande excédentaire de souscription, le Conseil d'administration pourra faire usage de la dix-huitième résolution à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre, sous réserve de l'adoption de ladite résolution par l'Assemblée générale ;

- décide que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce, le Conseil d'administration pourra instituer un droit de souscription à titre irréductible et à titre réductible et que, dans ce cas, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une augmentation de capital telle que définie ci-dessus, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
 - limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions dans les conditions fixées par l'article L. 225-134 I. – 1° du Code de commerce,
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les actionnaires,
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;
- prend acte que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières le cas échéant émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit ;
- donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par les statuts de la Société, à l'effet notamment :
 - de fixer les caractéristiques des titres à émettre, des montants proposés à la souscription, et notamment arrêter les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres, ainsi que toutes les autres modalités de leur émission, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur,
 - de réaliser les émissions envisagées et, le cas échéant, y surseoir,
 - de fixer et procéder à tous les ajustements requis pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société,
 - d'imputer les frais des augmentations de capital ainsi que les frais d'admission des titres de la Société aux négociations sur un marché réglementé sur le montant des primes afférentes à ces opérations et de prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après émission,
 - de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital et modifier corrélativement les statuts, et plus généralement prendre toutes dispositions utiles, conclure tout accord, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- décide qu'en cas d'émission de titres de créance, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par les statuts de la Société, notamment pour décider de leurs termes, conditions et caractéristiques et notamment leur caractère subordonné ou non (et le cas échéant, leur rang de subordination), fixer leur taux d'intérêt, les cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, leur devise d'émission, leur durée (déterminée ou non), le prix de remboursement fixe ou variable

avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions ordinaires de la Société ;

- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Quinzième résolution

(Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet de décider d'augmenter le capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, dans le cadre d'offres au public pour un montant nominal maximum de 4 M€)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, L. 228-91 et L. 228-92 :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, la compétence de décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, l'émission, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, en France ou à l'étranger, en euros, par voie d'offre au public, (i) d'actions ordinaires de la Société, (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, ou (iii) de valeurs mobilières qui sont des titres de créances susceptibles de donner accès ou donnant accès, immédiatement et/ou à terme à des titres de capital de la Société à émettre, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en devises étrangères ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies et pouvant être libérées lors de leur souscription en numéraire y compris par compensation de créances liquides et exigibles ; les offres au public, décidées en vertu de la présente délégation, pourront être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions réalisées simultanément, à des offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, décidées en application de la seizième résolution, sous réserve de son adoption par la présente Assemblée générale ;
- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et aux valeurs mobilières à émettre par voie d'offre au public dans les conditions de la présente délégation, et délègue, par ailleurs, en application des dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce, au Conseil d'administration la faculté d'instituer au profit des actionnaires, sur tout ou partie des émissions, un droit de priorité à titre irréductible et/ou réductible pour les souscrire, dans le délai et selon les modalités et les conditions d'exercice qu'il fixera, cette priorité ne donnant pas lieu à la création de droits négociables ;

- décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de cette délégation ne pourra être supérieur à 4 M€ en nominal (ou la contrevaletur de ce montant en devises étrangères ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies), étant précisé (i) qu'il s'agit d'un plafond global sur lequel s'imputerait le montant des augmentations de capital qui seraient réalisées, le cas échéant, en application des délégations de compétence visées à la présente résolution ainsi qu'aux seizième, dix-neuvième et vingtième résolutions ci-après, sous réserve de leur adoption par la présente Assemblée générale et (ii) que ce montant s'imputera sur le Plafond 1 visé à la quatorzième résolution ci-dessus auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi ou à tout accord contractuel applicable, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société (ci-après le « **Plafond 3** ») ;
- décide, en outre, que le montant des titres de créances qui, le cas échéant, seraient émis au titre de la présente délégation ne pourra excéder le Plafond 2 visé à la quatorzième résolution ci-dessus ;
- décide que le prix d'émission des actions sera égal à la moyenne pondérée des cours de l'action des trois dernières séances de Bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription, diminuée d'une décote maximale de 5 %, après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance, étant précisé que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission des actions défini ci-dessus ;
- prend acte qu'en cas de demande excédentaire de souscription, le Conseil d'administration pourra faire usage de la dix-huitième résolution à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription, sous réserve de l'adoption de ladite résolution par l'Assemblée générale ;
- prend acte que le Conseil d'administration devra établir un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant des éléments d'appréciation de l'incidence effective de l'opération sur la situation des actionnaires ;
- décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission telle que définie ci-dessus, le Conseil d'administration pourra utiliser les facultés suivantes :
 - limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions dans les conditions fixées par l'article L. 225-134 I. – 1° du Code de commerce,
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits,
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;
- prend acte que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières le cas échéant émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit ;
- donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par les statuts de la Société, à l'effet notamment :
 - de fixer les caractéristiques des titres à émettre, des montants proposés à la souscription, et notamment arrêter les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres, ainsi que toutes les autres modalités de leur émission, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur,
 - de réaliser les émissions envisagées et, le cas échéant, y surseoir,
 - de fixer et procéder à tous les ajustements requis pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société,
 - d'imputer les frais des augmentations de capital ainsi que les frais d'admission des titres de la Société aux négociations sur un marché réglementé sur le montant des primes afférentes à ces opérations et de prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après émission,
 - de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital et modifier corrélativement les statuts, et plus généralement prendre toutes dispositions utiles, conclure tout accord, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- décide qu'en cas d'émission de titres de créance, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par les statuts de la Société, notamment pour décider de leurs termes, conditions et caractéristiques et notamment leur caractère subordonné ou non (et le cas échéant, leur rang de subordination), fixer leur taux d'intérêt, les cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, leur devise d'émission, leur durée (déterminée ou non), le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions ordinaires de la Société ;
- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Seizième résolution

(Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet de décider d'augmenter le capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, par voie de placement privé visé au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier dans la limite de 20 % du capital social)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 225-136, L. 228-91 et L. 228-92 et du II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, la compétence de décider en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, l'émission, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, en France ou à l'étranger, en euros, par voie de placement privé au sens du II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, (i) d'actions de la Société, (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, ou (iii) de valeurs mobilières qui sont des titres de créances susceptibles de donner accès ou donnant accès, immédiatement et/ou à terme à des titres de capital de la Société à émettre, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en devises étrangères ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies et pouvant être libérées lors de leur souscription en numéraire y compris par compensation de créances liquides et exigibles ; les offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier décidées en vertu de la présente résolution, pourront être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions réalisées simultanément, à des offres au public décidées en application de la quinzième résolution ci-dessus, sous réserve de son adoption par la présente Assemblée générale ;
- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et aux valeurs mobilières à émettre par voie de placement privé dans les conditions de la présente délégation et d'en réserver la souscription aux catégories de personnes identifiées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier et notamment à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs ;
- décide que le prix d'émission des actions sera égal à la moyenne pondérée des cours de l'action des trois dernières séances de Bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital, diminuée d'une décote maximale de 5 %, après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance, étant précisé que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini ci-dessus ;

- prend acte qu'en cas de demande excédentaire de souscription, le Conseil d'administration pourra faire usage de la dix-huitième résolution à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription, sous réserve de l'adoption de ladite résolution par l'Assemblée générale ;
- prend acte que le Conseil d'administration devra établir un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant des éléments d'appréciation de l'incidence effective de l'opération sur la situation des actionnaires ;
- décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission telle que définie ci-dessus, le Conseil d'administration pourra utiliser les facultés suivantes :
 - limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions dans les conditions fixées par l'article L. 225-134 I-1° du Code de commerce,
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits,
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;
- décide que les augmentations de capital décidées, le cas échéant, en application de la présente délégation sont limitées à 20 % du capital social par an (ledit capital étant apprécié à la date d'utilisation de la présente délégation par le Conseil d'administration) et qu'en tout état de cause, ces augmentations de capital ainsi que, le cas échéant, les émissions de titres de créances, seront mises en œuvre, de manière globale, dans le respect du Plafond 2 et du Plafond 3 visés aux quatorzième et quinzième résolutions ci-dessus ;
- prend acte que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières le cas échéant émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit ;
- donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par les statuts de la Société, à l'effet notamment :
 - de fixer les caractéristiques des titres à émettre, des montants proposés à la souscription, et notamment arrêter les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres, ainsi que toutes les autres modalités de leur émission, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur,
 - de réaliser les émissions envisagées et, le cas échéant, y surseoir,
 - de fixer et procéder à tous les ajustements requis pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société,
 - d'imputer les frais des augmentations de capital ainsi que les frais d'admission des titres de la Société aux négociations sur un marché réglementé sur le montant des primes afférentes à ces opérations et de prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après émission,
 - de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital et modifier corrélativement les statuts, et plus généralement prendre toutes dispositions utiles, conclure tout accord, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités utiles

à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;

- décide qu'en cas d'émission de titres de créance, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par les statuts de la Société, notamment pour décider de leurs termes, conditions et caractéristiques et notamment leur caractère subordonné ou non (et le cas échéant, leur rang de subordination), fixer leur taux d'intérêt, les cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, leur devise d'émission, leur durée (déterminée ou non), le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions ordinaires de la Société ;
- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Dix-septième résolution

(Détermination du prix d'émission des actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société dans la limite de 10 % du capital par an dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de l'article L. 225-136 1° al. 2, pour chacune des émissions décidées en application des quinzième et seizième résolutions ci-dessus, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, à déroger aux modalités de fixation du prix d'émission fixées par les résolutions susvisées et à fixer le prix d'émission selon les modalités suivantes :

- le prix d'émission des actions ordinaires devra être au moins égal au plus bas des montants suivants : (i) moyenne pondérée des cours de Bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris de l'action pour une période maximale de six mois précédant la date de fixation du prix d'émission, (ii) cours moyen pondéré de l'action par les volumes sur le marché réglementé d'Euronext Paris du jour de Bourse précédant la fixation du prix d'émission, (iii) cours moyen de l'action sur le marché réglementé d'Euronext Paris, pondéré par les volumes arrêtés en cours de séance au jour où le prix d'émission est fixé ou (iv) dernier cours de clôture de l'action connu avant la date de fixation du prix, éventuellement diminué, dans chacun des quatre cas, d'une décote maximale de 5 % ;
- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital, sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé au paragraphe ci-dessus.

À la date de chaque émission, le nombre total d'actions et de valeurs mobilières émis en vertu de la présente résolution, pendant la période de douze mois précédant l'émission ne pourra excéder 10 % des actions composant le capital de la Société à cette date.

L'Assemblée générale, décide que le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution dans les termes prévus par la résolution au titre de laquelle l'émission initiale est décidée.

Dix-huitième résolution

(Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet de décider, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription, d'augmenter le nombre d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société à émettre dans la limite de 15 % de l'émission initiale)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, la compétence de décider d'augmenter, s'il constate une demande excédentaire de souscription pour chacune des émissions décidée en application des quatorzième, quinzième et seizième résolutions ci-dessus, le nombre d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières à émettre, dans la limite des plafonds fixés par la résolution concernée, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, pendant un délai de 30 jours à compter de la clôture de la souscription de l'émission initiale et, en tout état de cause, dans la limite de 15 % de ladite émission ;
- décide que le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution dans les termes prévus par la résolution au titre de laquelle l'émission initiale est décidée ;
- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Dix-neuvième résolution

(Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, en vue d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour rémunérer des apports en nature dans la limite de 10 % du capital social)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de l'alinéa 6 de l'article L. 225-147 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, la compétence de décider, sur le Rapport du commissaire aux apports mentionnés aux 1^{er} et 2^e alinéa

de l'article L. 225-147 du Code de commerce, l'émission (i) d'actions ordinaires de la Société, (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, ou (iii) de valeurs mobilières qui sont des titres de créance de la Société susceptibles de donner accès ou donnant accès, immédiatement ou à terme à des titres de la Société à émettre en vue de rémunérer des apports en nature constitués par des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une autre société, consentis à la Société lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;

- décide de supprimer, en tant que de besoin, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et aux valeurs mobilières à émettre dans le cadre de la présente délégation, ces dernières ayant exclusivement vocation à rémunérer des apports en nature ;
- décide que les augmentations de capital décidées, le cas échéant, en application de la présente délégation seront mises en œuvre, de manière globale, dans la limite de 10 % du capital social qui s'appréciera au moment de l'émission et, en tout état de cause, dans le respect du Plafond 2 et du Plafond 3 visés aux quatorzième et quinzième résolutions ci-dessus ;
- décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, pour mettre en œuvre la présente délégation, et notamment à l'effet :
 - d'approuver l'évaluation des apports et statuer sur le Rapport du commissaire aux apports, et concernant lesdits apports, en constater la réalisation, imputer tous frais, charges et droits sur les primes, déterminer le nombre, la forme et les caractéristiques des titres à émettre, constater la réalisation des augmentations de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts, procéder à la cotation des titres à émettre, procéder le cas échéant à toutes imputations sur les postes de primes d'apport, notamment celle des sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque émission et celle des frais entraînés par la réalisation des émissions,
 - de fixer et procéder à tous les ajustements requis pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, et
 - de prendre toutes dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- décide qu'en cas d'émission de titres de créance, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par les statuts de la Société, notamment pour décider de leurs termes, conditions et caractéristiques et notamment leur caractère subordonné ou non (et le cas échéant, leur rang de subordination), fixer leur taux d'intérêt, les cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, leur devise d'émission, leur durée (déterminée ou non), le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction

des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions ordinaires de la Société ;

- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingtième résolution

(Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, en vue d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour rémunérer les titres apportés à une offre publique d'échange pour un montant nominal maximum de 4 M€)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment aux articles L. 225-129 à L. 225-129-6, L. 225-148, L. 228-91 et L. 228-92 :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, la compétence de décider, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en France et/ou à l'étranger, l'émission (i) d'actions ordinaires de la Société, (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société, ou (iii) de valeurs mobilières qui sont des titres de créance de la Société susceptibles de donner accès ou donnant accès, immédiatement ou à terme à des titres de la Société à émettre, en rémunération des titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société en France ou à l'étranger, selon les règles locales (y compris de toute opération ayant le même effet qu'une offre publique d'échange ou pouvant y être assimilée), sur les titres d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 225-148 susvisé ;
- décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées par voie d'émission d'actions ou de valeurs mobilières est limité à hauteur du Plafond 3 visé à la quinzième résolution ci-dessus, ou, en cas d'émission de titres de créances, à hauteur du Plafond 2 visé à la quatorzième résolution ci-dessus ;
- décide de supprimer, en tant que de besoin, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et aux valeurs mobilières à émettre dans le cadre de la présente délégation, ces dernières ayant exclusivement vocation à rémunérer des titres apportés à une offre publique ayant une composante d'échange initiée par la Société ;
- prend acte que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières le cas échéant émises en vertu de la présente délégation, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
- donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par

les statuts de la Société, pour mettre en œuvre la présente délégation, et notamment à l'effet :

- de fixer les conditions, les montants et les modalités de toute émission, ainsi que la parité d'échange et le montant de la soulte, constater le nombre de titres apportés à l'échange, arrêter les prix, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres, ainsi que toutes les autres modalités de leur émission, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur,
- d'inscrire au passif du bilan à un compte « prime d'apport » sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles et leur valeur nominale,
- de fixer et procéder à tous les ajustements requis pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société,
- d'imputer les frais des augmentations de capital ainsi que les frais d'admission des titres de la Société aux négociations sur un marché réglementé sur le montant des primes afférentes à ces opérations et de prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après émission,
- de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital et modifier corrélativement les statuts, et plus généralement prendre toutes dispositions utiles, conclure tout accord, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- décide qu'en cas d'émission de titres de créance, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, notamment pour décider de leurs termes, conditions et caractéristiques et notamment leur caractère subordonné ou non (et le cas échéant, leur rang de subordination), fixer leur taux d'intérêt, les cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, leur devise d'émission, leur durée (déterminée ou non), le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société ;
- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-et-unième résolution

(Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet de décider d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-128, L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 225-130 :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital par incorporation successive ou simultanée au capital de tout ou partie des primes, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, par émission et attribution gratuite d'actions nouvelles ordinaires, par élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par la combinaison de ces deux modalités ;
- décide que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les actions nouvelles ordinaires correspondantes seront vendues ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans les conditions prévues par la loi et la réglementation applicables ;
- décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées, augmenté du capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi ou à tout accord contractuel applicable, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, ne pourra être supérieur au montant des comptes de réserves, primes, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, visés ci-dessus, existant lors de l'augmentation de capital, et ce, indépendamment du Plafond 1, du Plafond 2 et du Plafond 3 visés aux quatorzième et quinzième résolutions ci-dessus ;
- donne tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet notamment :
 - de fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions ordinaires nouvelles à émettre et/ou le montant dont la valeur nominale des actions ordinaires existantes sera augmentée et arrêter la date de jouissance des actions ordinaires nouvelles, ainsi que le cas échéant fixer les modalités de cession des actions formant rompus,
 - d'imputer les frais des augmentations de capital ainsi que les frais d'admission des titres de la Société aux négociations sur un marché réglementé sur le montant des primes afférentes à ces opérations et de prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après émission,
 - de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital ainsi décidées et modifier corrélativement les statuts, et plus généralement prendre toutes dispositions utiles, conclure tout accord, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des opérations envisagées ;

- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-deuxième résolution

(Délégation à donner au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions à attribuer gratuitement aux actionnaires en cas d'offre publique, pour un montant nominal limité au montant du capital social)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 233-32-II et L. 233-33 :

- délègue au Conseil d'administration la compétence à l'effet de procéder, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en période d'offre publique portant sur les titres de la Société, à l'émission en une ou plusieurs fois, de bons permettant de souscrire à des conditions préférentielles à une ou plusieurs actions de la Société, et d'attribuer gratuitement lesdits bons à tous les actionnaires de la Société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique. Ces bons deviendront caducs de plein droit dès que l'offre publique ou toute autre offre concurrente éventuelle auront échoué, seront devenues caduques ou auront été retirées ;
- décide que le montant nominal maximum de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'exercice de ces bons de souscription ne pourra être supérieur au montant du capital social lors de l'émission des bons, et que le nombre maximum de bons de souscription pouvant être émis ne pourra dépasser le nombre d'actions composant le capital social lors de l'émission des bons, et ce, indépendamment du Plafond 1, du Plafond 2 et du Plafond 3 visés aux quatorzième et quinzième résolutions ci-dessus ;
- prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les bons de souscription émis en vertu de la présente délégation pourraient donner droit ;
- décide que le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, à l'effet notamment de déterminer les conditions d'exercice de ces bons de souscription qui doivent être relatives aux termes de l'offre ou de toute autre offre concurrente éventuelle, ainsi que les autres caractéristiques de ces bons, dont le prix d'exercice ou les modalités de détermination de ce prix, ainsi que d'une manière générale les caractéristiques et les modalités de toute émission décidée sur le fondement de la présente délégation, avec faculté d'y sursoir ou d'y renoncer, fixer les conditions de toute augmentation de capital résultant de l'exercice de ces bons de souscription, constater la réalisation de toute augmentation de capital en résultant et procéder aux modifications corrélatives des statuts, et plus généralement prendre toutes dispositions utiles, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;

- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-troisième résolution

(Délégation de compétence au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet de décider d'augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en faveur des salariés de la Société ou des sociétés de son Groupe, adhérent à un plan d'épargne d'entreprise dans la limite de 3 % du capital social)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes, en application des dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail et des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce et conformément aux dispositions de ce même Code :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, la compétence de décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, l'émission (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme à d'autres titres de capital de la Société, réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou des sociétés ou groupements français ou étrangers liées à la Société au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce (les « **Bénéficiaires** ») dans les conditions de l'article L. 3332-19 du Code du travail ;
- décide de supprimer, en faveur des Bénéficiaires, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires ou valeurs mobilières qui pourront être émises en vertu de la présente délégation ;
- décide que la présente délégation de compétence ne peut donner droit à un nombre d'actions représentant plus de 3 % du capital de la Société (ledit capital étant apprécié à la date d'utilisation de la présente délégation par le Conseil d'administration), étant précisé (i) que toute émission ou attribution réalisée en application des vingt-quatrième et vingt-cinquième résolutions ci-après, sous réserve de leur adoption par la présente Assemblée générale, viendra s'imputer sur ce plafond de 3 % de telle sorte que l'ensemble des vingt-troisième, vingt-quatrième et vingt-cinquième résolutions seront soumises à un plafond global de 3 % et (ii) que s'y ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi ou à tout accord contractuel applicable, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission de titres, l'augmentation de capital ne sera réalisée qu'à concurrence du montant de titres souscrits ;
- décide que le prix de souscription sera fixé dans le respect des dispositions légales et réglementaires et de fixer la décote maximale offerte dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise, applicable au prix de souscription des titres émis sur le fondement de la présente délégation, à 5 % de la moyenne des cours

cotés de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions. Toutefois, l'Assemblée générale autorise expressément le Conseil d'administration à réduire la décote susmentionnée, dans les limites légales et réglementaires ;

- décide que le Conseil d'administration pourra prévoir l'attribution aux Bénéficiaires, à titre gratuit, d'actions ordinaires à émettre ou déjà émises, ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, à émettre ou déjà émises, à titre de substitution de tout ou partie de l'abondement et/ou de la décote sur le prix de souscription, dans les limites prévues aux articles L. 3332-11 et L. 3332-21 du Code du travail, étant précisé que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées du fait de ces attributions s'imputera sur le plafond de 3 % du capital de la Société visé ci-dessus ;
- confère, en conséquence, tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet notamment :
 - de fixer les caractéristiques des titres à émettre, des montants proposés à la souscription, et notamment arrêter les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur,
 - de déterminer, s'il y a lieu, la nature des titres attribués à titre gratuit, ainsi que les conditions et modalités de cette attribution,
 - d'arrêter la liste des sociétés dont les salariés seront bénéficiaires des émissions réalisées en application de la présente délégation,
 - de déterminer que les souscriptions pourront être réalisées directement par les bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'organismes de placement collectifs de valeurs mobilières (OPCVM),
 - le cas échéant, d'imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et de prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital,
 - constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ou des autres titres émis en vertu de la présente résolution,
 - conclure tous accords, accomplir directement ou par mandataire toutes opérations et modalités en ce compris procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital et modifications corrélatives des statuts et, plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire,
 - d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;

- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-quatrième résolution

(Autorisation donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 38 mois, pour procéder, au profit de salariés et/ou des mandataires sociaux de la Société ou des sociétés de son Groupe, à des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions, dans la limite de 3 % du capital social)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes, en application des dispositions des articles L. 225-177 à L. 225-186-1 du Code de commerce :

- autorise le Conseil d'administration, à consentir en une ou plusieurs fois, au bénéfice de membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, des options donnant droit soit à la souscription d'actions nouvelles ordinaires de la Société, à émettre à titre d'augmentation de son capital, soit à l'achat d'actions ordinaires existantes provenant des rachats effectués par la Société dans les conditions prévues par les dispositions légales, étant précisé que l'ensemble des dirigeants mandataires sociaux ne pourra bénéficier de plus de 20 % de la totalité des options dont l'attribution est autorisée par la présente résolution ;
- décide que la présente autorisation ne peut donner droit à un nombre d'actions représentant plus de 3 % du capital de la Société (ledit capital étant apprécié à la date de la décision d'attribution prise par le Conseil d'administration), étant précisé (i) que toute émission ou attribution réalisée en application des vingt-troisième et vingt-cinquième résolutions, sous réserve de leur adoption par la présente Assemblée générale, viendra s'imputer sur ce plafond de 3 % de telle sorte que l'ensemble des vingt-troisième, vingt-quatrième et vingt-cinquième résolutions seront soumises à un plafond global de 3 % et (ii) que s'y ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi ou à tout accord contractuel applicable, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- décide que, sous réserve des ajustements rendus nécessaires en cas de réalisation ultérieure des opérations visées par la loi, s'agissant d'options de souscription d'actions, le prix de souscription devra être fixé à la moyenne des cours cotés de l'action aux vingt dernières séances de Bourse. S'agissant d'option d'achat d'actions, il ne pourra être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce ;
- décide que les options pourront être exercées dans un délai maximum de 8 ans à compter du jour où elles seront consenties ;
- prend acte que la présente autorisation emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options ;

- confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, à l'effet de fixer l'ensemble des conditions dans lesquelles seront consenties les options, notamment :

- l'identité, la qualité et l'ancienneté des bénéficiaires,
- le nombre d'actions que les bénéficiaires seront en droit de souscrire,
- et, en particulier, les conditions liées à la performance de la Société, du Groupe ou de ses entités qui s'appliqueront à l'attribution des options destinées aux dirigeants mandataires sociaux de la société et, le cas échéant, celles qui s'appliqueraient à l'attribution des options destinées aux salariés ainsi que les critères selon lesquels les options seront attribuées et les éventuelles obligations de conservation,

ces conditions étant déterminées dans le respect, le cas échéant, des obligations légales et réglementaires applicables aux options attribuées à des dirigeants, conformément notamment aux dispositions des articles L. 225-185 et L. 225-186-1 du Code de commerce,

- constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites par l'exercice des options de souscription (étant entendu que les versements de libération pourront être effectués en numéraire ou par compensation de créances liquides et exigibles), modifier les statuts en conséquence, remplir les formalités consécutives, et, sur la seule décision du Conseil d'administration, s'il le juge opportun, procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission des frais occasionnés par la réalisation des émissions et prélever sur celles-ci les sommes nécessaires pour doter la réserve légale,
- d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;
- décide que l'autorisation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de trente-huit mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- prend acte que la présente autorisation prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Vingt-cinquième résolution

(Autorisation donnée au Conseil d'administration, pour une durée de 38 mois, de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés de son Groupe dans la limite de 3 % du capital social)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- autorise le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites, à son choix, soit d'actions existantes de la Société soit d'actions à émettre, au

profit des membres du personnel salarié ou des mandataires sociaux éligibles (au sens de l'article L. 225-197-1 II alinéa 1 du Code de commerce) de la Société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions définies à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, ou de certaines catégories d'entre eux ;

- décide que la présente autorisation ne peut donner droit à un nombre d'actions représentant plus de 3 % du capital de la Société (ledit capital étant apprécié à la date de la décision d'attribution prise par le Conseil d'administration), étant précisé (i) que toute émission ou attribution réalisée en application des vingt-troisième et vingt-quatrième résolutions, sous réserve de leur adoption par la présente Assemblée générale, viendra s'imputer sur ce plafond de 3 % de telle sorte que l'ensemble des vingt-troisième, vingt-quatrième et vingt-cinquième résolutions seront soumises à un plafond global de 3 % et (ii) que s'y ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi ou à tout accord contractuel applicable, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- décide que le nombre d'actions pouvant être attribuées aux dirigeants mandataires sociaux ne pourra représenter plus de 5 % du plafond de 3 % fixé à l'alinéa ci-dessus ;
- décide (a) que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration, étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à un an à compter de la décision d'attribution et (b) que les bénéficiaires devront, si le Conseil d'administration l'estime utile ou nécessaire, conserver lesdites actions pendant la ou les durées librement fixées par le Conseil d'administration, étant précisé que la durée cumulée des périodes d'acquisition et le cas échéant de conservation, ne pourra être inférieure à deux ans ; toutefois, l'Assemblée générale autorise le Conseil d'administration, dans la mesure où la période d'acquisition pour tout ou partie d'une ou plusieurs attributions serait au minimum de deux ans, à n'imposer aucune période de conservation pour les actions considérées ;
- décide que, dans l'hypothèse de l'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues par l'article L. 341-4 du Code de la Sécurité sociale, les actions lui seront attribuées définitivement avant le terme de la période d'acquisition restant à courir et seront immédiatement cessibles ;
- prend acte que, s'agissant des actions à émettre, (i) la présente autorisation emportera, à l'issue de la période d'acquisition, augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission ou autres sommes dont la capitalisation serait admise au profit des bénéficiaires desdites actions et renonciation corrélative des actionnaires au profit des bénéficiaires des attributions à la partie des réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise ainsi incorporées et (ii) la présente autorisation emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires desdites actions, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription. L'augmentation de capital correspondante sera définitivement réalisée du seul fait de l'attribution définitive des actions aux bénéficiaires ;

■ confère, en conséquence, tous pouvoirs au Conseil d'administration, dans les limites fixées ci-dessus, pour mettre en œuvre la présente résolution et notamment à l'effet :

- d'arrêter l'identité des bénéficiaires des attributions d'actions et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux,
- de statuer sur les obligations de conservation, le cas échéant applicables en vertu de la loi, s'agissant des mandataires sociaux éligibles, conformément au dernier alinéa du II de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce,
- de fixer les dates et modalités d'attribution des actions, notamment la période à l'issue de laquelle ces attributions seront définitives ainsi que, le cas échéant, la durée de conservation requise,
- et, en particulier, de déterminer les conditions liées à la performance de la Société, du Groupe ou de ses entités qui s'appliqueront à l'attribution des actions destinées aux dirigeants mandataires sociaux de la société et, le cas échéant, celles qui s'appliqueraient à l'attribution des actions destinées aux salariés ainsi que les critères selon lesquels les actions seront attribuées, étant entendu qu'en cas d'attribution d'actions sans conditions de performance, celles-ci ne pourraient pas bénéficier à des dirigeants mandataires sociaux de la société et ne pourraient pas dépasser 10 % des attributions autorisées par l'Assemblée générale,
- de déterminer si les actions attribuées gratuitement sont des actions à émettre ou existantes et, (i) en cas d'émission d'actions nouvelles, constater l'existence de réserves suffisantes et procéder lors de chaque attribution au virement à un compte de réserve indisponible des sommes nécessaires à la libération des actions nouvelles à attribuer, augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, déterminer la nature et les montants des réserves, bénéfices ou primes à incorporer au capital en vue de la libération desdites actions, constater la réalisation des augmentations de capital,

décider la date de jouissance, même rétroactive des actions nouvellement émises, procéder aux modifications statutaires consécutives et (ii) en cas d'attribution d'actions existantes, procéder aux acquisitions des actions nécessaires dans les conditions prévues par la loi, et faire le nécessaire en vue de la bonne fin des opérations,

- de prévoir, le cas échéant, la faculté de procéder pendant la période d'acquisition aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société, de manière à préserver les droits des bénéficiaires, étant précisé que les actions attribuées en application de ces ajustements seront réputées attribuées le même jour que les actions initialement attribuées,
 - plus généralement, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, de prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des attributions envisagées ;
- décide que l'autorisation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de trente-huit mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- prend acte que la présente autorisation prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Vingt-sixième résolution

(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales)

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée générale pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

3. Rapports spéciaux du Conseil d'administration

RAPPORT SPÉCIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES OPÉRATIONS D'ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES - EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, nous avons l'honneur de vous rendre compte des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-197-1 à L. 225-197-3 dudit code relatifs aux attributions d'actions gratuites.

1) Attributions d'actions gratuites réalisées au cours de l'exercice 2015

Nous vous rappelons que l'Assemblée générale extraordinaire du 27 juin 2014, dans sa résolution 23, a autorisé le Conseil d'administration à procéder, au profit des salariés ainsi que des mandataires sociaux de la Société et de son Groupe, à des attributions gratuites d'actions, dans les conditions suivantes :

- **Bénéficiaires** : salariés et/ou mandataires sociaux éligibles (au sens de l'article L. 225-197-1 II du Code de commerce) de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ou de certaines catégories d'entre eux.
- **Montant maximum** : le nombre maximum d'actions ne pourrait excéder 5 % du capital social au moment de la décision d'attribution ; étant précisé que ce plafond de 5 % est commun à l'ensemble des autorisations d'émission données au Conseil en faveur des salariés et des mandataires sociaux.
- **Durée de l'autorisation** : 38 mois soit jusqu'au 26 août 2017. Cette autorisation a mis fin à la précédente.

Aucune attribution d'actions gratuites n'a été réalisée au cours de l'exercice 2015 par la Société, par les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ou par les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 dudit code.

2) Acquisitions d'actions gratuites réalisées au cours de l'exercice 2015

Les décisions suivantes ont été prise par le Directeur général agissant sur délégation du Conseil d'administration :

- décision du Directeur général en date du 2 juillet 2015 faisant usage de la subdélégation du Conseil du 19 juin 2012, en application de la délégation de compétence conférée par l'Assemblée générale mixte du 19 juin 2012 : attribution par anticipation de 30 actions gratuites au titre du plan d'actions gratuites adopté par le Conseil du 19 juin 2012, au profit des ayants droits de deux bénéficiaires britanniques décédés et augmentation de capital corrélative de 30 € par incorporation de réserves.

En application du traité de fusion approuvé par l'Assemblée générale extraordinaire du 19 décembre 2014, Sopra Steria Group se trouvant substituée de plein droit à groupe Steria dans ses obligations envers les attributaires d'actions gratuites de performance groupe Steria en cours d'acquisition à la date de réalisation de la fusion entre Sopra Steria Group et groupe Steria, le 31 décembre 2014 à la clôture de l'exercice :

- décision du Directeur général en date du 2 juillet 2015 faisant usage de la subdélégation du Conseil du 25 juin 2015 : attribution définitive de 9 398 actions gratuites en application du règlement « France » du Plan d'actions gratuites décidé par groupe Steria le 2 juillet 2012 et augmentation de capital corrélative de 9 398 € par incorporation de réserves ;
- décision du Directeur général en date du 29 juillet 2015 faisant usage de la subdélégation du Conseil du 25 juin 2015 : attribution définitive de 704 actions gratuites en application du règlement du Plan d'actions gratuites décidé par groupe Steria le 29 juillet 2011 et bénéficiant aux salariés autres que français et espagnols et augmentation de capital corrélative de 704 € par incorporation de réserves ;
- décision du Directeur général en date du 29 juillet 2015 faisant usage de la subdélégation du Conseil du 25 juin 2015 : attribution définitive de 1 750 actions gratuites en application du règlement du Plan d'actions gratuites décidé par groupe Steria le 1^{er} août 2012 et bénéficiant à M. François Enaud et augmentation de capital corrélative de 1 750 € par incorporation de réserves.

Il est précisé qu'aucun mandataire social de la Société n'a bénéficié d'une attribution gratuite d'actions au titre de ses mandats dans la Société.

4 880 actions gratuites de performance ont été définitivement attribuées par la Société, en 2015, aux dix salariés de la Société non mandataires sociaux, dont le nombre d'actions attribuées gratuitement est le plus élevé. La valeur unitaire de ces actions, correspondant à leur cours de Bourse au jour de leur attribution définitive, soit le 29 juillet 2015, est de 86,98 €.

Le Conseil d'administration

RAPPORT SPÉCIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES OPÉRATIONS D'ATTRIBUTION D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET/OU D'ACHAT D'ACTIONS - EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, nous avons l'honneur de vous rendre compte des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-186 dudit code relatifs aux options de souscription et/ou d'achat d'actions.

1) Attributions d'options réalisées au cours de l'exercice 2015

Nous vous rappelons que l'Assemblée générale extraordinaire du 27 juin 2014, dans ses résolutions 20 et 21, a autorisé le Conseil d'administration à procéder, au profit des salariés ainsi que des mandataires sociaux de la Société et de son Groupe, à des attributions d'options de souscription et/ou d'achat d'actions de la Société, dans les conditions suivantes :

- **Bénéficiaires** : salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés et groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce.
- **Montant maximum** : le nombre maximum d'actions auxquelles donneraient droit ces options ne pourrait excéder 5 % du capital social au moment de la décision d'attribution ; étant précisé que ce plafond de 5 % est commun à l'ensemble des autorisations d'émission données au Conseil en faveur des salariés et des mandataires sociaux.
- **Prix de souscription / d'achat** : le prix de souscription est fixé à la moyenne des cours cotés aux 20 dernières séances de Bourse ; le prix d'achat ne pourra être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société.
- **Durée du plan** : 8 ans maximum.
- **Durée de l'autorisation** : 38 mois soit jusqu'au 26 août 2017. Cette autorisation a mis fin à la précédente.

Aucune attribution d'options de souscription et/ou d'achat d'actions n'a été réalisée au cours de l'exercice 2015 par la Société, par les sociétés qui lui sont liées dans des conditions prévues à l'article L. 225-180 du Code de commerce ou par les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 dudit code.

2) Exercices d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice 2015

2.1) Options levées au cours de l'exercice 2015 par les mandataires sociaux de la Société

Aucune action n'a été souscrite ou achetée par les mandataires sociaux de la Société durant l'exercice 2015 par la levée d'options détenues sur la Société, sur des sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du Code de commerce ou sur des sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 dudit code.

2.2) Options levées au cours de l'exercice 2015 par les salariés de la Société

Au cours de l'exercice 2015, 63 052 options de souscription d'actions ont été levées, ayant donné lieu à la souscription de 63 052 actions nouvelles pour un montant total de 2 279 667,26 €, soit un prix moyen de souscription par action de 36,15 € ayant donné lieu à une augmentation de capital de 63 052 euros et une prime d'émission de 2 216 615,26 euros. Parmi ces 63 052 options, 7 523 ont été levées par des salariés du Groupe à un prix moyen de souscription de 41,16 € et 55 529 options ont été levées par des anciens salariés du Groupe.

Aucune action n'a été souscrite ou achetée par les salariés non mandataires sociaux de la Société durant l'exercice 2015 par la levée d'options détenues sur les sociétés ou groupements qui sont liées à la Société dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du Code de commerce.

Le Conseil d'administration

Attestation du responsable du document de référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Les informations relevant du Rapport de gestion détaillées dans la table de concordance aux pages 273 et 274 – Informations relatives au rapport de gestion de la Société - présentent un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations, portant sur la situation financière et les comptes, données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les comptes consolidés et les comptes sociaux exposés dans le présent document de référence au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2015 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux qui figurent respectivement aux pages 185 et 215 du présent document.

Les informations financières historiques des exercices 2013 et 2014 sont incorporées par référence au présent document de référence, et figurent respectivement aux pages 117 à 196 du document de référence 2013 et aux pages 115 à 226 du document de référence 2014. Ces informations ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux qui figurent respectivement en page 173 du document de référence 2013, et en page 189 du document de référence 2014.

Paris, le 22 avril 2016

Vincent PARIS

Directeur général

Table de concordance du document de référence

Afin de faciliter la lecture du Rapport annuel déposé comme document de référence, la table thématique suivante permet d'identifier les principales rubriques requises par le règlement européen n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004.

		Pages	Chapitre
1. Personnes responsables			
1.1	Identité	239	7
1.2	Attestation	270	7
2. Contrôleurs légaux des comptes			
2.1	Identité	239	7
2.2	Changement éventuel	239	7
3. Informations financières sélectionnées			
3.1	Informations financières historiques	14-15	1
3.2	Informations financières intermédiaires	32	1
4. Facteurs de risques		33-37	1
5. Informations concernant l'émetteur			
5.1	Histoire et évolution de la Société	6-7, 232	1, 7
5.2	Investissements	29, 32, 144, 147-148	1, 4 (note 12) 4 (note 14)
6. Aperçu des activités			
6.1	Principales activités	4-5, 15-21	Profil, 1
6.2	Principaux marchés	22	1
6.3	Événements exceptionnels	184, 212	4, 5
6.4	Dépendance de l'émetteur	34	1
6.5	Position concurrentielle	22	1
7. Organigramme			
7.1	Description sommaire du Groupe	23, 24-25	1
7.2	Liste des filiales importantes	23, 137-138, 213	1, 4 (note 2), 5
8. Propriétés immobilières, usines et équipements			
8.1	Immobilisations corporelles importantes	147-148	4 (note 14)
8.2	Questions environnementales	72 - 79, 103-114	3
9. Examen de la situation financière et du résultat			
9.1	Situation financière	25 -30	1
9.2	Résultat d'exploitation	26-29	1
10. Trésorerie et capitaux			
10.1	Informations sur les capitaux	29-30, 121 153-157, 197-199, 226	1, 4, 5, 6 4 (note 21)
10.2	Flux de trésorerie	29, 122, 159	1, 4
10.3	Conditions d'emprunt et structure de financement	29, 158-159, 189, 201-202	1, 4 (note 22), 5
10.4	Restrictions à l'utilisation des capitaux	NA	NA
10.5	Sources de financement attendues	NA	NA
11. Recherche et Développement, brevets et licences		21, 30, 36	1
12. Informations sur les tendances		31-32	1

TABLE DE CONCORDANCE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

13. Prévisions ou estimations du bénéfice		NA	NA
14. Organes d'administration, de Direction et de surveillance et Direction générale			
14.1	Informations concernant les membres	10, 41-49	Profil, 2
14.2	Conflits d'intérêts	49, 53	2
15. Rémunérations et avantages			
15.1	Rémunération versée et avantages en nature	54, 63-69, 181	2, 4 (note 31)
15.2	Provisions pour pensions et retraites	160-161, 200	4 (note 23), 5
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction			
16.1	Date d'expiration des mandats	41-49	2
16.2	Contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction ou de surveillance	49	2
16.3	Informations sur le Comité d'audit et de rémunération	50-52	2
16.4	Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	55	2
17. Salariés			
17.1	Nombre de salariés	4, 14, 26, 80-81, 139	1, Profil, 3, 4 (note 4)
17.2	Participation et stock-options	63-65, 67-68, 154-156, 198-199, 221-222, 226, 228	2, 4, 5, 6
17.3	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital	155, 199, 222	4, 5, 6
18. Principaux actionnaires			
18.1	Actionnaires détenant plus de 5 % du capital	221	6
18.2	Existence de droits de vote différents	221 -222	6
18.3	Contrôle direct ou indirect	224	6
18.4	Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle	223	6
19. Opérations avec des apparentés		216-218	5
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur			
20.1	Informations financières historiques	117-184	4
20.2	Informations financières <i>pro forma</i>	NA	NA
20.3	États financiers	188-214	5
20.4	Vérification des informations financières historiques annuelles	185, 215	4, 5
20.5	Date des dernières informations financières	117-184	4
20.6	Informations financières intermédiaires et autres	32	1
20.7	Politique de distribution de dividendes	12, 230, 246	Profil, 6, 8
20.8	Procédures judiciaires et d'arbitrage	36-37, 166, 184	Profil, 1, 4 (notes 24 et 33)
20.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	184, 212	4 (note 34), 5
21. Informations complémentaires			
21.1	Capital social	220, 226	6
21.2	Acte constitutif et statuts	232-239	7
22. Contrats importants		34	1
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts			
23.1	Identité	115-116	3
23.2	Attestation	115-116	3
24. Documents accessibles au public		242	7
25. Informations sur les participations		23-213	1, 5

Informations relatives au rapport de gestion de la Société

Le présent document de référence comprend tous les éléments du rapport de gestion requis par les dispositions légales et réglementaires. Le tableau ci-après présente les éléments du rapport de gestion de Sopra Steria Group au 31 décembre 2015 :

Textes de référence		Présentation de l'activité et commentaires sur l'exercice	Pages
CCom	L. 225-100, L. 225-100-2, L. 232-1, L. 233-6 et L. 233-26	Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe, et indicateurs clés de performance de nature financière	14-22, 25-32
CCom	L. 225-100 et L. 225-100-2	Indicateurs clés de performance de nature non financière ayant trait à l'activité spécifique de la Société, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel	71-114
CCom	L. 233-6	Prises de participations significatives durant l'exercice dans des sociétés ayant leur siège social sur le territoire français	29
CCom	L. 232-1 et L. 233-26-32	Évolution prévisible de la situation de la Société et du Groupe et événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle est établi le rapport	31-32
CCom	L. 225-100 et L. 225-100-2	Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée	33-37
CCom	L. 225-100 et L. 225-100-2	Utilisation des instruments financiers par l'entreprise : objectifs et politique en matière de gestion des risques financiers et exposition de la Société aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie	35, 171-174
CCom	L. 225-102-1, L. 225-102-2 et R. 225-104 et 105	Informations sur les conséquences sociales et environnementales de l'activité (y compris installations « Seveso »), engagements sociétaux en faveur du développement durable, de la lutte contre les discriminations et de la promotion des diversités	71-114
CCom	L. 232-1	Activités en matière de recherche et développement	21, 30
CGI	243 bis	Dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents et montant des revenus distribués au titre de ces mêmes exercices éligibles à l'abattement de 40 %	230

Textes de référence		Éléments relatifs au gouvernement d'entreprise et à la rémunération	
CCom	L. 225-102-1	Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun de ces mandataires durant l'exercice	41-49
CCom	L. 225-102-1	Rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice, à chaque mandataire social ; engagements de toutes natures, pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci	63-69
CCom	L. 225-184	Options consenties, souscrites ou achetées durant l'exercice par les mandataires sociaux et chacun des dix premiers salariés de la Société non mandataires sociaux, et options consenties à l'ensemble des salariés bénéficiaires, par catégorie	63-65, 67-68, 199
CCom	L. 225-185 et L. 225-197-1	Conditions de levées et de conservation des options par les dirigeants mandataires sociaux et conditions de conservation des actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux	67-68, 154-156
CMF	L. 621-18-2	Opérations des dirigeants et personnes liées sur les titres de la Société	227

Textes de référence

Informations sur la Société et le capital

CCom	L. 225-100-3	Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration ou du Directoire ainsi qu'à la modification des statuts de la Société ; pouvoirs du Conseil d'administration ou du Directoire, en particulier l'émission ou le rachat d'actions	229, 233-239
CCom	L. 225-211	Détail des achats et ventes d'actions propres au cours de l'exercice	224-225
CCom	R. 228-90	Ajustements éventuels pour les titres donnant accès au capital en cas de rachats d'actions ou d'opérations financières	224-225
CCom	L. 225-100	Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée générale des actionnaires au Conseil d'administration ou au Directoire dans le domaine des augmentations de capital	227-228
CCom	L. 225-100-3 et L. 233-13	Structure et évolution du capital de la Société	221, 226
CCom	L. 225-100-3	Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou clauses des conventions portées à la connaissance de la Société	229
CCom	L. 225-100-3	Participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance	221
CCom	L. 225-102	État de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice et proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise et par les salariés et anciens salariés dans le cadre des fonds communs de placement d'entreprise	222
CCom	L. 225-100-3	Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier	NA
CCom	L. 225-100-3	Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et description de ceux-ci	NA
CCom	L. 225-100-3	Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote	223
CCom	L. 225-100-3	Accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts	173, 223, 229
CCom	L. 225-100-3	Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou du Directoire ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique	69, 181, 203, 216-218, 229
CCom	L. 464-2	Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anti-concurrentielles	NA

Textes de référence

Éléments relatifs aux états financiers

CCom	R. 225-102	Résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices	214
------	------------	--	-----

Informations relatives au rapport financier annuel de la Société

Le présent document de référence comprend tous les éléments du rapport financier annuel tels que mentionnés aux articles L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et requis par l'article 222-3 du Règlement général de l'AMF. Le tableau ci-après reprend les éléments du rapport financier annuel :

	Pages	Chapitre
1. Rapport de gestion		
Analyse de l'évolution du chiffre d'affaires	14, 25-30	1
Analyse des résultats	14, 25-30	1
Analyse de la situation financière	14, 25-30	1
Indicateurs clés de performance de nature non financière, notamment relatifs aux questions d'environnement et de personnel	71-115	3
Filiales et participations	213	5
Principaux risques et incertitudes	33-37	1
Utilisation des instruments financiers et exposition de la Société aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie	35	1
Structure du capital et éléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'offre publique	221-224, 229	6
Rachats par la Société de ses propres actions	224-225	6
2. Comptes consolidés	117-184	4
3. Comptes sociaux	188-214	5
4. Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux et les comptes consolidés	185, 215	4, 5
5. Honoraires des contrôleurs légaux des comptes	240	7
6. Rapport du Président du Conseil sur la gouvernance et le contrôle interne	40-62	2
7. Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil sur la gouvernance et le contrôle interne	70	2
8. Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier annuel	270	NA

Table de correspondance : conformité de Sopra Steria aux indicateurs Grenelle 2/*Global Reporting Initiative*/Norme ISO 26000

I VOLET SOCIAL

Rapport RE-DD 2015 Sopra Steria				
Grenelle 2	N° page	Chapitre	GRI 4	ISO 26000
Actions menées et orientations prises par la Société pour prendre en compte les conséquences sociales de son activité	79	2.1 Culture du Groupe		6.2 Gouvernance de l'organisation
	93	3.1 Dialogue avec les parties prenantes		6.4 Relations et conditions de travail
a) Emploi				
■ L'effectif total	80	2.2.1 Effectifs	G4 - 10	6.4 Relations et conditions de travail
■ La répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique				6.4.3 Emploi et relations employeur/employé
■ Les embauches et les licenciements	81	2.2.2 Recrutements	G4 - LA1	
■ Les rémunérations et leur évolution	86	2.5 Politique de rémunération		
b) Organisation du travail				
■ L'organisation du temps de travail	86	2.6 Organisation du travail	G4 - LA6	6.4 Relations et conditions de travail
■ L'absentéisme				6.4.7 Santé et sécurité au travail
c) Relations sociales				
■ L'organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci	87	2.7 Dialogue social		6.4 Relations et conditions de travail
■ Le bilan des accords collectifs				6.4.5 Dialogue social
d) Santé et sécurité				
■ Les conditions de santé et de sécurité au travail	88	2.8 Santé et sécurité	G4 - LA5	6.4 Relations et conditions de travail
■ Le bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail			G4 - LA8	6.4.7 Santé et sécurité au travail
■ Les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles			G4 - LA6	
■ Les maladies professionnelles				
e) Formation				
■ Les politiques mises en œuvre en matière de formation	83	2.3 Politique d'intégration et de formation	G4 - LA10 G4 - LA11	6.4 Relations et conditions de travail
■ Le nombre total de jours et d'heures de formation	85	2.4 Politique de développement des talents	G4 - LA9	6.4.3 Emploi et relations employeur/employé

Rapport RE-DD 2015 Sopra Steria					
Grenelle 2	N° page	Chapitre	GRI 4	ISO 26000	
f) Égalité de traitement					
■ Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	89	2.9 Principes de non-discrimination 2.9.2 Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	G4 - LA13	6.3.7 Discrimination et groupes vulnérables 6.3.10 Principes fondamentaux et droits au travail	
■ Les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	89	2.9 Principes de non-discrimination 2.9.1 Insertion professionnelle des personnes en situation de handicap			
■ La politique de lutte contre les discriminations	89	2.9 Principes de non-discrimination	G4 - HR3		
g) Promotion et respect des stipulations des conventions de l'OIT relatives :					
■ au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	91	2.10 Promotion et respect des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT)	G4 - HR4		
	91	2.10.1 Respect de la liberté d'association			
■ à l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	89	2.9 Principes de non-discrimination	G4 - HR3		
■ à l'élimination du travail forcé ou obligatoire	91	2.10.2 Refus du travail forcé des enfants			
■ à l'abolition effective du travail des enfants					

TABLE DE CORRESPONDANCE : CONFORMITÉ DE SOPRA STERIA AUX INDICATEURS GRENELLE 2

I VOLET ENVIRONNEMENTAL

		Rapport RE-DD 2015 Sopra Steria		
Grenelle 2	N° page	Chapitre	GRI 4	ISO 26000
a) Politique générale en matière environnementale				
■ L'organisation de la Société pour prendre en compte les questions environnementales, et le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	104	5.1 Politique environnementale	G4-1	6.2 Gouvernance de l'organisation
	104	5.3 Système de Management Environnemental	G4-34	
	105	5.4.1 Organisation pour prendre en compte les questions environnementales		
■ Les actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement	105	5.4.2 Sensibilisation des salariés en faveur de l'environnement		
■ Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	104	5.3 Système de Management Environnemental		
■ Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit pas de nature à causer un préjudice sérieux à la Société dans un litige en cours		Sopra Steria n'est pas concerné par ce sujet du fait de ses activités		
b) Pollution et gestion des déchets				
■ Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	105	5.5.1 Politique déplacements	G4 - EN23	6.5.3 Prévention de la pollution
	106	5.5.3 Bilan des émissions de Gaz à effet de serre	G4 - EN15	
	107	5.6 Bureaux et consommations d'énergie	G4 - EN16	
	109	5.7 Infrastructures informatiques et Data Centers		
	111	5.8 Gestion du cycle de vie des produits		
■ Les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets	97	3.3.3 Achats de produits et services responsables		
	111	5.8 Gestion du cycle de vie des produits		
■ La prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité		Sopra Steria n'est pas concerné par ce sujet du fait de ses activités		

Rapport RE-DD 2015 Sopra Steria				
Grenelle 2	N° page	Chapitre	GRI 4	ISO 26000
c) Utilisation durable des ressources				
■ La consommation d’eau et l’approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales	109	5.6.5 Consommation d’eau	G4 - EN3 G4 - EN6 G4 - EN19 G4 - EN15 G4 - EN16	
■ La consommation de matières première et les mesures prises pour améliorer l’efficacité de leur utilisation	109	5.7 Infrastructures informatiques et <i>Data Centers</i>		
	107	5.6 Bureaux et consommations d’énergie		
	97	3.5 Solutions et services		
■ Consommation d’énergie, mesures prises pour améliorer l’efficacité énergétique et recours aux énergies renouvelables	107	5.6 Bureaux et consommations d’énergie		
	109	5.6.4 Fourniture en énergie renouvelable		
■ Utilisation des sols		Sopra Steria n’est pas concerné par ce sujet de par ses activités.		
■ Lutte contre le gaspillage des ressources alimentaires	79	Sopra Steria n’est pas directement concerné par ce sujet		
d) Changement climatique				
■ Les rejets de gaz à effet de serre	106	5.5.3 Bilan des émissions de gaz à effet de serre	G4 - EN15 G4 - EN16 G4 - EN30	6.5.5 Atténuation des changements climatiques et adaptation
■ L’adaptation aux conséquences du changement climatique	107	5.6.3 Pilotage des consommations d’énergie des bureaux et <i>Data Centers on-site</i>	G4 - EN19 G4 - EN3 G4 - EN4 G4 - EN6	
	110	5.7.3 Optimisation consommation énergétique <i>Data Centers on-site et off-site</i>		
e) Protection de la biodiversité				
■ Les mesures prises pour protéger ou développer la biodiversité		Sopra Steria n’est pas concerné par ce sujet de par ses activités		

I VOLET SOCIÉTAL

Rapport RE-DD 2015 Sopra Steria					
Grenelle 2	N° page	Chapitre	GRI 4	ISO 26000	
a) Impact territorial, économique et social de l'activité					
■ En matière d'emploi et de développement régional	82	2.2.3 Politique relations écoles	G4 - EC7	6.8 Communautés et développement local	
	91	2.11 Impact territorial			
■ Sur les populations riveraines et locales	99	4 Engagement solidaire			
b) Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par les activités de la Société					
■ Les conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations	93	3.1 Dialogue avec les parties prenantes	G4 - 15 G4 - 16 G4 - 24 G4 - 25		
■ Les actions de partenariat ou de mécénat	99	4 Engagement solidaire			
c) Sous-traitance et fournisseurs					
■ La prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	96	3.3.1 Charte des achats responsables		6.6.6 Promotion de la responsabilité sociétale dans la chaîne de valeur	
	97	3.3.3 Achats de produits et services responsables			
■ L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants, de leur responsabilité sociale et environnementale	96	3.3.2 Évaluation des fournisseurs	G4 – EN32		
d) Loyauté des pratiques					
■ Les actions engagées pour prévenir la corruption	96	3.2 Éthique des affaires	G4 – 56 à G4 - 58 G4 - SO4	6.6 Loyauté des pratiques	
■ Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs		Sopra Steria n'est pas concerné par ce sujet de par ses activités			
e) Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme					
	72	1. Sopra Steria s'engage pour un monde plus durable			
	99	4 Engagement solidaire			
Autres indicateurs mentionnés dans le rapport			G4-3 G4-4 G4-5 G4-6 G4-7 G4-8 G4-17 G4-18 G4-23 G4-28 G4-29 G4-30 G4-31 G4-33		

Le système de management régissant l'impression de ce document est certifié ISO14001:2004.

Sopra Steria Group

Direction générale
9 bis, rue de Presbourg
FR 75116 Paris
Tél. : +33(0)1 40 67 29 29
Fax : +33(0)1 40 67 29 30
accueil@soprasteria.com

www.soprasteria.com

